Feltstrun.





Typ. Henri Plon.

LE PAPE LÉON XII.

L'ÉGLISE ROMAINE

EN FACE

DE LA RÉVOLUTION

PAR J. CRÉTINEAU-JOLY

OUVRAGE COMPOSÉ SUR DES DOCUMENTS INÉDITS

ET ORNÉ DE PORTRAITS DESSINÉS PAR STAAL.

Merses profundo, pulchrior evenit.
Horatii Carminum lib. IV, od. IV.

TOME SECOND.





PARIS

HENRI PLON, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

RUE GARANCIÈRE, 8.

1859

L'ÉGLISE ROMAINE

EN FACE DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE TROISIÈME.

LÉON XII ET CHARLES X.

La Révolution reprend son œuvre contre l'Église. — La liberté de la presse et la propagation des doctrines subversives. — Plan du Libéralisme pour continuer l'œuvre des Jansénistes, des Gallicans et des Philosophes. — La Révolution en Europe. — L'Espagne libérale et le Piémont constitutionnel. — Les Sociétés secrètes à Naples et en France. — Situation que la Charte de Louis XVIII fait à ce pays. — Les Missionnaires et les Francs-Maçons. — Les Jésuites et les Libéraux. — Châteaubriand et la liberté de la presse. — Bonald et Joseph de Maistre. — Charles X et la Révolution. — Conclave de 1823. — Le droit d'exclusive. — Léon XII, pape. — Son portrait. — Le cardinal Consalvi réconcilié avec le Pape. — Leurs entretiens. — Le Jubilé de 1825. — Conspiration de la Vente suprême contre le Siége romain. — Le Carbonarisme et les Sociétés secrètes. — Instruction permanente de la Vente suprême. — Les agents provocateurs et les assassins. — Filiation des uns et des autres. — Différence de but que se proposent la haute Vente et les Sociétés secrètes vulgaires. — Les Francs-Maçons relégués au second plan. — Le cardinal Bernetti, secrétaire d'État. — Ses luttes contre le Carbonarisme. — Les Sociétés secrètes conspirant contre elles-mêmes. — Leur antagonisme intérieur les distrait quelquefois de leurs attaques contre le Saint-Siége. — Pressentiments de Léon XII. — Émancipation des Catholiques irlandais. — Mort de Léon XII. — Pie VIII et l'insurrection de 1830. — Louis-Philippe d'Orléans, roi des Français. — Ses moyens de gouvernement. — Il fomente la Révolution contre les trônes et contre l'Église. — Insurrection de Belgique. — Le cardinal Albani, secrétaire d'État. — La Belgique constitutionnelle. — Mort de Pie VIII.

Dans le préambule d'ordonnance constitutive de la Charte de 1814, le roi Louis XVIII s'exprimait ainsi : « La divine Providence, en nous rappelant dans nos États après une longue absence, nous a imposé de

grandes obligations. » Afin d'offrir aux Français une traduction moins mystique de ces grandes obligations, Louis XVIII, esprit poli, sagace et craintif, chargea les abbés de Talleyrand, de Pradt, de Montesquiou et Louis de les commenter.

Par une dérision qui alors échappa à tous les commentaires, ces quatre hommes, engagés dans les saints ordres, possédaient le moins possible les vertus sacerdotales. On pouvait toujours, en parlant de chacun d'eux, leur appliquer la sentence que porte Brantôme sur un évêque de son temps[1] : « Aulcuns le disent un peu léger en créance et guère bon pour la balance de M. saint Michel, où il pèse les bons chrétiens au jour du Jugement. »

Talleyrand, ex-évêque d'Autun et toujours prêt à voler au secours des vainqueurs, avait contracté un mariage ridicule, même à ses yeux.

L'abbé de Pradt avait abandonné son diocèse de Poitiers, et aumônier du dieu Mars, ainsi que se qualifiait ce prélat mythologique en faisant allusion à son maître Napoléon, il vivait dans une atmosphère guerroyante, mais fort peu canonique. Le baron abbé Louis pouvait, comme tant d'autres, devenir un ministre des finances : il n'entra jamais dans sa pensée de faire un bon prêtre.

Seul, l'abbé duc de Montesquiou, homme de cœur et de conviction sincère, et qui à l'Assemblée nationale développa une sage intrépidité, supplée au mérite de la vocation par le désintéressement comme par la dignité de sa vie.

Ce fut à ces quatre ecclésiastiques que Louis XVIII confia

[1] Brantôme, *Vie de Catherine de Médicis*, *Œuvres*, t. II, p. 32.

le soin du gouvernement sous la première Restauration. Celui de la seconde rentra de plein droit dans les attributions de l'oratorien Fouché, régicide, improvisé duc d'Otrante par amour de l'égalité.

La France, qui, de 1793 à 1814, entreprit des conquêtes, sans les désirer avant de les faire, sans les aimer après les avoir faites, se mit à les regretter aussitôt qu'elle les eut perdues. Ayant sans cesse le chapeau sur l'oreille, et s'imaginant que ses soldats doivent toujours être vainqueurs comme au Cirque olympique, la France devient la nation la plus gouvernable, aussitôt qu'elle n'a plus de gouvernement. Alors la peur la saisit, et elle se livre corps et biens à tous les empiriques, qui sont moins les instruments actifs des révolutions que les spectateurs de ces grandes ruines. Depuis soixante-dix années, c'est inévitablement le portrait de Syracuse, esquissé par Montesquieu, qui convient à ce pays. « Syracuse, a dit l'auteur de l'*Esprit des lois,* toujours dans la licence ou dans l'oppression, travaillée par sa liberté et par sa servitude, recevant toujours l'une et l'autre comme une tempête, avait dans son sein un peuple immense qui n'eut jamais que cette cruelle alternative : de se donner des tyrans ou de l'être lui-même. »

Ce peuple était libre enfin. Il plut à la Démocratie de crier à l'esclavage. La Démocratie déborda à travers les royautés, les parlements et les lois; elle ne consentit à laisser durer que les incertitudes et les périls de la société. Personne n'obéit, lorsque tout le monde sent qu'on peut désobéir impunément. On se servit de la Charte pour inaugurer le règne de l'insurrection dans les idées et dans les faits. La chute de Napoléon se perdait dans les souvenirs de sa gloire; on exploita cette gloire afin de se

fagoter de la Révolution une espèce de culte; on le professa avec un fétichisme risible. Horace disait de son temps : *Vixere fortes ante Agamemnona.* Pour les historiens libéraux, il n'y eut pas d'autres Agamemnons dans l'histoire de France que ceux dont la République une et indivisible prenait à bail les immortalités surfaites. On rattacha à cette époque tous les avantages de la civilisation moderne; on s'enivra de ses principes dissolvants; on parla de conquêtes au moment où la Révolution laissait ouvertes à l'étranger les portes de la France. Comme pour ce pays la meilleure politique est toujours celle que son gouvernement ne pratique pas, la Révolution redevint conquérante, lorsque la paix générale fut signée.

La Révolution, qui trouve son point d'unité dans les craintes qu'elle inspire, ne se divise que par le succès. Son crime le plus impardonnable est d'avoir élevé les scélérats à la dignité d'ennemis de l'ordre social. Elle était vaincue, elle se réfugia dans la presse ainsi qu'au centre d'une place forte. Dans ce temps-là, la presse ne fut point le contre-poids des idées folles ou subversives. Elle peut toujours tuer, il ne lui sera jamais accordé de faire vivre. Elle corrompt, il ne lui est pas possible d'éclairer. Elle brise les convictions, elle ne saura pas en raffermir une seule. Elle fut, elle sera inévitablement le poison sans pouvoir être le remède.

Les anciens prétendaient que le bien est toujours à côté du mal, et que sur la même roche que la ciguë murissaient les raisins de Corinthe. Le Libéralisme changea tout cela. Sous prétexte que la loi est suspecte dès qu'il n'est pas permis au premier venu de la discuter, le Libéralisme se mit à ébranler les fondements de la société.

A cette époque, où, par une réaction toute naturelle,

on acclamait la Charte, qui allait fournir des armes contre l'Église et contre les trônes, Fontanes disait avec sa haute intelligence : « Je ne me croirai jamais libre dans un pays où règne la liberté de la presse », et Fontanes avait sainement apprécié le nouveau pouvoir, auquel les Bourbons octroyaient le droit de tuer la monarchie. Aujourd'hui, témoin des excès dans lesquels la France est tombée, par une représentation sans limites d'une démocratie sans frein, l'Europe a pris frayeur de ces écrivains, démolisseurs quelquefois involontaires qui apprennent à parler aux autres et non pas à eux-mêmes, et qui le plus souvent, au dire de Tacite, agitent des espérances privées sans aucun intérêt public.

Par une inconséquence dont les suites furent affreuses, les souverains coalisés voulaient museler la Révolution, et ils déchaînèrent les Révolutionnaires. Les grandes puissances formaient la sainte alliance des Rois; la Révolution, sous leur égide, forma la sainte alliance des Peuples. Elle commença son travail en se faisant protéger par le sabre tiré contre elle. L'invasion de la France par une armée de huit cent mille hommes était un fait antirévolutionnaire; la Révolution eut l'art de le tourner à son profit. Elle ne pouvait vaincre ces armées qui dévoraient le royaume, elle s'arrangea pour les gangrener.

Les Rois de l'Europe n'auraient pas dû, sans un pressentiment mêlé de justes craintes, voir leurs états-majors livrés, à Paris et dans les provinces, à cet insatiable besoin de plaisirs et à ce luxe effréné, qui commençait par la table pour aller s'entretenir dans les maisons de jeu. Ces rois laissèrent leurs généraux et leurs soldats en contact avec toutes les effervescences libérales. Ils auraient dû redouter pour la discipline et pour la candeur de leurs

troupes cette civilisation des sociétés trop avancées, civilisation dont les brillants résultats frappaient si vivement l'imagination enthousiaste, paresseuse ou à demi barbare de leurs officiers et de leurs soldats. Durant trois années, ils n'eurent pas l'intelligence des maux qu'ils préparaient.

L'Europe bivouaquait dans les villes et dans les campagnes de la France. Elle y puisa le malaise moral et les désordres d'esprit qu'elle s'était attribué la mission de dompter.

Avec son bien-être et sa liberté, se transformant si vite en licence, chaque cité fut pour ces nouveaux Annibals une Capoue, dont les séductions de tout genre eurent une force irrésistible. Les princes s'avouaient que la comparaison ne pouvait être que défavorable aux pays soumis à leur sceptre; mais saisis eux-mêmes de ce vertige, ils semblèrent prendre plaisir à y exposer leurs sujets.

De plus graves considérations auraient pu tenir en éveil leur imprévoyance. Au milieu de ce labyrinthe de partis et de passions contraires agitant la France, était-il impossible que ces étrangers, pour qui tout devenait spectacle, nouveauté ou motif à entraînement, se laissassent gagner par cette fièvre chaude de rébellion, se changeant parfois en léthargie de servitude, et dont les Révolutionnaires cherchaient à leur faire apprécier les charmes trompeurs? Ne devaient-ils pas s'initier peu à peu à ces éblouissantes théories d'indépendance constitutionnelle, qui, séduisant la raison la plus prévenue contre des excès regrettables et hypocritement regrettés, exercèrent un si merveilleux prestige sur l'empereur Alexandre de Russie lui-même? Ce qui était arrivé à un dépositaire de l'autorité absolue, ne pouvait-il donc pas se renouveler

dans des masses n'ayant qu'un intérêt éloigné et très-indirect à la conservation des principes traditionnels?

La propagande des idées d'affranchissement religieux et moral était active; le choc des paroles enthousiastes, et par cela même si vibrantes au cœur de la multitude, retentissait dans les lieux publics. On y parlait de fraternité universelle, d'émancipation, de liberté et de progrès indéfinis. Dans les conciliabules où la Révolution entraînait les jeunes officiers d'Allemagne et de Russie à l'imagination exaltée, aux rêves pleins d'une tendresse ingénue pour tous les systèmes subversifs, on posait de fatales questions contre la société chrétienne. On agitait des problèmes contre les monarchies; on façonnait à la révolte; on appelait à la gloire intellectuelle ou au martyre; on invoquait de chimériques idéalités en l'honneur du désordre, et des espérances décevantes en faveur d'une impiété de bon ton. Ces idées et ces espérances, dont le germe était déposé dans la Charte, se développaient avec une singulière puissance d'attraction.

Aux yeux de la Démagogie, cette gangrène, communiquée aux armées victorieuses, était une revanche d'abord, puis un moyen d'affaiblir l'appui qu'elles prêtaient aux idées réparatrices. Soumis à ce double contact, s'enivrant la même nuit de plaisirs faciles, de songes dorés et de mystérieuses conférences qui, entre deux orgies, les préparaient aux insurrections, les alliés ressentirent bientôt le contre-coup de ces doctrines. La corruption procédait par degrés; elle s'infiltra dans les peuples du Nord, tantôt sous la voluptueuse enveloppe d'une civilisation qui dégénère, tantôt sous la patriotique amorce d'une impossibilité métaphysique.

La Révolution s'était servie d'eux pour répandre en

France ses premiers libelles. Instruments de la contagion, ils en ressentirent les effets, et ils emportèrent dans leurs pays une cause toujours renaissante de remords ou de troubles. L'Angleterre et la Russie furent obligées de tenir à distance des centres de population ces vainqueurs, qui, pour dépouilles opimes, infiltraient dans leur patrie la pensée d'une désorganisation gouvernementale et le besoin de conspirer sans cesse. L'Angleterre calma ces effervescences, en les faisant traiter par le soleil des Indes; mais en Russie, moins de huit années après, elles se traduisirent par des Sociétés secrètes. A l'avénement de l'empereur Nicolas au trône, ces Sociétés secrètes firent éclater une émeute militaire.

La Révolution n'a jamais voulu comprendre que l'Église était comme ces déesses d'Homère qu'on peut blesser, mais qu'il est impossible de tuer. La Révolution avait porté au Siége romain des coups de plus d'une sorte; le Siége romain s'en relevait ou plus brillant ou plus fort. De nouveaux complots se tramaient dans l'ombre; un autre se prépare dans l'exil, car la haine, comme l'incrédulité, est une mère qui ne sera jamais stérile. On la verra toujours produire des enfants dignes d'elle.

Après la bataille de Waterloo, six plénipotentiaires, choisis par les Chambres législatives et par les Pouvoirs publics de 1815, se rendirent auprès des généraux de l'armée coalisée. Ces plénipotentiaires, nommés Lafayette, Sébastiani, Pontécoulant, Delaforest, d'Argenson et Benjamin Constant, étaient presque d'aussi grands patriotes que ceux dont ils acceptèrent la délégation. Au nom de la France révolutionnaire, ils arrivaient au quartier général d'Haguenau pour offrir aux alliés le droit d'imposer à la France le souverain qui leur conviendrait le

mieux. La France, au dire de ses prétendus mandataires, ne mettait que deux conditions à ce choix : le futur souverain devait être étranger et non catholique. Cette audacieuse demande échoua; mais le Libéralisme ne tarda point à la reprendre. Il lui fallait des princes qui n'eussent rien de français dans les veines, rien de catholique dans le cœur. Cette double réserve obtenue, le Libéralisme faisait au premier venu serment de fidélité et de sujétion. L'Europe résista encore à de pareils vœux, mais bientôt les régicides et les proscrits se désignèrent un nouveau souverain en dehors même de la famille Bonaparte et de la branche d'Orléans. A Bruxelles, ils organisèrent pour le prince d'Orange la sourde conspiration que l'empereur Alexandre fit avorter en 1821.

Au moment où le Congrès d'Aix-la-Chapelle allait s'ouvrir, l'un des bannis, l'avocat Teste, qui sera plus tard ministre de la justice de Louis-Philippe d'Orléans, et flétri comme concussionnaire par la cour des pairs, se présente afin de renouveler ce vœu sacrilége. Sous les inspirations de Carnot et de Sieyès, il a rédigé un mémoire par lequel on propose aux quatre puissances de républicaniser la monarchie française et de substituer à la dynastie des Bourbons une tige protestante de Nassau. Les Huguenots, du temps de l'amiral de Coligny, ont déjà fait ce rêve insensé. Le Libéralisme naissant le reprend en sous-œuvre; il le formule pour raviver l'esprit révolutionnaire dans un changement de culte.

Coligny échoua devant la prudence de Guillaume le Taciturne; l'avocat Teste fut plus malheureux que Coligny. Il amène le roi des Pays-Bas et son fils le prince d'Orange à seconder un pareil dessein. Les régicides se sont fait de la Belgique un véritable champ d'asile. Pour

capter leurs suffrages, la maison de Nassau croit qu'elle pourra impunément déclarer la guerre à l'Église Catholique. Nous la verrons suivre cette idée jusqu'en 1830; mais quand le tocsin de juillet retentira, les réfugiés du Libéralisme ne songeront à la famille de Nassau que pour lui faire expier son hospitalité en applaudissant à l'insurrection belge.

L'Europe monarchique s'était imposé le devoir d'étouffer la Révolution au foyer même de sa puissance. Par un concours de circonstances accusant d'étranges défaillances morales, la Révolution triomphe de ses vainqueurs; c'est à leurs drapeaux qu'elle confie la propagande de ses vœux anticatholiques. Le Libéralisme crée, pour l'usage particulier de chaque peuple, une espèce de droit des crimes et une jurisprudence qui autorise tous les attentats. Il change le caractère des Français, et on dirait que leur gaieté, naguère encore si expansive, vient maintenant douloureusement au monde. Leurs chansons ressemblent à des complaintes; leurs saillies les plus enjouées ont les yeux rouges.

Selon le pape Anastase II, « le royaume de France était une colonne de fer que Dieu élevait pour le soutien de sa sainte Église, pendant que la charité se refroidissait partout ailleurs [1]. » La Démagogie ne connaît cet horoscope que par intuition; elle s'efforce de le faire mentir en inoculant la fièvre de la révolte. Pour arriver plus sûrement à ses fins, elle veut que la France donne le signal de toutes les folles erreurs; la France se prête avec résignation à tout ce qu'on exige d'elle. A côté des populations agricoles, commerçantes ou industrielles qui vivent tranquilles et heureuses de leur travail en Allemagne, en

[1] *Anast. II, Epist. ad Clod.*, t. IV, *Con. Col.*, 1280.

Italie, en France et en Espagne, il s'élève, de temps à autre, un peuple spécial, épris de vanité et de bruit.

Ce peuple aime à se laisser prendre à toutes les glus patriotiques. Selon l'expression de Camille Desmoulins, il montre à l'égard de certaines ambitieuses formules le goût des nègres pour les chapeaux à plumes et les tambours. Entraîné par quelques beaux esprits, folâtres comme les insectes qui se jouent à la lumière dans un beau jour d'été, ce peuple est sans cesse prêt à escalader le ciel sur des lames de rasoir. C'est à peine s'il croit en Dieu; mais sa raison, qui frémirait de s'incliner sous une providence divine, s'humilie devant tous les charlatans ayant un intérêt quelconque à l'exploiter.

Depuis un siècle, la Révolution a le secret de ces vanités patriotiques et de ces moqueries antichrétiennes. Elle sait, pour nous servir d'un des sarcasmes les plus amers du duc de Saint-Simon, que « le long règne de la vile bourgeoisie » va commencer; elle l'inaugure en ouvrant dans chaque cité une loge de Francs-Maçons.

A cette loge est annexée une succursale où se multiplient les mauvais livres et les mauvais journaux qui doivent servir de précurseurs aux révoltes. Louis XVIII a rendu la France libre; la France tourne contre les Bourbons la liberté qu'ils lui donnèrent. On fit de la conspiration militaire et civile un art ou un métier. Les habiles compromirent les niais; le sang toucha le sang. Lorsque le Libéralisme, qui avait enfin des martyrs, s'aperçut que les dupes commençaient à devenir rares, il voulut jouer à coup sûr une autre partie. Ses complots, secrètement organisés par des tribuns ambitieux, et mis à exécution par de jeunes fous qui manquaient d'expérience ou par de vieux insensés qui perdaient la mémoire, ses

complots n'aboutissaient à aucun résultat. Il sentit qu'une nouvelle direction était nécessaire; il l'imposa.

C'est à dater de cette ère néfaste que le Libéralisme entre véritablement en lutte contre l'Église, car jusqu'à présent il n'aiguisa ses plumes et ses poignards que sur le trône. Il a confondu ses deux ennemis dans la même haine; il va les attaquer avec les mêmes armes.

Le Libéralisme, ayant pour principe de ne faire que ce qu'il ne promet pas, dispose de tous les moyens d'influence et d'action. Il a le retentissement de la tribune, les souvenirs de l'Empire et l'incessante propagande de la presse. La poésie, l'histoire et les beaux-arts popularisent ses hommes et ses idées. Cela ne suffit pas encore au besoin de mouvement dont il est tourmenté. Il ramasse dans les villes tous ceux qui, ne pouvant rien être par eux-mêmes, espèrent devenir quelque chose par l'association. Il agglomère dans une loge improvisée ces superfétations d'orgueil civique, puis à cette loge d'officiers en demi-solde, de petits propriétaires et de commerçants aisés, le Grand-Orient adresse un vénérable. Ce vénérable, étranger au pays, a le mot d'ordre des Sociétés secrètes.

Chaque fête solsticiale doit être une étape vers la pure lumière qui se lève pour confondre le fanatisme; chaque banquet fraternel sera un nouvel échelon vers le progrès indéfini. Dans ce monde exceptionnel, peuplé de visions humanitaires, de vanités philanthropiques et d'éloquences avinées, on professera le catéchisme de l'incrédulité. On apprendra aux braves bourgeois, qui payent la leçon, à rire du Pape et des Évêques; mais en même temps il faudra que les bourgeois, déguisés en frères servants ou en orateurs novices, saluent de leurs plus profonds respects l'autel où le Grand-Orient, avec sa couronne de carton

doré et son manteau de papier peint, trône en roi de coulisses.

Ces caricatures, vénérées dans l'ombre des loges, lancent des firmans grotesques. Plus ces firmans atteignent aux limites du ridicule, plus ils sont accueillis avec de solennelles acclamations. Peu à peu le maçon est conduit par la tolérance au mépris de Dieu, à qui, par faveur singulière, on conserve encore les fonctions amovibles d'architecte des mondes. Le maçon ne croit plus à l'Évangile; mais il lui reste juste assez d'innocence anté-baptismale pour élever sa raison au niveau des mystères de la fraternité universelle. On l'éloigne de son église paroissiale et de sa famille; il sera donc bientôt mûr pour l'athéisme des Sociétés secrètes, qui le font passer sous la voûte d'acier et le préparent ainsi à venger la mort d'un problématique Adonhiram.

Quand les immortels principes de 1789 n'avaient pas encore été promulgués, la Loge maçonnique était une exception. En France, en Angleterre ainsi qu'en Allemagne, elle n'apparaissait que de loin en loin comme un mythe. Les aristocrates de révolution avaient seuls le droit de pénétrer dans ses ténèbres; seuls ils étaient initiés aux symboles du tuileur. A partir de 1815, la Loge se vulgarisa comme toutes choses; elle servit de point de repère aux passions que le grand jour aurait effrayées.

Un nouveau plan d'attaque venait d'être combiné contre le Siége romain. La science de l'oppression, le *sapienter opprimamus eum, ne forte multiplicetur*[1], s'était perfectionné. On l'appliqua simultanément aux quatre coins du monde. Pour empêcher l'Église de se multiplier, il ne s'agissait plus de la persécuter à force ouverte et de faire

[1] *Exode*, I, 10.

couler son sang : il fallait l'opprimer avec sagesse et avec art. Les Loges maçonniques et les Sociétés secrètes furent les inépuisables trésoriers de ce complot. La Religion avait résisté aux violences; on leur substitua une guerre plus savante. On ne l'avait pas vaincue en lui faisant des martyrs; on se proposa de l'affaiblir par la désertion. Le sophisme succéda au blasphème : l'ironie remplaça les outrages. La Démocratie naissante du dix-neuvième siècle abandonnait les errements de sa sœur aînée. Elle ne pouvait pas encore tuer le Catholicisme, elle se contenta de l'empêcher de vivre.

Elle railla le bon Dieu d'après les refrains de Béranger; elle réhabilita l'esprit révolutionnaire, selon l'histoire de Thiers ou de Dulaure; elle déifia l'industrie au nom du charlatanisme, et elle fuma sa pipe dans les Loges maçonniques, en attendant qu'il lui fût loisible de la fumer dans les églises. Au contact de tant de parjures et en face de tant de trahisons, s'honorant d'une honte à l'égal d'une victoire, les principes politiques avaient disparu; la Révolution se mit à la peine pour étouffer les principes moraux. Les devoirs étaient passés à l'état de problème, elle plaça toutes les vertus au rang des préjugés. Le vice s'accordait le droit de pardon; c'est à peine s'il concède à l'honneur le besoin d'excuse. Pour rapetisser les grands, l'on s'imagine que le plus sûr moyen est de grandir les petits; et, dans cette confusion sans exemple, on cherche, en s'éveillant comme à tâtons, les lois, le respect des choses saintes et les mœurs; on ne les trouve plus.

Les Loges maçonniques eurent leur mission de prosélytisme, ou plutôt de racolage; les Sociétés secrètes vont aussi recevoir la leur. Les Loges doivent procéder aux hostilités antichrétiennes par des aphorismes de pacifica-

tion universelle ; les Sociétés secrètes s'organisent dans l'ombre pour frapper l'ennemi au défaut de la cuirasse. Les unes prêchent, les autres s'arment; mais, en attendant l'heure de l'action, toutes deux joignent leurs efforts pour répandre dans le monde les semences de désordre. Le sabre avait cédé la place à la parole et à l'écriture; la parole et l'écriture firent plus de ravages que le sabre.

Sous l'Empire, Voltaire et Rousseau, enfouis au Panthéon, ne trouvaient ni lecteurs ni acheteurs. La réimpression de leurs œuvres était interdite, comme un attentat aux bonnes mœurs ou à la raison politique. Sous le règne des Rois fils aînés de l'Église, la loi fut impuissante à réprimer de pareilles publications. La Charte consacrait la liberté de la presse; mais en France, on est toujours en avance ou en retard, jamais à l'heure. Cette liberté, que la Révolution noya dans le sang des écrivains, et que Bonaparte avait muselée, n'eut pas plutôt acquis le droit d'exister, qu'elle en abusa contre ses bienfaiteurs. La main d'un prince ouvrait la bouche à l'agneau persécuté; l'agneau se transforma subitement en tigre. Il déchira la main royale.

Jamais guerre plus acharnée ne fut conduite d'une plus perfide manière. On ne parlait que de rajeunir le monde, que d'infuser à la société de nouvelles idées et un nouveau culte plus appropriés à ses aspirations et à ses splendeurs futures. On escomptait, comme toujours, le rêve de la fin providentielle du travail des siècles, ce rocher que les Sisyphes de l'écritoire et de la tribune roulent éternellement sans jamais pouvoir le fixer, et on se précipitait tête baissée dans l'ornière du plagiat. L'école matérialiste et philosophique ne renaissait plus dans ses écrivains; elle ne brilla que par des éditeurs. Le colonel

Touquet fut le recruteur de cette phalange impure, s'attachant à inoculer par livraison la démoralisation aux classes populaires. Jean-Jacques, Helvétius, d'Holbach, Voltaire, Diderot, Crébillon fils, Dupuis, Volney, Grégoire et Parny, n'avaient pas assez dépravé. Des courtiers marrons du Libéralisme se chargèrent de prêter à leurs œuvres un regain de perversion. Il y eut un *Voltaire* pour les chaumières, comme il y avait une *Guerre des Dieux* pour les salons et un *Pigault-Lebrun* pour les mansardes.

Héritier des grands principes de 1789, et faisant de son legs un marchepied pour renverser, le Libéralisme avait compris que toute foi n'était pas encore éteinte au cœur des peuples. Le mouvement religieux imprimé par le Concordat de 1801 et par le voyage du pape Pie VII en 1804, le retour aux idées sociales dont Bonaparte s'était fait un besoin et une gloire, avaient démontré à la Révolution l'impuissance de ses efforts et le vide de ses théories. Elle sentit que ses ouvriers de la première heure n'avaient pas assez corrompu, ou qu'ils avaient mal corrompu; elle ouvrit à ceux de la onzième heure les sources empoisonnées, ces citernes sans eau dont parle le Prophète. Des génies malfaisants les avaient creusées; elle laissa à des industriels le soin de les exploiter. Elle créa le colportage et fit de la littérature une marchandise, ayant la clientèle de tous les opprobres.

Par une réminiscence de la fable destinée à endormir les soupçons, on persuada aux gouvernants que la presse jouissait du privilége mythologiquement accordé à la lance d'Achille. La presse dut inévitablement guérir les blessures qu'elle faisait : ce naïf pont-aux-ânes fut accepté comme le dernier mot de la question. Alors on combattit

le vice avec des armes qui firent rougir la vertu; on livra à l'Église catholique des assauts qui portèrent l'inquiétude jusqu'au sein du Protestantisme. Le Protestantisme s'alarma de cette multiplication effrénée de livres et de gravures obscènes, que le plus audacieux des commerces répandait au même instant sur tous les points. La Société de la Morale Chrétienne se fonda dans le but de ramener les masses au sentiment des principes. Mais cette société, qui entrevoyait l'abîme, s'arrêta sur ses bords, parce qu'elle n'avait pas assez de foi pour le franchir. Le Libéralisme tentait de faire monter l'incrédulité au rang d'une science constitutionnelle; la société protestante ne songea qu'à faire à la longue d'un peuple sans croyance un peuple sans devoir.

Dans toute sa vie de poëte, de conteur, d'historien ou de philosophe, Voltaire, courtisan de la fortune ou du plaisir, n'a jamais daigné jeter un regard de commisération sur les souffrances du peuple. Le peuple est toujours à ses yeux taillable et corvéable à merci. L'éclairer, et par l'éducation le diriger vers le bien, c'est un crime; aussi lit-on sans surprise dans une lettre de Voltaire la déclaration suivante : « Je crois, écrit-il le 1er avril 1766 à Damilaville, l'un de ses complaisants, je crois que nous ne nous entendons pas sur l'article du peuple, que vous croyez digne d'être instruit. J'entends par peuple la populace qui n'a que ses bras pour vivre. Je doute que cet ordre de citoyens ait jamais le temps ni la capacité de s'instruire. Il me paraît essentiel qu'il y ait des gueux ignorants..... Quand la populace se mêle de raisonner, tout est perdu. »

Pour remplir dignement ce vœu de l'orgueil, et perpétuer l'ignorance chez ce peuple, dont le philosophe de

Ferney ambitionne d'éterniser la gueuserie, le Libéralisme édita un Voltaire des chaumières. Il prodigua d'immenses sacrifices pécuniaires, afin d'acclimater sous toutes les formes le cynisme en romans, en dissertations, en histoires et en chansons. L'impiété courait à son but tête levée. Elle ne cachait ni ses espérances ni ses prétentions; elle aspirait à détruire l'Église romaine. La loi, que les législateurs proclamaient athée, se trouva sans vigueur contre de pareils excès; la justice sembla les encourager. Il y avait partout des avocats gallicans pour protéger de leur éloquence les écrivains et les éditeurs. Il ne manqua pas de vieux magistrats jansénistes qui, sur leurs siéges fleurdelisés, sourirent encore après la tempête aux éclairs présageant de nouveaux orages.

Au milieu de ces affolements de complicités sourdes ou patentes, la société semblait se résigner au stoïcisme du sauvage vaincu. C'est à peine si, de loin en loin, quelques voix isolées s'élevèrent pour secouer tant de léthargies. A l'instant même, ces voix étaient couvertes par les bruyantes malédictions du journalisme et de la tribune. Les écrivains et les orateurs qui, comme Jay, Étienne, Tissot et Manuel, avaient appris les premiers rudiments de la liberté dans les bureaux de la censure impériale, se lamentèrent ou s'indignèrent d'un pareil outrage fait au caractère et à l'indépendance des peuples. Quand Boulogne, évêque de Troyes, avec l'autorité de son nom et de son savoir, essaya d'arrêter le torrent débordé, la presse entière manifesta par des cris de fureur les sentiments dont elle était animée. Le pasteur s'adressait à son troupeau, et il disait[1] :

[1] *Instruction pastorale de Monseigneur l'Évêque de Troyes sur les mauvais livres* (août 1821).

« Qu'avions-nous donc à faire maintenant de toutes ces œuvres complètes? qu'avions-nous donc besoin de ces trente volumes de dérisions impies et de sarcasmes sacriléges? Faut-il donc, de toute nécessité, que les objets les plus vénérables soient éternellement voués au ridicule? Serait-ce que cet esprit de persécution philosophique n'est point encore éteint, qu'il est encore plus comprimé que guéri, et qu'il n'attend pour se montrer encore que le moment et l'occasion? A quoi bon ces honteux répertoires de bouffonneries cyniques et de facéties burlesques? et que ferons-nous de ces jeux folâtres et badins d'une plume légère? Y a-t-il donc à plaisanter sur ce que nous avons vu, et à nous égayer sur ce que nous voyons? Sommes-nous dans le temps de nous réjouir ou dans celui de nous attrister? dans le temps de nous égayer aux dépens des mœurs, ou dans celui de verser des larmes amères sur nos malheurs et sur nos crimes? Que ferons-nous des utopies bizarres et de tous les rêves politiques du philosophe genevois? Voulons-nous revenir aux beaux jours de la liberté et de la république, ourdir contre l'État de nouvelles conspirations, et remettre de nouveau en question la civilisation française? Faut-il donc encore recommencer à nouveaux frais, et reprendre en sous-œuvre notre éducation civique à nos risques et périls? Que ferons-nous enfin de toutes leurs homélies, fastidieuses jusqu'au dégoût, sur le fanatisme? Reste-t-il donc un autre fanatisme que celui de leurs disciples? Sur la tyrannie, y en a-t-il une autre que la leur? Sur la superstition, l'impiété n'en a-t-elle pas pris la place? Sur la tolérance, tout n'est-il pas toléré, jusqu'à leur doctrine séditieuse, jusqu'à leurs écrits sacriléges?

» Que ferions-nous de ces déclamations usées sur les disputes des théologiens, quand il n'y a plus de disputes qu'entre les philosophes, qui ne s'entendent plus, et qui se battront longtemps encore avant de s'entendre? et enfin de tous ces lieux communs, non moins contraires à la vérité qu'au bon goût, sur tous les maux qu'a causés la Religion, quand nous ne voyons plus aujourd'hui que les maux effroyables qu'a produits la philosophie? Que veulent donc maintenant les partisans des œuvres complètes et même des œuvres posthumes? Le vœu de leurs auteurs n'est-il pas accompli, et la Religion n'a-t-elle pas été *écrasée?* Ils voulaient fermer les cloîtres, n'ont-ils pas été fermés? proscrire les moines, n'ont-ils pas été proscrits? renverser les temples, n'ont-ils pas été renversés? dépouiller les prêtres, n'ont-ils pas été dépouillés? Enfin, tout ce qu'ils ont voulu n'est-il pas arrivé au delà même de leurs espérances? et s'ils revenaient sur la terre, ne seraient-ils pas transportés en voyant qu'ils ont fait tout ce que nous avons vu? Les trois quarts des Œuvres complètes ne sont donc plus de saison, et n'auront plus d'application et d'à-propos dans l'état actuel des choses; elles ne peuvent donc que perdre à être reproduites, à moins qu'on ne nous dise que tout ce qui favorise, ou de près ou de loin, l'esprit d'audace et de libertinage, vient toujours à propos; que les blasphèmes sont aussi anciens que le monde, et que rien de ce qui peut tendre à avilir la Religion et ses ministres ne saurait être intempestif; à moins qu'on ne prétende que tout n'est pas fini, qu'il faut encore de nouvelles secousses, une plus grande épuration des hommes et des choses; à moins qu'on ne prétende que les intentions libérales de ces deux grands régénérateurs ne sont pas encore entièrement remplies;

qu'ils nous ont légué de nouveaux malheurs, de nouveaux plans de destruction et de ruine, et qu'il faut se hâter d'exploiter encore ces mines fécondes de politique et de philosophie, où les peuples vont retrouver de nouveaux droits, les princes de nouvelles chaînes, et les uns et les autres de nouvelles leçons pour mieux organiser encore notre perfection sociale! »

Ces plaintes éloquentes, ces objurgations pleines de prévoyance auraient dû dessiller les yeux de l'autorité. L'autorité croyait s'être lié les mains, elle se condamnait à une mortelle incurie; l'indifférence publique fit le reste. La Révolution était parvenue à persuader aux Français que le retour aux dîmes, à la féodalité et au droit du seigneur, entrait dans les calculs de l'Église et dans les plans de la monarchie. Les Français, catholiques durant la persécution, se réveillèrent sceptiques ou moqueurs sous le règne des Rois très-chrétiens. On eût dit que les calamités passées étaient lettre morte pour ce peuple, et qu'elles ne pouvaient jamais lui laisser une heure d'expérience. Quand le culte de la Raison ou de la théophilanthropie était le culte légal, les Français exposaient leur vie afin de protester de leur dévouement à la vieille Religion de leurs pères. Cette Religion triomphe; un état de malaise indéfinissable, ou un incurable besoin d'opposition ramène les Français aux carrières qu'ils eurent tant de peine à éviter. La mer a quelques jours de calme: chacun se présente pour être pilote. Le gouvernement seul se récuse.

Dans un rapport adressé, le 4 août 1806, à l'empereur Napoléon par Portalis, ce ministre des cultes disait : « Depuis longtemps les missions sont connues dans l'Église, et elles y ont fait de grands biens. Les pasteurs

locaux n'ont pas toujours les moyens de s'accréditer dans leurs paroisses; mais, indépendamment de tout fait particulier, il résulte de la commune expérience qu'il est des désordres auxquels les pasteurs ordinaires ne peuvent porter remède. Les pasteurs sont les hommes de tous les jours et de tous les instants; on est accoutumé à les voir et à les entendre; leurs discours et leurs conseils ne font plus la même impression. Un étranger qui survient, et qui, par sa situation, se trouve en quelque sorte dégagé de tout intérêt humain et local, ramène plus aisément les esprits et les cœurs à la pratique des vertus. De là s'est introduit l'usage des missions, qui ont produit, en différentes occurrences, des effets aussi heureux pour l'État que pour la religion. »

Ce rapport était concluant. Napoléon en accepta le fond et la forme; il prit les missionnaires sous sa protection; il les constitua les apôtres de la famille. En présence des maux que ce débordement d'œuvres impies ou cyniques allait provoquer, les Évêques de France voulurent à leur tour essayer du remède dont l'Empire avait usé. Ils firent appel au zèle des missionnaires. Une émeute, organisée de main de libéral, suivit ces missionnaires de ville en ville; elle s'attacha à leur créer une impopularité factice. L'église va une fois encore remplacer le club; les cantiques pieux succèdent aux refrains lubriques ou sanglants. Les missionnaires de la liberté fomentent l'insurrection contre les missionnaires de l'Évangile. La Révolution ne peut maîtriser l'élan qui emporte les cœurs vers les idées religieuses; elle le comprime par la force brutale.

Au nom de la Charte, substituée avec avantage au banal paradoxe d'un Dieu de paix, on interdit à la foule

chrétienne le droit de prier dans ses temples. Comme si la niaiserie devait toujours être une condition absolue de la vertu, comme si surtout il était impossible dans ce temps-là d'être religieux, honnête et habile, il se rencontra des timidités constitutionnelles ou administratives qui donnèrent encore plus d'audace aux turbulences libérales. Elles s'apprêtaient au rôle de perturbateurs à main armée. On voyait ces perturbateurs, enrégimentés et disciplinés, se porter partout où une mission était annoncée. Aux cris : A bas le Christ! A bas le Pape! Vive la Charte et vive l'Enfer! ils menaçaient d'une émeute. Ils organisaient le désordre, sous prétexte qu'on ressuscitait pour le peuple les superstitions et les lois du Moyen-Age. On baissa la tête devant ces impudences; on se résigna à l'inertie; on trembla d'effroi en face des calomnies de la presse. Alors le Libéralisme, qui venait d'offrir une seconde édition de la Terreur, proclama que la France, arrachée au joug des prêtres, n'était libre que par lui. Il s'était montré fort contre la faiblesse, il fut hardi contre l'indécision.

Le nom de missionnaire ne réveillait aucun souvenir dans l'esprit des citoyens; la Révolution, qui a parfois la main heureuse, invente celui de Jésuite. La Compagnie de Jésus fut le premier holocauste immolé par un Pape sur l'autel de la liberté naissante; mais cette Compagnie a laissé sur l'histoire une si profonde empreinte, que sa chute n'a pu réduire ses ennemis au silence. La Convention s'épouvante elle-même à l'évocation de ce fantôme[1],

[1] Dans le rapport fait, le 17 juin 1794, à la Convention sur la *Conspiration de Catherine Théos*, l'illuminée de Robespierre et du chartreux dom Gerle, Vadier, qui écrivait sur les notes du Comité de salut public, présenta cette vieille folle comme l'agent de Pitt et Cobourg, du Pape et des Jésuites, qui n'existaient plus depuis vingt-deux ans.

et Bonaparte fait, en 1801, semblant d'avoir peur de cette société alors éteinte. « On haïssait, comme dit Tertullien en son *Apologétique*, un nom innocent dans des hommes innocents. »

A peine ressuscitée par un autre Pape, elle n'a pas eu le temps de se constituer ou de s'établir. Elle n'a plus de confesseurs pour diriger la conscience des Rois, plus de colléges pour travailler à l'éducation de la jeunesse, plus d'apôtres pour évangéliser les nations assises à l'ombre de la mort. On l'a dépouillée de tous ses biens; on lui a ravi toutes ses espérances du martyre ou du dévouement; mais il lui reste quelque chose, que les révolutions, le temps et la mort ne lui enlèveront jamais. C'est la haine instinctive de tout sophiste et de tout écrivain qui aspire, par un moyen quelconque, à miner le rocher sur lequel Dieu bâtit son Église.

A l'éternel honneur de la Compagnie de Jésus, cette haine n'avait pas même sommeillé, lorsque l'Europe se débattait dans les convulsions de l'anarchie. Les Jésuites sont rendus à la vie; dès leurs premiers pas, ils se heurtent contre les aversions jansénistes et contre les préjugés gallicans, qui forment la plus belle part de leur héritage. A la Glacière d'Avignon et aux Carmes, la Révolution ne les a tués que comme individus ou prêtres séculiers; le Libéralisme va leur faire prendre une éclatante revanche, en s'acharnant à les poursuivre.

De 1820 à 1848, en effet, les Jésuites deviennent le mot de passe et le cri de guerre de tout homme qui s'attribue le droit d'attaquer le bon Dieu et d'outrager son Église. Les Jésuites sortent à peine d'un sépulcre, ouvert avant le temps, et les voilà qui assument sur leur tête tous les glorieux périls de l'impopularité. L'Hérésie, le

Jansénisme, les Philosophes et le Gallicanisme laïque s'étaient conjurés afin de renverser l'Institut de saint Ignace. Sa chute annonça l'aurore de la Révolution; la Révolution, reconnaissante pour la première fois, passe sa haine en avancement d'hoirie au Libéralisme qui l'accepte, car le Libéralisme résume en lui seul les quatre formes d'opposition sociale, religieuse, civile et monarchique dont la Révolution est issue.

Le Libéralisme a trouvé son levier d'Archimède : avec le nom de Jésuite il va remuer le monde. Les missionnaires disparaissent peu à peu; l'Épiscopat s'efface; le Clergé est rejeté au second plan; le Saint-Siége lui-même ne reçoit pas ostensiblement les plus rudes atteintes. Le Libéralisme confond tous ces ennemis sous la même dénomination. Il n'y a plus de Prêtres, plus d'Évêques, plus de Pape; il ne reste que des Jésuites. La Congrégation est devenue le centre de l'unité. Après avoir simplifié ainsi les choses et prêté à l'Église comme au gouvernement un vernis de jésuitisme, les Libéraux, embusqués derrière cette fiction, vont se mettre en campagne.

Lorsque, après le retour de l'île d'Elbe, l'empereur Napoléon fut pour la première fois en contact avec les fils des Sectionnaires de 1793, qui alors s'appelaient les Fédérés de 1815, on raconte qu'il ne put maîtriser son dégoût, et que, dans l'amertume de ses souvenirs, il s'écria : « Comme, dans une seule année, ils m'ont gâté mon peuple! » Ce progrès vers le mal, constaté par l'homme croyant toujours que la plus grande liberté d'un peuple c'est de choisir l'esclavage qui lui convient le mieux, s'était étendu dans de vastes proportions. Sous la main des Sociétés secrètes, dont les banquiers et les avocats du Libéralisme ne furent que les orgueilleux pion-

niers, la Révolution s'était retrempée. Elle avait dressé ses batteries aussi bien contre les trônes que contre l'Église ; elle les démasque en même temps. Elle s'insurge à la même heure en Espagne, en Sicile et en Piémont, afin d'arriver au cœur de Rome par tous ces affluents catholiques.

A Madrid, à Turin et à Naples, l'idée antireligieuse s'est acclimatée sous une pensée de progrès social et d'avenir constitutionnel. Ce n'est pas le peuple qui, dans ces différents royaumes, réclame des institutions nouvelles et se fait antichrétien pour conquérir des droits. Le peuple espagnol, piémontais et napolitain s'occupe de réparer les maux que la guerre de l'indépendance ou de l'invasion a répandus dans ses campagnes. Le peuple a demandé, il a reçu comme un bienfait le rétablissement de sa vieille monarchie, car il sait que la stabilité dans l'État est la première garantie de toute justice. Mais à côté de ce peuple, dont le travail patient a quelque chose d'aussi sublime que la foi, il se rencontra des esprits aventureux et inquiets, très-prévenus de leur mérite et en prévenant fort peu les autres. Ces hommes, tourmentés de toutes les espèces d'ambitions, se déclarèrent les régénérateurs de leur patrie ; puis s'étonnant de voir quelques branches peut-être mortes sur un arbre jeune encore, ils mirent la cognée dans les racines sous prétexte de l'émonder.

A défaut de peuple, n'exigeant que paix au dehors et tranquillité à son foyer domestique, il y avait là des princes qui, comme Charles-Albert de Carignan, cherchaient un trône au milieu des Sociétés secrètes, de jeunes officiers regrettant de n'être pas nés avec des épaulettes de généraux, des juristes et des professeurs dont l'élo-

quence problématique se nourrissait des futurs retentissements de la tribune. Fils anonymes de la Révolution et recrutés par le Libéralisme, ils avaient formé le noyau des Sociétés secrètes; ils devaient en lever la bannière aussitôt que le signal leur en serait donné. Ils se croyaient mûrs pour le progrès, il leur tardait de l'inaugurer par une trahison.

A Madrid, à Turin et à Naples, l'on attendait, avec des hâtes aussi impatientes qu'aveugles, le moment où il serait permis d'apprendre à la multitude tout ce qui, à son insu, avait été tramé en sa faveur. Des députés de chaque vente vinrent prendre langue à Paris. On forma à l'obéissance passive ces cœurs rebelles au devoir; on leur enseigna l'art de tromper les rois en se dévouant au service du progrès. Lorsque tout fut convenu et arrêté, Mina, Quiroga, Riego et Arguelles en Espagne, Carignan, Villamarina et La Cisterna en Piémont, Pepe, Sant-Angelo et Cariati dans les Deux-Siciles, se mirent, les armes à la main et le parjure à la bouche, en quête d'une constitution quelconque.

La Constitution était le rêve de tous les cerveaux malades et de toutes les ambitions non satisfaites. Afin d'être acclamée, cette Constitution n'a besoin ni d'études préliminaires ni de justice distributive. Il ne s'agit pas qu'elle entre dans les mœurs du peuple ou qu'elle serve plus ou moins directement à lui appliquer les conséquences de certains principes qu'il repousse. Pour peu que cet acte constitutionnel blesse ou gêne l'Église dans sa liberté et qu'il affaiblisse le pouvoir royal dans son action, le statut improvisé aura tous les éléments de succès. Il attaque l'Église et menace les trônes; il doit donc être consacré par les respects de l'incrédulité et de la révolte. Les So-

ciétés secrètes déploient l'étendard de la liberté; l'exil et la persécution vont être le partage de l'Église.

La prudence de Philippe II, qui, sans passer, avec la couronne de l'aïeul, aux arrière-petits-fils, a néanmoins fait loi en Espagne durant plus de deux siècles, préserva ce pays de toute doctrine nouvelle et de toute secousse morale. L'Espagne a eu quelques grands seigneurs corrompus, certains ministres amoureux du bruit, et, comme d'Aranda et Florida-Blanca, acceptant de la main des philosophes un brevet d'immortalité; mais ces faits exceptionnels n'ont en rien altéré la foi des masses.

Cette foi s'est retrempée dans les guerres de l'indépendance; pour lui rendre hommage, Ferdinand VII a rétabli ce que Charles III avait détruit.

Par une obstination dont les motifs, même les plus frivoles, sont toujours demeurés un mystère, Charles III a condamné ses incontestables vertus à une iniquité réfléchie. Il a usé toute l'énergie de son caractère pour précipiter la chute des Jésuites et donner ainsi gain de cause à l'injustice.

Ferdinand VII suit l'exemple du Pape; il rappelle dans ses États la Compagnie de Jésus, qui en fut proscrite par la Révolution au berceau. Ferdinand veut que l'éducation vienne en aide aux lois et qu'elle serve de frein toutes ces chimériques aspirations vers un Libéralisme assez mal défini, que les Cortès de 1812 ont propagées à l'ombre des baïonnettes anglaises. C'est le vœu le plus ardent de l'Espagne, catholique comme ses princes; la Révolution lui en impose un autre.

Une assemblée de législateurs, parlant toujours et délibérant sans cesse, s'est emparée du pouvoir. Le Roi est captif; elle concentre dans ses mains l'autorité et la jus-

tice. Elle peut donc persécuter, tout en se décernant l'auréole des grands citoyens, fondateurs de la liberté nationale. La Révolution n'a jamais franchi les Pyrénées qu'en contrebande. Elle ne trouva jamais dans la Péninsule ni refuge ni appui; elle s'y implante enfin. Son premier soin est de confisquer les biens du Clergé, de séculariser les Ordres religieux et de persécuter les Évêques. Ceux qui ont la sainte audace de résister sont exilés comme Arias y Teyero, archevêque de Valence, ou massacrés comme François Strauch, évêque de Vich, et le chanoine Vinuesa.

La Révolution ressemble aux furies, elle ne marche jamais seule. Les Cortès constituaient le désordre à Madrid; la fièvre jaune éclate à Barcelone. Sans daigner prendre souci d'un fléau qui ne les atteint pas, les Cortès poursuivent leur tâche de régénération. Elles dispersent ou ruinent les Ordres monastiques; mais, à ce moment, les religieux veulent encore monter une dernière fois sur la brèche de tous les dévouements.

On les chasse d'Espagne au nom de la fraternité libérale; ils y reparaissent au nom de la charité chrétienne.

Les progressistes fabriquent des lois dans le palais des Cortès; les moines de tous les Instituts se renferment dans les hôpitaux et les lazarets encombrés de mourants. Le Libéralisme n'ose pas leur disputer cette dernière et sublime liberté.

Là, au milieu des pestiférés, ils offrent à tous un exemple que la Révolution se dispensa de suivre. Augustins, Franciscains, Minimes, Servites, Clercs de Saint-Philippe de Néri et Capucins, rivalisent d'ardeur et de sacrifices. Ils soignent les malades et ensevelissent les morts. Ils encouragent, ils consolent; puis, quand la

fièvre jaune a cessé ses ravages, le Libéralisme continue son œuvre. Il proscrit à nouveau les Religieux que la peste épargna.

A Madrid, la Révolution triomphe presque sans coup férir; ses succès inspirent aux Libéraux napolitains la velléité d'une insurrection. Il n'y a pas encore pour eux de charte ou de statut disponible. Faute de mieux, ils s'accommodent de celle que l'Espagne taille en plein drap dans toutes les constitutions que la France se laissa voter. Les Sociétés secrètes ont préparé le mouvement; sous le drapeau révolutionnaire des Deux-Siciles, elles s'emparent des principautés de Bénévent et de Ponte-Corvo. Le patrimoine de l'Église est entamé; les avocats et les professeurs napolitains décrètent la spoliation du clergé et des hospices. Ils ont proclamé la liberté de la presse; il ne leur reste plus qu'à apprendre à lire au peuple. Les Autrichiens ne leur en laisseront pas le temps; mais, dans l'intervalle, il se présente un fait assez curieux.

Les princes et les grands du royaume, la cour et la ville, la magistrature et l'armée, ont prêté à la Constitution de fabrique britannico-espagnole un serment solennel. On joue à Naples à la société secrète comme les enfants jouent à la chapelle; et ce serment, qui lie tout le monde, n'oblige personne. Les Évêques et les Prêtres se sont seuls rendus compte du malaise qu'à la longue cette comédie d'émancipation peut faire germer dans les esprits. Le Clergé refuse l'absolution à tout affilié des Sociétés secrètes.

En France, à cette époque, aller à confesse était un crime ou un acte de félonie nationale. Dans le royaume des Deux-Siciles, les choses ne se passent point ainsi. Les Carbonari ne savent pas tout ou ils ne se soumettent pas

encore au mot d'ordre. Ne pouvant prendre la Révolution au sérieux, ils l'acceptent comme une fête de plus dans le calendrier; néanmoins ils ne veulent pas que leur piété soit victime de leur inexpérience politique. Il faut les confesser, il faut les absoudre comme auparavant. La Révolution décrète, à son corps défendant, les billets de confession; elle exige que les prêtres tiennent ouvert le tribunal de la pénitence.

Le Carbonarisme n'a pas encore d'armes. Afin d'y suppléer, il s'est recruté une ménagerie de patriotes cosmopolites que, selon les nécessités du quart d'heure, on montre tantôt sur un point du littoral, tantôt sur un autre, pour représenter le vrai peuple et lui dicter la loi. Ces réfugiés de tous les pays, ayant la Révolution pour patrie, sont alors installés à Naples au nombre de trois ou quatre cents. C'est le premier bataillon du désordre mis sur pied par les Sociétés secrètes; sa première campagne sera dirigée contre l'Église.

On a dit à ce bataillon de tirailleurs d'incrédulité qu'il va marcher sur Rome en recueillant dans chaque ville les acclamations et les hommages. Il doit faire jonction avec quatre camps patriotiques déjà formés sur le papier. Le bataillon envahit le territoire pontifical. Il ouvre les prisons, afin de se multiplier; il vide les caisses communales, il frappe des impôts de guerre pour établir son droit au pillage. Mais bientôt, en face des populations irritées, ce bataillon s'aperçoit qu'il n'a pas de meilleur parti à prendre que celui de la retraite. Il se disperse, en s'ajournant pour des temps plus propices aux émancipations libérales à main armée.

Le royaume de Sardaigne s'était placé dans d'autres conditions. Ainsi qu'à Madrid et à Naples, la Démagogie

partait des sommités de la hiérarchie civile pour s'abattre sur le peuple; mais elle rencontra dans le Piémont des résistances imprévues. Le roi Victor-Emmanuel ne consentit à aucune transaction. Afin de ne pas subir les exigences révolutionnaires, il abdiqua la couronne en faveur de son frère, qui prit le nom de Charles-Félix. Le nouveau souverain, caractère ferme et cœur juste, ne recule ni devant un devoir ni devant un principe. Les jeunes fous qui se sont enrégimentés sous le drapeau des Sociétés secrètes n'osent pas affronter les chances d'une révolte.

Ils ont prêté serment de haine à la monarchie et à la Religion. Ce serment, écrit par quelques-uns avec le sang tiré de leurs veines, était un triste début dans la vie. Charles-Albert de Carignan semble le comprendre, et il révèle tout. Le Carbonaro s'est souvenu qu'il naquit prince; il a manifesté autant de remords que de honte. Les Sociétés secrètes l'accusèrent de perfidie, mais « si, comme le dit Montaigne [1], la trahison peult estre en quelques cas excusable, lors seulement elle l'est qu'elle s'employe à chastier et trahir la trahison. » Le roi Charles-Albert ne laissera pas toujours au prince de Carignan cette dignité du repentir, si énergiquement exprimée par le vieil écrivain.

C'était une mise en demeure, une entrée en matière plutôt qu'un coup de parti que les Sociétés secrètes osaient tenter. Le ballon d'essai n'avait pas réussi, car en Piémont, en Sicile et en Espagne, elles s'étaient trouvées en présence des armées autrichienne et française. Vaincue par l'une comme par l'autre, et vaincue à peu près sans combat, la Révolution désespéra moins que jamais de son succès final.

[1] *Essais* de Montaigne, t. IV, liv. III, p. 173.

En tenant perpétuellement le Saint-Siége en haleine, en ralliant ses ennemis, et en leur prêtant toutes les sortes de courage et de vertu, elles aguerrissaient ainsi les nations à l'idée que le gouvernement pontifical n'était pas aussi paternel et aussi populaire que l'histoire se plaît à le dire. Si on ne lui créait pas des hostilités à l'intérieur, on l'entourait au moins de méfiances diplomatiques et d'indifférences rationnelles. On semait le doute dans les esprits; n'était-il pas permis de croire que ce doute produirait la désaffection, ou tout au moins un manque de respect involontaire?

Accoutumer peu à peu l'Italie, et les États romains surtout, à la révolte, c'était leur inspirer la pensée qu'ils désiraient une révolution, c'était persuader aux autres peuples que l'Italie en avait besoin. De là à voir éclater un jour ou l'autre cette révolution dans l'épanouissement de la plus complète anarchie, il n'y avait pas loin. Les Sociétés secrètes en jugèrent ainsi, et un document émané du comité directeur, à la date du 20 octobre 1821, ne laisse aucune incertitude sur le plan tracé. On y lit :

« Dans la lutte maintenant engagée entre le despotisme sacerdotal ou monarchique et le principe de liberté, il y a des conséquences qu'il faut subir, des principes qu'avant tout il importe de faire triompher. Un échec était dans les événements prévus; nous ne devons pas nous en attrister plus que de mesure; mais si cet échec ne décourage personne, il devra, dans un temps donné, nous faciliter les moyens pour attaquer le fanatisme avec plus de fruit. Il ne s'agit que de toujours exalter les esprits, et de mettre à profit toutes les circonstances. L'intervention étrangère, dans des questions pour ainsi dire de police intérieure, est une arme effective et puissante

qu'il faut savoir manier avec dextérité. En France, on viendra à bout de la branche aînée en lui reprochant incessamment d'être revenue dans les fourgons des Cosaques; en Italie, il faut rendre aussi impopulaire le nom de l'étranger, de sorte que, lorsque Rome sera sérieusement assiégée par la Révolution, un secours étranger soit tout d'abord un affront, même pour les indigènes fidèles. Nous ne pouvons plus marcher à l'ennemi avec l'audace de nos pères de 1793. Nous sommes gênés par les lois et bien plus encore par les mœurs; mais avec le temps, il nous sera permis peut-être d'atteindre le but qu'ils ont manqué. Nos pères mirent trop de précipitation à tout, et ils ont perdu la partie. Nous la gagnerons si, en contenant les témérités, nous parvenons à fortifier les faiblesses.

» C'est d'insuccès en insuccès qu'on arrive à la victoire. Ayez donc l'œil toujours ouvert sur ce qui se passe à Rome. Dépopularisez la prêtraille par toute espèce de moyens; faites au centre de la Catholicité ce que nous tous, individuellement ou en corps, nous faisons sur les ailes. Agitez, jetez sur la rue sans motifs ou avec motifs, peu importe, mais agitez. Dans ce mot sont renfermés tous les éléments de succès. La conspiration la mieux ourdie est celle qui se remue le plus et qui compromet le plus de monde. Ayez des martyrs, ayez des victimes, nous trouverons toujours des gens qui sauront donner à cela les couleurs nécessaires. »

Cette lettre, dont nous ne citons qu'un fragment, ne porte pour signature qu'une équerre; mais, rapprochée de quelques autres, écrites de la même main, elle semble emprunter au ton, et à la forme même, une autorité toute spéciale. C'est le mot d'ordre qui s'échange, c'est la consigne qui se communique. Mot d'ordre et consigne seront exécutés.

« L'art de bouleverser les États est, selon une pensée de Pascal[1], d'ébranler les coutumes établies en sondant jusque dans leur source. » La Révolution possédait le secret de cet art; elle s'efforça de fonder le gouvernement sur le droit de renverser qu'elle s'accordait. Elle basa les lois sur ses caprices, la sécurité personnelle sur les folies de la multitude, et la propriété sur la spoliation. Elle s'attribua le monopole du patriotisme, et par la bouche d'un de ses plus honnêtes disciples, elle offrit en exemple à la France un acte antinational dont l'Angleterre s'était rendue coupable.

Augustin Thierry faisait un cours d'histoire à son pays, c'est-à-dire il choisissait dans les annales des peuples les événements passés qui pouvaient prêter à une allusion contemporaine. Il les torturait jusqu'à rendre transparent le besoin de trahison. L'historien français écrivait, en parlant des guerres de Charles II contre les Hollandais[2] : « La nation anglaise désira leur victoire, et quand Ruyter et de Witt brûlèrent à la vue de Londres les vaisseaux de Charles II, quand Charles II, effrayé, demanda des secours au Parlement, le Parlement, pour toute réponse, dressa un bill qui licenciait toutes les troupes. Les esprits superficiels auront peine à comprendre cette conduite, inspirée par un patriotisme plus haut que le patriotisme vulgaire. »

D'après cette théorie, adressée à la jeunesse française, et proposée à l'Europe comme la doctrine du patriotisme le plus immaculé, il est bien entendu que la Révolution se réserve pour elle seule le droit de guerre ou de paix.

[1] *Pensées* de Pascal, ch. XXV, n° 6.

[2] *Censeur européen* du 23 septembre 1819 : *Dix ans d'études historiques*, par Augustin Thierry, p. 118 (1839).

Elle fait assez aisément des vœux en faveur de l'ennemi, et si les esprits superficiels témoignent quelque étonnement, la Révolution n'en passe pas moins outre.

A la même époque où de semblables leçons s'infligeaient à un pays, et s'y voyaient accueillies comme des préceptes de haute morale politique, l'empereur Napoléon agonisait sur le rocher de Sainte-Hélène. Les outrages et les pamphlets se taisaient devant cette immense infortune; ils lui arrivèrent sous une autre forme. Ce prince avait été la plus magnifique incarnation du pouvoir, et c'était avec un légitime orgueil qu'après l'avoir ramassé dans le ruisseau sanglant de la République française, il avait élevé l'autorité au niveau du trône de Louis XIV. Par une oblitération de l'histoire, de la justice et de la raison universelle, oblitération qui devenait un perpétuel anachronisme et un mensonge vivant, on se servit du nom, de la gloire et du souvenir de Bonaparte afin de populariser les Libéraux. On multiplia ses images; on lui prêta très-gratuitement toutes sortes de bonnes petites vertus impies ou civiques. Pour faire échec à la dynastie des Bourbons, on décerna au grand homme de tristes apothéoses, que son génie n'aurait pas moins dédaignées que son rare bon sens. On enveloppa dans les pans de la redingote grise, ainsi que dans des langes, le Libéralisme au berceau; puis les idéologues révolutionnaires se vengèrent de ses mépris passés, en confisquant à leur profit cette éclatante renommée.

En ce moment, Napoléon avait plus besoin de consolations que de certaines louanges posthumes. Il demandait pour compagnon de son *carcere dùro* un des cent mille courtisans de sa fortune. Le Libéralisme dénaturait les actes de son règne pour les arranger à la commodité de

ses mesquines tracasseries, mais il refusait de partager les douleurs de l'exil. Le 12 juin 1820, madame de Montholon, écrivant de Paris au général son époux à Sainte-Hélène, constate ainsi cet inqualifiable délaissement : « Je n'ai pas perdu une minute dans mes démarches pour te trouver un successeur. Voilà dix mois que l'on sait que je cherche, et personne, hormis le commandant Planat, ne s'est encore présenté. »

Les grands dignitaires, les grands officiers de l'Empire, tous les hommes que Napoléon fit illustres ou riches, contiennent leur reconnaissance dans les bornes d'une admiration qui leur est encore profitable. Ils ne consentent même pas à entendre parler de l'ancienne famille impériale[1]. L'Église de France s'émeut d'une ingratitude aussi notoire. Le plus jeune, le plus brillant de ses prélats, Hyacinthe de Quélen, coadjuteur de Paris, réclame du Pape et du Roi, comme une grâce et un devoir, la permission de traverser les mers pour adoucir les dernières souffrances du captif.

Le Libéralisme s'était donné une charge plus haute. Il

[1] Après la Révolution de juillet 1830, la reine Hortense constate elle-même cet abandon. Dans son *Récit de mon passage en France, en* 1831, *Mémoires de tous*, t. Ier, p. 85, la mère de l'empereur Napoléon III s'explique ainsi : « Le croirait-on? je reçus des lettres de ceux que j'aurais dû supposer mes meilleurs amis, et qui me disaient tout simplement que je pourrais peut-être à présent revenir à Paris, mais sans mes enfants! qu'avec eux cela n'était plus possible, et que l'élection d'un roi, brave homme et digne de toute confiance, était le coup le plus funeste porté à la famille impériale. Je n'ai jamais envié ni regretté une couronne, aussi ce n'était pas la perte des grandeurs qui m'affligeait; j'en ai eu plus que je ne pouvais en porter, et je regarde ma vie comme finie. Mais ce qui me blessait, c'était l'indifférence avec laquelle on m'apprenait que tous les liens étaient rompus entre la France, les anciens amis et la famille du grand homme. Un regret m'eût satisfaite; mais la politique étouffe tous les sentiments du cœur. »

avait organisé sur tous les points du Royaume une conspiration aussi variée que tracassière. Dans le but d'isoler le Siége romain, et d'affaiblir peu à peu son pouvoir spirituel, il avait chargé ses avocats et ses tribunaux de la défense des vrais principes gallicans. L'Épiscopat et le Clergé ne prenaient pas assez promptement feu sur ces questions toujours ardues et toujours inutiles. Ils croyaient, et avec raison peut-être, qu'il y avait quelque chose de mieux à faire que de rompre une lance en faveur de l'idée démocratique; les libéraux et les indépendants n'en jugèrent pas ainsi.

En Belgique, en Espagne, en Allemagne comme en France, ils avaient enveloppé le Saint-Siége dans un dédale inextricable de lois, de constitutions et de formules philosophiques, ayant toutes pour but de limiter son action et d'obscurcir sa lumière. La résurrection du Gallicanisme était un des ressorts les plus faciles à mettre en jeu. On fut donc gallican au Barreau, à la Sorbonne et dans le Journalisme. Sous prétexte de venger les libertés de l'Église de France, on attaqua l'indéfectibilité de l'Église romaine; on tenta d'élever entre elles un mur de séparation. Lorsqu'on s'aperçut que le Clergé, gallican lui-même, ne répondait à ces avances intéressées que par des sourires de pitié, la Révolution prit le parti de le punir de son refus de concours.

Elle ne pouvait pas faire tracer son sillon aux prêtres, tout en leur persuadant qu'ils ne cesseraient point pour cela de conduire leur charrue; la Révolution changea de tactique. Jusqu'alors elle a semblé couvrir de l'étroit manteau de sa philanthropie le bon curé de campagne, le pauvre pasteur vivant au milieu de son pauvre troupeau, et qui, malgré toutes les suggestions, n'a pas con-

senti, le dimanche, à substituer à la parole de l'Évangile la parole de ses maîtres en révolte gallicane. Les curés de campagne font corps avec les évêques, la Révolution se décide à ne pas épargner les uns plus que les autres. Ils sont coupables du même crime d'attachement à l'Église romaine; ils seront confondus dans le même anathème. La guerre d'escarmouches et de dénonciations s'étend du palais épiscopal au plus humble des presbytères.

On peut vivre athée et mourir impénitent. La Charte garantit à chaque citoyen sa liberté de conscience; le Libéralisme va plus loin. Il encourage cette robuste foi au néant, persévérant dans l'incrédulité jusqu'au tombeau; mais, afin de manifester à tous sa bruyante admiration, il veut y associer le Clergé. Le refus de sépulture chrétienne est obligatoire dans ce cas-là; il est même l'exécution stricte du dernier vœu formulé par le mourant. Le Libéralisme s'obstine à faire bénir par l'Église la dépouille mortelle de ceux qui repoussèrent les secours et les prières de l'Église.

Pendant dix ans, ce thème, présenté sous mille aspects divers, a défrayé la presse éminemment constitutionnelle de tous les pays. On épia le Clergé, on le tint en suspicion. Dans chaque paroisse, on lui donna un dénonciateur anonyme; dans chaque journal, il rencontra un avocat adverse; de chaque tribune de parlement, d'estaminet, d'académie, de comptoir ou d'université, il vit surgir un ennemi. Les saintes pensées, les bonnes œuvres, l'accomplissement des devoirs, la réconciliation des familles, tout fut matière à opposition, tout prêta sujet à l'ironie ou à la haine. L'histoire, rédigée ou parlée, devint le pilori du mérite sacerdotal, et écrire, ce fut encore conspirer.

En France, où les passions vivent un peu moins que les roses et les lois, cette persistance dans une haine inexplicable tient du merveilleux. Le Français, que la vertu de Washington aurait ennuyé, s'amusait du vice spirituel de Talleyrand. Toujours prompt à maudire, ce peuple est plus prompt à pardonner et à oublier; mais ici sa frivolité proverbiale prendra un tel caractère d'opiniâtreté, que vingt et trente ans après on trouvera des demeurants de l'autre âge qui se glorifieront de leurs chimériques démêlés avec le parti prêtre, comme Épaminondas s'applaudissait d'une victoire.

Le Libéralisme s'ingéniait à corrompre la jeunesse. On voyait d'éloquents tribuns, d'intrépides généraux, de graves professeurs, s'improviser les adulateurs en titre des étudiants. Dès que cette jeunesse, après avoir condescendu au vœu secret de ses courtisans, abandonnait l'Église de Dieu pour la Grande-Chaumière, dès qu'elle mettait les refrains de Béranger au-dessus des Pandectes de Justinien, la France entrait dans une ère d'incomparables splendeurs. Elle avait des Isaïes de rechange et des Virgiles de contrebande, toujours disposés à célébrer ses éloges. A cet exercice assez banal, on ne mettait qu'une condition : il s'agissait tout simplement d'aller du Gallicanisme à l'incrédulité, puis de l'incrédulité à la Révolution, en passant sur le corps de l'Église. Les tribuns, les généraux, les professeurs, les maîtres ès arts de la polémique voués au Capitole par cette jeunesse, dont ils avaient exalté les fiévreuses exubérances, arrivèrent bientôt à l'impuissance et à la confusion.

Et ce n'est pas la Démagogie seule qui, dans ce temps-là, prend fait et cause pour le mal. Le mal a jeté de si profondes racines dans les âmes, que l'expérience

même de 1793 est dédaignée. Il se trouve des esprits puissants et de hautes intelligences qui, comme Lainé, Camille Jordan, Royer-Collard, Maine de Biran, Cousin, Guizot, Villemain, Barante, J. B. Say, Thierry, Rémusat et Duchâtel, mettent une incontestable probité au service de la Révolution, que les uns combattirent dans leur jeunesse, que les autres combattront dans leur âge mûr.

Orateurs ou philosophes, historiens ou critiques, économistes ou administrateurs, la plupart de ces hommes sont appelés, par l'honnêteté de leur vie comme par l'éminence de leurs talents, à exercer une incontestable influence. Ils en consacrent les prémices à la Révolution, et, tout en déplorant au fond de leur cœur le mouvement antireligieux qu'elle imprime, bien loin de s'y opposer, ils le secondent. En plein dix-neuvième siècle, quand la foi des peuples est assaillie par des immoralités de toute sorte, et que le matérialisme fait tache d'huile, ils viennent humilier leurs cheveux blancs ou leur jeunesse sous le niveau de ces louanges parasites. La soif de popularité leur inspire le besoin d'être injustes. Pour défendre la liberté qu'ils aiment, et que personne ne menace, ils servent la Révolution qu'ils détestent dans ses excès. De sérieuses études, de longs travaux sont entrepris et menés à fin; ils aboutissent inévitablement à un résultat inattendu. Ils fortifient le principe démocratique de tous les affaiblissements qu'ils font subir au principe d'autorité.

Ce qui éternise la gloire et le bonheur des Médicis, c'est que, du fond de leurs sépulcres, ils provoquèrent une justice ou un sentiment de reconnaissance que l'histoire et les beaux-arts ont toujours entretenu. Bannis de Florence par les révolutions, ils y sont encore populaires par le souvenir de leurs bienfaits. Les Bourbons subirent

le même ostracisme; ils éveillent aujourd'hui le même sentiment. Granier de Cassagnac va le développer : « La Restauration, s'écrie-t-il[1], n'est-ce pas nous-mêmes? n'y avons-nous pas nos pères? n'y sommes-nous pas nés? La Restauration, n'est-ce pas la France? Et pourquoi donc donnerions-nous à la postérité l'exemple d'un peuple qui flétrit lui-même son histoire et qui méprise ses souvenirs? Les Athéniens se vantaient des Érechthéides, les Spartiates des Héraclides, les Argiens des Éacides. Pourquoi ne nous vanterions-nous pas des Bourbons, la plus gigantesque famille qui ait jamais honoré le monde? »

C'est ainsi qu'en 1852 on parlait des Bourbons. A peu près vers la même époque, Henri Beyle, plus connu sous le pseudonyme de Stendhal, disait dans un ouvrage posthume[2] : « Il faudra peut-être des siècles à la plupart des peuples de l'Europe pour atteindre au degré de bonheur dont la France jouit sous le règne de Charles X. »

Ce degré de bonheur dont un écrivain, révolutionnaire dans toutes les conditions exigées, fait en si peu de mots l'éloquent tableau, n'a été découvert et constaté qu'après préalable exil; mais en plein règne de Charles X, un homme qui marqua de diverses façons sous la République et sous l'Empire ne craignait pas de regretter ce bonheur. Le citoyen Réal, devenu comte et libéral, écrivait à Joseph Bonaparte[3] : « On jouit ici, lui mande-t-il de Paris à la date du 14 octobre 1828, d'une très-grande liberté, et cette liberté, qui n'est pas le résultat d'un système, mais d'une heureuse faiblesse, nuit parfois aux souvenirs qu'a laissés une époque bien autrement bril-

1 *Œuvres littéraires* de Granier de Cassagnac, p. 124.

2 *Promenades dans Rome*, 1re série, p. 27 (1853).

3 *Mémoires et Correspondance du roi Joseph Bonaparte*, t. X, p. 298.

lante, mais où le gouvernement très-fort se faisait trop sentir. »

Vue et jugée à distance par des hommes qui la combattirent, la monarchie de Charles X ne doit plus avoir d'ennemis. Si le Libéralisme de 1825 levait encore la tête, on pourrait toujours lui adresser les paroles que, du haut de la tribune, le citoyen Jules Favre fit un jour tomber sur M. Thiers, l'Épiménide de ce temps-là. M. Jules Favre, l'orateur républicain, s'écriait en désignant M. Thiers[1] : « Cette monarchie que vous n'avez pas servie, car c'était la monarchie du progrès, cette monarchie délivrait la Grèce, cette monarchie envoyait ses enfants au secours de l'Amérique..... alors le roi était le chevalier de la liberté. »

Les Bourbons étaient les chevaliers de la liberté. Comment se fait-il donc que le Libéralisme les poursuivit avec tant d'acharnement? Stendhal, leur ennemi, évoque en trois lignes une pastorale de félicités publiques; Réal constate ces félicités, tout en s'efforçant de les déplorer à demi-mot, et Jules Favre les jette à la tête de Thiers, sous la forme d'un reproche toujours vivant dans son âme. Si, comme après de pareils aveux on serait induit à le croire, si Charles X ne fut pas un tyran, le dernier des tyrans, selon la phrase sacramentelle, pourquoi donc le Libéralisme, se servant de la Révolution, et la servant par là même, a-t-il dirigé toutes les forces vives de la France contre le trône? Pourquoi ce prince, entouré de complots et de trahisons, fut-il en butte à tous les excès d'une aveugle démagogie? A quelles causes attribuer la haine que son nom souleva?

La cause est simple, elle est une. Charles X ne se con-

[1] *Moniteur* du 8 mai 1849.

tenta pas d'être le Roi Très-Chrétien, il fut Catholique. Dans toute la sincérité de son âme, il voulait mériter le beau nom de fils aîné de l'Église. Là, et rien que là, se trouve l'explication de la catastrophe de Juillet. Par les témoignages bien désintéressés que nous empruntons aux ennemis de la Restauration, il est évident que la liberté n'était pas plus menacée que le bonheur public. De la part de l'idée révolutionnaire, il n'y avait à craindre qu'un retour lointain vers les principes sociaux, et catholiques par conséquent. Ce retour, c'était l'anéantissement de tous les rêves du Jansénisme, de la Philosophie et du Gallicanisme. La Révolution, leur mandataire, a beaucoup plus, en effet, de haine au cœur contre l'Église que contre les trônes. Les trônes s'écroulent, mais l'Église reste. Les lis, les abeilles, les aigles mêmes de tous les empires, romain, germanique, russe ou français, ont leur jour de déclin; Rome assiste à ces grandes funérailles des peuples et des dynasties. Seule, elle survit pour mener le deuil de tant de races éteintes, et pour tracer aux nouvelles la route d'où l'on ne peut s'écarter.

C'est cette conviction qui provoqua la chute du roi Charles X. Aussi fidèle à son serment de prince constitutionnel qu'à ses devoirs de chrétien, il espérait qu'après avoir garanti la liberté de conscience à ses sujets, il lui serait au moins permis de profiter pour lui-même de la loi commune. La Révolution, qui n'allait pas à l'église, résolut d'en interdire l'accès au monarque. Il était pieusement honnête homme et sincèrement chrétien. La Révolution, pour qui ces deux qualités sont un remords, l'accuse de fanatisme et d'intolérance. On prétend que le Clergé domine le Roi et que les prêtres vont tout envahir. On tremble devant l'ombre d'un Jésuite; on a peur

d'un frère de la Doctrine chrétienne; on n'est même pas trop rassuré devant la blanche cornette d'une fille de saint Vincent de Paul. On fomente, on surexcite les passions; puis lorsqu'on est descendu à la limite suprême, où l'absurdité humaine perd pied, on révèle à la France que son Roi est affilié à un imaginaire tiers ordre des Jésuites. On annonce que ce Roi consacre toutes ses journées à dire la messe et à chasser la grosse bête.

La Révolution a trempé ses adeptes et ses manœuvres dans une si prodigieuse crédulité, que pour eux il n'y a plus que l'impossible de croyable et de réel. Les Francs-Maçons, les habitués de café et les Sociétés secrètes propagèrent l'idée de Charles X prêtre. Elle fut une des causes déterminantes de sa chute. On lui aurait passé le crime; on applaudirait encore à ses galanteries; on ne lui pardonna jamais sa piété. Le mensonge s'élevait jusqu'aux proportions de la bouffonnerie. La bouffonnerie fut acceptée; et nous ne savons trop si, dans quelques souvenirs attardés, elle ne brille pas à la place d'honneur, comme une protestation éclatante contre l'Ultramontanisme.

Les choses en étaient là, lorsqu'il plut aux Démagogues de tenter un coup de main sur l'Église. Le comte de Montlosier, qui consacrait les derniers jours de sa vie à regretter la féodalité et à faire des mémoires contre le parti prêtre, avait été pour le Libéralisme une recrue des plus importantes. On l'avait absous tout bas de ses tendresses arriérées en faveur du vasselage; on le bénissait tout haut pour son intervention à plume émoussée dans le débat clérical. Montlosier s'y présentait avec la ferveur d'un novice et l'acrimonie d'un vieux Janséniste. Cet homme tout d'une pièce était un véritable voltigeur du

Moyen Age; il fut pendant quelques mois le héros du Libéralisme. Il dénonçait au Roi, il dénonçait à la Chambre des pairs, à la Chambre des députés, aux tribunaux et surtout à l'opinion publique, les envahissements du parti prêtre. En 1816, Montlosier, s'adressant aux Libéraux, leur disait [1] : « Les atrocités de la Révolution ne sont pas dans le cœur humain, elles sont dans le cœur de vos doctrines. » Dix ans plus tard, le vieil athlète de l'aristocratie, enivré des louanges de l'opposition bourgeoise, prenait fait et cause en faveur de la Révolution. Janséniste d'un autre siècle, il était acclamé dans celui-ci comme le type et l'incarnation du Libéralisme nouveau. Montlosier résumait toutes les attaques; il formulait toutes les accusations, il eut son heure de popularité.

On en profita pour lui donner les Jésuites à immoler sur l'autel de la Charte. Il s'élevait alors en France des chaires d'athéisme et des tribunes ouvertes à la révolte. Quelques évêques, croyant à la liberté et à l'égalité des droits civiques, offrirent à la Compagnie de Jésus les petits séminaires dont ils disposaient dans leurs diocèses respectifs. Ces petits séminaires étaient au nombre de huit. Ce n'était pas une cause, c'était tout simplement une occasion. Il fallait savoir s'il ne serait pas possible, avec de mielleuses menaces et des caresses enfiellées, de renverser les Jésuites par le Roi Très-Chrétien. On commença par démontrer, au nom de tous les principes constitutionnels, que la présence d'un Jésuite dans un collége était une violation de la Charte et un attentat aux droits du Peuple. La Charte ne s'en était pas plus aperçue que le Peuple; le Roi fut condamné à s'occuper de cette question subitement élevée au rang d'affaire d'État.

[1] *De la Monarchie en* 1816, par le comte de Montlosier.

Il y avait, dans ce temps-là, « de ces prêtres qui, comme le dit l'Apôtre dans son *Épître aux Hébreux*[1], ont conquis les royaumes, accompli les devoirs de la justice et de la vérité, reçu l'effet des promesses, fermé la gueule des lions et arrêté la violence du feu. » Ces prêtres couraient par la patience dans la carrière qui leur était ouverte. Les injustices calculées dont ils se voyaient l'objet, les préventions suscitées autour de leur ministère sacerdotal comme pour en paralyser d'avance les plus salutaires effets, tout avait contribué à donner au Clergé une attitude défensive, que les prévoyants ou les exaltés de l'époque ne demandaient pas mieux que de transformer en offensive. L'abbé Félicité de Lamennais était à la tête de cette fraction guerroyante. Marchant sur les traces des grands écrivains de l'époque, et comme Châteaubriand, Joseph de Maistre, Bonald, Boulogne, Louis-Zacharie Werner, Frédéric Schlegel, Charles-Louis de Haller, le baron d'Eckstein, Adam Müller, le comte de Stolberg, Goerres et Frayssinous, mêlant la politique aux questions religieuses, Lamennais poussait l'excès de la logique jusqu'à l'hyperbole. Dans cette phalange de moralistes, de poëtes et de polémistes, ce n'est pourtant pas alors le Clergé qui domine par la majesté du talent. L'Allemagne, riche de ses gloires philosophiques et littéraires, rentre dans le giron de l'Église par des conversions éclatantes et par des ouvrages inspirés. Ces ouvrages, qui secondent le mouvement au delà du Rhin, ne passent la frontière qu'en traduction, tandis que les livres français, se répandant partout dans leur langue même, portent avec eux la séve natale. Il y a donc trois noms qui, à des titres divers, retentissent dans le monde;

[1] *Epist. B. Pauli ad Hebræos*, XII, 1.

ces trois noms de gentilshommes n'appartiennent à l'Église que par leur foi. Ils éclatent comme pour donner un suprême démenti à la Révolution. La Révolution a dit que la noblesse n'existait plus, même dans l'histoire ; la noblesse se révèle en s'emparant, comme par droit de conquête, du sceptre littéraire et philosophique.

Dès le commencement de ce siècle, Châteaubriand, par son *Génie du Christianisme*, a popularisé les idées religieuses. Venu avec le Concordat, et embellissant, par un style plein d'images brillantes et de souvenirs pieux, l'œuvre de Bonaparte et du cardinal Consalvi, il a réveillé dans les cœurs des sentiments dont les calamités démagogiques doublèrent la force intérieure. Cet apostolat, procédant plutôt de l'imagination que de la ferveur chrétienne, avait donné aux ennuis profonds de Châteaubriand une direction que, dans les amertumes de son orgueil, toujours froissé et toujours inassouvi, il ne regretta jamais, lui qui a tant regretté de choses. C'était un épicurien à imagination catholique, faisant de la religion et de la monarchie par haine de la Révolution, dont néanmoins sa misanthropie caressait les hommes et les préjugés. Ne tenant à rien par choix, il tenait à tout par circonstance. Il se pressait de travailler pour se presser de vivre, et à le voir affecter tant de solennelles tristesses, on aurait dit qu'il portait éternellement sur ses épaules la bêche destinée à creuser sa fosse.

Habitné aux hommages, les recherchant avec le naïf enthousiasme de la jeunesse et s'en montrant rassasié avec les sceptiques défaillances d'un vieillard blasé, Châteaubriand combattait plutôt pour sa gloire personnelle que pour sa cause. L'athlète avait fait place au volontaire, et plus d'une fois sa soif désordonnée des louanges et des

acclamations annihila ou compromit les services que son génie avait rendus. Cardinal de Retz créant une Fronde à chaque blessure de son amour-propre si facilement irritable, Chateaubriand ne s'est jamais dit comme le coadjuteur[1] : « Je maintiens qu'il y a autant de foiblesse que d'imprudence à sacrifier les grands et solides intérêts à des pointilles de gloire, qui est toujours fausse, quand elle nous empêche de faire ce qui est plus grand que ce qu'elle nous propose. »

Le génie de Châteaubriand était, comme le bouclier d'Achille, composé d'éléments divers qui n'avaient pas encore été fondus par une main souveraine. Cette main lui fit toujours défaut, et Châteaubriand se berça éternellement de l'inutile mais superbe espérance qu'avec une bouteille d'encre il pourrait, à son gré, éteindre les flammes du volcan que son orgueil attisait sans cesse. L'encre ne lui manqua jamais; les événements seuls le trahirent.

A côté de lui apparaissaient deux écrivains dont une vie plus austère et plus pure a rehaussé la splendeur. Caractères dignes de tous les respects, talents dignes de tous les éloges, Joseph de Maistre et Louis de Bonald, que d'ambitieuses préoccupations et un égotisme, doublé de puériles vanités, n'ont pas transformés en saules pleureurs de leurs tombeaux, descendaient dans l'arène avec moins de trompettes sonores, mais avec plus de conviction sérieuse et d'implacable logique. Sans se laisser distraire par les bruits du monde et par les éphémères engouements des salons, Bonald, toujours grave et méditatif, avait, en 1796, au milieu des ruines entassées par la Révolution, publié sa *Théorie du pouvoir poli-*

[1] *Mémoires du cardinal de Retz,* t. III, p. 221.

tique et religieux. Ses ouvrages de la *Législation primitive* et du *Divorce* n'avaient ni le charme ni la puissance d'inspiration du *Génie du Christianisme*, des *Martyrs* et de l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem*. Bonald ne passionnait pas aussi vivement les masses : mais son action, quoique plus lente, n'en était que plus durable. Le monument philosophique qu'il élevait à la Religion et à la monarchie n'emprunta aucune assise aux circonstances. Chez lui, tout fut honorable comme son caractère et moral comme sa pensée. Sans imiter Châteaubriand, qui courait après les honneurs, tout en les dénigrant, Bonald arrivait à la véritable gloire.

Placé entre ces deux extrêmes, et se rapprochant de l'un ou de l'autre tantôt par les impétuosités de sa polémique, tantôt par les sévères devoirs de sa foi, Joseph de Maistre s'était, pour ainsi dire, constitué en permanence le champion de l'Église romaine. Châteaubriand avait poétisé les merveilles extérieures du culte chrétien; Bonald, remontant à la source des principes sociaux, avait rétabli la famille sur la base de la Religion; Joseph de Maistre s'assigna un autre rôle. Doué d'une imagination aussi puissante que celle de Châteaubriand, mais ne la laissant jamais s'égarer dans les méandres sans fin d'une coquetterie pleine de désenchantements fictifs, aussi profond, aussi serré que Bonald, et ne se perdant pas comme lui dans les abstractions, Joseph de Maistre possède la magie de l'un et la vigueur de l'autre. Son style, tour à tour simple ou sublime, abonde en images saisissantes ou en gracieuses naïvetés. C'est quelquefois, dans la même page, l'élévation de Bossuet jointe à la spirituelle ironie de Voltaire. Le comte de Maistre ne discute pas, il affirme, il démontre; et depuis ses *Consi-*

dérations sur la France jusqu'à son ouvrage *Du Pape*, c'est-à-dire dans toute sa carrière d'écrivain, il n'a pas laissé une ligne qui fasse tache sur sa mémoire.

Sa vie, comme celle de Bonald, son ami, resplendit de calme, de force et de pureté. Il a des colères qui tuent plus sûrement qu'un poignard et des indignations qui écrasent; mais ces colères et ces indignations ne s'accumulent point pour frapper un rival ou un adversaire isolé. Joseph de Maistre ne s'accorde pas, à l'exemple de Châteaubriand, les cruels passe-temps d'une polémique personnelle. Tout à l'œuvre majestueuse qu'il a entreprise, l'auteur des *Soirées de Saint-Pétersbourg* comprend que sa mission est de répandre la lumière; il se garde bien d'attiser le feu. Toujours équitable, même dans les jugements ou les opinions que de son temps on se plaisait à taxer d'exagération, toujours pénétrant sous une forme quelquefois acerbe ou trop didactique, Joseph de Maistre a eu l'incontestable gloire posthume de fonder une grande école de catholicité. Il a lutté durant sa vie, il a vaincu après sa mort. Il eût été bien plus facile au comte de Maistre qu'à tout autre de se laisser aller au courant qui mène à beaucoup de fortune ou d'honneurs à travers un peu de fange. Comme Cicéron, il préféra lutter contre le flot, et mériter l'estime publique et son propre respect.

Cet esprit, aussi sensé qu'original, avait scruté la Révolution jusque dans ses abîmes. Il en haïssait d'une haine parfaite les causes et les effets, les auteurs et les plagiaires. Afin de l'affaiblir dans ses principes et de la briser dans ses résultats, il sentit l'inutilité d'une guerre de récriminations ou de sarcasmes. L'Église romaine avait triomphé des échafauds et des persécutions : il voulut qu'elle triomphât aussi par l'exposé lucide de l'autorité

pontificale. La France et le monde entier à sa suite avaient péché en s'éloignant peu à peu du centre d'unité, ou tout au moins en lui disputant son pouvoir indéfectible. Joseph de Maistre, bien convaincu, ainsi qu'il l'écrit lui-même, que « rien de grand ne se fait dans notre Europe sans les Français », s'adresse directement à cette nation pour gagner plus vite toutes les autres à la cause de l'Église romaine.

Ce n'est ni un théoricien providentiel ni un aruspice catholique qui rend des oracles. Il y a dans cette nature, si expansive et si impérieuse par la foi, quelque chose de magistral et de dominateur comme la vérité. De Maistre s'est approprié cette vérité; il la suit à la trace de l'histoire dans les siècles passés; il la découvre dans le nôtre, tout ensevelie qu'elle soit sous les débris encore fumants des trônes et des autels. Sans fausse audace ainsi que sans pusillanimité, il la dit, il la proclame avec une merveilleuse sagacité. Les paroles jaillissent de sa bouche comme l'eau du rocher frappé par la verge de Moïse. Quoique Piémontais, il possède à un rare degré cette saveur gauloise de la langue, ce parler que Montaigne appelait « succulent et nerveux, non tant délicat et peigné comme véhément et brusque. » Il connaît si admirablement l'histoire, que son esprit s'élève jusqu'au don de prophétie.

L'influence exercée par le Souverain Pontificat sur la formation et le maintien de l'ordre social a été contestée ou méconnue. On a nié l'action civilisatrice des Papes au Moyen-Age. Par des déclamations qui flattaient les rois, que l'on avait besoin de tromper, la Révolution naissante a essayé de prouver que le Siége romain était l'ennemi-né de la raison et du progrès. Joseph de Maistre, s'em-

parant de la thèse opposée, fait briller une lumière aussi vive qu'inattendue sur toutes ces questions, où la science corrobore la tradition et les monuments. A la richesse des démonstrations et à la splendeur de l'éloquence sans apprêts, on dirait Bossuet, encore inspiré par le génie qui lui dicta le *Discours sur l'Histoire universelle*, et consacrant ce souffle sublime à la glorification de l'Église romaine.

Châteaubriand, ressemblant à ces toiles des vieux maîtres qui ont poussé au noir, a trop fatigué le monde des ennuis de sa renommée, et Bonald s'est trop renfermé dans sa modestie philosophique, pour devenir chefs de parti. L'un et l'autre soutenaient à la tribune et dans la presse d'ardentes polémiques et d'orageuses discussions. Joseph de Maistre seul, se révélant presque dans la mort [1], vit se fonder sur son cercueil entr'ouvert une école qui maintenant est devenue la voie du monde entier.

Le comte Joseph de Maistre avait déposé dans ses écrits le germe d'une doctrine réparatrice. Pour qu'elle pût fructifier, il fallait la laisser mûrir au vent des révolutions. Ainsi, l'auteur du *Pape* n'eut point, comme l'auteur du *Génie du Christianisme*, une influence immédiate sur les esprits. De Maistre n'absorba pas du premier coup l'attention générale; son succès fut plus lent, il est désormais plus incontesté que celui de Châteaubriand.

L'Église romaine avait donc, même parmi les séculiers, d'éloquents défenseurs; mais, autant par la faute des choses que par celle des hommes, sa position se

[1] Le comte Joseph de Maistre, né à Chambéry le 1er avril 1753, mourut à Turin le 26 février 1821. La plupart de ses ouvrages ne furent publiés que peu de mois avant sa mort. D'autres sont posthumes.

trouvait aussi précaire que difficile. La Révolution s'était jeté la bride sur le cou. Joignant la dissimulation du silence à l'hypocrisie de la parole, elle ne rencontrait aucun obstacle; nonobstant, afin de cacher ses manœuvres, elle ne cessait de se répandre en plaintes amères sur les empiétements du Clergé. Elle absorbait le pouvoir : elle faisait, elle dominait l'opinion publique, et le Libéralisme, au nom des principes de 1789 mis en péril, réclamait des lois d'exception. Les lois d'exception furent la sauvegarde du Libéralisme. Il en proposa contre le parti prêtre, mais c'était pour mieux raffermir le trône et l'autel, que compromettaient les intempérances de zèle et les ambitieuses intrigues du fanatisme. La chose avait été réduite aux plus minces proportions; on ne réclamait que l'exécution littérale de la Charte. Dans l'espoir de l'obtenir, l'impiété se donnait des airs de dévote, et la Révolution, s'abritant sous le drapeau blanc, enivrait de ses hommages le petit-fils de Henri IV.

Charles X se laissa tromper par ces insidieux témoignages; néanmoins, il invoqua le concours et les lumières de l'Épiscopat. L'Épiscopat était trop clairvoyant pour ne pas saisir l'enchaînement des causes et des effets. Par l'expérience des révolutions passées, il savait que, dans la voie de l'honneur comme dans la voie du ciel, il faut des hommes qui marchent sans cesse; ces deux voies ne souffrant pas les courages qui reculent ou se détournent.

Admirablement préparé à la lutte, et s'inquiétant beaucoup plus des flatteries que des menaces, l'Épiscopat s'est réuni. Il a délibéré; il ne peut adhérer aux ordonnances du 16 juin 1828. La question était difficile; l'Église de France en appelle au Siége apostolique. A la prière du

Roi, le Pape intervint d'une manière indirecte. Le danger est partout, Rome croit qu'un acte de condescendance, ne blessant pas la foi, mais violant seulement le principe de l'égalité des citoyens proclamé par la Charte, peut arracher le trône aux étreintes de la Révolution. Le cardinal Bernetti, secrétaire d'État, conseille cet acte; le Sacré Collége y adhère; le Clergé français s'y soumet avec une respectueuse obéissance.

Le Souverain Pontife alors assis sur la Chaire de Pierre se nommait Léon XII. Annibal della Genga n'avait jamais eu l'ambition de la tiare; un compromis la lui donna au dernier moment. Dans le Conclave qui suivit la mort de Pie VII, les Cardinaux électeurs partageaient leurs suffrages entre deux candidats. Le cardinal Castiglioni d'un côté, le cardinal Séveroli de l'autre, avaient des chances à peu près égales. Le 21 septembre 1823, Séveroli va être élu, lorsque le cardinal Albani, au nom de l'Autriche, signifie l'exclusive suivante : « En ma qualité d'ambassadeur extraordinaire d'Autriche près le Sacré Collége réuni en Conclave, laquelle qualité a été notifiée à Vos Éminences et portée à leur connaissance, tant par le moyen de la lettre à elles adressée par Sa Majesté Impériale et Royale, que par la déclaration faite à Vos Éminences par l'impérial et royal ambassadeur d'Autriche, et de plus en vertu des instructions qui m'ont été données, je remplis le devoir, déplaisant pour moi, de déclarer que l'impériale et royale cour d'Autriche ne peut accepter pour Souverain Pontife Son Éminence le cardinal Séveroli, et je lui donne une exclusion formelle, ce 21 septembre 1823. »

Le droit d'exclusive dont la cour de Vienne a cru devoir faire usage ne fut jamais un privilége ou une pré-

rogative. C'était tout au plus, dit Moroni[1], « une représentation pacifique, naissant à l'occasion de la candidature d'un cardinal à la dignité de Souverain Pontife. Cette représentation s'exerçait de temps à autre par les trois cours de Vienne, de Paris et de Madrid. Ces puissances déclaraient que l'élection de tel cardinal à la papauté ne leur serait pas agréable. »

Il est très-difficile de remonter à l'origine de l'exclusive. Jadis les rois d'Italie, les empereurs d'Orient, puis les césars germaniques, participaient à la nomination des Vicaires de Jésus-Christ. Ce ne fut en réalité qu'à dater de Grégoire VII que l'Église romaine conquit la liberté pleine et entière d'exercer son suffrage; mais peu à peu les empereurs d'Allemagne, puis les rois de France, et enfin les monarques des Espagnes, s'attribuèrent, de l'aveu tacite et par une sage réserve du Sacré Collége, la tolérance et jamais le droit de désigner un des cardinaux comme ne jouissant pas de leur confiance.

« Quelques auteurs, ainsi s'exprime le docte Novaès dans ses *Elementi*[2], veulent que le prétendu privilége de l'exclusive ait pris naissance au concile de Latran, célébré en 1059 sous Nicolas II. Néanmoins le privilége alors accordé à l'Empereur, comme le fait très-bien observer l'abbé Cenni (*Bull. Basil. Vatic.*, tome III, page 228), ne concerne pas l'élection, mais seulement le couronnement des Souverains Pontifes.

» L'usage de cette exclusive, ajoute Novaès, l'usage au moins constant et habituel ne remonte guère à plus de

[1] *Dizionario de erudizione storico-ecclesiastica*, dal cavaliere *G. Moroni*, Venezia, 1843, vol. XXII.

[2] *Elementi della storia di Sommi Pontifici*, dal *Giuseppe de Novaès*, t. XIII, p. 9.

cent ans[1]; il s'est introduit plutôt par la connivence que par l'autorité des Souverains Pontifes, qui fermèrent très-sagement les yeux sur cette pratique, dans la pensée que le chef suprême du monde catholique ne devait pas être élu au déplaisir des princes catholiques, car le vœu de l'Église a toujours été que le Pasteur et le Père commun des fidèles leur fût à tous agréable et cher. Il est donc à propos de tolérer ces exclusives, qui, si elles n'étaient prises en considération, tourneraient au détriment de l'Église, troubleraient la paix, et priveraient le Pape élu, au mépris de l'exclusive, de l'amitié d'un monarque puissant, dont la protection pouvait lui être très-utile en temps de troubles et d'orages. »

Ces principes, développés avec tant de prudence par Novaès, s'appuyant sur l'autorité du cardinal de Lugo et sur une longue expérience, ces principes étaient encore appliqués en 1823. Nous n'avons point ici à peser ou à discuter les avantages ou les inconvénients de l'exclusive, qui fut exercée parfois, comme au Conclave de 1769, avec des formes philosophiquement révolutionnaires[2]. Le temps de ces mesures tyranniques est passé, et nous croyons que le consentement tacite des princes est acquis d'avance au choix des conclaves futurs.

Sévéroli néanmoins succombait sous ce privilége abusif. Les Cardinaux ne pouvaient plus lui décerner la tiare; afin de faire acte d'autorité, et de maintenir autant que possible le mérite de l'élection, ils voulurent déposer la couronne sur la tête de celui que l'exclu de l'Autriche désignerait. Après avoir lentement promené ses regards sur tous les membres du Sacré Collége, Sévéroli

[1] Novaès écrivait vers la fin du dix-huitième siècle.

[2] Voir *Clément XIV et les Jésuites*, par J. Crétineau-Joly.

s'incline devant della Genga, et, comme le dit ce jour-là le cardinal Vidoni avec un à-propos tout romain, Annibal touche aux portes de la ville : *Proximus Annibal urbi*. Il y entra pape le 28 septembre.

Né près de Spolète, le 22 août 1760, d'une noble famille, le Souverain Pontife avait rempli avec autant de dignité que d'éclat la charge de nonce apostolique en Allemagne et en France. Ses diverses missions, son contact avec les principaux personnages de cette période historique, si violemment agitée, lui avaient donné une rare expérience des affaires. Il les aimait et il excellait à les traiter. C'était dans la plus parfaite acception du mot l'homme du monde le mieux doué de toutes les vertus qui font honorer le pontife. Toujours en proie à d'intolérables souffrances, mais au milieu de ses douleurs, conservant toute la sérénité de son âme, della Genga avait versé de véritables larmes quand on lui offrit la couronne. En soulevant sa robe de pourpre, il avait dit aux Cardinaux : « N'insistez pas, je vous prie, pour me nommer, car vous éliriez un cadavre. »

Le cadavre fut choisi, et jamais Pape ne montra sur le trône plus d'énergie, jointe à plus de savante modération. Les traits de son visage amaigri avaient tant d'impassibilité, qu'on les eût dits coulés en bronze. Sa sévérité était grande ; mais, selon le conseil de Cicéron, cette sévérité était tempérée par la bienveillance du vieillard. Léon XII avait presque autant souffert de l'esprit que du corps ; néanmoins, sachant combien il y a de bonheur à être vrai, il réalisa la plus haute idée que l'on puisse concevoir de la vertu. Son regard, comme le charbon du Prophète, purifiait les cœurs et les lèvres. Il justifiait à son tribunal tous ceux qui s'y accusaient,

parce que là il faisait plutôt office de père que de juge. Son âme, enrichie de tous les trésors de la science et de la grâce, aimait à pardonner, et après avoir été souvent offensé, il allait au-devant de l'offenseur.

Le cardinal Consalvi et le trésorier général Cristaldi lui furent hostiles en plusieurs circonstances. Consalvi éprouve la réaction d'un changement de règne, réaction inévitable, à Rome surtout, après vingt-trois années de pouvoir. Dans ses admirateurs de la veille, Consalvi rencontre des ennemis du lendemain. Il ne reste plus à ce grand ministre que l'autorité de son génie et l'estime de l'Europe. Abandonné de tous, excepté du cardinal Fesch, reconnaissant au nom des Bonaparte, il voit à Rome la solitude se faire autour de lui. On entend même les esprits mesquins ou jaloux triompher de sa chute, comme les hiboux se réjouissent d'une éclipse de soleil, et en sa qualité de cardinal-diacre, il doit servir à l'autel l'homme dont il eut le tort de se faire un ennemi.

Il est dans le cœur humain de haïr celui qu'on a offensé[1]. Consalvi fut assez grand, tranchons le mot, il se sentit assez chrétien pour donner un démenti à cette parole de Tacite. Il ne garda dans son cœur aucun souvenir de colère, il pensa qu'il était plus noble de blesser que de haïr. On le vit avec une admirable dignité remplir auprès du nouveau Pape les fonctions de cardinal-diacre. Il était bien plus facile à Léon XII d'oublier les injures faites au cardinal della Genga. Léon XII saisit tout ce qu'il y a d'héroïque dans l'attitude résignée de Consalvi; il s'y associe, car tous deux n'ignorent point qu'une passion vaincue est la joie de l'âme. Le jour où, pour la première fois, le Pape officia solennellement à

[1] Tacit., *Agricolæ vita*, t. V, p. 398.

l'autel pontifical de la basilique de Saint-Pierre, il se tourne vers Consalvi au moment de la communion; puis, dans un baiser véritablement de paix, le nouveau Pape et l'ancien ministre se réconcilient sous les yeux du Sacré Collége, de la diplomatie et du peuple, partageant cette sublime émotion, que Plutarque aurait enviée pour l'un de ses grands hommes.

Afin d'être lui-même son secrétaire d'État, Léon XII a honoré de ce titre le doyen du Sacré Collége, l'octogénaire della Somaglia; cependant il ne veut se priver ni des avis ni du concours de son ancien rival. L'importante charge de préfet de la Propagande est vacante; Léon XII prie Consalvi de l'accepter, mais le Cardinal, détaché de la terre, n'aspire plus qu'à rejoindre dans la tombe le Pape et l'ami de ses jours prospères. Ses forces s'affaiblissent; il meurt de tristesse, de désenchantement peut-être. Léon XII, malade lui-même, a besoin pour gouverner l'Église de s'entourer de bons conseils. Il lui faut un guide expérimenté, qui puisse le mettre au courant de tous les intérêts chrétiens; il appelle à son chevet Consalvi mourant. Retiré sur les bords de la mer pour se recueillir dans sa mort prochaine, le Cardinal a entendu l'ordre de Léon XII. Il se fait porter dans les appartements du Quirinal, car à Rome il n'y a jamais de repos devant les affaires.

Au milieu de cette entrevue de deux agonisants, elles furent toutes traitées, toutes résolues avec un calme d'esprit et une profondeur de jugement admirables.

Consalvi avait parlé; il régnait donc encore. Il régnait si bien, qu'au sortir de l'audience Léon XII dit au cardinal Zurla : « Quelle conversation! jamais nous n'avons eu avec personne de communications plus instructives,

plus substantielles, et qui puissent être plus utiles à l'Église et à l'État. Consalvi a été sublime. Nous sommes au comble de la joie. Nous travaillerons souvent ensemble; seulement il faut aujourd'hui ne pas mourir. »

Ce vœu du prince, si noblement exprimé, ne devait pas se réaliser en faveur du rival devenu l'ami et le conseiller. A quelques jours de là Consalvi expirait; et, comme dernier hommage rendu à ce grand serviteur de l'Église, Léon XII eut des larmes pour témoigner de ses regrets et de son deuil. En annonçant au gouvernement français la perte que le monde venait de faire, le duc de Laval-Montmorency, ambassadeur du Roi Très-Chrétien près le Saint-Siége, écrivit : « Il ne faut aujourd'hui que célébrer cette mémoire honorée par les pleurs de Léon XII, par le silence des ennemis, enfin par la profonde douleur dont la ville est remplie, et par les regrets des étrangers et surtout de ceux qui, comme moi, ont eu le bonheur de connaître ce ministre si agréable dans ses rapports politiques et si attachànt par le charme de son commerce particulier. »

Le cardinal della Genga avait eu deux adversaires. Nous venons de voir de quelle façon il a traité le plus important : disons maintenant comment il se vengera de l'autre. Le trésorier général Cristaldi s'était plus d'une fois trouvé en opposition avec della Genga; mais ce ministre des finances était intègre et habile. Il défendait les intérêts des contribuables avec une austérité de franchise qui allait jusqu'à la rudesse. Cristaldi fut sacrifié d'avance aux ambitions cherchant à réveiller dans l'âme du Pontife des ressentiments passés. Léon XII se plut à laisser énumérer devant lui tous les méfaits de Cristaldi, que l'on prenait plaisir à envenimer. Quand il fallut se prononcer

sur le sort du trésorier général, le Pape dit simplement : « J'ai beaucoup réfléchi à tout ce qui m'a été murmuré sur monsignor Cristaldi et sur ce qui s'est passé entre nous. Le cardinal della Genga avait tort; il ne serait pas juste que Léon XII lui donnât raison. Cristaldi remplit très-honorablement sa charge : le Pape ne peut pas aggraver la faute du cardinal en retirant ses fonctions au trésorier; qu'il les exerce donc avec la même probité. »

Tel était le nouveau Pontife. Travaillant toujours avec calme, comme le lion quand il se repose, selon la belle image de Dante, Léon XII voyait tous les éléments sociaux secoués et fouettés de l'écume à la lie. Environné de complots, mais bien décidé à leur tenir tête, il encourageait le zèle et stimulait l'apathie. Sachant par expérience que ceux qui craignent la gelée doivent être accablés par la neige, il se fit, dès les premières heures de son règne, une occupation incessante de rendre les gouvernements attentifs aux vœux de désordre qui se manifestaient partout. La crise européenne n'était plus dans la guerre; elle trouvait son point de résistance dans les mauvais livres divulguant les mauvaises doctrines. Le principe de l'éducation avait été vicié, celui de la liberté, audacieusement appliqué, ne portait que de tristes fruits.

Léon XII, qui a le courage de toutes ses justices, va faire dans le patrimoine de l'Église une guerre aussi rude qu'équitable à la Révolution et aux brigands qu'elle patronne pour une double fin. Il assume la tâche de réformer les abus; il veut soulager le peuple, et, par une diminution progressive des impôts, arriver à l'amélioration de toutes les conditions. Pour lui, concevoir un projet de bonheur public, c'est l'exécuter. Sa justice est obstinée comme l'entêtement des autres. Il marche à son

but, et ne se préoccupe des obstacles que pour apprendre à les vaincre.

Dans la ville sainte, où la prudence ecclésiastique a fait dire que l'anagramme de *Roma* était *mora*, et où les délais sont autorisés par l'expérience, Léon XII impose à tous son activité si pleine de mesure. Il a vu de près les malheurs de l'Église en Allemagne, il brûle de les conjurer. Dans sa suprême entrevue avec le grand Cardinal, Consalvi, qui, sans désirer le Pontife, prépara le Pontificat, lui a dit : « J'ai travaillé, à Londres même, et d'une manière infatigable, à l'émancipation des Catholiques anglais. Depuis, la duchesse de Devonshire m'a aidé près de divers cabinets et auprès du roi Georges. Cette affaire se suit avec la protection visible de Dieu, elle marche lentement, sans jamais perdre un avantage. Vivez, et l'émancipation s'effectuera sous votre règne. »

Afin de la rendre possible, Léon XII se met en rapport avec le roi Georges d'Angleterre, le fidèle ami de Consalvi. Des envoyés sages et discrets ont ordre de modérer même les plus légitimes impatiences. Comme pour habituer la Couronne britannique à traiter avec le Siége romain, un Concordat se négocie en faveur des Catholiques du Hanovre, faisant alors partie intégrante du Royaume-Uni.

Ferdinand VII, roi d'Espagne, a, grâce à l'intervention armée de la France, recouvré la liberté dont les Cortès le privèrent; mais, cette liberté étant rendue au trône, il faut aussi que l'Église en jouisse. Elle en a besoin pour elle, le Siége romain en éprouve surtout la nécessité pour les autres. La Révolution a jeté de profondes racines dans ces vastes territoires de l'Amérique du Sud, dont l'Espagne n'a pas pu conserver la souveraineté. Ces

différentes provinces, s'essayant par l'insurrection à l'état de république modèle, vont subir la loi fatale du progrès démagogique; elles tomberont, de chute en chute, dans des calamités sans raison et sans terme.

Léon XII a prévu le cas. Après en avoir averti l'Espagne, il ne veut point que l'Église abdique sa légitimité avec la même incurie que Ferdinand VII. L'Église a des intérêts plus élevés que le trône à sauvegarder dans ces contrées lointaines. La foi des peuples lui est plus chère que l'obéissance au souverain, obéissance que ce souverain lui-même se laisse contester. Léon XII sait concilier la tendresse de sa gratitude envers l'Espagne avec ses devoirs de Pontife à l'égard des colonies séparées de la métropole. Puisque tout est perdu pour la métropole, il s'efforce au moins de sauver quelques épaves de la Religion. Sa persistance fut couronnée de succès.

Le brigandage, dans les environs de Terracine et de Sonnino, ainsi que dans les forêts voisines de Viterbe, apparaissait à l'état de produit d'une double cause révolutionnaire. Il était né d'une longue occupation militaire; il s'entretenait et se multipliait par les agents du Carbonarisme. Tirant parti des dispositions locales et des mœurs du pays, les Sociétés occultes se servaient de ces bandes armées comme d'un épouvantail et contre l'Église et contre les individus. Léon XII régnait un peu à la façon de Sixte-Quint. Il avait le cœur droit et la main rude. Il décida qu'un pareil état de choses prendrait fin. Le cardinal Consalvi avait commencé l'œuvre des réparations sommaires; peu à peu le Pape triomphe des résistances invétérées et des complicités dangereuses. Il a sévi contre les méchants; sa justice se plaît à récompenser les bons.

Les Jésuites étaient en butte, sur tous les points de la

France et de l'Europe, à des hostilités sans nom. Les motifs apparents de ces hostilités sont aussi futiles que les conséquences doivent en être cruelles. La guerre aux Jésuites, c'est, depuis un temps immémorial, la Révolution qui cherche un prétexte plausible et se distribue un mot d'ordre. A peine élevé sur le trône, Léon XII ne dissimula pas plus à lui qu'aux autres les tendances d'une pareille agression. Il comprit que venir, en plein dix-neuvième siècle, accuser les Jésuites d'un de ces pouvoirs étranges, et dont le Moyen-Age, avec toutes ses Saintes-Vehmes, n'avait pas offert d'exemple sérieux, c'était à faire désespérer du terme où peuvent enfin s'arrêter la lâcheté publique et la bassesse humaine. On trouvait à Rome, au fond de quelques palais et dans l'obscurité de certains cloîtres, de vieilles rancunes jansénistes ou des aversions monacales, qui se transmettaient la jalousie de race en race comme un héritage. Cette jalousie, que l'expérience des malheurs partagés n'avait point apaisée, était encore vivace; elle s'efforçait même, de temps à autre, de relever la tête. Elle la relevait avec d'autant plus de confiance qu'elle avait certains motifs d'espérer que Léon XII serait au moins aussi défavorable à l'Institut de saint Ignace que le cardinal della Genga.

Mais le trône a modifié ses idées; l'exercice du pouvoir lui inspire de plus justes sentiments. Toujours prêt à porter la cognée dans les abus, il veut encore déraciner celui-là. Il connaît de longue date les préjugés que certains ennemis secrets entretiennent à Rome contre l'Ordre de Jésus. Tout hostile qu'Annibal della Genga pût être aux disciples de saint Ignace, sur quelques points de peu d'importance, il ne convint jamais à sa loyauté d'encourager la guerre de mine et de sape dont les Pères furent

si souvent les victimes. Léon XII pense qu'il est de son honneur de la démasquer. On attaque la Compagnie de Jésus; le Pape la défend. Heureux d'acquitter une dette de l'Église, il rétablit les Jésuites dans le Collége romain. Il leur rend le Collége germanique, pépinière des évêques d'Allemagne; puis, dans son bref du 17 mai 1824, couronnant toutes ces dispositions par un éloge public, il qualifie ainsi les Jésuites : « Ces hommes très-distingués, qui, recommandables par la sainteté de leurs mœurs, par la splendeur des dignités et par le mérite de la science, travaillant dans ce domicile des beaux-arts, ont brillé pour l'avantage de la chose sacrée et publique. »

C'était, on le voit, un haut justicier que ce Pape. Il semblait défier la Révolution de venir se mesurer avec lui, et la Révolution recula devant un courage à froid que les plus cuisantes douleurs n'abattirent jamais. Il y avait dans tout ce corps, épuisé par les souffrances, une telle séve de vigueur, que les Sociétés secrètes elles-mêmes ajournèrent après sa mort une prise d'armes dont elles faisaient, pour ainsi dire, l'objet d'un recensement annuel.

Ce Pape, qui est toujours sur la brèche, et qui, par son attitude résolue, en interdit l'approche à l'ennemi de la Chaire apostolique, a formé le projet de renouer la chaîne des temps. Depuis l'année 1775, Rome et la Catholicité n'ont pas vu la porte sainte s'ouvrir devant le trésor des miséricordes célestes. La Révolution seule eut la liberté de ses colères et la fraternité de ses crimes. Léon XII a entendu Consalvi lui dire : « Nous n'avons pu, sous Pie VII, célébrer le Jubilé. Le terme est bien près, il faut annoncer la grande réconciliation en 1824 et la célébrer en 1825. Il y aura des obstacles de toute nature; moi-

même j'ai presque promis de m'opposer à la mesure si on me consulte; mais un Pape tel que vous n'a point à penser comme moi. Il y aura mille obstacles de toute nature, chez vous, loin de vous. Ne cédez pas, si vous croyez le Jubilé indispensable à la Religion, et s'il devient, selon Votre Sainteté, le complément de la rentrée de Pie VII à Rome et la trompette qui appellera cent, deux cent mille témoins pour contempler un Pape libre dans sa capitale. »

Consalvi a vu Pie VI et Pie VII prisonniers, en France, de la République et de l'Empire. Pour le grand politique, montrer un Pape libre dans la capitale de l'univers chrétien, c'est alors tout ce qui peut raisonnablement être tenté. Léon XII, contemporain du Cardinal, mais n'ayant pas, comme lui, enduré le poids du jour et de la chaleur, porte ses vœux plus haut. Il ne lui suffit pas de faire voir un Pape libre : il aspire à le révéler maître des intelligences et des volontés. Pour réussir dans ce projet, il faut vaincre les appréhensions du Sacré Collége, les incertitudes des cours catholiques et le mauvais vouloir des puissances protestantes. Léon XII est seul de son opinion; et, dans cet isolement, couronné plus tard par la victoire de l'unanimité, il a pu se rappeler l'éloge que le vieux Dante se fait adresser par son aïeul Cacciaguida : « Il te sera beau un jour d'être demeuré seul et d'avoir été ton propre parti à toi-même [1]. »

La Révolution grossit toutes ces difficultés, afin d'entraver le plus ardent désir du Pape. La Révolution sait que ces grandes assises de la prière doivent lui faire perdre du terrain; elle insinue aux ministres des diverses

[1] .... A te fia bello
Aver ti fatta parte per te stesso.
Paradiso, ch. XVII.

cours qu'une pareille agglomération de pèlerins traversant leurs États peut avoir son danger. Le repos de l'Europe est à peine assuré. Ne craint-on pas que le marteau d'argent qui ouvrira la porte sainte serve en même temps de signal pour ameuter les Sociétés secrètes?

La bataille du Jubilé est engagée. Léon XII, qui aime mieux réveiller l'Europe par le tocsin que de la laisser périr dans les flammes, publie, le 27 mai 1824, la bulle des pardons publics, si impatiemment attendue et si sournoisement attaquée. « Si, de toute antiquité, lit-on dans ce monument ecclésiastique, les hommes de toutes les conditions et de tous les rangs, malgré la longueur et la durée des voyages, sont venus sans cesse en foules toujours plus nombreuses, de tous les points de la terre habitable, à ce principal palais des beaux-arts; s'ils ont regardé comme approchant du prodige l'éclat dont Rome brille par la magnificence de ses édifices, la majesté du lieu et la beauté de ses monuments, il serait en même temps honteux et contraire au désir que nous devons avoir d'obtenir la béatitude éternelle de prétexter la difficulté de la route, le mauvais état de la fortune, ou quelque autre motif de ce genre, pour se dispenser des pèlerinages de Rome. Oui, nos chers fils, vous trouverez à Rome des biens qui compenseront largement tous les désagréments, quels qu'ils soient. Vos souffrances, si toutefois vous en éprouvez, ne seront point en proportion avec ce poids immense de gloire que les secours préparés pour le bien des âmes opéreront en vous avec la grâce ineffable de Dieu. Vous recueillerez des fruits abondants de pénitence, au moyen desquels vous offrirez au Seigneur les mortifications les plus pénibles de la nature; vous accomplirez saintement les œuvres prescrites par les

lois des indulgences, et vous mettrez le sceau à la ferme résolution que vous avez prise de châtier et de réprimer vos passions.

» Ceignez-vous donc les reins; montez à la sainte Jérusalem, à cette ville royale qui, par le siége de saint Pierre et par l'établissement de la Religion, est devenue plus illustre et plus puissante qu'autrefois elle ne l'a été par sa domination terrestre. « C'est là cette ville, disait saint Charles en exhortant ses ouailles à faire le voyage de Rome pendant l'année sainte, c'est là cette ville où l'aspect du sol, des murailles, des autels, des églises, des tombeaux des martyrs, et de tout ce qui s'offre aux regards, imprime dans l'âme quelque chose de sacré, comme l'éprouvent et le sentent ceux qui visitent ces lieux dans les dispositions requises. » Aussi resplendissante que le ciel, la ville de Rome, lorsque le soleil répand ses rayons, a dans son sein deux flambeaux, saint Pierre et saint Paul, qui réfléchissent la lumière par tout l'univers. Tel est le langage de saint Chrysostome. Et qui oserait, sans être pénétré des plus vifs sentiments de dévotion, approcher les lieux témoins de leur sacrifice, se prosterner devant leur tombeau, et porter les lèvres sur leurs chaînes, plus précieuses que l'or et les pierreries? Qui pourrait retenir ses larmes en voyant le berceau de Jésus-Christ, en songeant aux cris de l'Enfant Jésus dans la Crèche, en adorant les sacrés instruments de la Passion du Sauveur, et en méditant sur le Rédempteur du monde attaché à la Croix?

» Comme par un bienfait extraordinaire de la divine Providence, ces augustes monuments de la religion se trouvent réunis dans Rome seule: ce sont autant de gages précieux de l'amour que le Seigneur a témoigné avec

plus de profusion aux portes de Sion qu'à toutes les tentes de Jacob; et ils vous invitent de la manière la plus pressante, nos chers fils, à vous avancer sans délai vers la montagne où il a plu à Dieu d'habiter.

» Notre tendre sollicitude exige que nous recommandions spécialement aux rangs divers de notre capitale de se rappeler que les regards des fidèles accourus ici de toutes les parties du globe se porteront sur eux, et que par conséquent il ne doit y avoir en eux rien que de grave, de modeste et de digne d'un chrétien, afin que leurs mœurs n'offrent aux autres que des exemples de pudeur, d'innocence et de tous les genres de vertus. Il faut que le peuple de prédilection, chez lequel le prince des Pasteurs a voulu que fût placée la Chaire de Saint-Pierre, apprenne aux autres nations à respecter l'Église catholique et son autorité, à suivre ses préceptes, et à rendre hommage aux ministres et aux objets de la Religion; il faut que l'on voie fleurir chez nous le respect dû aux temples; que les étrangers ne remarquent rien qui tende au mépris du culte et des lieux saints, rien de contraire à la pureté, à l'honnêteté et à une modestie vraie; qu'au contraire ils admirent une sévérité et une pureté de discipline qui montrent, par toutes les habitudes extérieures, la vivacité et la sincérité des sentiments de l'âme. Nous recommandons surtout que les jours de fête consacrés aux saints offices, et établis pour rendre honneur à Dieu et aux saints, ne paraissent pas institués pour qu'on s'adonne aux festins, aux jeux, à des joies immodérées et à la licence; enfin que tout ce qui est vrai, tout ce qui est honnête, tout ce qui est juste, tout ce qui est saint, tout ce qui est aimable, tout ce qui est digne d'une bonne renommée, distingue le peuple romain, afin que

nous puissions nous flatter non-seulement de ne pas avoir obscurci, mais encore d'avoir, par notre zèle et par nos mœurs exemplaires, rendu plus éclatante cette gloire de foi et de piété que l'apôtre saint Paul proposait lui-même pour modèle, et que nous avons reçue de nos pères comme le plus précieux héritage.

» Jérusalem, plaise à Dieu qu'ils viennent à toi le front penché vers la terre, les enfants de tous ceux qui t'ont humiliée; et qu'ils adorent la trace de tes pas, tous ceux qui se sont faits tes détracteurs!... C'est à vous que nous nous adressons, dans toute l'affection de notre cœur apostolique, vous qui, séparés de la véritable Église de Jésus-Christ, et éloignés de la voie du salut, nous faites gémir sur votre état! Accordez au plus tendre des pères la seule chose qui manque à l'allégresse générale, savoir : qu'appelés par l'inspiration de l'Esprit d'en haut à jouir de la céleste lumière, et rompant tous les liens de séparation, vous partagiez les sentiments de l'Église, notre mère commune, hors de laquelle il n'y a pas de salut! Nous ouvrirons notre cœur à la joie, nous vous recevrons avec allégresse dans notre sein paternel, nous bénirons le Dieu de toute consolation, qui dans le plus grand triomphe de la vérité catholique, nous aura enrichi de tous les trésors de sa misécorde... Nous ne doutons pas que les princes catholiques, nos bien-aimés fils en Jésus-Christ, ne nous appuient de toute leur autorité en cette circonstance, afin que ces dispositions pour le salut des âmes aient les résultats que nous en attendons. En conséquence, nous les prions et les conjurons de seconder, avec tout le zèle qu'ils ont pour la Religion, les soins des évêques, nos vénérables frères, de favoriser leurs travaux de tous les efforts possibles, de veiller à la sûreté des routes, et de

préparer des hôtelleries pour les pèlerins qui voyageront dans l'intérieur des États des princes, afin que dans cette œuvre de piété ceux-là ne reçoivent aucune injure. Les princes n'ignorent pas sans doute quelle conspiration s'est élevée de toutes parts pour la destruction et l'anéantissement des droits divins et humains, et quelles merveilles le Seigneur a opérées en étendant sa main, et en humiliant l'audace des forts. Ils ont à penser que de continuelles actions de grâces sont dues au Seigneur des seigneurs qui a remporté la victoire; et ils doivent implorer sans cesse le secours de la divine miséricorde par leurs humbles prières, afin que, tandis que la perversité des impies s'insinue partout avec l'adresse des serpents, il achève par sa bonté l'œuvre qu'il a commencée!... »

Le défi était paternellement audacieux; la Révolution ne le releva que par ricochets. Elle invoqua de timides auxiliaires dans quelques cours catholiques. Elle leur inspira des craintes pour leurs États, que de faux pèlerins allaient troubler par leur marche aventureuse. Ces auxiliaires eurent peur des migrations que l'on prévoyait. Certains ambassadeurs demandèrent à Rome que le Jubilé fût accordé, mais partiellement à chaque État, l'un après l'autre, afin de ne pas fournir au monde un prétexte de remuer. Léon XII avait une confiance illimitée dans le cardinal Bernetti, alors gouverneur de Rome. Bernetti consulté s'est fait fort de maintenir la tranquillité publique dans les États pontificaux. Avec sa gaieté si étincelante d'esprit, il a osé prendre en pitié les terreurs feintes ou réelles dont chacun se prétend obsédé. Le courage du ministre soutint le courage du maître. Le maître était convaincu qu'en politique comme en

administration, le secret pour accomplir de grandes choses consiste à appliquer avec énergie une idée simple; Léon XII l'appliqua.

Il avait dit publiquement : « Nous ne pensons pas que les Libéraux, nos seuls ennemis, se déguiseront en pèlerins, et qu'ils viendront ici avec des armes cachées sous le capuchon bordé de coquilles, et que le bourdon recèlera un stylet assassin. Dans tous les cas, nous saurions nous présenter à eux intrépidement, et puisque nous sommes, dit-on, sans soldats, nous paraîtrons avec la seule autorité de notre visage. Le Jubilé est publié; les nations chrétiennes sont convoquées, accomplissons largement notre devoir. S'il y a péril, ce péril sera notre joie et notre palme. Nous avons reçu l'exemple, nous devons le transmettre. »

Ces paroles, que le cardinal Bernetti a conservées à l'histoire, sont la plus fidèle peinture du Pontife. Léon XII a décidé que le Jubilé aurait lieu; cette fête séculaire suivra son cours. Rome ne fermera ses portes devant aucun nom, et Rome ne tremblera sous aucun pas humain. On a dit qu'elle avait encore plus grand'peur de ses amis que de ses ennemis. Par l'abandon qu'il témoigne aux uns comme autres, le Saint-Siége prouve le ridicule de ces pronostics et le néant de ces craintes. Il a élargi les vieilles voies romaines, afin de recevoir dans son sein les enfants qui lui viennent de l'Orient et de l'Occident. Il s'en présente de tous les pays : Rome les accueille avec la même cordialité hospitalière, et, de la veille de Noël 1824 au 24 décembre 1825, la multitude ne cesse de se renouveler.

Les grands politiques ont eu des terreurs exagérées. Ils envisagèrent avec effroi ces rassemblements d'hom-

mes qui, à un signal convenu, devaient se transformer en armée pour le désordre, ou en avant-garde d'insurrection locale. On a dit que les finances épuisées ne sauraient jamais subvenir aux saintes magnificences de Léon XII, et aux besoins de ces populations chrétiennes, attirées par les promesses du pardon. Léon XII, économe et prodigue selon les circonstances, nourrira de son épargne les voyageurs pieux, et en même temps il trouvera le secret de recommencer, après tant de désastres, le trésor de Sixte-Quint. La sécurité dans l'État et dans la capitale de l'Église sera telle, qu'il y aura moins de délits communs en cette année-là que durant une autre ordinaire. Les prévisions diplomatiques sont déjouées, les complots des Sociétés secrètes n'éclatent sur aucun point. A Ravenne seulement, les Carbonari tentent un coup désespéré, qui ne réussit pas. Le cardinal Rivarola est assailli par trois membres de la secte, et il échappe à leurs balles. Léon XII heureux peut donc accomplir lui-même, au milieu d'une multitude respectueuse et attendrie, les diverses stations du pèlerinage catholique.

Le Souverain, que les peuples agenouillés ont salué de leurs cris d'amour lorsqu'il s'avançait porté sur son trône, s'est dépouillé de la tiare et des ornements pontificaux. Escorté de quelques membres du Sacré Collége, il marche maintenant, et il prie. Ses pieds sont nus, sa tête est nue; rien ne le distingue de la foule; cependant une auréole d'indéfinissable grandeur le désigne à la vénération publique. Léon XII n'a pas douté de la foi des peuples : les peuples lui tiennent compte de cette paternelle confiance.

Avec un Pape puisant dans les langueurs d'une santé délabrée assez d'énergie pour vaincre les résistances et

faire triompher sa volonté, qui était l'expression des besoins de l'Église et du vœu populaire, la Révolution sent qu'elle n'est plus seule maîtresse du terrain en Italie. Elle a en face de ses agents une puissance morale qui ne s'effraye ni du bruit ni de la calomnie, et qui peut, à une heure donnée, exercer sur les événements une influence prépondérante. Léon XII l'a conquise par une incomparable vigueur de caractère, jointe à une modération extrême. De nouveaux souverains arrivent au trône. Charles X à Paris, Nicolas à Pétersbourg, François à Naples, peuvent modifier la situation générale. Du lit de douleurs sur lequel il est presque continuellement étendu, le Pape surveille toutes les affaires. Il poursuit ses plans, et après s'être tourné tantôt vers le Nord, tantôt vers le Midi, il épie d'où souffle le vent du mal. La Révolution se sent gênée dans ses allures; elle accorde un peu de répit aux conspirateurs, afin de leur donner l'histoire pour panégyriste. L'histoire accepta la mission à laquelle on la destinait; les crimes des Rois et des Papes furent mis à l'ordre du jour.

Voltaire a ses intermittences de popularité. Quand ses dévots ne redoutent plus un cataclysme social, ils se prennent à l'exalter, et le poëte atrabilaire, qui ne pardonna jamais, est élevé par eux au rang de vengeur de l'humanité. Voltaire n'a point ressenti ces grandes émotions historiques, qui sont la véritable muse d'Hérodote; il outragea la raison individuelle, afin de fausser l'esprit public. Le servile troupeau des imitateurs se met à sa suite, et l'on ouvre le feu contre la vérité. Ce commerce interlope s'exerçait en France sur une vaste échelle; il s'organise dans toute l'Europe. En France, tous les talents se consacraient à l'apothéose du vice et du crime.

Pour obtenir alors les honneurs de l'histoire, il faut n'avoir été ni un grand pape ni un saint roi. Ces mérites, assez communs dans les annales de l'Église et dans celles des Empires, sont un titre aux injures. Il n'y a plus d'éloges que pour les entrepreneurs de révolution, plus de larmes déclamatoires que pour les martyrs de leur orgueil. La France a donné le signal; les écrivains du monde entier se conforment à l'ordre reçu.

Tout ce qui dans le passé fit une guerre quelconque soit à Dieu, soit à son Église, tout ce qui se constitua en état permanent d'hostilité vis-à-vis du trône et des lois, athées, hérésiarques, impies ou rebelles, sont à l'instant même proposés aux béates admirations de la foule. Rien, pas même le repentir, ne préserve les tombeaux de cette souillure. On a nié Dieu ou conspué les principes éternels : il faut que des plumes mercenaires improvisent l'apologie de semblables attentats. Tout à coup vous voyez remonter à la surface des noms oubliés, des réputations sanglantes, et le cortége de sombres criminels qui divinisèrent le mal. Ces spectres évoqués contre l'Église furent tous, sans distinction d'aucune sorte, les patriarches de l'indifférence moderne; on les acclame comme les précurseurs de la lumière. Calvin lui-même, ce Philippe II moins le droit et la grandeur, voit se dresser en Allemagne des autels où sa tolérance est honorée et bénie.

A la date du 22 octobre 1548, Calvin[1] écrit au duc de Somerset, régent d'Angleterre sous Édouard VI : « A ce que j'entends, monseigneur, vous avez deux espèces de mutins qui se sont eslevez contre le Roy et l'estat du royaume. Les uns sont gens fantastiques qui, soubs les couleurs de l'Évangile, vouldroient mettre tout en con-

[1] *Lettres de Jean Calvin*, t. II.

fusion; les aultres sont gens obstinez aux superstitions de l'Antechrist de Rome. Tous ensemble méritent bien d'être réprimés par le glaive qui vous est commis. »

Le 13 mai 1562, le même esprit de tolérance et d'humanité trouve des excuses à l'égorgement et à la guerre civile : « De ce qui s'est fait à la chaude, mande-t-il aux ministres de Lyon, et par quelque dévotion, les gens craignant Dieu n'en jugeront point à la rigueur. »

Le sectaire, qui aima toujours à faire sentir aux autres le fagot de Servet, écrivait encore en parlant d'un certain frondeur de ses doctrines : « Sçachant en partie quel homme c'étoit, j'eusse voulu qu'il fust pourri en quelque fosse, si ce eust été à mon souhait..... Et vous asseure, madame, s'il ne fust si tost eschappé, que, pour m'acquitter de mon devoir, il n'eust pas tenu à moy qu'il ne fust passé par le feu. »

C'est ainsi que Calvin entendait la tolérance. Depuis qu'il existe des hérésiarques et des rebelles, le même sentiment a toujours été exprimé. Quand la force leur est venue, tous traduisirent le même vœu par différents supplices, tous échangèrent la palme d'un martyre hypothétique contre les tortures trop réelles qu'ils firent endurer aux autres. Néanmoins, le petit despote de Genève trouve, lui aussi, des admirateurs. Il se sépara, selon ses paroles, des superstitions de l'Antechrist de Rome. N'est-il pas digne de voir planer son nom au milieu de la gloire dont se couronnent de leurs propres mains tous ces fanatiques de tolérantisme, qui viendront, le sabre au poing, substituer leur orgueil à l'humilité chrétienne? En 1825 on en décidait ainsi dans l'Allemagne protestante et dans la France libérale. Est-ce que ces jugements d'autrefois ne seraient pas encore aujourd'hui de justes jugements?

L'Allemagne progressiste, l'Allemagne critique travaille à la réhabilitation du désordre. Elle pervertit l'intelligence pour offrir au mensonge droit de cité. En même temps, de tous les journaux et de tous les livres, de toutes les franc-maçonneries comme de toutes les sociétés bibliques, il ne s'échappe qu'un cri. Le monde a soif et faim de tolérance; l'Église seule s'oppose au vœu universel. La tolérance est le mot de passe du siècle; elle est placée sous l'égide de Calvin et de Voltaire, les deux tyrans plumitifs les plus absolus du monde. Elle a pour représentants tous ceux qui s'appuient sur la force brutale, afin de propager leurs idées de rébellion.

L'Église, même durant ce pontificat si glorieux et si court de Léon XII, n'a donc point cessé de lutter. Toujours entourée d'ennemis, toujours harcelée par eux comme une escadre poursuivie par des requins, elle se voit dans la nécessité de tenir tête à l'indifférence et à l'égoïsme, à l'hostilité publique ou à la haine cachée. Les passions du dedans et du dehors l'assiégeaient sans cesse; à ces adversaires combattant à visage découvert, il vint s'en joindre d'autres qui se proposèrent de concentrer la puissance et l'unité d'action.

Le Carbonarisme moderne, sorti, en Calabre et en Sicile, d'une pensée profondément monarchique, a, durant les premières années du dix-neuvième siècle, offert à la reine Caroline de Naples, sa fondatrice, des gages d'une incontestable fidélité. Dans le but de protéger le trône ébranlé, la reine et le cardinal Fabrice Ruffo créèrent, en 1799, une association qui s'accrut et se fortifia par le mystère même dont on se plut à l'environner. L'amiral anglais Nelson, tout-puissant à la cour des Deux-Siciles, lord Bentinck et lord Amherst plus tard, lui imposèrent

de cruels, de sanglants devoirs à remplir. La guerre à coups de canon s'éternisait sur le continent, ils voulurent que les Carbonari la fissent à coups de poignard. Les Carbonari obéirent; mais, sans se rendre un compte bien exact des espérances ultérieures du gouvernement anglais, ils apprirent peu à peu à bégayer les premiers rudiments des droits de l'homme. En récompense des services rendus, et pour l'acquit des promesses faites par l'Angleterre, les Carbonari royaux demandent une constitution. Elle fut aussi mal définie que mal interprétée; mais là, pour les rêves futurs de l'ambition britannique, n'était pas l'obstacle.

Après les événements de 1815 et la mort de Murat, fusillé au Pizzo, les importunités des Carbonari se multiplièrent à proportion que s'étendit l'influence anglaise. On leur insinua la pensée de réclamer d'abord, d'exiger ensuite l'accomplissement d'une promesse sacrée, puisque le cabinet de Saint-James s'en était volontairement constitué le garant hypotéthique et usuraire. On entendit les meneurs de la secte parler de dévouement, la menace à la bouche. Ils exprimèrent des vœux insolites, ils affichèrent des tendances progressivement libérales, puis bientôt, dans leurs songes d'un avenir constitutionnel, ils se présentèrent comme les victimes d'une royale ingratitude.

Ces Carbonari, dont, en France et dans la Grande-Bretagne, Fra Diavolo fut l'expression primitive la plus colorée, avaient été l'effroi de la Démagogie napolitaine et de son ministre de la police, le régicide corse Salicetti, qui la résumait. A peine la Démagogie a-t-elle perdu le pouvoir, qu'ils passent sous son drapeau et qu'ils en adoptent tous les principes. Si subite, si inattendue qu'elle fût, cette transformation devait inquiéter les hommes

d'État. Personne, même en Italie, ne s'occupa de conjurer l'orage par la plus simple des précautions. Au milieu de toutes ces monarchies à peine restaurées, et s'applaudissant du miracle de leur restauration, comme si elles en eussent été l'instrument le plus direct, seul, le gouvernement du Saint-Siége eut la prescience du danger. Par l'organe du cardinal Consalvi, le pape Pie VII le signala aux cours étrangères.

Son langage ne fut pas compris, ses avertissements se virent dédaignés. L'Empereur de Russie répondit qu'il était trop loin; le Roi de Prusse donna à entendre qu'il était protestant, et le Roi de France qu'il avait le bonheur d'être le père légitime de sa Charte. Le Prince régent d'Angleterre mit seul au service de la cause commune l'influence dont son mode de gouvernement lui permettait de disposer. Les Carbonari s'enveloppaient de toute sorte de mystère : on s'imagina, malgré les prières du prince de Metternich et du cardinal Consalvi, qu'il serait d'une bien sage politique de les laisser dans l'obscurité à laquelle ils se vouaient.

Trois années ne sont pas révolues depuis que le Siége romain a montré l'écueil, et déjà le Carbonarisme étend ses ramifications de Palerme à Berlin. Il réunit comme dans un faisceau tous ceux qui ont besoin de mouvement et soif d'innovations. Le Carbonarisme, qui, dans l'histoire, n'est pas plus nouveau pour le fond que pour la forme, ne fut d'abord qu'un rameau détaché de l'arbre des Sociétés secrètes; bientôt il les absorba dans sa fatale fécondité. Plus tard il leur imposa son nom jusqu'au jour où de nouvelles ambitions, brisant de vieilles idoles, se pétriront dans l'argile d'autres divinités. Ce jour venu, le Carbonarisme n'aura plus même de nom dans les an-

nales des peuples; il ne sera possible de le suivre qu'à la trace de ses crimes.

A peine la concentration des Sociétés secrètes eut-elle permis à leurs chefs d'organiser le travail souterrain, qu'une pensée démoralisatrice s'offre tout naturellement à leur esprit. Ces Moïses de ténèbres, en échappant toujours à l'œil ou à la main des gouvernements, eurent sans cesse l'art de compromettre des séides de bas étage, comme pour entretenir le feu sacré. Ils règnent dans l'ombre; par des serments qui attestent et portent la mort, ils se sont assurés d'avance que leurs ordres seront exécutés dans le mystère.

Mais à cette œuvre de dissolution partielle, ébauchée tantôt sur un point, tantôt sur un autre, un grand appui était nécessaire. Pour développer et mûrir des projets antimonarchiques, il fallait s'étayer sur une base antichrétienne. Cette idée fondamentale une fois adoptée, il ne restait plus qu'à la mettre en œuvre.

La régénération de l'Italie et du monde entier ne pouvait être conquise que par des moyens extraordinaires. Vivifier et propager l'idée démocratique était le rêve de tous les cerveaux malades, dans la Franc-Maçonnerie comme dans l'Illuminisme. Les Rois n'avaient ni assez d'énergie pour l'accepter, ni assez de force pour la combattre. Ils passaient sans laisser de trace. L'Église seule restait debout au milieu des ruines; seule elle survivait aux révolutions et aux cataclysmes; ce fut donc à l'Église romaine qu'une phalange de volontaires se proposa d'adresser tous les coups. L'Église ne pouvait jamais pactiser avec eux; ils s'en constituèrent les plus irréconciliables ennemis. Mais leur hostilité ne s'évapora ni en turbulences impies ni en provocations insensées; ils eurent le

calme du sauvage et l'impassibilité du diplomate anglais.

Quand leurs batteries furent dressées et qu'ils se virent prendre pied dans toutes les principales cités où s'élaborait le complot antichrétien, ils rédigèrent une instruction permanente, code et guide des initiés les plus avancés. Cette instruction, la voici traduite de l'italien dans son effrayante crudité :

« Depuis que nous sommes établis en corps d'action et que l'ordre commence à régner au fond de la vente la plus reculée comme au sein de celle la plus rapprochée du centre, il est une pensée qui a toujours profondément préoccupé les hommes qui aspirent à la régénération universelle : c'est la pensée de l'affranchissement de l'Italie, d'où doit sortir à un jour déterminé l'affranchissement du monde entier, la République fraternelle et l'harmonie de l'humanité. Cette pensée n'a pas encore été saisie par nos frères d'au delà des Alpes. Ils croient que l'Italie révolutionnaire ne peut que conspirer dans l'ombre, distribuer quelques coups de poignard à des sbires ou à des traîtres, et subir tranquillement le joug des événements qui s'accomplissent au delà des monts pour l'Italie, mais sans l'Italie. Cette erreur nous a été déjà fatale à plusieurs reprises. Il ne faut pas la combattre avec des phrases, ce serait la propager; il faut la tuer avec des faits. Ainsi, au milieu des soins qui ont le privilége d'agiter les esprits les plus puissants de nos Ventes, il en est un que nous ne devons jamais oublier.

» La Papauté a exercé de tout temps une action toujours décisive sur les affaires d'Italie. Par le bras, par la voix, par la plume, par le cœur de ses innombrables évêques, prêtres, moines, religieuses et fidèles de toutes les latitudes, la Papauté trouve des dévouements sans

cesse prêts au martyre et à l'enthousiasme. Partout où il lui plaît d'en évoquer, elle a des amis qui meurent, d'autres qui se dépouillent pour elle. C'est un levier immense dont quelques papes seuls ont apprécié toute la puissance (encore n'en ont-ils usé que dans une certaine mesure). Aujourd'hui il ne s'agit pas de reconstituer pour nous ce pouvoir, dont le prestige est momentanément affaibli; notre but final est celui de Voltaire et de la Révolution française, l'anéantissement à tout jamais du Catholicisme et même de l'idée chrétienne, qui, restée debout sur les ruines de Rome, en serait la perpétuation plus tard. Mais pour atteindre plus certainement ce but et ne pas nous préparer de gaieté de cœur des revers qui ajournent indéfiniment ou compromettent dans les siècles le succès d'une bonne cause, il ne faut pas prêter l'oreille à ces vantards de Français, à ces nébuleux Allemands, à ces tristes Anglais qui s'imaginent tous tuer le Catholicisme tantôt avec une chanson impure, tantôt avec une déduction illogique, tantôt avec un grossier sarcasme passé en contrebande comme les cotons de la Grande-Bretagne. Le Catholicisme a la vie plus dure que cela. Il a vu de plus implacables, de plus terribles adversaires, et il s'est souvent donné le malin plaisir de jeter de l'eau bénite sur la tombe des plus enragés. Laissons donc nos frères de ces contrées se livrer aux intempérances stériles de leur zèle anticatholique; permettons-leur même de se moquer de nos madones et de notre dévotion apparente. Avec ce passe-port, nous pouvons conspirer tout à notre aise et arriver peu à peu au terme proposé.

» Donc, la Papauté est depuis seize cents ans inhérente à l'histoire de l'Italie. L'Italie ne peut ni respirer, ni se mouvoir sans la permission du Pasteur suprême. Avec

lui, elle a les cent bras de Briarée; sans lui, elle est condamnée à une impuissance qui fait pitié. Elle n'a plus que des divisions à fomenter, que des haines à voir éclore, que des hostilités à entendre surgir de la première chaîne des Alpes au dernier chaînon des Apennins. Nous ne pouvons pas vouloir un pareil état de choses; il importe donc de chercher un remède à cette situation. Le remède est tout trouvé. Le Pape, quel qu'il soit, ne viendra jamais aux Sociétés secrètes : c'est aux Sociétés secrètes à faire le premier pas vers l'Église, dans le but de les vaincre tous deux.

» Le travail que nous allons entreprendre n'est l'œuvre ni d'un jour, ni d'un mois, ni d'un an; il peut durer plusieurs années, un siècle peut-être; mais dans nos rangs le soldat meurt et le combat continue.

» Nous n'entendons pas gagner les papes à notre cause, en faire des néophytes de nos principes, des propagateurs de nos idées. Ce serait un rêve ridicule, et de quelque manière que tournent les événements, que des cardinaux ou des prélats, par exemple, soient entrés de plein gré ou par surprise dans une partie de nos secrets, ce n'est pas du tout un motif pour désirer leur élévation au siége de Pierre. Cette élévation nous perdrait. L'ambition seule les aurait conduits à l'apostasie, le besoin du pouvoir les forcerait à nous immoler. Ce que nous devons demander, ce que nous devons chercher et attendre, comme les Juifs attendent le Messie, c'est un pape selon nos besoins. Alexandre VI avec tous ses crimes privés ne nous conviendrait pas, car il n'a jamais erré dans les matières religieuses. Un Clément XIV, au contraire, serait notre fait des pieds à la tête. Borgia était un libertin, un vrai sensualiste du dix-huitième siècle, égaré dans le quinzième.

Il a été anathématisé malgré ses vices, par tous les vices de la philosophie et de l'incrédulité, et il doit cet anathème à la vigueur avec laquelle il défendit l'Église. Ganganelli se livra pieds et poings liés aux ministres des Bourbons qui lui faisaient peur, aux incrédules qui célébraient sa tolérance, et Ganganelli est devenu un très-grand pape. C'est à peu près dans ces conditions qu'il nous en faudrait un, si c'est encore possible. Avec cela nous marcherons plus sûrement à l'assaut de l'Église, qu'avec les pamphlets de nos frères de France et l'or même de l'Angleterre. Voulez-vous en savoir la raison? C'est qu'avec cela, pour briser le rocher sur lequel Dieu a bâti son Église, nous n'avons plus besoin de vinaigre annibalien, plus besoin de la poudre à canon, plus besoin même de nos bras. Nous avons le petit doigt du successeur de Pierre engagé dans le complot, et ce petit doigt vaut pour cette croisade tous les Urbains II et tous les saint Bernard de la Chrétienté.

» Nous ne doutons pas d'arriver à ce terme suprême de nos efforts; mais quand? mais comment? L'inconnue ne se dégage pas encore. Néanmoins, comme rien ne doit nous écarter du plan tracé, qu'au contraire tout y doit tendre, comme si le succès devait couronner dès demain l'œuvre à peine ébauchée, nous voulons, dans cette instruction qui restera secrète pour les simples initiés, donner aux préposés de la Vente suprême des conseils qu'ils devront inculquer à l'universalité des frères, sous forme d'enseignement ou de memorandum. Il importe surtout et par une discrétion dont les motifs sont transparents, de ne jamais laisser pressentir que ces conseils sont des ordres émanés de la Vente. Le Clergé y est trop directement mis en jeu, pour qu'on puisse, à l'heure qu'il est,

se permettre de jouer avec lui comme avec un de ces roitelets ou de ces principicules, sur lesquels on n'a besoin que de souffler pour les faire disparaître.

» Il y a peu de chose à faire avec les vieux cardinaux ou avec les prélats dont le caractère est bien décidé. Il faut les laisser incorrigibles à l'école de Consalvi ou puiser dans nos entrepôts de popularité ou d'impopularité les armes qui rendront inutile ou ridicule le pouvoir entre leurs mains. Un mot qu'on invente habilement et qu'on a l'art de répandre dans certaines honnêtes familles choisies, pour que de là il descende dans les cafés et des cafés dans la rue, un mot peut quelquefois tuer un homme. Si un prélat arrive de Rome pour exercer quelque fonction publique au fond des provinces, connaissez aussitôt son caractère, ses antécédents, ses qualités, ses défauts surtout. Est-il d'avance un ennemi déclaré? un Albani, un Pallotta, un Bernetti, un della Genga, un Rivarola? Enveloppez-le de tous les piéges que vous pourrez tendre sous ses pas; créez-lui une de ces réputations qui effrayent les petits enfants et les vieilles femmes; peignez-le cruel et sanguinaire; racontez quelques traits de cruauté qui puissent facilement se graver dans la mémoire du peuple. Quand les journaux étrangers recueilleront par nous ces récits qu'ils embelliront à leur tour, inévitablement par respect pour la vérité, montrez, ou plutôt faites montrer par quelque respectable imbécile ces feuilles où sont relatés les noms et les excès arrangés des personnages. Comme la France et l'Angleterre, l'Italie ne manquera jamais de ces plumes qui savent se tailler dans des mensonges utiles à la bonne cause. Avec un journal dont il ne comprend pas la langue, mais où il verra le nom de son délégat ou de son juge, le peuple n'a pas besoin d'autres

preuves. Il est dans l'enfance du Libéralisme, il croit aux Libéraux comme plus tard il croira en nous ne savons trop quoi.

» Écrasez l'ennemi quel qu'il soit, écrasez le puissant à force de médisances ou de calomnies; mais surtout, écrasez-le dans l'œuf. C'est à la jeunesse qu'il faut aller; c'est elle qu'il faut séduire, elle que nous devons entraîner, sans qu'elle s'en doute, sous le drapeau des Sociétés secrètes. Pour avancer à pas comptés, mais sûrs, dans cette voie périlleuse, deux choses sont nécessaires de toute nécessité. Vous devez avoir l'air d'être simples comme des colombes, mais vous serez prudents comme le serpent. Vos pères, vos enfants, vos femmes elles-mêmes, doivent toujours ignorer le secret que vous portez dans votre sein, et s'il vous plaisait, pour mieux tromper l'œil inquisitorial, d'aller souvent à confesse, vous êtes comme de droit autorisé à garder le plus absolu silence sur ces choses. Vous savez que la moindre révélation, que le plus petit indice, échappé au tribunal de la pénitence, ou ailleurs, peut entraîner de grandes calamités, et que c'est son arrêt de mort que signe ainsi le révélateur volontaire ou involontaire.

» Or donc, pour nous assurer un Pape dans les proportions exigées, il s'agit d'abord de lui façonner, à ce Pape, une génération digne du règne que nous rêvons. Laissez de côté la vieillesse et l'âge mûr; allez à la jeunesse, et, si c'est possible, jusqu'à l'enfance. N'ayez jamais pour elle un mot d'impiété ou d'impureté : *Maxima debetur puero reverentia.* N'oubliez jamais ces paroles du poëte, car elles vous serviront de sauvegarde contre des licences dont il importe essentiellement de s'abstenir dans l'intérêt de la cause. Pour la faire fructifier au seuil de chaque famille,

pour vous donner droit d'asile au foyer domestique, vous devez vous présenter avec toutes les apparences de l'homme grave et moral. Une fois votre réputation établie, dans les colléges, dans les gymnases, dans les universités et dans les séminaires, une fois que vous aurez capté la confiance des professeurs et des étudiants, faites que ceux qui principalement s'engagent dans la milice cléricale aiment à rechercher vos entretiens. Nourrissez leurs esprits de l'ancienne splendeur de la Rome papale. Il y a toujours au fond du cœur de l'Italien un regret pour la Rome républicaine. Confondez habilement ces deux souvenirs l'un dans l'autre. Excitez, échauffez ces natures si pleines d'incandescence et de patriotique orgueil. Offrez-leur d'abord, mais toujours en secret, des livres inoffensifs, des poésies resplendissantes d'emphase nationale, puis peu à peu vous amenez vos dupes au degré de cuisson voulu. Quand sur tous les points à la fois de l'État ecclésiastique ce travail de tous les jours aura répandu nos idées comme la lumière, alors vous pourrez apprécier la sagesse du conseil dont nous prenons l'initiative.

» Les événements, qui, selon nous, se précipitent trop vite [1], vont nécessairement appeler, d'ici à quelques mois, une intervention armée de l'Autriche. Il y a des fous qui, de gaieté de cœur, se plaisent à jeter les autres au milieu des périls, et cependant ce sont ces fous qui, à une heure donnée, entraînent jusqu'aux sages. La révolution que l'on fait méditer à l'Italie n'aboutira qu'à des malheurs et à des proscriptions. Rien n'est mûr, ni les hommes, ni les choses, et rien ne le sera encore de bien longtemps; mais de ces malheurs, vous pourrez facilement tirer une

[1] Cet écrit est daté de l'année 1819.

nouvelle corde à faire vibrer au cœur du jeune clergé. Ce sera la haine de l'étranger. Faites que l'Allemand (*il Tedesco*) soit ridicule et odieux avant même son entrée prévue. A l'idée de suprématie pontificale, mêlez toujours le vieux souvenir des guerres du Sacerdoce et de l'Empire. Ressuscitez les passions mal éteintes des Guelfes et des Gibelins, et ainsi, vous vous arrangerez à peu de frais une réputation de bon catholique et de patriote pur.

» Cette réputation donnera accès à nos doctrines au sein du jeune clergé comme au fond des couvents. Dans quelques années, ce jeune Clergé aura, par la force des choses, envahi toutes les fonctions; il gouvernera, il administrera, il jugera, il formera le conseil du souverain, il sera appelé à choisir le Pontife qui devra régner, et ce Pontife, comme la plupart de ses contemporains, sera nécessairement plus ou moins imbu des principes italiens et humanitaires que nous allons commencer à mettre en circulation. C'est un petit grain de sénevé qne nous confions à la terre; mais le soleil des justices le développera jusqu'à la plus haute puissance, et vous verrez un jour quelle riche moisson ce petit grain produira.

» Dans la voie que nous traçons à nos frères, il se trouve de grands obstacles à vaincre, des difficultés de plus d'une sorte à surmonter. On en triomphera par l'expérience et par la perspicacité; mais le but est si beau, qu'il importe de mettre toutes les voiles au vent pour l'atteindre. Vous voulez révolutionner l'Italie, cherchez le Pape dont nous venons de faire le portrait. Vous voulez établir le règne des élus sur le trône de la prostituée de Babylone, que le Clergé marche sous votre étendard en croyant toujours marcher sous la bannière des Clefs apostoliques. Vous voulez faire disparaître le der-

nier vestige des tyrans et des oppresseurs, tendez vos filets comme Simon Barjone; tendez-les au fond des sacristies, des séminaires et des couvents plutôt qu'au fond de la mer : et si vous ne précipitez rien, nous vous promettons une pêche plus miraculeuse que la sienne. Le pêcheur de poissons devint pêcheur d'hommes; vous, vous amènerez des amis autour de la Chaire apostolique. Vous aurez pêché une révolution en tiare et en chape, marchant avec la croix et la bannière, une révolution qui n'aura besoin que d'être un tout petit peu aiguillonnée pour mettre le feu aux quatre coins du monde.

» Que chaque acte de votre vie tende donc à la découverte de cette pierre philosophale. Les alchimistes du moyen âge ont perdu leur temps et l'or de leurs dupes à la recherche de ce rêve. Celui des Sociétés secrètes s'accomplira par la plus simple des raisons : c'est qu'il est basé sur les passions de l'homme. Ne nous décourageons donc ni pour un échec, ni pour un revers, ni pour une défaite; préparons nos armes dans le silence des Ventes; dressons toutes nos batteries, flattons toutes les passions, les plus mauvaises comme les plus généreuses, et tout nous porte à croire que ce plan réussira un jour au delà même de nos calculs les plus improbables. »

Ce document, espèce de secret d'État dont le mot d'ordre était partout et la lettre nulle part, fut confié à la discrétion des plus entreprenants dans les Sociétés occultes d'Italie. Durant de longues années, il servit de base à un complot qu'il importe de dévoiler. Nous allons en esquisser les coupables espérances et les heureuses déceptions. Les chefs de ce complot cachèrent leurs noms et leurs titres de famille sous des sobriquets. Par respect pour de hautes convenances morales, nous ne voulons

pas violer ce pseudonyme que protége maintenant le repentir ou la tombe. L'histoire sera peut-être un jour moins indulgente que l'Église.

Le Carbonarisme est à peine né : tout à coup il se divise et se subdivise, par jalousie d'abord, par intérêt ensuite. Les uns conspirent follement et toujours, les autres attendent leur heure. Les meneurs par excellence, les sages qui ne sentaient pas le besoin d'agiter l'Italie, afin de se procurer sans souffrance aucune la palme d'un martyre imaginaire, les habiles, qui calculaient mieux la portée de leurs coups, ne se souciaient pas de tenter une insurrection à main armée pour aller, dans la proscription, vivre aux dépens de leurs complices sur le sol étranger.

Cette vie d'aventures sans périls et de vantardises sans gloire ne convenait pas à leur position d'hommes faits et de propriétaires trouvant une belle existence dans leur fortune privée. Ils avaient conçu et développé un plan satanique. Pour le mettre en œuvre, ils laissaient à des cerveaux malades et à des songe-creux le soin de tenter, au nom de l'indépendance italienne, des levées de boucliers stériles. La mendicité loin de leur patrie, la vie de réfugiés, toujours si précaire après les premiers élans d'une fraternité solsticiale, ne souriaient pas à ces imaginations enthousiastes à froid, qui, tout en renouvelant la conspiration de Catilina moins l'épée, ne demandaient pas mieux que de se soustraire à la peine due à leurs crimes. Serpents tortueux, ils se glissaient au milieu du monde, afin d'empoisonner la dernière des croyances et de féconder à leur profit toutes les larmes.

Il existe une race d'insectes que les savants appellent termites. Ces termites rongent à l'intérieur les poutres d'une maison, et, avec un art admirable, ils savent

laisser intacte la surface du bois ainsi rongé. Mais cette surface est si mince que le doigt de l'homme, en s'y appuyant, fait craquer la poutre. Ce procédé des termites est à l'usage de toutes les Sociétés secrètes; la haute Vente l'appliqua contre le Siége romain. Le projet que ses membres avaient formé répondait aux vœux des plus prudents. C'était de détruire sans avoir l'air d'attaquer. Il fut adopté, et, dès l'année 1820, on le trouve en voie d'exécution.

Les timides, les factieux par métaphore, les frères jumeaux de l'hésitation, qui prennent l'incertitude de leur volonté pour la plus grande vertu de l'homme d'État, auraient regardé ce projet comme impraticable. La haute Vente italienne comprit mieux la puissance de l'impossible. Elle le tenta, car, en politique, on échoue rarement lorsqu'on a l'audace de faire des choses qui ne paraissent pas faisables.

Supérieure aux Ventes centrales ou particulières, se servant d'elles au besoin et leur restant inconnue par son organisation comme par ses statuts, la haute Vente s'entoura des plus mystérieuses précautions. Elle permit aux Carbonari vulgaires de s'agiter dans des intrigues sans fin et de troubler l'Italie et l'Europe par leurs incessants complots. Elle ne voulut, elle, que faire le moins de bruit possible. A cette époque de perturbation, le Libéralisme conspirait à la tribune par la parole; dans les Universités par l'enseignement et dans les journaux par la plus effrontée de toutes les polémiques. Il ne lui suffisait pas d'ébranler un à un tous les fondements de la société; les libéraux accordaient au crime le droit d'inaugurer son règne sous leurs auspices. Ils l'encourageaient par leur attitude, ils le glorifiaient dans le secret de leur cœur.

D'une voix humblement menaçante ils requéraient en sa faveur les circonstances atténuantes. L'assassinat du duc de Berry n'était plus qu'un forfait isolé, et la conspiration des quatre sergents de la Rochelle une trame ourdie par la police. L'ère des agents provocateurs commença; puis, à l'aide de monstrueuses impostures, le Libéralisme et les Sociétés secrètes se mirent à égarer l'opinion publique.

Nous avons vu déjà la Révolution se faire du mensonge un marchepied, et attaquer l'Église et le trône par des calomnies élaborées de main de maître. En 1822, la haute Vente l'a stimulée. La Révolution est en progrès; elle invente l'agent provocateur; seulement elle le trouve dans ses rangs et elle déshonore ses séides pour s'abriter elle-même derrière une lâcheté.

La conspiration de Saumur éclate. Le général Berton, qui en fut le chef ostensible et la victime, est arrêté. Un chirurgien, nommé Grandménil, a été l'organisateur le plus actif et l'officier payeur du complot. Ses papiers ont révélé plus d'un mystère, et la main de Lafayette, celle du général Foy, de Benjamin Constant et de Laffitte ont pu être saisies dirigeant les intrigues qui précédèrent la prise d'armes. Grandménil est contumace, son parti le croit hors des atteintes de la justice. Quand il n'y eut plus de doute possible sur ses relations, quand tous les voiles furent déchirés par l'acte d'accusation du procureur général Mangin, une séance bien préparée et très-orageuse eut lieu à la Chambre des députés, le 1er août 1822.

La Révolution se prit à manipuler la honte de Grandménil; ses complices le désignèrent comme l'agent provocateur du gouvernement. L'Inquisition, ses bûchers et ses chevalets, furent rentrés momentanément sous la remise libérale. L'on jugea à propos de placer la France et

l'Europe sous la terreur des Judas provoquant les complots et en livrant le mot de passe à la police. Casimir Périer, le général Foy et Laffitte se proclamèrent en danger comme la patrie. Benjamin Constant, qui, un quart d'heure avant la séance, pressait la main de son ami Grandménil, Benjamin Constant eut des cris d'indignation contre cet assassinat moral. Au milieu même du tumulte d'accusations et de reproches, une voix de la gauche s'écrie : C'est ce scélérat de Grandménil qui a joué le rôle d'agent provocateur !...

Maintenant laissons la parole à un écrivain révolutionnaire. M. Achille de Vaulabelle, dans son *Histoire des deux Restaurations*, raconte [1] :

« La véhémence des orateurs, les apostrophes et les cris qu'il leur fallait subir ou braver, toutes ces violences, en concentrant sur la tribune l'attention des membres de l'assemblée et des spectateurs, avaient laissé inaperçu un incident qui faillit donner au débat des proportions et une gravité inattendues. Lorsqu'une voix de la gauche, interrompant M. de Peyronnet, lui avait jeté ces mots : « C'est ce scélérat de Grandménil qui a joué le rôle d'agent provocateur! » un homme de haute taille, assis au fond de la tribune réservée aux anciens députés, s'était brusquement élancé jusqu'au bord de cette tribune; tous ses traits respiraient l'émotion la plus violente, et ce n'était qu'au prix des plus grands efforts qu'il parvenait à la maîtriser. Mais à ces mots du général Foy : « Le contumace mis en avant par la faction ne sera pas interrogé, ne s'expliquera pas publiquement sur ses mensonges, ne reparaîtra pas, » l'agitation de cet homme

[1] *Histoire des deux Restaurations*, par Achille de Vaulabelle, t. V, p. 361 et 362.

n'avait plus connu de bornes; on aurait pu le voir alors se hausser avec les mains sur le rebord de la tribune et l'enjamber à demi. Ce spectateur était Grandménil, qui, furieux, exaspéré, voulait se précipiter dans la salle, et crier au général Foy : « Non, je ne suis pas un infâme! Je ne fuis pas, me voilà ! »

» M. Georges de la Fayette était monté, dès le commencement du débat, dans la tribune habituellement déserte où M. Adam de la Pommeraye avait conduit le conjuré saumurois ; les deux députés n'avaient eu que le temps de le saisir au moment où il s'élançait, et de le rejeter vivement en arrière. Ils réussirent à l'entraîner hors de la salle. Grandménil pouvait du moins écrire dans les journaux, protester; mais il était libre, ses amis dans les fers ; il imita Nantil, et immola son honneur à l'intérêt et au salut de ses coaccusés. Dur sacrifice dont il sentit le poids dès son arrivée en Normandie. Les Carbonari auxquels il était recommandé, mis en défiance par les débats du 1er août, ne consentirent à lui donner asile et à favoriser son passage à Jersey qu'après avoir reçu de M. Georges de la Fayette une lettre qui rendait hommage à son dévouement et à sa loyauté. »

On a rarement vu, même en révolution, l'imposture s'accorder de pareilles licences, et se jouer avec une plus cynique forfanterie de la crédulité des uns et de la bonne foi des autres. Pour sauver leurs têtes, des chefs de parti qui ont conspiré livrent à l'opprobre ou à d'injurieux soupçons leur complice, qu'ils osent accuser de trahison, lorsqu'ils le trahissent eux-mêmes. Il y a sans doute au fond des Sociétés secrètes certains accommodements de conscience qui amnistient le parjure et l'hypocrisie; mais si les Sociétés secrètes se pardonnent entre elles les

moyens que légitime la fin, est-ce que l'honneur public et la probité individuelle n'auraient rien à voir dans de semblables capitulations? Est-ce que tromper de la sorte les nations ne serait plus un de ces crimes qui perdent toutes les causes et aviliraient même les meilleures?

Le Carbonarisme et la haute Vente ne firent pas ces réflexions; le peuple en est à tout jamais dispensé. Le mensonge était devenu une arme autorisée, une arme que d'illustres généraux, que d'éloquents orateurs, que de riches banquiers ne rougissaient pas de manier. Le Carbonarisme, implanté partout, avait partout trouvé des consciences élastiques et des bras dociles. Quand il ne portait pas la conviction, il portait la mort. Le stylet italien s'acceptait comme la raison suprême de l'affilié français et de l'illuminé germanique. Sand frappait Kotzebue du fer des Sociétés secrètes d'Allemagne. A peu de mois de distance, Louvel, avec un poignard qui fut une idée libérale, tuait le duc de Berry.

Ces deux forfaits, qui en précédaient tant d'autres, ne rencontrèrent chez les Carbonari qu'une sympathique pitié ressemblant à des apothéoses. Le Libéralisme dressa des autels à l'assassinat. L'on vit des avocats et des poëtes verser des larmes oratoires ou des hymnes en forme de chansons sur ces meurtriers, que les Sociétés secrètes inscrivaient en tête de leur martyrologe. La Burschenschaft de Tubingen eut son héros, comme la Vente centrale de Paris avait le sien, et ces héros, flétris par d'exécrables admirations, ne manquèrent pas d'imitateurs. La doctrine du poignard sortait toute sanglante du berceau des Sociétés secrètes; elle en sortait acclamée. Le Libéralisme, qui de l'impiété se faisait un drapeau, et des grands principes de 1789 un paratonnerre, propa-

gea ces néfastes théories, que son triomphe devait infailliblement réduire à l'impuissance.

En 1825, elles trouvèrent un écho dans la capitale du monde chrétien, où le Carbonarisme implantait l'assassinat. Voici le texte même du jugement qui révèle les faits.

« La Commission spéciale, nommée par Notre Saint-Père le pape Léon XII, heureusement régnant, et présidée par Son Excellence Monseigneur Thomas Bernetti, gouverneur de Rome, s'est réunie ce matin, à trois heures avant midi, dans l'une des salles du palais du gouvernement, pour juger la cause du crime de lèse-majesté et de blessures avec trahison et autres circonstances aggravantes dont sont accusés : Angelo Targhini, natif de Brescia, domicilié à Rome; Léonidas Montanari, de Césène, chirurgien à Rocca di Papa; Pompeo Garofolini, Romain, avoué (*legale*); Luigi Spadoni, de Forli, auparavant soldat dans les troupes étrangères, puis valet de chambre; Ludovico Gasperoni, de Fussignano, de la province de Ravenne, étudiant en droit; Sebastiano Ricci, de Césène, domestique sans place, tous ayant atteint l'âge de majorité.

» La discussion s'étant ouverte, après les prières accoutumées et l'invocation du très-saint Nom de Dieu, rapport a été fait de la cause, selon la teneur du procès et du sommaire préalablement distribué. L'avocat fiscal et le procureur général ont développé les points de la législation et les Constitutions qui concernent les attentats dont il s'agit.

» L'avocat des pauvres a présenté les motifs de la défense, tant de vive voix que par des mémoires précédemment distribués.

» La Commission spéciale, après avoir pris en mûre considération les résultats du procès, les raisons de la défense et le dispositif des lois, a déclaré :

» Que Angelo Targhini, pendant sa réclusion pour homicide commis en 1819 sur la personne d'Alexandre Corsi, s'immisça dans tout ce qui avait rapport aux Sociétés secrètes prohibées, s'agrégea ensuite à la secte des Carbonari, et enfin en devint le fondateur dans la capitale même, dès qu'il put y retourner ;

» Qu'après avoir fait quelques prosélytes, ceux-ci, pour la plupart, ne fréquentèrent guère cette Société, dans laquelle il figurait comme chef et de plus comme despote, ainsi que le rapportent ses compagnons mêmes ;

» Qu'après avoir fait, avec ses autres coaccusés, tous ses efforts pour les amener à rentrer dans ladite secte et à la fréquenter pour qu'elle pût ultérieurement progresser, il résolut d'effrayer par quelque exemple terrible ces individus qui s'en étaient séparés : il forma donc le projet d'assassiner quelques-uns d'entre eux par voie de trahison ;

» Que dans la soirée du 4 juin dernier, avec le dessein bien arrêté d'en venir à l'exécution de son plan, ledit Targhini fit une visite à l'un de ces individus dans sa demeure, et l'ayant fait sortir sous quelque prétexte, il le conduisit dans une auberge où ils burent ensemble, et de là, toujours avec des manières amicales, jusqu'à la rue qui donne sur la place de Sant'-Andrea della Valle, où ce jeune homme sans défiance reçut à l'improviste et par derrière, dans le côté droit, un coup de stylet qui le blessa grièvement, de la main de Léonidas Montanari, qui s'était mis là aux aguets pour attendre leur passage ; qu'à peu près à l'heure même que Targhini se rendit à la

maison de cet individu, Pompeo Garofolini et Luigi Spadoni allèrent à celle d'un autre affilié de la secte qui également ne la fréquentait plus; et tandis que l'un restait dans la rue, l'autre monta à la demeure indiquée, également dans le dessein, comme on le prétend, de l'en faire sortir pour qu'il fût assassiné, ce qui heureusement n'arriva point, parce que celui-ci, se trouvant indisposé, prenait en ce moment un bain de pieds;

» Que dans le même temps et au moment même que Targhini sortit de sa demeure avec Montanari, et immédiatement après eux, Spadoni et Garofolini, il en sortit encore Ludovico Gasperoni et Sebastiano Ricci, qui tous s'y étaient préalablement réunis;

» Que, en réunissant ces circonstances et d'autres non moins remarquables de ces faits, lesquelles se trouvent au long dans le procès, on ne peut ne pas conclure que précédemment les coaccusés n'aient comploté l'exécution du crime qui ne fut réalisé que sur la personne d'un seul des deux individus désignés;

» Que par suite la Commission spéciale, considérant la gravité tant de ce crime que de celui de lèse-majesté et les preuves qui se réunissent à la charge desdits coaccusés, juge et condamne à l'unanimité Angelo Targhini et Léonidas Montanari à la peine de mort; Luigi Spadoni et Pompeo Garofolini aux galères pour la vie; Ludovico Gasperoni et Sebastiano Ricci aux galères pour dix ans. »

Convaincus de meurtre et de complot, Targhini et Montanari devaient expier par leur trépas une existence déjà souillée. On leur persuada que, durant le Jubilé, la peine capitale ne serait jamais appliquée à Rome contre des individus qui, au moment suprême, refuseraient de se réconcilier avec l'Église et avec le Ciel. Ils persistèrent donc

dans leur obstination. Ils se drapèrent dans de beaux sentiments italiens; puis, le 23 novembre 1825, monté sur l'échafaud, Targhini s'écria : « Peuple, je meurs innocent, franc-maçon, carbonaro et impénitent. » Montanari eut la même audace. Il embrassa la tête du supplicié, et il dit aux prêtres qui l'adjuraient inutilement : « Ceci, c'est une tête de pavot qui vient d'être coupée. »

En face de cette proclamation d'impénitence, cette profession de matérialisme avait quelque chose de lugubre. Le peuple à genoux maudissait ce scandale sans nom; les feuilles constitutionnelles de France et d'Angleterre s'emparèrent de l'événement pour accuser le Saint-Siége et glorifier des martyrs qui, après tout, n'étaient que de vulgaires assassins.

Tandis que la presse libérale élève des autels à Targhini et à Montanari, et qu'elle nie le complot aussi bien que le meurtre, le chef de la haute Vente écrit à Vindice, son complice. Sous l'impression de cette double mort, il émet une idée et un vœu dignes de l'enfer.

« J'ai assisté, avec la ville entière, à l'exécution de Targhini et de Montanari; mais j'aime mieux leur mort que leur vie. Le complot qu'ils avaient follement préparé, afin d'inspirer la terreur, ne pouvait pas réussir; il a failli nous compromettre; donc leur mort rachète ces petites peccadilles. Ils sont tombés avec courage, et ce spectacle fructifiera. Crier à tue-tête, sur la place du Peuple à Rome, dans la cité mère du Catholicisme, en face du bourreau qui vous tient et du peuple qui vous regarde, que l'on meurt innocent, franc-maçon et impénitent, c'est admirable; d'autant plus admirable que c'est la première fois que semblable chose arrive. Montanari et Targhini sont dignes de notre martyrologe, puisqu'ils

n'ont daigné accepter ni le pardon de l'Église ni la réconciliation avec le Ciel. Jusqu'à ce jour, les patients, entreposés en chapelle, pleuraient de repentir, afin de toucher l'âme du Vicaire des miséricordes; ceux-là n'ont rien désiré comprendre aux félicités célestes, et leur mort de réprouvés a produit un magique effet sur les masses. C'est une première proclamation des Sociétés secrètes, et une prise de possession des âmes..

» Nous avons donc des martyrs. Afin de faire pièce à la police de Bernetti, je fais déposer des fleurs, et beaucoup de fleurs, sur le fossé où le bourreau a caché leurs restes. Nous avons adopté des dispositions en conséquence. Nous craignions de voir nos domestiques compromis en faisant cette besogne; il se trouve ici des Anglais et de jeunes miss romanesquement antipapistes, et ce sont eux que nous chargeons de ce pieux pèlerinage. L'idée m'a paru aussi heureuse qu'aux susdites jeunes blondes. Ces fleurs, jetées pendant la nuit aux deux cadavres proscrits, feront germer l'enthousiasme de l'Europe révolutionnaire. Les morts auront leur Panthéon; puis j'irai, dans la journée, porter à Monsignor Piatti mon compliment de condoléance. Ce pauvre homme a manqué ses deux âmes de Carbonari. Il a mis pour les confesser toute sa ténacité de prêtre, et il a été vaincu. Je me dois à moi-même, à mon nom, à ma position, et surtout à notre avenir, de déplorer, avec tous les cœurs catholiques, ce scandale inouï à Rome. Je le déplorerai si éloquemment, que j'espère attendrir le Piatti lui-même. A propos de fleurs, nous avons fait demander par un de nos plus innocents affiliés de la Franc-Maçonnerie, au poëte français Casimir Delavigne, une *Messénienne* sur Targhini et Montanari. Le poëte, que je vois souvent dans le monde des arts et

des salons, est bonhomme : il a donc promis de pleurer un hommage pour les martyrs et de fulminer un anathème contre les bourreaux. Les bourreaux seront le Pape et les prêtres. Ce sera toujours autant de gagné. Les correspondants anglais feront merveille aussi, et j'en connais ici plus d'un qui a déjà embouché la trompette épique en l'honneur de la chose.

» C'est pourtant une fort mauvaise œuvre que de faire ainsi des héros et des martyrs. La foule est si impressionnable devant ce couteau qui tranche la vie; elle passe si rapidement, cette foule, d'une émotion à une autre; elle se prend si vite à admirer ceux qui affrontent avec audace le suprême instant, que, depuis ce spectacle, je me sens moi-même tout bouleversé et prêt à faire comme la multitude. Cette impression, dont je ne puis me défendre, et qui a fait si vite pardonner aux deux suppliciés leur crime et leur impénitence finale, m'a conduit à des réflexions philosophiques, médicales et peu chrétiennes, qu'il faudra peut-être utiliser un jour.

» Un jour, si nous triomphons, et si, pour éterniser notre triomphe, il est besoin de quelques gouttes de sang, il ne faut pas accorder aux victimes désignées le droit de mourir avec dignité et fermeté. De pareilles morts ne sont bonnes qu'à entretenir l'esprit d'opposition et à donner au peuple des martyrs dont il aime toujours à voir le sang-froid. C'est un mauvais exemple; nous en profitons aujourd'hui; mais je crois utile de faire mes réserves pour les cas ultérieurs. Si Targhini et Montanari, par un moyen ou par un autre (la chimie a tant de merveilleuses recettes!), étaient montés sur l'échafaud abattus, pantelants et découragés, le peuple n'en aurait pas eu pitié. Ils ont été intrépides, le même peuple

leur gardera un précieux souvenir. Ce jour-là sera une date pour lui. Fût-il innocent, l'homme qu'on porte sur l'échafaud n'est plus dangereux. Qu'il y monte de pied ferme, qu'il contemple le trépas d'un front impassible, et quoique criminel, il aura la faveur des multitudes.

» Je ne suis pas né cruel; je n'aurai jamais, je l'espère, de gloutonnerie sanguinaire : mais qui veut la fin veut les moyens. Or, je dis que, dans un cas donné, nous ne devons pas, nous ne pouvons pas, même dans l'intérêt de l'humanité, nous laisser enrichir de martyrs malgré nous. Est-ce que vous croyez qu'en présence des Chrétiens primitifs, les Césars n'auraient pas mieux fait d'affaiblir, d'atténuer, de confisquer au profit du Paganisme toutes les héroïques démangeaisons du ciel, que de laisser provoquer la ferveur du peuple par une belle fin? N'aurait-il pas mieux valu médicamenter la force d'âme, en abrutissant le corps? Une drogue bien préparée, encore mieux administrée, et qui débiliterait le patient jusqu'à la prostration, serait, selon moi, d'un salutaire effet. Si les Césars eussent employé les Locustes de leur temps à ce commerce, je suis persuadé que notre vieux Jupiter Olympien et tous ses petits dieux de second ordre n'auraient pas succombé si misérablement. La chance du Christianisme n'eût point, à coup sûr, été si belle. On appelait ses apôtres, ses prêtres, ses vierges, à mourir de la dent des lions dans l'amphithéâtre ou sur les places publiques, sous le regard d'une foule attentive. Ses apôtres, ses prêtres, ses vierges, mus par un sentiment de foi, d'imitation, de prosélytisme ou d'enthousiasme, mouraient sans pâlir et en chantant des hymnes de victoire. C'était à donner l'envie de s'immoler ainsi, et l'on a constaté de ces caprices-là. Les gladiateurs ne procréaient-ils pas des gla-

diateurs ? Si ces pauvres Césars eussent eu l'honneur de faire partie de la haute Vente, je leur aurais tout simplement demandé de faire prendre aux plus hardis des néophytes une potion selon l'ordonnance, et on n'aurait plus compté de nouvelles conversions, parce qu'il ne se serait plus trouvé de martyrs. Il n'y a pas, en effet, d'émules par copie ou par attraction, dès qu'on traîne sur l'échafaud un corps sans mouvement, une volonté inerte et des yeux qui pleurent sans attendrir. Les Chrétiens ont été très-promptement populaires, parce que le peuple aime tout ce qui le frappe. Il aurait vu de la faiblesse, de la peur sous une enveloppe tremblante et suant la fièvre ; il se serait pris à siffler, et le Christianisme était fini au troisième acte de la tragi-comédie.

» C'est par principe d'humanité politique que je crois devoir proposer un moyen pareil. Si on eût condamné Targhini et Montanari à mourir en lâches, si on eût aidé à cette sentence par quelque ingrédient de pharmacie, Targhini et Montanari seraient, à l'heure qu'il est, deux misérables assassins, qui n'ont pas même osé regarder la mort en face. Le peuple les tiendrait en profond mépris, il les oublierait. Au lieu de cela, il admire, malgré lui, cette mort où la forfanterie est bien pour moitié, mais où la faute du gouvernement pontifical a fait le reste à notre profit. Je voudrais donc qu'en cas d'urgence il fût bien décidé que nous n'agirions pas ainsi. Ne vous prêtez pas à rendre la mort de l'échafaud glorieuse ou sainte, fière ou heureuse, et vous n'aurez pas souvent besoin de tuer.

» La Révolution française, qui a eu tant de bon, s'est trompée sur ce point. Louis XVI, Marie-Antoinette et la plupart des hécatombes de l'époque sont sublimes de résignation ou de grandeur d'âme. On se souviendra tou-

jours (et ma vieille grand'mère m'a plus d'une fois fait pleurer en me le racontant), on se souviendra toujours de ces dames défilant devant la princesse Élisabeth au pied de la guillotine, et lui faisant leur profonde révérence, comme au cercle de la cour à Versailles; ce n'est pas ce qu'il nous faut. Dans une circonstance donnée, arrangeons-nous pour qu'un Pape et deux ou trois Cardinaux meurent comme de vieilles femmes, avec toutes les transes de l'agonie et dans les épouvantes de la mort, et vous paralysez les dévouements d'imitation. Vous épargnez les corps, mais vous tuez l'esprit.

» C'est le moral qu'il nous importe d'atteindre; c'est donc le cœur que nous devons blesser. Je sais tout ce qu'on peut objecter contre un pareil projet, mais, tout bien considéré, les avantages surpassent les inconvénients. Si le secret nous est fidèlement gardé, vous verrez à l'occasion l'utilité de ce nouveau genre de médicament. Une petite pierre, mal engagée dans la vessie, a suffi pour réduire Cromwell; que faudrait-il pour énerver l'homme le plus robuste, et le montrer sans énergie, sans volonté et sans courage aux mains des exécuteurs? S'il n'a pas la force de cueillir la palme du martyre, il n'y a point d'auréole pour lui, par conséquent plus d'admirateurs et de néophytes. Nous coupons court aux uns comme aux autres, et ce sera une grande pensée d'humanité révolutionnaire qui nous aura inspiré une semblable précaution. Je la recommande en *memento*. »

Ce sans-façon de froide scélératesse, ces inventions que Dante n'osa jamais rêver pour son Enfer, et que les chefs de la haute Vente échangent entre eux comme des lettres de bonne fête, reculent les limites ordinaires du crime. Cette recherche d'un impossible monstrueux n'effraye

pas les hommes du Libéralisme. Ces possédés d'orgueil, qui se sont trompés sur tant de choses, avaient espéré qu'une fois arrivés au pouvoir, il n'y aurait rien de plus facile pour eux que d'amortir les passions déchaînées. Ils s'étaient flattés de l'idée que, usufruitiers de la Révolution, ils arrêteraient le torrent là où il plairait à leurs mains de jeter une digue. Le torrent ne tint aucun compte de la vanité de semblables efforts. Il passa outre, et le stylet qu'ils avaient laissé aiguiser, non sans plaisir, se tourna contre eux.

Louis-Philippe d'Orléans était leur roi de prédilection : les Sociétés secrètes le vouèrent au trépas. D'une telle école, nous avons vu naître cette armée de séides, engraissés pour la mort, et qui, à des époques indéterminées, viennent terrifier le monde. Reines, empereurs, princes, cardinaux ou ministres, dès que c'est le droit ou l'autorité, on les frappe, car le droit ou l'autorité fait inévitablement obstacle à l'idée révolutionnaire.

Sand engendre Louvel. Louvel engendre Fieschi, Morey, Alibaud, et tous ces inconnus du régicide qui s'acharnèrent sur Louis-Philippe. Mazzini soudoie le Piémontais Gallenga contre Charles-Albert. Gallenga, Mazzini, Fieschi, Morey et Alibaud, engendrent, dans un autre ordre de faits, le Hongrois Liebenyi, le Prussien Tesch, le franciscain espagnol Merino, le soldat napolitain Agésilas Milano, le Romain Antonio de Felici, et l'assassin anonyme du duc de Parme, qui, à leur tour, vomissent Pianori, Orsini et Pieri. Les souverains ne sont plus justiciables de Dieu et de l'histoire ; les Sociétés secrètes se contentent de les traduire devant le bras vengeur de leurs sicaires.

Il y a dans les annales de toutes les révolutions et de

toutes les conspirations certains degrés que l'on ne franchit pas d'un trait. Il est rare de voir les hommes toucher à l'extrême limite du mal sans temps d'arrêt et peut-être sans remords. Le Carbonarisme, qui dépouilla les lois de tout respect et de tout frein, a encore violé celle-là. Comme Harmodius et Aristogiton, il pouvait, afin d'immoler les Pisistratides qu'il rêve, cacher son poignard sous des touffes de myrte fleuri; il répudia cette hypocrisie enrubanée. Ses Vieux de la Montagne le dispensèrent de tout soin préalable. On l'autorisa à conspirer; il ne fut créé que pour tuer. Il tua sans passion et sans colère, comme un manœuvre remplit sa journée. On l'avait dressé pour le meurtre, il porta ses préceptes du guet-apens à tous les coins de l'Europe. L'Autriche et la Prusse, la France et l'Italie, l'Angleterre et l'Espagne, furent saisies d'effroi au contact de tant de monstres, et ces monstres n'ont pas encore dit leur dernier mot, que Tacite a révélé depuis dix-huit cents ans. Tacite, en effet, a écrit[1] : « Cette secte a produit les Tubérons et les Favonius, noms odieux même à l'ancienne République. Ils parlent de liberté afin d'anéantir le pouvoir impérial; s'ils le détruisent, ils attaqueront la liberté elle-même. En vain tu as banni un Crassus, si tu laisses les émules de Brutus se propager et s'accroître. »

Depuis le jour où le Carbonarisme s'est révélé à l'état d'homicide juré et assermenté, le crime prend possession de la terre. Il y commande par l'égoïsme, il y règne par la terreur. Dans les Sociétés secrètes qu'il fonde, vastes ateliers où la révolution et la mort empruntent tous les masques, l'initié ne s'appartient plus. C'est un manche de stylet qui égorge sans réflexion, ou une bombe fulmi-

[1] Tacite, *Annal.*, l. XVI.

nante qui éclate à heure dite. L'idée humanitaire, soufflée aux Carbonari, se renferme dans ce cercle étroit.

Elle est vouée au crime en naissant; il faut que l'homme lige des Sociétés secrètes tue pour le compte des Sociétés secrètes ou qu'il périsse par elles. Entre le meurtre ou la trahison, il n'y a pas de milieu proposable, pas de repentir admissible. Le Carbonarisme honore le forfait et dispense du remords. Il s'improvise tout à la fois la justice, la conscience et le devoir de chacun. Il imprègne ses coupe-jarrets d'un air corrompu. A la longue, cet air corrode ou détend la dernière fibre de l'humanité. Quand ce travail d'hébétement est achevé, le Carbonaro atteint la perfection du genre.

Soixante-dix ans de progrès, de lumières et de civilisation par la Démocratie, ont conduit l'Europe à ce terme fatal. La barbarie, dans sa plus expressive crudité, revient au milieu des éblouissements du luxe; elle s'étale parmi les plus merveilleux chefs-d'œuvre de l'intelligence et des arts. Elle heurte à la porte de tous les empires. Quand il ne lui est pas accordé d'entrer par une insurrection à main armée, elle se glisse avec le meurtre individuel. Les princes sont ses victimes de prédilection ; mais elle ne dédaigne pas le simple citoyen qui, pour tous gardes du corps, n'a que sa confiance et son abandon. Il y a des jours où un homicide sème de salutaires effrois; il importe quelquefois d'intimider les bons et de rassurer les méchants. Lorsque ces moments sont venus, le Carbonarisme ordonne une sanglante manifestation, comme pour entretenir l'adresse de ses sicaires. C'est un essai qu'il tente; le monde, préoccupé ou distrait, regarde passer l'expérience des Sociétés secrètes. Souvent ainsi elles arrivent à paralyser le courage et à comprimer le

zèle. Elles tuent le corps, et, malgré la parole de l'Évangéliste saint Luc, elles trouvent moyen de faire quelque chose après.

En 1821, il y avait sur leurs fronts beaucoup moins de sang qu'aujourd'hui, mais déjà toutes les pensées coupables étaient en ébullition. Elles fermentaient dans cette fournaise de sentiments atroces et de vœux sacriléges. Le Carbonarisme, qui est le développement d'une idée antichrétienne et antimonarchique, se couvrait encore d'ombre et de silence. Il marchait à pas comptés dans ses voies tortueuses. Comme ce serpent dont parle Tertullien[1], « il se cachait autant qu'il pouvait, il resserrait en lui-même par mille détours sa prudence malicieuse. Il se retirait dans les lieux profonds; il ne craignait rien tant que de paraître. Quand il montrait sa tête, il cachait sa queue; il ne se remuait jamais tout entier, mais il se développait par plis tortueux : bête toujours ennemie du jour et de la clarté. » Le Carbonarisme semble avoir deviné ce signalement. Par la main invisible de la haute Vente, il paraissait faire corps avec elle, quand déjà ils différaient entre eux de principes.

La haute Vente ne s'assignait qu'un but avec mille moyens pour y arriver. Le Carbonarisne et les Sociétés secrètes qui en relevaient couraient bien, comme la haute Vente, à l'assaut de l'Église catholique; mais ils étendaient leur action au delà de Rome. Dans les rangs du Carbonarisme, tel qu'il apparut alors, on trouve des ambitieux, des mécontents, des cupides, des exaltés, des aventuriers, des mystiques, des hommes à systèmes, des politiques surtout. Ils aspirent à bouleverser le monde pour se faire une place au soleil des honneurs et des richesses,

[1] Tertul., *adversus Valent.*, n° 3, p. 290.

mais ils songent fort peu à détruire une religion dont ils ne daignent même pas s'occuper à leurs heures perdues. La Religion et la Papauté sont deux vieilles choses usées par la raison, et n'ayant plus de racine dans les mœurs actuelles. L'opinion publique a écarté le Dieu et le prêtre. On laisse le temple debout comme pour rendre un stérile hommage à la tolérance du siècle ; puis on passe, indifférent ou sceptique, en fredonnant un refrain grivois de Béranger, ou en bégayant l'aphorisme joséphiste d'Eybel : *Quid est Papa ?*

Pour le commun des Sociétés secrètes, l'Église ne vient donc qu'en seconde ligne. Elle est primée par les trônes qu'il faut renverser, par les gouvernements que le Carbonarisme à hâte d'établir, et par les insurrections militaires ou civiles qu'il prépare à Milan, à Paris, à Naples, à Madrid, et dans tous les royaumes où il espère féconder l'anarchie. Le Carbonarisme et la Franc-Maçonnerie seront certainement bien, dans le fond, ainsi que dans la forme, d'implacables adversaires du Siége romain ; mais ils ne semblent d'abord se constituer à l'état d'hostilité flagrante contre l'Église que par délégation. La haute Vente leur concède le droit de miner les trônes et de s'appuyer sur la liberté, afin d'éterniser l'arbitraire. Elle se réserve à elle un ennemi plus redoutable. Le Carbonarisme peut éparpiller ses forces, et répandre sur le monde entier ses agents de nivellement ; la haute Vente, dans le silence de ses corruptions, ne franchira jamais le cercle qu'elle s'est tracé. C'est sur l'Église qu'elle dirige toutes ses flèches, dans l'impossible espérance de voir un jour le général travailler à couper lui-même à son armée la dernière ligne de retraite.

La Papauté ne connaissait pas encore de quels dangers

elle était menacée. Néanmoins la voilà qui, le 13 septembre 1821, fait part à l'univers catholique de ses appréhensions et de ses pressentiments. Le Carbonarisme est à l'enfance de l'art; la haute Vente se cache dans les abîmes d'une insondable hypocrisie. Tout est ténèbres autour du Siége apostolique; cependant, de déduction en déduction, sa prescience arrive à dévoiler le mystère de tant de conjurations occultes. L'homme ennemi n'a pas été vu dans la plaine : néanmoins il est déjà signalé; et Pie VII, parlant au nom de l'Église, put, dans sa bulle *Ecclesiam a Jesu Christo,* dire d'une voix grande et libre :

« L'Église que Jésus-Christ, notre Sauveur, a fondée sur la pierre ferme, et contre laquelle, selon ses promesses, les portes de l'enfer ne prévaudront jamais, a été si souvent attaquée, et par des ennemis si terribles, que, sans cette divine et immuable promesse, il eût paru à craindre qu'elle ne succombât entièrement, circonvenue soit par la force, soit par les artifices de ses persécuteurs. Ce qui est arrivé dans des temps déjà reculés se renouvelle encore, et surtout à la déplorable époque où nous vivons, époque qui semble être, en ces derniers temps, annoncée tant de fois par les Apôtres, où viendront des imposteurs marchant d'impiété en impiété, suivant leurs désirs. Personne n'ignore quel nombre prodigieux d'hommes coupables s'est ligué dans ces temps si difficiles contre le Seigneur et contre son Christ, et a mis tout en œuvre pour tromper les fidèles par les subtilités d'une fausse et vaine philosophie, et pour les arracher du sein de l'Église, dans la folle espérance de ruiner et de renverser cette même Église. Pour atteindre plus facilement ce but, la plupart d'entre eux ont formé des sociétés occultes, des sectes clandestines, se flattant, par ce moyen, d'en asso-

cier plus librement un plus grand nombre à leurs complots et à leurs desseins pervers.

» Il y a déjà longtemps que ce Saint-Siége, ayant découvert ces sectes, s'éleva contre elles avec force et courage, et mit au grand jour les ténébreux desseins qu'elles formaient contre la Religion et contre la société civile. Il y a déjà longtemps qu'il excita l'attention générale sur ce point, en provoquant la vigilance pour que ces sectes ne pussent tenter l'exécution de leurs coupables projets. Mais il faut gémir de ce que le zèle du Saint-Siége n'a pas obtenu les effets qu'il attendait, et de ce que ces hommes pervers ne se sont pas désistés de leur entreprise, de laquelle sont enfin résultés tous les malheurs que nous avons vus. Bien plus, ces hommes, dont l'orgueil s'enfle sans cesse, ont osé créer de nouvelles sociétés secrètes.

» Dans le nombre, il faut indiquer ici une société récemment formée, qui s'est propagée au loin dans toute l'Italie, et dans d'autres contrées, et qui, bien que divisée en plusieurs branches, et portant différents noms, suivant les circonstances, est cependant réellement une, tant par la communauté d'opinions et de vues que par sa constitution. Elle est le plus souvent désignée sous le nom de Société des *Carbonari*. Ils affectent un singulier respect et un zèle tout merveilleux pour la Religion catholique, et pour la doctrine et la personne de notre Sauveur Jésus-Christ, qu'ils ont quelquefois la coupable audace de nommer leur grand maître et le chef de leur Société. Mais ces discours, qui paraissent plus doux que l'huile, ne sont autre chose que des traits dont se servent ces hommes perfides pour blesser plus sûrement ceux qui ne sont pas sur leurs gardes. Ils viennent à vous, semblables

à des brebis, mais ils ne sont au fond que des loups dévorants.

» Sans doute ce serment si sévère par lequel, à l'exemple des anciens Priscillianistes, ils jurent qu'en aucun temps et en aucune circonstance ils ne révéleront quoi que ce soit qui puisse concerner la Société à des hommes qui n'y seraient point admis, ou qu'ils ne s'entretiendront jamais avec ceux des derniers grades de choses relatives aux grades supérieurs; de plus, ces réunions clandestines et illégitimes qu'ils forment à l'instar de plusieurs hérétiques, et cette agrégation de gens de toutes les religions et de toutes les sectes dans leur Société, montrent assez, quand même il ne s'y joindrait pas d'autres indices, qu'il ne faut avoir aucune confiance dans leurs discours.

» Mais il n'est besoin ni de conjectures ni de preuves pour porter sur leurs discours le jugement que nous venons d'énoncer. Leurs livres imprimés, dans lesquels on trouve ce qui s'observe dans leurs réunions, et surtout dans celles des grades supérieurs, leurs catéchismes, leurs statuts, d'autres documents authentiques et très-dignes de foi, et les témoignages de ceux qui, après avoir abandonné cette Société, en ont révélé aux magistrats les artifices et les erreurs; tout prouve que les *Carbonari* ont principalement pour but de propager l'indifférence en matière de religion, le plus dangereux de tous les systèmes; de donner à chacun la liberté absolue de se faire une religion suivant ses penchants et ses idées; de profaner et de souiller la Passion du Sauveur par quelques-unes de leurs coupables cérémonies; de mépriser les sacrements de l'Église (auxquels ils paraissent en substituer quelques-uns inventés par eux), et même les Mystères

de la Religion catholique; enfin, de renverser ce Siége apostolique, contre lequel, animés d'une haine toute particulière, ils trament les complots les plus noirs et les plus détestables.

» Les préceptes de morale que donne la Société des *Carbonari* ne sont pas moins coupables, comme le prouvent ces mêmes documents, quoiqu'elle se vante hautement d'exiger de ses sectateurs qu'ils aiment et pratiquent la charité et les autres vertus, et s'abstiennent de tout vice. Ainsi elle favorise ouvertement les plaisirs des sens; ainsi elle enseigne qu'il est permis de tuer ceux qui révéleraient le secret dont nous avons parlé plus haut, et quoique Pierre, le prince des Apôtres, recommande aux Chrétiens de se soumettre, pour Dieu, à toute créature humaine qu'il a établie au-dessus d'eux, soit au Roi comme étant le premier dans l'État, soit aux magistrats comme étant les envoyés du roi, etc.; et quoique l'apôtre Paul ordonne que tout homme soit soumis aux puissances plus élevées, cependant cette Société enseigne qu'il est permis d'exciter des révoltes pour dépouiller de leur puissance les Rois et tous ceux qui commandent, auxquels elle donne le nom injurieux de *tyrans*.

» Tels sont les dogmes et les préceptes de cette Société, ainsi que tant d'autres qui y sont conformes. De là ces attentats commis dernièrement en Italie par les *Carbonari*, attentats qui ont tant affligé les hommes honnêtes et pieux. Nous donc, qui sommes constitué le gardien de la maison d'Israël, qui est la sainte Église; nous qui, par notre charge pastorale, devons veiller à ce que le troupeau du Seigneur, qui nous a été divinement confié, n'éprouve aucun dommage, nous pensons que, dans une cause si grave, il nous est impossible de nous abstenir

de réprimer les efforts sacriléges de cette Société. Nous sommes aussi frappé de l'exemple de nos prédécesseurs d'heureuse mémoire, Clément XII et Benoît XIV, dont l'un, par sa constitution *In eminenti*, du 28 avril 1738, et l'autre, par sa constitution *Providas*, du 18 mai 1751, condamnèrent et prohibèrent la Société *dei Liberi muratori* ou *des Francs-Maçons*, ou bien les Sociétés désignées par d'autres noms, suivant la différence des langues et des pays, sociétés qui ont peut-être été l'origine de celle des Carbonari, ou qui certainement lui ont servi de modèle; et, quoique nous ayons déjà expressément prohibé cette Société par deux édits sortis de notre secrétairerie d'État, nous pensons, à l'exemple de nos prédécesseurs, que des peines sévères doivent être solennellement décrétées contre ladite Société, surtout puisque les Carbonari prétendent qu'ils ne peuvent être compris dans les deux constitutions de Clément XII et de Benoît XIV, ni être soumis aux peines qui y sont portées.

» En conséquence, après avoir entendu une congrégation choisie parmi nos vénérables frères les Cardinaux, et sur l'avis de cette congrégation, ainsi que de notre propre mouvement, et après une connaissance certaine des choses et une mûre délibération, et par la plénitude du pouvoir apostolique, nous arrêtons et décrétons que la susdite Société des Carbonari, ou de quelque autre nom qu'elle soit appelée, doit être condamnée et prohibée, ainsi que ses réunions, affiliations et conventicules, et nous la condamnons et prohibons par notre présente constitution, qui doit rester toujours en vigueur.

» C'est pourquoi nous recommandons rigoureusement, et en vertu de l'obéissance due au Saint-Siége, à tous les Chrétiens en général, et à chacun en particulier, quels que

soient leur état, leur grade, leur condition, leur ordre, leur dignité et leur prééminence, tant aux laïques qu'aux ecclésiastiques, séculiers et réguliers; nous leur recommandons de s'abstenir de fréquenter, sous quelque prétexte que ce soit, la Société des *Carbonari*, ou de la propager, de la favoriser, de la recevoir ou de la cacher chez soi ou ailleurs, de s'y affilier, d'y prendre quelque grade, de lui fournir le pouvoir et les moyens de se réunir quelque part, de lui donner des avis et des secours, de la favoriser ouvertement ou en secret, directement ou indirectement, par soi ou par d'autres, ou de quelque manière que ce soit, ou d'insinuer, de conseiller, de persuader à d'autres de se faire recevoir dans cette Société, de l'aider et de la favoriser; enfin, nous leur recommandons de s'abstenir entièrement de tout ce qui concerne cette Société, de ses réunions, affiliations et conventicules, sous peine de l'excommunication qu'encourront tous ceux qui contreviendront à la présente constitution, et dont personne ne pourra recevoir l'absolution que de nous ou du Pontife romain alors existant, à moins que ce ne soit à l'article de la mort. »

Cette bulle aurait dû dessiller bien des yeux et mettre sur la trace de beaucoup de manœuvres; mais, dans ce moment, les esprits étaient absorbés par tant d'inexplicables frénésies de libéralisme, que Rome se vit accusée de vouloir à tout prix entraver le progrès. On prétendit même qu'elle n'avait publié cet acte de haute sagesse que sous l'impulsion de l'Autriche. Les menaces que contenait la bulle *Ecclesiam* pouvaient intimider quelques cœurs honnêtes, elles n'eurent rien d'inquiétant pour la tourbe des sectaires. Le Saint-Siége, en effet, n'avait pas pénétré les trames les plus mystérieuses; il n'appréciait,

il ne jugeait que la surface. L'ensemble du complot échappait encore à la vigilance du cardinal Consalvi.

La Vente suprême, qui se sert du Carbonarisme et de la Franc-Maçonnerie sans en relever, reste un secret même pour les autres sociétés occultes. Son but est déterminé. Elle ne doit avoir souci ni de politique ni d'affaires. Les conspirations et le racolage lui sont interdits. On limite son action, et l'on veut que dans son sein tout tende au développement de corruption proposé. On choisit donc parmi les vétérans de conspiration, ou dans l'élite de tous les Grands-Orients, les plus astucieux et les plus hypocrites, les plus riches ou les plus radicalement obérés, car les Sociétés secrètes connaissent, comme Tacite, l'audace que donne la détresse : *Sullam inopem, unde præcipuam audaciam.*

A ces apprentis Syllas, patriciens ruinés avant leur naissance, et qui ne demanderaient pas mieux que d'avoir la faculté de ruiner d'avance leurs descendants, on adjoignit quelques avocats ou des médecins, ayant par état place à chaque foyer domestique. Les uns mettaient en gage leur honneur ou le blason de leurs aïeux pour manipuler une révolution. Les autres, Brutus d'indépendance, qui deviendront plus tard les Mascarilles du despotisme, entraient dans la Vente, afin de dépouiller peu à peu la noblesse et de s'enrichir à ses dépens, sauf à se trouver, dès la troisième génération, nobles, mais ruinés à leur tour. Ces avocats et ces médecins, moitié hommes de loi, moitié hommes de douleur, ont le secret des familles. Ils en possèdent la confiance; ils peuvent donc favoriser le mal et demeurer inaperçus.

Discutés et triés sur le volet entre de nombreux concurrents, il ne leur est pas permis de décliner la péril-

leuse mission qu'on leur impose. Afin de l'accomplir, il faut que, dans la Vente suprême, ils ne dépassent jamais le nombre de quarante. Ils ne doivent y être connus que sous un nom de guerre. Leurs conseils seront des ordres pour les autres officines; on obéira partout et toujours à un signe, à un geste, à un mot venu de la part de ces privilégiés de la sédition souterraine; mais ils sont condamnés à s'envelopper de mystère. Pour toute perspective, ils n'ont que le Trône apostolique à briser.

Cette monstrueuse association, au milieu de tant d'autres coupables associations, qui d'abord ont vécu pour conspirer et qui maintenant conspirent pour vivre, n'a que très-peu de statuts. C'est un mineur d'avant-garde qu'on débarrasse de tous les fourniments qui pourraient gêner son travail. Il est destiné à marcher sans bruit, à ouvrir la voie et à conduire l'armée au cœur de la place. Les membres de la Vente suprême se soumirent à ce rôle; ils ne se signalèrent les uns aux autres que sous des noms d'emprunt, et ils furent les plus actifs, les véritables pionniers du complot contre l'Église.

Ce n'était plus aux feuilles ni aux branches, mais à la racine de l'arbre, que la cognée s'attachait. En 1822, la Vente anticatholique a fait de rapides progrès. Ses émissaires directs ou indirects, commis voyageurs du mal, ont répandu sur toute l'Italie des agrégations plus ou moins inoffensives en apparence, mais qui leur permettent de sonder, d'apprécier les hommes et d'utiliser leurs qualités ou leurs défauts. Les gouvernements établis ne connaissaient encore que la Franc-Maçonnerie, et ils se défiaient de cette secte qui, sous prétexte de philanthropie et de vertu, se cache dans les ténèbres, comme si le bien rêvé par elle devait être un complot prémédité. La

haute Vente tient en fort petite estime les vénérables successeurs du templier Jacques Molay. Elle pousse néanmoins à la fondation de Loges pratiquant toute espèce de rites, parce qu'il importe de grandir, d'exalter outre mesure l'individu aux dépens de la société, et que, dans son for intérieur, il faut le rendre juge suprême des questions religieuses ou morales. Arrivé à la souveraineté du but, qui se nomme aussi dans l'argot révolutionnaire la fin providentielle du travail des siècles, l'individu se fait rebelle. Cette rébellion est le premier pas, et dans une lettre du 18 janvier 1822, un Juif connu sous le pseudonyme du Piccolo-Tigre en déduit les raisons aux agents supérieurs de la Vente piémontaise :

« Dans l'impossibilité où nos frères et amis se trouvent de dire encore leur dernier mot, il a été jugé bon et utile de propager partout la lumière et de donner le branle à tout ce qui aspire à remuer. C'est dans ce but-là que nous ne cessons de vous recommander d'affilier à toute sorte de congrégations, telles quelles, pourvu que le mystère y domine, toute espèce de gens. L'Italie est couverte de Confréries religieuses et de Pénitents de diverses couleurs. Ne craignez pas de glisser quelques-uns des nôtres au milieu de ces troupeaux guidés par une dévotion stupide; qu'ils étudient avec soin le personnel de ces Confréries, et ils verront que peu à peu il n'y manque pas de récoltes à faire. Sous le prétexte le plus futile, mais jamais politique ou religieux, créez par vous-mêmes, ou, mieux encore, faites créer par d'autres des associations ayant le commerce, l'industrie, la musique, les beaux-arts pour objet. Réunissez dans un lieu ou dans un autre, dans les sacristies même ou dans les chapelles, vos tribus encore ignorantes; mettez-les sous la houlette d'un prêtre

vertueux, bien noté, mais crédule et facile à tromper; infiltrez le venin dans les cœurs choisis, infiltrez-le à petites doses et comme par hasard; puis, à la réflexion, vous serez étonnés vous-mêmes de votre succès.

» L'essentiel est d'isoler l'homme de sa famille, de lui en faire perdre les mœurs. Il est assez disposé, par la pente de son caractère, à fuir les soins du ménage, à courir après de faciles plaisirs et des joies défendues. Il aime les longues causeries du café, l'oisiveté des spectacles. Entraînez-le, soutirez-le, donnez-lui une importance quelconque; apprenez-lui discrètement à s'ennuyer de ses travaux journaliers, et, par ce manége, après l'avoir séparé de sa femme et de ses enfants, et lui avoir montré combien sont pénibles tous les devoirs, vous lui inculquez le désir d'une autre existence. L'homme est né rebelle; attisez ce désir de rébellion jusqu'à l'incendie, mais que l'incendie n'éclate pas. C'est une préparation à la grande œuvre que vous devez commencer. Quand vous aurez insinué dans quelques âmes le dégoût de la famille et de la religion (l'un va presque toujours à la suite de l'autre), laissez tomber certains mots qui provoqueront le désir d'être affilié à la Loge la plus voisine. Cette vanité du citadin ou du bourgeois de s'inféoder à la Franc-Maçonnerie a quelque chose de si banal et de si universel, que je suis toujours en admiration devant la stupidité humaine. Je m'étonne de ne pas voir le monde entier frapper à la porte de tous les Vénérables, et demander à ces messieurs l'honneur d'être l'un des ouvriers choisis pour la reconstruction du Temple de Salomon. Le prestige de l'inconnu exerce sur les hommes une telle puissance, que l'on se prépare avec tremblement aux fantasmagoriques épreuves de l'initiation et du banquet fraternel.

» Se trouver membre d'une Loge, se sentir, en dehors de sa femme et de ses enfants, appelé à garder un secret qu'on ne vous confie jamais, est pour certaines natures une volupté et une ambition. Les Loges peuvent bien aujourd'hui procréer des gourmands : elles n'enfanteront jamais de citoyens. On dîne trop chez les T.·. C.·. et T.·. R.·. F.·. de tous les Orients; mais c'est un lieu de dépôt, une espèce de haras, un centre par lequel il faut passer avant d'arriver à nous. Les Loges ne font qu'un mal relatif, un mal tempéré par une fausse philanthropie et par des chansons encore plus fausses, comme en France. Cela est trop pastoral et trop gastronomique, mais cela a un but qu'il faut encourager sans cesse. En lui apprenant à porter arme avec son verre, on s'empare ainsi de la volonté, de l'intelligence et de la liberté de l'homme. On en dispose, on le tourne, on l'étudie. On devine ses penchants, ses affections et ses tendances; puis, quand il est mûr pour nous, on le dirige vers la Société secrète, dont la Franc-Maçonnerie ne peut plus être que l'antichambre.

» La haute Vente désire que, sous un prétexte ou sous un autre, on introduise dans les Loges maçonniques le plus de princes et de riches que l'on pourra. Les princes de maison souveraine, et qui n'ont pas l'espérance légitime d'être rois par la grâce de Dieu, veulent tous l'être par la grâce d'une révolution. Le duc d'Orléans est franc-maçon, le prince de Carignan le fut aussi. Il n'en manque pas, en Italie et ailleurs, qui aspirent aux honneurs assez modestes du tablier et de la truelle symboliques. D'autres sont déshérités ou proscrits. Flattez tous ces ambitieux de popularité; accaparez-les pour la Franc-Maçonnerie; la haute Vente après verra ce qu'elle pourra en faire

d'utile à la cause du progrès. Un prince qui n'a pas de royaume à attendre est une bonne fortune pour nous. Il y en a beaucoup dans ce cas-là. Faites-en des Francs-Maçons. La Loge les conduira au Carbonarisme. Un jour viendra où la haute Vente peut-être daignera se les affilier. En attendant, ils serviront de glu aux imbéciles, aux intrigants, aux citadins et aux besogneux. Ces pauvres princes feront notre affaire en croyant ne travailler qu'à la leur. C'est une magnifique enseigne, et il y a toujours des sots disposés à se compromettre au service d'une conspiration dont un prince quelconque semble être l'arc-boutant.

» Une fois qu'un homme, qu'un prince même, un prince surtout, aura commencé à être corrompu, soyez persuadé qu'il ne s'arrêtera guère sur la pente. Il y a peu de mœurs même chez les plus moraux, et l'on va très-vite dans cette progression. Ne vous effrayez donc pas de voir les Loges florissantes, lorsque le Carbonarisme se recrute avec peine. C'est sur les Loges que nous comptons pour doubler nos rangs; elles forment à leur insu notre noviciat préparatoire. Elles discourent sans fin sur les dangers du fanatisme, sur le bonheur de l'égalité sociale, et sur les grands principes de liberté religieuse. Elles ont, entre deux festins, des anathèmes foudroyants contre l'intolérance et la persécution. C'est plus qu'il n'en faut pour nous faire des adeptes. Un homme imbu de ces belles choses n'est pas éloigné de nous; il ne reste plus qu'à l'enrégimenter. La loi du progrès social est là, et toute là; ne prenez pas la peine de la chercher ailleurs. Dans les circonstances présentes, ne levez jamais le masque. Contentez-vous de rôder autour de la bergerie catholique; mais, en bon loup, saisissez au passage le premier

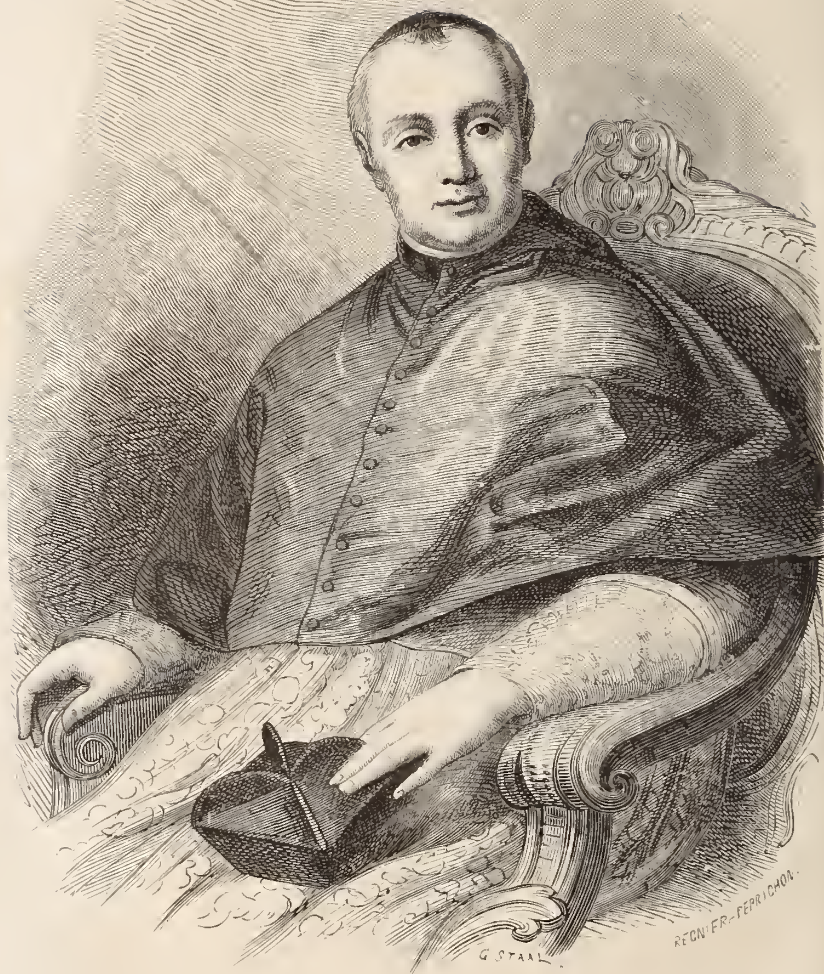
agneau qui s'offrira dans les conditions voulues. Le bourgeois a du bon, le prince encore davantage. Pourtant, que ces agneaux ne se changent pas en renards, comme l'infâme Carignan. La trahison du serment est un arrêt de mort, et tous ces princes, faibles ou lâches, ambitieux ou repentants, nous trahissent et nous dénoncent. Par bonheur ils ne savaient que peu de choses, rien même, et ils ne peuvent pas mettre sur la trace de nos véritables mystères.

» A mon dernier voyage en France, j'ai vu avec une satisfaction profonde que nos jeunes initiés apportaient une extrême ardeur à la diffusion du Carbonarisme ; mais je trouve qu'ils précipitent un peu trop le mouvement. Selon moi, ils font trop de leur haine religieuse une haine politique. La conspiration contre le Siége romain ne devrait pas se confondre avec d'autres projets. Nous sommes exposés à voir germer dans le sein des Sociétés secrètes d'ardentes ambitions ; ces ambitions, une fois maîtresses du pouvoir, peuvent nous abandonner. La route que nous suivons n'est pas encore assez bien tracée pour nous livrer à des intrigants ou à des tribuns. Il faut décatholiciser le monde, et un ambitieux arrivé à son but se gardera bien de nous seconder. La révolution dans l'Église, c'est la révolution en permanence, c'est le renversement obligé des trônes et des dynasties. Or un ambitieux ne peut pas vouloir ces choses-là. Nous visons plus haut et plus loin ; tâchons donc de nous ménager et de nous fortifier. Ne conspirons que contre Rome : pour cela, servons-nous de tous les incidents, mettons à profit toutes les éventualités. Défions-nous principalement des exagérations de zèle. Une bonne haine bien froide, bien calculée, bien profonde, vaut mieux que tous ces feux d'artifice et

toutes ces déclamations de tribune. A Paris, ils ne veulent pas comprendre cela; mais, à Londres, j'ai vu des hommes qui saisissaient mieux notre plan et qui s'y associent avec plus de fruit. Des offres considérables m'ont été faites : bientôt nous aurons à Malte une imprimerie à notre disposition. Nous pourrons donc, avec impunité, à coup sûr, et sous pavillon britannique, répandre d'un bout de l'Italie à l'autre les livres, brochures, etc., que la Vente jugera à propos de mettre en circulation. »

Ce Juif, dont l'activité est infatigable, et qui ne cesse de courir le monde pour susciter des ennemis au Calvaire, joue, à cette époque de 1822, un rôle dans le Carbonarisme. Il est tantôt à Paris, tantôt à Londres, quelquefois à Vienne, souvent à Berlin. Partout il laisse des traces de son passage, partout il affilie aux Sociétés secrètes, et même à la haute Vente, des zèles sur lesquels l'impiété peut compter. Aux yeux des gouvernements et de la police, c'est un marchand d'or et d'argent, un de ces banquiers cosmopolites, ne vivant que d'affaires et ne s'occupant exclusivement que de son commerce. Vu de près, étudié à la lumière de sa correspondance, cet homme sera l'un des agents les plus habiles de la destruction préparée. C'est le lien invisible réunissant dans la même communauté de trames toutes les corruptions secondaires qui travaillent au renversement de l'Église.

Pie VII est mort : Léon XII règne, et nous savons avec quel éclat. Il a trouvé pour gouverneur de Rome, il va créer Nonce extraordinaire en Russie, puis Cardinal et secrétaire d'État, un homme dans la force de l'âge, et qui, sur sa belle physionomie, toujours souriante, toujours ouverte, porte le cachet d'une intelligence de général et d'une bravoure de soldat. Bernetti était son



LE CARDINAL BERNETTI.

nom; en très-peu d'années, ce nom devint l'effroi des Carbonari.

Thomas Bernetti, qui sera Cardinal-Légat ou secrétaire d'État sous trois Papes, était né à Fermo, le 29 décembre 1779, d'une de ces vieilles familles patriciennes où le dévouement au Siége romain est comme un héritage. Actif et résolu, sans cesse prêt à entrer en campagne ou à signer la paix au gré de l'ennemi, ce prince de l'Église croyait qu'en politique il est sage de ne jamais faire la petite guerre. Puisant comme une audace de courage devant l'insolence des événements, il ne se serait jamais rangé parmi ces conservateurs égoïstes qui, si Néron en eût témoigné le moindre désir, auraient sollicité une patente de marchand de bois pour alimenter l'incendie de Rome. Bernetti ne prenait pas les choses avec tant de résignation, et il prétendait que les partis se montrent plus irrités d'un coup de bâton que d'un coup de massue. Il se plaisait donc à agir dans ce sens.

Plein de mépris pour les richesses, d'intrépidité pour le bien et de sang-froid contre les menaces, il fit toujours en sorte de se rendre digne de la calomnie. Chez lui, la beauté de l'âme était unie à la beauté du corps. L'indépendance de ses jugements et la loyauté de son caractère resplendissaient avec tant d'éclat, que l'estime même de ses ennemis lui fut acquise. Il en recevait des témoignages durant sa vie, il en reçoit dans le tombeau. Ainsi l'un des plus tenaces adversaires de l'Église, Beyle-Stendhal, parlant du Conclave de 1829, ne craint pas de dire dans un ouvrage posthume [1] : « Pour moi, je voudrais que l'Italie évitât les crimes qui accompagnent souvent les révolu-

[1] *Promenades dans Rome*, 2e série, p. 336. (Paris, 1853.)

tions. Je désire voir sur le trône de saint Pierre le cardinal le plus raisonnable, et mes vœux sont pour Bernetti. »

Le cardinal n'avait accepté la pourpre qu'à son corps défendant : il ne s'arrêta jamais à la pensée d'être papable. A première vue, on découvrait en lui certains points de ressemblance avec la grande figure militaire de Kléber. Comme le général français, le prince de l'Église ne voulait commander qu'en second, afin de se porter toujours de sa personne à l'endroit le plus vulnérable. Sans ambition autre que celle de se dévouer pour le Siége romain, et mettant sa gloire à obéir, quand son ombre seule inspirait l'obéissance, Bernetti était de ces hommes antiques, prêts à s'élancer au premier rang le jour de la bataille, et heureux de se placer au dernier le lendemain de la victoire. Il croyait que c'était faire quelque chose de grand que de coopérer à une petite partie d'une grande chose. Ses sentiments, ses tendances et ses vœux étaient connus, comme si le livre de son cœur eût été ouvert à tous. Aussi facile au pardon qu'à la reconnaissance, tempéré au milieu de ses impétuosités *vésuviennes* [1], il se serait reproché de laisser sentir dans les ardeurs de sa patience « ce vin fumeux de la jeunesse qui, comme le dit Bossuet, ne permet rien de rassis et de modéré. » La vivacité était chez lui la compagne de la réflexion. Il portait son âme dans ses mains. Éblouissant d'esprit français et de verve romaine, il était aussi prompt à la repartie qu'à l'attaque. Ainsi que Dieu, les Pontifes et les Rois l'avaient glorifié dans sa vie; les impartialités de l'histoire le glorifient après sa mort.

Bernetti fut le bras droit du cardinal Consalvi, il est le

[1] Le peuple romain, en parlant du cardinal Bernetti, dit encore : *Era un Vesuvio.*

ministre de Léon XII. Investi d'un pouvoir presque discrétionnaire, il suit déjà les Carbonari à la piste. Il les surprend dans leurs Ventes; il les traque dans leurs lupanars; il intercepte leurs correspondances, ces confessions involontaires dont il est impossible de changer la date ou d'altérer les termes. Il leur fait à Rome, dans les Légations, et même au delà du patrimoine de l'Église, une guerre de tous les instants. Cette guerre aura de fâcheux résultats pour le complot antichrétien. Les Sociétés secrètes se condamnent à faire les mortes. Pour tirer parti de cette situation équivoque, le Carbonarisme lance sur l'arène des Ventes l'homme qui, sous le nom de Nubius, y brillera de toute la splendeur de ses vices.

Nubius n'a pas encore atteint sa trentième année : il est dans l'âge des imprudences et des exaltations. Mais il impose à sa tête et à son cœur un tel rôle d'hypocrisie et d'audace, mais il le joue avec une si profonde habileté, qu'aujourd'hui, quand tous les ressorts que Nubius faisait mouvoir lui ont échappé l'un après l'autre, on se prend encore à s'effrayer de l'art infernal développé par cet homme dans sa lutte avec la foi des peuples. Cet Italien, dont les lettres à ses frères des Sociétés secrètes n'apparaissent qu'à de rares intervalles comme des événements désirés, ce Nubius, qui remplit les Ventes d'Italie, de France et d'Allemagne du bruit de sa renommée, a reçu du ciel tous les dons qui créent le prestige autour de soi. Il est beau, riche, éloquent, prodigue de son or comme de sa vie; il a des clients et des flatteurs.

A peine se détache-t-il pour la première fois dans l'ombre d'une Vente, qu'il est acclamé comme le Moïse qui fera entrer dans le Chanaan des révolutions ces tribus éparses de l'insurrection ou de l'impiété. A lui seul Nu-

bius est corrompu comme tout un bagne; il accapare donc sur sa tête une véritable célébrité souterraine.

De Paris, Buonarotti, Charles Teste, Voyer d'Argenson, Bazard, le général la Fayette, Saint-Simon, Schonen et Mérilhou le consultent à la façon de l'oracle de Delphes. Du sein de l'Allemagne, de Munich ainsi que de Dresde, de Berlin comme de Vienne ou de Pétersbourg, on voit les chefs des principales Ventes, Tscharner, Heymann, Jacobi, Chodzko, Liéven, Pestel, Mouravieff, Strauss, Pallavicini, Driesten, Bem, Bathyani, Oppenheim, Klauss et Carolus, l'interroger sur la marche à suivre, en prévision de tel ou tel événement : et ce jeune homme, dont l'activité semble prodigieuse, a réponse à tout. Il est ici, il est là, tempérant ou réchauffant le zèle, organisant en chaque lieu un complot permanent contre le Saint-Siége, tantôt sous un vocable, tantôt sous un autre. Il se multiplie aussi bien à l'église qu'au milieu des Ventes; il est populaire dans les Sociétés secrètes.

Par une savante hypocrisie, cette popularité le suit chez quelques membres du Sacré Collége et parmi les matrones romaines. A l'exemple de Séjan, il calcule l'utilité de l'amour plutôt que ses douceurs. Grâce à son inaltérable sang-froid et à cette astuce qui passe dans son sang, comme l'eau filtre dans les entrailles, Nubius a déjà trompé plus d'un haut personnage. Mais les Sociétés secrètes ont senti qu'avec un pape du caractère de Léon XII il fallait de bonne heure se prémunir contre de menaçantes éventualités. L'activité de Bernetti ne fait pas plus doute que son courage; dans le péril qui les enveloppe, les Sociétés secrètes prennent un grand parti. Nubius a jusqu'à ce jour passé sa vie extérieure en voyages et en plaisirs. C'est en même temps un homme à bonnes for-

tunes et à meilleures affaires. Il sourit toujours dans le monde, afin de se donner le droit d'être plus sérieux au sein des associations occultes qu'il fonde ou qu'il dirige. Néanmoins les Sociétés secrètes savent qu'avec l'œuvre entreprise contre la Papauté, elles peuvent succomber, si une main vigoureuse n'ose les préserver de la surveillance *del buon governo*. Nubius n'a jamais officiellement résidé à Rome, on l'y appelle. Il va prendre en main le timon de la Vente suprême, et, le 3 avril 1824, c'est en ces termes qu'il écrit à Volpe :

« On a chargé nos épaules d'un lourd fardeau, cher Volpe. Nous devons faire l'éducation immorale de l'Église, et arriver, par de petits moyens bien gradués quoique assez mal définis, au triomphe de l'idée révolutionnaire par un pape. Dans ce projet, qui m'a toujours semblé d'un calcul surhumain, nous marchons encore en tâtonnant; mais il n'y a pas deux mois que je suis à Rome, et déjà je commence à m'habituer à l'existence nouvelle qui m'est destinée. D'abord, je dois vous faire une réflexion pendant que vous êtes à Forli à relever le courage de nos frères : c'est que, soit dit entre nous, je trouve dans nos rangs beaucoup trop d'officiers et pas assez de soldats. Il y a des hommes qui s'en vont mystérieusement ou à demi-voix faire au premier passant des demi-confidences par lesquelles ils ne trahissent rien, mais par lesquelles aussi, à des oreilles intelligentes, ils pourraient très-bien laisser tout deviner. C'est le besoin d'inspirer de la crainte ou de la jalousie à un voisin ou à un ami qui porte quelques-uns de nos frères à ces indiscrétions coupables. Le succès de notre œuvre dépend du plus profond mystère, et dans les Ventes nous devons trouver l'initié, comme le chrétien de l'*Imitation*, toujours

prêt « à aimer à être inconnu, et à n'être compté pour rien. » Ce n'est pas pour vous, très-fidèle Volpe, que je me permets d'édicter ce conseil; je ne présume pas que vous puissiez en avoir besoin. Comme nous, vous devez connaître le prix de la discrétion et de l'oubli de soi-même en face des grands intérêts de l'humanité; mais cependant si, examen de conscience fait, vous vous jugiez en contravention, je vous prierais d'y bien réfléchir, car l'indiscrétion est la mère de la trahison.

» Il y a une certaine partie du Clergé qui mord à l'hameçon de nos doctrines avec une vivacité merveilleuse : c'est le prêtre qui n'aura jamais d'autre emploi que celui de dire la messe, d'autre passe-temps que celui d'attendre dans un café que sonnent deux heures après l'Ave-Maria pour aller se coucher. Ce prêtre, le plus grand oisif de tous les oisifs qui encombrent la ville éternelle, me semble avoir été créé pour servir d'instrument aux Sociétés secrètes. Il est pauvre, ardent, désœuvré, ambitieux; il se sait déshérité des biens de ce monde; il se croit trop éloigné du soleil de la faveur pour pouvoir se réchauffer les membres, et il grelotte sa misère tout en murmurant contre l'injuste répartition des honneurs et des biens de l'Église. Nous commençons à utiliser ces sourds mécontentements que l'incurie native osait à peine s'avouer. A cet ingrédient de prêtres statistes sans fonction et sans autre caractère qu'un manteau aussi délabré que leur chapeau ayant perdu toute espèce de forme primitive, nous ajoutons autant qu'il est possible une mixture de prêtres corses et génois qui arrivent tous à Rome avec la tiare dans leur valise. Depuis que Napoléon a vu le jour dans leur île, il n'y a pas un de ces Corses qui ne se croie un Bonaparte pontifical. Cette am-

bition, qui maintenant a sa vulgarité, nous a été favorable; elle nous a ouvert des voies qui probablement nous seraient restées très-longtemps inconnues. Elle nous sert à consolider, à éclairer le chemin sur lequel nous marchons, et leurs plaintes, enrichies de tous les commentaires et de toutes les malédictions, nous offrent des points d'appui auxquels nous n'aurions jamais songé.

» La terre fermente, le germe se développe, mais la moisson est bien éloignée encore. »

Nubius n'avait cependant perdu ni son temps ni sa peine. On lit dans ses lettres adressées vers la même époque à des membres influents de l'association occulte que, grâce à son nom, à sa fortune, à sa figure et à son extrême prudence pour éviter toute question irritante ou politique, il s'est créé dans Rome une position à l'abri de tout soupçon. « Je passe, écrit-il à Klauss, le juif prussien, je passe quelquefois une heure de la matinée avec le vieux cardinal della Somaglia, le secrétaire d'État; je monte à cheval soit avec le duc de Laval, soit avec le prince Cariati; je vais, après la messe, baiser la main de la belle princesse Doria, où je rencontre assez souvent le beau Bernetti: de là je cours chez le cardinal Pallotta, un Torquemada moderne qui ne fait pas mal d'honneur à notre esprit d'invention; puis je visite dans leurs cellules le procureur général de l'Inquisition, le dominicain Jabalot, le théatin Ventura ou le franciscain Orioli. Le soir, je recommence chez d'autres cette vie d'oisiveté si bien occupée aux yeux du monde et de la cour; le lendemain je reprends cette chaîne éternelle. (Ici cela s'appelle faire marcher les choses.) Dans un pays où l'immobilité seule est une profession et un art, il est de fait néanmoins que les progrès de la cause sont sensibles. Nous ne comptons

pas les prêtres gagnés, les jeunes religieux séduits, nous ne le pourrions pas, et je ne le voudrais pas; mais il y a des indices qui ne trompent guère les yeux exercés, et on sent de loin, de très-loin, le mouvement qui commence. Par bonheur nous n'avons pas en partage la pétulance des Français. Nous voulons le laisser mûrir avant de l'exploiter; c'est le seul moyen d'agir à coup sûr. Vous m'avez souvent parlé de nous venir en aide, lorsque le vide se ferait sentir dans la bourse commune. Cette heure-là est arrivée à Rome. Pour travailler à la future confection d'un pape, nous n'avons plus un papalin, et vous savez par expérience que l'argent est partout, et ici principalement, le nerf de la guerre. Je vous donne des nouvelles qui vous iront à l'âme; en échange mettez à notre disposition des thalers, et beaucoup de thalers. C'est la meilleure artillerie pour battre en brèche le siége de Pierre. »

La lettre de change, tirée sur la haine judaïque de Klauss à l'égard de Rome, s'adresse presque dans les mêmes termes aux juifs de Breslau, du Portugal et à ceux de Hongrie. Nubius fait entretenir par le Petit-Tigre avec tous ces trafiquants d'or une correspondance qui fut bientôt aussi productive pour les Chrétiens qu'onéreuse pour les enfants de Jacob.

Les années s'accumulèrent les unes sur les autres sans amener de notables changements dans la situation. Ces existences, toutes tachées de vices, s'attachèrent à corrompre les autres, puisque pour elles il n'y avait plus rien à faire. Seulement, en 1829, le pape Pie VIII, dont le cardinal Albani est le secrétaire d'État, descend par intùition jusqu'au fond de ces abîmes. La haute Vente est à son apogée; tout lui sourit. Elle a dans les conseils

des princes et près du sanctuaire de mystérieux agents. Leurs complaisances sont tarifées ; leurs services se payent en louanges ou en popularité, et dans sa Lettre encyclique du 24 mai, Pie VIII ne craint pas de déchirer une partie du voile. Le médecin ne remonte pas encore à la source du mal, mais il en saisit les principaux effets : le mal ne sera donc pas sans remède. L'Église sent que le Clergé est atteint; l'Église parle :

« Après avoir veillé à l'intégrité des saintes lettres, dit le Pape dans son Encyclique aux patriarches, primats, archevêques et évêques, il est encore de notre devoir, vénérables Frères, de tourner vos soins vers ces Sociétés secrètes d'hommes factieux, ennemis déclarés du Ciel et des princes, qui s'appliquent à désoler l'Église, à perdre les États, à troubler tout l'univers, et qui, en brisant le frein de la foi véritable, ouvrent le chemin à tous les crimes. En s'efforçant de cacher sous la religion d'un serment ténébreux et l'iniquité de leurs assemblées, et les desseins qu'ils y forment, ils ont par cela seul donné de justes soupçons sur ces attentats qui, par le malheur des temps, sont sortis comme du puits de l'abîme, et ont éclaté au grand dommage de la Religion et des Empires. Aussi les Souverains Pontifes nos prédécesseurs, Clément XII, Benoît XIV, Pie VII, Léon XII, auxquels nous avons succédé, malgré notre indignité, frappèrent successivement d'anathème ces Sociétés secrètes, quel que fût leur nom, par des lettres apostoliques dont nous confirmons les dispositions de toute la plénitude de notre puissance, voulant qu'elles soient entièrement observées. Nous travaillerons de tout notre pouvoir à ce que l'Église et la chose publique ne souffrent pas des complots de ces sectes, et nous appellerons pour ce grand ouvrage

votre concours quotidien, afin que, revêtus de l'armure du zèle et unis par les liens de l'esprit, nous soutenions vaillamment notre cause commune, ou plutôt la cause de Dieu, pour détruire ces remparts derrière lesquels se retranchent l'impiété et la corruption des hommes pervers.

» Entre toutes ces Sociétés secrètes, nous avons résolu de vous en signaler une, récemment formée, et dont le but est de corrompre la jeunesse élevée dans les gymnases et les lycées. Comme on sait que les préceptes des maîtres sont tout-puissants pour former le cœur et l'esprit de leurs élèves, on apporte toute sorte de soins et de ruses à donner à la jeunesse des maîtres dépravés, qui la conduisent dans les sentiers de Baal, par des doctrines qui ne sont pas selon Dieu.

» De là vient que nous voyons en gémissant ces jeunes gens parvenus à une telle licence, qu'ayant secoué toute crainte de la Religion, banni la règle des mœurs, méprisé les saines doctrines, foulé aux pieds les droits de l'une et l'autre puissance, ils ne rougissent plus d'aucun désordre, d'aucune erreur, d'aucun attentat; en sorte qu'on peut bien dire d'eux, avec saint Léon le Grand : Leur loi c'est le mensonge, leur dieu c'est le démon, et leur culte est ce qu'il y a de plus honteux. Éloignez, vénérables Frères, tous ces maux de vos diocèses, et tâchez, par tous les moyens qui sont en votre pouvoir, par l'autorité et par la douceur, que des hommes distingués non-seulement dans les sciences et les lettres, mais encore par la pureté de la vie et par la piété, soient chargés de l'éducation de la jeunesse.

» Comme chaque jour voit croître d'une manière effrayante ces livres si contagieux à la faveur desquels la doctrine des impies se glisse comme une gangrène

dans tout le corps de l'Église, veillez sur votre troupeau, et mettez tout en œuvre pour éloigner de lui cette peste des mauvais livres, de toutes la plus funeste. Rappelez [1] souvent aux brebis de Jésus-Christ qui vous sont confiées ces avis de Pie VII, notre très-saint prédécesseur et bienfaiteur, qu'elles ne regardent comme salutaires que les pâturages où les conduiront la voix et l'autorité de Pierre, qu'elles ne se nourrissent que là, qu'elles estiment nuisible et contagieux tout ce que cette voix leur signale comme tel, qu'elle s'en éloignent avec horreur, et qu'elles ne se laissent séduire par aucune apparence ni tromper par aucun charme. »

Cette Encyclique, où la haute Vente semble désignée, et où du moins son travail est contreminé, produisit sur ses chefs une impression profonde. La haute Vente se crut trahie : sous le coup d'une terreur peu justifiée, Felice écrit d'Ancône, le 11 juin 1829 : « Il faut enrayer momentanément et accorder aux soupçons du vieux Castiglioni [1] le temps de se calmer. J'ignore si quelque indiscrétion a été commise, et si, malgré toutes nos précautions, quelques-unes de nos lettres ne sont point tombées entre les mains du cardinal Albani. Ce renard autrichien, qui ne vaut pas mieux que Bernetti, le lion de Fermo, ne nous laissera guère en repos. Ils s'acharnent tous deux sur les Carbonari; ils les poursuivent, ils les traquent de concert avec Metternich; et cette chasse, dans laquelle ils excellent, peut très-innocemment les conduire sur notre piste. L'Encyclique gronde et précise avec tant de certitude, que nous devons craindre des embûches,

[1] *In litteris encyclicis ad universos Episcopos, datis Venetiis.*

[2] Le cardinal Castiglioni venait d'être nommé pape sous le nom de Pie VIII.

soit de la part de Rome, soit même des faux frères. Nous ne sommes pas habitués ici à voir le Pape s'exprimer avec une pareille résolution. Ce langage n'est pas dans les usages des palais apostoliques : pour qu'il ait été employé dans cette circonstance solennelle, il faut que Pie VIII se soit procuré quelques preuves du complot. C'est à ceux qui sont sur les lieux à veiller avec encore plus de soin que jamais à la sécurité de tous; mais, en présence d'une déclaration de guerre aussi explicite, je voudrais qu'il fût jugé opportun de déposer un moment les armes.

» L'indépendance et l'unité de l'Italie sont des chimères, comme la liberté absolue dont quelques-uns d'entre nous poursuivent le rêve dans des abstractions impraticables. Tout cela est un fruit qu'il ne sera jamais donné à l'homme de cueillir; mais chimère plus sûrement que réalité, cela produit un certain effet sur les masses et sur la jeunesse effervescente. Nous savons à quoi nous en tenir sur ces deux principes; ils sont vides, ils resteront toujours vides : néanmoins c'est un moyen d'agitation, nous ne devons donc pas nous en priver. Agitez à petit bruit, inquiétez l'opinion, tenez le commerce en échec; surtout ne paraissez jamais. C'est le plus efficace des moyens pour mettre en suspicion le gouvernement pontifical. Les prêtres sont confiants, parce qu'ils croient dominer les âmes. Montrez-les soupçonneux et perfides. La multitude a eu de tout temps une extrême propension vers les contre-vérités. Trompez-la : elle aime à être trompée; mais pas de précipitation, et surtout plus de prise d'armes. Notre ami d'Osimo, qui a sondé le terrain, affirme que nous devons bravement faire nos Pâques et endormir ainsi la vigilance de l'autorité.

» En supposant que la Cour romaine n'ait aucun soup-

çon de notre commerce, pensez-vous que l'attitude des forcenés du Carbonarisme ne peut pas d'un instant à l'autre la mettre sur nos traces? Nous jouons avec le feu, il ne faut pas que ce soit pour nous brûler nous-mêmes. Si, à force de meurtres et de jactance libérale, les Carbonari jettent sur les bras de l'Italie une nouvelle *impresa*, n'avons-nous pas à redouter une compromission? Afin de donner à notre plan toute l'extension qu'il doit prendre, nous devons agir à petit bruit, à la sourdine, gagner peu à peu du terrain et n'en perdre jamais. L'éclair qui vient de briller du haut de la loge vaticane peut annoncer un orage. Sommes-nous en mesure de l'éviter, et cet orage ne retardera-t-il pas notre moisson? Les Carbonari s'agitent en mille vœux stériles; chaque jour ils prophétisent un bouleversement universel. C'est ce qui nous perdra; car alors les partis seront plus tranchés, et il faudra opter pour ou contre. De ce choix naîtra inévitablement une crise, et de cette crise un ajournement ou des malheurs imprévus. »

Au mois de février 1831, lors du conclave où Grégoire XVI fut élu, la crise prédite éclata dans le sein des Sociétés secrètes. Les Carbonari, s'accordant partout et toujours le droit à l'insurrection, avaient espéré que la catastrophe de juillet 1830 ne demanderait pas mieux que de prendre fait et cause en faveur des Libéraux de la Romagne. Ces Libéraux annonçaient à grand renfort d'enthousiasme que tous les fils dégénérés de Scipion allaient mourir en Caton dans les murs d'une nouvelle Utique. Sercognani, Bofondi, Canuti, Ferretti, Silvani, Armandi, Pepoli et leurs complices se drapèrent dans un lambeau de la tunique du dernier Brutus. Ils s'applaudirent avec de solennels transports, en aiguisant l'épée qui était sup-

posée devoir trancher leur vie si la victoire faisait défaut à leurs espérances.

Louis-Philippe d'Orléans avait excité, soudoyé et encouragé la Pologne et l'Italie s'organisant pour marcher à une défaite certaine; Louis-Philippe leur permettait même d'entrevoir son concours armé. Il abusa de la naïveté de ces deux peuples d'insurgés en expectative, et se servit d'eux comme d'un bouclier qui devait protéger sa dynastie naissante. Il savait avec l'histoire qu'il est bien plus difficile de ressusciter un peuple que de le remplacer; il tâcha de faire oublier à ses dupes cet enseignement des siècles.

Les hommes qui, dans les Sociétés secrètes ou dans le monde, avaient acquis une longue expérience des révolutions et des révolutionnaires ne se crurent pas obligés de céder à une pression extérieure dont ils comprenaient parfaitement le but. Ils résistèrent à l'entraînement de leurs frères des Ventes centrales; ils ne participèrent ni à l'insurrection de février 1831 ni à celle de janvier 1832. Une pareille scission laissa au fond des cœurs un germe de haine qui plus tard produisit dans cette Babel la confusion des langues et des projets.

« Zucchi, Sercognani, Armandi et tous nos vieux traîneurs de sabre de l'Empire, ainsi écrit Nubius à Vindice, agirent comme de véritables écoliers en vacances. Ils eurent la foi d'un martyre stérile, ou plutôt ils ont voulu faire resplendir au soleil les riches épaulettes qu'ils se firent offrir par les Loges maçonniques des Légations. Ces échauffourées, dont il m'a toujours été impossible d'augurer quelque chose de bon, ont eu néanmoins un avantage. Elles emportent en exil une foule de fanatiques sans intelligence, qui nous compromettaient ici et qui brû-

lent d'aller savoir si le pain de l'étranger est aussi amer que Dante le prétend. J'affirme que ces héros, qui se destinent à prendre la fuite, ne seront pas de l'avis du poëte. L'escalier de l'étranger ne leur paraîtra pas plus dur à gravir que celui du Capitole. Seulement, dans quelques mois, ils nous seront enfin utiles à quelque chose. Nous nous servirons des larmes réelles de la famille et des douleurs présumées de l'exil pour nous fabriquer de l'amnistie une arme populaire. Nous la demanderons toujours, heureux de ne l'obtenir que le plus tard possible; mais nous la demanderons à grands cris.

» Nos huit années de travail interne avaient porté d'heureux fruits. Pour des poitrines aussi exercées que les nôtres, on commençait à sentir que l'air ne circulait pas aussi librement autour de l'Église. Mon oreille, toujours dressée comme celle d'un chien de chasse, recueillait avec volupté des soupirs de l'âme, des aveux involontaires, qui s'échappaient de la bouche de certains membres influents de la famille cléricale. En dépit des bulles d'excommunication et des encycliques, ils étaient à nous de cœur, sinon de corps. Le *Memorandum* aurait achevé l'œuvre par le développement de ses conséquences anglaises et naturelles. Des symptômes de plus d'un genre, et dont la gravité était plutôt dans le fond que dans la forme, se montraient comme de lourds nuages précurseurs d'une tempête. Eh bien, tous ces succès, préparés de si longue main, se trouvent compromis par ces misérables expéditions, qui finissent encore plus déplorablement qu'elles n'ont commencé. Le petit Mamiani, avec sa poésie et ses brochures, Pietro Ferretti, avec ses mauvaises affaires qu'il veut cacher, Orioli, avec sa science embourbée, tous nos fous de Bologne, avec leur instinct

belliqueux, se calmant au premier coup de canon, éloignent pour dix ans au moins le sacerdoce de nous. On dit au prêtre qu'on en veut à l'Église, au Pape, au Sacré Collége, à la Prélature, etc. Or le prêtre, qui, en tant que prêtre, regarde tous ces biens, tous ces honneurs comme son patrimoine, le prêtre se prend à réfléchir. Le Libéralisme se présente à lui sous les traits d'un ennemi implacable, le prêtre déclare au Libéralisme une guerre à mort. Aussi voyez ce qui arrive. On dirait que le cardinal Bernetti a l'intuition de nos plans, car les ordres émanés de lui, et qu'on me communique, portent tous la consigne aux moines et aux curés de se mettre à la tête des populations et de les entraîner au combat contre les rebelles. Moines et curés obéissent : le peuple suit en poussant des cris de vengeance. Un évêque a fait mieux. Armé de deux pistolets à la ceinture, il a marché sur les insurgés, et il pouvait tuer son frère dans la mêlée. J'aime assez cette évocation de Caïn et d'Abel. Au point de vue des haines de famille, elle a son bon côté; mais elle est incompatible avec nos plans.

» Les Français semblent nés pour notre malheur. Ils nous trahissent ou nous compromettent. Quand pourrons-nous reprendre maintenant à tête reposée l'œuvre autour de laquelle nous avions réuni tant d'éléments de succès ? »

Les prévisions de Nubius s'accomplirent. L'armée du libéralisme italien s'évanouit devant les baïonnettes autrichiennes comme la neige se fond sous un rayon de soleil de mai. De tous ces Léonidas, chargés d'oripeaux militaires et se mettant gravement en quête de Thermopyles constitutionnelles, où ils n'espéraient que découvrir un doux ombrage et jamais la mort, les uns prirent la fuite avant le combat, les autres gagnèrent les rivages

de l'Adriatique à marches forcées, car lorsque les Révolutionnaires trouvent une résistance bien organisée, ils se transforment aussitôt en lâches, qui ont tous le cœur dans les éperons de leurs bottes.

Dès que le calme reparut dans les esprits, ceux qui n'avaient pas renoncé à l'idée antichrétienne, et qui voulaient l'incarner dans le monde, en la cachant sous la tiare, essayèrent de reprendre la construction de l'édifice que le vent des émeutes avait forcé d'ajourner. L'Insurrection de juillet venait de leur être fatale; mais elle portait dans son sein le germe de tant de passions et de tant d'intérêts coupables; elle avait, pour ses régulateurs et pour ses usufruitiers, des hommes si étrangement compromis dans les Ventes aux yeux de la morale, de la Religion et de la Monarchie, que ce gouvernement était forcé, par le seul fait de son origine, de servir tous les plans désorganisateurs.

On disait dans les sommités du nouveau pouvoir, « qu'afin d'orléaniser la France, il fallait la décatholiciser. » Le dernier terme de cette inqualifiable proposition avait ranimé les espérances de la Vente suprême. S'occuper à décatholiciser la France, c'était, bien entendu, promettre qu'on chercherait par tous les moyens possibles à dénaturer et à affaiblir l'autorité du Siége apostolique. C'était encourager tacitement les efforts des Sociétés secrètes qui se vouaient au même but. La cour de Rome allait se trouver en présence des fils aînés de l'Église s'apprêtant à la révolte dans un intérêt dynastique; la Vente suprême crut donc que le voltairianisme, enté sur le protestantisme futur de la France orléaniste, lui offrirait plus de facilité pour combiner son agression.

Jusqu'à ce jour, fidèle à l'instruction permanente de

1819, et docile aux avis de Nubius, la haute Vente n'a que peu à peu élargi le cercle de son action. Elle a cheminé à pas mesurés, sondant le terrain, se rendant compte des obstacles, les tournant sans jamais les attaquer de front. On l'a vue prendre tout à la fois les masques de piété, de patriotisme et de dévouement. Dans douze années d'existence et de complots sans interruption, cette Vente n'a pas donné une ombre d'inquiétude à la police; elle n'a pas même autorisé le plus léger soupçon. Elle est arrivée à faire accepter, avec des joies empreintes de fureur concentrée, ces doctrines néfastes dans lesquelles le vice devient la vertu, le crime une louange, le meurtre un devoir, le poison un moyen, la perfidie une gloire, le mensonge un élément, le seul élément de succès.

Certain nombre d'ecclésiastiques de l'État ou des pays voisins se trouva compromis dans les Sociétés secrètes. Les uns furent condamnés à faire pénitence dans quelques monastères, les autres expièrent dans les cachots de Corneto la trahison envers leur mère l'Église; mais parmi tous ces apostats, dont les noms forment pour les Sociétés secrètes un assez long martyrologe de victimes innocentes et persécutées, il ne s'en rencontre pas un que la Vente suprême ait jugé digne de sa confiance. Le mystère de cette conspiration resta circonscrit entre moins de quarante personnes. Ces personnes agirent toujours à la dérobée, et même, pour dérouter plus complétement les investigations du gouvernement, elles eurent l'art de lui livrer cinq ou six Loges ou Charbonneries particulières dont les imprudences pouvaient devenir dangereuses. Sacrifice qui ne coûta guère aux chefs de la haute Vente, car ils obtenaient ainsi un double résultat.

Ils endormaient les soupçons de la Cour romaine et satisfaisaient une vengeance fraternelle.

Cette suite dans les résolutions avait quelque chose d'implacable comme la destinée antique. On eût dit que c'était pour ces Italiens, bercés par leurs nourrices dans les conspirations, que les Chinois formulèrent ce proverbe de la patience humaine : C'est à force de limer qu'on fait une aiguille d'une barre de fer.

Au milieu des effervescences que, dans ce temps-là, l'esprit de parti se permettait même au sein de la cité pontificale, cette mystérieuse attitude ne devait pas être remarquée. Elle laissait à chacun de ces hommes toute leur liberté de mouvement. Qui, en effet, aurait pu s'imaginer que certains patriciens, riches, considérés et vivant dans l'intimité des gouvernants, pouvaient, dans l'ombre, tramer un complot quelconque contre l'Église? Cette notoriété bien avérée, et qui leur avait été si formellement recommandée, les mettait à l'abri de toute suspicion. Il leur fut donc assez facile, après les événements de 1831 et 1832, de reprendre le cours de leurs opérations clandestines, et de ne pas accumuler sur eux, comme dit Tacite, toute la haine qu'auraient excitée leurs forfaits, tout le mépris qu'inspirait leur lâcheté.

Dans les Sociétés secrètes vulgaires, dans celles qui s'organisent en Suisse et en Allemagne pour la perversion de l'ouvrier et du paysan, les chefs des adeptes se glissent bien de temps à autre à l'oreille quelques paroles où l'on voit percer un sentiment de jalousie aussi voilé que possible. Ainsi, en 1835, Malegari écrit de Londres au docteur Breidenstein : « Nous formons une association de frères sur tous les points du globe; nous avons des vœux et des intérêts communs; nous tendons tous à l'af-

franchissement de l'humanité; nous voulons briser toute espèce de joug, et il en est un qu'on ne voit pas, qu'on sent à peine et qui pèse sur nous. D'où vient-il? où est-il? Personne ne le sait ou du moins personne ne le dit. L'association est secrète, même pour nous, les vétérans des associations secrètes. On exige de nous des choses qui, quelquefois, sont à faire dresser les cheveux sur la tête; et croiriez-vous qu'on me mande de Rome que deux des nôtres, bien connus pour leur haine du fanatisme, ont été obligés, par ordre du chef suprême, de s'agenouiller et de communier à la Pâque dernière? Je ne raisonne pas mon obéissance, mais j'avoue que je voudrais bien savoir où nous conduiront de pareilles capucinades. »

En 1836, Joseph Mazzini eut la même curiosité. Par l'instinct de sa nature profondément vicieuse, il se douta qu'il existait en dehors des cadres formant les Sociétés occultes une affiliation particulière. L'instruction permanente de 1819 lui était peut-être connue en partie. A l'aide de ce jalon, son intelligence de conspirateur perpétuel n'eut pas de peine à flairer la trace de la Vente antipapale. On en faisait un mystère à la tourbe des initiés; il crut devoir solliciter l'honneur de s'enrégimenter dans cette avant-garde de choix. On ne sait ni par qui ni comment Mazzini adressa cette demande à la haute Vente. Seulement une lettre de Nubius à un personnage connu dans la haute Vente sous le nom de Beppo explique très-catégoriquement le refus que formula cette Vente.

« Vous savez, lui mande-t-il le 7 avril 1836, que Mazzini s'est jugé digne de coopérer avec nous à l'œuvre la plus grandiose de nos jours. La Vente suprême n'en a

pas décidé ainsi. Mazzini a trop les allures d'un conspirateur de mélodrame pour convenir au rôle obscur que nous nous résignons à jouer jusqu'au triomphe. Mazzini aime à parler de beaucoup de choses, de lui surtout. Il ne cesse d'écrire qu'il renverse les trônes et les autels, qu'il féconde les peuples, qu'il est le prophète de l'humanitarisme, etc., etc., et tout cela se réduit à quelques misérables déroutes ou à des assassinats tellement vulgaires, que je chasserais immédiatement un de mes laquais, s'il se permettait de me défaire d'un de mes ennemis avec de si honteux moyens. Mazzini est un demi-dieu pour les sots devant lesquels il tente de se faire proclamer le pontife de la fraternité, dont il sera le dieu italien. Dans la sphère où il agit, ce pauvre Joseph n'est que ridicule; pour qu'il soit une bête féroce complète, il lui manquera toujours les griffes.

» C'est le *bourgeois gentilhomme* des Sociétés secrètes que mon cher Molière n'a pas eu la chance d'entrevoir. Laissons-le colporter dans les cabarets du lac Léman ou cacher dans les lupanars de Londres son importance et sa vacuité réelle. Qu'il pérore ou qu'il écrive; qu'il fabrique tout à son aise avec de vieux débris d'insurrection ou avec son général Ramorino de *jeunes Italies*, de *jeunes Allemagnes*, de *jeunes Frances*, de *jeunes Pologues*, de *jeunes Suisses*, etc. Si cela peut servir d'aliment à son insatiable orgueil, nous ne nous y opposons pas; mais faites-lui entendre, tout en ménageant les termes selon vos convenances, que l'association dont il a parlé n'existe plus, si elle a jamais existé; que vous ne la connaissez pas, et que cependant vous devez lui déclarer que, si elle existait, il aurait à coup sûr pris le plus mauvais chemin pour y entrer. Le cas de son existence admis, cette Vente

est évidemment au-dessus de toutes les autres; c'est le Saint-Jean de Latran, *caput et mater omnium ecclesiarum.* On y a appelé les élus qu'on a seuls regardés dignes d'y être introduits. Jusqu'à ce jour, Mazzini en aurait été exclu : ne pense-t-il pas qu'en se mettant de moitié, par force ou par ruse, dans un secret qui ne lui appartient pas, il s'expose peut-être à des dangers qu'il a déjà fait courir à plus d'un ?

» Arrangez cette dernière pensée à votre guise; mais passez-la au grand prêtre du poignard, et moi qui connais sa prudence consommée, je gage que cette pensée produira un certain effet sur le ruffian. »

Impitoyable pour la société, Nubius n'avait pas le temps d'être cruel pour l'individu. Il ne se trompa point en appréciant ainsi Mazzini, et on ne trouve plus trace dans les archives de la Vente suprême d'une communication quelconque du *pauvre Joseph* relative à cette demande. La menace indirecte d'un coup de stylet lui fit rentrer au fond des entrailles le sentiment de son orgueil.

Ici une explication est nécessaire. Les Sociétés secrètes avaient pour habitude de procéder par le meurtre collectif ou individuel. Elles se faisaient de l'assassinat une arme et une raison d'être; elles espéraient ainsi porter l'effroi dans l'âme de leurs dupes ou des autorités ayant charge de veiller au salut du gouvernement menacé. Le stylet ou le poison était le dernier argument de ces théoriciens de la fraternité expliquée par l'homicide. Nubius et ses coalisés suivirent une autre route. Ils dédaignèrent d'avoir recours à de pareils attentats, et, chose extraordinaire! il ne se rencontre pas une goutte de sang sur leurs mains. Le cadavre d'un homme ne leur a jamais servi de piédestal.

Néanmoins, hâtons-nous de le dire, ce n'est ni par un sentiment d'humanité ni par crainte des justices d'ici-bas qu'ils renoncent à ces expédients si chers aux Carbonari vulgaires. Dans l'éducation première de ceux qui composent la Vente suprême, il y a un principe ou plutôt un préjugé d'honneur qu'ils se font gloire de respecter. Ils regardent comme au-dessous d'eux d'encourager ou de solder certains frères voués à l'assassinat. Ils ne se sont pas condamnés à tuer, mais à corrompre. En se débarrassant de toutes les sanglantes préoccupations de Mazzini, de Breidenstein et de la Cécilia, ces hommes, créatures vierges de toute vertu, ont en réalité plus fait de mal à la civilisation que tous ces jongleurs, ne s'appuyant sur la liberté que pour usurper le monopole de l'arbitraire. A l'exemple du Néron de Tacite, afin de diminuer leur infamie, ils multiplièrent les infâmes.

Dans une de ses lettres à Nubius, Vindice développe en ces termes la théorie de la haute Vente : « Les meurtres dont nos gens se rendent coupables tantôt en France, tantôt en Suisse et toujours en Italie, lui écrit-il de Castellamare, le 9 août 1838, sont pour nous une honte et un remords. C'est le berceau du monde expliqué par l'apologue de Caïn et d'Abel; et nous sommes trop en progrès pour nous contenter de semblables moyens. A quoi sert un homme tué? A faire peur aux timides et à éloigner de nous tous les cœurs audacieux. Nos prédécesseurs dans le Carbonarisme ne comprenaient pas leur puissance. Ce n'est pas dans le sang d'un homme isolé ou même d'un traître qu'il faut l'exercer, c'est sur les masses. N'individualisons pas le crime; afin de le grandir jusqu'aux proportions du patriotisme et de la haine contre l'Église, nous devons le généraliser. Un coup de poignard

ne signifie rien, ne produit rien. Que font au monde quelques cadavres inconnus, jetés sur la voie publique par la vengeance des Sociétés secrètes? qu'importe au peuple que le sang d'un ouvrier, d'un artiste, d'un gentilhomme ou même d'un prince ait coulé en vertu d'une sentence de Mazzini ou de quelques-uns de ses sicaires jouant sérieusement à la Sainte-Vehme? Le monde n'a pas le temps de prêter l'oreille aux derniers cris de la victime : il passe et oublie. C'est nous, mon Nubius, nous seuls qui pouvons suspendre sa marche. Le Catholicisme n'a pas plus peur d'un stylet bien acéré que les monarchies; mais ces deux bases de l'ordre social peuvent crouler sous la corruption : ne nous lassons donc jamais de corrompre. Tertullien disait avec raison que le sang des martyrs enfantait des chrétiens. Il est décidé dans nos conseils que nous ne voulons plus de chrétiens; ne faisons donc pas de martyrs : mais popularisons le vice dans les multitudes. Qu'elles le respirent par les cinq sens, qu'elles le boivent, qu'elles s'en saturent; et cette terre, où l'Arétin a semé, est toujours disposée à recevoir de lubriques enseignements. Faites des cœurs vicieux, et vous n'aurez plus de catholiques. Éloignez le prêtre du travail, de l'autel et de la vertu; cherchez adroitement à occuper ailleurs ses pensées et ses heures. Rendez-le oisif, gourmand et patriote, il deviendra ambitieux, intrigant et pervers. Vous aurez ainsi mille fois mieux accompli votre tâche que si vous eussiez émoussé la pointe de vos stylets sur les os de quelques pauvres hères. Je ne veux point, ni vous non plus, ami Nubius, n'est-ce pas? dévouer ma vie aux conspirations pour me traîner dans la vieille ornière.

» C'est la corruption en grand que nous avons entreprise, la corruption du peuple par le clergé et du clergé

par nous, la corruption qui doit nous conduire à mettre un jour l'Église au tombeau. J'entendais dernièrement un de nos amis rire d'une manière philosophique de nos projets, et nous dire : « Pour détruire le Catholicisme, il faut commencer par supprimer la femme. » Le mot est vrai dans un sens, mais puisque nous ne pouvons supprimer la femme, corrompons-la avec l'Église. *Corruptio optimi pessima.* Le but est assez beau pour tenter des hommes tels que nous. Ne nous en écartons pas pour quelques misérables satisfactions de vengeance personnelle. Le meilleur poignard pour frapper l'Église au cœur, c'est la corruption. A l'œuvre donc jusqu'à la fin ! »

La fin pour eux, comme pour le Carbonarisme, devait être la rivalité dans le commandement et la dissolution dans la haine. Ils ne s'entendaient ni sur les hommes ni sur les moyens. En s'appropriant le crime par une communauté d'efforts, ils ne savaient même plus lui donner cette homogénéité qui fait sa force. Les uns procédaient par le meurtre, les autres par le vice; mais la discorde s'était introduite dans le camp des Sociétés secrètes; elle n'en sortira plus. On travaillait bien encore à épurer le genre humain par toute espèce de perversions. On réussissait même au delà des espérances; néanmoins cet antagonisme latent ne présageait rien de fructueux pour les apôtres de ténèbres. La lutte intérieure affaiblissait leur action au dehors; cette lutte prenait de telles proportions, que, le 23 février 1839, une idée fut soumise à la haute Vente par trois de ses principaux membres. Cette idée est ainsi formulée :

« Les meurtres périodiques dont la Suisse, l'Italie, l'Allemagne et la France sont couvertes ne parviennent pas à secouer l'engourdissement des rois et de leurs mi-

nistres. La justice reste désarmée ou impuissante devant ces attentats; mais un jour, demain peut-être, l'opinion publique se réveillera en présence de páreils forfaits. Alors le sang inutilement versé retardera pour de longues années nos projets conçus avec tant d'audacieuse dextérité. Aucun de nous n'ignore quel est le bras qui dirige tous ces stylets. Nous savons à n'en pouvoir douter quels sont les birbanti qui, pour des sommes relativement minimes, disposent, sans profit aucun, de l'existence de leurs associés ou de la vie des étrangers au Carbonarisme. Cet état de choses, qui va sans cesse en empirant, doit avoir un terme, ou il faut, de gré ou de force, renoncer à nos plans contre le Siége romain, car la moindre des indiscrétions peut tout dévoiler. Un meurtre qui ne passera pas inaperçu, comme tant d'autres, mettra sur la trace de nos réunions. Il importe donc de prendre des mesures efficaces et d'arrêter promptement des actes compromettants.

» Ce que la Société chrétienne se permet pour sa défense, et ce que le Carbonarisme, par quelques-uns de ses chefs, regarde comme licite et politique, ne doit pas plus nous effrayer que la Société et le Carbonarisme. La peine de mort s'applique par les tribunaux ordinaires. La Sainte-Vehme de la *jeune Suisse* et de la *jeune Italie* s'arroge le même droit; pourquoi ne ferions-nous pas comme elle? Ses quatre ou cinq membres, qui recrutent leurs mercenaires du poignard et leur indiquent du doigt la victime à frapper dans l'ombre se figurent être au-dessus de toutes les lois. Ils les bravent tantôt en Suisse, tantôt en Angleterre, tantôt en Amérique. L'hospitalité accordée par ces États est pour les meurtriers intentionnels une garantie d'impunité. Ils peuvent ainsi, et tout à

leur aise, agiter l'Europe, menacer les princes et les individus, et nous faire perdre à nous le fruit de nos longues veilles. La justice, qui a bien véritablement un bandeau sur les yeux, ne voit rien, ne devine rien, et surtout ne pourrait rien, car entre le stylet et la victime il s'élève une barrière internationale que les mœurs et les traités rendent infranchissable.

» La justice humaine est sans force en face de ces accumulations d'homicides; mais est-ce que la haute Vente n'aurait rien à voir dans de pareilles affaires? Quelques insubordonnés, prenant notre patience pour de la faiblesse, se sont mis en révolte contre l'autorité de la Vente suprême. Ils agissent à son insu et à son détriment; ils sont traîtres et parjures. La loi civile, qu'ils enfreignent ou qu'ils font enfreindre, est impuissante à les punir; est-ce qu'il n'appartient pas à la haute Vente de leur demander compte du sang versé? La Société chrétienne n'a pas l'heureuse idée d'atteindre secrètement, au fond de leurs retraites, ceux qui, d'une manière arbitraire, disposent de la vie de leurs semblables. Elle ne sait ni se protéger ni défendre ses membres; elle n'a pas un code secret pour punir ceux qui sont à l'abri du code public. C'est son affaire. La nôtre sera beaucoup moins compliquée, car il faut espérer que nous n'aurons pas de vains scrupules.

» Or donc, certains dissidents, peu dangereux aujourd'hui, mais qui peuvent le devenir plus tard, même par leur orgueilleuse incapacité et leur infatuation désordonnée, mettent à chaque instant la haute Vente en péril. Ils commencent leur expérimentation de l'assassinat sur des princes ou sur des particuliers obscurs. Bientôt, par la force des choses, ils arriveront jusqu'à nous; et, après

nous avoir compromis par mille crimes inutiles, ils nous feront disparaître mystérieusement comme des obstacles. Il s'agit tout simplement de les prévenir et de retourner contre eux le fer qu'ils aiguisent contre nous.

» Serait-il bien difficile à la haute Vente de mettre en pratique un plan qu'un de ses membres a lui-même présenté au prince de Metternich? Ce plan, le voici dans toute sa simplicité. « Vous ne pouvez, disait-il confidentiellement au chancelier, atteindre les chefs des Sociétés secrètes, qui, sur territoire neutre ou protecteur, bravent votre justice et conspuent vos lois. Les arrêts de vos cours criminelles font défaut en face des côtes d'Angleterre; ils s'émoussent sur les rochers hospitaliers de la Suisse, puis, de mois en mois, vous vous trouvez toujours plus faible, toujours plus désarmé devant d'audacieuses provocations. La justice de vos tribunaux est condamnée à la stérilité. Ne pourriez-vous pas trouver dans l'arsenal de vos nécessités d'État, dans l'évocation du *salus populi suprema lex* un remède aux maux que déplorent tous les cœurs honnêtes? Les associations occultes jugent et font exécuter leurs arrêts par le droit qu'elles s'arrogent. Les gouvernements établis, ayant double intérêt à se défendre, car en se défendant, ils sauvegardent la Société tout entière, n'auraient-ils pas le même droit que les Ventes usurpent? Serait-il donc impossible de combiner quelques moyens qui, en portant le trouble au sein de l'ennemi social, rassureraient les bons et finiraient très-promptement par effrayer les méchants? Ces moyens sont indiqués même par ces derniers. Ils frappent de seconde ou de troisième main; frappez comme eux. Faites chercher des agents discrets ou mieux encore des Carbonari sans consistance, qui désirent racheter leurs

vieux péchés en s'attachant à la police secrète. Qu'on les aide tacitement à prendre des précautions pour échapper aux premières investigations. Qu'ils ignorent la trame dont ils seront les instruments. Que le gouvernement ne sévisse ni à droite ni à gauche, qu'il ne perde pas un coup; mais qu'il vise juste, et après avoir ainsi escamoté deux ou trois hommes, vous rétablirez l'équilibre dans la société. Ceux qui se font un métier de tuer s'étonneront d'abord, ils s'effrayeront ensuite de trouver d'aussi terribles justiciers qu'eux. Ignorant d'où part le coup, ils l'attribueront inévitablement à des rivaux. Ils auront peur de leurs complices et bientôt ils rengaîneront, car la peur se communique bien vite dans les ténèbres. La mort se donne *incognito* de mille façons. Fermez les yeux, et puisque la justice des hommes ne peut atteindre dans leurs repaires nos modernes Vieux de la Montagne, laissez-y pénétrer la justice de Dieu, sous la forme d'un ami, d'un serviteur ou d'un complice qui aura un passeport parfaitement en règle. »

» Ce plan, que l'incurable insouciance du chancelier de cour et d'État a repoussé par des motifs dont les empires pourront se repentir plus tard, a parfaitement posé notre frère et ami dans la confiance du gouvernement; mais les moyens de salut que les têtes couronnées dédaignent pour elles-mêmes, nous sera-t-il donc interdit de les employer pour notre préservation? Si, par une voie ou par une autre, la haute Vente était découverte, ne serait-il pas possible de nous rendre responsables des attentats commis par d'autres? Nous ne procédons ni par l'insurrection ni par le meurtre; mais comme nous ne pourrions pas divulguer nos projets anticatholiques, il s'ensuivrait que la haute Vente serait accusée de tous

ces ignominieux guet-apens. La ressource qui nous reste, afin d'échapper à un pareil opprobre, c'est d'armer discrètement quelque bonne volonté assez courageuse pour punir, mais assez bornée pour ne pas trop comprendre.

» Les dissidents se sont volontairement placés hors la loi des nations, ils se mettent hors la loi des Sociétés secrètes; pourquoi ne leur appliquerions-nous pas le code qu'ils ont inventé? Les gouvernements, abrutis dans leur somnolence, reculent devant l'axiome *patere legem quam fecisti;* ne serait-il pas opportun de s'en emparer? Nous avons une combinaison aussi simple qu'infaillible pour nous débarrasser sans bruit et sans scandale des faux frères qui se permettent de nous nuire en décrétant l'assassinat. Cette combinaison, bien mise en jeu, porte inévitablement le trouble et la défiance dans les Ventes insoumises. En jugeant à notre tour et en punissant ceux qui jugent et punissent si sommairement les autres, nous séparons le bon grain de l'ivraie, et nous rétablissons l'équilibre social par un procédé dont quelques misérables nous fournissent la recette. La combinaison est applicable; nous pouvons frapper sans éveiller un soupçon, paralyser ainsi et dissoudre les Ventes adverses où le meurtre s'enseigne; nous autorisera-t-on et au besoin nous soutiendra-t-on? »

Cette proposition, qui se renouvelle à chaque forfait, c'est-à-dire presque tous les jours, partagea la haute Vente et fit éclater dans son sein d'orageuses discussions. Les uns craignaient de se mettre en évidence, les autres refusaient de sortir de la pénombre dans laquelle ils agissaient. L'attentat contre l'Église par des moyens immoraux, l'embauchage pratiqué à l'aide de toutes les corruptions, et dans lequel les livres et les gravures obscènes

jouent enfin le principal rôle, cette longue conspiration qui n'aboutit jamais, rien n'a pu fatiguer leur persévérance. Ils ne songent pas encore à désarmer; mais aux précautions dont ils s'entourent, il est facile de voir que le doute sur le succès final germe dans les esprits.

Initiés de fondation à tous les mystères de la Franc-Maçonnerie, du Carbonarisme et des Sociétés secrètes, connaissant merveilleusement les lâchetés de quelques chefs et la prudence des autres, les membres de la haute Vente n'osèrent cependant pas assumer la responsabilité qui leur était offerte. Tout en comprenant l'utilité d'une semblable péripétie dans l'assassinat, ils reculèrent devant le péril qui n'existait point. Ils avaient osé l'impossible, ils s'effrayèrent du possible, et le meurtre se perpétua par les uns comme la corruption se propagea par les autres.

La Vente suprême éloignait de son sein tous les indiscrets, tous les égoïstes, tous les hommes se faisant des Sociétés secrètes une espèce de marchepied pour arriver, par la déconsidération de soi-même, à une espèce de notoriété publique. Elle n'avait plus besoin de se donner des initiés d'une adresse plus ou moins contestable; elle avait étendu le cercle de ses agents dans des sphères si disparates qu'elle n'eut qu'à modérer leur ardeur. La Révolution, déchaînée par les Sociétés secrètes, était, comme ces peuples barbares dont parle Guillaume de Tyr, une enclume qui devait peser sur toute la terre.

Le Carbonarisme était dépassé. Cette véritable république d'esclaves, où il semble permis à tout le monde de rêver la tyrannie, avait embrassé les gouvernements comme dans un réseau. Sa filiation et ses tendances étaient dévoilées. On pouvait les suivre sur tous les con-

tinents et au delà des mers, dans ces labyrinthes inexplorés où il élevait les séides voués à l'assassinat. Le Carbonarisme avait emprunté tous les masques et grandi sous tous les déguisements. Il faisait aussi bien vibrer la fibre populaire que l'aveugle ambition des nobles; il se servait avec autant d'habileté des enthousiasmes républicains que de l'inertie monarchique.

Organisé au sein des universités et sous la tente du soldat, il comptait des affiliés dans les rangs de la magistrature; il en évoqua même quelques-uns à l'ombre de l'autel, du trône ou des cloîtres. Il se propagea, il se modifia, il menaça, il fit le mort; il condamna à l'indépendance les nations heureuses et tranquilles sous le sceptre de leurs rois, et à un rêve d'unité celles que la force des choses et la diversité des caractères ont fractionnées en petits États. Il eut des couronnes murales, toujours prêtes à être jetées à la tête des princes qui cédaient à la séduction. Il flatta les uns dans leurs entraînements irréfléchis; il fit briller aux yeux des autres un diadème agrandi qui devait brûler leur front, comme celui du roi Charles-Albert.

Cette tactique des Sociétés secrètes n'est pas neuve, mais elle a réussi plus d'une fois. Les apôtres de l'unité et de l'indépendance italienne ont toujours cherché à avoir sur le trône ou près du trône d'illustres complices, dont ils se faisaient un paratonnerre avant de le constituer à l'état de dupe ou de jouet. Les propositions acceptées par le roi de Piémont furent, depuis 1820, adressées à tous les princes à qui l'on pouvait supposer d'ambitieuses faiblesses. Quand elles ne naissaient pas d'elles-mêmes, un affilié des Sociétés secrètes, courtisan ou ami de l'altesse, s'arrangeait pour les provoquer.

Au moment où Murat, alors roi de Naples, méditait de séparer sa cause de celle de Napoléon Ier, son glorieux beau-frère et maître, Murat, au dire de l'historien Bignon [1], prêta l'oreille à de pareilles avances, et une mort tragique le punit de sa crédulité. Charles-Albert expia la sienne par deux défaites et par une abdication. Victor-Emmanuel, son fils, n'en persiste pas moins dans la poursuite de ce rêve insensé, car, pour agiter éternellement l'Italie, les Sociétés secrètes ont besoin d'un drapeau et d'un prétexte. Leur Judas Machabée présomptif est invariablement celui qui se montre le plus faible ou le plus docile aux manœuvres de l'unité italienne.

Elles en étaient déjà là à cette époque; mais les ambitions individuelles, les haines locales, les préjugés nationaux, les instincts mêmes ne permirent point au Carbonarisme d'avoir un centre commun. Les fractions éparses de cette secte multiple ne se réunirent temporai-

[1] Bignon, que, dans son testament, l'empereur Napoléon Ier chargea d'écrire son histoire, raconte (*Histoire de France sous Napoléon*, t. X, p. 244) : « C'est par cette déclaration de l'Empereur que se terminait, pour le roi Joachim, l'année 1811. Dès cette époque, ce prince s'était laissé fasciner l'esprit par les caresses et les avances d'hommes qui rêvaient un certain *système italique*, dans lequel on lui faisait entrevoir sinon une souveraineté absolue, du moins une grande prépondérance et un haut protectorat. Dans toutes les parties de la Péninsule italienne, il existait un grand nombre de ces patriotes estimables, mais peu prévoyants, qui, toujours ennemis de la domination étrangère, quelle qu'elle soit, sont à toute heure prêts à la combattre; qui, à l'époque de 1811 par exemple, lorsque la Lombardie, la Toscane et les États romains renaissaient, prospéraient sous les auspices d'une administration éclairée et bienfaisante, ne voulurent pas voir qu'ils ne pouvaient échapper à la France que pour tomber sous le joug de plomb du despotisme allemand qu'ils ont tant en horreur. Ces patriotes italiens, liés entre eux par des correspondances et des affiliations, avaient jeté les yeux sur le roi Joachim comme propre à devenir pour leurs vues un utile instrument. »

rement et exceptionnellement que pour démolir. Quand il s'agit de réédifier seulement en idée, la discorde fraternelle et la confusion générale se glissèrent dans cette Babel. Néanmoins le Carbonarisme parvint, de 1824 à 1840, à régulariser le désordre contre le pouvoir, dont les ressorts s'affaiblissaient par degrés.

Le pouvoir tombait pièce à pièce : la Révolution se disciplina. Elle correspondit d'un bout du monde à l'autre ; elle conspira tantôt ici, tantôt là ; elle jugea, elle exécuta elle-même ses sentences. Elle domina par les caresses, par l'intimidation, quelquefois même par le respect dû au serment, dont elle n'affranchit jamais ses anciens complices, dans quelque position que le hasard les place. Ses ressources furent aussi variées que ses espérances. Elle enseigna l'hypocrisie et la probité relative ; elle applaudit à la trahison ; elle encouragea le parjure. Elle fut tout à la fois athée et religieuse, immorale et honnête, catholique et hétérodoxe, monarchique et républicaine. Après avoir séduit quelques souverains, elle essaya de se faire un bouclier de leurs ministres, en leur fabriquant une éphémère popularité. On la vit même, tant ses artifices furent profonds ! permettre à certains dépositaires du pouvoir de sévir, avec une sanglante rigueur, contre des zèles irréfléchis ou des imprudences compromettantes. Cette tactique lui fournissait des martyrs pour la rhétorique de ses journaux ; elle donnait aux agents de l'autorité une force nouvelle auprès des monarques.

Ainsi elle créa partout des ateliers de calomnie. Pour vaincre le Carbonarisme et les diverses sectes nées de son souffle, pour sauver l'ordre social, il n'y avait qu'à vouloir se défendre. Afin de triompher, il ne fallait que déployer le sang-froid du général et la fermeté de l'homme

d'État. L'écueil était signalé, le pilote seul ne l'aperçut pas. L'antagonisme des Sociétés secrètes les perdit au moment même où tout semblait sourire à leurs vœux de destruction.

Au fond de ces repaires du mal, il y a d'implacables rivalités, des haines sourdes qu'un coup de poignard n'apaise pas toujours. Dans leurs luttes passionnées, elles ressemblent à ces héros d'Ossian, qui se livrent des batailles au milieu des nuages et des ténèbres. Là les générations vieillissent et se succèdent avec une inconcevable rapidité. Un nom surgit et tombe sans qu'on puisse apprécier la raison déterminante de cette élévation et de cette chute. Mais souvent aussi ce nom reste debout comme un épouvantail, quand l'homme qui l'a grandi est oublié, bafoué ou distancé par de plus jeunes témérités. Dans cette voie du crime, il n'y a jamais ni milieu ni temps de repos. C'est la scélératesse qui ne s'arrête à aucune étape, et qui, par une loi providentielle, ne tient aucun compte des ménagements personnels ou des besoins de parti.

La haute Vente a méprisé Mazzini et ses sicaires. Les dédains de cette haute Vente pour le thaumaturge du stylet humanitaire ont froissé son intraitable orgueil. Ils tourmentent les égoïstes préoccupations de ses complices. La haute Vente a jusqu'à ce jour commandé et dirigé. Peu à peu elle se trouve entravée dans sa marche. Les habiles corruptions qu'elle inspire et qu'elle sème en gants jaunes paraissent à ce monde de vagabonds un passe-temps indigne des Sociétés secrètes. Le Carbonarisme n'existait déjà plus qu'à l'état de légende. On apprenait à épeler les doctrines de Jean Huss; celles de Muncer vont renaître. Le principe de la propriété et de

la famille était nié par les sophistes du Communisme. Ils s'efforcent de contrecarrer l'action dissolvante dont Nubius s'est fait une arme, et, sous la direction de Mazzini, les Sociétés secrètes remontent un égout à la nage.

Les moyens de Nubius étaient imperceptibles, comme ses procédés. Le mystère les avait favorisés d'abord; on se servit de ce même mystère afin de combattre les progrès de la haute Vente ou d'en atténuer les effets. Ainsi que toutes les maladies pestilentielles, les Sociétés secrètes, en se multipliant, s'affaiblissent par leur propre diffusion. Elles créent d'autres sectes; elles engendrent de nouvelles passions; elles développent des théories plus monstrueuses encore, mais leur généralisation fut et sera toujours pour elles un cas de mort.

La haute Vente faisait bande à part. En entrant dans l'arène des corruptions sacerdotales pour démanteler l'Église, elle avait cru que le génie de la dissolution lui viendrait en aide. Après avoir beaucoup corrompu, elle s'admirait à son point culminant; mais à ce point qui marque le terme de la décadence. Elle s'affaissait sur elle-même, parce qu'il ne lui était pas permis de se recruter, et qu'autour d'elle et que devant elle se dressaient des obstacles imprévus. La corruption suivait ses voies; les intempérances de toutes les *jeune Pologne, jeune Italie, jeune Suisse* et *jeune Allemagne* mettaient sur sa trace. Elles servaient comme de jalon pour contre-miner le travail souterrain. La haute Vente n'était plus libre de ses mouvements. Un assassinat ou une insurrection des Sociétés secrètes dérangeait ses calculs, ajournait ses espérances ou la forçait à reculer.

Ces ténébreuses rivalités ne sont encore qu'en germe; on sent néanmoins qu'elles produiront le découragement.

On voit que le jour viendra où tous ces échafaudages d'immoralité crouleront; ce jour arrivé, la haute Vente disparaîtra emportée dans les saturnales du Communisme.

Le terme moyen n'existe pas pour ces exagérations surmenées. Elles ne peuvent vivre que dans les extrêmes; elles ne se perpétuent qu'en se transformant ou en changeant de maître à chaque heure.

Le haute Vente n'avait pas compté sur cette capricieuse mobilité de l'influence. Après s'être vouée au mal, en s'offrant l'Église romaine comme but et comme enjeu de perdition, elle avait cru que tous les initiés des Sociétés secrètes, de la Franc-Maçonnerie ou du Carbonarisme, respecteraient ses préméditations d'attentat. Il n'en fut pas, il ne pouvait pas en être ainsi, et, dans une lettre à Nubius, Beppo révèle des prévisions qui seront bientôt des réalités.

« Nous marchons à grandes guides, écrit-il de Livourne le 2 novembre 1844, et chaque jour nous incorporons de nouveaux, de fervents néophytes dans le complot. *Fervet opus;* mais le plus difficile reste encore non-seulement à faire, mais même à ébaucher. Nous avons acquis, et sans de trop grandes peines, des moines de tous les ordres, des prêtres d'à peu près toutes les conditions, et certains monsignori intrigants ou ambitieux. Ce n'est peut-être pas ce qu'il y a de meilleur ou de plus présentable; mais n'importe. Pour le but cherché, un *Frate,* aux yeux du peuple, est toujours un religieux; un prélat sera toujours un prélat. Nous avons complétement échoué sur les Jésuites. Depuis que nous conspirons, il a été impossible de mettre la main sur un ignacien, et il faudrait savoir pourquoi cette obstination si unanime. Je ne crois

pas à la sincérité de leur foi et de leur dévouement à l'Église; pourquoi n'avons-nous donc jamais, près d'un seul, pu saisir le défaut de la cuirasse? Nous n'avons pas de Jésuites avec nous; mais nous pouvons toujours dire et faire dire qu'il y en a, et cela reviendrait absolument au même. Il n'en sera pas ainsi pour les Cardinaux; ils ont tous échappé à nos filets. Les flatteries les mieux combinées n'ont servi à rien, de telle sorte qu'à l'heure présente nous nous trouvons aussi peu avancés qu'à la première. Pas un membre du Sacré Collége n'a donné dans le piége. Ceux qu'on a sondés, auscultés, ont tous, au premier mot sur les Sociétés secrètes et sur leur puissance, fait des signes d'exorcisme comme si le diable allait les emporter sur la montagne; et, Grégoire XVI mourant (ce qui va arriver prochainement), nous nous trouvons, comme en 1823, à la mort de Pie VII.

» Que faire dans cette occurrence? Renoncer à notre projet n'est plus possible, sous peine d'un ridicule ineffaçable. Attendre un quine à la loterie, sans avoir pris de numéros, me paraîtrait trop merveilleux; continuer l'application du système, sans pouvoir espérer une chance même incertaine, me produit l'effet de jouer à l'impossible. Nous voici qui touchons au terme de nos efforts. La Révolution s'avance au galop, portant en croupe des émeutes sans fin, des ambitieux sans talent et des bouleversements sans valeur; et nous qui avions préparé toutes ces choses, nous qui avions cherché à donner à cette révolution un suprême dérivatif, nous nous sentons frappés d'impuissance au moment d'agir souverainement. Tout nous échappe, la corruption seule nous reste pour être exploitée par d'autres. Le Pape futur, quel qu'il soit, ne viendra jamais à nous; pourrons-nous

aller à lui ? ne sera-t-il pas comme ses prédécesseurs et ses successeurs, et ne fera-t-il pas comme eux ? Dans ce cas-là, demeurerons-nous sur la brèche et attendrons-nous un miracle ? le temps en est passé, et nous n'avons plus d'espoir que dans l'impossible. Grégoire mort, nous nous verrons ajournés indéfiniment. La Révolution, dont l'heure approche un peu partout, donnera peut-être un nouveau cours aux idées. Elle changera, elle modifiera ; mais, à vrai dire, ce ne sera pas nous qu'elle élèvera. Nous nous sommes trop renfermés dans le demi-jour et dans l'ombre ; n'ayant pas réussi, nous nous sentirons effacés et oubliés par ceux qui mettront à profit nos travaux et leurs résultats. Nous n'aboutissons pas, nous ne pouvons pas aboutir ; il faut donc succomber et se résigner au plus cruel des spectacles, à celui de voir le triomphe du mal que l'on a fait, et de ne pas partager ce triomphe. »

Afin de faire mieux saisir, dans son ensemble et dans ses détails, ce complot qui ne peut aboutir qu'à la perversion de plusieurs, sans même effleurer le Siége romain, nous avons anticipé sur les événements ; il importe d'y revenir.

Quand Léon XII s'entretenait avec le cardinal Bernetti ou d'autres princes de l'Église des tendances et des progrès du Carbonarisme, ce Pape, pour qui la peur était un non-sens, s'effrayait de l'avenir. Il s'écriait quelquefois dans son style imagé : « Et nous avons averti les princes, et les princes dorment encore ! Et nous avons averti leurs ministres, et leurs ministres n'ont pas veillé ! » Cette douleur, presque d'outre-tombe, s'épanchait ainsi, mais elle n'abattait pas le Pontife. Il sait que ses jours sont comptés, que son incurable maladie réclame des

soins incessants, et il travaille avec l'ardeur d'un jeune homme et la sagesse d'un vieillard.

L'Angleterre, par l'organe de Georges Canning, l'un de ses grands ministres orateurs, a fait entendre plus d'une fois à l'Europe qu'elle tenait les outres d'Éole emmagasinées dans son île, et que, d'un seul geste, elle pouvait les lâcher sur le monde. Ces paroles n'ont été d'abord acceptées que comme une menace vaine dont personne n'oserait assumer sur sa tête la responsabilité. Léon XII est plus clairvoyant : il a l'intuition des calamités que la politique anglaise peut jeter sur le monde. Pour faire contre-poids à ces malheurs futurs, il active, il presse dans tous les sens l'émancipation des catholiques de la Grande-Bretagne [1]. Canning a conféré à diverses reprises avec le cardinal Consalvi sur cette question aussi importante pour l'Église que pour le Royaume-Uni. Lord Harrowby, président du conseil des ministres, a sondé de vive voix le terrain, même auprès de Léon XII. Il a pénétré de quelle manière la Cour romaine entendait cet acte de salut; il s'est efforcé d'apprécier les conséquences qui en seraient déduites. Léon XII n'a reculé devant aucune investigation, et, avec la rectitude presque mathématique de son esprit, à force de bon sens, il est arrivé

[1] Le pape Léon XII avait voulu répondre de sa main à la dernière lettre que le roi Georges IV écrivit au cardinal Consalvi. Cette lettre n'était parvenue à Rome qu'après la mort du Cardinal. Le secrétaire d'État della Somaglia adressa la réponse du Pape sous le couvert de M. Canning. Mais alors un jurisconsulte de la couronne, nommé Copley, intervint, et il déclara que ni le roi ni le ministre ne pouvaient recevoir cette lettre ou communiquer avec le Saint-Siége, sous peine d'être mis hors la loi. Puis, avec son éloquence pleine de verve, Canning, en racontant la chose au Parlement, ajoutait : « Et des gens qui soutiennent de telles lois parlent encore d'intolérance! »

à démontrer au ministre anglais qu'il ne suffit pas de lancer la foudre sur les autres pour se débarrasser à tout jamais du fluide électrique.

La question d'Irlande était attachée aux flancs de l'Angleterre comme une plaie; il fallait la cautériser ou en mourir. Léon XII proposait un moyen terme propre à concilier les devoirs, les intérêts et les préjugés. La transaction, dont ce Souverain Pontife avait eu la première idée, était rationnelle et pratique. On lui donna une forme anglaise; puis, le 5 février 1829, Léon XII descendit pour la dernière fois dans les appartements du cardinal Bernetti, alors malade lui-même. Ce jour-là s'ouvrit au Parlement anglais la discussion, qui se termina par un vote de liberté en faveur des Catholiques. Le Pape l'avait ardemment désirée; il la voyait briller au-dessus de sa tête. Elle ne couronna que son cercueil, car, le 10 février, Léon XII expira; et, le 18 mars, la seconde lecture du bill d'émancipation fut acceptée par une majorité de cent quatre-vingts voix.

Selon une parole des saintes Écritures, ce Pape, comme le grand prêtre Simon, avait soutenu, pendant sa vie, la maison du Seigneur. Il fortifia le Temple et s'employa de tout son cœur à en réparer les ruines. Il en vit presque le triomphe, car l'acte d'émancipation des Catholiques anglais fut sa plus persévérante pensée. Les portes du Westminster protestant s'abaissèrent enfin devant l'indépendance de l'Église romaine; elles s'abaissèrent par le concours de tous les hommes de prévoyance intérieure, que la Grande-Bretagne peut toujours montrer avec orgueil à ses ennemis comme à ses amis. Léon XII mourut enseveli dans sa victoire; le temps l'a consacrée d'une manière impérissable.

Le pontificat de Léon XII, si court et néanmoins si plein de grandes luttes et de succès plus grands encore, a presque réduit la Révolution à un rôle secondaire. Les Sociétés secrètes firent silence devant ce moribond, qui ne vivait que par l'âme. Le pontificat de Pie VIII, bien plus court que celui même de son prédécesseur, sert de transition à la catastrophe de 1830.

Pie VIII, d'un caractère doux et modeste, d'une science profonde et d'une vertu éprouvée, avait été mêlé à toutes les affaires de l'Église. Cardinal François-Xavier Castiglioni, il s'était vu plus d'une fois appelé dans les conseils de Pie VII. Après avoir souffert la persécution pour le Siége romain, il en devenait l'un des ornements; mais élevé sur la Chaire de Pierre au moment d'une crise sociale, il pouvait être rapidement englouti.

Avec la résignation du martyr, il n'avait pas l'audace du lutteur, que le cardinal Joseph Albani, son secrétaire d'État, n'aurait pas mieux demandé que de lui inspirer. Albani était le dernier de cette forte race de princes de l'Église qui, dans le dix-huitième siècle, honorèrent le Saint-Siége et l'État par la fermeté de leur caractère et par la prudence de leur diplomatie. Il conseillait cette énergie tempérée qui finit toujours par triompher. Pie VIII était digne de suivre de pareils avis, mais comme la foi ne fut pas directement menacée, il ajournait, il hésitait. Il devait donc succomber à tous les coups que cette néfaste année de 1830 allait porter aux principes conservateurs. Élu pape le 31 mars 1829, Pie VIII mourut le 30 novembre 1830.

L'insurrection, dont les Sociétés secrètes et bibliques avaient fait le plus saint des devoirs, fondait sur l'Eu-

rope comme un ouragan. Paris avait levé l'étendard de la révolte, la Belgique et la Pologne suivirent cet exemple. L'Italie s'agitait; puis, dans la confusion de tous les droits, l'Europe, surprise et troublée, se laissait imposer la honte, afin de conserver une apparence de paix.

Charles X, qui ne fut roi que pour être père, s'est vu peu à peu réduit à la cruelle nécessité de préserver la France et son trône menacés en même temps par d'implacables factieux, car, ainsi que l'a dit la Rochefoucauld[1], « c'est l'étoile de notre nation de se lasser de son propre bonheur et de se combattre elle-même, quand elle ne trouve pas de résistance au dehors. » On a entouré le noble vieillard de tant de piéges et de tant de méfiances, qu'il lui est impossible d'échapper aux soupçons. Il n'a que le choix des fautes. En s'appuyant loyalement sur l'article 14 de la Charte, il signe, le 25 juillet 1830, des ordonnances auxquelles le texte et l'esprit même de cette Charte ne sont pas contraires. Ces ordonnances règlementent la liberté de la presse; elles tendent à en réprimer les plus criants abus. A quelques années d'intervalle, et examinées avec le sang-froid de l'expérience, ces ordonnances seraient peut-être acceptées comme un bienfait; elles furent le signal d'une révolution. Elle marchait contre le trône pour éclater plus directement sur l'Église; elle proscrivait la dynastie, mais c'était dans l'intention bien avouée de séparer la France du Siége romain.

Des banquiers, des historiens, des généraux, des avocats et des journalistes, s'étant distribué entre eux plus de célébrité que de considération, se trouvaient depuis longtemps placés à la tête de ce mouvement. Il se tra-

[1] *Mémoires de la Rochefoucauld*, p. 23. (Cologne, 1663.)

duisait en commotion intestine. On laissa les gamins de Paris, déjà affriandés au rôle de héros, faire dans les rues leur guerre de cannibales. On autorisa ces Benjamins de l'émeute à suppléer au génie militaire par des stratagèmes perfides. De vieux officiers, devenus courtiers du Libéralisme, leur enseignèrent l'art de se cacher, de ramper, d'attendre les soldats derrière une barricade et de les tuer en guet-apens, comme Caïn tua son frère. En substituant cette nouvelle tactique aux grands mouvements de la gloire, on décernait à l'assassinat les palmes du civisme, et l'on improvisait des héros, là où l'on n'aurait dû punir que des malfaiteurs. En France, où tout s'élève et s'abaisse selon les caprices du moment, le combattant de juillet eut son quart d'heure d'immortalité. Il fut acclamé grand citoyen par ceux qui l'avaient jeté sur le pavé, mais qui s'étaient bien gardés de l'y suivre, car jamais révolte ne compta autant de chefs après la victoire et n'en eut moins durant la bataille.

Ce qui s'était vu dans la première révolution se présenta dans la seconde et se reverra dans la troisième. Dans la première révolution, Louis Blanc initie la postérité à ces dévouements sans bornes, dont le peuple accepte, les yeux fermés, la sublimité un peu avariée. « Nous avons dit, raconte l'historien socialiste [1], que, parmi les promoteurs du mouvement, plusieurs évitèrent de se montrer. Tandis qu'on massacrait ceux qu'avaient conduits au Champ de Mars les discours emportés de Danton, de Fréron, de Camille Desmoulins, eux, ils étaient à la campagne, à Fontenay-sous-Bois, et, tranquillement attablés chez le limonadier beau-père de Danton, ils attendaient le résultat. »

[1] *Histoire de la Révolution française* par Louis Blanc, t. V, p. 377.

Les Dantons et les Camilles Desmoulins de 1830 ne dérogèrent pas à un exemple que les Thiers et les Dupins de 1848 s'empressèrent de suivre. La Révolution ne se bat que par des comparses. Quand le succès est venu, elle montre avec orgueil dans ses rangs tous ceux qui se contentèrent de faire des vœux pour un triomphe dont ils se déclarent les héritiers, sous bénéfice d'inventaire. L'émeute s'apaisait dans les rues, la Révolution commença dans les esprits. L'arc des forts était brisé : comme au I[er] *Livre des Rois*, les faibles se crurent remplis de force.

Personne ne songea que la France, après avoir trop détruit, ne pourrait rien fonder. On bâclait une Charte; on étayait un trône, vaille que vaille; on créait un roi par assis et levé : et à ces œuvres de longue haleine, qui alors ne coûtaient pas même six jours, on promettait, on assurait l'éternité : puis cette éternité aboutira comme tant d'autres à un gouvernement provisoire. A Paris, en effet, les Constitutions éprouvent inévitablement le sort réservé aux Vespasiennes du boulevard, elles sont abattues par l'émeute.

En 1830, quand les journées dites glorieuses intronisaient la liberté par le sac de l'archevêché, par le pillage des temples et par les proscriptions à l'intérieur; quand des magistrats descendaient sur la place de Grève pour honorer, avec des larmes déclamatoires, le souvenir des quatre sergents de la Rochelle et la conspiration sous-le drapeau, la plus dangereuse et la plus impardonnable de toutes les conspirations; quand la licence des esprits consacrait le dévergondage des théâtres, de semblables pensées ne préoccupaient guère les bénéficiers de la victoire. Ils avaient terrassé l'Église romaine dans la per-

sonne de quelques Prélats français; ils allaient faire triompher le Gallicanisme, en saluant l'abbé Châtel du titre de Primat des Gaules. Hyacinte de Quélen, archevêque de Paris, erre dans sa ville épiscopale, cherchant un asile que des savants, tels que Geoffroy Saint-Hilaire, sont heureux de lui offrir, et chaque soir le proscrit est traduit sur la scène, ou comme incendiaire, ou comme ayant, avec le Chapitre de Notre-Dame, dirigé un feu meurtrier sur le peuple.

Ce peuple des révolutions, auquel, dans un moment d'ivresse, on attribue toutes les vertus, se laissa persuader qu'il était effectivement digne de tous les éloges. Pour le prouver, il se mit, entre deux pillages, à fusiller de son autorité privée quelques pauvres femmes qui avaient choisi les voleurs pour modèles. Ce fut ainsi que le droit de propriété fut de nouveau sauvegardé. Dans les provinces les mêmes attentats se renouvelèrent. On autorisa le peuple souverain à bannir les Évêques et les Prêtres, dont la révolution craignait l'influence; on fit disparaître toutes les traces du culte catholique; on renversa tous les calvaires, objets de la vénération publique. L'État paya à tout venant une débauche officielle d'impiété, et la France, habillée en garde national, assista l'arme au bras à la chute de ses croyances [1].

[1] Le 30 novembre 1827, l'*abbé* de la Mennais écrivait à M. Berryer, dont la parole fut une puissance, et dont la vie entière est un modèle bien rare de fidélité à ses principes : « Je vois beaucoup de gens s'inquiéter pour les Bourbons; on n'a pas tort : je crois qu'ils auront la destinée des Stuarts. Mais ce n'est pas là, très-certainement, la première pensée de la Révolution. Elle a des vues bien autrement profondes; c'est le Catholicisme qu'elle veut détruire, uniquement lui; il n'y a pas d'autre question dans le monde. » (*Œuvres posthumes de F. Lamennais. Correspondance,* t. Ier, p. 303, Paris, 1859.)

Tandis que le fantôme de Lafayette évoque le fantôme de la liberté, le peuple change sa gloire contre une idole. Il parle de paix, et la ruine arrive; de sécurité, et il est frappé par la foudre. Le principe qui fait la santé des empires était renié; l'on court vers le chaos, sans même avoir la prescience des calamités prochaines. La France prodigue ses flatteries, ses enthousiasmes et sa fortune à des hommes d'aventure ou d'expédient. Dans ces longues années de dupes, elle ne ressemble pas mal à ces maris qui, après avoir abandonné l'épouse légitime et la mère de famille, enrichissent des courtisanes qui les trompent en se moquant d'eux. La France s'est donné de nouveaux maîtres. En conduisant le char de la Révolution à travers une mer de crimes et de sang, ces maîtres l'accrocheront à une borne.

Louis-Philippe d'Orléans était le roi de leur choix. Ce prince, qui fut sans contredit le meilleur de tous les hommes méchants, se trouva, pendant toute sa vie, dans la position de cet empereur Galba, s'apercevant enfin, selon le témoignage de Tacite, que les meilleurs partis à prendre étaient ceux auxquels il ne pouvait plus recourir. Né sans vices comme sans vertus, il avait été élevé, il avait vécu dans une corruption qui aurait gangrené la pureté elle-même. « Je ne veulx point embastarder les lys, » disait Charles d'Anjou, l'héroïque et terrible frère de saint Louis. L'histoire de tous les d'Orléans est l'opposé de ce sentiment si français. L'immoralité des uns, l'égoïsme des autres, l'ambition qui se développa chez tous, pèsent sur la vie de chacun d'eux comme la tache originelle sur la race humaine. Une fatalité, que les événements contemporains expliquent trop clairement, les punit aussi bien sur le trône qu'en exil, et Louis-Philippe

en est l'un des plus frappants exemples. Il sera en effet de ce très-petit nombre d'hommes qui, en négligeant l'épée pour le fourreau, firent de l'opposition à l'autorité, sans pouvoir obtenir l'estime publique, et qui furent exilés sans être plaints.

Dans le nombre de ceux qu'il devait aimer, il fut évidemment celui qu'il aima le plus, et souvent, pour mieux oublier son rang de prince, il alla jusqu'à oublier sa dignité d'homme. Il ne régna pas pour opprimer, mais pour corrompre. La facilité avec laquelle on renverse un trône est un signe de décadence; c'est peut-être un signe de plus incontestable décadence que la facilité avec laquelle on y monte. Louis-Philippe n'avait que des vues étroites, des calculs bourgeois et de mesquines passions; car les grandes passions sont aussi rares que les grands hommes. Condamné à n'acquérir jamais de gloire personnelle, il se créa une superstition assez peu productive de celles de l'Empire napoléonien. Il essaya d'exploiter Bonaparte, au détriment de sa famille.

Le 15 janvier 1799, le général Lafayette écrivait au bailli de Ploën : « M. d'Orléans qui avait fait sur la couronne une vile spéculation dans laquelle sa vie fut le seul prix qu'il ne risquât point, et son argent, le seul qui coûtât à son cœur. » Ce jugement, qui frappe le citoyen Orléans-Égalité plutôt que le roi Louis-Philippe, son fils, était présent à la mémoire de tous ceux qui, le 9 août 1830, lui décernèrent la souveraineté élective. On le connaissait et on le nomma, parce que chacun sentit que le désir des richesses allait devenir la racine de tous les maux. A son titre d'enfant de la Révolution, Louis-Philippe en ajoutait un autre qui combla de joie le cœur de tous les ennemis de l'Église : il se vantait d'être le der-

nier voltairien de son siècle. Il le fut peut-être; la Révolution lui en a bien tenu compte.

« Dieu soit loué et mes boutiques du Palais-Royal aussi! » s'écriait-il lorsqu'une pointe d'impiété bourgeoise mettait en goguette ce roi de lucre. « Enrichissez-vous et ne soyez pas pendus, » répétait-il aux complices de sa fortune et aux affidés de sa politique; puis à l'aide de ces deux axiomes, formant la base de son système monarchique, rien ne paraissait difficile avec un prince à qui l'on se réservait de suggérer toutes ses affections, à qui l'on prétendait commander toutes ses haines. Ceux qui l'avaient élevé au pouvoir voulurent lui faire continuer le régime inauguré sur les barricades. La guerre au trône et à l'armée avait pris fin; il importait de la prolonger contre l'Église. Louis-Philippe ne se croyait pas investi d'assez d'autorité pour empêcher le mal; tout ce qu'il put faire ce fut, pour ainsi dire, de le régulariser en l'ordonnant. Comme il le disait au 13 février 1831, il fit la part du feu, et pour sauver son Palais-Royal menacé par l'émeute, il sacrifia l'archevêché[1]. Sa résistance

[1] Les preuves de cet inqualifiable moyen de gouvernement abondent à chaque page du règne de Louis-Philippe d'Orléans. Ce n'est pas le lieu de les évoquer ici. Une seule suffira; nous l'empruntons à l'*Histoire de Dix ans* de M. Louis Blanc, t. II, p. 291 et 292. Le fait qui s'y trouve consigné fut attesté par François Arago lui-même, et n'a jamais été nié ou contesté par les hommes publics que l'écrivain désigne en les accusant.

« Là, comme la veille à Saint-Germain l'Auxerrois, raconte Louis Blanc, c'étaient les bourgeois qui avaient imprimé le mouvement et qui donnaient l'exemple. Ce qui fut perdu pour l'art et pour la science, dans ce jour de folie, est incalculable. Jamais dévastation n'avait été plus extraordinaire, plus complète, plus rapide, plus joyeusement insensée; car toutes ces choses s'accomplissaient au milieu d'une effroyable tempête de bravos, de rires, d'exclamations burlesques ou de cris furieux.

» Trop faible pour lutter contre les démolisseurs, M. Arago envoya le

au désordre moral ne dépassera jamais cette limite de la faiblesse ou de la complicité. Ainsi que tous les caractères indécis et hésitant entre le devoir et la popularité, il s'efforcera de ressembler à l'arc-en-ciel : il ne saura qu'arriver après l'orage.

Les barricades venaient de s'abaisser à Paris devant la Révolution couronnée; le 23 septembre, elles se relèvent à Bruxelles : mais, en Belgique, elles ont une autre raison d'être. Ce n'est pas pour asservir l'Église que le peuple combat, c'est pour s'affranchir du joug protestant. Seulement les partis, d'accord sur le but, ne s'entendent jamais sur les moyens. Il y a sous le drapeau brabançon, opposé à l'étendard hollandais, des hommes momentanément réunis par un égal désir de liberté, mais séparés à toujours par la diversité des croyances. Les Catholiques s'insurgent pour sauvegarder leur foi; les incrédules, devenus libéraux, font alliance avec les Catholiques, afin de précipiter l'avénement de l'idée antichrétienne.

frère de M. de Montalivet demander du renfort au commandant général de la garde nationale de Paris. L'envoyé ne reparut pas; il écrivit que les secours allaient arriver; ils furent vainement attendus. La surprise de M. Arago était extrême : il s'expliquait malaisément que le pouvoir se fît complice de l'émeute. Des ouvriers étaient occupés à abattre la croix de la cathédrale, il voulut les en empêcher; ils répondirent qu'ils ne faisaient qu'obéir à l'autorité, et montrèrent un ordre signé du maire de l'arrondissement.

» Du sac de l'archevêché à celui de la cathédrale il n'y avait qu'un pas. Le peuple menaçait de forcer les portes de Notre-Dame, où s'étaient réfugiés quelques gardes nationaux commandés par M. Schonen. M. Arago laisse sa compagnie dans la rue de l'Archevêché, s'avance vers le parvis de Notre-Dame à travers la foule qu'il dominait de toute la tête, et élevant la main : « Vous voyez cette croix qui s'ébranle sous les coups ré-
» pétés des démolisseurs; l'éloignement la fait paraître petite, en réalité
» elle est énorme. Attendrez-vous qu'elle tombe, et avec elle cette lourde

Guillaume de Nassau, le roi que les traités de 1814 donnèrent aux Pays-Bas, n'avait pas su dire comme son aïeul le Taciturne : « Il faut tenir les gens pour amis. » Encouragé d'abord par les Révolutionnaires et se laissant pousser à des actes aussi imprudents que vexatoires, le roi Guillaume s'était aliéné le cœur des Catholiques sans faire aucun progrès dans l'esprit des Francs-Maçons belges. Il s'élevait alors dans ce pays une génération d'hommes qui se formaient aux mœurs constitutionnelles sous la férule des régicides et des réfugiés français de 1815. Ils avaient d'abord applaudi aux mesures de rigueur et au despotisme religieux dont les Catholiques étaient les victimes. Le gouvernement, qui persécutait le Clergé, qui entravait à chaque pas sa mission, et créait des colléges philosophiques, ne pouvait être qu'un gouvernement plein de sagesse. La Révolution le stimulait par ses louanges intéressées; les Loges belges et les journaux démocratiques furent du même avis. Les uns et les

» balustrade en fer, qu'entraînera certainement le poids de sa chute? Re-
» tirez-vous donc, ou, je vous le jure, ce soir plus d'un fils pleurera son
» père et plus d'une femme son mari. » En disant ces mots, M. Arago prend la fuite comme frappé d'épouvante. La foule, effrayée, se précipite, tandis que, prévenus de ce qu'ils avaient à faire, les gardes nationaux s'élancent sur la place et s'établissent à toutes les issues. La cathédrale était sauvée.

» Mais, à l'archevêché, les démolisseurs poursuivaient leur œuvre avec une fureur croissante. Témoin de cette lugubre comédie, M. Arago frémissait de son impuissance, et comme savant et comme citoyen. Convaincu enfin qu'il y avait parti pris de la part du pouvoir de favoriser l'émeute, il allait donner ordre à son bataillon d'avancer, décidé à tout plutôt qu'à une résignation grossière, lorsqu'on vint l'avertir que quelques personnages marquants, mêlés aux gardes nationaux, les engageaient à laisser faire. On lui cita particulièrement M. Thiers, sous-secrétaire d'État au ministère des finances. Il l'aperçut, en effet, se promenant devant ces ruines avec un visage satisfait et le sourire sur les lèvres. »

autres avaient vu le prince de Broglie, évêque de Gand, condamné à être banni du royaume, et à cette violation si manifeste de la liberté individuelle, ils avaient applaudi.

Van Maanen et Goubau, les ministres de Guillaume, étaient libéraux, en ce sens qu'ils fermaient les missions, les séminaires et les maisons des Frères de la doctrine chrétienne. Le Libéralisme belge leur décerna la palme réservée aux apôtres de la tolérance. Un concordat fut négocié à Rome. Le cardinal Maur Capellari et le comte de Celles en ont posé les bases et aplani les difficultés. Ce concordat est la loi; le Libéralisme belge ne s'en préoccupe que pour exciter le gouvernement à trahir la foi jurée. Le gouvernement était hostile aux Catholiques plutôt par fausse position que par antipathie personnelle. La presse libérale de France le propose comme le modèle de tous les régimes parlementaires. Il procédait tout à la fois du Luthéranisme, du Joséphisme, du Jansénisme et du Gallicanisme laïque; la Révolution n'en demande pas davantage.

Mais, au milieu de certaines qualités inhérentes à sa race, Guillaume de Nassau n'avait jamais voulu comprendre à quoi peut servir un ennemi. Comme les rois et les grands de toutes les époques, peut-être s'effrayait-il beaucoup plus des probités intelligentes et des dévouements courageux qu'il ne pouvait dominer, que des servilités révolutionnaires, dont il aurait dû avoir le secret. On attaquait l'Église catholique; le roi protestant qui convoita la couronne de saint Louis laisse dire et laisse faire; mais peu à peu Guillaume s'aperçoit que les libéraux belges sont sur le point de briser le vase dont ils prétendaient n'enlever que la rouille.

L'hostilité dirigée contre l'Église les avait poussés à une hostilité plus dangereuse au trône des Pays-Bas qu'à l'Église. Le journalisme prenait goût à cette guerre d'escarmouches et de personnalités à l'adresse des pouvoirs établis. Il n'épargnait pas plus les ministres de l'État que le Sacerdoce lui-même. Guillaume crut de son devoir et de son intérêt de sévir. A l'instant même, les Libéraux contractent avec les Catholiques une de ces alliances qui provoquent bien les révolutions, mais qui ne fondent jamais le règne de la loi et de la liberté. Cette alliance avait, en 1790, porté des fruits de mort. Quarante ans plus tard, elle se renouvelait dans des conditions plus délétères encore, car le Libéralisme préparait l'avénement inévitable de la Démagogie et des Communistes. Le Franc-Maçon se constituait le pionnier volontaire de l'athéisme dans la loi et dans les mœurs.

L'armistice, signé entre les deux partis, devint un pacte fédératif, une espèce de conspiration, guettant son jour et son heure. Dans ce complot, peut-être tramé de bonne foi des deux côtés, il est évident qu'à la longue les Catholiques doivent succomber, parce que, Guillaume vaincu, ils se trouveront seuls en face de ces ennemis éternels du Siége romain, devenus pour une nécessité temporaire leurs alliés de circonstance. Les Catholiques sont plus riches et plus nombreux; mais ils n'ont pas au fond du cœur ce besoin d'agitation démocratique, d'ambition personnelle et de haine religieuse, qui tourmente le Libéralisme belge, comme tous les Libéralismes. Les Catholiques doivent donc d'avance se résigner aux discordes civiles ou à la servitude.

Deux hommes alors, partant de deux points de vue bien différents, arrivèrent néanmoins à la même conclusion. La

prince d'Orange, fils du vieux Guillaume, envisageait l'état des choses comme la Cour romaine elle-même. Il demandait au Saint-Siége des conseils indirects, et le cardinal Joseph Albani, ministre du pape Pie VIII, ne dissimulait pas les craintes dont son âme était agitée. Le 8 juin 1830, il écrivait au comte de Senfft de Pilsach :

« Je tremble, et non sans motifs, je suppose, de la pénible situation dans laquelle les Catholiques de Belgique se sont laissés engager. Le Saint-Père lui-même n'est pas rassuré sur l'état des esprits dans ce pays. La Révolution est un absorbant; l'union constitutionnelle signée entre les deux partis peut très-facilement engendrer des émeutes. En définitive, aboutira-t-elle à consacrer la liberté en faveur de l'Église? Nous savons ici, et de source certaine, que les Catholiques et les Libéraux se bercent de la même chimère. Elle serait à peine réalisable entre des anges, jugez avec des hommes. Les Catholiques y apportent trop de bonne foi pour que les autres ne soient pas tentés d'y mêler un peu de duplicité. Le succès obtenu, si succès s'obtient, qu'arrivera-t-il? Le roi des Pays-Bas ne peut être ni renversé ni amoindri : ce serait porter atteinte aux traités et à l'équilibre européen, qu'ils garantissent; mais le succès arrivé, savez-vous ce que fera Guillaume? Il se tournera du côté vers lequel il penche naturellement, il redeviendra libéral et persécuteur. Dans ce cas-là, le Libéralisme fera cause commune avec lui. Si, par des événements impossibles à prévoir, Guillaume était dépassé et entraîné, croyez-vous que les Catholiques se trouvassent beaucoup mieux d'un nouvel état choses? Tout bien examiné, je pense que le contraire devrait arriver. Ils n'ont, Dieu merci! aucun moyen révolutionnaire à leur disposition; ils aiment l'ordre, la paix et le

bonheur du foyer domestique. Ils n'agiteront pas, ils ne tiendront pas le pays toujours en éveil pour des questions irritantes ou oiseuses; ils resteront dociles et soumis au gouvernement. Ce sera donc laisser à leurs alliés d'aujourd'hui, qui seront évidemment leurs adversaires de demain, la victoire qu'eux, Catholiques, n'oseraient pas disputer.

» Le Saint-Père a des préoccupations de toute sorte, et jamais époque n'en a tant fourni aux méditations des esprits sages. En dépit de ses souffrances habituelles, Sa Sainteté n'est pas sans inquiétude sur le malaise que l'Europe accuse. Il nous semble ici qu'il y a plus de malentendus que de divergences entre les gouvernements et les peuples. Ne pourrait-on pas y porter remède? Dernièrement on m'a donné à lire une lettre particulière du prince d'Orange, qui fait autant d'honneur à son âme qu'à sa raison. Son Altesse Royale entre dans de très-graves considérations pour qu'on intervienne auprès des Catholiques belges, et qu'on les décide à séparer leur cause de celle des ennemis de toute religion et de toute autorité. Quoiqu'un peu tardive, la proposition me paraît avantageuse, en ce sens du moins qu'elle ferme l'issue à des périls inconnus. La lettre est dans de bons, de très-bons sentiments, qui honorent grandement ce prince. J'ai promis d'en parler au Saint-Père, et je suis d'avance assuré de son approbation, car il a peur, avant tout, de tout ce qui est fièvre irréligieuse. Nous pouvons bien imprimer un certain mouvement, mais c'est sur place même qu'il faut agir. A quatre cents lieues de distance, on ne connaît ni les caractères ni les faits, on ne peut donc conseiller qu'en généralisant. J'espère cependant que le prince d'Orange sera content de la réponse que j'ai don-

née, et qu'il pourra utiliser les indications qu'il croyait utiles pour se mettre en rapport avec des personnages influents. Je n'ai jamais caché que cette alliance, véritablement léonine, me paraissait une erreur, dont plus tard les Catholiques payeraient tous les frais. Rompre l'union à l'heure qu'il est, et sans lui offrir des garanties certaines et durables, me semble impraticable. C'est l'avis de tous les gens sensés; mais si un *mezzo termine* était proposable, je n'hésiterais pas à le conseiller au Saint-Père, et Sa Sainteté l'accepterait avec un bonheur tout paternel. Nous nous épouvantons à Rome de la situation difficile de l'Europe, et elle danse, elle rit, elle joue, comme si le danger était seulement pour nous. »

Séduits par le mirage de l'indépendance ou entraînés par les passions du moment, les Catholiques belges ne s'arrêtèrent pas aux conseils que le cardinal Albani inculquait de son propre mouvement. En 1790, la révolution du Brabant s'opéra plutôt contre le Joséphisme que contre la maison de Habsbourg-Lorraine. Cette révolution était conservatrice des principes religieux et des droits politiques; elle subit le sort que la Démagogie réserve inévitablement à tout ce qui, de près ou de loin, s'appuie sur elle ou se coalise avec elle.

L'objet des demandes à deux genoux n'est jamais le but des prétentions à main armée. En 1790, les garanties flamandes ou brabançonnes disparurent après quelques généreux efforts. Ces provinces servirent d'appoint à la conquête, et devinrent une annexe de la République française ou un département de l'Empire. Quarante ans plus tard, la même situation se renouvelle. Les Belges s'indignent de voir violer par des institutions protestantes la liberté de conscience. Malheureusement, pour se préserver

de l'arbitraire hollandais, ils font cause commune avec le Libéralisme. Le Libéralisme a besoin de leur concours; il se met à défendre du bout des lèvres et à honorer de son indifférentisme politique la foi des peuples et le Clergé, son allié de circonstance.

Un semblable compromis ne devait avoir qu'un temps. La Révolution va chercher à l'abréger, car pour elle les formes monarchiques ou constitutionnelles sont peu de chose. Ce qu'elle veut toujours et partout, c'est la ruine du Siége apostolique et la perversion des masses. Elle y tend par n'importe quels chemins.

Au milieu des effervescences de cette lutte moitié pieuse, moitié civile, les rivalités de zèle durent provoquer plus d'une exagération. Dans ce rêve d'offrir à l'Europe la Belgique comme le type le plus parfait du Gouvernement représentatif et comme l'inviolable asile de toutes les franchises municipales, politiques ou religieuses, on oublia de consacrer le règne de la loi. On se faisait libre, on ne voulut se soumettre à aucun frein. Dans l'espérance que la fraternité de 1830 serait toujours une vérité, on déchaîna les passions qu'il fallait dompter, on brisa les entraves qu'il était essentiel de rétablir. Ce fut sous de pareils auspices que s'inaugura la Révolution à Bruxelles. Il y eut du sang répandu et des héros pris, comme toujours, au coin de la rue. La Belgique est libre enfin; elle va, jusqu'en 1848, marcher dans l'ombre de la France.

A cette époque, la France chantait sa gloire sur tous les modes; et à chaque carrefour, ainsi que dans chaque centre administratif, il se formait un comité révolutionnaire. Ces comités se composent de banquiers en récidive de faillite, de patriotes en rupture de ban, d'officiers

en retrait d'emploi, de coureurs de places en veine de succès, d'avocats et d'hommes de lettres en disponibilité. Les Sociétés secrètes ont levé le masque; les comités d'insurrection se partagent le monde. L'un a jeté son dévolu sur la Pologne, l'autre va sonder le terrain en Belgique ou en Espagne, tous dirigent sur l'Italie la masse de leurs efforts. Le Siége apostolique n'a plus de chef, l'Église est veuve. Dans cette perturbation universelle, Rome peut donc, par un coup de main, tomber au pouvoir de la Révolution, qui dispersera le Conclave et brisera sur le cercueil du dernier Pape la dernière pierre sur laquelle s'appuie encore l'édifice lézardé du Catholicisme.

FIN DU TROISIÈME LIVRE.



Typ. Henri Plon.

LE PAPE GRÉGOIRE XVI.

LIVRE QUATRIÈME.

GRÉGOIRE XVI ET L'INSURRECTION DE JUILLET.

La Révolution dans les États pontificaux. — Conclave de 1831. — Élection de Grégoire XVI. — Le cardinal Bernetti, secrétaire d'État, en face de l'insurrection. — Le peuple de Rome s'arme contre la Révolution. — Portrait de Grégoire XVI. — Son attitude en présence du danger. — L'Angleterre dominant Louis-Philippe. — Plan du cabinet de Saint-James contre l'Église. — Protection accordée par l'Angleterre à toute idée de désordre. — De quelle manière procède cette puissance. — Ses moyens pour développer la Révolution en Europe. — Entente cordiale. — L'Angleterre pousse sous main Louis-Philippe à exiger des garanties en faveur des Romagnols. — Réalisation du projet anticatholique des Sociétés secrètes. — Conférences diplomatiques à Rome pour élaborer un mémorandum. — Intervention subreptice de l'Angleterre. — L'amnistie et le progrès. — Politique de Grégoire XVI. — M. de Bunsen, rédacteur du mémorandum. — Le mémorandum. — Position du Saint-Siége devant cette singulière intervention. — Le prince de Metternich la complique par sa politique. — Son portrait. — Dépêche du comte de Saint-Aulaire. — Bernetti conjure l'orage en semblant le favoriser. — Les garanties de Louis-Philippe et la réponse de Grégoire XVI. — Nouvelle insurrection du Libéralisme italien. — Les Sociétés secrètes proclament la déchéance du Pape. — Invasion d'Ancône par les Français. — Le dernier mot de lord Palmerston en faveur des insurgés. — L'Angleterre prend ses précautions pour les tenir toujours en haleine. — Examen du mémorandum. — Causes de la misère apparente dont souffrent les États romains. — Bilan officiel de ce qu'a coûté au Saint-Siége la Révolution depuis 1796. — Les Romains sont-ils plus à plaindre que les autres peuples? — Pourquoi les Sociétés secrètes et l'Angleterre cherchent-elles toujours à fomenter des troubles dans l'État pontifical? — Louis-Philippe fait demander à Grégoire XVI de consacrer par un bref le pouvoir de fait. — Différence qui existe entre l'autorité et le pouvoir. — Les faits accomplis et les principes. — Situation de l'Église en présence de tous les changements dynastiques opérés par la Révolution. — Rome et la fin providentielle du travail des siècles. — Gouvernement temporel de l'Église. — Prêtres et laïques. — Pourquoi les prêtres ne seraient-ils pas d'aussi bons administrateurs que d'autres classes de citoyens? — Saint-Simon et le Saint-Simonisme. — D'où vient cette prétendue doctrine? — Son origine et son développement. — Saint-Simon réformateur. — Ses disciples et le Père suprême. — Ils attaquent l'Église et tous les cultes. — La femme libre et l'épidémie de l'Industrialisme. — Le Saint-Simonisme et la loi agraire. — Les Millénaires et le Messie saint-

simonien. — L'Humanité-Dieu et la soif de l'or. — Chute et dispersion du Saint-Simonisme. — Charles Fourier et son système. — La théorie des quatre mouvements et le Phalanstère. — Comme Saint-Simon, Fourier se sert de la Révolution pour battre en brèche le Catholicisme. — Ses plans de rénovation universelle. — Ses utopies ridicules et ses idées atroces. — Les Harmoniens et les Humanitaires. — Les planètes et l'âme humaine. — Phalanstère idéal sur les ruines de l'Église. — Les disciples de Fourier et leurs doctrines. — Le Saint-Simonisme et le Fouriérisme engendrent le Communisme. — École de matérialistes née au souffle des révolutions. — Le Socialisme et la Religion chrétienne. — Les Sociétés secrètes s'emparent du levier communiste pour se composer une armée. — Babeuf et Mazzini. — L'abbé de Lamennais contre la Révolution. — Ses principes et ses projets, son caractère et ses tendances. — La raison générale et l'Église. — Léon XII et le cardinal Bernetti. — Leurs pressentiments sur l'abbé de Lamennais. — Chute de l'abbé de Lamennais. — Ses disciples et l'art chrétien. — Révolution dynastique en Portugal et en Espagne. — Le progrès constitutionnel s'inaugure dans le massacre et la proscription des prêtres. — Le cardinal Lambruschini, secrétaire d'État. — Grégoire XVI à Rome. — Le Pape et les Missions. — L'Église attaquée par les Sociétés secrètes. — Le Protestantisme introduit en Italie par les Sociétés bibliques. — La haute Vente s'effraye de ses corruptions. — La noblesse romaine et la bourgeoisie. — Grégoire XVI et les Congrès scientifiques. — Action de ces Congrès patronés par les Sociétés secrètes. — La Vente suprême désorganisée. — Progrès de la Révolution contre l'Église et contre les trônes. — Mazzini et sa correspondance secrète. — Indices accusateurs du mouvement préparé depuis si longtemps. — Mort de Grégoire XVI.

Afin de faire triompher ce dessein tant de fois conçu et si souvent avorté, jamais circonstances ne furent plus favorables. En dévoilant le complot tramé contre le Pontificat par la Vente suprême, nous avons vu qu'elle s'était mise en désaccord absolu avec les autres branches du Carbonarisme, et qu'elle s'opposait à la levée de boucliers projetée par les dissidents. C'est ce désaccord qui explique la réserve si peu attendue des Deux-Siciles et du royaume Lombardo-Vénitien. Le parti de l'unité italienne se fractionnait déjà, et la division régnait parmi les frères. Néanmoins l'exemple était si contagieux, le besoin d'enter une petite révolution sur une grande flattait tellement l'orgueil de certains Carbonari, que l'insurrection

fut décidée en principe et l'heure indiquée à Parme, à Modène, à Bologne, et dans toutes les villes des trois Légations. Le plan de campagne consistait à former des noyaux de patriotes recrutés un peu partout; le mot d'ordre était de marcher sur Rome et de s'en rendre maître pendant la vacance du trône. L'Angleterre avait fourni à l'Italie ses premières Bibles protestantes; par la même occasion, elle approvisionna les Sociétés secrètes de fusils et de munitions de guerre. Le Gouvernement de Juillet, hésitant d'un côté entre ses instincts révolutionnaires et de l'autre entre les antipathies ou le mépris de l'Europe qu'il redoute d'affronter, caressait les espérances démagogiques, sans oser les encourager tout haut. Des émissaires de quelques clubs parisiens, transformés en agents marrons de la diplomatie, traversaient les Alpes pour presser les hostilités et réglementer le désordre prévu.

De jeunes fous, étrangers à la Ville sainte et dirigés par quelques Anglais sans consistance ou par des vétérans de Société secrète, voulaient proclamer l'ère républicaine et l'affranchissement de Rome, tantôt sur la place Colónna, tantôt au portique d'Octavie. Les esprits s'inquiétaient ou s'échauffaient. On annonçait l'entrée des Autrichiens dans les Marches; la non-intervention officielle du Gouvernement de Juillet se changeait en subsides officieux et en conseils d'ami prudent. On espérait que l'absence de toute autorité suprême allait favoriser les prises d'armes, et que ces révoltes partielles, mais éclatant à la même heure sur divers points, paralyseraient de frayeur les Cardinaux réunis en conclave. Ils ne se laissèrent pas prendre au piége.

La Révolution avançait, les Sociétés secrètes arboraient

leur drapeau; ce jour-là, 2 février 1831, un nouveau Pape est acclamé. Grégoire XVI ceint la tiare au moment où la crise sévit dans toute son intensité. Ce n'était qu'un humble camaldule, élevé par son seul mérite aux honneurs de la pourpre romaine. On appréciait sa piété, son savoir et ses vertus; il n'avait jamais été en position de faire ses preuves de courage et d'habileté gouvernementale. A peine élu, il va les fournir.

C'est à Bologne que la révolte établit son quartier général. Bernetti reçoit ordre de partir immédiatement pour les Légations. Investi de pleins pouvoirs et cardinal-légat, il doit opposer la force à la force. Au moment de quitter Rome, l'insurrection éclate dans cette ville. Les périls de toute sorte environnaient le Siége apostolique. Grégoire et le Sacré Collége courent au plus pressé. Le cardinal Bernetti est nommé secrétaire d'État; il tiendra tête aux Sociétés secrètes dans la capitale du monde chrétien.

A l'aide de rumeurs exagérées, de fausses promesses et de victoires imaginaires remportées au loin par des insurgés fictifs, les Carbonari sont parvenus à répandre l'agitation dans une partie de la bourgeoisie romaine. Sous prétexte de carnaval, des étrangers de toute espèce envahissent la cité. On compte parmi eux de ces Anglais cosmopolites, qui, forts de la protection du Foreign-Office, se livrent avec impunité, chez les autres peuples, à des excès d'arrogance qu'ils ne toléreraient jamais dans leur île. Bernetti sait d'où vient le danger, il le conjure par de sages mesures. On a dit, on a écrit que le Saint-Siége se défiait du peuple; le 12 février, une garde civique est formée. Grégoire XVI, par la bouche du cardinal secrétaire d'État, fait appel au vrai peuple, à ces vieux Romains du quartier Dei Monti et du Transtevere. La

voix de Bernetti est entendue. Il a mis le doigt sur la plaie; il a révélé l'origine, les tendances et le but du complot. A la vue de ce peuple fidèle, qui acclame le nouveau Pontife et bénit la courageuse vigilance de son ministre, les Sociétés secrètes reculent. Elles sentent que l'heure de régner sur Rome n'a pas encore sonné; elles vont porter dans le patrimoine de Saint-Pierre la discorde civile, qu'il ne leur est pas permis d'introniser autour du Vatican.

Les proclamations patriotiques abondent. Chacun fait la sienne, comme dans les gouvernements provisoires; et au milieu de ces Légations, si fières de leur luxuriante agriculture, la guerre intestine se déclare. Bernetti songe à tout, il a pourvu à tout. Le ministère de Louis-Philippe a en vain promis aux insurgés de seconder leur mouvement. Le cardinal invoque le secours de la France: par l'organe de M. Belloc, son chargé d'affaires, la France est supposée répondre que son principe de non-intervention lui défend de s'immiscer dans les débats intérieurs de peuple à souverain. Rome ne s'étonne pas de la réponse, car elle savait que, dominé par l'émeute en permanence à Paris, le nouveau roi ne peut que former des vœux pour le succès de l'émeute au dehors. Il laisse donc à l'Autriche l'honneur de faire la police en Italie.

Cette insurrection, fomentée par les Sociétés secrètes, avait en réalité plus de chefs que de soldats. Les généraux et les colonels naissaient dans chaque ville, mais l'armée ne se renforçait guère. Les deux fils de la reine Hortense, Napoléon et Louis Bonaparte, y ont été appelés; ils firent là leurs premières armes. La reine Hortense raconte avec un orgueil tout maternel[1]: « Mon fils Louis,

[1] *Récit de mon passage en France en* 1831, p. 146.

de son côté, était près de Civita-Castellana; il en disposait l'assaut, et se croyait sûr de réussir, puisque tous les moyens de défense n'avaient pas encore été pris.

» Chose assez singulière et que j'ai sue depuis, un officier du génie, resté fidèle au Pape et qui, à Rome, avait donné des leçons à mon fils, le voyant de loin prendre des dispositions hostiles habilement calculées, disait avec une sorte de fierté : « Voyez ce jeune homme, comme il s'entend bien à tout cela ! C'est pourtant moi qui ai été son maître. »

Trompés alors par une fantasmagorie de faux Libéralisme, qui n'est cependant pas une tradition de famille, ces deux jeunes princes tentaient une aventure impossible. L'aîné succombe à Forli, victime de la rougeole; Louis est enlevé par sa mère; puis les Autrichiens d'un côté, l'armée pontificale et le peuple de l'autre, arrivent, à peu près sans coup férir, à calmer cette effervescence des Sociétés secrètes. Pour réaliser leur chimère d'unité italienne, elles avaient fait appel au concours de l'étranger. La France les abandonnait, l'Autriche vint leur démontrer l'inanité de leur rêve. En quelques jours l'insurrection fut dissipée, ou, comme Sercognani, l'un de ses chefs, elle demanda de l'argent pour mettre bas les armes. Il ne resta de vaincus que dans les prisons et sur les champs d'asile français, suisse et anglais, où le réfugié carbonaro va pratiquer l'art du guet-apens social et enseigner la science de l'assassinat politique.

Grégoire XVI inaugurait son pontificat par une double victoire. Il avait surmonté de cruels obstacles, il était devenu populaire à force de courage. Né en 1765 à Bellune, dans le royaume Lombardo-Vénitien, Maur Capellari n'a rien dû qu'à lui-même. Sa famille était peu fortunée, mais

le ciel avait doué ce camaldule de tous les dons de l'esprit, de sorte qu'il passa presque sans transition de la solitude au trône. Dans les splendeurs des palais apostoliques, il va conserver les modestes habitudes du cloître. Toujours simple, toujours frugal jusqu'à l'austérité, il vivra sous la tiare de son ancienne vie de religieux. Théologien profond, orientaliste distingué, écrivain qui a déjà fait triompher le Saint-Siége et l'Église dans plus d'un ouvrage, Grégoire XVI cimente son œuvre, en faisant triompher Rome et la Chaire de Pierre par ses vertus, qui laisseront le champ libre à celles des autres.

Ce Pape, aux charmantes naïvetés et aux saillies étincelantes de brio vénitien, avait pour principe que faire du bien aux méchants c'est faire du mal aux bons. Il aimait donc à être juste envers tous. L'iniquité fut l'horreur de ses lèvres. Habile comme un diplomate de naissance, gai comme un enfant, sincère comme un martyr, c'était dans l'honnête qu'il allait chercher l'utile. Quoiqu'il y ait toujours très-loin de l'endroit où l'on promet à l'endroit où l'on donne, sa parole, sacrée pour lui, était un fait accompli pour les autres. Il n'étendait le bras que là où il voyait clair. Heureux de pouvoir se passer des choses dont il n'avait jamais pris souci, il se plaisait, à ses moments de repos, au récit de ces petites anecdotes qui sont les bourgeons de l'histoire; et pour nous servir d'une expression de Bossuet [1]. « Nul homme ne craignit moins que lui que la familiarité ne blessât le respect. » L'innocence de son esprit aiguisait les délicatesses de son cœur.

Aussi lent à juger que prompt à agir, il prenait plaisir à s'aviser spontanément du mérite des autres; puis, dans cette Rome où il avait toujours vécu, tantôt comme obs-

[1] *Oraison funèbre du prince de Condé.*

cur admirateur, tantôt comme protecteur souverain des beaux-arts et des lettres, il ressentait cette finesse de l'air que les anciens trouvèrent au ciel d'Athènes. Dieu lui accorda la faveur de ne subir aucune des peines infligées à ceux qui vivent longtemps. Dans sa verte vieillesse, ce Grégoire XVI, au geste imposant, aux candeurs joviales et à l'attitude majestueuse, ressemblait à ces rochers qui ont reçu la sculpture des siècles. Contrairement à ce qui a été dit par les moralistes de tous les temps, il prouvait par sa conduite qu'il n'est rien de plus facile que de rester toujours le même homme. Tel était le Pontife qui, par sa fermeté, ainsi que par sa prudence, va comprimer l'essor des révolutions.

En ce temps-là, la démocratie, n'ayant plus de vœux à former, se complaisait dans la pensée de voir les Rois faire ses affaires. La Révolution passait parole à leurs ministres; ils lui accordaient partout droit de cité à coups de protocoles. A Londres, la conférence des quatre grandes puissances légalise l'insurrection belge; à Rome, d'autres ambassadeurs se mettent l'esprit à la torture pour déterminer quelles garanties ils imposeront au souverain. L'Angleterre était alors au point extrême de son omnipotence. Charles X fit, sans elle et malgré elle, la conquête d'Alger. Vingt jours après, Charles X tombait du trône. La première balle qui, le 27 juillet 1830, frappa un soldat français dans la rue Saint-Honoré était une balle anglaise [1].

Depuis Louis XVI jusqu'à Louis-Philippe inclusivement, tous les chefs de l'État qui, en France, refusèrent d'ob-

[1] Un Anglais, nommé Fox, tira le premier coup de fusil dans les journées de 1830. Il blessa un soldat de la garde royale et fut tué lui-même.

tempérer à la politique anglaise se virent menacés ou renversés par le vent des coalitions ou des insurrections. Canning était mort; une génération d'Éoles britanniques lui succéda. Ils arrivèrent au pouvoir avec l'idée bien arrêtée de réaliser la parole de lord Chatham. En 1764, au moment de la discussion relative aux troubles des Colonies américaines et au bill du timbre, le grand Chatham s'écriait : « Que deviendrait l'Angleterre si elle était toujours juste envers la France ? »

La France, qui n'a pas encore retourné la question pour se la poser à elle-même, la résoudra peut-être un jour; mais en 1831 elle n'en était pas là : Louis-Philippe encore moins. Le cabinet britannique se donnait déjà mission de protéger partout les intérêts révolutionnaires. Il n'avait eu que des vœux stériles et des meetings enthousiastes pour la Pologne; l'empereur Nicolas n'aurait pas toléré d'autres manifestations; mais en Italie, éternel champ clos des luttes européennes, il n'en était plus ainsi. L'Italie s'ouvrait à son pavillon et à ses agents; l'Angleterre demanda et obtint la faculté de dicter quelques lois au Pasteur suprême.

Un écrivain qu'elle a beaucoup admiré, mais qui, en échange, l'a beaucoup exaltée, disait dans un ouvrage consacré à la glorification de l'Angleterre [1] : « Le traité de Paris de 1814 est le chef-d'œuvre de la politique; c'est le travail d'hommes supérieurs et profondément versés dans la connaissance des hommes et des choses. Par ce traité, le gouvernement britannique a non-seulement fondé la puissance et la gloire de l'Angleterre, établi

[1] *Histoire de la politique des puissances de l'Europe, depuis la Révolution française jusqu'au Congrès de Vienne*, par le comte Paolo Chagny, t. IV, p. 274 (1817).

d'une façon inébranlable sa souveraineté dans toutes les mers, opposé des barrières insurmontables à tous les États qui voudraient nuire à son commerce; mais il y a déposé des semences de discorde qui doivent tenir longtemps toutes les puissances du continent dans un état d'inquiétude, de défiance, de rivalité, d'inimitié et de guerre. »

Ces semences de discorde, que l'Angleterre se vante d'avoir déposées dans les traités de 1814 et de 1815 et qu'elle saura faire germer, produisirent partout des moissons de troubles. A part leur haine carthaginoise contre Napoléon, haine à laquelle ils surent prêter les proportions d'un beau dévouement aux idées monarchiques et conservatrices, les Anglais, espèce de Centaures à tête de Tory et à queue de Whig, ne comptent dans leur histoire que des trahisons faites aux rois ou des banqueroutes faites aux peuples. L'égoïsme britannique est si profond, que, comme les meuniers, ils s'imaginent que le blé ne croît que pour faire aller leur moulin. Ils possèdent au suprême degré ces vices de l'âme qui rendent l'humanité odieuse. Dans cette Grande-Bretagne, île porte-sceptre, terre de majesté ceinte d'une mer triomphale, suivant la poétique image de son Shakspeare, l'Anglais, cet épicier sinistre, fouette la boue pour essayer d'en extraire de la crème. L'inconséquence est le bonheur de sa politique.

Durant près de quarante années d'une paix providentielle, il a été donné à l'Europe de prospérer dans l'abondance, de s'enrichir par le travail et de grandir par toutes les merveilles des arts et de l'industrie. L'Angleterre, qui aurait voulu diriger et rapporter à elle seule ces pacifiques victoires, a cru que, puisqu'il lui était

interdit de les confisquer à son profit, il lui appartenait au moins de les enrayer. Ce sentiment de jalousie, mêlé de lucre, s'est propagé dans toutes les classes, maintenant il fait partie intégrante de leur patriotisme.

Des sommités de la naissance, de la fortune ou du talent, il est descendu dans la nation. Afin de perpétuer son règne de marchande, l'Angleterre a pensé qu'il fallait perpétuer et vulgariser la Révolution à tous les coins du monde. Elle déchaîne donc volontairement les orages, et, persuadée qu'elle n'en ressentira jamais la commotion, elle les porte, avec le produit de ses manufactures, tantôt ici, tantôt là. On la rencontre partout, excepté dans ses possessions, élevant au-dessus de la tête des peuples, comme une bannière d'indépendance et de bonheur futur, cette robe de Déjanire constitutionnelle qui doit aller à toutes les tailles.

Ce qu'elle avait vu faire à l'Indien conducteur d'éléphant, il lui a convenu de l'appliquer à l'Europe; c'est à l'aide de la recette indienne qu'elle s'ingénie à placer les peuples sous la nécessité des agitations à courte échéance. L'Angleterre avait remarqué que le cornac a soin d'entretenir, dans la partie supérieure du cou de l'éléphant, une plaie vive que l'on embaume, et que l'on tient toujours béante avec des huiles balsamiques. Perché sur le cou de l'animal, et armé d'une espèce d'instrument de torture en cuivre ou en argent, l'Indien suit de l'œil les mouvements du colosse. S'il n'obéit pas à l'ordre; s'il ne se prête pas avec souplesse à tout ce que le cornac a résolu, aussitôt le dard est enfoncé, est retourné dans la plaie. L'éléphant pousse un cri de douleur, mais il ne résiste plus.

Cette expérience de la blessure faite dans le vif et

entretenue par de savantes préparations, avait réussi aux Indes. De l'éléphant, les Anglais l'appliquent à l'Europe.

La Révolution a été pour eux cette plaie qu'ils enveniment ou qu'ils cicatrisent à leur bon plaisir. Elle leur a servi à troubler les royaumes et à obtenir des gouvernements toutes les concessions favorables à leur cupidité. Les plaintes ambitieuses de quelques mécontents se proclamant le peuple, les soulèvements partiels, les troubles commandés, les scandaleuses protections, dont le pavillon anglais fait trafic, les appels à la révolte, les outrages aux souverains, le réveil hypothétique des nationalités opprimées, tout, entre les mains du cabinet de Saint-James, était devenu l'arme dont l'Indien se sert pour aviver la plaie. Afin de manier cette arme en plus grande sûreté de conscience anglaise, le gouvernement britannique s'associa la presse des trois royaumes. Il lui tend le bras pour qu'elle lui rende la main. Anarchique au dehors par ses besoins comme par ses moyens d'action, cette presse subit à l'intérieur le contre-coup des idées dont elle a semé le germe. Elle ne chercha jamais ce qui était raisonnable et logique, elle a toujours rencontré ce qui était insensé. Instruite à avoir horreur de ce qui est noble, juste et vrai, elle se sent fatalement destinée à tomber dans le faux.

Flottant au gré de tous les vents comme un vaisseau démâté, cette presse anglaise n'a jamais pu consentir à éloigner le déguisement de sa bouche et l'artifice de ses lèvres. Elle a foulé la tête des princes et des peuples comme sous le pressoir; elle ne trouva jamais une heure de remords pour rougir de ses colères sans motifs, de ses calomnies sans haine, de ses accusations sans fon-

dement, de ses insultes sans courage et de ses passions sans vérité. Réduite à l'état de puissance de dissolution, elle ne jette plus sur le rivage que de l'écume ou des débris. Ses polémistes, espèce d'Arétins collectifs, tenant boutique de louange ou de blâme, mettent la diffamation en commandite et s'engraissent de l'opprobre, après avoir forcé la flatterie à leur rendre un dividende trimestriel.

Toujours disposée à réconcilier sa conscience avec les excès qu'elle patronne ou qu'elle amnistie, cette presse a vu qu'il n'y avait rien de plus facile que de dominer les rois faibles par l'intimidation, et les peuples crédules par le mensonge. Confiante dans la parole du prophète Jérémie, elle s'est dit « que le léopard tiendrait toujours les yeux fixés sur ses villes et qu'il déchirerait ceux qui en sortiraient » ; mais elle a refusé de croire qu'il pouvait se lever un jour où Tyr, la fille aînée des mers, deviendrait encore une plage déserte, sur laquelle les pêcheurs feraient sécher leurs filets.

Avide et impassible, la politique anglaise éprouve le besoin incessant d'évoquer des conflits. Elle a, dans ses docks, quelques chartes avariées, plus d'une vieille constitution dont elle cherche l'emploi, car pour elle tout se borne à demander, à recevoir ou à prendre. Les Spartiates affirmaient que tous les pays où la pointe de leurs lances pouvait atteindre leur appartenaient par droit de conquête. Les Anglais accordent le même privilége à la proue de leurs vaisseaux. Dans ce singulier pays où l'on est mûr à vingt-trois ans, comme William Pitt, premier ministre à cet âge, et où l'on se croit plus jeune que jamais à soixante-quinze, comme lord Palmerston, le bien n'est pas toujours à côté du mal. En France, on se

passionne pour des mots, en Angleterre pour des intérêts positifs. Là, le pouvoir n'a qu'une préoccupation : ouvrir au commerce de nouveaux marchés pour qu'il ne soit vaincu sur aucun champ de bataille du travail. Cette émulation serait excusable; mais est-il donc nécessaire de tuer les abeilles, afin de manger plus tranquillement leur miel? Faut-il qu'un peuple entier ait des secrets honteux comme la conscience? Doit-il se servir de sa langue comme d'un arc afin d'en lancer des traits d'imposture et non de vérité? Enfin est-il toujours profitable de se faire le fléau de Dieu pour rançonner l'humanité?

Au commencement de ce siècle, l'Angleterre a travaillé efficacement, et par tous les moyens dont elle dispose, à l'émancipation des Colonies espagnoles. Elle prétendait profiter seule du démembrement de la monarchie de Charles-Quint, et accaparer ainsi les découvertes de Christophe Colomb et de Fernand Cortez. Mais l'abus de la force et le succès d'une politique égoïste ont toujours un terme providentiel. Les Anglais, par eux-mêmes comme par leur diplomatie, entreprirent dans l'Amérique du Sud un long travail de décomposition. Ce travail devait fatalement tourner contre les Colonies espagnoles; nonobstant les Anglais n'en ont pas recueilli les fruits : il s'est fait pour le compte des États-Unis. La Grande-Bretagne a semé le désordre, les États-Unis en profitent.

Ce qui s'est vu au delà des mers peut très-aisément se revoir sur le continent. Mais l'Angleterre, qui, selon l'occurrence, pactisera aussi vite avec Gracchus qu'avec Néron, et qui fournira, à prix débattu, autant de poignards ou de bombes fulminantes pour assassiner les rois que de chaînes pour garrotter les peuples, l'Angleterre n'est res-

tée fidèle qu'à une aversion. Cette Locuste politique qui, à force de manipuler des poisons révolutionnaires, finit par s'empoisonner elle-même, a renié ses vieilles traditions diplomatiques, changé ses alliances, imposé à l'Europe de nouveaux devoirs, et préparé peut-être de nouvelles calamités. Elle a toujours voulu rester l'implacable ennemie du Siége romain; elle cote les révolutions, mais elle tarife l'hérésie.

Quel que soit le parti qui triomphe sur les Hustings ou dans le Parlement, il ne manquera jamais de saupoudrer sa politique d'un grain de sentimentalisme révolutionnaire et antipapiste. Les Whigs comme les Tories sont négrophiles, bibliques et libres-échangistes. Ils prêchent l'émancipation des peuples en opprimant l'Irlande; ils prennent sous leur patronage les démagogues du monde entier, en faisant mourir les Ioniens insurgés sous un simulacre de cour prévôtale; ils protégent le Turc, afin d'asservir les Chrétiens; ils font de la propagande sociale, en empoisonnant la Chine d'opium frelaté; mais ces diverses sortes d'industrie n'ont jamais détourné l'Angleterre de son aversion antiromaine. Les mouvements des Carbonari en Italie lui fournirent une occasion toute naturelle de donner à ces sourdes inimitiés un vernis d'intérêt libéral.

Mis en quarantaine par les vieilles royautés, Louis-Philippe, représentant de la Révolution, n'avait trouvé qu'en Angleterre une espèce de sympathie conditionnelle. Le gouvernement britannique avait habilement calculé qu'avec une autorité si précaire et un prestige si peu royal, l'élu des barricades ne pouvait être qu'un vassal et non pas un allié. Cette disparité, bien établie en Europe, doublait la force morale du cabinet de Saint-James, tout en

lui permettant de traîner à la remorque de ses vaisseaux le pavillon tricolore.

Quoique juste en apparence, le calcul néanmoins péchait par sa base; car si le peuple français a une antipathie nationale, si, des côtes de Bretagne aux rives de Provence, des bords du Rhin aux Pyrénées, il est parlé d'un pays hostile à ses mœurs, à ses goûts, à son caractère; si, dans l'histoire, depuis Azincourt jusqu'à Waterloo, même en passant par Fontenoy, des rivalités de toute nature ont éclaté et forment encore l'apanage d'orgueil ou de vengeance des Français, soyez sûr que c'est à l'Anglais que s'adressent toutes ces répugnances et toutes ces malédictions. Pour tirer sur un Allemand, sur un Espagnol ou sur un Russe, la France est obligée de mettre le feu à ses canons; contre l'Anglais, ils partiront toujours d'eux-mêmes.

Le besoin d'alliance fit oublier à la dynastie d'Orléans la plus irrémédiable des fautes du Régent : elle accorda au cabinet britannique le droit d'examen et de censure sur l'Europe, au profit de la Révolution. Ce fut dans la capitale du monde chrétien qu'eut lieu le premier essai d'un semblable compromis.

A diverses reprises, Rome n'avait eu qu'à se féliciter de ses rapports indirects avec les souverains ou les ministres de la Grande-Bretagne. William Pitt l'avait honorée dans la personne du pape Pie VI; le roi Georges IV lui avait témoigné une cordiale affection dans la personne du cardinal Consalvi. De hautes notabilités avaient, en Angleterre, suivi cet exemple. Elles le suivront même encore, alors que le cabinet de Saint-James déviera complétement de la route tracée. Mais à cette date de 1831, comme plus tard, ce ne sera pas à lord Palmerston ou à

ses imitateurs que seront dues ces traditions de justice et de bon goût.

L'Europe consternée tremble devant la Révolution. Elle n'ose ni la combattre ni l'affronter : c'est tout au plus si, dans ses paniques, elle a la force de lui offrir le Pontificat en pâture. La Révolution annonce qu'elle va en finir avec l'Église. L'Europe saisit ce moment pour demander au Saint-Siége des réformes, dont le Carbonarisme a proclamé l'indispensable nécessité. C'est, pour ainsi dire, la dernière branche de salut à laquelle s'attachent les monarchies, sentant le besoin de jeter le gâteau de miel et de pavots pour endormir le Cerbère de la démagogie.

L'Autriche, qui cherche à maintenir à tout prix la paix dans la péninsule italienne, est d'avis que le Pape peut très-bien, vu l'imminence du péril, se prêter à des concessions inoffensives. La France en propose un simulacre, afin, s'il est possible, de fermer la bouche aux orateurs et aux journaux qui stipulent au nom des Sociétés secrètes; mais ici l'intervention anglaise se manifeste. Une conférence a été indiquée à Rome pour élaborer un projet de réformes entre les puissances catholiques. Le gouvernement de juillet, sous prétexte de contre-balancer l'influence autrichienne, demande l'aide et la participation d'un ministre britannique, accrédité auprès de cette même conférence en germe. Le ministre anglais est octroyé à Louis-Philippe. Ce ministre, qui vient pour traiter des affaires romaines, n'aura même pas de lettres de créance pour le Saint-Siége. Mais l'Autriche, usant du même privilége, appelle les plénipotentiaires de Russie et de Prusse.

Ce n'étaient plus déjà des amis ou des enfants qui

allaient respectueusement et à huis clos étudier la chose paternelle. L'immixtion de la diplomatie et la publicité donnée à cette assemblée, modifieront du tout au tout la situation. Rome pouvait et devait peut-être la décliner; dans l'état des esprits, Grégoire XVI ne jugea pas à propos d'invoquer son droit souverain. Depuis Constantin et Charlemagne, le Saint-Siége aime à se savoir protégé par les secondes majestés de la terre; néanmoins il ne veut pas que cette protection filiale se change pour le Pontificat en servitude déguisée, ou qu'elle lui crée un embarras permanent.

La conférence s'ouvrit en avril 1831. Elle se composait du comte de Lutzow pour l'Autriche, du prince Gagarin pour la Russie, du comte de Saint-Aulaire pour la France, de M. de Bunsen pour la Prusse et de M. Broock-Taylor pour l'Angleterre. Sir Hamilton Seymour remplaça bientôt ce premier délégué du cabinet britannique. Le marquis de Croza, envoyé de Sardaigne à Rome, fut admis avec voix consultative; mais le Piémont était encore bien loin du temps où il viendra au congrès de Paris, en 1856, accuser la Papauté de tous les malheurs de l'Italie.

Cette réunion, formée par le vent des révolutions et amenée par le décousu des événements à s'occuper de matières absolument étrangères à ses études, n'avait point de parti pris contre le Saint-Siége; elle lui était même favorable à deux exceptions près. Les comtes de Saint-Aulaire et de Lutzow, esprits éclairés et justes, se faisaient honneur d'être catholiques et d'en pratiquer sincèrement les devoirs. Le prince Gagarin, conciliant et modéré par caractère, comme tout bon diplomate russe, avait ordre de l'empereur Nicolas de n'envisager la question italienne qu'au point de vue des principes de la légitimité. M. de

Bunsen, ancien secrétaire d'ambassade du célèbre historien Niebuhr, a pendant plus de dix années respiré l'air de Rome. Quoique protestant d'un mysticisme exagéré, il ne trouve encore rien dans son âme d'hostile à la Chaire de Pierre. Ses répugnances antichrétiennes et son éclectisme d'indifférence ne se manifesteront que plus tard. Le marquis de Croza est un Piémontais fidèle. L'envoyé anglais seul, au nom de son gouvernement, affiche un profond dédain pour la Cour apostolique, et une tendresse véritablement paternelle à l'égard de tous les insurgés. Cette attitude, prise par Broock-Taylor et par sir Seymour, était peu faite pour leur donner dans la conférence une autorité quelconque. Ils n'en eurent jamais aucune; là, néanmoins, pour le cabinet anglais, n'est pas la question principale.

Sous le couvert diplomatique, on allait, comme en contrebande, permettre aux sujets d'instruire le procès du souverain. A cette majesté temporelle est jointe une suprématie spirituelle que l'Angleterre ne reconnaît plus, mais que, dans des vues purement humaines, elle essaye de battre en brèche. L'Angleterre croit qu'il est de son intérêt mercantile d'agiter l'Europe; elle s'improvise donc partout et toujours l'auxiliaire des mouvements les plus opposés. Elle se jette dans les bras de toutes les insurrections; elle leur vend des drapeaux et des armes pour le combat; elle leur assure l'hospitalité en cas d'insuccès. Tout cela est escompté et garanti par l'espérance d'une insurrection prochaine.

Ainsi posée à Rome, et ne cachant ni ses moyens ni ses prétentions, la diplomatie britannique devait compter sur peu de chances heureuses dans la conférence. Sir Seymour ne s'en préoccupait guère. Ce n'était pas pour

des Italiens, et encore moins pour des Romains, qu'il avait ordre de déployer les ressources de son zèle.

Dans cette occurrence, on pouvait très-aisément susciter à l'Église de graves embarras. On la plaçait inopinément en face de certains mécontents, dont on élevait l'irritation jusqu'au sublime du patriotisme. Bon gré mal gré, on contraignait les grandes puissances à se porter caution pour des rebelles. Les grandes puissances ne virent pas le piége qui leur était tendu. Heureuses d'amuser l'Europe révolutionnaire avec l'idée des réformes exigées du Roi-Pontife, elles crurent qu'il leur serait permis de sauter à pieds joints le fatal fossé de 1830. L'Angleterre calcula mieux qu'elles. L'Angleterre ne vit dans cette conférence fortuite qu'un moyen de prendre sous son patronage toutes les insurrections.

En exagérant d'un côté les plaintes faites au Pape sur son gouvernement, en répandant de l'autre, parmi les masses, tantôt que le Saint-Siége avait concédé, tantôt qu'il s'était obstiné à refuser, on semait la désaffection, on entretenait l'esprit de trouble, et on arrivait peu à peu à une situation insoluble. Seymour avait ordre de placer un jalon anglais en vue de soulèvements ultérieurs. Il devait offrir aux Carbonari un prétexte toujours plausible d'émeute, et à l'Angleterre un motif toujours quémandé d'intervention immorale, offerte aux citoyens par ses exigences contre le prince. Ce double but fut atteint, et les Sociétés secrètes se trompèrent si peu sur l'importance de la mission anglaise, que, dans l'abandon de leurs lettres intimes, elles se félicitent du succès, même avant l'entreprise.

C'était une pensée singulièrement malheureuse, en effet, que celle d'imposer à un monarque indépendant

des conseils publics, des admonitions sévères et l'art de gouverner ses peuples, selon la recette que l'idée antichrétienne se chargerait de lui fournir. La dignité du prince n'avait pas plus à y gagner que le bonheur public; mais la Papauté devait y perdre en autorité et en prestige. On affaiblissait l'un aux yeux des Romains, on dénaturait l'autre en plaçant le Pontificat sur la sellette et en lui prouvant, par voie d'induction comminatoire, que lui, qui se prétend l'arbitre spirituel de toutes les consciences, ne peut même pas parvenir à satisfaire aux vœux temporels d'une minime fraction d'Italiens.

Outrageante dans son principe, impolitique dans ses résultats, condamnée d'avance à une œuvre caduque, la conférence déposait dans le Patrimoine de Saint-Pierre un germe de discorde éternelle et une semence de révolte intérieure. Ne venait-elle pas, par une démarche inouïe dans les fastes de la diplomatie, afficher aux quatre coins de l'État l'insuffisance ou l'impéritie du Sacerdoce dans la gestion des affaires civiles? Ne proclamait-elle pas que les prêtres n'étaient plus aptes à gouverner?

Grégoire XVI et le cardinal Bernetti avaient sagement prévu les complications de tout genre qu'une pareille immixtion ferait naître. Il leur était impossible de s'opposer à cet envahissement à main diplomatiquement armée; la Cour romaine le subit, n'attendant d'autre remède que le poison, d'autre soulagement qu'une crise nouvelle dans une crise à peine calmée. La première question agitée par la conférence fut la question d'amnistie.

Deux mille réfugiés, compromis ou se vantant d'être compromis, promenaient à Paris et à Londres leurs larmes de théâtre et leur désespoir de convention. Ils se plai-

gnaient du despotisme clérical et du poids des chaînes imaginaires que l'Inquisition leur fit porter. L'Angleterre et la France leur témoignaient une pitié officielle et soldée, qui dut exalter leur ambitieux espoir, tout en donnant satisfaction à des calculs moins élevés. On décida que le Saint-Siége avait eu tort de se défendre contre une agression inqualifiable. On alla plus loin : le Pape fut presque mis en devoir d'accorder un pardon préventif, qui garantissait les rebelles contre toute tentative de future insurrection.

Les édits du cardinal Bernetti ne pactisaient guère avec l'émeute; mais plus le ministre se montrait sévère en paroles, plus il était doux dans les actes. Les dépêches des ambassadeurs constatent ce fait significatif, et le comte de Saint-Aulaire et le prince Gagarin ne se cachent pas pour annoncer à leurs gouvernements, « qu'un jour cette modération extrême sera préjudiciable au Pontificat. » Louis-Philippe et ses affidés en étaient aussi convaincus que les ambassadeurs; mais il fallait se prêter aux mélodramatiques anathèmes des réfugiés et aux clameurs de l'opposition. Louis-Philippe laissa faire, et la conférence rédige un projet d'amnistie permanente. Ce projet légitime toutes les révoltes à venir, il ne flétrit que la fidélité.

La conférence était mise en demeure de formuler les diverses améliorations réclamées par les États pontificaux. Étrangère au pays, et n'en connaissant que d'une manière très-superficielle les mœurs, les lois, les besoins, les intérêts et les vœux, elle subissait, presque malgré elle, le tumulte des événements. Sans approfondir les questions, sans même les étudier, elle s'imaginait que, pour déraciner des abus supposés, il fallait créer de cer-

tains droits et féconder de certaines libertés. A une population essentiellement agricole ou pastorale, et vivant sans bruit comme sans éclat de ses travaux journaliers, elle se proposait d'apporter une théorie de réformes politiques. Des avocats, des médecins, des artistes, des étudiants, des juristes de toutes les écoles, tuileurs dans les loges maçonniques, novices à barbe grise dans les Sociétés secrètes, des jeunes gens, échauffés par la fièvre du Libéralisme et du progrès, réclamaient à grands cris une interminable série de priviléges. La conférence, prenant le bruit de quelques-uns pour le vœu de tous, se mit à la peine afin d'y répondre dignement. L'embarras consistait à faire sortir de cette diversité d'aspirations un code qui, tout en assurant le bonheur des sujets, dût néanmoins et dans une mesure équitable en apparence, ne pas trop annihiler les prérogatives pontificales et l'autorité du souverain.

Le principe des réformes était posé à Paris et à Londres. Les émeutes de la tribune ou de la rue, les meetings des réfugiés et les dépêches de lord Palmerston le commentaient. De ce principe, il restait à la diplomatie à tirer les conséquences. Personne ne savait auxquelles s'arrêter. Les uns parlaient d'accorder aux États de l'Église tous les droits politiques, incompatibles avec son économie; les autres voulaient limiter son action et contrebalancer son influence au dehors, en lui suscitant au dedans des obstacles de toute nature. Les opinions étaient aussi divergentes que les croyances; on s'entendit pourtant sur un point. On convint qu'en sa qualité d'archéologue M. de Bunsen devait mieux qu'un autre connaître les moyens d'améliorer le sort des populations romaines. Il fut donc chargé par la conférence de minuter

l'acte connu dans le monde officiel sous le nom générique de *Memorandum*.

La rédaction de ce document diplomatique appartient en propre au ministre prussien; on s'en aperçoit assez facilement au style. Voici cette pièce, qui, depuis vingt-sept ans, a été si controversée, si souvent évoquée et jamais publiée. Elle est, à plus d'un titre, du domaine de l'histoire.

I.

« Il paraît aux représentants des cinq Puissances que, quant à l'État de l'Église, il s'agit, dans l'intérêt général de l'Europe, de *deux points fondamentaux :* 1° que le gouvernement de cet État soit assis sur des bases solides par les *améliorations* méditées et annoncées de Sa Sainteté elle-même dès le commencement de son règne; 2° que ces améliorations, lesquelles, selon l'expression de l'édit de Son Excellence Monseigneur le cardinal Bernetti, fonderont une ère nouvelle pour les sujets de Sa Sainteté, soient, par une *garantie intérieure,* mises à l'abri des changements inhérents à la nature de tout gouvernement électif.

II.

» Pour atteindre ce but salutaire, ce qui, à cause de la position géographique et sociale de l'État de l'Église, est d'un intérêt européen, il paraît indispensable que la *déclaration organique* de Sa Sainteté parte de deux principes vitaux :

» 1° De l'application des améliorations en question non-seulement aux provinces où la révolution a éclaté, mais aussi à celles qui sont restées fidèles, et à la capitale;

» 2° De l'admissibilité générale des laïques aux fonctions administratives et judiciaires.

III.

» Les améliorations même paraissent devoir d'abord embrasser le système judiciaire et celui de l'administration municipale et provinciale.

» *A.* Quant à l'*ordre judiciaire*, il paraît que l'exécution entière et le développement conséquent des promesses et des principes du *motu proprio* de 1816 présente les moyens les plus sûrs et les plus efficaces de redresser les griefs assez généraux relatifs à cette partie si intéressante de l'organisation sociale.

» *B.* Quant à l'*administration locale*, il paraît que le rétablissement et l'organisation générale des municipalités élues par la population, et la fondation de franchises municipales, qui réglerait l'action de ces municipalités dans les intérêts locaux des communes, devrait être la base indispensable de toute amélioration administrative.

» En second lieu, l'organisation de *conseils provinciaux,* soit d'un conseil administratif permanent, destiné à aider le gouverneur de la province dans l'exécution de ses fonctions avec des attributions convenables, soit d'une réunion plus nombreuse, prise surtout dans le sein des nouvelles municipalités et destinée à être consultée sur les intérêts les plus importants de la province, paraît extrêmement utile pour conduire à l'amélioration et simplification de l'administration, pour contrôler l'administration communale, pour répartir les impôts et pour éclairer le gouvernement sur les véritables besoins de la province.

IV.

» L'importance immense d'un état réglé des finances et d'une telle administration de la dette publique, qui donnerait la garantie si désirable pour le crédit financier du gouvernement, et contribuerait essentiellement à augmenter ses ressources et assurer son indépendance, paraît rendre indispensable un *établissement central* dans la capitale, chargé, comme Cour suprême des comptes, du contrôle de la comptabilité du service annuel de chaque branche de l'administration civile et militaire, et de la surveillance de la dette publique, avec des attributions correspondantes au but grand et salutaire qu'on se propose d'atteindre.

» Plus une telle institution portera le caractère d'indépendance et l'empreinte de l'union intime du gouvernement et du pays, plus elle répondrait aux intentions bienfaisantes du souverain et à l'attente générale.

» Il paraît, pour atteindre ce but, que des personnes y devraient siéger choisies par les conseils locaux et formant avec des conseillers du gouvernement une *junte* ou *consulte administrative*. Une telle junte formerait ou non partie d'un *conseil d'État*, dont les membres seraient nommés du souverain parmi les notabilités de naissance, de fortune et de talents du pays.

» Sans un ou plusieurs établissements centraux de cette nature, intimement liés aux notabilités d'un pays si riche d'éléments aristocratiques et conservateurs, il paraît que la nature d'un gouvernement électif ôterait nécessairement aux améliorations qui formeront la gloire éternelle du Pontife régnant, *cette stabilité* dont le besoin est généralement et puissamment senti, et le sera d'autant

plus vivement, que les bienfaits du Pontife seront grands et précieux. »

Jugé à distance, approfondi dans son ensemble et dans ses détails, cet acte est plutôt une concession ambiguë faite aux exigences du jour qu'un plan d'améliorations raisonnées et praticables. Ce travail d'un esprit germanique, accumulant les mots pour intercepter la pensée au passage, et renfermant dans de pompeuses équivoques le rôle d'initiateur libéral qu'il assigne à la Papauté, ce travail ne devait être connu que par ses bienfaisants résultats. C'était, style à part, un discours de trône constitutionnel quelconque. La Diplomatie, sans aucun doute, en apprécia ainsi la portée, car elle l'approuva; elle le fit sien, et le recommanda très-vivement à la sollicitude paternelle de Grégoire XVI et à la haute prévoyance du cardinal Bernetti. Le Pape et son ministre avaient peu besoin, il est vrai, d'être stimulés et guidés dans la voie des améliorations. Ils les entendaient mieux, ils étaient plus jaloux de les réaliser que le Carbonarisme et les réfugiés politiques; mais, en présence de cette grave atteinte portée à sa dignité, le Saint-Père ne cacha point de quels sentiments son âme était oppressée.

A peine élu, il se voit en face d'une insurrection qui se prétend soutenue au dehors par des gouvernements étrangers. Cette insurrection, dont les causes apparentes sont au moins futiles, n'a entraîné sous son drapeau que des hommes déjà tarés. Quand les esprits sont encore agités d'une commotion aussi inattendue, la France et l'Angleterre, après avoir ostensiblement épousé la querelle des révoltés, forment à Rome même, au siége de la Chrétienté, une conférence où l'insurrection a presque voix délibérative. On trace au Pape le plan qu'il doit

suivre pour éviter de nouvelles secousses; on lui indique les changements à opérer; puis, sur un ton impérieux, la Révolution, par l'organe des cinq grandes Cours, lui dicte ses lois du haut de ce *Memorandum*.

Grégoire XVI avait sans doute peu lu, et surtout très-peu médité Voltaire. Dans cette occasion, cependant, il se trouva d'accord avec lui. Il dit, comme lui[1], « que ceux qui sont assez puissants pour nous secourir le sont assez pour nous nuire. » Ce n'était évidemment pas le bonheur des Romains qui préoccupait l'Europe dans cette question. L'Europe, qui ne s'attendrissait sur les désastres de la Pologne qu'avec des larmes furtives, n'aurait jamais songé à donner à trois millions d'Italiens ce témoignage d'intérêt officiel, si Rome n'eût été le centre de la Catholicité.

Leurs doléances, fondées ou non, auraient été étouffées, comme celles de Praga, par une déclaration d'ordre qui règne à Varsovie; mais le Pape était en cause. Le régime ecclésiastique, le gouvernement spirituel et temporel, les affaires intérieures du Saint-Siége, devenaient l'objet d'une accusation déterminée, et l'Europe, qui aurait dû défendre le principe d'autorité, prenait plaisir à le diminuer dans son représentant le plus paternel et le plus légitime. L'Europe s'associait aux Carbonari; puis, se portant médiatrice obséquieuse à l'égard des insurgés, et juge inflexible contre le Pape, elle altérait d'un trait de plume toutes les conditions d'existence de la Rome Chrétienne.

Les circonstances étaient difficiles; la Révolution avait compté sur un refus de la part du Siége catholique; ses batteries étaient dressées en conséquence. Grégoire XVI,

[1] *Essai sur les mœurs*, par Voltaire, t. Ier, ch. XXVIII.

abandonné de ceux qui devaient le secourir, résolut de se sauver lui-même. Le cardinal Bernetti accepta d'édicter en lois, selon le temps et les convenances pontificales, tout ce qu'il y avait de réalisable dans le *Memorandum*. C'était en définitive s'engager à très-peu de choses.

Tant qu'il ne s'était agi que de discuter dans le sein d'une réunion diplomatique sur les avantages ou les inconvénients d'une réforme administrative et judiciaire plus ou moins plausible, Bernetti s'était tenu à l'écart. Bien persuadé que la conférence n'aboutirait qu'à un échec, né de la diversité des principes, des tendances, des opinions et des besoins politiques ou moraux, le Cardinal avait laissé s'agiter dans le vide ces hommes à projets, qui chargeaient un peuple de libertés électorales et de droits administratifs, sans savoir si ce peuple ne succomberait pas sous le faix ou ne dédaignerait pas d'en user. Bernetti, souvent consulté, s'était toujours plu à répondre : « Émettez vos idées, proposez un plan, et quand il sera défini, le Saint-Père appréciera. »

Le plan était exposé. Grégoire XVI ne se croyait pas plus infaillible que ses prédécesseurs ou ses successeurs dans le gouvernement temporel. Il ne lui en coûta donc pas de s'engager à faire, avec sagesse et mesure, les améliorations par lui reconnues possibles, et qui, pour être adoptées, n'avaient besoin ni d'une révolte intérieure ni d'un patronage extérieur. Cependant ce que le Sacré-Collége avait prévu ne tarda pas à se réaliser. Il y avait entre les ministres assemblés tant d'éléments contradictoires et tant de rivalités ambitieuses; la politique était si tristement réduite à vivre au jour le jour, sans souci de la veille, mais avec toutes les plus sombres terreurs du lendemain, que Bernetti ne cessait de re-

commander aux cinq plénipotentiaires de rester toujours unis et en parfaite conformité de doctrines. Lorsqu'il entendait Saint-Aulaire, Gagarin, Lutzow, Croza ou même Bunsen, se plaindre, dans leurs entretiens privés, de la morgue et des exigences britanniques : « Ah! ah! disait le Cardinal avec son sourire audacieux et narquois, il ne faut s'approcher des Anglais que comme d'un cheval qui rue. Pourquoi n'avez-vous pas suivi ce conseil? »

Un premier symptôme de mésintelligence s'était déjà manifesté. Le Cardinal, qui en avait prévu beaucoup, ne triompha point de ce succès; il en profita pour calmer les effervescences des uns et réchauffer le zèle des autres. L'Autriche, comme toujours, se sentait aux prises avec des difficultés de plus d'une sorte. Les agitations de l'Europe lui jetaient partout des inquiétudes sur les bras. Elle en redoutait en Italie, sur son point le plus vulnérable. Pour ne pas se laisser prendre au dépourvu, le prince de Metternich se rattacha bientôt à la politique dont il avait été l'un des soutiens. Dès cette époque, la réalité du pouvoir commençait à lui échapper; il ne lui en restait plus que les attributs et les courtisans. Cet homme d'État, que la haine de ses adversaires a peut-être plus grandi que ses propres mérites, voyait les ambassadeurs étrangers s'offrir à lui comme des clients ou des élèves. Les archiducs eux-mêmes l'entouraient d'une respectueuse affection. Il se disait l'ami des vieux et le confesseur des jeunes.

On trouvait presque autant de diplomates dans ses salons que d'oiseaux rares dans ses volières. La villa du Reneweg, dont il était l'architecte, le décorateur et le jardinier, faisait son orgueil de maçon et sa joie de pro-

priétaire. L'Europe entière aboutissait à ce palais d'un faubourg de Vienne; mais le prince de Metternich, qui, sous le poids des années, n'avait rien perdu de la lucidité de son esprit, s'était habitué peu à peu à la douce idée de s'admirer, et surtout de se faire admirer dans ses œuvres passées. Il racontait au lieu de gouverner; il caressait de l'œil, il souriait pour qu'on se précipitât à ses genoux. Entre sa fameuse conférence de Dresde avec l'empereur Napoléon, et un attendrissement bucolique sur ses goûts champêtres et sur sa vocation médicale, cet homme d'État restait immuable comme un dieu Terme à travers les générations de ministres, arrivant, passant et se succédant au pouvoir. Néanmoins, fatigué des honneurs et n'aspirant pas au repos, il continuait dans toutes les situations un éternel monologue plein d'atticisme et de vues profondes. A l'entendre, à le voir, on l'eût pris pour un de ces insouciants Parisiens qui s'imaginent que la Providence s'est créée dans le seul but de les dispenser d'avoir de la prévoyance. Il professait la diplomatie, mais il ne la pratiquait plus; et quoique excellent catholique, il ne lui répugnait point, par un reste de tradition joséphiste, de chercher au Saint-Siége une mauvaise querelle, qu'à peine ébauchée il se mettait à la torture pour apaiser pieusement.

Des réformes encore indéterminées doivent être proposées au Pape; l'Autriche demande qu'elles soient appliquées seulement aux Légations. La France repousse un semblable projet, qui aurait été une cause éternelle de jalousies et de perturbations entre le patrimoine de Saint-Pierre proprement dit et les Légations, ainsi favorisées dans un but trop évident de séparation. La conférence s'enquérait du remède à un mal spéculatif, et elle ap-

portait la mort. Isoler Rome des provinces qui constituent l'État pontifical, et ne laisser à la Papauté que le moins possible de pouvoir terrestre, afin d'amoindrir d'autant sa suprématie spirituelle, c'était un système que le prince de Kaunitz avait caressé, que le baron de Thugut essaya d'établir, mais que répudiaient sincèrement l'empereur François et le prince de Metternich, son chancelier de cour et d'état. L'Autriche le présentait seulement comme un en cas. Au Congrès de Paris en 1856, le comte de Cavour et lord Clarendon s'emparèrent de la recette joséphiste. Ils en firent une idée presque nouvelle, mais piémontaise; une de ces idées que l'on patronne, lorsqu'on veut surexciter les esprits.

Le Mémorandum avait été signé le 21 mai 1831. Ce jour-là même, le comte de Saint-Aulaire adresse à son gouvernement une dépêche dans laquelle on lit : « Quelque nuance se rencontre entre nous dans nos conférences. Ainsi, peut-être M. le comte de Lutzow est-il moins frappé que moi de l'importance de traiter Rome comme les Légations. Plusieurs croient qu'on pourrait séculariser les Légations, et faire de Bologne une espèce de capitale, laissant du reste les autres provinces dans l'état où elles se trouvent aujourd'hui. Je suis frappé des inconvénients d'un tel système. Je prévois qu'il amènerait en peu de temps le démembrement de l'État pontifical, et que ce ne serait pas au profit de la France que s'opérerait cette dislocation. Bologne, chef-lieu d'une république, graviterait vers Milan plutôt que vers Rome, surtout si elle devait retrouver à Rome, dans toute sa puissance, l'administration ecclésiastique qui lui déplaît. Je remarque des symptômes bizarres. L'Autriche devient populaire dans ce pays. Le départ de la garnison d'Ancône y a laissé des

regrets, et ces regrets seront, dit-on, plus vifs à Bologne. »

Sans attacher à une dépêche diplomatique plus d'importance qu'elle n'en mérite, et en tenant compte de la fausse position dans laquelle chacun se place par le fait des révolutions, il est aisé de pressentir les difficultés qui entouraient la Cour romaine. Comme si une entrave de plus mise à la liberté du Saint-Siége allait dégager d'un faible anneau la lourde chaîne rivée à tous les trônes par la Révolution, les gouvernements, même les plus respectueux envers la Papauté, faisaient cause commune avec ses adversaires patents ou secrets. On traitait d'elle, chez elle, sans elle et malgré elle. On se disputait, on se partageait ses dépouilles. En face de ce Souverain Pontife si résolu, et de ce ministre si imperturbable, l'insurrection s'arrangeait un rôle de victime; les Sociétés secrètes se vouaient au culte de l'Autriche. Bernetti devina ce double jeu à travers les ambages de la diplomatie et les larmes, entremêlées de coups de poignard, que le Carbonarisme versait sur les malheurs de l'Italie. Le Cardinal joua le sien. C'était le jeu de la franchise; il trompa la conférence et les Sociétés secrètes. Les gens faibles ne plient jamais quand ils le doivent. Bernetti se sentait fort, il courba la tête pour un moment.

Le Gouvernement de juillet 1830, qui peuplait l'Europe d'incendiaires, afin de se préserver lui-même du feu allumé par ses mains, était harcelé à l'intérieur et suspect au dehors. Sans garanties pour lui-même, et ouvrant l'ère des avortements constitutionnels et italiens, il choisit cette heure pour offrir au Pape sa garantie, à la condition que les réformes, énumérées dans le Mémorandum, seraient promulguées comme lois. A ce prix-là

seul, Louis-Philippe et la Révolution s'engageaient à protéger le Saint-Siége. L'incertitude des pouvoirs était telle que le vieux Grégoire ne put s'empêcher de sourire quand le cardinal Bernetti lui fit part de ces offres : « Oh! s'écria le Pape, la barque de Pierre a subi de plus rudes épreuves que celle-là. Nous braverons certainement la tempête; que le roi Philippe d'Orléans tienne donc en réserve pour lui-même la *bonaccia* qu'il voudrait nous vendre au prix de l'honneur. Son trône croulera; mais celui-là, non. »

Bernetti traduisit en style de chancellerie ces paroles de prophétique prévoyance. Il annonça donc au comte de Saint-Aulaire « que la garantie française paraissait très-précieuse au Saint-Siége, mais que le Pape croyait impossible de l'acheter par des mesures qui seraient une véritable abdication de l'indépendance pontificale. »

Cette réponse était péremptoire; les Puissances ne s'en montrèrent pas satisfaites. La France avait échoué dans son offre de protection; elles vinrent toutes cinq mettre la leur à l'encan pour obtenir que le Mémorandum ne fût pas d'avance une lettre morte.

Rome a si souvent subi le contre-coup des révolutions, qu'au point de vue catholique elle ne s'étonne et ne s'effraye plus de rien. Les diplomates s'affligeaient de cette obstination; ils daignaient même s'alarmer de ses conséquences; Bernetti les rassure en leur démontrant « que la garantie des cours est acquise de droit au Saint-Siége, mais, ajoute le cardinal, ce Siége romain, en apparence si faible, ne consentira jamais à sanctionner des réformes qui lui seraient dictées impérieusement et à jour fixe. Il se réserve sa liberté d'action et son entière indépendance. D'ailleurs il a depuis long-

temps prouvé par sa conduite l'empressement qu'il met à chercher et à réaliser toutes les améliorations désirables et compatibles avec la sécurité publique. »

Son Mémorandum du 21 mai suspendu sur la tête de Grégoire XVI, la Conférence opprimait le prince sous le prétexte abusif de délivrer le peuple. Le 5 juin, Bernetti passe une note aux plénipotentiaires. Le lendemain, 6, le comte de Saint-Aulaire écrit au gouvernement français : « La note de M. le cardinal Bernetti satisfait à toutes les conditions posées dans notre Mémorandum, elle promet une organisation analogue pour toutes les parties de l'État romain, avantage considérable auquel vous paraissiez avoir renoncé, en ne demandant des réformes administratives que pour les Marches et les Légations. »

Ainsi, en face même de la Révolution, qui s'efforçait de l'affaiblir en lui imposant des conditions, l'Église romaine conservait la plénitude de son pouvoir. Elle exerçait ce pouvoir sans subir de pression d'aucune sorte; et, à son temps, elle avait accordé plus que le Mémorandum ne stipulait dans ses obscurités prussiennes. Seulement, le Pape avait repoussé le principe de l'élection populaire et l'institution d'un conseil d'État laïque, placé auprès du Sacré Collége, ou plutôt en opposition éternelle avec lui.

La Conférence s'était officiellement dissoute en juillet 1831; ses membres continuèrent néanmoins de résider dans la capitale du monde chrétien, comme pour offrir à la Révolution un gage constant de leur bon vouloir. La Révolution va en profiter. Dans les premiers jours de l'année 1832, le prince Gagarin propose de transférer la Conférence à Vienne, afin d'y délibérer entre les re-

présentants des cinq Puissances sur le complément des réformes nécessaires, selon lui, pour la bonne administration du pays. En retour, on offrira au Saint-Siége la garantie des Puissances. Ce projet est adopté à l'unanimité; il n'y a de dissentiment que sur le choix du lieu. Mais, dans l'intervalle, ce que Bernetti avait prévu, ce qu'il avait annoncé à quelques membres du Sacré Collége, s'alarmant comme Pacca des mesures libérales édictées par le secrétaire d'État, arrive presque à heure dite, pour consacrer son expérience.

Bernetti avait calculé que les améliorations demandées n'étaient qu'un prétexte. La Révolution, poussée dans ses derniers retranchements, ne se contenterait ni de leur obtention, ni des promesses dont l'Europe la berçait. Il avait donc conseillé au Pape de désarmer les Carbonari, en prenant l'initiative de certaines idées de progrès.

La Conférence avait exigé la retraite des troupes autrichiennes; elles évacuèrent le territoire pontifical. L'amnistie et la non-confiscation des biens de ceux qui tenaient école d'insurrection furent proclamées; et le Pape, *motu proprio*, appela, dans les consultes et dans les administrations publiques, les libéraux dont le Carbonarisme ne s'était pas encore fait un rempart menaçant. Pour subvenir aux besoins de l'État, un emprunt a été contracté; pour veiller au bon ordre, il faut que l'armée pontificale remplace, dans les provinces, les Autrichiens qui les abandonnent. La garde civique s'est, comme partout, érigée en corps délibérant. Elle a prêché la désobéissance, l'épée à la main; quelques-uns même de ses volontaires ont pillé les caisses publiques et encouragé les désordres.

Cette force armée, milice de bourgeois vaniteux, qui

sera tantôt une troupe de prétoriens du Carbonarisme et tantôt un corps de janissaires constitutionnels, n'a jamais su ni commander ni obéir. Livrée à ses instincts de gloriole ou de suffisance, elle est, à l'heure du danger, le jouet ou l'appoint des partis, la risée de l'armée et celle du peuple. Grégoire XVI la jugea inutile dans les Légations, elle fut supprimée.

A la nouvelle assez peu étonnante du reste, que, selon l'usage, les troupes pontificales allaient occuper leurs anciens quartiers, les Carbonari, privés de leur garde civique, mais comblés de toutes les réformes qu'ils invoquèrent, se sentent frappés au cœur. Ils furent rebelles; la perspicacité du Pape les condamne à l'ingratitude. Ils se feront ingrats, car l'Angleterre les voue au crime prémédité, afin de faire triompher sa politique antiromaine. L'Angleterre excita le mouvement, elle l'approuve; mais les ministres de France, d'Autriche, de Prusse et de Russie se séparent de l'ambassadeur britannique. Ils adhèrent publiquement à la note du comte de Saint-Aulaire, que Bernetti fait insérer dans le journal officiel de Rome. « S'il arrivait, ainsi parle la note, que, dans leur mission toute pacifique, les troupes, exécutant les ordres de leur souverain, rencontrassent une résistance coupable, et que quelques factieux osassent commencer une guerre civile aussi insensée dans son but que funeste dans ses résultats, le soussigné ne fait nulle difficulté de déclarer que ces hommes seraient considérés comme les plus dangereux ennemis de la paix générale par le gouvernement français. »

A moins de dix mois d'intervalle, la Révolution levait encore son drapeau dans les États de l'Église. Par ces insurrections successives, elle tentait d'accréditer en Eu-

rope l'idée que le joug de la tyrannie sacerdotale était insupportable aux populations de la Romagne. La Russie, la France, l'Autriche et la Prusse, mieux éclairées, ne se rallièrent point à un mensonge évident, que l'Angleterre prit sous son patronage biblique. Elles s'aperçurent alors du piége qu'il ne leur fut pas donné d'éviter. Grégoire XVI avait tout concédé; la Révolution n'en était que plus ardente. Mais comme les insurrections en Italie, et dans le Patrimoine de Saint-Pierre principalement, sont plutôt le fait d'une pression étrangère que le résultat d'un sentiment local, force ne tarda point à rester à la loi et à la justice publique.

Nommé commissaire extraordinaire dans les Légations, le cardinal Albani marche à la tête des Pontificaux. Les Sociétés secrètes proclament partout la déchéance du Pape; on foule aux pieds sa cocarde. Néanmoins les insurgés se disposent fort peu à la lutte qu'ils provoquèrent. Ils triomphent mentalement; ils expirent en idée; ils affranchissent leur patrie par des discours foudroyants de courage; mais, après quelques escarmouches, la révolte se calme pour faire place à l'imposture.

Les Sociétés secrètes avaient prêché l'émeute : elles s'étonnèrent d'en recueillir les fruits. A Césène, à Forli, à Ravenne et sur quelques autres points, le sang coula. La Révolution crie aux rigueurs inutiles; elle dénonce au monde entier les attentats d'une soldatesque effrénée. Mille tableaux d'imagination, des scènes de fantaisie dramatique arrangées à tête reposée, doivent consacrer à la postérité les attentats des farouches Papalins d'Albani. Puis, afin d'attendrir l'Europe, le comte Mamiani, gentilhomme démagogue et l'un de ces écrivains révolutionnaires, onctueux lorsqu'ils assassinent, publie son

Précis politique sur les derniers événements des États Romains. Dans cette brochure, il verse des larmes de colère et de pitié sur des maux dont il fut l'un des plus actifs promoteurs. Les chefs se sont bien gardés de combattre. Quelques enfants terribles des Sociétés secrètes ont seuls tenté une ombre de résistance; mais alors le Carbonarisme fait une singulière volte-face. Il entre dans sa politique de rendre la Papauté impopulaire par tous les moyens imaginables; en désespoir de cause, il accepte le plus étrange. Les Autrichiens pénètrent l'arme au bras dans les Légations; le Carbonarisme donne pour mot d'ordre d'acclamer *il Tedesco*. C'est sous les bénédictions et les fleurs des Sociétés secrètes que les colonnes d'invasion occupent les villes de la Romagne.

Pour qui connaît l'exagération habituelle des Italiens, une semblable mobilité dans les idées ne paraîtra qu'une scène burlesque, détachée de la grande conspiration qui se trame contre le Saint-Siége. Aux yeux indifférents et aux esprits inattentifs, il n'en devait pas être ainsi. Les Sociétés secrètes avaient pensé qu'en voyant des Italiens se jeter dans les bras de l'Autriche, objet de leur haine déclamatoire, il s'établirait partout la croyance que le gouvernement pontifical est encore plus antipathique aux Romains que *les Barbares du Nord*. C'est dans cette intention puérilement malicieuse que la comédie fut jouée. Elle eut pour résultat de saisir d'attendrissement les ingénuités allemandes et les roueries démocratiques.

Comme si la guerre civile, décrétée par les Sociétés secrètes, ne suffisait pas pour attrister l'âme de Grégoire XVI, de nouveaux désastres sont signalés. Des tremblements de terre engloutissent les villages; ils portent dans les cités la désolation et l'effroi. Au même mo-

ment, 23 février 1832, la France orléaniste se fait corsaire. Elle descend, pendant la nuit, sur le rivage d'Ancône, enfonce à coups de hache les portes de la ville et arbore sur ses murs le drapeau tricolore, qui n'assista jamais à pareille honte. Cette honte, le cardinal Bernetti, parlant au nom de l'Église, la caractérisa par un mot adressé au comte de Saint-Aulaire, qui gémissait d'une si malencontreuse violence. « Non, s'écria Bernetti en présence de tous les ambassadeurs, non, depuis les Sarrasins, rien de semblable n'avait été tenté contre le Saint-Père. »

Ce coup de vin plutôt que d'audace, exécuté par le colonel Combes et par le capitaine de vaisseau Gallois, était un fait véritablement révolutionnaire. Des flibustiers ne l'auraient pas désavoué. Le principe de la non-intervention commandait de laisser succomber la Pologne, qui ne devait pas périr; le même principe autorisa le Gouvernement de Juillet à s'emparer d'une ville amie et à violer le territoire d'un allié. En présence d'une aussi brutale agression, l'Europe s'émut; elle eut enfin l'intelligence des calamités que la Révolution lui destinait. Pour les conjurer, elle s'empresse de réparer ses torts envers le Saint-Siége. Le chevalier Bunsen subit un désaveu de la part de son gouvernement : l'empereur Nicolas intime au prince Gagarin l'ordre de répudier les formes impérieuses du Mémorandum.

La Révolution s'était bercée de l'espérance qu'en combinant une action commune elle amènerait les cinq cours à parfaire son œuvre. Des intérêts inconciliables et des sentiments de justice, auxquels il faut rendre hommage, se jetèrent bientôt à la traverse de ce plan; mais, à ce moment, le prince de Metternich invente un nouveau système. Épris d'une tendresse spéculative pour les Lé-

gations, et se donnant des cas politiques à résoudre, comme un savant se crée des objections, il propose de résumer en une pragmatique tous les édits du cardinal Bernetti des 5 juillet, 5 octobre et 15 novembre 1831. Dans l'esprit du chancelier autrichien, cette pragmatique s'appliquait aux Légations, et rien qu'aux Légations. Elle devait être adoptée et jurée comme loi fondamentale, non-seulement par le Souverain Pontife élu, mais encore par tous les Cardinaux. Le baron de Prokesch-Osten fut adjoint au comte de Lutzow, afin de soutenir une combinaison, qui, sa possibilité étant admise, devait insensiblement habituer les Légations au régime allemand.

Le Pape s'indigna d'une telle persistance devenue un affront pour le Siége romain. Bernetti en démontra le vice; puis, de toute cette conférence, si ballottée de projets en projets, passant si vite de la réserve aux affirmations les plus contradictoires, il ne resta qu'un document informe et une dépêche par laquelle lord Palmerston disait son dernier mot. Ce dernier mot était l'éloge des insurgés passés et une assurance de protection pour les insurgés futurs. Afin de leur fournir un perpétuel aliment de révolte, l'Angleterre demandait au Pape, comme lord Palmerston sait demander, des institutions représentatives complètes, la liberté illimitée de la presse et la garde nationale.

A ce dernier mot, le cardinal Bernetti répondit verbalement et textuellement, de la part du Souverain Pontife : « Que le Saint-Père prenait en très-grave considération les demandes du cabinet anglais; mais qu'il regardait des institutions représentatives et la liberté illimitée de la presse moins comme un danger pour l'Église que comme une impossibilité pour toute espèce de gouvernement sé-

rieux. La Révolution a seule intérêt à faire prévaloir de pareilles utopies, qu'elle se hâte de supprimer aussitôt qu'elle triomphe.

» Quant à la garde nationale, ajoutait Bernetti, Sa Sainteté n'est pas encore complétement édifiée sur les avantages ou les inconvénients qu'offre cette institution civico-militaire. Le bien et le mal se balancent; et lorsque le gouvernement anglais en aura fait lui-même l'expérience à Londres, pendant quinze ou vingt années, le Saint-Père alors pourra adopter une mesure que la Grande-Bretagne propose toujours aux autres et ne semble jamais vouloir accepter pour elle-même. »

C'était le couronnement de la Conférence; elle finit par un éclat de rire.

Sir Hamilton Seymour le comprima bientôt. Le Mémorandum n'était qu'un chiffon de papier; entre les mains des Sociétés secrètes et de tous les adversaires de l'Église, il se changea en arme forgée par les puissances. Ses blessures pouvaient être assez dangereuses à la longue. Il s'agissait de lui donner une sanction moitié anonyme, moitié publique, et d'apprendre aux sujets de l'État pontifical que, dans tous les cas éventuels de révolte, ils verraient toujours l'Angleterre heureuse de leur tendre la main, plus heureuse encore de s'apitoyer sur leur sort. L'envoyé britannique réalisa les espérances de son pays et celles de la Démagogie. Il adressa aux autres ambassadeurs, et avec toutes les fausses réserves à l'usage du cabinet de Saint-James, voulant être indiscret, il se laissa dérober par l'Italie entière un réquisitoire sous forme de note. Ce réquisitoire contre la Papauté fut le véritable mémorandum de la Révolution. Il est ainsi conçu :

« Rome, 7 septembre.

» Le soussigné a l'honneur d'informer Votre Excellence qu'il a reçu l'ordre de sa cour de quitter Rome et de retourner à son poste à Florence. Le soussigné a l'ordre aussi d'expliquer brièvement à Votre Excellence les motifs qui ont amené le gouvernement anglais à l'envoyer à Rome, ainsi que ceux pour lesquels il va maintenant quitter cette ville.

» Le gouvernement anglais n'a pas d'intérêt direct dans les affaires des États romains, et n'a jamais songé à y intervenir. Il fut, dans le principe, invité par les cabinets de France et d'Autriche à prendre part aux négociations de Rome, et il céda aux instances de ces deux cabinets, dans l'espoir que ses bons offices, unis aux leurs, pourraient contribuer à produire la solution amiable des discussions entre le Pape et ses sujets, et écarter ainsi les dangers de guerre en Europe.

» Les ambassadeurs de Prusse et de Russie à Rome ayant subséquemment pris part aux négociations, les ambassadeurs des cinq puissances n'ont pas été longtemps sans découvrir les principaux vices de l'administration romaine, et sans indiquer les remèdes à y apporter. En mai 1831, ils présentèrent au gouvernement papal un mémoire contenant des instructions d'améliorations, qu'ils déclarèrent unanimement indispensables pour la tranquillité permanente des États romains, et que le gouvernement anglais trouva fondé en justice et en raison.

» Plus de quatorze mois se sont écoulés depuis la production de ce mémoire, et pas une des recommandations qu'il renferme n'a été adoptée ni exécutée par le gou-

vernement papal; les édits mêmes, préparés ou publiés, et qui déclarent que quelqu'une de ces recommandations va recevoir son effet, diffèrent essentiellement des mesures consignées dans le mémoire. La conséquence de cet état de choses a été telle qu'on pouvait l'attendre. Le gouvernement papal n'ayant rien fait de ce qu'il fallait faire pour calmer le mécontentement, il n'a fait que s'accroître, grossi par la déception des espérances qu'avaient fait naître les négociations entamées à Rome.

» Ainsi, les efforts faits depuis plus d'un an par les cinq puissances pour rétablir la tranquillité dans les États romains ont été vains; l'espoir de voir la population volontairement soumise au pouvoir du souverain n'est pas plus assuré qu'il ne l'était au commencement des négociations. La cour de Rome paraît compter sur la présence temporaire des troupes étrangères, et sur la coopération qu'elle espère d'un corps de Suisses pour le maintien de l'ordre. Mais l'occupation étrangère ne peut être indéfiniment prolongée, et il n'est pas probable qu'un corps de Suisses, à l'entretien duquel suffiraient les ressources financières du gouvernement papal, fût assez fort pour comprimer la population mécontente. Si même la tranquillité pouvait être ainsi rétablie, on ne pourrait espérer qu'elle serait durable, et elle ne remplirait d'ailleurs nullement les vues qu'avait le gouvernement anglais en s'associant aux négociations. Dans ces circonstances, le soussigné a reçu l'ordre de déclarer que le gouvernement anglais n'a plus aucun espoir de succès, et que la présence du soussigné à Rome devenant sans objet, l'ordre lui a été intimé d'aller reprendre son poste à Florence. Le soussigné a de plus mission d'exprimer le regret dont sa cour est pénétrée, de n'avoir pu, pendant une année et demie, rien

faire pour le rétablissement de la tranquillité en Italie. Le gouvernement anglais prévoit que si l'on persévère dans la marche actuelle, de nouveaux troubles éclateront dans les États romains, d'une nature plus sérieuse, et dont les conséquences multipliées peuvent à la longue devenir dangereuses pour la paix de l'Europe. Si ces prévisions se réalisaient par malheur, l'Angleterre au moins sera pure de toute responsabilité pour les malheurs qu'occasionnera la résistance aux sages et pressants conseils émis par le cabinet anglais.

» Le soussigné profite, etc.

» Signé : G. H. Seymour. »

Cette négociation, où tout fut anormal, où les règles admises entre souverains seront aussi étourdiment violées que les bienséances diplomatiques, a été exposée dans tous ses détails et sur pièces probantes, car c'est de là que datent en grande partie les irritations et les exigences des Libéraux italiens. Mais tout n'a pas encore été dit, et l'histoire n'a point scruté les motifs vrais qui, à certaines époques, inspirent à certains gouvernements cette compassion théâtrale en faveur des Romagnols. Elle se révèle dans les livres et à la tribune, dans les journaux et au sein des académies; partout elle trahit son origine. La pitié, dont les sujets du Pape sont honorés, est un acte révolutionnaire; par la même occasion, cet acte met en relief un ennemi de l'Église. En quelque lieu que le cas se présente, saisissez l'orateur, l'écrivain ou le journal sur le fait, et vous serez convaincus par la démonstration, qui viendra d'elle-même.

Les Romains sont donc bien à plaindre; mais enfin, est-ce que par hasard ils seraient les seuls dans le

monde? L'Irlande, vivante image de tous les désespoirs, et qui poserait admirablement pour la statue de la misère, n'a-t-elle pas, depuis plus de trois cents ans, souffert dans sa foi, dans son patriotisme, dans sa liberté et dans sa fortune? Et qui s'est ému en Europe de tant de douleurs réelles? Qui s'est irrité au récit de tant de dénis de justice? Qui a pris en pitié ce peuple fuyant une marâtre patrie, et renouvelant, sous des Pharaons constitutionnels et protestants, les traditions bibliques auxquelles il faut remonter pour trouver un nom à ces migrations continues, qui feront bientôt de l'Irlande une terre sans habitants? Elles n'ont d'analogue que la grande migration des Israélites, et, comme au temps de Moïse, on les appelle *exode*. Qui a comparé cette désolation d'innombrables familles anglaises à l'amour du sol natal, éclatant dans les États pontificaux, et se traduisant par un bien-être relatif qui présenterait comme un phénomène le départ d'un seul citoyen romain? à coup sûr, ce n'est pas l'Angleterre.

L'Angleterre du moins aura stipulé en faveur de la Pologne! La Démocratie, dont elle se fait au dehors le porte-voix aristocratique, l'aura poussée à pleurer des notes menaçantes sur le sort de la Hongrie ou du royaume Lombardo-Vénitien! Ces calamités, toujours présentes au cœur des Révolutionnaires, le sont un peu moins à celui des Anglais. Ils n'ont qu'une dose assez médiocre de commisération à dépenser; ils la réservent pour les Romains. La Révolution suit cet exemple, parce que tout simplement Rome est le siége de la Catholicité. Ce ne sont pas les citoyens de cette partie de l'Italie que l'on plaint, c'est le Pape que l'on veut incriminer. Le peu de besoins qu'ils révèlent, et le défaut de luxe ap-

parent qu'on appelle une hideuse pauvreté, ce n'est pas un reproche qui s'adresse à eux, c'est un outrage au Pontificat et à la vérité. En se prêtant à ce mensonge de convention, les Libéraux des Légations et de la Ville, se firent beaucoup plus de mal qu'à l'Église.

Ils avaient soif et faim de droits politiques. Ils désiraient faire l'apprentissage des félicités constitutionnelles; mais, à part ce désir aussi primitif qu'enfantin, est-ce bien à la Chaire de Pierre qu'il faut s'en prendre de la ruine momentanée dont furent frappés les États pontificaux?

La Révolution française était venue pour les émanciper. Elle passa sur eux comme un fléau, et le traité de Tolentino pèse encore sur l'État ecclésiastique. Les chefs-d'œuvre des arts accumulés par les Papes dans leur Rome bien-aimée, devinrent la proie de quelque soldat heureux ou l'ornement d'un musée étranger. Quand les révolutions extérieures ne s'enrichirent pas aux dépens de l'épargne romaine, les révolutions du dedans, fomentées par le Carbonarisme ou par les Ventes suprêmes et centrales, dévorèrent la fortune publique et privée.

On ne laisse à la Papauté que le droit de réparer tant de désastres, dont aucun n'est de son fait. La Papauté, qui n'a jamais manqué à sa parole, qui a toujours rempli ses engagements, même les plus onéreux, répara tout, elle reconstitua tout. Et, chose merveilleuse! elle paya même les dettes des insurrections qui l'avaient proscrite. Rome a été exploitée, rançonnée, écrasée sous le pied de la Démagogie; ce sont toujours les Papes qui l'arrachent aux malheurs que son imprévoyance chercha plus d'une fois.

Ici, qu'il nous soit permis de prendre la question dans

le nœud, et d'exposer aussi brièvement qu'officiellement la situation financière faite à l'Église par la Révolution. Les chiffres ont leur éloquence; laissons-les parler, en nous contentant de garantir leur sévère exactitude. Ces documents sont puisés à la source même.

Afin d'apprécier tout d'abord quelles furent les charges imposées au Siége apostolique par le traité de Tolentino, il importe de remonter à l'armistice de Bologne du 23 juin 1796.

Dans cet armistice, il fut convenu que Rome payerait à la République française vingt et un millions de francs. Cinq millions durent être acquittés dans l'intervalle de quinze jours. A la mi-juillet, cet engagement fut rempli; mais alors survinrent des difficultés qui firent suspendre les négociations. Le 19 février 1797, le traité de Tolentino fut signé, et l'Église se vit condamnée à débourser, avant le 6 mars, quinze millions à compte sur les seize restant à solder d'après l'armistice de Bologne.

L'État romain est obligé d'acquitter la somme entière de vingt et un millions, et une autre somme de quinze millions de francs exigée par le Directoire.

L'armistice de Bologne stipulait la remise de cinq cents manuscrits, de cent tableaux, statues ou objets d'art. Le traité de Tolentino les réclama; et pour le transport à Paris de tous ces monuments, on laissa un nouveau million à la charge du Pontificat.

La Révolution traitait le patrimoine de saint Pierre en pays conquis, même sans hostilités déclarées; elle ne se contenta ni d'argent ni d'objets d'art; il lui fallut des bœufs, des buffles et de l'alun de roche en immense quantité. Le Saint-Siége avait été déjà dépouillé d'Avignon et du Comtat Venaissin; à l'entrée des Français

dans la Ville éternelle, 23 février 1798, des commissaires du Directoire, calvinistes ou prêtres apostats, se ruèrent sur les palais, sur les églises, sur les musées et dans les maisons particulières. Ils firent main basse sur tout ce qui fut à leur convenance : or, argent, bijoux, vases sacrés ou marbres précieux. Puis, de leur autorité privée, ils frappèrent des contributions forcées sur les princes et sur les habitants de Rome, de telle sorte que, dans deux années, de 1796 à 1798, l'État pontifical paya à la République française une somme de cinquante et un millions quatre cent mille francs, dont le chiffre officiel se décompose ainsi :

En 1796,	Bologne.	4,000,000
	Ferrare.	4,000,000
	Ravenne.	2,400,000
	Armistice de Bologne.	21,000,000
En 1797,	Traité de Tolentino.	15,000,000
	Transport des monuments..	1,000,000
	Contribution des provinces occupées.	4,000,000
	Total.	51,400,000

En 1798, le 23 février, Berthier était aux portes de Rome avec son armée envahissante. Il se fit payer, comme don de joyeuse entrée, la somme de 1,075,000 fr.

Le 29 février, les spoliations de l'État et des particuliers, l'enlèvement et la confiscation des bijoux, tableaux, marbres, chevaux, or et argent, commencèrent. L'estimation de ces valeurs est toujours restée incertaine ou inconnue, ainsi que l'entretien de l'armée d'occupation. Laissons cela pour mémoire.

En 1798, le 27 mars, l'État remplit les conventions de contributions : 16,128,000 fr.

Le même jour il fournit en équipements militaires, habits, bagages, etc., l'équivalent de 3,225,600 fr.

A la restauration du Pontificat, en 1814, le Pape prit à cœur de réparer tant de désastres accumulés par la Révolution autour de la Chaire de Pierre. Dans cet État qu'on prétend si mal organisé, si rétrograde et si mal administré, l'Église fit si bien prospérer la fortune publique avec les fortunes particulières, qu'en 1830, son trésor d'économie s'élevait au chiffre officiel de 28,769,882 fr.

En 1831, la Révolution lève de nouveau la tête; elle conspire et elle s'insurge. Le déficit commence à se faire sentir dans les finances de l'État. Il s'accroît, en 1832, par les mouvements des Sociétés secrètes et par les pertes qu'il faut subir sur les emprunts contractés à l'étranger. Au mois de décembre 1832, ce déficit arrive déjà à des sommes très-importantes.

Depuis 1833 jusqu'à 1847, par suite d'améliorations opérées sur les revenus, et d'un apaisement moral à peu près universel à la surface, le déficit diminue, malgré les dépenses imprévues, occasionnées par l'invasion du choléra en 1837; mais il n'en existe pas moins. A la fin de 1847, il monte à 90,391,392 fr.

De janvier 1848 à juillet 1849, l'équilibre est de nouveau rompu par le fait révolutionnaire, et on signale un nouveau déficit. En y ajoutant les deux millions d'écus romains [1], qui serviront à supprimer le papier-monnaie mis en circulation par les révolutionnaires, ce déficit s'élève à 46,425,883 fr.

Les conséquences de pareils événements, qui sont le fait de la Démagogie, pèsent encore sur la dette publique.

[1] Ces diverses sommes, qui ont été relevées sur les registres mêmes de l'État, s'y trouvent tout naturellement portées en écus romains. Le *scudo* représente 5 francs 37 centimes 60 millièmes de la monnaie française. C'est sur cette base que tous les calculs ont été faits.

Elle s'est augmentée des emprunts contractés à l'étranger depuis 1831, et, pour faire face aux déficits creusés par la Révolution, il n'y eut que l'émission de la rente consolidée à l'intérieur du pays; car lorsque, comme en 1814 et 1815, l'heure des compensations vint pour les souverains lésés et pour les États décimés par la guerre, cette heure ne sonna jamais en faveur du Pontificat. Il fallut la prodigieuse habileté diplomatique du cardinal Consalvi pour faire rendre au Siége romain les provinces que la conquête lui avait enlevées.

Le bilan moral de la Révolution est connu; voilà le bilan financier qu'elle lègue aux États pontificaux. Réduit à la plus simple expression des chiffres, il démontre d'une manière péremptoire, par un total de 236,415,957 francs, ce qu'il en coûte à un peuple pour se laisser aller au souffle des doctrines nouvelles, ou pour céder au torrent du progrès. Mais à ces chiffres, matérialisant pour ainsi dire les résultats de tant d'essais infructueux, il est bon d'ajouter deux causes permanentes de dépenses que la Révolution introduisit dans le Patrimoine de Saint-Pierre.

Ce Patrimoine était jadis administré comme par un père. Avec toutes les tentatives de gouvernement libéral, avec toutes les réformes conseillées ou essayées dans les diverses branches de l'administration civile, on a fini par tripler partout le nombre des employés. On a créé des places de tout genre, des fonctions de toute espèce. Aujourd'hui, l'État n'est pas mieux régi qu'autrefois; seulement les impôts augmentent dans une proportion qui, bien entendu, ne s'élève pas au niveau des budgets constitutionnels, mais qui dépasse très-aisément les taxes anciennes.

Les Romains étaient beaucoup plus libres que la plupart des autres peuples. La seule preuve, c'est qu'ils avaient beaucoup moins d'édits, de lois, d'ordonnances et de chartes, et moitié moins de fonctionnaires publics; occupés, sous tous les régimes et dans tous les temps, à faire appliquer ces lois et décrets au détriment de la liberté individuelle. Aujourd'hui qu'on réglemente tout, il leur reste encore la liberté vraie, parce qu'il leur reste le Pape; mais ils ont une jurisprudence; on trouve même des étrangers qui, à leur temps perdu, s'occupent à leur confectionner un Code. Les Romains sont donc menacés, malgré le Pape, d'avoir de nombreux droits civiques, ce qui diminuera d'autant le précieux privilége de l'indépendance personnelle.

La Révolution prenait à tâche d'agiter ce pays. Pour le préserver des atteintes de l'ennemi social et mettre à couvert la responsabilité du gouvernement, il a fallu tenir tête aux insurrections. Une armée permanente fut établie, et cette armée, dont le Saint-Siége n'aurait nul besoin normal, est une source de dépenses pour l'État ainsi que pour le peuple.

Mais, dit-on, les citoyens qui vivent sur le Patrimoine de Saint-Pierre sont fatigués du joug clérical. L'oppression sacerdotale, bénigne dans la forme, implacable dans le fond, les absorbe ou les avilit. Ils sentent le besoin de respirer une atmosphère plus libre; l'Europe ne doit-elle pas souscrire à un vœu si naturel?

Si, pour tous les peuples qui afficheront les mêmes velléités de changement, dans les deux hémisphères, l'Europe est disposée à montrer la même complaisance, que les Romains versent, comme les autres, dans l'ornière du progrès démocratique et social : il n'y a pas à cela

d'empêchement pour ainsi dire dirimant. Ils demandent des garanties, une plus large somme de droits civils et de libertés politiques; mais n'est-ce pas toujours le même thème qui se produit partout, depuis que la Révolution a mis le pied sur le monde? Les Chartistes anglais, les Communistes de France et même ce qu'on y appelle les partis vaincus, les Illuminés d'Allemagne, les batteurs d'estrade démagogiquement progressistes, piémontais, espagnols, russes ou belges, se croient-ils dans le meilleur des mondes, sous la loi rétrograde, qui, selon eux, les opprime et les hébète? N'affichent-ils point d'ici et de là des regrets coupables? N'émettent-ils jamais de vœux incendiaires? Pour conspirer en sûreté de conscience, ne sont-ils pas éternellement disposés à renverser le prince ou ses ministres et à faire mentir l'histoire? Pourquoi ce qui arrive partout ne se présenterait-il pas dans l'État pontifical?

Où gît la difficulté, où réside le mal, où se trouve le venin, c'est dans ce complot de calomnies, sans trêve et sans merci, que la Révolution a si savamment organisé. Elle a dit, elle a fait dire, tantôt sous une forme, tantôt sous une autre, que les Romains étaient un peuple de mendiants cachés dans une ruine, et que chez eux l'administration doit être aussi arriérée que la Papauté elle-même. On a mis en saillie les vices ou les défauts du caractère national, sans tenir compte des qualités qui compensent ces vices ou qui contre-balancent ces défauts. Avec un art perfide, on s'est attaché à exagérer le mal, en s'efforçant de déguiser le bien. On a nié la loi, parce que ses effets étaient insensibles à la surface. On accusa le magistrat de vénalité, le prêtre d'ambition, le peuple de paresse, le citoyen d'abandon de tous ses droits; puis

une clameur immense s'est élevée. Cette clameur, qui dure depuis plus de quarante ans, charge la Papauté de tant d'infortunes imaginaires.

Les Romains savent par cœur ces accusations beaucoup mieux que nous; aussi portent-ils fort allégrement le poids des douleurs chimériques sous lequel leurs épaules plient jusqu'à extinction. Et cela est si bien démontré, même pour les étrangers, qu'en voyant ce peuple heureux et paisible, malgré l'Europe protestante ou impie, on est forcé de s'avouer qu'il y a chez lui plus de véritable liberté, plus de gaieté franche et communicative, en un seul jour de février ou d'octobre, que durant un siècle entier de la vieille et joyeuse Angleterre. Les Romains peuvent porter des chaînes, soit; mais ce qu'il y a de plus clair, c'est qu'ils dansent avec et qu'ils s'en servent en guise de castagnettes.

Cependant connaissez-vous ici-bas une famille assez angéliquement unie pour résister à ce travail de dissolution? Choisissez dans la Bible ou dans l'histoire le patriarche le plus respectable et le plus respecté; placez-le au milieu de ses enfants et de ses petits-enfants. Lorsque Dieu les aura comblés d'années, de joie et de richesses, laissez pénétrer au cœur de cette tribu des insinuations perfides, des soupçons hypocrites. Arrivez peu à peu, par des comparaisons mal fondées, mais toujours éloquentes de sophisme, à persuader à quelque esprit, las de son bonheur, que l'aïeul ou le père n'est plus dans les conditions voulues pour assurer la félicité de chacun. Que ces idées, s'attaquant toujours au chef de famille, germent parmi les générations qui se succèdent; que de l'ingratitude irréfléchie on fasse passer les enfants à la désapprobation, tacite d'abord, puis motivée bientôt,

des mesures et des actes du patriarche; qu'on saupoudre cette désobéissance d'une mixture de progrès social et de liberté indéfinie; qu'on autorise chaque enfant à regarder comme seuls légitimes, comme seuls raisonnables les aberrations de son orgueil ou les penchants vicieux de son cœur, et vous verrez ce qui adviendra de cette conspiration de l'imposture !

La Révolution avait trouvé moyen de faire coopérer les puissances au désaccord qu'elle projeta d'établir entre le Pape et quelques-uns de ses sujets. Les puissances rédigèrent leur Mémorandum. A l'aide de ce document mystérieux, on insinua, on accrédita, on proclama que les Romains étaient la plus malheureuse de toutes les nations. Émues d'une subite pitié pour d'aussi glorieuses misères, — car on ne grandit ce peuple que lorsqu'on a une faute ou un crime à lui conseiller, — les cinq puissances s'étaient réunies, afin de forcer le Pape à remédier à tant de calamités politiques et industrielles. Le Pape consentit; les garanties furent acquises au peuple. Le peuple restait juge de leur exécution. Il l'attend encore très-patiemment et ne la désira jamais. Ne sait-il pas, en effet, par une expérience de quinze siècles, que la paix, le bonheur domestique et la sécurité des fortunes et des lois sont attachés à la stabilité dans l'État comme au fondement de toute justice ? Il a un proverbe, il l'applique : *Chi sta bene, non si muove*, et il reste dans l'immobilité de cet heureux repos.

Vingt-sept ans ont passé sur le Mémorandum dont l'histoire vraie vient d'être enfin esquissée. Des révolutions de toute espèce ébranlèrent les trônes et bouleversèrent les empires. Nous avons vu tout ce qu'il y avait de plus extrême dans la liberté, tout ce qu'il y a de plus

extrême dans la servitude. Les Sociétés secrètes sont arrivées au Capitole; elles y ont commandé par le droit de l'assassinat et de la spoliation. Vaincues en bataille rangée, elles viennent, après avoir enterré leurs morts, reprendre dans l'ombre des clubs la phrase interrompue par la révolte : « Les puissances ont obtenu de la Papauté des garanties en faveur du peuple romain; le peuple romain, représenté par quelques avocats, par des étudiants, ou par des médecins, veut être électeur et surtout éligible. L'Angleterre lui a promis son concours moral; elle saura bien contraindre le Pape. »

C'est le mot de passe de la Révolution; les Romains, par malheur, laissèrent toujours aux étrangers le droit de l'imposer.

Les complications produites au sein des États de l'Église par les doctrines déposées dans le Mémorandum, étaient encore plus funestes au repos public qu'à la stabilité du Siége apostolique. On avait mis en doute son pouvoir, on en avait blâmé l'exercice et tour à tour censuré la faiblesse ou la sévérité. Soudain la scène change. C'est à l'instigation de Louis-Philippe et de son gouvernement que les puissances ont décidé que la leçon serait faite au Pontificat; dans le même moment, Louis-Philippe sollicite auprès du Pape pour ne pas être confondu avec les usurpateurs et les révolutionnaires. Le dernier voltairien de son siècle incline devant la tiare sa couronne ramassée sous un tas de pavés; il supplie le Pape de trancher au point de vue de l'Église la question si vivement débattue entre l'autorité et le pouvoir.

En effet, depuis que l'Europe monarchique a, par une complicité sournoise, définitivement inauguré l'ère des révolutions, une doctrine nouvelle fermente comme un

mauvais levain. Entée sur la quadruple branche du Protestantisme, du Gallicanisme laïque, du Jansénisme et du Philosophisme, cette doctrine se propose de confondre l'idée du pouvoir avec celle de l'autorité; et, en 1831, les casuistes d'insurrection se voilèrent la face pour ne pas être témoins de la sagesse de Rome dans la solution d'un cas de conscience si complexe.

L'autorité, dans l'ordre religieux et moral, ainsi que dans le gouvernement des peuples, est la participation de la suprématie infinie sur les créatures. « Il n'y a point d'autorité qui ne vienne de Dieu. » Cette expression de l'Apôtre est une vérité que la raison démontre, que la foi enseigne, que la tradition atteste, et qu'on surprend même dans les croyances instinctives des tribus sauvages. Il faut être Créateur pour avoir le droit de commander. Or, Dieu seul a le domaine de la puissance : il n'en délègue à l'homme que l'exercice passager. L'Église n'a jamais admis d'autre doctrine, elle ne peut pas en admettre d'autre, sans se placer en contradiction avec l'Évangile.

Le peuple est souverain en ce sens que, sur la terre, il n'existe pas de puissance assez forte pour le condamner malgré lui à l'obéissance; néanmoins le principe de la souveraineté ne doit jamais résider en lui. Il est souverain pour investir de l'autorité ou pour renverser tout ce qui est au-dessus de lui, comme l'Océan agité par les tempêtes engloutit les vaisseaux qui le sillonnent. Mais en toutes choses, l'homme aime la consécration du temps. Il s'est donc soumis au principe de la transmission de l'autorité dans une famille, sentant bien qu'il est de son intérêt ainsi que de sa dignité d'entourer de son respectueux amour les princes qui succèdent au devoir comme au périlleux honneur de gouverner les nations.

Presque tous les pouvoirs humains commencèrent par la force; les uns furent fondés par la violence, les autres par la conquête. Le Christianisme seul, la Papauté par conséquent, rattache sa sublime origine à une idée de sacrifice et à des dévouements accomplis. Seuls, Christianisme et Papauté peuvent montrer avec un saint orgueil ces titres de gloire et cette noblesse d'extraction.

Dieu, ainsi parle *la Sagesse,* donne un modérateur ou un guide à chaque peuple; car, ajoute l'Apôtre, il est un Dieu de paix et non de division. Ceci posé, il sera donc très-facile d'établir la distinction existant entre le pouvoir et l'autorité. L'autorité, c'est le principe et le droit inaliénable; le pouvoir, c'est l'exercice de cette même autorité s'appliquant sur une base plus ou moins fragile, et usant de moyens plus ou moins conformes à l'institution divine dont elle dérive. L'autorité jouit par elle-même d'une vertu morale qui commande à la pensée, à l'intelligence et à la volonté. Elle entoure le prince d'une auréole céleste; elle lui réserve tous les hommages de la conscience. Le pouvoir, fruit prématuré de la violence ou d'une révolution, manque de fondement; il est dépourvu de tout prestige tant qu'il n'a pas directement reçu une sorte de sanction providentielle ou légitime.

Plus et mieux que tout autre, l'Église romaine comprend, enseigne, met en pratique le respect de l'autorité, et on sent que c'est à sa source que Bossuet puisa son axiome fondamental : « Il n'y a pas de droit contre le droit. » Constituée gardienne d'un principe essentiel au bonheur des peuples, l'Église revendique, comme un devoir, le soin de proclamer ce principe au nom de l'Évangile. Mais, en même temps, elle refrène les injustices et les abus, elle s'oppose à l'anarchie, elle ne flatte pas le des-

potisme, elle ne se fait ni la complice ni l'alliée d'aucune espèce d'oppression [1]. Aux époques néfastes de l'histoire, quand le pouvoir passe d'une main à une autre main, l'Église ne baisse pas servilement la tête sous le joug d'une usurpation heureuse. Elle sait que lorsque Dieu veut punir un peuple, ce peuple change souvent de maître. Alors, avec un esprit libre, elle entre dans les voies de la seule politique praticable : elle s'efforce d'atténuer le mal et de cicatriser les blessures de la société chrétienne. La vérité donne au Pontificat une expérience décisive; il n'en est donc plus à s'avouer avec Hobbes [2], « que les ambitieux, déclamant avec le plus de fureur contre la puissance absolue, ne se mettent tant en peine de l'abolir que pour la transférer à d'autres ou l'exploiter à leur profit. »

Quand le Saint-Siége accepte les faits accomplis et traite avec eux, il ne revêt d'aucune consécration ces pouvoirs éphémères; mais, autant qu'il est en lui, il cherche à réconcilier l'obéissance et le commandement, l'ordre et la liberté, la raison et la foi, le monde et l'Église. C'est à l'aide de cette doctrine que Rome parvient à sauvegarder la bonne administration des choses saintes; c'est par là que le Pontife suprême fait sanctionner son indépendance en face des variations de la politique humaine. Il n'a point à s'immiscer dans les rivalités des partis et dans les contentions du pouvoir; il ne

[1] Une des règles de l'*Index* frappe spécialement les livres propres à favoriser la tyrannie politique et ce qu'on appelle la raison d'État. On lit dans les *Regulæ et observationes in Indicem librorum prohibitorum*, *De correctione*, § 11 : « Item quæ ex Gentilium placitis, moribus, exemplis, tyrannicem politicam favent, et quam falso vocant rationem statûs, ab evangelica et christiana lege abhorrentem inducant, deleantur. »

[2] Hobbes, *De l'Empire*, ch. VI, § 13.

porte pas de jugement sur les droits ou sur les actes des personnes; il ne songe qu'à pourvoir à ce qui est de Jésus-Christ, et il statue dans la limite de son office apostolique, ne cherchant point à forcer la vérité ou à dépasser le but. Le défaut de mesure ne lui sera jamais reproché.

Telle fut la règle invariable de l'Église romaine en face des événements et des transformations sociales. Elle n'en dévia jamais. Après 1830, le pouvoir issu des barricades se mettait en hostilité flagrante contre Rome; il menaçait l'Église, et il lui demandait sa sanction. Les trônes croulaient; les peuples, déshérités de toute croyance, chancelaient dans l'ivresse, et comme l'a dit si énergiquement Tacite[1] : « Plus la république était corrompue, plus les lois se multipliaient. *Corruptissima republica, plurimæ leges.* » L'Église n'était plus au temps où Jules II, de belliqueuse mémoire, abandonnait l'étole pastorale pour la cotte d'armes. Grégoire XVI comprit autrement son devoir, et par la Bulle *Sollicitudo ecclesiarum,* du 5 août 1831, il confirma d'une manière solennelle la doctrine suivie par ses prédécesseurs sur la Chaire de Pierre.

Clément V, Jean XXII, Pie II, Sixte IV et Clément XI, avaient eu à subir le contre-coup des Révolutions. Il leur avait fallu traiter avec des pouvoirs nouveaux; car aucun pays ne reste en dehors du ministère pontifical. Ces Vicaires de Jésus-Christ ne purent donc pas condamner l'Église à l'isolement. Placé encore plus dangereusement qu'eux, au milieu de l'extrême mobilité des esprits et des affaires, ayant l'insurrection sur ses bras ou à ses portes, et la voyant triompher en France, en Belgique et en Po-

[1] Tacite, *Annal.*, l. III, XXVII.

logne, Grégoire ne se résigne point au spectacle de tant de maux. Il accepte le pouvoir de fait, tout en protestant au nom du principe d'autorité. Il juge Louis-Philippe d'Orléans au moment même où le roi de la Révolution, se déclarant son justiciable, met en cause le Pontificat.

Des amis téméraires, qui ne s'interdisent jamais un étalage de liberté, appelant la mort en même temps que la renommée, s'enivraient alors de leur parole corrosive et de leur gloire avortée. Au nom de l'Église, dont l'abbé de la Mennais se portait garant et dont les disciples de ce prêtre s'improvisaient les conseillers-nés, la Révolution fut acclamée dans tous les cénacles qui se disaient religieux. En Pologne, c'était le réveil des nationalités opprimées; en Espagne et en Italie, le triomphe de l'idée libérale; en Belgique, l'union des Étéocles et Polynices de la circonscription municipale, s'infligeant le baiser de paix sur une barricade et jouant la comédie de la fraternité jusqu'à la prochaine émeute démagogiquement parlementaire.

Le vœu le plus insensé de toutes ces témérités catholiques, c'était de mettre l'Europe en feu, afin d'obtenir les conséquences naturelles et légales du grand fait insurtionnel de 1830. En attendant on invoquait, avec des prières qui ressemblaient à des menaces, la séparation absolue de l'Église et de l'État; on exigeait l'abolition des Concordats acceptés ou proposés par le Saint-Siége, et que l'on regardait comme une servitude. Dans des pages chargées d'éloquence et de déraison, mille théories, aussi vides que pompeuses, étaient exposées. On rêvait d'affranchir l'Église de tout pouvoir temporel, et on voulait qu'elle pourvût elle-même à ses besoins pastoraux, en répudiant avec éclat tout concours de l'autorité royale ou

civile. Les bons rapports de Rome avec les princes et les peuples étaient un opprobre ou une chaîne ; ses Concordats un mauvais calcul ou une dangereuse faiblesse. Rome devait secouer le joug de la protection des Empereurs et des Rois. L'autorité était traînée vers l'abîme à travers les hurlements sauvages de l'émeute ; et, sous peine de mort légale, on n'allait à rien moins qu'à contraindre le Pape à s'associer au complot démocratique.

L'Église, qui participe de la patience divine par la raison même de son éternité, ne goûta pas ce superbe langage, s'adressant aussi bien aux puissances catholiques qu'aux nations séparées du centre commun. Elle considéra qu'un rapprochement quelconque vers le Catholicisme s'opérait par ce moyen. Il ne lui appartenait donc pas de rompre le lien qui, un jour, pouvait servir à rassembler tous les peuples sous la bannière d'une même foi et sous la main d'un seul pasteur.

Placée d'un côté dans le tourbillon des révolutions qui entravaient sa marche, et de l'autre poussée par des zèles batailleurs, l'Église ne se laissa ni diminuer ni entraîner. Conservant sous les apparences de la faiblesse une inépuisable vitalité, elle résista, elle céda, elle temporisa dans la mesure de ses devoirs. Elle se tut ou elle parla, selon les inspirations de sa conscience.

Dans cette société des esprits et des cœurs, dans ce royaume des âmes gouverné par Dieu, elle laissa la Providence interpréter elle-même les événements. Sans taches et sans rides, plus forte au milieu des orages que dans le calme plat, elle ne s'occupa qu'à régénérer l'univers, en épuisant l'un après l'autre tous ses ennemis du dedans ou du dehors. Ses alternatives d'abaissement et de grandeur ne l'effrayaient guère. Rassuré sur le sort

de la barque mystérieuse, le Saint-Siége, environné de piéges renaissants et de difficultés toujours nouvelles, poursuivait sa route à travers les obstacles. Il semblait dire à tous ceux qui s'étonnaient de sa persévérance ce que saint Paul écrit aux Corinthiens[1] : « Je me complais dans mes faiblesses, dans les outrages, dans les nécessités, dans les persécutions, dans mes souffrances pour Jésus-Christ, car lorsque je suis faible, c'est alors que je suis fort. »

Cette théocratie véritablement égalitaire crée des aïeux à tous ses descendants indirects. Elle n'admet pas de distinction autre que le talent. Passant à pieds joints sur la noblesse d'origine ou sur les priviléges de naissance, elle ne reconnaît pas de plus incontestable supériorité que celle de la vertu. L'Église tient ses portes ouvertes à deux battants devant le génie ou la science. Et qui peut savoir dans quel coin de l'Italie erre l'enfant ou le jeune homme qui sera le Pontife futur? Comme Grégoire VII, vit-il dans le modeste atelier de son père? Comme Pie V, vague-t-il sur une route avant d'être recueilli par la charité de quelques moines? Comme Sixte-Quint, garde-t-il les troupeaux? Comme Paul V, se forme-t-il à la grandeur dans une famille de bourgeois? Comme Clément XIV ou Grégoire XVI, est-il enseveli dans l'ombre d'un cloître? Comme Léon X attend-il sous le dais princier des Médicis que l'Esprit de Dieu vienne le désigner aux suffrages de ses égaux du Sacré Collége? Parcourez le clavier de toutes les conditions humaines, toutes peuvent offrir un Pontife.

Ce n'est pas en effet ici une famille qui commence par un homme illustre et finit souvent par des générations

[1] *Epist. II ad Corinth.*, ch. XII, v. 10.

d'incapacités. Le trône, la pourpre, les hauts emplois, tout est soumis à un perpétuel concours; et, dans les ignorés de la veille, se trouve inévitablement le maître et le prince du lendemain. La jeunesse de l'Église se renouvelle comme la jeunesse de l'aigle. Lorsque tout change autour du Vatican, lorsque les empires, les trônes et les peuples disparaissent, elle, toujours immuable, conserve ses traditions vénérées et son antique cérémonial. L'homme de rien, l'homme nouveau est l'homme attendu; puis, après avoir de son pas majestueux traversé les siècles et les révolutions, l'Église arrive inévitablement à l'heure; car, ainsi que parle Bossuet[1] : « Tous les peuples sont soumis à ce grand et pacifique royaume. L'éternité lui est promise, et il doit être le seul dont la puissance ne passera point à un autre empire. »

Cette lenteur progressive, qui désarçonna tant d'impétuosités, semblait inexplicable aux esprits superficiels; il se rencontra des hommes pour l'accuser. On avait appris à quelques Romains à demander certaines garanties contre le Pape; la Révolution prouva au monde entier qu'un gouvernement de prêtres était incompatible avec la fin providentielle du travail des siècles. Ce fameux travail fit un jour irruption dans le Patrimoine de saint Pierre, et il en ruina les habitants, qu'il asservit au nom de la liberté. L'expérience faite, les Romains sont revenus d'eux-mêmes au régime passé. Ce régime a, sans aucun doute, quelque chose d'étrange et d'exceptionnel; mais puisque Rome jouit des gloires et des avantages du Pontificat, n'est-il pas juste qu'elle en subisse les charges, si charges réelles il y a?

L'un des ennemis les plus acharnés de l'Église, l'his-

[1] *Discours sur l'histoire universelle*, t. Ier, p. 214.

torien anglais Gibbon, a dit[1] : « L'intérêt même temporel de Rome est de défendre les Papes, et de leur assurer dans son sein un séjour tranquille et honorable, puisque c'est de leur seule présence qu'un peuple vain et paresseux tire la plus grande partie de ses subsistances et de ses richesses. »

Ce jugement, prononcé en termes si durs, est accepté à Rome; car là on sait beaucoup mieux qu'ailleurs que si la Papauté peut régner partout, Rome ne peut vivre sans elle. Ce point mis hors de doute, qui empêchera la Révolution d'incriminer le gouvernement des prêtres? Qui lui persuadera que ces prêtres, moines, prélats, cardinaux et pontifes sont presque tous nés sur les terres de l'Église, et qu'enfants du sol ils servent leur pays sous l'uniforme même du pays?

Le Pape a des cardinaux pour ministres et pour conseillers, des évêques pour ambassadeurs, des prélats comme représentants de son autorité dans les provinces. Mais est-ce que par hasard vous voudriez que les affaires de l'Église passassent entre les mains d'un père de famille, qui, sur les traces d'un clergyman, résoudrait les cas de conscience religieuse, en s'occupant des soins de son petit ménage? Est-ce que ces cardinaux et ces prêtres ne sortent pas des entrailles mêmes du peuple italien? Est-ce que le Pontife suprême n'a pas la même origine? Est-ce que, par intuition, par devoir, par patriotisme, ils n'en connaissent pas le caractère, les besoins et les vœux? Ne sont-ils pas portés de souvenir et d'affection à rendre heureuse la terre qui leur est doublement sacrée?

Le gouvernement pontifical, le plus ancien, le plus légitime de tous les pouvoirs, est restreint dans ses revenus

[1] *Histoire de la décadence de l'Empire romain*, t. XIII, p. 148.

comme dans son étendue. Les guerres qu'il n'a pas faites l'ont appauvri; les révolutions étrangères et les hérésies, dont il a subi le contre-coup, le privèrent d'une partie de ses ressources; et cependant jamais État ne fut soumis à moins d'impôts, jamais princes ne prodiguèrent avec plus de libérale magnificence autant d'encouragements aux arts, aux belles-lettres, aux sciences et à l'agriculture. Jamais, dans aucune histoire, il ne se trouvera une pareille succession de grands hommes, régnant par la justice et faisant triompher la paternité de la tiare par la pureté même de leur vie.

Maintenant, qu'à toutes ces roses la Providence ait attaché quelques épines; que ce gouvernement de prêtres, où l'élément laïque entre au moins pour les deux tiers, ne convienne pas à des idéologues, à des rêveurs ou à des avocats qui discutent celui du bon Dieu; que les Sociétés secrètes, dans un but fort peu italien et encore moins catholique, cherchent à entraver l'administration pontificale et à rejeter sur elle des abus inhérents au caractère même des indigènes, est-ce à dire pour cela que les prêtres n'entendent rien au maniement des affaires temporelles? S'il en était ainsi, il faudrait avouer que la race humaine s'abâtardit; car le prêtre, c'est l'enfant du peuple : il fut souvent l'orgueil, l'honneur et la joie de la famille.

La race humaine se hâte vers le progrès, elle ne dégénère donc pas; mais alors qui donne à tous les prêtres en général, au Clergé romain en particulier, cette incapacité que la Révolution dresse contre l'Église comme une machine de guerre? Est-ce l'étude des choses saintes? Est-ce la connaissance plus intime des faiblesses humaines, se révélant au tribunal de la pénitence et s'apprenant au

contact de toutes les infortunes et de toutes les conditions?

Dans chaque pays, du plus bas comme au plus haut de l'échelle, il surgit, depuis 1789, des générations entières qui, lasses d'obéir, veulent gouverner elles-mêmes, ou tout au moins disserter sur l'art de gouverner. Il naît des ministres dans chaque village; on heurte un législateur où un théoricien à chaque carrefour. Le premier passant que vous rencontrez a dans la tête mille plans de réforme, qui doivent inévitablement faire entrer la société dans une ère de prospérités merveilleuses.

Pourquoi le prêtre seul, enfant de ce siècle comme nous, serait-il déshérité de ce banal privilége? Son éducation, ses préjugés, sa robe plutôt, s'opposent, dit-on, à ce qu'il jouisse pleinement des facultés administratives dont la nature se montre si prodigue envers le commun des martyrs. Mais cette éducation, qu'on incrimine aujourd'hui, a dû, dans les âges passés, produire les mêmes résultats? L'hypothèse admise, — et il est difficile de ne point l'admettre, — comment expliquer que l'Europe entière doive son organisation, ses plus sages lois, ses plus belles ambassades, ses plus durables monuments à l'administration des prêtres? En France, l'abbé Suger, les cardinaux d'Amboise, d'Ossat, Richelieu, Mazarin et de Janson; en Espagne, le cardinal Ximenès et Albéroni; dans les Pays-Bas, le cardinal de Granvelle; Wolsey en Angleterre; Commendon et Possevin en Allemagne; Consalvi à Rome, ont gouverné ou représenté leur souverain à l'étranger. Est-ce que l'histoire serait aussi ingrate envers eux que les calculs de l'impie?

A défaut de ces grands hommes, peut-être moins rares dans l'Église romaine que dans le monde, n'y aurait-il

pas un milieu dont il serait juste de ne point s'écarter? L'Église ne fournit plus de Ximenès et de Suger; est-ce que par hasard les Sully, les Oxenstiern, les Colbert et les Pitt se pressent en foule dans le conseil des rois? Si le niveau s'abaisse, par la prodigalité même d'une certaine instruction mise à la portée de tous, est-ce bien un motif pour accuser le Sacerdoce de ne rien comprendre aux mœurs et aux besoins du temps présent? Et gouverne-t-il plus mal parce qu'il fait moins de bruit?

Voilà toute la question. Le Mémorandum l'avait soulevée, la Révolution l'exploite; mais, plus habile que les diplomates, elle sut en faire peser la responsabilité sur l'Église. Grégoire XVI avait tenu tête à l'émeute organisée dans les Sociétés secrètes, et aux puissances, aveugles ou coupables, qui prenaient la Chaire de Pierre pour une cible offerte aux tirailleurs de progrès et de réformes. La Chaire de Pierre a vaincu toutes ces difficultés. De nouvelles se présentent.

Par la nature même de son principe, l'insurrection de Juillet prenait plaisir à se faire la complaisante de toutes les mauvaises passions. Elle se plaçait sous l'égide de tous les ennemis de l'ordre social, qui seront éternellement ceux de l'Église romaine. De 1815 à 1830, pendant ces quinze années de glorieuse paix au dehors et de misérables luttes au dedans, il s'était formé, de certains résidus des Sociétés secrètes, quelques obscurs cénacles où la Religion se trouvait chaque jour mise sur la sellette, et où les œuvres de la création étaient condamnées. Heureux encore le Créateur quand il ne se voyait pas lui-même pris à partie!

Ces novateurs, cherchant du neuf et ne rencontrant que du vieux, sortirent des barricades de Juillet avec

une espérance dont ils se fagotaient un symbole. Sur les ruines de la Catholicité, ils bâtissaient tous en idée un temple aux dieux de paille ou de carton qu'ils avaient confectionnés dans quelque bouge. On avait voulu délivrer le peuple du tourment de croire et du tourment d'obéir; et les prolétaires de la science, se proclamant ses maîtres, ne savaient que nier. Ils ressemblaient à une maison vide d'où, à travers les fenêtres brisées, l'esprit de négation souffle misérablement ses hideuses doctrines.

On parlait de progrès social, de civilisation industrielle et d'indépendance religieuse. Avec les restes de cinquante révolutions, on aspirait à constituer un peuple tout frais émoulu. Les émancipateurs se présentaient en foule; il ne s'agissait plus que de savoir, ainsi que le dit excellemment Bossuet : « si ceux qu'on nous vante comme les réformateurs du genre humain en ont diminué ou augmenté les maux, et s'il faut les regarder comme des réformateurs qui le corrigent ou plutôt comme des fléaux envoyés par Dieu pour le punir. »

Lorsque les théories et les folles chimères du Saint-Simonisme, du Fouriérisme et du Communisme auront été brièvement expliquées, les lecteurs jugeront si Bossuet n'a pas été bien inspiré, en tranchant d'avance la question. Ils apprendront que rêver le bonheur universel en dehors de la foi, c'est écrire sur le sable au bord de la mer. Ce qui échappe aux vents est emporté par les vagues. Les Saint-Simoniens en firent les premiers la dure expérience.

Il y avait alors, sur le pavé de Paris, une espèce d'aventurier qui, après avoir passé par toutes les phases des prodigalités de la Révolution, de l'industrialisme et de la misère, achevait sa vie dans des tentatives de suicide et

dans les essais bâtards d'une régénération absolue. Cet aventurier se nommait le comte Claude-Henri de Saint-Simon.

Né en plein dix-huitième siècle, le 17 octobre 1760, et comme tous les Saint-Simon, faisant remonter son origine à la tige impériale de Charlemagne, Claude se déforma l'esprit et le cœur à l'école du philosophisme. Il fut un des disciples chéris de d'Alembert. Bizarre dans ses goûts comme dans ses idées, il effleura tout et n'approfondit rien. A dix-sept ans, volontaire en Amérique avec Lafayette, il combattit pour l'indépendance des États-Unis et parcourut les contrées méridionales du nouveau monde, afin d'y colporter des projets, qui n'étaient pas les siens. Mille entreprises hasardeuses eurent bientôt consommé sa ruine. La Révolution lui offrait les moyens de réparer les brèches faites à sa fortune : Saint-Simon embrassa les principes de la Révolution.

Dans cet ébranlement universel, il ne vit qu'un moyen de s'enrichir. Il s'associa donc avec un protestant prussien, le comte de Redern, pour acheter les dépouilles du clergé et de la noblesse de France. Ce commerce, qui fut lucratif à plusieurs roturiers, ne réussit pas aux deux gentilshommes. Ils s'accusèrent mutuellement d'indélicatesse; puis, à travers les hauts et les bas d'une existence violemment agitée et des voyages sans fin à la recherche de l'inconnu, Saint-Simon arriva à l'indigence et à la confusion de ses problèmes. Dans les déréglements d'une imagination toujours en travail, mais toujours improductive, il vécut, jusqu'en 1825, écrivant ici, enseignant là et mendiant à toutes les portes.

Cet homme avait été doué par la Providence de tous les dons naturels. Une fausse éducation, et un de ces or-

gueils incurables que donne le Philosophisme, lui arrachèrent lambeau par lambeau sa foi, sa raison et son patrimoine. Quand il a tout perdu, il s'érige en précepteur du genre humain et en Platon religieux de la société. Le Christianisme a vieilli et fait son temps. Pour lui substituer quelque chose, l'idéologue se met en quête d'un culte sensuel, et parmi cette jeunesse de la Restauration, dont la tête est plus ardente que le cœur, il rencontre des disciples, il fonde une secte et multiplie les apôtres. Ces apôtres, ainsi que le Seigneur l'a dit par la bouche de Jérémie[1] : « élevèrent à Baal des autels qui sont dans la vallée du fils d'Ennon, pour sacrifier à Moloch leurs fils et leurs filles, quoique je ne leur eusse point commandé cela, et qu'il ne me soit jamais venu dans l'esprit de les pousser à commettre cette abomination et à porter ainsi Juda au péché. »

Saint-Simon n'avait jamais su se gouverner lui-même. C'est à cause de cela qu'après avoir battu des mains à toutes les catastrophes, il s'impose la mission de gouverner les autres, tout en flattant ces vices de l'âme qui déshonorent l'humanité. Il avait son système à lui et son évangile à part, mosaïque d'erreurs dérobées à toutes les sectes de l'antiquité ou à tous les fous du Moyen-Age.

Un hérétique italien du treizième siècle, nommé Dulcin, qui avait emprunté lui-même à l'*apostolique* Gérard Segarelle ses principales innovations, fournit à Saint-Simon ses doctrines et son thème. Il puisa le reste dans les licencieuses élucubrations de Marguerite de Trente et de Cataneo de Bergame, qui fondèrent la secte des Gazzari, où furent établies la communauté des biens et

[1] *Prophéties de Jérémie*, ch. XXXII, v. 35.

celle des femmes [1]. Montant ainsi sa faction d'immoralité à la porte de tous les doutes, et érigeant la prostitution en vertu, le vol en théorie de fraternité, Saint-Simon créa un néochristianisme tout prosaïque et tout matériel.

L'Église a si largement répandu les trésors de son inépuisable charité sur les pauvres, qu'elle fut sans cesse du pain pour ceux qui avaient faim, de l'eau pour ceux qui avaient soif, des yeux pour les aveugles et des jambes pour les paralytiques. Saint-Simon ne comprit pas cela, ou, s'il le comprit, il voulut le modifier. Aussi s'appliqua-t-il sans relâche à combattre une religion divine et révélée, afin de lui en substituer une autre de son invention, une toute charnelle et tout humaine qu'il façonna, tantôt au gré de ses bizarreries, tantôt sur les besoins de sa bourse.

L'idée mère ou primordiale de ce fondateur était de conspuer le passé des nations, leur langue, leur vie et leur histoire, puis de se créer un peuple neuf, un peuple fabriqué de la veille, comme une machine destinée à faire l'expérience des abstractions, dont quelques-uns de ses faiseurs s'étaient amourachés. Laboureurs imprudents, toujours prêts à rassembler les gerbes avant que le soleil eût mûri l'épi, ils bâtissaient sur commande des sociétés dans le paradoxe, ainsi que Thomas Morus, le chancelier d'Angleterre, avait bâti la sienne dans l'île d'Utopie. Ils voyaient venir dans le lointain cette race sans principes, sans scrupules, sans rougeur dès la jeunesse, race d'airain qui allait vouloir de l'or au prix de son honneur et de son âme. En appelant tous à tout, ils

[1] Muratori, *Rerum ital. script.*, t. IX. — La *Storia Vercellese* de Grégory, t. Ier.

éveillaient des ambitions qu'on ne pourrait jamais satisfaire; ils consacraient l'envie et l'incapacité jalouse; ils irritaient, ils enflammaient les instincts cupides; ils tuaient le sentiment le plus tutélaire de la société : le bonheur d'être à la place assignée par Dieu à chaque homme sur la terre.

L'ordre nouveau, sorti d'une imagination en délire, se proposait pour but et pour fin de faire table rase du passé, et d'améliorer la destinée de l'homme. A l'aide de la science et de l'industrie, Saint-Simon prétendait enrichir les classes indigentes. Il savait, par son expérience, que l'égoïsme pousse jusqu'au mépris de Dieu; sa plus constante préoccupation fut de développer cette infirmité dans les âmes. Bien persuadé qu'en désapprenant à bénir l'heureuse et sainte pauvreté de la jeunesse, qui enseigne la loi du travail, qui fait comprendre le courage de la mère et les bontés du père de famille, il arriverait plus vite au triomphe de ses idées, l'inépuisable écrivailleur commence par détruire. Il sape les bases anciennes et divines de la propriété, de la famille et de la religion. Il bouleverse la hiérarchie sociale, et proscrit ce que, dans sa pensée, il lui plaît d'appeler les oisifs. Les oisifs, ce sont, bien entendu, ceux qui possèdent par droit d'héritage ou par le travail.

Dans ce siècle qui, après s'être saturé de révolutions, s'hébète de matérialisme, et se prosterne à heure dite devant les créations artificielles de la scolastique des partis, créations sans racines ainsi que sans majesté, stériles comme l'orgueil, éphémères comme la passion, les systèmes de Saint-Simon ne devaient pas tomber sur des terres improductives. Il bâtissait avec des décombres; il taillait en plein drap une aristocratie nouvelle, composée

de savants, d'idéologues, d'industriels, d'artistes et de rénovateurs de son espèce. Il prêchait l'association, l'organisation du travail, et, d'après une théorie générale, il voulait que tous les efforts fussent dirigés vers un but commun. Seulement, lorsqu'il fallait traduire son langage énigmatique en langue vulgaire, c'était une vaste société en commandite qui s'emparait de la France, et devait plus tard renouveler la face du monde; une commandite dont l'État serait le conseil de surveillance et Saint-Simon le gérant. Ses disciples formaient l'État.

C'est le Socialisme dans sa plus expansive crudité, le Socialisme vers lequel tendent par tous leurs actes, sans paraître s'en douter ou sans oser l'avouer, les gouvernements constitutionnels. Ces gouvernements, faibles, indécis de leur nature, et flottant à tout vent de doctrine ou à toute impulsion progressive du dehors, redoutent plus ce qui gêne leur pouvoir que ce qui le tue. Pour eux, l'heure présente est l'avenir. Ils semblent toujours répéter, comme le Prophète : « Que ceux qui doivent aller à la mort, aillent à la mort! Que ceux qui doivent tomber sous le glaive, tombent sous le glaive! »

Telle était l'idée fixe de cet aventurier. Il n'avait pas su conserver le patrimoine de ses aïeux, et il s'offrait pour réglementer la fortune publique. Il s'était ruiné dans des spéculations peu honorables ou dans un luxe de mauvais aloi ainsi que de mauvais lieu, et il se proposait pour enrichir la terre entière.

Il y a des millions d'hommes qui jouissent de droits naturels et imprescriptibles, de droits sanctionnés par Dieu même. Saint-Simon, d'un trait de plume, anéantit tous ces droits. Il existe chez les divers peuples des coutumes aussi anciennes que le monde, des institutions qui

se perdent dans l'origine des monarchies ou des républiques; ces institutions, consacrées par le temps et passées dans les mœurs, régissent l'homme, le citoyen, le chrétien et la famille. Elles sont la pierre angulaire de la ville, de la province, du royaume ou de l'empire. Saint-Simon les abrogea de son autorité privée.

Selon le précepte de l'antiquité, le seul vrai et possible en matière de gouvernement, il aurait dû chercher non ce qui est le mieux en théorie, mais ce qui, parmi les choses bonnes, est le plus facile à mettre en œuvre : *Non quod optimum, sed e bonis quid proximum.* Et il s'ingénie à faire tout l'opposé. Il ne sait ni d'où il vient ni où il va. Ses disciples n'en savent pas plus que lui; ils ne lui en demandent pas davantage. Jeunes, ardents, superstitieux parce qu'ils sont mobiles, ils se mettent en révolte ouverte contre Dieu et contre son Église; puis ils humilient l'orgueil de leur obéissance devant ce sophiste initiateur, qui s'est ruiné comme industriel, épuisé sans rien produire comme penseur, et suicidé comme moraliste.

Toujours à l'affût de cette traînée de poudre qui doit mettre le monde en feu, Saint-Simon a placé l'abomination dans le ridicule, ce qui, au dire du cardinal de Retz, fait le plus dangereux et le plus irrémédiable de tous les composés. Et les disciples de cet homme acceptent la solidarité de son œuvre; ils vont la développer suivant leur imagination, ils la transformeront suivant leurs fantaisies.

Les premiers disciples de Saint-Simon, les continuateurs ou plutôt les organisateurs de son système, sont : Auguste Comte, Enfantin, Bazard, Michel Chevalier, Olinde Rodrigues, Augustin Thierry, d'Eichthal, Fortoul,

Stéphane Flachat, Rigault, Félicien David, Fournel, Carnot, Luquet, Pierre Leroux, Laurent (de l'Ardèche), Jean Reynaud, Émile et Isaac Pereire, Marceau, Charles Duveyrier, Barrault, Margerin, Dugied, Cazeaux, Broé, Louis Jourdan, Guéroult, Saint-Chéron, et beaucoup d'autres dont les noms sont moins connus.

L'expérimentateur, le publiciste et le réformateur religieux était mort incompris, même des siens, qui avaient trop de talent pour ne pas faire assez bon marché d'un pareil maître. A dater de ce jour, le Saint-Simonisme se coordonne; il se groupe en famille sous l'auréole d'un nouveau Messie. Enfantin est acclamé PÈRE SUPRÊME.

On songe d'abord à dégager les inconnues du système de Saint-Simon, puis à formuler nettement et à exploiter ses idées positives. En conséquence, un journal fut créé sous le titre du *Producteur*. Son principe et sa raison d'être se renfermaient dans la perfectibilité humaine, ou le progrès continu et indéfini.

Ce progrès, c'est l'absorption de Dieu créateur et révélateur. Sa Providence était aussi carrément méconnue que ses lois; à sa place, on intronisait la fatalité. Comme principes secondaires, on établissait que le genre humain avait commencé par une ère de théologie et de poésie: ce fut le règne de l'imagination. Ce même genre humain entra peu à peu dans une ère de philosophie ou d'abstraction pure, règne de la pensée plus parfait que celui de l'imagination. Enfin le Saint-Simonisme ouvre l'ère contemporaine de la science des choses positives, et il inaugure le règne de la réalité.

Il n'avait donc fallu au monde que trois étapes pour tomber des choses célestes au Saint-Simonisme, sans même toucher à la terre promise. De la condition des

anges, il passait à celle des brutes. On le réduisait à vivre de la vie des sens, en donnant un démenti perpétuel à toutes les traditions. Toutes les traditions en effet, les plus vénérables comme les moins authentiques, s'accordent à faire commencer l'existence des peuples par l'âge d'or, pour la voir finir à l'âge de fer, en traversant le siècle d'argent et le siècle d'airain.

Cette prétendue élévation des sciences morales et politiques à la dignité de sciences physiques n'était pas plus neuve que le reste de la doctrine. Bacon avait jadis appliqué à tout cette unique méthode d'empirisme; et Bacon l'avait empruntée aux anciens. Mais les développements qu'elle autorise ne pouvaient plaire à ces divers groupes de disciples de la fraternité. Ils commencèrent donc par se diviser. Les uns voulaient coudre aux systèmes depuis longtemps usés une de ces rallonges précaires qui manquent tôt ou tard; les autres, comprenant que le monde ne vit pas de négations, mais qu'il a besoin de foi, comme les poumons sentent le besoin d'air, n'osaient pas exclusivement se renfermer dans le cercle des questions matérielles et positives.

Ils s'imaginèrent que les générations chrétiennes avaient oublié de considérer la nature sous une de ses faces les plus belles et la plus attrayante, celle de l'amour ou de la femme. Ignorant sans doute que la femme devait au Christianisme sa pureté, son éclat et son émancipation, ils essayèrent, en changeant le titre du journal le *Producteur* en *Organisateur*, d'introduire une espèce d'élément religieux dans la science positive.

Atteints les premiers de l'épidémie de l'industrialisme et destinés à propager dans l'univers la fièvre jaune du progrès matériel, ces Saint-Simoniens ne fe-

ront jamais comme l'âne de la fable, qui porte des fruits au marché et qui n'en mange pas. Ils ne portent rien, mais ils veulent, mais ils sauront manger de tout. On les à vus déifier l'or qu'ils ne connaissent encore que par ouï-dire, et féconder la prime et le report, dont ils seront les bénéficiaires. Ils vont sacrer la femme et l'élever, dans leurs idées de chair plutôt que dans leurs respects, au niveau du Père suprême.

La femme leur paraît dégradée par le Christianisme; ils la réhabilitent à leur manière. L'Église catholique a des vierges, des martyres, de saintes femmes; elle se plaît à leur ériger des autels sur la terre et des trônes dans le ciel. Ces vierges et ces martyres, ces nobles veuves et ces mères si sublimes par le dévouement, que sont-elles en comparaison de la femme libre?

A cette nouvelle phase du Saint-Simonisme, le langage des adeptes se transforme. Ils daignent parler de Dieu et de conscience. Les mots sonores de sentiment religieux et de révélation personnelle tombent familièrement de leurs lèvres, ils se rencontrent même sous leurs plumes. C'est un jargon plutôt qu'un culte, un passe-port plutôt qu'une croyance : car, s'il y a culte, où est le prêtre? La hiérarchie sacerdotale manque donc; le vide se fait autour du temple futur. On crée aussitôt des apôtres et des disciples, des pères et des fils. La réunion s'appelle famille; la religion, Église saint-simonienne; l'autorité absolue se concentre dans les mains de Bazard et d'Enfantin, qui passent pères suprêmes.

Ce fut dans ces travaux intérieurs d'édification que 1830 trouva le Saint-Simonisme. La liberté sans frein, qui se proclamait sur les barricades, ouvrit à ses doctrines de vastes débouchés; elle leur amena une multitude de

jeunes adeptes séduits par l'attrait de la nouveauté et par l'éloquence des sophistes. Ces candeurs, alors puériles, s'imprégnèrent bientôt de corruption et d'orgueil, puis elles s'élancèrent dans le monde avec un stigmate indélébile. A ce moment, l'*Organisateur* se fondit dans le *Globe*.

Le *Globe* compte parmi ses rédacteurs des écrivains téméraires et quelques hommes de talent. Sans égard pour les théories matérialistes de leur père industriel, ils reviennent à la métaphysique et à la théologie; mais avec la pensée bien arrêtée d'humaniser une science dont le révélateur et l'objet sont essentiellement divins. L'insurrection de 1830 s'est faite contre le parti prêtre, c'est-à-dire contre l'Église. La Révolution triomphe en acclamant la liberté et en constituant l'arbitraire. Elle ne dit pas encore que le Christianisme est mort; mais, par la voix de ses Universitaires, elle insinue aux collégiens qu'ils assisteront aux funérailles d'un grand culte. Le Saint-Simonisme va plus loin; il prépare les pompes funèbres. Puisque le Christianisme est déclaré viager, il l'enterre par anticipation.

L'Église catholique disparaissait sans avoir épuré les mœurs. L'Évangile n'a jamais pu dompter les passions, étouffer les convoitises et déraciner les vices. Le Saint-Simonisme fait mieux; il prend l'homme tel qu'il est. Pour le régénérer de fond en comble, il abonde dans ses corruptions natives. Le Saint-Simonisme change la règle des actions et des croyances; il altère la valeur du bien et du mal; il veut que le beau soit le laid. La maladresse seule déshonore : il n'y a plus de crime que les fautes qui peuvent nuire. La confusion qui ne met plus de distance entre le profane et le sacré, entre le juste et l'in-

juste, entre le permis et le défendu, entre un culte légitime et un culte étranger, entre une religion révélée et une religion de fabrique moderne, cette confusion existe de par le Saint-Simonisme. Elle est la loi du progrès; elle réduit tout à une opinion. L'athéisme et la sainteté du serment, le parjure et la trahison, le droit de propriété et l'existence de l'État, tout ne sera plus qu'une opinion.

Cette doctrine n'est pas nouvelle. Le Saint-Simonisme l'accommode au gré de ses caprices; il en extrait le panthéisme universel, la réhabilitation de la chair, la négation du péché originel, l'abolition des héritages, la suppression radicale de tout lieu d'expiation après la mort, et l'apothéose de Saint-Simon et d'Enfantin par-dessus le marché.

Après 1830, à cette époque qui se targuait de n'avoir ni pitié, ni regrets, ni souvenirs, les institutions chancelaient comme dans les vapeurs de l'ivresse, et les scélérats s'élevaient tout naturellement à la dignité d'adversaires de l'Église. Le siècle était fatigué de révolutions; aussi, comme Dante au milieu des découragements de l'exil et d'une précoce vieillesse, ne demandait-il qu'une chose : *la pace*. Mais la paix invoquée ne devait pas venir. Néanmoins, parmi ces démagogues de la dernière heure essayant de légiférer, démagogues conseillés par deux ou trois Figaros, encensés par quelques Basiles et servis par des bohêmes des lettres, il se rencontra des esprits qui ne consentirent pas à porter le mal en triomphe.

Le mal débordait dans la rue et sur le théâtre. Il trônait au sein des assemblées ainsi qu'au fond des ateliers, et, comme tout grand centre de plaisirs ou d'industria-

lisme devient nécessairement un foyer d'insurrection, Paris était menacé à chaque heure d'un cataclysme social. Les aspirations encore mal définies des Saint-Simoniens germaient dans les masses. On demanda à ces apôtres, présidant à la refonte de tous les peuples et tourmentés du prurit de faire, d'où ils sortaient et surtout où ils allaient.

Par l'organe de son Père suprême, le Cénacle répondit qu'on lui attribuait des doctrines qui n'étaient pas les siennes.

Cette réponse, à l'usage des hérésiarques de tous les temps et des novateurs de toutes les espèces, était assez peu concluante. Le Père suprême le sentit, et il fabriqua son symbole. Ce symbole se résume en quelques aphorismes. C'est l'abolition pure et simple de tous les priviléges de naissance, par conséquent la négation de l'héritage, le plus grand et le plus ancien des priviléges, celui qui constitue la famille et ennoblit le travail. Le Saint-Simonisme exige que les terres et les capitaux composant la fortune publique et les fortunes particulières soient réunis en un fonds social. Le fonds social sera exploité par association et hiérarchiquement, de manière que la tâche de chacun se trouvera être l'expression de sa capacité, et sa richesse la mesure de ses œuvres. C'était du premier saut aller plus loin que la loi agraire, car l'égalité rêvée constitue l'inégalité et l'aristocratie dans la misère universelle.

La femme dut être l'égale de l'homme. Elle lui fut associée dans la triple fonction du temple, de l'état et de la famille.

Les Saint-Simoniens n'entrent pas en communion avec les Sociétés démocratiques répandues sur la France; mais

ils regardent ces Sociétés comme appelées à soutenir ce qu'ils nomment la destruction de Juillet et à déterminer le mouvement qui étendra cette destruction à toute l'Europe. La mission du Cénacle est de créer un monde neuf. Il faut que ce monde soit prêt à recevoir dans son sein l'humanité entière quand les nations, fatiguées d'anarchie, demanderont à Dieu une nouvelle loi d'amour.

A ce symbole, destiné à la publicité et ne procédant, bien entendu, que par atténuations, s'en joint un autre confidentiel. Il ne se communique qu'aux élus; il est donc plus audacieux, mais pas beaucoup plus clair. Le Père suprême le formule ainsi :

Les attributs de l'Être divin n'ont jamais été autre chose que les attributs de l'être fini divinisés. Lorsque saint Augustin, dans sa grande âme de prêtre, disserte sur le savoir, le pouvoir et le vouloir, en même temps qu'il dogmatise sur le Père, le Fils et le Saint-Esprit, on comprend l'importance de l'ordre selon lequel se règle la procession de ces trois formes de la vie humaine : savoir, vouloir, pouvoir.

Dans l'état présent de la société, il y a dualisme politico-religieux, c'est-à-dire savoir et pouvoir. Ces deux formes se combattent. On doit les allier, les relier par le vouloir. Nous avons, disaient-ils, l'homme de l'esprit, l'homme de la chair. Ils sont armés l'un contre l'autre. Unissons-les à la façon des Millénaires [1], qui seuls entendirent la question.

[1] Aux second et troisième siècles de l'Église, on nomma ainsi ceux qui croyaient qu'à la fin du monde Jésus-Christ reviendrait sur la terre, et y établirait un royaume temporel pendant mille ans, dans lequel les fidèles jouiraient d'une félicité temporelle, en attendant le jugement dernier, et un bonheur encore plus parfait dans le ciel; les Grecs les ont appelés *Chiliastes,* terme synonyme de *Millénaires.*

Le Gouvernement, c'est l'exploitation des gouvernés par les gouvernants. Il s'agit de le transmuter en association : association dans la famille, dans l'atelier, dans l'État.

Dieu est l'unité absolue de l'être, l'humanité un être collectif, le genre humain un grand individu qu'il s'agit d'organiser en association universelle.

Le Père suprême est le Messie de Dieu et le roi des nations, dans lequel ses fils l'exaltent aujourd'hui et la terre l'exaltera un jour. Le monde voit en lui son Christ.

Cette opinion vient originairement des Juifs. Elle fut suivie par plusieurs Pères de l'Église, tels que saint Justin, saint Irénée, Népos, Victorin, Lactance, Tertullien, Sulpice Sévère, Q. Julius Hilarion, Commodianus et d'autres moins connus.

Il est essentiel de remarquer qu'il y a eu des *Millénaires* de deux espèces : les uns, comme Cérinthe et ses disciples, enseignaient que, sous le règne de Jésus-Christ sur la terre, les justes jouiraient d'une félicité corporelle qui consisterait principalement dans les plaisirs des sens. Jamais les Pères n'ont embrassé ce sentiment grossier; au contraire, ils l'ont regardé comme une erreur. C'est par cette raison même que plusieurs ont hésité pour savoir s'ils devaient mettre l'Apocalypse au nombre des livres canoniques; ils craignaient que Cérinthe n'en fût le véritable auteur et ne l'eût supposé sous le nom de saint Jean pour accréditer son erreur.

Les autres croyaient que, sous le règne de mille ans, les saints jouiraient d'une félicité plutôt spirituelle que corporelle, et ils en excluaient les voluptés des sens. Mais il faut encore remarquer, 1° que la plupart ne regardaient point cette opinion comme un dogme de foi. Saint Justin, qui la suivait, dit formellement qu'il y avait plusieurs chrétiens pieux, et *d'une foi pure*, qui étaient du sentiment contraire. (*Dial. cum Tryp.*, n° 80.) Si dans la suite du dialogue il ajoute que tous les Chrétiens qui pensent juste sont de même avis, il parle de la résurrection future, et non du règne de mille ans, comme l'ont très-bien remarqué les éditeurs de saint Justin. Barbeyrac et ceux qu'il cite ont donc tort de dire que ces Pères soutenaient le règne de mille ans comme une vérité apostolique. (*Traité de la morale des Pères*, ch. I, p. 4, n° 2.)

2° La principale raison pour laquelle les Pères voyaient ce règne est

Ce Christ a des apôtres. Émile Barrault en est un; il définit en ces termes leurs propriétés: « Et d'abord, sachez ce que c'est qu'un apôtre. L'apôtre, fidèle à l'orbite souverain du Messie, reflète au loin la lumière de cet astre immense, agrandie de ses propres rayons, et lui-même il est centre... et, comme le révélateur dont il est le satellite, il est un monde. Il touche d'une main aux grands de la terre, et de l'autre aux masses frémissantes; il est prince, il est peuple... Écoutez: il prophétise, et voici que sa poésie, mettant un rayon de miel sur ses lèvres, se balance sur ses ailes brûlantes. Applaudissez maintenant. Orateur, il émeut une assemblée; à lui le désert, il est moine! à lui le château, il est gentilhomme!

qu'il leur paraissait lié avec le dogme de la résurrection générale; les hérétiques, qui rejetaient l'un, niaient aussi l'autre. Cela est clair par le passage cité de saint Justin, et par ce que dit saint Irénée. Ainsi, lorsqu'il traite d'hérétiques ceux qui ne sont pas de son avis, quoiqu'ils passent, dit-il, pour avoir une foi pure et orthodoxe, cette censure ne tombe pas tant sur ceux qui niaient le règne de mille ans que sur ceux qui rejetaient la résurrection future, comme les Valentiniens, les Marcionites et les autres gnostiques.

3° Il s'en faut beaucoup que ce sentiment ait été unanime parmi les Pères. Origène, Denys d'Alexandrie, son disciple; Caïus, prêtre de Rome; saint Jérôme et d'autres, ont écrit contre le prétendu règne de mille ans, et l'ont rejeté comme une fable. Il n'est donc pas vrai que cette opinion ait été établie sur la tradition la plus respectable; les Pères ne font point tradition lorsqu'ils disputent sur une question quelconque. Les Protestants ont mal choisi cet exemple pour déprimer l'autorité des Pères et de la tradition, et les incrédules qui ont copié les Protestants ont montré bien peu de discernement. Mosheim a fait voir qu'il y avait parmi les Pères tout au moins quatre opinions différentes touchant ce prétendu règne de mille ans, évoqué on ne sait trop pourquoi par les Saints-Simoniens.

Quelques auteurs ont parlé d'une autre espèce de Millénaires, qui avaient imaginé que de mille ans en mille ans il y avait pour les damnés une cessation des peines de l'enfer; cette rêverie était encore fondée sur l'Apocalypse.

à lui la cité, il est homme de fête, de plaisir et d'élégance ! à lui le voyage, il est pèlerin ! à lui le danger, il est soldat ! à lui le travail, il est prolétaire !... il aime le MESSIE comme un *père;* il le vénère comme un *roi;* il le sert comme un *maître,* car il porte le Messie de Dieu et le roi des nations. Telle est la vérité. »

La vérité, on le sent bien, n'était pas dans ces expansions d'un orgueil outre-passant même les limites accordées à l'extravagance. Elle résidait, pour le Saint-Simonisme, dans sa théorie du progrès indéfini et de la perfectibilité continue. Selon ces novateurs, l'homme est né bon. Le péché originel n'existe donc pas; ils lui substituent le progrès originel. Pour combattre le principe catholique, ils nient le mal moral, et ils ne s'aperçoivent pas, dans leur ignorance prodigieuse, qu'ils sont en complet désaccord avec la physiologie humaine, avec l'histoire, avec l'agiographie et avec toutes les notions de spiritualité.

L'homme naît méchant. La pente à la perversité lui est naturelle, et la conséquence la plus claire de ce principe, c'est la douleur physique, châtiment et expiation du mal moral. Le péché domine sur la terre, il ouvre la porte à la mort et aux souffrances qui la préparent. Le Saint-Simonisme, altérant ou réprimant ces vérités, ne se met pas seulement en opposition avec le Christianisme, mais encore avec la croyance de tous les peuples. Tous les peuples, en effet, ont connu la boîte de Pandore, quand ils ne savaient pas ce que c'était que la Bible.

Le Saint-Simonisme venait pour émanciper. Il s'apprêtait à briser les fers de la servitude sous lesquels il s'imaginait entendre gémir les trois quarts de l'humanité. En-

fants, femmes et travailleurs, tout fut esclave dans sa fièvre libératrice.

Raisonner ainsi, ce n'est comprendre ni l'esclavage, ni la perfection relative de l'ordre social avec la diversité de ses conditions. Croire que l'individu n'est pas libre, parce qu'il vit sous la loi du père, de l'époux, du maître ou du prince, c'est dire que la lumière nous empêche d'y voir, que le parapet protecteur nous empêche de marcher, que le frein qui dirige le cheval serait une entrave à ses pieds. L'esclavage proprement dit est le fruit de la guerre et de la défaite; mais il n'exista jamais là où l'obéissance fut un devoir du cœur, et l'amour de la soumission un principe de fidélité et de gratitude.

L'homme vain et déraisonnable s'emporte par une fierté insensée. Il prétend être né libre à la manière d'un animal fougueux et indompté. Cette parole de Job, qui s'applique si admirablement au Saint-Simonisme, ne fit jamais l'objet de ses méditations; car affirmer que l'humanité progresse vers la perfection, sous l'influence d'une loi fatale de perfectibilité, et que certains paradoxes doivent y conduire les générations présentes, c'est s'infliger à soi-même un démenti complet. Si effectivement une loi fatale et irrésistible entraîne l'homme vers le progrès, que peuvent y ajouter ou y retrancher les Saint-Simoniens? Qu'ont-ils à voir dans ce mouvement, que rien ne doit arrêter, mais aussi que rien ne peut accélérer? S'il n'en est pas ainsi, et si la sentence : Aide-toi, le ciel t'aidera, fait partie des bagages du Saint-Simonisme, qu'entend-il par son mot si vague de perfection indéfinie?

A ses yeux, ou plutôt suivant ses dires, le commerce fut l'exploitation du non-moi par le moi; c'était l'é-

goïsme. Il associa le moi et le non-moi; ce fut l'amour.

Le mariage lui semble l'union par obéissance, la prostitution légale, ainsi qu'il appelle ce sacrement. Le Saint-Simonisme invente l'union par égalité.

Jésus-Christ a dit aux hommes qu'ils étaient frères; néanmoins il n'a pas ajouté dans quel but et de quelle manière ils devaient s'associer. Jésus-Christ a formé la société morale; les Saint-Simoniens élargissent son cadre. Ils fondent l'association politique; ils inaugurent leur justice distributive : A chacun selon sa capacité! A chaque capacité selon ses œuvres!

Mais comme souvent les paroles s'obscurcissent par l'obscurité calculée des choses, il n'était pas toujours facile de saisir, sous des aphorismes emphatiques, l'erreur de l'esprit servant d'enveloppe à la corruption du cœur. L'Humanité-Dieu ne se dévoilait pas. Le dogme de l'émancipation de la femme fut la pierre d'achoppement du nouveau culte. La femme-messie, la femme libre était cherchée partout; on ne la découvrait nulle part. Seulement de cet appel aux théories sensuelles, chacun devina qu'il ne sortirait que la réglementation de l'adultère, le triomphe de la promiscuité et la ruine absolue de la famille.

La désunion vint avant le succès; les Saint-Simoniens furent plus rapidement déconsidérés par le ridicule que par leurs axiomes.

Ces Argonautes s'élançaient à la conquête d'une toison d'or régénérée avec des réminiscences de spinosisme, noyées dans quelques mysticités panthéistes. Ils s'étaient crus de force à lutter contre l'Église catholique; et malgré les événements, qui paraissaient favoriser leur dessein, ils succombèrent à la peine. Les flots ne renver-

saient pas le rocher. Ceux qui s'élevaient à son sommet retombèrent bientôt en écume à ses pieds. Les prédications de l'apostolat Saint-Simonien laissaient les masses indifférentes, hostiles ou moqueuses. Les masses ne comprenaient rien à ces substitutions de la propriété, à cette vie commune, blessant leurs habitudes de foyer domestique et leurs affections de famille. Elles voulaient, comme dans l'Écriture, que « chacun pût s'asseoir sous sa vigne et sous son figuier, et que personne ne vînt troubler son repos. » Le Saint-Simonisme altérait l'idée fondamentale du mien et du tien. Pour essayer de déraciner cette idée, il jetait un pont d'or sur le gouffre entrevu de l'agiotage; mais, semblable à l'hirondelle voyageuse, il vivait des insectes qu'il attrapait au vol.

Cette situation de flatteur des mauvais instincts et de courtisan de tous les vices n'avait pas porté bonheur à l'agrégation saint-simonienne. En vain a-t-elle songé à s'emparer de tous ceux qui, à voix basse, murmurent des prières criminelles; en vain a-t-elle fait entendre, à haute voix, des vœux sacriléges; en vain a-t-elle la première pressenti et développé cette passion de devenir riche,

Imperiosa fames et habendi sæva cupido.

que le poëte Lucain stigmatise déjà de son temps; en vain a-t-elle sanctifié les convoitises et les dépravations, l'enthousiasme qu'elle excita s'éteint peu à peu. Bientôt la ferveur n'est plus que le reste fumant d'une toile brûlée. Cette secte n'était pour l'Église que le vain bruissement d'une mouche importune. L'Église laissa les morts ensevelir les morts; et le Saint-Simonisme, qui faisait d'assez mauvaises affaires, expira entre les bras de la police correctionnelle. Les huées de la province et les

répugnances de l'étranger firent le reste. La femme-messie était introuvable en Europe. Ces robustes incrédulités, savantes à tout nier, se mettent en route pour l'Orient. Elles vont réclamer aux harems d'Asie la femme libre que Paris leur refuse. Les Saint-Simoniens, Marc-Antoine en diminutif, parcourent la Turquie et l'Égypte à la recherche d'une Cléopâtre au rabais. Ils avaient prophétisé que le vieux monde serait leur tributaire; ils devinrent les justiciables du Coran et du vaudeville.

C'était un mauvais rêve que la plupart de ces jeunes gens avaient fait; ils le rachetèrent par le repentir. Leurs essais de vie commune et d'uniforme aux couleurs tranchantes avaient peu réussi. On les accusait, même en 1832, de porter atteinte à la morale publique et aux bonnes mœurs. Ils prirent le parti de rompre une association coupable. Les uns après les autres, tous rentrèrent dans la société. Plusieurs revinrent très-sincèrement au Christianisme; quelques-uns même embrassèrent l'état ecclésiastique. Mais, après s'être proclamés si longtemps les sages, ils n'en restèrent pas moins insensés sur un point ou sur un autre, car le Saint-Simonisme eut le triste privilége de toutes les sectes. Il empoisonne encore, alors qu'on n'absorbe plus de poison.

« C'est une chose admirable, dit Bossuet [1], de voir ce que deviennent les petites choses conduites par les bons conseils. » Le Saint-Simonisme prenait l'opposé de cette maxime de l'orateur chrétien. Avec de mauvais conseils, il prétendait improviser de grandes choses. Il échoua, parce qu'en apercevant à l'œuvre ces audacieux réformateurs en paroles, chacun prit la liberté grande d'exiger leurs lettres de créance. En confirmation de la vérité de

[1] *Politique tirée de l'Écriture sainte*, t. Ier, p. 279.

leurs promesses, ils n'avaient à offrir, ici que le vide, là rien que le néant. Ils arrivaient trop tard, ils partaient trop tôt. Ils aspiraient à bannir Dieu de la société, à le bannir avec ses lois, avec ses institutions, avec son Église. Ils rompaient tous les liens entre le ciel et la terre. L'homme, selon eux, pouvait s'égaler à Dieu et le remplacer au besoin. Du naturalisme, ils descendaient sans transition au sensualisme. Ils périrent dans les impuissances d'un orgueil effréné, et, de toute cette doctrine si pompeusement annoncée, il ne surnagea qu'une vague idée d'association, qui, inutile ou dangereuse pour l'humanité, servit au moins d'échelon à chacun d'eux pour s'élever aux honneurs ou à la fortune.

Au Saint-Simonisme expirant succéda bientôt une autre secte. Elle se plaça moins en évidence, et n'en fut que plus dangereuse pour la Société catholique. Saint-Simon et son œuvre étaient morts à la peine; Charles Fourier s'imagina que, avec son Phalanstère, il pourrait surmonter les difficultés contre lesquelles l'apostolat de l'égoïsme solidifié s'était brisé au premier choc.

Charles Fourier, aventurier d'une espèce différente, n'avait pas, comme Saint-Simon, consumé une partie de sa vie dans des excès de tout genre. Issu d'une famille de marchands honnêtes, et né à Besançon le 7 avril 1768, selon les uns, 1772 d'après les autres, Fourier ne devait avoir de commun avec les grands hommes que cette incertitude sur la date de sa naissance. En se résignant à vivre dans la modeste sphère où Dieu l'avait placé, il aurait pu, sans lutte mais sans éclat, mener cette existence de probité traditionnelle et de vertus cachées, l'apanage de tant de familles. La Révolution, qui le surprit au sortir du collége, ne lui en

laissa ni le temps ni la volonté. Plein de gaucheries et paraissant toujours étranger aux usages ainsi qu'aux convenances du monde, Fourier, tantôt commis voyageur, tantôt soldat, tantôt courtier marron, subit toutes les péripéties de l'époque conventionnelle. Il avait perdu l'humble fortune amassée par le travail de ses pères. Afin de gagner son pain quotidien, il lui fallut se vouer à des labeurs matériels, courir toutes les mauvaises chances du négoce, puis condamner son esprit original et profond à la tenue des livres en partie double. Fourier ne s'effraya point de ces occupations fastidieuses; il les remplit aussi consciencieusement qu'honorablement; mais, le soir, quand le marchand avait fermé boutique, le novateur se révélait.

Cet homme, dont une malsaine philanthropie égara les bons instincts, et dont la science ainsi que l'ambition opiniâtre, mais très-mal dirigée, fut impuissante à conquérir la fortune, rêvait, après un travail pénible, de créer un monde de paresseux. Dans cette existence intime et solitaire qu'il s'imposa pour renouveler la face de l'univers, la société était à ses yeux comme la peau vide et sanglante d'une brebis offerte en sacrifice. Il composait cette société, il la décomposait à sa guise; il la plaçait sur le lit de Procuste, l'allongeant ou la raccourcissant selon les caprices de son imagination en délire. De ce chaos de transformations, il faisait sortir un Éden aussi fugitif, aussi variable que sa pensée.

Dans ses veilles, Fourier était parvenu à saisir les premiers rudiments de la musique. Cette aptitude naturelle, développée par la réflexion, lui inspira l'idée fondamentale de son système qu'il eut la patience de coordonner sous le titre de *Théorie des quatre mouvements et des desti-*

nées générales. Publié en 1808, à l'apogée de l'ère impériale, et lorsque la terreur du nom français résonnait par toute l'Europe, ce livre était nécessairement voué à l'oubli. Non-seulement il ne fut pas compris, mais il n'eut pas même l'honneur de la lecture.

Les utopistes et les songe-creux, race dont la folie a été la haine de tous les jougs, rêveurs de la plus dangereuse espèce, qui ne veulent être gouvernés ni par un seul, ni par un petit nombre, ni par les masses, pauvres gens qui permettent à leurs bras de chômer, afin de mieux faire travailler leurs cervelles, ne trouvaient guère, sous l'empire de Napoléon, d'intelligences assez complaisantes pour adorer leurs abstractions. On laissa Fourier se débattre inutilement dans le vide et poursuivre, obscur et pauvre, cette carrière d'écrivain économiste, socialiste et réformateur qui avait tant de charmes pour lui.

Bientôt le courtier de marchandises s'effaça devant le sectaire. L'Empire avait fait place à la Restauration, et les hommes, ne sachant plus reconnaître, comme dit le poëte Lucrèce, ce qui est possible et ce qui est impossible :

.....Ignari quid queat esse,
Quid nequeat....

se livraient à ces turbulentes activités dont la Démagogie sait faire si habilement son profit. Avec la liberté de ne rien croire et de tout dire, que la Charte de Louis XVIII octroyait à tout venant, les cerveaux malades ne s'occupaient qu'à déplacer l'axe du monde social. L'on voyait tant d'hommes à systèmes, l'on posait la main ou le pied sur tant de savants, que l'on commençait à ne plus rencontrer de gens de bien. La Révolution, enrayée par

Bonaparte, reprenait son essor. Passant comme une trombe à travers l'esprit humain, elle renversait encore une fois tous les principes, elle déracinait toutes les idées, elle absorbait toutes les justices. La vérité seule donne de l'expérience; et la vérité était conspuée.

Jusqu'à ce jour, la misère avait attaché des ailes de plomb au génie subversif de Fourier; il ne pouvait ni s'étendre ni s'élever. La solitude et le silence se faisaient autour de lui; tout à coup cet homme a des disciples, il recrute des dupes, il compte des admirateurs. Ses singularités, ses habitudes physiques et morales de maniaque affamé, mais incompris, prêtent à son système encore en germe une puissance attractive. Le novateur isolé ne s'était pas découragé par des tentatives infructueuses; quand il se sentit soutenu par des adeptes mettant à sa disposition leur foi et leurs économies, Fourier entrevit la terre qu'il se promettait à lui-même depuis si longtemps.

La *Théorie des quatre mouvements*, base et prospectus de son système, tend à fonder un ordre social, dans lequel toutes les passions, bonnes ou mauvaises, obtiendront une place légitime et une satisfaction qui doit tourner au bien-être universel. Dans ce nouvel ordre social, l'homme des douleurs, l'homme savant en infirmités, que le prophète Isaïe entrevit, n'existe plus; il n'a même jamais existé. Fourier modifie tout cela. Le rire n'est plus mêlé de tristesse, et les larmes se gardent bien de suivre la joie de trop près. Le novateur veut que toutes les aptitudes soient appliquées. Concourir à la félicité générale ne sera plus un devoir pénible, un commandement obligatoire, mais un droit et un attrait universels. Ses moyens d'exécution ne sont pas plus difficiles que ses

ressources d'imagination. Il associe les hommes pour le capital comme pour le talent, pour le travail ainsi que pour le plaisir. Il les réunit par groupes, par séries, par phalanges. La famille est supprimée; la loi générale de l'humanité, le lien qui rattache les groupes, les séries et les phalanges, sera l'attraction passionnelle.

On n'avait pas pris la peine de discuter Saint-Simon et ses théories ; on fit à Fourier la même aumône du silence. Tous deux se révoltèrent contre cette justice qui paraissait une insulte à leur orgueil ; et, comme Saint-Simon, Fourier n'accepta point cette condamnation anticipée. Leurs idées n'avaient pas plus d'écho, elles ne trouvaient pas plus de diffusion que leurs livres. Fourier, dont la tête est encore chaude, quand déjà ses membres sont glacés par l'âge, se résigne au rôle d'annonce parlante. Il entasse brochure sur brochure; il explique, il commente, il retourne en tous sens la doctrine, dont il se dit l'inventeur; puis, après l'insurrection de 1830, quand il voit le triomphe momentané du Saint-Simonisme, il veut revendiquer ce succès et s'en constituer l'arbitre.

Saint-Simonisme et Fouriérisme travaillaient d'un commun accord au renversement du vieux monde; mais l'homme, qui est déjà si étrangement déçu par sa propre liberté, se révèle encore une fois ce qu'il sera toujours. Les novateurs s'entendaient pour détruire ; ils ne purent jamais s'accorder pour édifier. Les Saints-Simoniens répudient tout contact avec Fourier. Dans son pamphlet intitulé : *Piéges et charlatanisme des sectes de Saint-Simon et Owen qui promettent l'association et le progrès*, Fourier les dénonce avec des colères fraternellement impitoyables.

Les journées de juillet 1830, plus tristement célèbres qu'héroïques, installaient au pouvoir une génération de poëtes, de journalistes, de banquiers, d'avocats et d'utopistes, qui n'eurent de sérieux que leur incommensurable orgueil. Des hommes très-fameux en science de parlerie, pour nous servir d'une expression de Montaigne, allaient apprendre à la France, en s'attelant à tous les brancards constitutionnels, ce qu'il en coûte pour amener les servilités libérales à complimenter les ignominies socialistes. Les unes commençaient par devenir insensées, les autres devaient naturellement finir par être atroces.

Selon la *Genèse*, toutes les pensées de l'homme se tournent au mal en tout temps. A cette époque de 1830, il y eut une recrudescence d'efforts vers le crime. Le caractère du peuple français semble instinctivement le pousser à ne reconnaître pour supérieur que celui qui ne fut jamais son égal. On abaissa tellement ce caractère, que Paris, la ville de tous les contrastes et de tous les entraînements, se prit à amasser des monceaux de boue contre ses nouveaux maîtres et seigneurs. Ils préparaient l'invasion croissante du matérialisme, la dissolution prochaine de tous les liens de la pensée et l'extinction imminente de tout sentiment collectif; calamités qui constituent l'anéantissement moral d'un peuple. Dans ces hommes tout physiques, où la chair et le sang dominent l'intelligence, et que la révolution livre au Communisme, en les faisant passer par les doctrines saint-simoniennes et fouriéristes, l'esprit flottait au gré des vents comme le navire qui a perdu son ancre.

Le vulgaire, plus sage que ses pédagogues, parce qu'il n'est sage qu'autant qu'il le faut, subissait à contre-cœur l'épreuve à laquelle on se plut à le soumettre. Son bon

sens naturel se révolta devant cette belle autorité pour la sagesse, qu'on laissait à une multitude de fous le droit de prêcher. Le principe du libre examen, axiome protestant de l'indépendance individuelle contre tout pouvoir établi, sortait de l'émeute; il s'empare du monde entier. On ébranle à plaisir toutes les institutions séculaires; on tronque, on avilit les lois, ces préceptes pleins de menaces, selon la parole de Sénèque; et les esprits, mouvants comme le sable, cherchent dans cette nuit profonde un appui quelconque en dehors de la Religion, dont, depuis quinze années, on avait pris à tâche de les faire rougir.

Ce fut alors qu'un certain nombre de femmes, vieilles comme la colombe de l'arche, et de jeunes gens nourris d'études encyclopédiques, mais ignorant complétement que la Religion seule peut vivifier les lois de l'ordre public, de la famille, de la propriété et de la véritable liberté, se virent saisis d'une admiration plus crédule que réfléchie pour les précepteurs improvisés du genre humain. Le Saint-Simonisme avait ses adeptes : Fourier daigne avoir les siens, qu'il autorise aux grands jours à porter dans la rue un des rayons de sa gloire. Le Saint-Simonisme s'abîma bientôt sous le ridicule, le Phalanstère eut la vie plus dure. Il survécut à Fourier, mort à peu près de misère, le 10 octobre 1837, au moment même où son premier essai de colonisation sériaire échouait à Condé-sur-Vesgre.

Le Maître était descendu dans la tombe, ignoré ou bafoué; ses disciples lui créèrent une renommée posthume. Ils donnèrent à son système un retentissement beaucoup plus grand que les facultés racornies du novateur. Victor Considérant, Jules Lechevalier, Pellarin, Cantagrel,

Tronson, Hennequin, Toussenel, Just Muiron, Alexandre Weill, Langlet, Baudet du Lary, Nerval, Laverdant, Leconte de Lisle et Jean Journet, furent les principaux propagateurs, les missionnaires, les écrivains, les contribuables et les poëtes du Phalanstère. Par le journal, par la brochure, par l'almanach, on mit à la portée du peuple et des ateliers tout ce qui, dans les doctrines de ce cru, pouvait flatter les instincts de la classe ouvrière. Des médecins, des ingénieurs et des avocats de province se firent les correspondants et les associés de la *Phalange* ou de la *Démocratie pacifique*.

Fourier était mort sous le coup d'un premier échec de colonisation ; une seconde tentative fut faite, et avec des chances meilleures. Deux riches industriels écossais, séduits par le mirage de la nouveauté et de l'inconnu, accoururent, ainsi que tant d'autres, offrir au Phalanstère le tribut de leur crédulité. Avec l'or qu'ils mirent à sa disposition, le Phalanstère s'adjugea les ruines de l'abbaye de Cîteaux et les terres voisines. On y réunit, on y disciplina, selon l'ordonnance, un groupe, une série de travailleurs par l'attraction passionnelle. Les résultats de cette association devaient être infailliblement magnifiques. Au bout de deux ans, ces travailleurs, choisis comme des modèles de la perfection fouriériste, étaient devenus inhabiles, paresseux, corrompus et insoumis.

C'était un pêle-mêle d'hommes, de femmes et d'enfants horrible à voir, plus horrible à entendre. Les organes du parti ensevelirent la honte de ce nouvel échec sous un silence officieux, et il ne resta plus aux deux Écossais, victimes de leur imprudent enthousiasme, que le droit de se débarrasser à tout prix d'une acquisition si cruellement onéreuse. L'abbé Rey, fondateur et directeur du

pénitencier d'Oullins, près de Lyon, l'acheta pour y établir son refuge chrétien qui prospère toujours. Il commença son œuvre par recueillir et par nourrir les débris impurs de cette phalange expérimentale. Le Fouriérisme les abandonnait, après les avoir pervertis; ils ne trouvèrent de compassion que dans l'âme d'un prêtre catholique.

Tel fut Fourier dans sa vie et dans sa mort, un insensé qui, après avoir fait table rase des croyances divines et humaines, s'applique avec un soin tout particulier à créer des Petites-Maisons, où l'on se promènera de loge en loge. Fourier a vu ses contemporains passer trois fois par semaine d'un maître à un autre maître. Il assista, dans sa jeunesse, à toutes les turpitudes religieuses et civiles qu'il plut à la Révolution d'imposer aux Français. Sans vouloir se dire, avec le célèbre Vico, dans sa *Scienza nuova :* « Si la religion se perd parmi les peuples, il ne leur reste plus aucun moyen de vivre en société; ils perdent à la fois le lien, le fondement, le respect de l'état social et jusqu'à la force même du peuple, » cet homme qui, de bonne foi, se cherchait partout une auréole et un piédestal, s'imagina avoir trouvé l'un et l'autre dans son Phalanstère à l'état d'embryon perpétuel. Il crut que les Dieux s'en allaient comme les Rois. Dans son imagination féconde, mais mal réglée, il chercha ce qui devait être mis à la place du Christianisme et de la Monarchie.

La langue de l'impie continuait de parcourir la terre; la société, à peine rétablie sur ses bases, était de nouveau attaquée à petits coups de science. On la bourrait de mathématiques et d'abstractions.

Les idéologues, les novateurs et les sectaires sont tous, dans une proportion plus ou moins large, comme le teinturier qui, dans une étoffe, n'aperçoit que les taches,

lorsque les autres en admirent le tissu, les couleurs et le dessin. L'inventeur des phalanstères suivit l'exemple du teinturier; il osa songer à tout réformer, puisque tout lui paraissait désorganisé. Fourier, blotti dans son arrière-boutique, s'installe modestement à la place de Dieu; puis du haut de son Sinaï marchand, il promulgue la loi nouvelle.

Cette loi, une comme la divinité qu'il manipulera plus tard, est celle de l'attraction. Règle, influence et moteur de l'homme ainsi que de la terre, l'attraction les conduira simultanément à une même fin. Cette fin sera l'ordre, la perfection, le bonheur.

L'attraction passionnelle, dont Fourier se constitue l'apôtre, n'est, à bien prendre la chose, que les passions humaines dégagées de tout frein. Les passions sont bonnes en elles-mêmes; il n'y a de dangereux ou de mauvais que les entraves qu'on s'obstine à leur opposer. Dans le système de Fourier, les seuls véritablement coupables, ce sont les papes, les rois, les législateurs, les moralistes, qui, en gênant l'indépendance et la liberté de l'homme, insultent par là même à la sagesse et à la bonté de Dieu.

Les passions, prises ainsi et couvées à l'état sauvage, concourent, avec les phénomènes de la nature et avec la marche des astres, à l'harmonie universelle. La formule primordiale de l'école sociétaire est contenue dans l'aphorisme que les attractions sont proportionnelles aux destinées.

Cependant Fourier lui-même a l'intuition que ceux qui prétendent niveler n'égalisent jamais. Il sent qu'il ne faut pas laisser l'humanité errer sur le globe comme la cavale dans le désert. A la puissance de sa loi néfaste d'attraction, il ajoute donc un faible grain de sagesse humaine. Après

avoir proscrit l'état social, il le reconstitue à sa manière et sous un autre nom. Il groupe les individus que la même passion domine. Ces groupes, dernier vestige de la famille, formeront des séries qui doivent perpétuer l'harmonie universelle.

Fourier a, par instinct, deviné les principes de la musique. Il ne sait à peu près que cela, il l'applique à tout. Ses groupes sont organisés dans sa cervelle ainsi que les gammes d'un clavier. Il les arme de toniques, de modes majeur et mineur. Il leur attribue des dominantes et sous-dominantes; il ne leur fait pas même grâce des dièses et des bémols. Les groupes, dirigés par ce singulier chef d'orchestre qui se croit créateur, forment des accords de tierce, de quinte et d'octave.

Les groupes, ainsi assemblés en mesure, composent les séries passionnelles. La réunion des séries produit la phalange. La phalange a pour demeure le phalanstère, qui donne son nom à cette utopie de maître de danse.

Les peuples ont toujours demandé des fables. Fourier en invente de si incroyables, que leur invraisemblance même leur sert de passe-port et d'achalandage. Il rencontre des hommes d'esprit ou de talent qui se font les coryphées de ses théories harmoniennes, et qui, dans ses livres, ennuyeux comme un vieil amendement, cherchent avec le flair une idée absente et une solution impossible.

Dans cet amalgame des âges et des sexes, assez voisin de la promiscuité, et que le novateur appelle la Phalange, l'être créé se partage et se subdivise en seize catégories. On les décompose ainsi :

Bambins et bambines.	Athlétiques et athlétiques.
Chérubins et chérubines.	Mûrissants et mûrissantes.

Séraphins et séraphines.
Lycéens et lycéennes.
Gymnasiens et gymnasiennes.
Jouvenceaux et jouvencelles.
Adolescents et adolescentes.
Formés et formées.

Virils et viriles.
Raffinés et raffinées.
Tempérés et tempérées.
Révérends et révérendes.
Vénérables et vénérables.
Patriarches et patriarchesses.

Il y a beaucoup de choses dont on doit se moquer, a dit Tertullien. C'est à la vérité seule qu'il appartient de rire. Elle est gaie et sereine[1], elle se joue de ses ennemis, parce qu'elle est sûre de la vie éternelle. Néanmoins, malgré le conseil de Tertullien, nous ne nous permettrons pas de rire de ces extravagances. Venues dans un temps d'indocilité et d'examen, elles produisirent tant de ruines, elles portèrent tant de coups funestes à la religion et à la famille, que l'on est, malgré soi, condamné à prendre au sérieux ces aberrations de l'esprit humain.

Comme dans la Phalange, tous les emplois ne peuvent pas être attrayants, il est décidé qu'il en existera de répugnants. Dans l'hypothèse assez juste que l'attraction passionnelle faillira quelque part, on y supplée par une attraction artificielle, dont l'honneur et le salaire feront seuls les frais. Une corporation d'enfants de neuf à quinze ans sera chargée des travaux. La corporation juvénile, que l'on nomme la Petite Horde, se divise en chenapans et en chenapanes, en sacripans et en sacripanes. On fabrique à son usage un argot de convention; elle est dotée d'un style poissard; on la couvre d'oripeaux grotesques. Pour toute prérogative sociale, ces enfants, auxquels on inocule le mépris du Ciel et d'eux-mêmes, sont entourés par les autres séries de respects moqueurs et de déférences menteuses.

Un culte quelconque n'a pas encore été inventé. Le Phalanstère renie la Providence et toute religion établie :

« Et que nous parle-t-on, s'écrie-t-il en blasphémant, des cieux qui racontent la gloire de Dieu! Nos souffrances proclament bien mieux la malice ou l'impéritie de Dieu. »

Puis, dans la même *Phalange, Revue de la science sociale,* la malédiction s'élève avec l'outrage contre le Créateur : « Que nous sert, professent les Harmoniens[1], ce vain étalage de puissance divine, ces astres qui brillent au firmament? Nous demandons à Dieu le bien-être avant le spectacle. Osons enfin aborder la question des devoirs de Dieu. S'il a des titres à la gloire, laissons chanter sa gloire à ceux qui en profitent et qui ont de bonnes rentes. Quant à nous, habitants de ce globe, sur 800 millions que nous sommes, il y en a au moins 750 millions qui n'ont pas du tout à se louer de la justice de Dieu. Le roi David, couvert de tant de crimes, peut bien à son aise chanter la gloire d'un Dieu qui lui fournit des hommes à massacrer, des provinces à gruger, des sérails et des flatteurs pour louer ses cantates hyperboliques. De tels hommes peuvent louer le Dieu protecteur de leurs orgies. Mais le grand nombre des civilisés a le droit de répondre à David, en rétorquant son verset : « Les désordres de la terre proclament l'insouciance de Dieu, et les horreurs de la civilisation attestent la nullité de sa providence! »

Ce sont donc des athées de mauvaise foi en quête d'une divinité étrangère et d'un culte approprié à leurs rêves. Ils empruntent l'un et l'autre aux débris vermoulus de la théophilanthropie et aux mascarades usées de cette religion sans mystère et sans croyants. Le travail sériaire sera accompagné de chants, de danses et de décorations brillantes. L'encens fumera dans des cassolettes, mais il ne fumera qu'en l'honneur de Fourier et de ses apôtres.

[1] La *Phalange*, 16e année, t. V, mars 1847.

Leurs bustes seront, pour la satisfaction des cinq sens, toujours exposés à la vénération publique.

Afin de ménager des susceptibilités trop vulgaires, le principe de l'hérédité est conservé dans les mots. On l'ánéantit par le fait, car, au milieu de ce pêle-mêle de séries et de phalanges, l'héritier disparaît. La famille étant abolie, on procède à l'ébauche d'une organisation politique. La hiérarchie suivante s'échappe tout armée du cerveau de ces réformateurs égalitaires. Ils se donnent la peine d'organiser sur le papier un globe, un empire, une république où il ne peut pas y avoir de sujets, où la liberté la plus excentrique est un droit, où la loi seule de l'attraction régit les esprits et les corps. Et voilà qu'une aristocratie avec ses dignitaires sort des limbes de ce pouvoir qui n'est pas constitué.

Il y aura donc un omniarque, trois douzarques, douze onzarques, quarante-huit décargues ou césars, cent quarante-quatre empereurs, cinq cent soixante-seize califes, mille sept cent vingt-huit rois, six mille neuf cents grands-ducs, vingt mille ducs, quatre-vingt mille marquis, deux cent cinquante mille comtes, un million de vicomtes et trois millions de barons, ni plus ni moins.

Réfugié dans son grenier de la rue Saint-Pierre-Montmartre, à Paris, le Maître a fait plus magnifiquement les choses que Charlemagne et Napoléon. L'un se contenta de créer ses douze pairs, l'autre donna seize maréchaux à son empire. Cette réalité était bien mesquine en comparaison de cet Omniarque s'entourant de césars, d'empereurs, de califes et de rois à la centaine, et jetant sur la terre ces immenses fournées de marquis, de vicomtes et de barons qui doivent préparer aux d'Hoziers futurs tant de tortures imaginaires. Dans sa sollicitude univer-

selle, le Maître vient de créer une noblesse; il n'oublie pas pour cela les animaux. Il veille à leur bien-être; et, comme l'enfance est sans pitié, c'est à l'enfance et aux Petites Hordes qu'il confie le soin de cette nouvelle phalange. Les bergers la mèneront paître montés sur des chevaux sériaires : les chiens suivront avec des grelots accordés en tierce.

L'harmonie phalanstérienne, réalisée sur la terre, changera du tout au tout l'ordre naturel des choses. Il n'y aura plus de douleur, plus de lutte entre la matière et l'esprit. Les individus seront riches de tous les biens et de tous les bonheurs. Ce que les civilisés appellent si improprement la vertu ne sera plus contraire à la jouissance physique ni la jouissance à la vertu. Le mal s'enfuira volontairement de ce monde. Comme conséquence forcée de sa disparition, régneront à travers les siècles une santé parfaite, un progrès indéfini et une longévité qu'il ne sera permis à la mort de compromettre que par inadvertance ou par hasard.

Semblable au médecin qui disserterait sur la vie près d'un tombeau, le Phalanstère traduit en catéchisme et en almanach populaire, c'est-à-dire en roman, les enseignements et les fureurs des sophistes. Il avait créé en moins de six jours son monde à lui, ce monde de grisettes sensibles et de forçats vertueux; il se garde bien de se reposer le septième. N'a-t-il pas toujours une théorie nouvelle à mettre en contradiction avec ses systèmes de la veille ?

Après avoir organisé ses phalanges de césars et de douzarques, le Fouriérisme suppose un principe moteur, qu'il honore du nom de Dieu, un principe mû, qu'il appelle matière, et un principe neutre, qui sera le mathé-

matique régulateur du mouvement. Sa Trinité est toute trouvée, seulement elle s'exclut et se détruit par les attributs contradictoires dont il lui plaît de l'investir et par les éléments hétérogènes qui la composent. L'âme, dont il manipule les destinées, procède de la métempsycose ou de l'immigration. Sa nature n'est pas définie, mais elle reçoit dans l'autre vie un corps composé d'arome et d'éther. A l'aide de cet ingrédient, le « Sésame, ouvre-toi! » du Phalanstère, l'âme a la faculté de pénétrer l'air, le feu et la pierre. Elle remplit tous les éléments et habite avec nous d'une manière invisible. Ces pauvres âmes, auxquelles Fourier prête une attention si bénévole, doivent effectuer trois fois le parcours des quatre planètes lunigères avant de résider dans les lactéennes. De là, elles passent dans d'autres soleils, puis dans des univers, dans des binivers, dans des trinivers incalculables, où se prodigueront à l'infini des variétés de jouissances matérielles et spirituelles. Ces migrations, dont le nombre se fixera plus tard, quand le caprice de l'insensé le décidera, dureront 81,000 ans, ainsi partagés : 27,000 à passer dans ce monde, 54,000 dans l'autre. Le reste, c'est *la suite à demain* du feuilleton-roman.

Sur huit cent dix existences ou migrations qui nous sont réservées, nous sommes assurés d'en rencontrer sept cent vingt de parfaitement heureuses. Nous en aurons quarante-cinq d'aussi favorables que la vie d'un bon bourgeois et quarante-cinq autres d'aussi tristes que celle d'un Ésope contrefait, d'un esclave supplicié et d'un chrétien captif chez les Maures. Fourier ajoute gravement que ces notions ne sont ni hypothétiques ni révélées, — on le voit bien, — mais rigoureusement déduites de calculs positifs.

Dans ce système, il devient absolument inutile de chercher une base quelconque de morale. Les châtiments sont supprimés ainsi que les récompenses. Il n'y a plus ni bien ni mal dans la volonté humaine, plus de libre arbitre par conséquent, mais attraction passionnelle toujours bonne, toujours exempte de vices ou d'erreurs. La chute de l'homme et sa rédemption sont effacées; Jésus-Christ et l'Évangile ne comptent que pour mémoire dans la théogonie phalanstérienne.

Élevé à une époque où Dieu était proclamé le mal et où les autels tombaient sous la hache de la Démagogie philosophique, Fourier s'est imprégné de l'athéisme légal. Ce fut la seule loi au monde qu'il se fit un devoir de respecter; ses disciples n'osèrent pas s'y conformer d'une manière aussi absolue. Il existait encore des préjugés; il importait, et pour cause, de ne pas trop leur rompre en visière. Le Christianisme n'avait pas rendu le dernier soupir; les disciples de Fourier tentèrent de greffer leur système sur la morale apostolique. Ce système fut, selon eux, le développement naturel et raisonné de la révélation de Jésus-Christ. Au frontispice de toutes leurs publications, ils lui firent donc l'honneur de le représenter parmi les législateurs anciens, offrant une main amie d'un côté à Moïse et de l'autre à Fourier. Les Phalanstériens ne pouvaient faire que cela pour le Dieu de la crèche et de la croix. Ils stéréotypèrent son image à la couverture de leurs almanachs.

Ils se sont donné dans la personne du Sauveur un Harmonien de plus; ils vont maintenant se confectionner une théorie cosmogonique, qui laissera bien loin derrière elle toutes les découvertes de la science moderne.

Les planètes sont, d'après Fourier, des êtres animés et

intelligents. Elles possèdent deux âmes, l'une divisible qui se fractionne, l'autre indivisible et qui lui adhère. Ces deux âmes vivent en société; elles composent des groupes ou tourbillons, organisés comme un clavier à trente-deux touches de gamme majeure et mineure, avec un foyer qui est le soleil. Elles sont en conjugaison amoureuse, elles se fécondent les unes et les autres avec volupté; puis le résultat de cette fécondation, c'est l'ensemble des productions animales, végétales et minérales. Dans cette fabuleuse conjugaison, Fourier entrevoit ou place un arome qui a de singuliers attributs. Il croît, il décroît, selon la perfection ou l'imperfection des habitants de la planète. Le soleil a l'arome fleur d'orange; la terre, violette et jasmin; Saturne, tulipe et lis; Herschel, iris et tubéreuse, ainsi de suite. A l'aide des rayons d'arome, convergents d'une planète sur l'autre, ces êtres androgynes se reproduisent. Vénus engendre la mûre et la framboise; Mercure, la fraise, la rose et la pêche; la terre, la cerise; le soleil, les raisins; et les satellites, la groseille.

Un jour, raconte Fourier, notre planète subit une crise. Cinquante ans avant le déluge, la chute d'un astre arrêta l'exercice aromal. Phébé, satellite de cet astre, en mourut; mais, dans son agonie, il se rua sur notre globe, l'approcha en périgée et causa l'extravasion des mers. De là le déluge. La terre est désormais préservée d'une pareille crise; néanmoins son arome, corrompu par les vices de l'homme, est encore méphitique. Le régime auquel le Phalanstère va soumettre le monde fera disparaître les émanations morbides.

Dans sa nature élémentaire, l'âme humaine n'est plus, au témoignage du fantasque novateur, qu'une parcelle

de cette grande âme de la planète qu'elle habite. L'âme a des attractions ou passions, à raison de ses destinées. Ces âmes, classées par séries, conformément aux lois de la musique, provoquent des actions harmonieuses qui embellissent et perfectionnent les destinées de la planète elle-même. Le Fouriérisme suppose une passion foyère, l'unitéisme ou penchant à l'unité, des passions cardinales, qui naissent de la foyère, comme les branches de la tige, se nourrissant d'air et de lumière, produisant des fleurs et des fruits et multipliant leurs rameaux, selon l'ordre sériaire et harmonique.

L'attraction passionnelle, la clef de voûte du Phalanstère, est définie par lui un penchant que la nature imprime avant toute réflexion, et persistant et s'imposant malgré le cri de la raison, du devoir ou des préjugés. Ce cri ne peut pas, il ne doit pas être entendu. En tout temps, en tout lieu, l'attraction tend à trois buts; le dernier en est le résultat et la fin. La théorie des quatre mouvements se retrouve ici; elle conduit par cette voie au sensualisme le plus exagéré. La fin finale de ces attractions, c'est le bonheur universel enté sur le plaisir des sens, ou mieux encore, c'est l'immoralité élevant la maison de tolérance aux proportions d'une vaste manufacture d'appétits charnels toujours en ébullition, et de vices inassouvis à perpétuité.

Pour coordonner, développer et légitimer tous les excès, Fourier est un maître expert. Il y a plusieurs ordres de passions : les sensitives, les affectives, les mécanisantes ou distributives. Ces dernières, au nombre de trois, servent au mécanisme des caractères; elles enseignent l'art de les connaître et de les employer. La cabaliste c'est le sentiment d'émulation, le goût d'intrigues et

la source des débats. La papillonne se révèle par le besoin du changement, de la variété et des situations contrastées. La composite sera l'enthousiasme ou l'ivresse résultant de deux plaisirs au moins, l'un des sens, l'autre de l'âme. La composite est le principe des accords, comme la cabaliste est le principe des discordes. L'orgueil, l'avarice, l'envie, la luxure, la colère, la douleur, sont retranchés du clavier passionnel, sur lequel Fourier joue avec l'humanité. Les vieilles passions, les anciennes facultés de l'âme et ses opérations, le bien et le mal, le juste et l'injuste, le droit et la raison, la liberté et la logique, sont relégués avec les phénomènes de la conscience dans un dédale de mots incompréhensibles, dont personne n'a la clef, Fourier et ses disciples encore moins que les autres. Cette étrange psychologie crée des parcelles d'âme, des avortons d'atome destinés, pendant plusieurs milliers de siècles, à errer à l'aventure de planète en planète, sous l'influence fatale d'une attraction passionnelle.

Le Phalanstère, oubliant à dessein que les passions vaincues sont le triomphe de la famille chrétienne, a tenté de corrompre l'homme par l'amour de l'infamie, dernier plaisir qui, comme le dit si énergiquement Tacite, reste à goûter aux cœurs blasés. Fourier, dans ses préliminaires de sympathie omniphile, rêve des mœurs avilissantes, et une promiscuité à effrayer l'état sauvage. Le Phalanstère se transforme en lupanar; et, pour nous servir de certaines paroles de cet insensé, « l'équilibre de contrebande amoureuse où tout le monde trouve son compte » prête à ses doctrines leur véritable signification. La papillonne a besoin de variété et de contrastes. Fourier les conseille, il les autorise, il les sanctionne;

puis il ajoute[1] : « Ainsi finissent tous les quadrilles de tourtereaux et ces réunions de société honnête où il arrive qu'en dernière analyse chacun des hommes a eu toutes les femmes et chaque femme a eu tous les hommes. »

Sous ce cynisme de langage, que devient la famille? Où sont le père, la mère et les enfants, avec leurs droits et leurs devoirs respectifs? Fourier, qui a tout prévu, tout organisé musicalement pour les dépravations les plus honteuses, a créé des bayadères et des bacchantes. Mais il sait que le plaisir vit de contrastes : il établit donc des vestales et des vestels. Afin de tout équilibrer, des séries de céladons et des cours galantes cacheront sous quelques roses flétries le spectacle d'une débauche formulée en loi. C'est tout ce que le Fouriérisme peut faire pour les âmes pudiques et pour les scrupules de la décence.

« L'infernale engeance des civilisés, » que le Phalanstère s'imagina de transfigurer en voleurs et en assassins, ne voulut rien comprendre à cette école de prostitution publique, où le pédagogue du libertinage intronisait la volupté comme dernière expression de tout culte religieux. « Avant 89, dit-il en effet[2], les esprits étaient avides d'innovations, et une secte religieuse qui se serait élevée aurait eu en sa faveur plus de chances que n'en eurent Mahomet et Luther. Il eût fallu, pour convenir à l'esprit du siècle, une secte amie de la volupté. Les philosophes n'eurent aucune idée de cette fondation.... Écrasés par la civilisation, les philosophes devaient attaquer la philosophie sur le point faible, sur la servitude amoureuse, et pour la détruire il fallait créer un culte

[1] *L'Unité universelle*, t. III, p. 363.

[2] *Théorie des quatre mouvements*, t. Ier des *Œuvres de Fourier*.

de l'amour, culte dont les philosophes se seraient établis les prêtres et les pontifes.... Le culte de la volupté aurait cadré merveilleusement avec la philosophie moderne.... L'appât des voluptés, joint à l'esprit de secte et de prosélytisme, tel devait être le canevas de la nouvelle religion. Tandis que les philosophes se sont montrés si médiocres en faisant des religions modérées, un Arabe grossier, Mahomet, a fait une religion avec le plus grand succès, parce qu'il a été immodéré en tous sens, parce qu'il n'a employé que l'excès, les exagérations et les monstruosités. Quel camouflet pour les amis de la modération ! S'ils voulaient attaquer la Religion catholique, il fallait lui en opposer une qui donnât dans les excès contraires. Elle divinise les privations, il fallait diviniser les voluptés. »

Pour édifier son Phalanstère sur les ruines de l'Église romaine, Fourier n'inventa qu'un moyen : c'est de nous ramener aux carrières, ou plutôt aux harems de Mahomet. Il ne conspire pas, il ne tue pas le corps; mais il veut distiller sur les âmes un de ces assoupissements qui précèdent la mort de l'homme et annoncent l'extinction graduelle de la famille et des peuples. Le spectacle de cet Orient abruti n'a pas frappé le maître; il ne frappera point les disciples. Tous, dans un vœu sacrilége et dans de stériles efforts, voudront, la séduction ou la menace à la bouche, ébranler le temple catholique et renverser la société chrétienne. Quand ces doucereux apôtres rencontreront quelque résistance, ils s'écrieront avec leur chef, Victor Considérant [1] : « Aveugles qui conduisez des aveugles, votre place est aux Incurables ! on saura bien vous y loger. Nos rangs se forment, voyez-

[1] *Destinées sociales*, t. I[er], p 438.

vous ? Nos cadres se remplissent de soldats qui ont du cœur, du sang dans les veines et des bras nerveux, et vous n'aurez plus beau jeu en rase campagne, mes maîtres. Venez donc essayer vos sabres de bois contre nos haches d'acier ! De par Dieu ! on saura bientôt, je vous le jure, si vos cuirasses sont à l'épreuve. Et malheur à vous si elles se brisent ; car les haches seront bien trempées et les coups rudement assenés....

» Et, je vous le dis, si le bataillon de la jeune garde qui s'enrôle sous le drapeau de l'avenir a le mot d'ordre pour la paix, il a aussi son mot d'ordre de guerre. S'il se rallie à cette religieuse parole : Association et harmonie, il se rallie aussi à la voix qui crie : *Écrasons l'infâme !* Le gant est par terre.... ; on saura vous contraindre à le ramasser. »

L'Église et la civilisation ne daignèrent pas répondre à ce défi. L'Église et la civilisation sont encore debout. Qui dira sous quels décombres fantastiques gît le cadavre imaginaire de ce Goliath du sensualisme ? Pour tomber, il n'eut pas même besoin de la fronde de David. L'homme qui donne des espérances trompeuses, et n'accomplit pas ses promesses, c'est, au témoignage des saintes Écritures, une nuée et un vent non suivis de pluie. Fourier et ses enthousiastes eurent le même sort. Ils étaient de ces lâches qui, désespérant d'eux-mêmes, se livrent à tous les désordres. Ils s'imaginèrent de légitimer ces désordres, en leur octroyant l'incrédulité pour sanction. L'Évangile et tous les moralistes proclament que nous supportons assez courageusement la misère ; mais que le bonheur nous corrompt. Partis de ce point, les Fouriéristes arrivèrent bien rapidement à démontrer « que la volupté est la seule arme dont Dieu puisse faire usage

pour nous maîtriser et nous amener à l'exécution de ses vues. »

Dieu n'avait jamais conçu pareille idée; Fourier la lui inculque, Fourier se met de moitié dans ses conseils. Il les dirigera contre le Catholicisme, « dont les dogmes, ennemis de la volupté, le privent, selon ses paroles, de toute influence sur le système social. » Ces lois absurdes, ces théories de dépravation, ces systèmes contradictoires, sont destinés à *écraser l'infâme*. On choisit l'heure des révolutions politiques et le moment des épreuves pour accumuler sur l'Église ces lois, ces théories et ces systèmes. Ils rejaillirent comme la grêle qui essaye de briser un rocher de granit, et le Fouriérisme passa en semant, pour toute preuve de sa mission, quelques ruines et quelques corruptions de plus.

La société harmonienne était, au point de vue industriel et agricole, un vaste atelier. Son but et sa fin se résumaient dans une production indéfinie. Afin de manipuler toujours et sans cesse, elle associait le capital et le talent au travail; elle faisait jouir des délices de la vie commune ce monde saturé d'attractions passionnelles. Il ne lui restait plus tout simplement qu'à chercher ses débouchés et à ouvrir de nouvelles sphères de consommation à ces multitudes ne se lassant jamais de produire.

Après avoir démoli en rêve la Société chrétienne de sa base à son sommet, après avoir mis au pilori du Phalanstère les préjugés de religion, de famille et d'obéissance, ainsi que l'antique tyrannie conjugale, Fourier, qui ne fut jamais trompé, mais qui se trompa lui-même, bat des mains sur les débris amoncelés dans son paradis terrestre. Ce Dieu d'un monde inconnu, ainsi que ses disciples l'appellent dans la préface de ses *œuvres com-*

plètes, a porté la hache de ses folies et la sape de ses aberrations sur tous les monuments traditionnels. Il a créé tant de chimères qu'il serait impossible, avec la pierre de touche que chacun possède, de séparer les prétendues parcelles d'or renfermées dans cette masse impure. Il a tout violé, tout confondu, tout nié, tout blasphémé; puis il s'est offert à l'admiration universelle avec un de ces orgueils qui excitent encore plus de pitié que de mépris ou de colère.

Cet Érostrate plumitif ne se contente pas de brûler le temple; il veut le rebâtir plus splendide, plus merveilleux que jamais; et à la place des lois extérieures de la révélation et des lois intérieures de la conscience, il n'offre qu'une misérable satisfaction des sens! Les génies les plus sublimes et les intelligences les moins élevées s'accordent tous dans un symbole qui explique l'action providentielle et embrasse le passé, le présent et l'avenir. Le *Je crois en Dieu, Père tout-puissant,* formule et résume tous les principes, tous les sentiments, tous les devoirs. Fourier, aussi mauvais philosophe que mauvais chrétien, invente beaucoup plus de barbarismes que d'hérésies; il commet plus de fautes de grammaire que d'erreurs sur le catéchisme. Comme la Médée antique, pour rajeunir le vieil Éson, il n'a pas d'autre moyen que de le tuer. Par bonheur, la chaudière phalanstérienne ne bout pas aussi vite que celle de la mythologie.

Jusqu'à présent nous avons vu tous les novateurs, tous les sectaires, tous les ennemis de l'Église romaine se faire contre elle une arme puissante du despotisme que la foi exerce sur ses volontés. A elle proclamant, dans ses actes et dans son langage, que jamais l'utile n'est séparé du juste, on a reproché d'asservir le corps et de dominer

l'esprit; puis, en invoquant la liberté religieuse et la liberté politique, on essaya de tourner contre Rome cette épée à double tranchant. Rome a laissé dire, Rome a laissé faire. Elle a surtout laissé écrire; et ce qui devait arriver est arrivé. Les thaumaturges de l'émancipation sociale et individuelle, les apôtres de la liberté illimitée se sont tous révélés tyrans, du jour où ils ont cru que le pouvoir allait tomber entre leurs mains.

Depuis la Vente suprême des Sociétés secrètes jusqu'aux derniers barbouilleurs de papier, exhumant une contrefaçon de Dieu des souillures de leur imagination, tous ont proclamé la licence et infligé la servitude. Tous, en s'appuyant sur les droits de l'homme et sur les grands principes de 89, confessèrent la nécessité d'une contrainte morale et physique. Ils s'étaient levés rebelles, ils s'endormaient despotes. Fourier lui-même subit ce joug qu'il espère appliquer aux autres : « Est-ce bien, dit-il[1], par la liberté qu'on peut conduire les civilisés à la sagesse? Non. Il faut les y contraindre. Lorsqu'on força l'adoption des jantes larges, tous les voituriers jetèrent les hauts cris. Deux ans plus tard, les mêmes hommes vantaient l'opération. Tel est le civilisé.... Il faut, pour son propre bien, employer avec lui la contrainte. Il n'use de la liberté que pour se porter au mal, contrarier toute réforme utile et se faire l'instrument des agitateurs. Il n'est pas plus fait pour la liberté que les barbares, si bien dépeints par l'auteur de *Mahomet* dans ce vers sur l'Arabie :

Et pour la rendre heureuse il la faut asservir.

» La France est le pays le moins fait pour la liberté politique. »

[1] *Traité de l'association agricole*, t. Ier, p. 448 (1822).

Comme le Saint-Simonisme et toutes les sectes nées du détritus des révolutions, la Phalange a fait son temps et fourni sa pierre contre l'Église; mais de cette audacieuse réhabilitation de la chair, de cette dépression de l'esprit jusqu'à la matière, de ces orgies de sensualisme plongeant l'humanité dans le plus cruel de tous les hébétements, il devait sortir un nouveau monstre. La Religion avait flétri ce système, hostile à la société, à la famille et à l'individu; la science l'avait battu en brèche. C'était cet Ismaël du désert, dont parle la *Genèse*, levant la main contre tous et tous la levant contre lui. Il avait enseigné et pratiqué l'association passionnelle, la vie commune et la promiscuité. Cette doctrine permit aux brutales théories du Communisme de faire irruption dans le monde. Ce fut la plus sanglante ironie et le châtiment le mieux mérité que Dieu pût ici-bas infliger aux chercheurs de la femme libre et aux architectes des séries phalanstériennes.

En effet, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, le Saint-Simonisme et le Fouriérisme sont évidemment nés d'un vieux levain communiste. Ils le firent fermenter de nouveau; et vers 1840, les derniers disciples de Gracchus Babeuf commencent à se jeter sur la Société comme sur une proie. Dans ce temps-là, il y avait autour de l'ordre légal, paraissant fonctionner et administrer, des orateurs qui parlaient sans cesse, des polémistes qui écrivaient sans relâche. La guerre se faisait aussi bien sur le terrain des principes que sur celui des équivoques constitutionnelles. Dans ces luttes passionnées des partis, se disputant la France et l'Europe, ce que laissait la sauterelle libérale devait être dévoré par la chenille socialiste.

Depuis vingt ans, on s'était mis l'esprit à la torture

afin d'inventer des théories de dégradation humaine. Tantôt, à l'aide d'incessantes conspirations, tantôt avec le concours de toutes les passions ambitieuses ou antichrétiennes, on avait recruté l'armée du mal, population immonde, allant d'un cloaque à un autre cloaque pour deux sous par nuit. Dans ces bas-fonds du vice, où ne se rencontrent que des lépreux du monde moral, on avait enrégimenté tous ceux qui, n'ayant rien, comme dit Salluste[1], portent envie à ceux qui possèdent. Mécontents de leur sort, ils aspirent à tout renverser et trouvent à vivre sans souci de la guerre civile, parce que, dans les grands bouleversements, où ils ont tout à gagner, leur pauvreté les garantit contre toute chance de perte. Les uns accouraient à Paris, on les y appelait pour des travaux de fortification gigantesques, mais inutiles : ils s'y enrégimentaient sous le nom de classe ou plutôt de force ouvrière. Les autres s'aggloméraient à Vienne, à Berlin et à Milan, de même qu'au temps de Catilina, leurs devanciers investissaient Rome, où tous les audacieux et les coupables, après avoir perdu leurs foyers paternels, venaient se réfugier comme dans le réceptacle des impuretés de toute la terre.

Ce que Salluste a si bien vu et si admirablement peint se renouvelle au dix-neuvième siècle. Le Libéralisme, installé au pouvoir, avait tant fait que la raison, la philosophie et la liberté n'étaient plus que des machines à complot. Dieu, qui semble abandonner quelquefois le gouvernement du monde à l'insolent orgueil de l'homme, avait jusqu'alors tenu cachés ces assouvissements populaires, ayant le monopole des blasphèmes et du désespoir. L'incurie des uns, la complicité des autres, l'aveuglement

[1] Sallust., *In Catilin.*, ch. XXXVII.

de tous, transformèrent subitement en loyaux adversaires ces prodigieux scélérats qui osent rêver l'honneur de la haine. Dans cette orgie de doctrines, mélange de proscriptions et de fêtes impures, on voulait que l'univers chrétien s'abrutît et que, selon la parole d'Isaïe, « toute sa tête fût une plaie et son cœur une grande défaillance. » C'est tout au plus si les gouvernants de cette époque se réservaient pour eux-mêmes la grâce que Polyphème accorde à Ulysse, celle d'être dévoré le dernier.

Si ces gouvernants eussent par hasard imaginé de faire quelque peu de bien, ils auraient eu, à coup sûr, l'art de le mal faire. Dans ce demi-siècle de liberté sans frein, possédée et exercée par des hommes sans Dieu, on a toujours cru que l'on renversait un trône, que l'on ébranlait une Église, que l'on reconstituait un État ou que l'on formait une nouvelle Société religieuse, du jour au lendemain, comme on élève une manufacture. Le Communisme, avec ses formidables leviers de décomposition, leur démontra que ce n'était pas chose si facile. Il les força de violer la tombe des morts, afin de nier l'âme des vivants.

Le Communisme, qui ne dépouilla jamais le vêtement de colère, a sans cesse protégé ces honteux excès dont le plaisir est pour un seul, dont l'opprobre est pour tous. Il voyait, dès 1840, la civilisation de l'Europe, marquée du sceau de la bête, tomber dans le bourbier du matérialisme. En face de ces audacieuses fortunes dont parle Tacite, vouées de tout temps à l'exécration publique, le Communisme relevait la tête; il jugea bon d'accuser et de maudire. Convaincu d'avance que ses joies doivent commencer avec les douleurs de tous, il se mit à l'œuvre pour réaliser les unes et les autres. Après avoir longtemps

tout espéré, il pensa enfin qu'il ne lui serait pas interdit de tout oser.

Il osa tout; nous saurons bientôt où son audace l'aura conduit.

Le Communisme est une espèce de système d'économie sociale et politique, d'après lequel la propriété individuelle et particulière se trouve radicalement abolie de droit et de fait. Avec lui et par lui, tous les biens sont mis en commun, et le partage, qui est de rigueur, doit incessamment affriander ceux qui, dans cette impossible loterie, ont plus à gagner qu'à perdre. L'obligation universelle et légale pour tous et pour tout de faire apport des biens, meubles et immeubles agricoles et industriels afin de les gérer en communauté, a quelque chose de fondamental. L'être de raison sera propriétaire; l'individu n'est plus qu'un travailleur à la journée, salarié et rétribué selon ses œuvres, dont le juge, avec cette égalité indéfinie, ne peut être qu'un mythe.

Abolition faite de la propriété privée, quand la propriété commune est exploitée et administrée par association du capital, des talents ou des travaux, — association dans laquelle l'individu occupe une place selon sa capacité ou son attraction plus ou moins passionnelle, — cela s'appelle Socialisme.

Les adeptes de Saint-Simon et de Fourier, campés en Europe ou embusqués dans quelque chaire d'université française, allemande, espagnole ou italienne, sont les représentants et les missionnaires de cette doctrine. Ils se divisent, ils se combattent sur le principe et sur la forme, mais ils se réunissent toujours au moment de l'attaque. Le Saint-Simonisme pose encore pour principe la capacité et pour forme une hiérarchie avec un Père su-

prême, en attendant la femme libre, qui aura rang de Mère. Le Fouriérisme se retranche derrière son attraction; et il veut tout organiser musicalement, dans ses groupes, dans ses séries, dans ses phalanges, comme les notes d'un clavier.

En dehors de ce double socialisme qui, comme un chancre rongeur, prétend à la longue arriver à la dissolution de la Société chrétienne, il existe, dans la plupart des gouvernements établis, une troisième forme, un principe latent qui absorbera infailliblement les deux autres, parce qu'il entre dans l'action et dans les vœux généraux de certains hommes d'État. Sous les apparences d'un patriotisme éclairé, ne demandant pas mieux que de concourir au développement juste et naturel des institutions démocratiques, on arrive, en Europe, à un absolutisme tel qu'on n'en vit jamais dans les siècles passés. C'est l'excès de la centralisation, c'est la légomanie par l'État et au profit de l'État, c'est la persécution des avocats qui ouvre ainsi la voie à un ordre de choses aussi dangereux qu'absorbant. Les découvertes scientifiques, la facilité et la promptitude des communications aident merveilleusement l'exercice de cette administration. A un jour dit, elle peut confisquer la propriété, l'industrie privée, l'éducation et le matériel du culte. Alors l'Europe ne se trouvera habitée que par des mineurs en tutelle composant une société en commandite, dont l'État sera le gérant, sans aucun conseil de surveillance possible. La fièvre des fonctions publiques, mais salariées, qui envahit tous les peuples souverains, fera le reste.

Ce socialisme, se déguisant encore sous le nom de monopole gouvernemental, n'est antisocial et antireligieux que dans ses abus et dans ses excès; mais un jour, à l'heure des crises, il peut paralyser les dévouements et

donner ainsi gain de cause aux ennemis dont, à son insu, il favorisa le progrès.

Dans la Législation de Lycurgue, dans la République de Platon, dans l'Évangile même, on découvre, il est vrai, quelques rares similitudes avec le Communisme; néanmoins ce Communisme ne fut jamais aussi général dans son principe, aussi servile dans le sujet, aussi brusque dans les formes. Il ne rompt pas comme à plaisir tous les liens de l'ordre social; il ne viole pas tous les droits acquis; il n'outrage pas insolemment les bonnes mœurs. La Communauté évangélique fut essentiellement volontaire et libre. On offrait sa fortune, on était heureux de la voir acceptée; on ne songea jamais à s'emparer de celle des autres.

Entre ces doctrines si disparates, il n'y a donc rien de commun que le nom. Lorsque les principes de l'association en grand, — association du capital, des travaux, des talents, de l'intelligence et de la propriété, — se virent appliqués dans le monde avec succès, ce ne fut qu'au souffle du Christianisme. Son inspiration féconda les ordres religieux de Saint-Benoît, de Saint-Bernard, de Saint-Norbert, de Saint-François et de Saint-Bruno. Elle donna aux Jésuites l'heureuse idée des Réductions du Paraguay. Cette République modèle, chef-d'œuvre d'organisation et de fraternité, fut démocratique et sociale dans l'acception la plus honnête des termes, et sans passer par la Révolution. Le Catholicisme seul peut enfanter de semblables prodiges. Hors de lui ou sans lui, toutes les associations finissent par la confusion, depuis l'ancienne Babel jusqu'à la récente Icarie de Nauvoo, qui tua Cabet, son fondateur, et dévora ses dupes.

Pour remonter aux sources du Communisme moderne,

ce n'est donc point à l'Évangile qu'il faut s'adresser, mais aux plus mauvaises passions. Il s'est toujours rencontré sur la terre des gens qui s'imaginent être victimes d'une injustice dès qu'on n'en commet pas plusieurs à leur avantage. D'autres ont voulu, à première vue, lire dans ce livre dont parle l'Apocalypse, livre fermé des sept sceaux, que nul ne peut ouvrir ou même regarder ni dans le ciel, ni sur la terre, ni sous la terre, si ce n'est le lion de la tribu de Juda, le rejeton de David, qui a obtenu par sa victoire le pouvoir d'ouvrir le livre et d'en briser les sept sceaux.

Se sentant la bassesse nécessaire pour être de tout et en quelque chose que ce fût, selon l'expression du duc de Saint-Simon, l'auteur des *Mémoires*, les Socialistes convoitèrent tous les biens. Puis, dans cette cupidité mélangée d'avarice, dans cette soif insatiable de plaisirs que l'ambition développe, ils se sont toujours offerts comme les tribuns de l'ignorance, toujours montrés comme les vengeurs larmoyants du faible et de l'opprimé. Au milieu de ces nations d'ombres assises sur les ruines de leurs splendeurs éteintes, ils vinrent soulever des questions insolubles, ou agiter dans les masses des problèmes au-dessus de la portée humaine. Ils se firent esclaves pour devenir maîtres. Nés pauvres, ils supprimèrent toutes les distinctions, en regrettant parfois de n'avoir point été élevés sur des genoux de duchesse. On avait beau leur dire avec Gœthe que les hommes sont comme les nèfles et qu'ils mûrissent sur la paille, les novateurs ne consentirent jamais à se soumettre à la loi du travail.

Au temps de la vieille Rome, les deux Gracchus et Catilina inauguraient une espèce de Communisme sous le nom de loi agraire. Dans le Moyen Age, à force d'exagé-

rer la pauvreté franciscaine, et par une interprétation plus ignare encore que coupable des maximes évangéliques, Pierre Valdo sème le Communisme. Ses vaudois ou pauvres de Lyon ne sont, dans le principe, que des fanatiques; on en fait bientôt des révoltés.

A trois siècles de distance, Luther, par l'appât du vice, de l'examen et de la spoliation, détache une partie de l'Allemagne du centre de l'Unité. Il n'a songé qu'à créer des rebelles à l'Église; un de ses plus fervents disciples tire la conséquence de cette rébellion. Thomas Muncer se lève à son tour; puis à ces multitudes que la faim tourmente, parce qu'on leur apprend à se soustraire à la loi du travail, le communiste protestant souffle le besoin du pillage universel. Il s'adresse aux frères et amis dont il s'est constitué le chef, et il leur dit[1] : « Frères, nous sommes tous enfants d'Adam; notre père, c'est Dieu. Et voyez ce qu'ont fait les grands! Ils ont refait, les maudits, l'œuvre de Dieu et créé des titres, des priviléges, des distinctions. A eux le pain blanc, à nous les rudes travaux; à eux les beaux vêtements, à nous les guenilles. La terre n'est-elle pas notre bien à tous, notre héritage commun? et on nous le ravit! Voyons, quand donc avons-nous renoncé à l'hoirie de notre père? Qu'on nous montre l'acte de cession? Il n'y en a pas. Riches du siècle qui nous tenez en esclavage, qui nous avez dépouillés, pressurés, mutilés, rendez-nous notre liberté, rendez-nous notre pain. Ce n'est pas seulement comme hommes que nous venons aujourd'hui redemander ce qu'on nous vola, mais encore comme chrétiens. A la naissance de l'Évangile, les apôtres partageaient avec leurs frères en Jésus-

[1] Audin, *Vie de Luther*, t. II, ch. XIII.

Christ les deniers qu'on jetait à leurs pieds; rendez-nous les *groschen* des apôtres que vous retenez injustement. »

Muncer et Jean de Leyde, son imitateur, payèrent de leurs têtes ces théories que Luther jugea subversives de la sienne. Dans la guerre des paysans, l'épée de la noblesse et le glaive de la loi tuèrent la révolte du Communisme, armée contre la révolte en faveur du libre examen; mais le Protestantisme n'était pas de taille à étouffer de pareilles doctrines. Elles germaient par lui; elles devaient fructifier malgré lui.

Weishaupt, dans le dix-huitième siècle, en aveugle ses illuminés. Le vol est la condition fondamentale de ses loges maçonniques. Arrivent Robespierre, qui transforme ce vol en droit public français, et Gracchus Babeuf, qui attribue à ce droit public les proportions du plus sanglant communisme. Écoutez-le. « Peuple de France, s'écrie-t-il[1], pendant quinze siècles tu as vécu esclave, et par conséquent malheureux... Législateurs, gouvernants, riches, propriétaires, écoutez : nous sommes tous égaux... nous voulons l'égalité réelle ou la mort. Voilà ce qu'il nous faut, et nous l'aurons, n'importe à quel prix. Malheur à ceux que nous rencontrerons entre elle et nous! La Révolution française n'est que l'avant-courrière d'une révolution bien plus grande, bien plus solennelle, et qui sera la dernière... Périssent, s'il le faut, tous les arts, pourvu qu'il nous reste l'égalité réelle!... La loi agraire ou le partage des terres fut le vœu instantané de quelques soldats sans principes, de quelques peuplades mues par leur instinct. Nous tendons à quelque chose de plus sublime, de plus équitable : *Le bien commun ou la commu-*

[1] *Pièces trouvées chez Babeuf, imprimées par ordre du Directoire exécutif.*

nauté des biens... Plus de propriétés individuelles des terres; la terre n'est à personne; nous réclamons, nous voulons la jouissance communale des biens de la terre; les fruits sont à tout le monde. Disparaissez enfin, révoltantes distinctions de riches et de pauvres, de grands et de petits, de maîtres et de valets, de gouvernants et de gouvernés; qu'il ne soit plus d'autre différence parmi les hommes que celle de l'âge et du sexe. »

Le Communisme a parlé; il s'est fait connaître. En 1848, les Clubs de Paris, ainsi que ceux de Vienne, de Berlin et de Gênes, éclataient en furibondes vociférations. Tous étaient animés du même sentiment, tous le traduisirent en même langage. Ce qui se disait dans les principales villes de France se répéta aux quatre coins de l'Europe; et le club de la Grosse-Tête, où pérorait le citoyen Pilot, son président, ne fut ni plus en avance ni plus en retard que les autres. « La Révolution, ainsi s'exprimait le communiste parisien [1], est ce qu'est notre âme, une fournaise dévorante, un creuset en fusion; elle ne s'arrêtera que quand nous aurons assouvi notre soif, que quand nous aurons pris notre part des biens de cette terre jusqu'ici maudite, où le privilégié seul a pu se repaître des félicités terrestres... Jurons, mes amis, jurons de la perpétuer, cette Révolution à demi escamotée déjà! Tant qu'on ne nous donnera pas la République démocratique et sociale, c'est-à-dire la République du partage et de l'égalité absolue, nous serons des parias, des esclaves, des bêtes de somme... Il faut que nous fassions trembler ce sol sur lequel nos nouveaux seigneurs prétendent ne bâtir que pour eux. Soyons pour cette société marâtre le volcan souterrain qui lui brûle les entrailles. Aussi long-

[1] *Indépendance belge* du 19 octobre 1848.

temps que notre part ne nous sera pas faite, nous attiserons les flammes de cet enfer où se plaît notre misère, où se réjouit notre détresse, jusqu'à ce que la baguette de fée du Socialisme nous transporte dans les splendides palais de l'avenir promis. »

Montesquieu avait dit : « Un homme n'est pas pauvre parce qu'il n'a rien, mais parce qu'il ne travaille pas. » Le Communisme, prenant à partie cette maxime qui honore l'humanité, dispense à tout jamais du travail. En donnant comme du neuf les vieilles guenilles qui, depuis deux mille ans, traînent dans les écoles des sophistes grecs et au pied des tribunes de quelques hérésiarques, il essaya de créer une chimère. De ce pêle-mêle des corps et des âmes, de cette prostitution des biens et des femmes, il extrait une forme d'erreur nouvelle, puis il crie sur les toits qu'il a inventé la lumière et la vie. Oubliant à dessein que les richesses et le pouvoir sont des esclaves fugitifs toujours disposés à changer de maître, il charge la colère et les appétits brutaux de l'homme d'accomplir la justice de Dieu. Dieu sourit de ces projets insensés; mais le monde se laisse faire, et le monde a vu ce que le Communisme lui réserve.

Le principe d'où découle cette erreur, mère de tant d'aberrations, c'est la vieille fable de l'état de nature, conte poétique s'évanouissant plus vite qu'un rêve au grand jour de la vérité chrétienne. L'état de nature était usé même comme argument philosophique. Au dix-huitième siècle, Jean-Jacques Rousseau réchauffe ce paradoxe. Ce fut la conséquence de l'orgueil de l'esprit et des corruptions du cœur se révoltant à l'idée d'une autorité divine et humaine, antérieure et supérieure à l'homme. De là ce prétendu contrat social à l'aide duquel les créa-

tures, guidées par l'instinct, renoncèrent à leur indépendance naturelle pour se soumettre à des lois protectrices; de là certains avantages de la civilisation, plus ou moins contestables, et qui tendirent à faire abroger la communauté des biens.

Rousseau, dans ses aspirations maladives, semblait regretter cet heureux état de nature; des sophistes encore plus téméraires que lui s'efforcèrent d'y ramener leurs contemporains. On professa dans le palais des princes, dans les athénées, dans les académies, que le quadrumane humain, errant à travers les bois, s'était peu à peu élevé à l'état social, par l'invention successive de la parole, de l'écriture, des sciences et des arts. On ajouta que ce quadrumane était entraîné par un progrès indéfini et nécessaire en perfection, de telle sorte que, naissant d'un animal prototype, successivement têtard, marsouin ou singe, il devient homme enfin. L'origine de la société, d'après ce système, est donc basée sur la libre détermination de quelques êtres égaux et indépendants.

Déduit de ce principe gratuitement supposé, éminemment faux et désastreux au plus haut point, le Communisme se présente sous trois faces diverses. Il est niveleur toujours et partout; mais il ne dédaigne pas les nuances. Jusqu'au jour de la spoliation universelle et de l'égorgement à domicile, le niveleur communautaire accepte, sans trop d'efforts, le niveleur éclectique et le niveleur radical, ses aînés, qui deviendront ses comparses. Néanmoins, c'est lui, lui seul, qui doit faire lever le soleil des vengeances fraternelles et des justices philanthropiques.

Que, dans l'exposition de leurs théories, les niveleurs du premier et du second degré tentent de s'as-

souplir entre eux, comme l'éléphant apprivoisé apprivoise l'éléphant sauvage; que, pour effrayer le moins possible, ils adoucissent le principe et modifient les conséquences; qu'ils inventent et prônent le régime représentatif qui, tôt ou tard, d'insurrection en insurrection, mais sans rien précipiter, ramènera l'âge d'or de l'égalité primitive; que, dans leurs actes publics plutôt que dans leurs pensées, ils daignent soumettre la Religion à la politique, l'Évangile au Code civil; qu'ils substituent leur raison et leur personne à la raison de Dieu et à la personne de Jésus-Christ; qu'ils affirment que la loi humaine est seule obligatoire, que seule elle peut et doit régir la société, les Communautaires au repos laissent passer tous ces paradoxes. Ces paradoxes ébranlent peu à peu l'ordre social et font ainsi œuvre de Communisme. Mais quand ce Communisme, tout d'une pièce, jugera que les temps sont venus pour lui, lorsqu'il revendiquera la plénitude des droits de l'homme, et qu'il montrera aux timides et aux modérés de son école que leurs essais de révolution sont impuissants à conquérir la liberté du désordre, l'égalité du néant et la fraternité du pillage; lorsque, se débarrassant enfin de toutes les entraves qu'il s'est condamné volontairement à supporter, il proclamera à haute voix que Dieu est le mal et la propriété le vol; lorsque, après s'être complu à laisser déchaîner les vents par la modération, il se réjouira de recueillir les tempêtes, qu'opposera-t-on à ces tourbes de ravageurs?

« Donnez-moi une bête brute, disait Mirabeau, j'en ferai une bête féroce. » Le Communisme s'est emparé de cette demande; il l'exauce pour son propre compte.

Sur cette terre, le bonheur est comme l'or. Là où il se rencontre, on ne le trouve que par petites parcelles.

Les apôtres du Communisme savent cela aussi bien que nous tous; l'expérience ne les a pourtant pas corrigés. Au milieu de tous les centres de population, dans les ateliers, dans les usines, dans les armées, au fond des villages comme au sein des plus paisibles cités, il se rencontre des hommes prenant à forfait l'entreprise de la subversion universelle. Ces hommes, qui souvent ont plus d'exil ou de prison que de talent, aiment à faire la nuit. Au milieu de cette nuit, où se cache l'avenir, ils ne laissent entrevoir que de sinistres fantômes.

Dans les jours de calme, les missionnaires de la désorganisation prêchent aux classes ouvrières et à leur peuple à eux la modération et la patience avec des paroles corrosives. Cette éloquence, saupoudrée de larmes imaginaires, a pour but d'éveiller ou d'enflammer tous les mauvais instincts. C'est, selon l'expression du cardinal de Retz, « faire des huiles qui ne sont pas sans salpêtre. »

Sachant joindre l'impudence de la menace à l'hypocrisie des caresses, ces docteurs de la rénovation par le saccagement universel ont la bouche pleine de fiel et le pardon implacable. On dirait qu'il ne leur reste que la puissance de haïr. Ils sont pauvres ou ruinés de naissance, paresseux d'instinct et de profession. Leur habit montre souvent la corde, mais l'homme la mérite toujours. Avec leurs élégies sur les sueurs du peuple, que le riche boit à plaisir, avec leurs doléances sur l'inégalité des conditions, on les croirait, tant ils s'étudient aux anxiétés et à la tristesse, descendus en ligne indirecte des lamentations de Jérémie. Dans leur inexorable orgueil, ils s'imaginent que l'univers commence à leur tête et finit à leurs pieds. Ils n'oublient qu'une chose, c'est que la malédic-

tion sera comme une pierre lancée en l'air et qui retombe sur la tête de celui qui l'a jetée.

Par ses maîtres, par ses tribuns répandus dans le monde entier et organisant à travers les mers la plus terrible propagande du mal, le Communisme abreuve les égoïsmes indolents de toute espèce de liqueur forte, où domine le paradoxe social. Il fait naître, il entretient, il propage les rêves de la perversité la plus insensée. Au lieu de consoler les douleurs et de soutenir les faiblesses, on le voit, grâce à toute espèce de prédications, d'almanachs, d'images, de complaintes et d'imprimés, se faire une arme de la souffrance et la tourner contre la loi ou contre l'individu.

Cette arme à double tranchant frappe aussi bien l'Église que l'État; elle ne respecte pas plus le Sacerdoce que l'Empire. Entre la Société attaquée et le Communisme révolutionnaire, il n'y a pas de trêve, point de pacte possibles. La justice ne discute pas avec le meurtre et le vol, le médecin avec la gangrène, le passant avec la vipère. Aujourd'hui que personne ne sait se faire de ses principes un devoir, il faudrait plus que jamais se coaliser pour un effort suprême.

En France, en Allemagne, en Espagne, en Belgique, en Suisse et en Italie, les esclaves de la Démagogie communiste ne s'occupent qu'à broyer du salpêtre et à mâcher des balles. La rudesse de leur front effaroucherait l'ange de la pitié; mais comme ces fantômes de la légende que l'éclair d'une épée nue met en fuite, ils disparaissent aussitôt qu'ils pressentent la moindre résistance. Ils fouettaient la peur publique, afin de se donner à eux-mêmes une apparence de courage. Que la peur publique se change en force morale, et l'Europe chré-

tienne ne se verra plus en proie à la décomposition des armées. Elle ne se vouera pas désormais, comme en 1830 et en 1848, au culte des condamnés politiques et au fanatisme de la blouse.

Il sera toujours plus facile d'allumer une torche dans une mare d'eau que de tirer une étincelle d'un cœur faux et froid. Or le Communisme, anéantissant d'un seul coup la Religion et la famille, ne peut laisser debout qu'une immense dépravation égoïste, c'est-à-dire la lâcheté consacrée par la pensée du bien-être individuel. On a inculqué dans l'âme de ces créatures, dépouillées de toute sainte croyance, qu'il était de leur intérêt de n'être ni enfants ni pères. Au delà de cette vie, il n'existe plus ni récompenses, ni châtiments, ni amour, ni désespoir. Un matérialisme brutal fermente dans ces têtes exaltées à froid. A l'aide de corruptions savantes et d'enseignements voluptueux, on y fait pénétrer l'idée d'être heureux par le ventre et de jouir grossièrement, sans travail, de tous les bonheurs à leur portée. Pourquoi les Communistes iraient-ils donc affronter la mort qui leur enlève toute espérance?

Le peuple a souvent au cœur de nobles enthousiasmes et de généreux dévouements. Mais pour qu'il fasse éclater ces splendeurs de l'histoire, il faut que son âme soit agitée par un grand sentiment religieux ou par une héroïque expansion de patriotisme. Alors ce peuple, qui instinctivement aime Dieu et la liberté, s'élance tantôt à la Croisade et tantôt aux frontières. Il marche du même pas à la conquête du tombeau de Jésus-Christ et à l'affranchissement de la patrie. A la voix du Pape, comme à celle du prince ou de la liberté, il combat en souriant, il meurt en souriant. Ne sait-il pas que la mort est ici-bas

l'auréole d'une gloire collective et plus haut le commencement d'une félicité sans fin?

Pour être brave à tous les instants du jour et de la nuit; il faut croire; pour se dévouer, il faut aimer. Le Communisme a tué la foi, le Communisme a étouffé dans les âmes le sentiment de la famille et du pays. Sur tous ces débris, il n'a laissé surnager que l'égoïsme. A quoi bon l'égoïste irait-il se sacrifier au bonheur de tous, à ce bonheur qu'il rêve, et dont lui seul serait privé en s'exposant à la mort?

Le Communisme engendre donc des fainéants et des poltrons. C'est sa marque de fabrique. Les êtres perdus qu'il dresse au pillage n'ont besoin ni de poudre ni de fusils. Une corde suffit pour étrangler les victimes dans leur sommeil; il ne faut qu'une serpe pour les couper en morceaux. Les hommes ont la corde et la serpe; les femmes et les enfants se chargent de sacs, afin de pouvoir plus facilement ramasser les dépouilles.

Ces choses-là se sont vues; elles se reverront encore. Néanmoins le Communisme, qui a dénaturé l'humanité, ne doit pas profiter de ses perversions. Il se façonne un peuple à lui; mais ce peuple, c'est une vache enveloppée dans une peau d'hyène. Ne tremblez pas, ne fuyez pas, poussez au monstre, et la vache vous apparaîtra s'affaissant sur elle-même; car l'ennemi le plus cruel sera toujours un lâche auquel on aura laissé obtenir quelque succès. Adorateurs de la force, ils tremblent devant l'énergie. Disciplinés par des hommes qui n'eurent jamais de nom dans aucune langue, et qui n'auraient de valeur en aucun pays, ils vous regardent avec effroi dès que vous ne pâlissez pas vous-mêmes. Pour toute excuse à leur servilité de la veille ou à leurs humiliations du len-

demain, ils font comme ces esclaves que Perse a dépeints[1]; ils baissent la tête et rongent un silence farouche :

Obstipito capite et figentes lumine terram,
Murmura quum secum et rabiosa silentia rodunt.

Le Communisme, qui a des dévorants, des ventre-creux, des invisibles, des amis de la mort et des voraces à son service, ainsi que les Sociétés secrètes ont au leur des faméliques d'assassinat, le Communisme ne se réfute pas : il est la négation la plus complète de toute espèce de culte et de morale. Il abolit toutes les croyances religieuses, toutes les traditions anciennes comme le monde, universelles comme le genre humain, et que le Christianisme est venu ratifier par la connaissance d'un Dieu, suprême créateur, révélateur et conservateur. Le Communisme établit à perpétuité un déplorable mélange d'idées dans chaque système individuel. Toujours réunis contre la vérité, qui ne cesse jamais d'être une, ses prôneurs se divisent aussitôt que ce lien factice ne les rattache plus les uns aux autres. En France, en Italie, en Espagne, en Hongrie, en Belgique, en Autriche, en Prusse, en Suisse, en Angleterre et en Amérique, c'est la perturbation organisée par le crime, c'est la discorde dans les cœurs, essayant d'introduire une chimère de fraternité dans les faits. La révolte prêche l'obéissance, et elle exige la servilité la plus absolue. Seulement, de temps à autre, elle se voue au blasphème pour s'attribuer une apparence de religiosité dérisoire.

Camille Desmoulins faisait de Jésus-Christ le premier sans-culotte; Gracchus Babeuf imposait au Dieu du Calvaire un rôle de partageux, Proudhon le transfigure en

[1] Pers., *Satir.* 3.

divin socialiste. Le 24 décembre 1848[1], on lut dans le journal *le Peuple* la profession de foi suivante :

« Nous ne paraîtrons pas demain, à cause du jour de Noël. La Noël est une de ces fêtes que le socialisme, qui est la religion nouvelle, vient enlever au catholicisme. Demandez à un prêtre ce que c'est que la fête de Noël et pourquoi cette fête existe, il vous répondra que c'est le jour de la naissance du Seigneur; il n'en sait pas plus long, ce pauvre curé; il a fait sa théologie au séminaire de Saint-Sulpice. Et si vous lui dites que dans la plus haute antiquité existait la fête de Noël, et qu'elle était la célébration de la renaissance du soleil, il vous regardera ébahi!

» A partir de Noël, en effet, le renouvellement des grands jours a lieu, le soleil semble décrire des cercles plus étendus au-dessus de l'horizon. Tout renaît, tout recommence; une année est terminée, une nouvelle année s'ouvre. Dans les pays du Nord, c'est Noël qui est le premier jour de l'an.

» Le socialisme ne marque-t-il pas, lui aussi, une nouvelle ère, une ère de palingénésie, de renaissance, de renouvellement? La fête de Noël appartient donc vraiment aux socialistes; et pour rappeler à leur manière que ce jour-là même, à dix-huit cents ans derrière nous, venait au monde le divin socialiste Jésus, dans la maison d'un prolétaire, ils doivent faire de ce jour la fête de l'égalité par excellence. »

A cette époque où la déraison s'élevait jusqu'à être un pouvoir, le plus honteux et le plus tyrannique de tous les pouvoirs, il se rencontra des intelligences qui ne consentirent pas à s'humilier sous de pareilles affectations de sacrilége. Les ridicules Salmonées qui prenaient Dieu à

partie et qui essayaient de glaner un peu de famosité pour leurs noms sous ces prodigieux défis jetés à la foi des peuples, n'étaient ni à redouter ni à plaindre.

Dans le vaste camp retranché formé par l'Europe contre le Communisme, la Société chrétienne serrait ses rangs, elle apprêtait ses armes afin de tenir tête aux nouvelles Jacqueries; mais elle ignorait alors un enseignement qui deviendra bientôt élémentaire. Ce n'est pas, en effet, pour maudire la Providence à gorge déployée que ces sophistes du partage égalitaire battent la grosse caisse des paradoxes. Leur incrédulité a pris patente; elle tient magasin de phrases corrosives. L'incrédulité ne veut qu'attrouper les passants autour d'elle, afin de se faire admirer par de bouffonnes excentricités, qui aident à féconder un capital de réserve pour ses vieux jours. Le mépris des choses saintes, les poings fermés et tendus vers le Ciel, les outrages à la famille, les délires de l'esprit, tout cela n'est qu'une froide et vulgaire mise en scène. L'achalandage se dispute, il s'exerce sur d'ignobles tréteaux, et souvent la foudre, lancée contre Dieu, se transforme petit à petit en une sébile que tendent effrontément ces Bélisaires de l'athéisme, n'ayant pas même le sérieux d'un baiser de Judas.

En 1848, quand le Communisme apparaissait avec son avant-garde de niveleurs et son armée de pillards, déclarant et faisant la guerre à tout sentiment honnête, l'opinion publique trouva dans sa stupéfaction même le courage du mépris. Il y eut alors des audaces saintement héroïques, et la victoire de la république démocratique et sociale fut ajournée, parce que la Société chrétienne ne consentit pas à mourir dans le ruisseau.

Depuis Babeuf jusqu'à Louis Blanc, de Cabet à Pierre

Leroux, en passant par Mazzini et par tous les démagogues allemands, polonais, suisses, belges ou italiens, qui sucèrent le lait du Communisme, la Révolution accomplit son œuvre de propagande avec une infatigable persévérance. Ses doctrines filtrent à travers les masses compactes du prolétariat, et ses enseignements sont toujours les mêmes. Les ressorts ou plutôt les ficelles qu'on la voit employer ne varient jamais. La Révolution n'invente rien de neuf, elle copie. L'enthousiasme est noté comme les pleurs : la colère a son tarif ainsi que la pitié.

La Révolution possède dans ses clubs, quelquefois même elle traîne à sa suite des dames du grand monde ou des femmes de lettres incomprises, tristes délaissées, n'ayant plus que le fatal privilége d'inspirer aux hommes la chasteté. Ces femmes deviennent pour le Communisme une nouvelle mécanique à corruption. Gracchus Babeuf a inventé la recette; ses disciples la suivent. Dans *l'acte insurrectionnel* que cet homme et ses complices dressèrent pour leurs dupes de 1796, on lit : « Enfin les femmes, qui ont pris une si grande part à l'embauchage des troupes, devront achever leur ouvrage en se jetant au-devant des soldats, les unes à genoux, le sein nu, les autres élevant dans leurs mains des couronnes de laurier et d'immortelles. »

La scène d'attendrissement traditionnel date de loin, comme on voit : par malheur, cette scène est toujours nouvelle. A une heure donnée, heure d'affaissement ou de surprise, elle ne manque pas plus son effet sur l'armée que sur les multitudes.

C'est ainsi que procède le Communisme. Héritier de toutes les erreurs et de tous les sophismes, les exagérant jusqu'à l'absurde pour les ériger en monstrueux atten-

tats, il a su, lui du moins, tirer une juste conséquence des principes destructifs de l'ordre. Au lieu de lui apprendre à lire dans le catéchisme, on lui expliquait les droits de l'homme. On le subornait pour en faire l'aveugle instrument de certaines ambitions libérales; il a voulu que sa perversité servît à quelque chose. On lui avait insinué peu à peu que mépriser les dogmes catholiques c'était se placer au niveau d'un esprit fort; il a renoncé à être chrétien. On avait fait germer dans son cœur des sentiments de jalousie, de défiance et de colère; on lui avait persuadé que l'inégalité des conditions était un préjugé, et qu'en changeant de drapeau ou d'église, selon les désirs de ses maîtres, il pourrait à son tour jouir de tous les biens et de tous les honneurs. Il a compris ce langage; il le tourne contre ses maîtres, car il ne voudra pas toujours rester bête à humilier la bêtise.

Par la perte de sa foi et de ses mœurs, il est graduellement arrivé à la négation la plus absolue. On l'a dépravé, il veut que sa dépravation lui soit utile. Il espère donc que, sur les ruines de la religion, du trône et de la famille, elle l'aidera à conquérir le néant par l'excès de toutes les jouissances matérielles à la portée de ses abrutissements. Le Communisme ne connaît plus le chemin de l'église : il fait étape sur la route du bagne et des gouvernements provisoires. Où s'arrêtera-t-il ? C'est le secret de Dieu; mais un démocrate, qui pratique à fond la Démocratie, la définit ainsi [1] : « La Démo» cratie, c'est l'envie. » Or l'envie sera inévitablement de toutes les passions la plus implacable. « C'est, dit Bossuet, le noir et secret effet d'un orgueil faible. »

[1] *Révolution sociale*, par Proudhon, p. 76.

Nous venons d'étudier à quels désordres cet orgueil peut entraîner des masses ignorantes et de perverses crédulités; apprenons où il peut conduire une intelligence d'élite.

L'abbé de la Mennais était à l'apogée de son génie et au déclin de sa gloire chrétienne. Né pour la lutte et développant, dès son plus bas âge, cette mutinerie qui se transformera peu à peu en besoin de révolte, cet enfant s'est nourri du vin de la désobéissance. Témoin impassible des crises de 1793, il traverse cette époque de sang et de parjure en se faisant du doute un culte et de Jean-Jacques Rousseau une idole. Il sature son esprit et son cœur de tous les paradoxes inventés par le philosophe de Genève. L'imagination pleine des souillures dont Rousseau se fit trophée, l'enfant crut revenir à la foi parce qu'il sentait le vague désir d'être appelé par Dieu au service des autels. Après avoir été sans guide dans ses études premières, il voulut rester sans direction dans ses travaux philosophiques et littéraires.

Il eût été bien difficile de naître à une plus déplorable époque (19 juin 1782). La Mennais entrait dans la vie par la porte des révolutions. Jamais éducation ne fut plus nécessaire que pour une pareille tête; jamais cette éducation ne fera plus complétement défaut. Sa mère, une digne et pieuse Bretonne, est morte; son père s'occupe de rétablir par le commerce une fortune ébranlée, et l'enfant est abandonné aux soins d'un oncle athée et voltairien. Pour ne pas subir les conseils de Jean, son frère, ou les leçons d'un maître, ce despote naissant s'enferme dans une bibliothèque. Là, avec une rage mêlée de dédaigneuse intelligence, il apprécie tout, il dévore tout; puis, après de longs travaux solitaires, de grandes souf-

frances d'amour-propre et de pénibles débuts, l'écrivain se révèle.

Au fond de ses opiniâtretés, dont personne n'a encore le secret, il y avait des trésors de passion et de colère amassés contre l'idée démagogiquement antichrétienne. Plus habile à découvrir ou à pratiquer le sophisme qu'à mettre la vérité en relief, la Mennais ne recule devant aucune conséquence. Sa verve étincelle d'ironie, mais sa dialectique ne ressemble pas mal à celle des partis extrêmes. Et comme le disait Dante : « La miséricorde et la justice le dédaigneront également. »

Lassé de la foi et de la raison, la Mennais, brûlant de faire voir ce que c'est qu'un prêtre tel qu'il l'a compris, tel surtout qu'il espère, mais en vain, le faire comprendre à Rome, n'accède à aucune transaction, ne se soumet à aucune autorité. Pour assurer le triomphe de la Chaire de Pierre, il inflige l'obéissance avec des paroles pleines de superbe. Les doctrines de ce prêtre cachent un satanique orgueil sous une enveloppe maladive; mais cet orgueil a déjà semé la discorde parmi les théologiens. Impérieux de parole, parce qu'il se proclame humble de cœur, l'abbé de la Mennais fait secte : il s'éloigne donc du centre de l'Unité. Dans ses ouvrages, qui sont un mélange d'huile de lin, d'alcool et de noir de fumée, on voit, comme dit saint Augustin, la boue et le baume qu'une même main agite et dont l'une exhale une odeur fétide et l'autre un parfum excellent.

Sa principale, sa seule préoccupation fut d'abord de faire la leçon à l'Église. Sans songer qu'il était assez inutile de vouloir prêter de la lumière au soleil, la Mennais, avec une opulence d'images passionnées, s'efforça de renouveler la loi de Dieu et de porter l'Église en triomphe

beaucoup plus loin qu'elle ne prétendait aller. L'abbé de la Mennais était cet architecte qui, en élevant un monument à un homme illustre, en pose la première pierre sur son front qu'il écrase. Comme l'autour qui bataille sans cesse et que les anciens haïssaient à cause de cela,

Odimus accipitrem quia semper vivit in armis,

la Mennais, avec les impatiences de son caractère et les prodigieuses facultés de son esprit, rêve d'infiltrer la guerre intestine dans l'Église. Son existence ne doit être qu'une longue agression. Il s'est présenté pour entrer en lice contre les principes subversifs. Infatigable athlète, il se sert de la plume comme d'un poignard, et il tue au lieu de vivifier. La Cour romaine et l'Épiscopat, le Clergé et la Compagnie de Jésus, ne peuvent consentir à être défendus, malgré eux, par un homme dont les désirs sont vastes comme l'enfer, et qui est insatiable comme la mort. Cet homme se tourne et se retourne dans son cercueil politique et social; il veut y entraîner tous les pouvoirs. Ces pouvoirs, sagement inspirés, se prêtent à des ménagements, inutiles sans doute, mais qui néanmoins amortiront peut-être les coups, en dissimulant la résistance. La Mennais s'est offert comme le généralissime de la croisade qu'il médite. On essaye de calmer les effervescences de son zèle. Il ne peut sauver la Religion, il se prend à désunir le Clergé et à l'affaiblir, tout en proclamant qu'il ne cherche qu'à lui communiquer sa vigueur. Il aspire à être plus grand que la vérité, plus grand que l'Église, qui en est la dépositaire, plus grand que le Pontife, qui en est le représentant. Il n'a pas encore prouvé au monde, par son apostasie, qu'il n'y a point de force contre le Siége romain; mais déjà, en suivant ce sombre génie à la trace de ses projets, en le voyant perdre par degrés

son discernement et son autorité, on arrive à conclure qu'il n'y a pas de force véritable sans l'Église.

Quand on tombe de haut, plus on parcourt d'espace et plus la chute s'accélère. Cette loi du monde physique n'aura jamais été mieux appliquée qu'à l'abbé de la Mennais. Comme Saint-Simon, Fourier, Robert Owen et les Socialistes, il n'a pas voulu d'abord livrer la terre aux mains de l'impie; mais, comme eux, il créa des systèmes. Quand il s'aperçut que, semblables à des fruits précoces, ces systèmes tombaient aussitôt qu'on les agitait, il laissa à d'insolents dépits le soin de venger son amour-propre. Alors Dieu couvrit d'un voile les yeux du juge. La Mennais n'eut point la retentissante célébrité de certains novateurs; il ne l'ambitionna peut-être même pas; car cet homme, dont le caractère querelleur était, selon les saintes Écritures [1], comme un toit d'où l'eau découle sans cesse, ne chercha la liberté du bruit que pour conquérir la liberté du mal. Il le fit avec amour, avec délices; il s'imposa le travail de la pensée comme une industrie. Afin de mieux pervertir les esprits supérieurs, il dédaigna les masses et fut dédaigné par elles; mais, à l'exemple de l'abbé de Saint-Cyran, avec lequel il eut plus d'un point de ressemblance, il s'attacha à faire pénétrer le venin dans le Clergé, bien convaincu que la corruption descendrait très-rapidement sur le peuple.

Lorsque, de concert avec Jansénius, son ami, l'abbé de Saint-Cyran eut préparé et mis au jour la doctrine qui allait introduire dans l'Église une nouvelle hérésie, les deux sectaires se partagèrent le double rôle que la Mennais va seul assumer. Jansénius écrit, Saint-Cyran cherche des prosélytes. Les deux époques diffèrent ainsi

[1] *Proverbes*, XIX, 13.

que les œuvres. L'in-folio de l'évêque d'Ypres a les proportions d'un ouvrage solide, sérieux et nourri de fortes études. Les pamphlets de la Mennais sont futiles, menaçants, acerbes, et tout empreints de ces bouleversements de doctrines et de mœurs dont le dix-neuvième siècle fut le témoin. Le livre de Jansénius, fruit d'un travail opiniâtre de vingt ans, œuvre posthume d'un docteur belge, foudroyé par Rome presque à son apparition, aurait été infailliblement étouffé, si l'abbé de Saint-Cyran ne lui eût pas recruté des adeptes, privilégiés de la naissance, de la beauté, du génie ou de la fortune.

Cet hérésiarque, qui fut véritablement le créateur du Jansénisme, possédait une telle puissance de fascination, qu'il l'exerça sur les talents les plus élevés et sur les vertus les plus incontestables. Il séduisit le cardinal de Bérulle, et il s'honora pendant longtemps de l'amitié que lui témoignait saint Vincent de Paul. Par ces deux conquêtes, il est facile de se rendre compte du succès que dut obtenir dans le monde le charme imposteur de direction qui fit la force du Jansénisme. Saint-Cyran ne tendit point à éparpiller les coups et à multiplier les séides. Il les tria un par un, au milieu de cette jeunesse de la Sorbonne et du barreau, toujours ardente pour les nouveautés, sans cesse disposée à mettre ses enthousiasmes au service d'une cause qui appelle la persécution comme un moyen de popularité. Saint-Cyran s'était emparé, malgré Richelieu, de la génération naissante. Il fonda des écoles à Port-Royal; il enrôla sous sa bannière les visages pénitents et les femmes à la mode; il créa une congrégation de Solitaires, n'ayant pour mission que l'étude et la polémique; il ferma la bouche à l'éloquent Antoine le Maistre; il souffla dans l'âme d'Arnauld ses

implacables colères, et il apprit à Blaise Pascal, encore bien jeune, à tailler la plume qui écrira *les Provinciales.*

Saint-Cyran fit de grandes choses avec un petit troupeau. Il sema le trouble dans l'Église, tout en proclamant qu'il n'aspirait qu'à lui donner des preuves d'un dévouement filial. La Mennais comprit qu'il fallait se saisir d'un pareil levier. Sa nature, revêche et souffreteuse, ne devait point exercer sur les masses une de ces influences fugitives que se disputent les tribuns politiques vulgaires. Sur les pas de Saint-Cyran, son modèle, il vient former une école où il n'introduira que des imaginations brillantes et des cœurs ardents. Afin de constituer le cénacle sur lequel il répandra en langues de feu son esprit de dispute, La Mennais s'entoure de la fleur de la jeunesse cléricale ou laïque. Il la choisit aussi bien dans les séminaires que dans le monde. Cette jeunesse annonçait de rares talents; elle faisait présager des orateurs, des écrivains, des philosophes et des savants. Dans le pêle-mêle d'idées que le Libéralisme jetait au monde chrétien comme un défi, elle s'apprêtait à combattre généreusement pour propager le vrai et défendre la justice : la Mennais accapare toutes ces bonnes volontés. Elles se précipitaient au secours de l'Église, il eut l'art de leur inculquer des pensées de révolte, sous l'apparence d'un vœu d'émancipation chrétienne. Il les conduisit jusqu'à l'abîme au bord duquel la main du pape Grégoire XVI les arrêta, aussi bien en France qu'en Italie, en Belgique comme en Allemagne, car, dans toutes les contrées catholiques, l'abbé de la Mennais s'était créé de fervents prosélytes. Chez quelques-uns la doctrine du maître survit encore, même quand le maître est désavoué par tous, dans la double apostasie de sa vie et de sa mort. Ils n'avaient pas osé s'en nourrir;

ils le respiraient, ils l'absorbaient comme une essence : ils en sont encore imprégnés.

Nous avons confronté les deux chefs, apprécions les deux systèmes.

Le Jansénisme ne détruit que la liberté de l'homme ; il anéantit en quelque sorte la volonté humaine dans sa partie morale. Le Lamennaisisme va plus loin, il absorbe la raison individuelle. Avec lui, l'individu n'est plus qu'un être incapable d'aucune certitude consciencieuse, n'ayant qu'une foi aveugle et un instinct animal.

Le Jansénisme subordonne la Papauté à l'Épiscopat, l'Épiscopat au presbytère, le presbytère à la multitude et à la puissance civile. Le Lamennaisisme immole le Sacerdoce et l'Empire à la tiare, puis il finit par abaisser la tiare sous l'autorité des masses ignorantes ou profanes.

Luther, Saint-Cyran et Calvin ont rêvé, prédit et invoqué la déchéance de l'Église romaine. C'était la majeure du syllogisme posé par eux. La Mennais accumule les hyperboles, et déplore en termes de fiévreuse pitié l'appauvrissement du Siége apostolique. Ce que la Bible fut pour le Protestant, la tradition ecclésiastique le sera pour le Janséniste. Ce dernier, à son tour, traduit, commente et divulgue les saintes Écritures, que la Mennais accepte, avec les Pères, comme la seule source d'éducation chrétienne.

Le Janséniste a son style à lui, style froid, dur et poli comme la glace. Celui de la Mennais est enthousiaste, imagé, plus scintillant que solide. Ce style s'est emparé de la presse, des livres ascétiques et de la chaire. Au lieu des enseignements de la piété, il prodigue aux fidèles stupéfaits des hérésies dithyrambiques ou des paradoxes d'une liberté échevelée.

Le Janséniste affecte de se mettre en guerre contre le Protestantisme, et ce n'est qu'un protestantisme déguisé. Il prétend se renfermer dans la morale la plus sévère, et il anéantit toute morale par l'anéantissement de toute responsabilité dans le bien comme dans le mal. Il a une sainte horreur des restrictions mentales, et il vit dans l'imposture. Il affiche la nécessité de l'amour de Dieu par excellence, et il en étouffe le germe par ses idées particulières sur Dieu. Il aspire à la solitude et au désert; il se donne des saint Antoine ainsi que des Marthe, et il détruit l'essence même de la vie religieuse. La Mennais s'annonce comme l'ange exterminateur du rationalisme, et il arrive de plein saut à l'apothéose de la raison humaine. Il ne parle que du principe d'autorité, et il le sape à tous les degrés et sous toutes les formes. Son premier cri de guerre sera contre l'indifférence; son dernier soupir propagera, sanctionnera l'indifférentisme réel par la confusion des divers cultes dans un club universel, procédant de la Franc-Maçonnerie.

Le système de l'abbé de la Mennais a subi des phases presque aussi diverses que la carrière de son inventeur. Il est parti de la haine la plus juste contre l'idée révolutionnaire pour arriver à l'apothéose la plus monstrueuse des Démagogues. Sa théorie s'ouvre en exagérant la puissance spirituelle de Rome, en imposant à la Papauté des droits que les Souverains Pontifes répudient, et elle finit par la glorification de l'athéisme. C'est à ces deux points extrêmes qu'il faut toucher pour se rendre compte du bien que l'abbé de la Mennais pouvait faire et du mal qu'il a produit. Il a contristé le cœur de l'Église, et il a déshonoré la Révolution en la servant. La Révolution a si vivement ressenti la blessure, que c'est à peine si elle

daigne offrir à ce grand coupable l'aumône de la pitié publique. Mais la vie privée et la mort de l'abbé de la Mennais appartiennent à l'histoire; nous n'avons, nous, qu'à nous occuper de son œuvre et de son école.

Trois idées fondamentales constituent l'œuvre. Ces idées sont tellement disparates et incohérentes, qu'à certaines époques elles ont pu et dû vivre séparées. C'est le propre et le cachet de l'erreur de se contredire en mille façons : l'abbé de la Mennais a subi plus que personne le sort de ses doctrines. Il les a soutenues, puis abandonnées; son école seule y est restée fidèle. Dans ses premiers ouvrages de 1817 à 1830, du temps qu'il se sert de la Religion comme d'un drapeau, l'écrivain a posé trois principes : la raison générale, seul criterium de la vérité; — le Pape, organe infaillible de cette raison, — et la guerre aux classiques païens.

Cette raison générale, universelle, perpétuelle, qui fut la base du système de la Mennais, prit sous sa plume toute espèce de noms et de formes. Elle fut indistinctement le sens commun, l'autorité, la tradition, le témoignage ou la foi. C'était l'inconnu, que toutes les nations n'avaient jamais cessé d'admettre depuis leur première origine; mais, par calcul ou par défaut de logique, la Mennais s'abstint de définir cet inconnu d'une manière égale et surtout nettement déterminée. Le système était, comme tous les systèmes, proclamé entièrement nouveau par son inventeur. Seulement il se contredisait dès la première page ; car de quelle manière expliquer cette raison générale prétendue infaillible, dépositaire de toute vérité, et admettre en même temps qu'elle a pu ignorer la vérité elle-même ?

La raison générale n'était qu'une abstraction, ou, si

l'on se prête à lui accorder quelque réalité, un être insaisissable. L'individu reste maître de croire ce qu'il s'imaginera avoir découvert relativement à l'être abstrait. La tâche de feuilleter leur Bible imposée aux Protestants, qui doivent y chercher eux-mêmes les éléments et les motifs de leur croyance, cette tâche était déjà bien lourde; la Mennais, qui s'est donné la mission spéciale de combattre le Protestantisme, y ajoute encore. La Bible, pour lui, n'est plus qu'un point imperceptible de tout ce qu'il faudra étudier; car, conséquent enfin avec lui-même, l'auteur ne voit dans le Christianisme que l'héritier du Judaïsme, et dans celui-ci que l'héritier d'une certaine Église primitive formant ses archives de tout ce qui nous reste de traditions païennes de tous les âges et de toutes les zones.

En comparaison des travaux auxquels le nouveau croyant se trouve astreint, l'examen imposé par Luther n'est qu'un jeu. La raison générale a remplacé la Bible; mais l'interprète de l'une comme de l'autre sera toujours l'esprit individuel. La Mennais marchait contre le Protestantisme et le Rationalisme, et il n'avait pas d'armes plus puissantes pour les vaincre. Effrayés tout d'abord, les Protestants et les Rationalistes ne tardèrent pas à se rassurer. Ils comprirent, avec les Révolutionnaires, que c'était plutôt un allié qu'un ennemi qui leur était né. Pour s'en convaincre, il ne fallait pas faire un grand effort d'imagination.

Sous prétexte de réduire tous les criteriums à un seul, n'étant en réalité qu'une chimère, la Mennais ressuscitait le pyrrhonisme le plus intempérant. Il pulvérisait tous les moyens de certitude qui avaient une valeur véritable et qui firent foi dans les écoles de l'antiquité comme dans

celles de l'Église. Leurs enseignements gênaient son action; il leur déclara une guerre sans trêve. Ce fut sur Descartes et les Cartésiens qu'il dirigea sa principale attaque. Circonscrire tous ses adversaires dans un seul nom et dans une seule école, c'était faire preuve d'une savante tactique. Ainsi on battait en brèche tout le passé catholique, en paraissant n'adresser ses coups qu'à un philosophe.

Avec tous ces mots à double et triple sens de foi, d'autorité, de témoignage et de tradition, que devenaient cependant la vraie foi et la véritable tradition?

Le naturel et le surnaturel, l'humain et le divin, le sacré et le profane, le judaïque et le chrétien, tout était confondu. La raison individuelle supprimée, la foi catholique se voyait frappée d'incapacité. L'Église elle-même perdait du même coup son infaillibilité et sa mission. Le *Docete omnes gentes* n'était plus qu'un non-sens; la promesse de l'Esprit-Saint: *Suggeret vobis omnia, docebit vos omnia*, restait à l'état de chimère. Ce n'est plus l'Église qui a droit d'enseigner. Dans ce système, entassant comme à plaisir ruines sur ruines et ténèbres sur ténèbres, un fantôme de construction se dégage néanmoins. Il n'est ni évoqué ni invoqué peut-être; mais il surgit, il s'impose à l'état de conséquence inévitable. Quand il prend une forme, c'est sous celle de la Démocratie, puis de la Démagogie, qu'il se présente. Il acclame forcément l'empire et l'autorité des masses, à la condition invariable que l'hérésiarque en germe deviendra le conseil et le guide de ces masses.

Dépouillé de sa séduisante enveloppe et soumis au scalpel de l'analyse, ce système apparaît comme un tissu d'erreurs qui, à première vue, doivent révolter la crédu-

lité la plus vulgaire. Néanmoins quand l'abbé de la Mennais, avec le prestige de son talent et l'autorité de sa parole, le distillait goutte à goutte sur des cœurs amoureux de tout ce qui semble nouveau, il se rencontra peu d'esprits assez perspicaces pour signaler l'écueil. Ceux qui, timidement ou isolément, se résignèrent à cette tâche, souvent ardue et toujours ingrate, eurent à essuyer les premiers mépris et les altières fureurs de la Mennais. Quelques-uns persévérèrent ; d'autres se virent marqués d'un stigmate d'ignorance ou de ridicule.

A l'œil malade, la lumière nuit. Le novateur se condamnait aux ténèbres; mais il ne voulait y laisser pénétrer personne avec le flambeau de la vérité. Il importait de cacher la source de ses principes. Le novateur les entoura d'un tel nuage, il sut si habilement couvrir le fond des choses par l'obscurité du langage, qu'après plus de douze années révolues les têtes les plus solidement organisées ne saisissaient pas encore toute l'étendue du système. En 1834, l'abbé Boyer, le profond théologien de Saint-Sulpice, faisait admirablement ressortir cette obscurité calculée [1].

La dissimulation était dans les voies de l'abbé de la Mennais. Il ne s'expliquait pas avec sincérité, parce que, comme dit saint Bernard, il n'aimait pas sincèrement; mais il savait outrer les espérances et pousser jusqu'au délire de l'exagération la fièvre du bien apparent que ses opinions devaient tôt ou tard réaliser. Le premier volume de l'*Essai sur l'Indifférence* fut un grand sujet de joie dans le monde catholique. On saluait dans ce prêtre, qui se ré-

[1] *Examen de la doctrine de M. de Lamennais, considérée sous le triple rapport de la philosophie, de la théologie et de la politique*, par M. Boyer, directeur au séminaire de Saint-Sulpice, p. 33. Paris, 1834.

vélait avec une pareille puissance, Tertullien et Bossuet s'identifiant en un seul homme. Pour surexciter les enthousiasmes, cet homme, qui ne tenait pas école de modestie, écrivait à l'un de ses admirateurs des États-Unis, en lui annonçant le second volume de son œuvre : « Quant au deuxième volume, qui sera le plus important, et où je développerai un nouveau système de défense du Christianisme contre tous les incrédules et hérétiques, système extrêmement simple, d'où sortiront des preuves si rigoureuses, qu'à moins de renoncer à dire : Je *suis*, il faudra que l'on dise *Credo* jusqu'au bout..., il avance bien lentement. Outre la faiblesse de ma santé, je suis à chaque instant distrait par d'autres travaux. De temps en temps, il faut traiter dans de courts pamphlets des questions de circonstance, car l'Église est ici bien abandonnée; nous n'avons même, à vrai dire, qu'une ombre d'Église en ce moment. »

Cette dernière phrase, négligemment jetée, est au fond la pensée la plus tenace de la Mennais; elle se retrouve partout. Il combat, il se dévoue pour l'Église; mais l'Église n'est plus qu'une ombre. Ne faut-il pas que Dieu fasse lever un soleil? Et ce soleil ne rayonne-t-il point déjà au-dessus de la Chaire de Pierre et de l'Épiscopat qu'il protége de sa merveilleuse splendeur?

Au moment où l'abbé de la Mennais parut sur l'arène, les esprits étaient en effet admirablement disposés à recueillir ses promesses et à trembler de ses craintes. La Révolution, quoique vaincue en apparence, n'en triomphait que plus sûrement dans la réalité. Elle s'était instituée pouvoir contre l'Église; elle dominait dans ces assemblées législatives, hautes ou basses, où l'on fabrique des lois comme Néron faisait des vers et jouait de la flûte.

Il paraissait impossible de réveiller les Rois de la torpeur léthargique dans laquelle ils se plongeaient, aussi impossible de ramener au bon sens les peuples, dont la grandeur des châtiments ne devait jamais égaler la grandeur des crimes. Le philosophisme semblait encore défier la Providence et dire à Dieu, ainsi que dans Jérémie [1] : « Ton sanctuaire est désert, tes autels sont abandonnés; les petits enfants demandent du pain, et il n'y a personne pour le leur rompre. »

A ce défi, l'abbé de la Mennais, se flattant de posséder, comme Élisée, le pouvoir, même dans le tombeau, de ressusciter les morts qui touchaient à son cadavre, avait répondu par une formidable éloquence. Il avait contemplé l'orgueil de l'homme qui monte aux prises avec l'orgueil de l'homme qui descend; puis, de sa main de fer, il avait brisé tous ces étais vermoulus dont la Révolution songeait à se faire un piédestal. Dans ce langage, qui marquait au front comme un fer rouge, on l'avait entendu s'écrier, en peignant les Révolutionnaires dont il deviendra l'allié et le serviteur : « Ils ne pardonnèrent ni à la naissance, parce qu'ils étaient sortis de la boue; ni aux richesses, parce qu'ils les avaient beaucoup enviées; ni aux talents, parce que la nature les leur avait refusés; ni à la science, parce qu'ils étaient ignorants; ni à la vertu, parce qu'ils étaient couverts de crimes. » Et, à ce signalement générique, l'Église, la France et l'Europe reconnaissaient leurs ennemis; elles les désignaient presque nominativement.

En présence de cet athlète, confondant sous un même anathème les Sophistes, le Protestantisme et la Révolution, les intelligences ou plutôt les cœurs prompts à se laisser

[1] *Proph. Jerem.*, ch. IV, 4.

séduire acceptèrent le terrible écrivain comme un vengeur prédestiné. De ce style, de ces idées, de ces ardeurs de zèle, s'inspirant de la lutte et flétrissant tous les adversaires de la Religion et de la Société, nul ne prévit qu'un jour il sortirait une alliance intime, secrète et ignorée sans doute alors de l'auteur lui-même avec ces Démagogues qu'il châtiait si rudement. On applaudissait à son énergie; on exaltait son talent; on se trouvait très-disposé à accuser d'ingratitude, d'injustice, de jalousie peut-être, les quelques sages qui, sans se laisser emporter au torrent des admirations, mesuraient d'un œil investigateur les tendances pernicieuses encore contenues dans l'œuf. Il y en eut à Rome, à Saint-Sulpice et dans la Compagnie de Jésus, qui pressentirent le danger et qui même le signalèrent. On étouffa leurs voix sous des acclamations complaisantes, car l'erreur, qui possède une logique à elle, se développe souvent à l'insu même du caractère où elle prend racine.

L'abbé de la Mennais a créé une raison générale; il va se donner une papauté imaginaire. Cette papauté est, pour lui comme contre lui, une arme à double tranchant. Il a surpassé les Jansénistes en adresse, il s'efforce de coordonner les principes inconciliables dont il est l'entremetteur. L'Église primitive et l'Église judaïque ont précédé l'Église catholique. Elles ont besoin, elles aussi, d'un chef infaillible. La tradition est muette sur ce point; la Mennais ne recule pas pour si peu. La tradition se tait, il s'accorde l'autorité de la faire parler. La raison générale est l'organe infaillible qui se présente. Les objections s'accumulent autour d'une pareille découverte. On l'interroge pour savoir de quelle raison générale Adam, premier pontife, fut l'organe; on lui demande

sur quel texte évangélique il peut baser un pareil système. On pousse plus loin les arguments. Des esprits curieux s'étonnent de voir le concile général exclu de la représentation de cette généralité au profit d'un simple individu; d'autres exigent que le novateur désigne quel est le Pape qui, dans l'histoire, s'est attribué un pareil rôle.

Le novateur semblait habituellement parler, raisonner et croire comme le commun des Catholiques. L'autorité de son nom le dispensait de toute réponse embarrassante. A l'abri de ce grand témoignage de la Papauté ressuscitée par sa plume, il multiplie les terrains du combat. En attaquant à fond le Gallicanisme et ses conséquences, il force les Gallicans à défendre leurs maximes. Il abandonne les objections sérieuses; puis, par une facile victoire sur un point, il couvre sa retraite sur un autre. Les enthousiastes le proclamaient le dernier Père de l'Église; il ne s'effraye ni de ce titre ni des devoirs qu'il impose.

A la suite des excès révolutionnaires, Dieu, qui sait tirer le bien du mal, permit que la France, encore catholique, trouvât son salut dans l'intervention du Pontife suprême. Le Concordat de 1801, le séjour de Pie VII à Paris, sa captivité, ses persécutions, toutes les merveilles providentielles qui, depuis un demi-siècle, semblent s'accumuler pour sauver la barque de Pierre battue par les flots, les ouvrages du comte de Maistre, l'extinction des anciens parlements, les lettres du cardinal Litta sur les quatre articles du Clergé de France, les écrits et surtout les entretiens et la vertu de tous les Cardinaux de la sainte Église romaine exilés ou internés dans les villes du centre, ont singulièrement modifié les idées du Gallicanisme. La théorie s'est effacée; il ne

reste plus qu'une foi dont les ardeurs se centuplent au souvenir des infortunes passées. C'est sur cette foi, si miraculeusement préservée, que la Mennais s'appuie.

Il agite au-dessus de sa tête l'étendard qu'il donne à l'Ultramontanisme. Sans se préoccuper de l'Épiscopat et du Clergé, il commande aux Catholiques; il proclame que sa cause est véritablement celle de la tiare. Les cœurs ont senti le besoin de faire un retour vers Rome; la Mennais seconde ce vœu, comme le seul légitime et le seul urgent.

A l'aide de cette disposition qui se manifeste dans les âmes, l'écrivain divise ses adversaires. Il les intimide par ses menaces, il les réduit au silence par l'amertume de sa parole. Avec deux arguments toujours les mêmes, délayés dans le vinaigre de ses rancunes, il arrive au triomphe passager de sa doctrine. Quand il a épuisé son fameux : « Vous ne me comprenez pas, » il saisit une autre arme tout aussi logique, tout aussi péremptoire. A ses amis et à ses admirateurs, qui n'osent qu'en tremblant lui soumettre une objection et qui reculent devant l'excès prévu de ses passions, il répond de la manière la plus imperturbable : « Vous êtes des Gallicans. »

Ces deux axiomes composent le fond de sa polémique; ils servent à endormir la patience de ceux qui voudraient voir sortir autre chose que d'éloquents outrages de ce chaos de phrases et de ruines. La Mennais en effet n'est plus ultramontain, il est antigallican. Les tendances de ses facultés et de son œuvre sont essentiellement révolutionnaires, car c'est toujours par le côté destructeur qu'il brille. Il outre le bien, afin de pouvoir exagérer le mal et de se tenir le plus loin possible des limites que

la vérité s'assigne. Il est ultramontain comme le fameux avocat Pithou fut gallican, sans pouvoir jamais s'arrêter avec sa cause, et en prenant des intempérances de zèle pour des actes de modération.

Dans sa *Deuxième lettre à l'archevêque de Paris*, ce prêtre s'adresse ainsi à celui qui fut institué pour le guider dans la saine doctrine. Il écrit à Hyacinthe de Quélen : « Jetez les yeux autour de vous et voyez, monseigneur, qui défend aujourd'hui le Gallicanisme. Des ennemis de l'Église qui conspirent publiquement sa ruine et celle de la Religion chrétienne, des sectaires retranchés de la communion catholique, de cauteleux adulateurs du pouvoir qui le poussent à sa perte.... Un petit nombre de vieillards, respectables sans doute, mais qui ne vivent que de quelques souvenirs d'école : tout le reste qu'est-ce que c'est ? Et y a-t-il des paroles pour peindre cette ignorance et cette bassesse, ce dégoûtant mélange de bêtise et de morgue, de niaiserie stupide et de sotte confiance, de petites passions, de petites ambitions, de petites intrigues et d'impuissance absolue d'esprit ? »

Sous la plume de la Mennais, le Gallicanisme ecclésiastique, même le plus inoffensif, n'apparaît donc jamais qu'à l'état d'hérésie ou de stupidité. Le novateur veut sauver ou perdre à sa manière le Clergé, il faut que le Clergé se soumette aux arrogances de cette férule. Le pouvoir absolu que l'écrivain accorde aux Papes sur les évêques comme sur les princes est une semence de troubles aussi bien dans l'Église que dans l'État. Par la confusion établie entre les deux puissances, néanmoins très-réelles et très-divines, chacune à son degré et à sa manière, il devient impossible à l'homme de connaître

son devoir et de le faire. En accusant la Royauté et l'Épiscopat, pour élever au-dessus du Ciel la Papauté imaginée par lui, la Mennais, qui se porte le champion de l'autorité, sape cette même autorité dans toutes ses bases. Il voulait que les princes et les peuples, les docteurs de la loi et les simples fidèles fussent comme un nid de petits oiseaux qui se serait trouvé sous sa main; et pour faire respecter l'autorité pontificale, il conspue celle de l'âge, de la vertu, de l'expérience et de la tradition. Tout tombe, tout croule, devant ce destructeur qui ne laisse subsister que le Pape, mais le Pape assis sur le sable mouvant de la prétendue raison générale.

L'abbé de la Mennais avait poussé vers Rome, il y arriva lui-même dans l'été de 1824. Le théatin Ventura s'improvise son hôte et son ami. Ces hommes, si amoureux d'eux-mêmes, affichaient une turbulente humilité. Tout en anathématisant la Révolution, ils étaient prêts à la révolte. Dans leurs entretiens, sous les cloîtres de Sant'Andrea della Valle, ils roulaient l'un vers l'autre comme deux orages. Le Sacré Collége et le Pape Léon XII firent à la Mennais un accueil distingué. On lui témoigna peut-être plus d'admiration que d'estime; on lui donna plus de conseils de modération que d'espérances de pourpre romaine. Ce génie, presque féroce à force d'orgueil, n'allait guère aux savantes condescendances de la Cour apostolique. On s'étonnait de ses prémisses, on s'alarmait des conséquences qu'il en saurait tirer. Le soupçon n'était pas encore né; cependant la défiance ou plutôt l'inquiétude perçait à travers les démonstrations d'affectueuse reconnaissance qui entouraient la Mennais. Sans avoir le don de prophétie, Léon XII connaissait admirablement le cœur humain. Il laissa dire, dans

Rome et à Paris, qu'un chapeau de cardinal était destiné à l'abbé de la Mennais; mais, au fond du Vatican, lorsque la pensée du Pontife s'arrêtait sur ce prêtre alors inexplicable, Léon XII manifesta des craintes véritablement inspirées. Dans une lettre du 30 août 1824, le cardinal Bernetti va initier l'histoire aux sombres prévisions du Pape.

« Nous avons à Rome l'abbé de la Mennais, écrit Bernetti au duc de Laval-Montmorency, et je trouve qu'il ne répond pas en tout point à son immense réputation. Vous savez qu'ici nous sommes toujours un peu enthousiastes de la beauté des formes; nous aimons à prêter au génie la mâle attitude de la statuaire antique. Par malheur, le grand écrivain n'est taillé ni sur le modèle de l'Apollon du Belvédère, ni sur celui de l'Hercule-Farnèse. Il a dans sa physionomie et dans son maintien quelque chose d'étriqué ou d'embarrassé qui fait mal. A voir ce corps grelottant en plein été, et cette figure hâve, on se sentirait ému de compassion : l'on serait tenté de faire l'aumône; mais que de talents sous cette chétive enveloppe! Quels éclairs s'échappent de ces yeux à moitié éteints, et qu'une flamme subite semble illuminer de temps à autre!

» Je vous parle à cœur ouvert, cher prince, comme si j'étais encore en tête-à-tête avec vous, et je vais vous intéresser, j'espère, quoique je vous parle de Rome à Paris, où vous êtes sans doute. A une de mes dernières audiences, le Saint-Père m'a demandé si j'avais vu l'abbé de la Mennais, et ce que j'en pensais. Ne voulant pas m'avancer sur ce terrain, et ayant entendu dire que le Pape se montrait bien disposé pour lui, j'ai fait une réponse dilatoire. Bientôt je suis resté tout stupéfait, lorsque le Saint-Père, d'une voix calme et presque triste,

m'a dit : « Eh bien! nous l'aurons mieux jugé que pas un. Quand noús l'avons reçu et entretenu, nous avons été frappé d'effroi. Depuis ce jour, nous avons sans cesse devant les yeux sa face de damné. »

» Le Saint-Père me disait cela si sérieusement que je n'ai pu m'empêcher de sourire. « Oui, ajouta-t-il en me regardant fixement, oui, ce prêtre a une face de damné. Il y a de l'hérésiarque sur son front. Ses amis de France et d'Italie voudraient pour lui un chapeau de cardinal. Cet homme est trop possédé d'orgueil pour ne pas faire repentir le Saint-Siége d'une bonté qui serait justice, si on ne considérait que ses œuvres actuelles; mais étudiez-le à fond, détaillez les traits de son visage, et dites-moi s'il n'y a pas une trace visible de la malédiction céleste. »

» Je n'ai jamais pu faire revenir le Pape sur une pareille idée. La face de damné se présente toujours à lui, et je commence à croire que le voyage de l'écrivain ne servira que très-peu ses projets d'ambition, s'il en avait conçu. Comme tous ceux qui sur la brèche se laissent emporter à d'ardentes polémiques, l'abbé de la Mennais outre ses opinions et exagère ses sentiments. Il donne à la vérité un cachet d'exaltation et de sévérité que Rome ne peut pas accepter, mais qu'elle n'ose point condamner tout haut. Ici nous avons la modération de la véritable force : eux nous défendent avec des colères et des passions que nous sommes contraints de subir. M. de la Mennais devrait, mieux que tout autre, comprendre cette position; bien loin de là, il affecte de la méconnaître. Son esprit absolu ne doute de rien, et il est poussé à ces excès par des admirations trop imprudentes ou par des calculs trop perfides. Mais il me semble que parce que la nature ne vous a pas prodigué les dons du corps, ce n'est

point un motif pour devenir un hérésiarque. Si les portraits que j'ai vus de Jean Huss et de Martin Luther ne sont pas trop menteurs, ils n'avaient aucun reproche à adresser à la nature, et on peut les prendre pour de bons moines, qui aiment autant la cloche du dîner que celle des matines.

» Afin de me rendre un compte exact des impressions que le Saint-Père a daigné me manifester, j'ai désiré revoir l'abbé de la Mennais. Je l'ai donc invité à dîner avec son compagnon de voyage. A ma honte, ou plutôt à la gloire de ma charité, j'avoue n'avoir rien découvert d'infernal dans ce petit homme malingre, dont la conversation fait si peu d'honneur à son génie. Il m'a paru dépaysé à Rome, ne comprenant rien à nos mœurs, et cherchant toujours à les mettre en parallèle avec celles de son pays. Nous sommes si habitués à ces comparaisons, très-peu flatteuses pour notre amour-propre, que nous n'y prenons plus garde. Il est évident que l'abbé de la Mennais, après nous avoir victorieusement défendus dans ses ouvrages et dans les journaux, ne serait pas fâché de nous faire payer sa défense, en nous imposant ses doctrines et en nous faisant épouser leur exagération. C'est le sort de Rome. L'auteur de l'*Essai sur l'indifférence* ne sera ni le premier ni le dernier à vouloir nous dominer du haut de son obéissance; mais, avant de réaliser la prophétie du Saint-Père, il faudra que l'abbé de la Mennais se plonge dans un Léthé bien profond. J'ai osé, en riant, faire part au Saint-Père de mes réflexions... « Ah! m'a-t-il répondu, vous aussi, comme Soglia, vous ne voyez pas la main de Dieu? Eh bien, il y a du damné, de l'apostat chez ce prêtre, et il faut s'épouvanter en le regardant, sans trahir aucun de nos pressentiments. Si ce

malheur arrive, faisons en sorte que Rome n'ait rien à se reprocher. »

Le vœu de Léon XII fut exaucé; mais ses pressentiments se réalisèrent, car chez la Mennais il y avait une si expansive infatuation de ses idées, qu'à la première résistance on pouvait prévoir une chute sans repentir. En 1824, le Pontife suprême l'entrevoit, et il en parle comme d'une secrète épouvante au confident de toutes ses pensées. C'est en pape et en prince, en maître de la foi comme en juge des hommes, que Léon XII porte cette sentence. A trois années de là, quand les choses sont encore dans le même état, M. Villemain la confirme au point de vue littéraire.

Le Pape a deviné l'hérésiarque par intuition morale, par prescience apostolique; le rhéteur le pronostique aux seules qualités du style. M. Villemain, parlant à la Sorbonne, en 1827, de l'influence littéraire de J. J. Rousseau sur les plus grands esprits du dix-neuvième siècle, s'exprime ainsi[1] : « L'influence littéraire de Rousseau se retrouve aussi dans l'un des plus véhéments contradicteurs que ses écrits aient rencontrés dans nos jours. Le célèbre auteur de l'*Indifférence*, dans sa logique hardie et tranchante, dans son style impétueux et travaillé, offre plus d'un trait de ressemblance avec le peintre d'*Émile*, dont il a peut-être trop vanté l'élocution enchanteresse. On voit qu'il s'est formé d'abord à cette école bien plus qu'à celle des Pères. Il a, comme l'Hébreu fugitif, enlevé les armes de l'Égyptien pour le combattre. L'imitation du style est parfois si marquée, qu'elle rappelle les ouvrages de la Renaissance où un moderne s'appropriait, sous un

[1] *Cours de littérature française*, par M. Villemain. *Tableau du dix-huitième siècle*, t. II, p. 523.

cadre chrétien, soit Florus, soit Térence. Quant au fond même des opinions, si le prêtre du dix-neuvième siècle réfute avec une grande hauteur les contradictions et l'insuffisance du théisme de Rousseau, on démêle pourtant je ne sais quelle prédilection dans l'hostilité même. On reconnaît la leçon oratoire du maître dans les rudes coups que lui porte l'élève, et on retrouve même sa leçon philosophique dans quelques opinions hardies, indociles, que garde cet élève prosterné sous la foi. On sent que l'éloquent apôtre de *l'autorité* a été assidu lecteur du *Contrat social,* et que cet ardent esprit pourrait passer encore d'un extrême à l'autre. »

Le Pape s'effraye de voir l'abbé de la Mennais sur la route de l'apostasie; en pleine Sorbonne, M. Villemain le montre touchant à la première limite, et néanmoins rien n'est changé dans son attitude ou dans son langage. C'est toujours le prophète Amos s'écriant : « La maison d'Israël s'écroule, et elle ne se relèvera plus. » La Mennais, qui n'a pas vu Rome sourire à ses vœux et couronner ses ambitieuses espérances, présage la chute de l'Église, mais il lui réserve, pour la soutenir, une colonne de vérité. Cette colonne, il l'indique à chaque page de ses nombreux écrits. C'est lui qui peut sauver l'Église : il la sauvera malgré elle et contre elle.

Par amour des choses neuves ou par un besoin insatiable de célébrité, le père Ventura cherche des projectiles de guerre au fond de tous les arsenaux théologiques. Il a découvert, dans l'ossuaire de l'Église constitutionnelle, qu'un vieux prêtre jureur, du nom de Varnerey, avait emprunté à frère Jérôme Savonarole une réforme de l'enseignement classique par les saints Pères. Ventura communique à la Mennais son nouveau plan de cam-

pagne; ils tirent tous deux à boulets rouges contre la mythologie dans l'éducation. Rationalisme, Gallicanisme, Paganisme, c'est la triple flétrissure imposée aux trois derniers siècles, et qui frappe aussi bien les Souverains Pontifes que les princes, en allant, comme une flèche barbelée, atteindre au cœur la Compagnie de Jésus. Cette Compagnie n'a pas cru devoir accueillir dans son sein le jeune Ventura, qui lui offrait ses services; elle a refusé à la Mennais un concours qu'il sollicita d'elle à diverses reprises[1]. Pour se venger, tous deux empruntent aux Jansénistes cette flèche de Parthe. Aux yeux du théatin comme à ceux de l'hérésiarque français, le Jésuite devint une cible que la Révolution leur abandonna pour se faire la main. L'injustice remplaça les tendresses intéressées, et c'est en termes aussi pleins de droiture que de netteté qu'un admirateur de l'abbé de la Mennais révèle cette aversion, glorieuse pour les disciples de saint Ignace. « Quant aux Jésuites, lui écrit-il[2], tous vos anciens amis savent que leur nom seul vous irrite et vous donne une sorte de fièvre convulsive, qui n'a d'autre type historique que la haine violente de Voltaire pour Jésus-Christ. La source de cette antipathie profonde, incurable, éternelle contre les Jésuites, date de leur opposition à vos idées philosophiques, qu'ils ont combattues dès leur apparition. »

Peu conséquent avec son système, qui oblige à scruter toutes les traditions du genre humain, y compris celles du Paganisme le plus ancien comme le plus moderne, l'abbé de la Mennais, d'un côté, se trouve dans la néces-

[1] *Histoire de la Compagnie de Jésus*, par J. Crétineau-Joly, t. VI, p. 125 et suivantes.

[2] *Deuxième lettre de l'abbé Combalot à M. de la Mennais*, p. 48.

sité d'absoudre les païens d'idolâtrie. Il ne veut voir dans leur polythéisme que le culte d'un Dieu unique avec le culte des anges et des saints. Il n'apercoit dans toutes les mythologies que des vestiges de cette Église primitive, créée pour les besoins de sa cause, Église mère du Judaïsme et aïeule du Christianisme. D'un autre côté, il contraint ce système à repousser l'étude des classiques païens. Dans son livre *Des progrès de la Révolution*, il place le dix-septième siècle sur la sellette; il l'accuse, et avec lui tous les grands hommes; puis il s'écrie : « Louis XIV ramena la société au point où elle était sous le paganisme. »

Si l'étude des auteurs classiques n'eût pas été une règle et une tradition dans le monde chrétien, le système de la Mennais devait forcément l'inaugurer. Pourquoi, en effet, la mythologie grecque ou romaine serait-elle plus digne de réprobation que celle de Brahma ou d'Odin? Pourquoi, à une époque où tant de jeunes érudits se lancent à perte de vue dans les mystères des religions jusqu'à présent assez ignorées de l'Inde ou de la Scandinavie, afin de saisir au vol quelques atomes de ressemblance avec le Christianisme, pourquoi entend-on certaines voix, sorties de ce cénacle, jeter l'anathème au Paganisme grec ou romain? Pourquoi attribuer de parti pris tous nos maux actuels à un passé impossible à reconstituer en présence de peuples qui ont une fois connu et reçu la lumière évangélique? Le mal qui ronge les sociétés européennes ne vient point du Paganisme, surtout il n'y retourne pas. Les Gracques et Catilina furent exceptionnels à Rome comme Harmodius et Aristogiton à Athènes. Est-ce que les apôtres de la loi agraire ne se multiplient pas à tous les coins du monde? Des sectes d'assassins ne

se fondent-elles pas pour honorer le poignard et salarier les sicaires ?

Entre le style de la Mennais, se retournant dans son fiel, et celui des auteurs classiques, il existe une antipathie secrète, mais très-réelle. Le vague de ses théories et le chaos de ses opinions ont besoin d'audace, de fougue, d'obscurité et de boursouflure. Pour exposer aux regards de la foule ces monstres de paradoxes ou d'absurdités, il faut un langage autre que celui de la lucidité, du bon sens et de la logique. Le novateur, qui aurait mieux su en ne sachant pas tant, a l'instinct de cette différence ; il se rapproche donc du romantisme, afin de se créer des partisans et des auxiliaires. Il assiste à la substitution du merveilleux païen en merveilleux chrétien, il l'encourage. Sachant par une expérience encore inédite que l'hérésie a horreur de la langue latine, il proscrit la pure latinité. Il se propose de la tuer, parce qu'il sent qu'elle doit rester toujours providentiellement indispensable à l'Église, comme dépositaire des vraies traditions dogmatiques, disciplinaires et historiques.

L'Anglicanisme et le Protestantisme affectent pour la Bible une tendresse véritablement étrange. Bien longtemps, même avant les *Paroles d'un Croyant* « ce livre d'un petit volume, mais d'une immense perversité », selon le témoignage du pape Grégoire[1], la Mennais, comme conséquence de son nouveau système, s'est rompu à la parodie sacrilége du style biblique. La Bible est une œuvre obscure non-seulement dans ses versions, mais encore dans son texte ; la foule des commentateurs est là pour le prouver. Dieu a voulu envelopper sa parole ; il s'est réservé le droit de l'interpréter lui-même ; il l'interprète

[1] *Encyclique du 25 juin 1834. Singulari nos.*

à son gré. Comment un mortel quelconque osera-t-il imiter la parole sans égale ? La première loi du style, c'est la clarté ; le premier devoir de l'homme s'adressant à son semblable, c'est de chercher à en être compris sans effort. La parole divine s'affranchit de toutes ces règles.

De celui qui l'écoute, elle exige plus qu'une intelligence ordinaire, plus qu'une religieuse attention. Il lui faut certaines dispositions du cœur, la prière et la foi. Combien de siècles toute l'Église a-t-elle attendu pour lire d'une manière claire et formelle le dogme de l'Immaculée Conception dans le livre confié à sa prudence. Saint Thomas n'eut l'intelligence d'une foule de textes nécessaires à sa *Somme* qu'après de longs jeûnes et de ferventes prières ; saint Augustin déclare qu'il n'entend pas la moitié des Écritures ; saint Bernard affirme qu'on n'en pénétrera l'ensemble qu'au jugement dernier. Bossuet vivant y échoue, et saint Pierre avertit les premiers fidèles qu'ils rencontreront, même dans les Épîtres du bienheureux Paul, des passages *difficilia intellectu*. Jésus-Christ, qui cache souvent la vérité aux sages pour la révéler aux petits enfants, n'a-t-il pas dit lui-même à ses Apôtres[1] : « Pour vous, il vous a été donné de connaître le mystère du royaume de Dieu ; mais pour les autres, il n'est proposé qu'en paraboles, afin qu'en voyant ils ne voient point et qu'en écoutant ils ne comprennent pas. »

Dieu seul a le droit de parler ainsi. Un homme s'est trouvé pourtant qui eut l'insolent orgueil de tenir, durant sa vie entière, un pareil langage. Il l'adressa aux intelligences supérieures comme aux autorités les plus élevées dans la hiérarchie. Cet homme accusait tous et chacun de ne pas le comprendre ; il en faisait un crime de la volonté

[1] *Evang. sec. Luc.*, ch. VIII, v. 10.

ou de l'entendement. Et un jour, confondu dans ses sophismes, abîmé dans ses déductions, cet homme s'écria : « Nous n'avons à désavouer aucune de nos paroles en tant que sincères, mais nous nous sommes souvent trompé et même gravement. » La Mennais, à son temps perdu, confessait ses aberrations; néanmoins il ne se repentait pas. En empruntant jusqu'à la forme du langage divin, il semblait autoriser son orgueil à franchir toutes les bornes. Et le téméraire oubliait cette parole même de l'Écriture sainte : « *Scrutator majestatis opprimetur a gloriâ.* » Il avait essayé de scruter la majesté : il fut écrasé par la gloire.

Pour apprécier à sa juste valeur ce prêtre, qui n'a jamais voulu voir rien de grand que lui, il faut l'étudier autant dans ses disciples que dans ses œuvres. Ses œuvres portent toutes avec elles un cachet d'exagération, de haine ou d'erreur. Ses disciples, qu'il entraîna souvent au désert afin de se proposer seul à leurs candeurs admiratives, l'ont abandonné l'un après l'autre sur la route de l'apostasie. L'apostasie rompit le charme; et, dans l'histoire de l'Église, il serait difficile de trouver un pareil exemple d'abjuration aussi soudaine, aussi universelle. La bonne foi se manifeste dans la douleur des uns, dans les remords des autres, dans les larmes de tous. Mais cette bonne foi évidente pouvait-elle réparer ou même atténuer le désordre jeté à profusion dans des têtes où la liberté faisait fermenter les passions du bien qui, hélas! dégénèrent si souvent en idées fausses?

A la voix de Rome, ses adeptes les plus fervents se séparaient de lui. Il a créé tantôt à Paris, tantôt dans son petit manoir patrimonial de la Chenaie, en Bretagne, une espèce de cénacle, un Port-Royal où il discipline, en les

exaltant, les brillantes imaginations qu'il a soumises au joug de ses doctrines. Il organise une agence ecclésiastique et un journal. Les jeunes rédacteurs de *l'Avenir* font de cette feuille un brandon de discorde dans l'Église, une torche incendiaire dans l'État. Mais quand, par son Encyclique du 15 août 1832, Grégoire XVI, qui ne voulait pas laisser ainsi défendre la Papauté, eut déclaré qu'une méchanceté sans retenue, qu'une science sans pudeur et une licence sans bornes présidaient à cette œuvre, la plus admirable rupture éclate entre le maître et les disciples. Les disciples, selon la parole de l'un d'eux, l'avaient honoré comme un père, écouté comme un oracle, et aimé comme ils auraient aimé saint Augustin ou saint Athanase.

Ils renoncent de plein gré à ses pompes et à ses œuvres; néanmoins la blessure qu'ils ont reçue ne se cicatrise pas si vite. Dans ses œuvres, la Mennais, dévoré de l'amour du bien et toujours en quête d'un mieux idéal, avait subrepticement glissé des doctrines si contradictoires et des principes si opposés, que l'effusion du repentir ne suffisait pas seule pour apaiser tant de tumultes intérieurs. Ses disciples de l'Église et du monde maudissaient avec des paroles brûlantes le fatal ascendant qu'il avait exercé sur leur vie; ils n'en demeurèrent pas moins involontairement soumis à cette influence. On sentit qu'elle se propageait par eux et malgré eux. Ils restreignirent à quelques points en apparence inoffensifs la controverse que le maître avait étendue des sommets de la hiérarchie aux questions les plus élémentaires. Les uns réveillèrent la théorie de l'enseignement par les saints Pères, les autres se firent de l'*art chrétien* une croyance et un apostolat.

L'art chrétien est un thème religieux et un paradoxe

industriel. Au milieu de tous les monuments de Rome, capitale de la Chrétienté, cet art ne brille que par son absence. Il n'a régné qu'à une époque et dans certaines contrées. Parmi ses restaurateurs actuels, il compte au moins autant de Luthériens et de Calvinistes que de Catholiques. Hommes d'art avant tout, chrétiens d'enthousiasme, admirateurs aveugles d'un passé qu'ils décomposent et recomposent à leur guise, tels sont ceux qui cherchent à pousser Rome et le Pape dans leurs voies. Selon leurs caprices, ils s'arrangent, des siècles de décadence et de renaissance, une ère chrétienne et une ère païenne, toujours sous l'œil vigilant du Père commun; puis, quand toutes ces subtilités, ne profitant qu'à la Révolution, sont faites et parfaites, la Révolution passe son chemin. Elle fait accepter sous un nom indifférent le paradoxe que tous s'étaient empressés de repousser sous une dénomination plus significative et plus vraie.

L'abbé de la Mennais n'a plus de parti, c'est à peine s'il lui reste quelques partisans attardés, fanatiques de tendresse, et deux ou trois voix de démagogues encourageant, dans ses désobéissances projetées, le missionnaire d'un Ultramontanisme répudié par Rome. Mais la secte survit à l'état latent. Et si, pour la peindre, il était permis d'avoir recours à un souvenir classique, on pourrait faire d'elle le tableau que Virgile a laissé de la flotte dont les Troyens, abusés par Junon, tentèrent de consommer la ruine par le feu [1]. « Cependant, l'incendie n'a rien

[1] Sed non idcirco flammæ atque incendia vires
Indomitas posuere; udo sub robore vivit
Stupa vomens tardum fumum, lentusque carinas
Est vapor, et toto descendit corpore pestis;
Nec vires heroum infusaque flumina prosunt.
Énéide, l. V.

perdu de sa force indomptable. Sous le bois humide des navires, il vit alimenté par l'étoupe qui pousse au dehors une épaisse fumée. Une lente vapeur mine les carènes, et le fléau destructeur descend dans leurs cavités les plus profondes. Rien ne peut arrêter l'embrasement, ni l'effort des bras ni les torrents d'eau. »

La secte en est là, attendant, comme le pieux Énée, une intervention divine et une bienfaisante rosée. Plus que jamais la Mennais se plonge dans son isolement. On a dit de lui qu'il fut monarchique comme Bonald, papiste comme de Maistre, bourbonien comme Châteaubriand, ligueur comme les Guise et libéral comme Armand Carrel. Il va prouver qu'après avoir usé de tout ce qu'il y a de beau, de saint, de loyal, dans les opinions consciencieuses, il peut encore évoquer tout ce qui se rencontre de plus hideux au fond de la Démocratie. Le docteur, le théologien, l'utopiste même a disparu ; il ne surnage qu'un révolutionnaire.

La catastrophe de juillet 1830 devait trouver le novateur admirablement disposé à l'accueillir comme une ère de licence indéfinie. Elle précipita sa chute. Jean-Jacques Rousseau, son maître, avait dit : « Quand la vertu s'est enfuie du cœur, elle se réfugie sur les lèvres. » Cette dernière consolation ne sera même pas laissée à la Mennais.

Il avait sacrifié l'intérêt général à ses haines privées. Violent et indomptable professeur de liberté, en s'occupant de ses bilieuses colères et de ses misérables calculs d'amour-propre, il n'imitait pas mal l'éléphant, qui, capable de transporter des pièces d'artillerie, emploie sa trompe à ramasser des épingles. Pour chercher de nouvelles sources d'eau vive, il veut traverser les sables de la vallée de la mort, et il y resta. Après avoir ouvert un

club derrière un autel, s'être soumis d'abord, rétracté ensuite, puis plongé à corps perdu dans les abîmes de son orgueil, le thaumaturge de la raison générale arrive à n'être plus même chrétien. Celui qui avait foudroyé la révolte contre l'Église se fait rebelle; et on le vit mendier une ombre de popularité dans le camp des monomanes d'athéisme. Cette popularité ne lui fut jamais acquise, car le peuple même des Révolutions a une horreur instinctive de l'apostasie dans un prêtre. Avec des paroles factieuses ou enfiellées, il essaya de lui souffler au cœur l'Évangile diabolique de la faim communiste. Le peuple demeura sourd à ces provocations bibliques: il refusa de prêter l'oreille à d'obséquieuses perversités.

Cet homme, qui amassa contre lui-même des monceaux de boue, et qui endura tant de supplices, ne put jamais se résigner au plus imperceptible de tous. Dans ses embarras de fortune, il avait, de 1825 à 1830, suivi l'exemple des Jansénistes qui pillaient les écrivains de la Compagnie de Jésus, tout en leur faisant la guerre. L'abbé de la Mennais avait publié, sous son nom, des opuscules ascétiques: C'étaient l'*Imitation*, traduite par le Père Lallemant et à peine retouchée par lui, le *Guide du Jeune âge*, la *Journée du Chrétien*, du Père Croiset, et la *Bibliothèque des Dames chrétiennes*.

Paroles d'un Croyant, *Affaires de Rome*, *Livre du Peuple*, *Évangile de la Liberté*, et tous les pamphlets débordant de haine qu'il entassa l'un sur l'autre, comme pour prouver que l'enfer peint sur son visage habitait réellement dans son âme, ne produisaient qu'un scandale éphémère. Ces ouvrages n'obtinrent jamais un véritable succès d'argent, tandis que le pain de sa vieillesse lui était largement assuré par la vente régulière de ses œuvres pieuses.

Cette pensée, se résolvant en chiffres invariables, fut pour lui un inextinguible remords et un suprême tourment.

Après avoir exagéré l'idée catholique, ce prêtre était arrivé à dépasser même l'idée révolutionnaire. En proie à la nostalgie de la damnation, il avait poussé l'égarement jusqu'au mépris souverain de Dieu, de son Église et de la vertu. Sa parole, triste ou irritée, moqueuse ou découragée, accusait de si profonds désespoirs; il paraissait si peu regretter tout haut de ne pas être mort à temps, que la plus étrange punition, sur cette terre, lui fut encore réservée. Les seuls avis de bienséance et de morale, que cet homme de la colère du Seigneur ne repoussa pas d'une manière absolue à la fin de sa carrière, lui vinrent de la bouche et du cœur de Béranger. Le chansonnier du *Dieu des bonnes gens*, le poëte de *Frétillon* se fit le dernier confesseur de l'auteur de l'*Essai sur l'indifférence*. Il avait vécu dans l'orgueil, il mourut dans l'iniquité.

Tandis que ces divers systèmes, éclos à Paris, et répandant sur le monde entier le doute et l'erreur, annonçaient à tue-tête la fin du Christianisme et la momification de l'Église apostolique romaine, Louis-Philippe d'Orléans poursuivait son œuvre d'usurpation de famille, en cherchant à faire germer des idées d'ambition dynastique au sein des familles royales. Un de ses neveux, Léopold de Bourbon, comte de Syracuse, gouverne la Sicile au nom du roi Ferdinand II, de Naples, son frère aîné. Louis-Philippe assiége ce jeune prince de conseils perfides; l'Angleterre l'excite sous main à imiter un tel modèle. Le vent des insurrections souffle de tous côtés autour des trônes. Afin de les ébranler ou de rendre le sceptre méprisable aux yeux des peuples, Louis-Philippe et l'Angleterre jettent la guerre intestine dans les palais.

L'Espagne et le Portugal ne sont pas, comme la France, des royaumes encore mûrs pour l'incrédulité ou pour la servitude légale. On y fait éclater entre princes des discordes fratricides. L'ambition du pouvoir, la convoitise des richesses et la haine de l'autorité légitime se cachent sous le masque du progrès constitutionnel; puis, à Madrid ainsi qu'à Lisbonne, la liberté civile inaugure son avénement par la proscription religieuse. Les nouveaux gouvernements, fondés sur des bases plus fragiles que politiques, ne voudraient que bannir à petit bruit le Clergé dont ils se défient et les ordres monastiques qu'ils redoutent.

A ces nouveaux gouvernements n'ayant pour tout appui national que Louis-Philippe et le Cabinet britannique, une terreur de quelques jours serait nécessaire. La Révolution leur met la main dans le sang des prêtres. Au 17 juillet 1834, elle organise ses massacres à Madrid, comme aux 2 et 3 septembre 1792 elle les régularisa à Paris. Sous l'égide de quelques libres penseurs, les Loges maçonniques ont pénétré au cœur de l'Espagne, en attendant les Sociétés secrètes, les Sociétés bibliques et le Communisme, dont elles sont les précurseurs. Les Loges se décident à un grand acte de philanthropie fraternelle. La Révolution veut se faire un peuple à elle dans le royaume essentiellement catholique. Afin de tremper ce peuple dans le crime, elle commence par l'abuser. L'imposture vient en aide à la cruauté calculée. On sème le bruit que les prêtres, les Jésuites surtout, ont empoisonné les fontaines.

A cette nouvelle, le peuple, que la Révolution a discipliné, s'élance dans la rue. En vociférant : A bas le bon Dieu et vive l'Enfer! il marche à l'assaut de quelques maisons pieuses. Le sang coule dans les églises, il inonde

les sanctuaires. A dater de ce jour funèbre, l'Espagne libérale, qui a bien mérité de la Révolution, entre dans une ère de fictions constitutionnelles et d'impossibilités gouvernementales. Une liberté tempérée par le sabre, expliquée par l'exil ou de temps à autre développée par le Communisme, y remplace tous les droits et se substitue à toutes les croyances. Afin de tuer l'idée catholique, on avait voulu égorger les prêtres. L'Église triomphe; mais le trône de Philippe II et de Charles III se voit exposé à des secousses sans fin. Christine de Naples a prétendu régner à tout prix. Pour être puissante et riche, elle avait soumis son orgueil de Bourbon à tous les opprobres de l'émeute, à toutes les caresses de l'incrédulité philosophique, encore plus avilissantes que les opprobres de l'émeute. Maintenant, le repentir aux lèvres et peut-être dans l'âme, Christine contemple les désastres auxquels la Révolution la fit participer.

Grégoire XVI n'avait pas eu besoin de cette expérience pour les prévoir : sa seule ambition fut de les conjurer ou tout au moins de les atténuer. Il sait que son règne doit être un combat; il s'y résigne avec une merveilleuse activité. Le prince de Metternich accusait le cardinal Bernetti de sentiments trop français; Louis-Philippe soupçonnait le secrétaire d'État d'une hostilité latente envers sa dynastie et sa personne. En face de cette double opposition qui peut nuire aux besoins de l'Église, Bernetti, dont un laborieux ministère de six années a détruit la santé, abdique le pouvoir. Il se retire, pauvre, mais honoré de tous. Le cardinal Lambruschini lui succède, et, sous l'inspiration de Grégoire, il poursuit la lutte engagée entre la Révolution et l'Église.

Avec un caractère et des qualités presque diamétrale-

ment opposés au caractère de Bernetti, Louis Lambruschini était digne de le remplacer. Formé à l'école des Barnabites, élevé dans cet ordre monastique et y continuant, par la science et par la pureté de sa vie, cette grande génération des Gerdil et des Fontana, Lambruschini sait que la politique n'est que la conciliation des intérêts. Dès qu'elle veut concilier des opinions, elle s'égare. Il s'attache donc à pacifier les esprits. Chez lui le cœur ne fera point feu avant la tête; mais, dans un pays où les affaires ne sont jamais simples, — car les Italiens ont pour principe de les égarer dans un labyrinthe de circonlocutions et de particularités dont eux seuls veulent tenir le fil, — Lambruschini affecte de dédaigner ces petites ruses. Possédant la grande science diplomatique, l'art de ne rien dire et de tout faire dire aux autres, intelligence supérieure et théologien consommé, Lambruschini se plaisait à faire montre de son pouvoir. Il avait l'ostentation de toutes ses vertus et l'orgueil de sa probité. Selon l'expression du vieux Montaigne, ce n'était pas « un de ces hommes qu'on pelaude à toutes mains. » Avec des idées de justice profondément enracinées dans l'âme, le nouveau ministre de Grégoire XVI pensait qu'après tant d'exemples inutiles de clémence, il fallait laisser aux sévérités de la loi une initiative dont Bernetti s'était contenté de menacer la Révolution. Ces sévérités n'aggravèrent point le mal; elles lui servirent seulement de prétexte.

Le désordre s'étendait d'une manière presque régulière dans les esprits. Tout devenait matière à discussion, tout se transformait en sujet de révolte. Du haut de la Chaire apostolique, Grégoire, témoin de tant de perturbations, suppliait les princes et les peuples de ne pas s'écarter du sentier de la vérité ou de la justice; et les princes, frappés

de cécité volontaire, donnaient aux peuples l'exemple du mépris de tous les droits. Frédéric-Guillaume de Prusse, pour faire triompher l'idée protestante, arrachait l'archevêque de Cologne à son siége épiscopal. Au risque de pousser à l'insurrection les provinces catholiques du Rhin, il se faisait persécuteur, tout en n'ayant au fond de l'âme que des pensées de tolérance et d'équité.

Grégoire avait tenu tête à la révolte armée; il ne recule point devant les hostilités d'un protestantisme royal. Occupé dans sa Rome à la reconstruction de la basilique de Saint-Paul et au gouvernement spirituel de l'Église, il ne se laisse troubler ni par les bruits du dehors, ni même par les complots qui éclatent tantôt à Rimini, tantôt sur un autre point du Patrimoine de Saint-Pierre. La Révolution rôde pour chercher et saisir le côté vulnérable. Grégoire, qui voit sa vigueur se renouveler en vieillissant, ne s'intimide ni de ces secousses ni de ces luttes. Il inspire la fermeté par son exemple; il commande le courage par sa seule attitude; et, tout en plaignant à cœur ouvert son successeur inconnu, il veut du moins que l'Église et l'histoire ne puissent articuler aucun reproche de faiblesse contre son Pontificat. Grégoire se repose sur ses ministres et sur Lambruschini du soin des choses temporelles; il se réserve pour lui le gouvernement des âmes et la direction des esprits. La foi semble péricliter dans quelques États de la vieille Europe; le Pape ouvre de nouveaux horizons au Christianisme.

Lorsqu'au seizième siècle les héritiers de Luther et de Calvin ravageaient l'Europe et entraînaient des nations entières dans leur révolte contre l'Unité, Dieu offrit l'Amérique et les vastes contrées de l'extrême Orient aux travaux des missionnaires. L'Apostolat, par le dévoue-

ment, par les prodiges et par le martyre, se développa dans les Ordres religieux; il se répandit aux quatre coins du monde. Cet Apostolat, qui s'était continué durant plus de deux cents années, subit une fatale éclipse à la chute de la Compagnie de Jésus; mais quand l'Église se fut rendu un compte fidèle de sa situation, à la fin du dix-huitième siècle, elle reprit, avec une merveilleuse persévérance, son œuvre de propagande. Ce qu'elle perdait d'un côté par de désolantes doctrines, au sein de la vieille Europe, elle le regagna de l'autre, en fondant des chrétientés nouvelles et en multipliant partout les Évêchés comme un phare permanent. Les quatre prédécesseurs de Grégoire XVI, Pie VI, Pie VII, Léon XII et Pie VIII, occupés à conjurer les orages ou à réparer les ruines faites par la Révolution, n'avaient pu se livrer, selon leur cœur, à l'extension de ces pacifiques conquêtes. Ils en préparèrent les éléments, Grégoire eut l'honneur de les coordonner.

Il mit une sainte passion à former des hommes évangéliques, à leur donner le goût des langues, à leur inspirer ce zèle que ne rebutent ni la mort, ni les privations, ni le découragement né d'infructueuses tentatives. L'Église ne pleure jamais la semence, quand elle la confie au sillon. En glorifiant les nouveaux martyrs, dont le sang allait féconder toutes ces terres inconnues, Grégoire s'applaudit de ces persécutions comme d'un présage certain de triomphe, et, dans ses vœux d'expansion chrétienne, il s'écriait avec le disciple bien-aimé [1] : « Maintenant levez les yeux et voyez les campagnes blanchies par les moissons qui les couvrent. »

La foi du vieux Pontife ne fut pas plus trompée que

[1] *Evang. secund. Joann.*, IV, 35.

ses espérances. Dans ce siècle si ardemment voué au culte des intérêts matériels, lui seul semblait ne pas ignorer que les seuls et véritables apôtres de la civilisation sont les Missionnaires. Si en effet le nom de la France éveille tant de respectueuses sympathies dans les régions les plus éloignées, chez les peuplades de l'Afrique centrale comme au fond des archipels de l'Océan, ce n'est point à un drapeau qu'elle doit cette influence bienfaisante. Le drapeau apparaît au haut des mâts d'un navire et le vent l'emporte; mais le Missionnaire reste avec sa tendresse de mère. A force de sacrifices inouïs, il révèle peu à peu et finit par faire aimer les lois de l'Évangile et de la morale éternelle.

Depuis que l'œuvre de la Propagation de la foi fut instituée à Lyon, en 1822, et que des ressources permanentes furent ainsi assurées aux missions étrangères, Rome ne se laissa plus distraire, même par les secousses politiques, de cette grande et salutaire pensée. Elle voulut que les casse-têtes du sauvage servissent de piédestal à la croix du Sauveur. Afin de régulariser sur les continents les plus barbares le travail de ses ouvriers de toutes les heures, Rome créa des Évêques, nomma des Vicaires apostoliques, conseilla de bâtir des Églises et de fonder partout des écoles et des maisons de charité.

C'était populariser et perpétuer le Christianisme par ce qu'il a de plus touchant. Ancien cardinal préfet de la Propagande, Grégoire XVI avait admirablement compris cette œuvre si difficile et si large des Missions. Il y associa, pour ainsi dire, tout son Pontificat. Elles en furent la joie, elles en seront la gloire éternelle; car jamais mouvement catholique ne fut mieux ménagé et plus sagement proportionné.

Autrefois les Jésuites suffisaient à peu près seuls, par le nombre et surtout par le zèle, au développement du Catholicisme. Le temps et les conditions n'étant plus les mêmes, l'Église a dû modifier ses plans de propagande chrétienne. Pour y concourir, elle a appelé les Lazaristes, les Bénédictins, les Carmes, les Franciscains, les Rédemptoristes, les Passionistes, les Oblats, les Servites, les Maristes, et tous ces Ordres qui, sous un costume différent, combattent pour la même cause et servent sous le même drapeau. Par cette fraternité d'efforts que Grégoire XVI entretint, il agrandit le cercle des Missions, et prouva de quelle manière le Saint-Siége pouvait réparer les brèches que la Révolution faisait à l'Église. La démonstration était péremptoire. Rome la continue toujours : c'est toujours le Seigneur envoyé par le Seigneur [1] afin d'habiter dans Jérusalem, d'où il appelle les Gentils pour les agréger à son peuple et demeurer au milieu d'eux.

Tant de saintes préoccupations, tant de devoirs si généreusement accomplis, n'empêchaient cependant ni le Pape ni son ministre de jeter un œil de pitié ou d'effroi sur l'avenir. Les Sociétés secrètes aboutissaient au terme de leur perversion, elles annonçaient leur avénement; et le triste spectacle offert par Rome et par les Légations était bien fait pour les encourager. Sans qu'il fût possible d'assigner une raison plus déterminante l'une que l'autre à l'explication d'un fait, ce fait se produisait de Terracine à Ancône, de Ferrare à Bénévent. Il était impossible de le nier et plus impossible de le comprendre. Dans l'espace de vingt ans, le Clergé avait perdu sur lui-même et sur les masses une autorité dont personne ne paraissait se considérer l'héritier. On eût dit qu'il se rési-

[1] *Zach.*, II, 8.

gnait à subir cet appauvrissement de l'espèce humaine toujours signalé au déclin des nations, appauvrissement dont Dieu n'a pas voulu frapper son Église.

Ce n'était plus cette race d'hommes énergiques et patients, doctes et dévoués, à laquelle, comme au temps de Luther, on portait envie parce qu'elle reposait. On comptait à peine parmi les princes de l'Église quelques-uns de ces caractères qui auraient pu ébranler ou raffermir le monde. Encore, ces têtes blanchies par l'étude et par les années n'avaient-elles rien de commun avec les mœurs et les habitudes du dix-neuvième siècle. Elles accusaient un temps qui n'était plus ; elles glorifiaient un passé que l'on prenait plaisir à livrer aux sarcasmes.

Le Clergé séculier et régulier, riche de la foi du peuple et de sa propre foi, ne se croyait plus solidaire. Dans la partie la plus remuante de ses membres, il pensait que certains mots du jargon libéral, tant bien que mal appliqués, suffisaient pour attirer le respect. Il fuyait avec des égards étudiés tous ceux que l'impopularité frappait d'une proscription imméritée. C'étaient des pestiférés que l'opinion pouvait lui jeter à la tête ; il commençait par les écarter du pied, afin, disait-il, de ne pas compromettre la Religion. Il devenait insolent de timidité constitutionnelle sous les lambris du Vatican, où Sixte-Quint avait commandé. Il abhorrait le travail diplomatique et les études de la théologie pour se livrer à la vie du *far niente*. Il aimait l'oisiveté de la place publique et des casinos; il se plaisait aux diffuses, aux interminables conversations qu'on provoque dans ces lieux. Il était catholique italien et patriote cosmopolite, comme l'abbé Gioberti son idole et le père Ventura son maître. Selon la parole de saint Pierre dans sa première épître, il se servait de

la liberté comme d'un voile qui cache les mauvaises actions. Il aspirait à marcher avec son siècle dans la voie du progrès, et, excité par d'habiles entremetteurs, il se prêtait par poésie ou par irréflexion à toutes les doctrines que la Vente suprême avait intérêt à jeter dans la circulation.

On voyait des prêtres sans science et parfois même sans conscience se faire d'un tabouret vermoulu de quelque café enfumé une chaire pour prêcher la croisade contre les obscurantistes, les rétrogrades et les sanfedisti. Le Clergé apportait au progrès sa part de niaiseries libérales et de crédulités constitutionnelles. Les Sociétés secrètes avaient cherché dans ses rangs quelques Campanella de rechange, des Savonarole de raccroc et des Arnaud de Brescia en sevrage. Elles n'y rencontrèrent que des dupes ou des Muzzarelli, des Achilli, des Gioberti, des Gazzola, des Rusconi et des Gavazzi.

Afin de s'élever jusqu'au progrès, ce clergé entreprenait de marcher les pieds en haut et la tête en bas. Il oubliait les conseils que saint Jude, avec l'autorité de son expérience, adressait aux premiers Chrétiens pour les transmettre aux fidèles de tous les siècles. « Il s'est glissé parmi vous, écrivait l'apôtre, des gens ennemis de tout joug, qui changent la grâce de notre Dieu en une licence de dissolution. Ils blasphèment et condamnent avec hauteur tout ce qu'ils ignorent, et se corrompent comme les animaux sans raison, en tout ce qu'ils connaissent naturellement.... Ces hommes sont des nuées sans eau, que le vent emporte çà et là; des arbres qui ne fleurissent qu'en automne, des vagues furieuses de la mer, d'où sortent, comme une sale écume, les ordures et les infamies; des envieux, qui se plaignent

sans cesse; des voluptueux, qui se livrent à toutes les passions; des superbes, dont les discours sont pleins de faste et de vanité, et qui se rendent admirateurs des personnes, selon qu'il est utile à leurs vues et à leurs intérêts. »

Le plan que les chefs de la haute Vente avaient conçu en 1819, prenait, de 1836 à 1845, des proportions inquiétantes pour l'Église. Comme chez les autres peuples où la Révolution française introduisit ses principes délétères, une fraction du Clergé subissait le joug de l'ignorance et de l'ineptie. On dédaignait de connaître le bien, on s'élançait au-devant du mal. On lui faisait cortége; on le saluait comme la vérité des temps modernes. Chez quelques-uns de ces prêtres, enguirlandés de vertus civiques, le bien n'avait pas perdu tout son empire; mais c'était aux bons que leur mépris s'adressait. On ne se rendait compte ni des devoirs que l'Église impose à ses ministres, ni des tempéraments auxquels elle doit s'astreindre, avant de favoriser une idée nouvelle qui se produit sous l'égide de tous les adversaires de la Catholicité. Cette idée portait en elle un germe de Libéralisme; il n'en fallait pas davantage à certaines turbulences cléricales pour l'accueillir comme une sœur depuis longtemps attendue. Cette idée flattait des utopies d'émancipation; elle développait jusqu'à l'excès l'orgueil italien toujours si inflammable; elle attirait à ses prôneurs les éloges de la rue et la censure de l'autorité.

Ces éloges et cette censure créaient à l'instant même un patriote à l'extérieur, un rebelle au fond de l'âme. Les esprits calmes et honnêtes s'effrayaient de ce mouvement vers les innovations. Ils ne comprenaient rien à ce qui se passait sous leurs yeux. Comme au *Deutéronome*,

le Seigneur déchaînait une nation lointaine qui, des extrémités de la terre, s'élançait contre l'Église avec la rapidité de l'aigle et dont le langage même leur était inconnu. Ils pressentaient les jours de la tempête, mais personne ne courait au gouvernail. Ils restaient aussi stupéfaits en face de ce fléau qu'un chrétien mourant la foi sur les lèvres et le repentir dans le cœur, et qui, débarrassé de tout lien terrestre, ne trouverait pour réaliser sa suprême espérance qu'un Dieu absent et qu'un ciel désert.

Depuis l'heure où le Mémorandum des cinq grandes Cours posa en principe, à l'instigation de l'Angleterre, que les États pontificaux étaient mal administrés et qu'ils avaient besoin d'une réforme radicale, d'une réforme politique, judiciaire et civile, la Révolution avait son foyer à Rome et dans le Patrimoine de Saint-Pierre. Le feu, couvant sous la cendre, avait été entretenu par les Sociétés secrètes toujours en mouvement et par la Vente suprême, dont l'action distincte ne portait que sur un point unique. L'Angleterre s'était éprise d'une violente passion pour les Romains; elle voulait faire leur bonheur à sa manière. Par ses Sociétés bibliques, par ses touristes, par ses banquiers, par ses agents diplomatiques ou non accrédités, elle tâchait de profiter de toutes les circonstances afin de semer la discorde dans le champ du père de famille. Louis-Philippe aidait philosophiquement à l'œuvre.

Le Protestantisme, cette froide négation de culte, et qui, en Angleterre et en Amérique, isole l'homme de l'homme pour en faire le type de l'égoïste, ne pouvait naître que dans le Nord. Il a toujours rencontré dans les imaginations méridionales une vivacité de foi qui, même au temps de Luther et de Calvin, ne permit pas de songer

à faire pénétrer en Italie le virus de la Réforme. Mais à cette époque de 1845 où les trônes commençaient à tomber pièce à pièce, les directeurs du mouvement anti-papal s'étaient convaincus que le drapeau de l'hérésie ferait très-aisément le tour de la péninsule, si on parvenait à l'envelopper dans les plis de la bannière du progrès et de l'unité italienne. Ces hommes calculaient qu'en s'appuyant sur quelques mauvais prêtres, qu'en dénonçant les bons à la vindicte publique, qu'en flattant la cupidité du partage des biens ecclésiastiques, on entraînerait au moins dans le schisme les multitudes ignorantes ou fanatisées.

Par un travail incessant, on était arrivé à rendre odieuse la domination du Clergé, domination paternelle s'il en fut jamais, et qui recrutait ses pontifes, ses évêques et ses religieux dans toutes les classes sociales. La Cour romaine en effet a été, de tout temps, la patrie, la famille et la fortune des déshérités de la terre. Elle donne l'éducation à tous; pour la plupart, elle a, selon les mérites, des dignités et quelquefois même la tiare. A force d'impostures, on avait changé cette situation; à l'aide d'un régime constitutionnel impossible, on espérait infiltrer dans les masses un formidable sentiment de répulsion. Dans ce but, les Anglais prodiguèrent leur or et leurs Bibles, l'Allemagne envoya ses apôtres de nuageuse idéologie, et les réfugiés de tous les pays s'improvisèrent les missionnaires de l'incrédulité.

La première étape pour cette conquête de l'Italie par le Protestantisme armé en guerre ne pouvait pas s'indiquer ostensiblement à Rome; elle eut lieu en Toscane et surtout en Piémont. Là, au milieu des remords et des défaillances monarchiques du roi Charles-Albert, commençaient

à régner, par des exigences toujours croissantes, une foule d'avocats intrigants, d'écrivains emphatiques, de bourgeois inquiets et de gentilshommes ambitieux ou aveugles, que l'appât des richesses cléricales avait tentés. Cette foule se montrait avide de réformes. Elle avait soif de bonheur parlementaire; elle soupirait après une Constitution qui, bon gré mal gré, devait l'introduire dans le Chanaan promis à ses orgueilleuses convoitises.

Comme deux énormes béliers, la France et l'Angleterre battaient en brèche le trône apostolique. Les vieux Libéraux, complices de Louis-Philippe d'Orléans, envoyaient à Rome, comme leur ambassadeur, M. Rossi, dont le nom était une garantie pour les Sociétés secrètes; et M. Rossi était chargé de traiter gravement la question de savoir si les Jésuites habiteraient à Paris, plutôt là rue des Postes que la rue Monsieur.

A la veille des crises sociales, les grands politiques de l'époque ne voyaient de salut pour la Monarchie et la Liberté que dans la dispersion de quelques Pères de la Compagnie. Les prévisions des hommes d'État à la taille de M. Thiers ou de M. Dupin ne s'élevaient pas plus haut. L'Angleterre, dont ce mouvement servait les cupidités révolutionnaires au dehors, s'était rendu un compte plus exact de la situation; elle l'exploitait en tournant contre l'Eglise catholique toutes les forces vives de la littérature italienne flattant les passions de la Démagogie.

En France, des écrivains tels que Michelet, Süe et Quinet, secondés par les orateurs philosophes de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés, ne découvraient et ne mettaient partout que des Jésuites. En Italie, l'Angleterre fit donner aux poëtes et aux prosa-

teurs une mission différente. Les Sociétés secrètes commandèrent des pamphlets bien pompeux, bien lugubres, bien déclamatoires. Ces pamphlets devaient peindre les infortunes de la Romagne sous les couleurs de la plus sombre rhétorique.

L'heure de faire feu de toutes les plumes contre l'Église avait sonné; les écrivains obéirent au mot d'ordre communiqué par les Sociétés secrètes. Quelques-uns de ces écrivains n'en faisaient point partie : d'autres y étaient tenus en maigre estime; néanmoins ils obéirent tous, en simples soldats. On les condamnait à vivre sur les désespoirs romanesques de l'Italie comme des chenilles sur un arbre. Massimo d'Azeglio saupoudra ses malheurs de la Romagne de larmes et de points d'exclamation; Césare Balbo confectionna de nouvelles espérances de l'Italie; Giacomo Durando laissa reposer sa terrible épée pour prendre la plume et professer la nationalité italienne; l'abbé Gioberti seul, dans ses Prolégomènes et dans son *Gesuita moderno,* développa l'idée mère du Pontificat civil, rêvé par les ennemis du Siége apostolique. D'autres, comme Mamiani, alignèrent des sonnets philosophiques et s'efforcèrent d'attendrir le cœur de l'Europe sur les cruautés de l'Église et la tyrannie de convention de l'Autriche. Ricciardi les surpassa tous en audace et en théorie de Libéralisme impie conduisant à la tyrannie de l'incrédulité.

Ces cargaisons de manuscrits, confiés à la diplomatie anglaise, allaient s'abattre dans les casiers des imprimeries que la Grande-Bretagne entretenait sur le rocher de Malte ou au milieu des cantons Helvétiques pour le service spécial des Sociétés occultes. Le manuscrit, passé à l'état de brochure ou de livre, revenait en Italie sous le couvert des agents du Cabinet britannique. Il circulait, grâce à

leur protection tacite ou patente; quelquefois même il était distribué par leurs soins. Et, en colportant ces brochures incendiaires, la Grande-Bretagne disait, comme dans le prophète Ezéchiel[1] : « Fils de l'Homme, nourrissez-vous de ce livre, et allez parler aux enfants d'Israël. »

C'était une audacieuse violation du droit des gens. Rome ne fut jamais autorisée à s'en plaindre officiellement. On lui aurait demandé la preuve matérielle du fait; cette preuve que le gouvernement pontifical ne pouvait pas ou ne voulait pas administrer, est maintenant acquise à l'histoire.

Poussé par la main des Libéraux dogmatisant la révolte, ou par celle de la haute Vente préparant leur avénement, l'ennemi était parvenu à s'introduire dans la place. Il disposait de la partie la plus faible du Clergé, mais cette partie en était la plus active. La persévérance des efforts de la Vente suprême se faisait sentir et sur l'attitude de certains prêtres et sur le décroissement même des vocations ecclésiastiques. Pour le travail et pour la prière, pour le gouvernement des âmes comme pour celui de l'Église universelle, Rome a besoin de former des Lévites dans toutes les conditions de la hiérarchie sacerdotale. Cette multiplicité de religieux, de clercs, de prélats et d'évêques, c'est la vie et la gloire du Saint-Siége. Les uns restent autour de lui comme des sentinelles du devoir, de la piété ou de la science ecclésiastique; les autres s'élancent à sa voix. Missionnaires ou ambassadeurs, ils portent dans le conseil des princes ou dans l'âme des peuples la lumière de l'Évangile.

Les Sociétés secrètes ne tardèrent pas à comprendre que, pour affaiblir le prestige du Pontificat, le plus sûr

[1] *Ezech. proph.*, III, 1.

des moyens était de diminuer le nombre des vocations. Afin d'arriver à ce but qu'elles se recommandent toutes, on mit en jeu des combinaisons de diverses espèces. On demanda, on fit demander une éducation qu'on prétendait plus appropriée aux besoins du siècle et aux intérêts du pays. On se plaignit de voir l'étude des langues anciennes absorber l'attention de la jeunesse, lorsque le mouvement des capacités et des affaires lui ouvrait des carrières plus profitables. L'étude de la théologie, comme celle des belles-lettres, devait être reléguée dans un passé condamné à ne plus revivre; il fallait favoriser dans l'État pontifical le développement du commerce et de l'industrie. L'Église s'emparait de toutes les intelligences. Elle les formait, elle les disciplinait pour son service; mais les Romains ne pouvaient pas éternellement s'astreindre à de pareilles impressions. Comme les autres peuples, ils avaient besoin de plus d'air et d'indépendance : il importait donc de laisser les pères de famille maîtres de régler la destinée de leurs enfants.

La liberté du foyer domestique et de la vocation n'est point, à Rome, un fruit mûri d'hier en serre chaude. Elle naquit sous l'autorité papale : elle a grandi à l'ombre du Siége apostolique; mais, dans l'état des esprits, la théorie contraire avait plus d'une chance de succès. Elle triompha de la réalité, et les Sociétés secrètes s'en firent une arme pour affaiblir peu à peu ce corps immense, qui ne se renouvelle que par la chasteté.

On caressait le Clergé dans ses affections comme dans ses répulsions; on le corrompait par l'hypocrisie, par l'étude, par l'oisiveté, par tous les sentiments honnêtes comme par les vices qu'on développait dans son âme. Vers la même époque, on essaya d'inculquer à la no-

blesse des pensées de mécontentement et d'ambition.

La noblesse romaine doit tout à la Papauté : la Papauté lui a donné ses titres, ses honneurs, ses palais, sa fortune. C'est une aristocratie à part, mais qui, pour tout mérite personnel, ne doit point laisser ses membres se contenter d'être les petits-neveux d'un grand-oncle. Elle ne peut pas se réduire à être maladroite comme la vertu sans prévision, et aveugle comme la fortune. Les clefs de saint Pierre lui ont ouvert toutes les portes : il faut que, par reconnaissance ou par calcul, elle soit toujours et partout la sentinelle avancée du Siége romain. L'amour des arts et le bon goût dans l'opulence ne compensent pas l'inertie. Les Sociétés secrètes avaient besoin d'agiter, de passionner le pays, et de lui apprendre à se jeter dans la rue. On était parvenu à entraîner une fraction du Clergé; on résolut de tenter la même expérience sur la noblesse, qui se laissait diriger par la cauteleuse ambition et les bavardes agitations des avocats.

On plaignit ces quelques gentilshommes d'être condamnés à enfouir leurs talents sous la barrette du prêtre. On fit vibrer à leurs oreilles de ces mots qui savent trouver le chemin des cœurs faibles. On les appela à s'affranchir du joug sacerdotal ou à partager tout au moins avec le Clergé l'honneur et les bénéfices de l'administration publique.

Lorsque le peuple ne se croit pas tout, il s'habitue volontiers à n'être rien. On lui persuada qu'il se devait à lui-même d'être quelque chose. La noblesse, la bourgeoisie et le commerce prirent feu au tableau des avantages que leur immixtion dans les affaires allait rapporter à l'État qu'ils se chargeaient de représenter, comme si l'État ne sortait pas de leurs familles et n'y rentrait pas

à chaque instant par l'élection du Souverain ou par ses choix administratifs. On accusait la Papauté des mille douleurs imaginaires dont les classes élevées rêvaient que le peuple devait souffrir. Clergé, noblesse et bourgeoisie partant de deux sentiments opposés, mais se réunissant dans la même étreinte des Sociétés secrètes, se laissèrent abuser par les théories dont on berçait leur égoïste vanité. Tous deux voulaient arriver aux réformes et à la gloire sur la double béquille d'un progrès fictif et d'une misère trop réelle.

Dans ces dernières années du règne de Grégoire XVI, si calmes à la surface, si troublées dans les profondeurs des âmes, il y eut des jours où surgirent mille petits Samsons involontaires, qui, tout en ne croyant jouer qu'à la chapelle de l'indépendance et de l'unité italiennes, s'amusaient à ébranler les colonnes du temple. La manie de marcher avec son siècle et la fièvre du constitutif pénétraient dans la cité apostolique par toutes les issues. On s'égarait dans un labyrinthe de rêves; on entendait les vœux les plus disparates; on recueillait les espérances les plus décevantes. Puis, sans pouvoir apprécier d'où soufflait ce vent de désordre et de mort, on en constatait les ravages, on en éprouvait même le contre-coup. On s'arrêtait stupidement sur le chemin de la Révolution pour applaudir au triomphe du mal de l'égalité, de la fraternité et des droits de l'homme.

L'action des Sociétés secrètes avait été incessante; mais, par la sagesse des mesures adoptées, cette action, qui se faisait partout sentir, ne se dévoilait nulle part. Le cardinal Lambruschini au faîte de l'omnipotence, et les hommes habitués à suivre les oscillations de l'esprit public s'effrayaient de ce changement qui se manifestait

aussi bien dans les cloîtres que dans le clergé séculier. Néanmoins il était impossible d'en pénétrer la cause. On interrogeait de jeunes prêtres dont la foi se montrait aussi ardente que le dévouement au Saint-Siége; on leur demandait avec anxiété comment de pareilles pensées avaient pu naître dans leurs cœurs, et ils répondaient : Le progrès est dans l'air comme le mouvement est dans le corps.

Ils ne croyaient pas être empoisonnés; il était donc bien difficile de leur faire constater l'existence du poison.

Ce poison avait traversé les Alpes. Les Églises de France, d'Allemagne et de Belgique s'en trouvaient infectées. Des doctrines étranges y étaient mises en discussion. De jeunes prêtres, nourris d'orgueil à l'école de l'abbé de la Mennais ou du Saint-Simonisme, aspiraient à régenter le monde du haut de leur humilité, et ils dénaturaient les préceptes divins pour s'accorder le droit de violer les principes monarchiques. Ils s'improvisaient courtisans du fait accompli ou tribuns des peuples; ils glorifiaient les vertus bourgeoises de la famille d'Orléans, ou ils torturaient le texte des saintes Écritures afin d'en extraire une leçon de révolte. Ils tendaient à un mieux irréalisable et ne daignaient pas s'apercevoir que chaque pas dans cette voie tortueuse les conduisait à l'hérésie. A la gloire de l'Espagne et du Portugal, leur Clergé seul avait échappé à l'épidémie des nouveautés et des progrès sociaux.

Sortis de quelque cénacle où la superbe et la corruption du cœur enfantèrent d'ardents néophytes, ces prêtres, aveugles errants au grand jour, faisaient servir certaines vertus d'apparat à cacher les désolantes aspirations dont ces systèmes nourrissaient leur maturité trop précoce. En fin de compte, ils arrivaient grangrenés au milieu de ce monde qu'ils devaient éclairer et qu'ils allaient couvrir

de ténèbres. Écrivains, polémistes, confesseurs ou prédicateurs, on les voyait, dans les épanouissements d'un sacrilége orgueil, accumuler les ruines sur la Société chrétienne aux prises avec un principe dissolvant. Ce principe, le gouvernement issu de juillet le portait à sa tête comme une couronne symbolique : il l'intronisait dans les âmes comme une doctrine de contrebande.

Nés dans le camp catholique ou sur la limite de toutes les écoles d'anarchie, ces prêtres se faisaient forts de tout régénérer, et ils inventaient des paradis démocratiques. On voyait partout de petits hommes essayant de manipuler de grandes idées. Ils affectaient un maintien modeste et avaient le verbe haut. Ils ne pouvaient donc aboutir qu'à un chaos dans lequel entraient comme à regret quelques idées de religiosité, perdues dans un océan d'utopies. L'impiété ne demanda pas mieux que de les prendre sous son patronage, l'une portant l'autre. C'était toujours des aveugles dissertant avec des sourds.

Comme au temps de saint Hilaire, l'Église devait encore dire : « Les oreilles du peuple sont plus saintes que le cœur de quelques prêtres »; car, pour venir contempler le soleil, ils ne secouaient même pas les ténèbres auxquelles leurs yeux s'étaient accoutumés.

Ce malaise indéfinissable, pesant au Nord aussi bien qu'au Midi, n'échappa point à la pénétration de Grégoire XVI et du Sacré Collége. Le 4 août 1845, le cardinal Bernetti écrivait à un de ses amis : « Je vous ai souvent entretenu de mes appréhensions sur l'état des choses. Le Pape et le Gouvernement cherchent un remède au mal, une issue à la contagion; l'un et l'autre gagnent sans qu'on puisse arrêter le cours de ce torrent inconnu. Il s'agite autour de nous des choses vagues et mysté-

rieuses. On voit beaucoup de mal et fort peu de bien. Notre jeune Clergé est imbu des doctrines libérales, et il les a sucées par le mauvais côté. Les études sérieuses sont abandonnées. On a beau encourager les élèves, récompenser les professeurs, promettre aux uns et aux autres des grâces que le Saint-Père est toujours prêt à accorder, cela n'améliore en rien l'état des esprits. Les jeunes gens travaillent pour l'acquit de leurs fonctions futures; mais, comme aux beaux jours de Rome, ce n'est pas ce travail qui fait leur bonheur et leur ambition. Ils s'inquiètent fort peu de devenir de savants théologiens, de graves casuistes ou des docteurs versés dans toutes les difficultés du droit canon. Ils sont prêtres, mais ils aspirent à devenir hommes, et c'est inouï tout ce qu'ils mélangent de folie catholique et d'extravagance italienne sous ce titre d'homme, qu'ils préconisent avec une burlesque emphase. La main de Dieu nous punit; humilions-nous et pleurons, mais cette perversion *humaine* de la jeunesse n'est pas encore ce qui préoccupe et tourmente le plus ici.

» La partie du Clergé qui, après nous, arrive naturellement aux affaires, et qui déjà nous pousse dans la tombe, en nous reprochant tacitement d'avoir trop vécu, eh bien! cette partie du Clergé est mille fois plus entachée du vice libéral que la jeunesse. La jeunesse est sans expérience; elle se laisse séduire, elle va comme peut aller un novice échappé à la règle de son couvent pour deux belles heures de soleil, puis elle revient au cloître; mais chez les hommes de l'âge mûr, de pareilles tendances sont plus dangereuses. La plupart ne connaissent rien ni aux caractères ni aux choses de ce temps-ci, et ils se laissent aller à des suggestions d'où naîtront évidemment

de grandes crises pour l'Église. Tous les gens de cœur ou de talent qu'on emploie sont à l'instant même l'objet des malédictions publiques. Les stupides, les faibles et les lâches se voient *ipso facto* couverts d'une auréole de popularité qui sera pour eux un ridicule de plus. Je sais qu'en Piémont, en Toscane, dans les Deux-Siciles, ainsi que dans le Lombardo-Vénitien, le même esprit de discorde souffle sur le Clergé. De France, il nous arrive des nouvelles déplorables. On brise avec le passé pour devenir des hommes nouveaux. L'esprit de secte remplace l'amour du prochain; l'orgueil individuel, que des talents tristement employés mettent à la place de l'amour de Dieu, grandit dans l'ombre. Un jour viendra où toutes ces mines chargées de poudre constitutionnelle et progressive éclateront. Fasse le Ciel qu'après avoir tant vu de révolutions et assisté à tant de désastres, je ne sois pas témoin des nouveaux malheurs de l'Église! La barque de Pierre surnagera sans aucun doute; mais je me fais vieux, je souffre depuis longtemps et je sens le besoin de me recueillir dans la paix, avant d'aller rendre compte à Dieu d'une vie si tourmentée au service du Siége apostolique. Que sa divine volonté soit faite, et tout sera pour le mieux! »

Le cardinal Bernetti voyait juste, et le vieux Grégoire aussi. Les prudentes rigueurs du cardinal Lambruschini, tempérées par la bonté pontificale, ne servirent qu'à fortifier les mécontents dans cette sourde hostilité que provoquaient la haute Vente et le Carbonarisme. On accusa le prince de cruauté, parce qu'il ne pouvait s'empêcher de sévir contre des prêtres coupables. On le jeta au dernier rang des rétrogrades ou des *Codini*, parce qu'il demandait naïvement à certains enthousiastes des chemins de fer de

quelle utilité ces voies nouvelles, dont les destinées futures restent un mystère, seraient pour le patrimoine de Saint-Pierre. On le peignit sans entrailles et sans pitié, parce qu'il résistait aux larmes de commande, aux douleurs théâtrales et au repentir menteur des réfugiés qui, à Paris, à Londres ou à Malte, s'amusaient à refaire les *Tristes* d'Ovide au milieu des banquets de la fraternité ou dans les joies équivoques de quelque bouge. On soupira après la mort du tyran. Des vers infâmes coururent de la main à la main, prophétisant tous les malheurs à la Jérusalem catholique, si un nouveau souverain ne venait pas la consoler de sa trop longue union avec le vieux camaldule. On prodigua l'outrage à ses lois, l'injure à ses images, l'ingratitude à tout ce qu'il avait fait de beau, de bon et de courageux.

Sans se laisser dominer ou séduire par des flatteries intéressées, le pape Grégoire s'oppose avec une inébranlable fermeté à toute espèce de Congrès scientifique. Il ne veut à aucun prix qu'un de ces congrès vienne tenir à Rome les grandes assises de l'insurrection. Il sait que, sous le couvert des beaux-arts, de la littérature, des sciences et du mouvement intellectuel, les Sociétés secrètes ont enrégimenté une troupe de savants inoffensifs et crédules. Ces savants, ayant tous, modestie à part, un infaillible système pour régénérer ou refaire le monde, vont de ville en ville porter la bonne nouvelle de la lumière, et, Pics de la Mirandole en commandite révolutionnaire, ils dissertent à perte de vue *de omni re scibili, et quibusdam aliis* spécialement. Les Sociétés secrètes ont eu l'idée de surexciter ces orgueils déjà si inflammables, de les réunir, de les coordonner, de les faire parler et agir. C'est un troupeau qu'elles poussent d'ici et de là et

qui, à leur gré, implante et consacre la primauté italienne; mais, à l'abri de ces assemblées, les Sociétés secrètes passent ainsi la revue de leurs troupes. Grégoire a pressenti le danger. Il ne peut l'éloigner de l'Italie, où les princes se laissent forcer la main; il veut du moins en préserver Rome. Le congrès scientifique est, en 1845, ce que deux ans plus tard, en France, seront les banquets démocratiques. Le Pape refuse de prêter l'oreille aux vœux du Libéralisme, se présentant comme le mandataire officiel du progrès social par attroupement; le Pape est maudit dans toutes les langues. Et cependant il était si bien inspiré, il avait si sagement percé le mystère de ces équivoques pêle-mêle, qu'aujourd'hui la Révolution elle-même se voit contrainte de lui donner gain de cause.

La pensée première des réunions prétendues scientifiques était restée ensevelie sous les décombres de 1848; les discordes, nées dans le camp des Sociétés secrètes, la font surgir dix ans après. Dans ses *Narrazioni storiche*, Léopardi la révèle.

« Le point d'arrêt, écrit-il[1], que, de cette manière, moi et d'autres exilés fixés à Paris nous posâmes au mazzinisme dans les divers États d'Italie produisit sept années d'un travail calme, d'où sortirent les *congrès de savants*, si salutaires à l'union intime des peuples italiens. Mais les gouvernements de Naples et de Rome ne surent point en profiter, et le mazzinisme, à la longue, parvint à susciter les commotions imprudentes de 1842 dans les Abruzzes, de 1843 dans la Romagne, de 1844 dans les

[1] *Narrazioni storiche, di Piersilvestro Leopardi, con molti documenti inediti, relativi alla guerra dell' indipendenza d'Italia e alla reazione napoletana. Torino.* 1 vol. in-12.

Calabres, qui donnèrent lieu à beaucoup d'incarcérations, de tortures et de massacres, parmi lesquels le plus malheureux de tous fut celui des frères Bandiera et de leurs compagnons. »

Vers ces mêmes années, cependant, la haute Vente se voyait tiraillée et divisée. Son prestige allait en s'affaiblissant chaque jour. Les ressorts de cette vaste intrigue étaient tendus sur plusieurs points : ils aboutissaient à un seul homme qui se faisait centre. La corruption descendait par les classes nobles et par la bourgeoisie; mais alors il se rencontra un initié qui eût le pressentiment des calamités prochaines. L'égoïsme avait provoqué ces désordres intellectuels, l'égoïsme en marqua la fin. Cet initié cachait ses titres de famille sous un nom de guerre. On l'appelait Gaétano dans la société secrète[1], et depuis longtemps il s'était placé en observation à Vienne auprès du prince de Metternich. Gaétano est l'ami de Nubius, du Piccolo-Tigre, de Volpe, de Vindice, de Beppo et de tous ces Italiens qui ont pris à forfait l'anéantissement du Catholicisme et le triomphe de l'idée révolutionnaire. Comme les autres, il a contribué autant qu'il était en lui à la perversion du peuple; mais de plus mûres réflexions ont modifié ses vues; et, le 23 janvier 1844, il adresse à Nubius des conseils qui sont une démission anticipée ou une fin de non-recevoir.

« Avant de répondre à vos deux dernières lettres, mon Nubius, je dois vous faire part de quelques observations dont je voudrais bien vous faire profiter. Dans l'espace de quelques années nous avons considérablement avancé les choses. La désorganisation sociale règne partout; elle

[1] C'est ce même Gaétano qui paraît dans l'*Histoire du Sonderbund*, comme le correspondant et l'Égérie de l'avoyer Neuhaus.

est au nord comme au midi, dans le cœur des gentilshommes comme dans l'âme des prêtres. Tout a subi le niveau sous lequel nous voulions abaisser l'espèce humaine. Nous aspirions à corrompre pour arriver à gouverner, et je ne sais si, comme moi, vous vous effrayez de notre œuvre. Je crains d'être allé trop loin; nous aurons trop corrompu; et, en étudiant à fond le personnel de nos agents en Europe, je commence à croire que nous n'encaisserons pas à volonté le torrent que nous aurons fait déborder. Il y a des passions insatiables que je ne devinais pas, des appétits inconnus, des haines sauvages qui fermentent autour et au-dessous de nous. Passions, appétits et haines, tout cela peut nous dévorer un beau jour, et s'il était temps de porter remède à cette gangrène morale, ce serait pour nous un véritable bienfait. Il a été très-facile de pervertir, sera-t-il aussi aisé de toujours museler les pervertis? Là pour moi est la question grave. J'ai souvent cherché à la traiter avec vous, vous avez évité l'explication. Aujourd'hui il n'est plus possible de la reculer, car le temps presse, et en Suisse comme en Autriche, en Prusse comme en Italie, nos séides, qui seront demain nos maîtres (et quels maîtres, ô Nubius!), n'attendent qu'un signal pour briser le vieux moule. La Suisse se propose de donner ce signal; mais ces radicaux helvétiques, embâtés de leur Mazzini, de leurs Communistes, de leur Alliance des Saints et du Prolétariat-voleur, ne sont pas de taille à conduire les Sociétés secrètes à l'assaut de l'Europe. Il faut que la France imprime son cachet à cette universelle orgie; soyez bien convaincu que Paris ne manquera pas à sa mission. L'élan donné et reçu, où ira cette pauvre Europe? Je m'en inquiète, car je me fais vieux, j'ai perdu mes illusions, et je ne voudrais pas,

pauvre et dénué de tout, assister comme un figurant de théâtre au triomphe d'un principe que j'aurais couvé et qui me répudierait, en confisquant ma fortune ou en prenant ma tête.

» Nous avons trop poussé à l'extrême en beaucoup de choses. Nous avons enlevé au peuple tous les dieux du ciel et de la terre qui avaient son hommage. Nous lui avons arraché sa foi religieuse, sa foi monarchique, sa probité, ses vertus de famille, et maintenant que nous entendons dans le lointain ses sourds rugissements, nous tremblons, car le monstre peut nous dévorer. Nous l'avons petit à petit dépouillé de tout sentiment honnête : il sera sans pitié. Plus j'y pense, plus je reste convaincu qu'il faudrait chercher des atermoiements. Or, que faites-vous à cette minute peut-être décisive? Vous n'êtes que sur un point; de ce point vous rayonnez, et j'apprends avec douleur que tous vos vœux tendent à un embrasement général. N'y aurait-il pas un moyen de reculer, de retarder, d'ajourner ce moment? Croyez-vous vos mesures assez bien prises pour dominer le mouvement que nous avons imprimé? A Vienne, quand le tocsin révolutionnaire sonnera, nous serons engloutis par la tourbe, et le chef précaire qui en sortira est peut-être aujourd'hui au bagne ou en quelque mauvais lieu. Dans notre Italie, où se joue une double partie, vous devez être travaillé des mêmes craintes. N'avons-nous pas remué la même fange? Cette boue monte à la surface, et j'ai peur de mourir étouffé par elle.

» Quel que soit l'avenir réservé aux idées que les Sociétés secrètes propagèrent, nous serons vaincus et nous trouverons des maîtres. Ce n'était pas là notre rêve de 1825 ni nos espérances de 1831! Notre force n'est plus

qu'éphémère, elle passe à d'autres. Dieu sait où s'arrêtera ce progrès vers l'abrutissement. Je ne reculerais point devant mes œuvres, si nous pouvions toujours les diriger, les expliquer, ou les appliquer. Mais la crainte que j'éprouve à Vienne, ne la ressentez-vous pas vous-même? Ne vous avouez-vous pas comme moi qu'il faut, s'il en est temps encore, faire halte dans le temple avant de la faire sur des ruines? Cette halte est encore possible, et vous seul, ô Nubius, pouvez la décider. Est-ce qu'en s'y prenant avec adresse on ne pourrait pas jouer le rôle de Pénélope et rompre pendant le jour la trame qu'on aurait préparée durant la nuit?

» Le monde est lancé sur la pente de la Démocratie; et, depuis quelque temps, pour moi, démocratie veut toujours dire démagogie. Nos vingt années de complots courent le risque de s'effacer devant quelques bavards qui viendront flatter le peuple et tirer aux jambes de la noblesse après avoir mitraillé le Clergé. Je suis gentilhomme, et je confesse très-sincèrement qu'il m'en coûterait de frayer avec la plèbe et d'attendre de son bon plaisir mon pain quotidien et le jour qui brille. Avec une révolution telle que celle qui s'apprête, nous pouvons tout perdre, et je tiens à conserver. Vous devez en être là, vous aussi, cher ami, car vous possédez et vous n'aimeriez pas plus que moi à entendre résonner à vos oreilles la parole de confiscation et de proscription des Églogues, le fatal cri du spoliateur:

Hæc mea sunt, veteres, migrate, coloni.

» Je tiens, je veux tenir, et la Révolution peut tout nous enlever fraternellement. D'autres idées me préoccupent encore, et je suis certain qu'elles préoccupent à la même heure plusieurs de nos amis. Je n'ai pas encore de

remords; mais je suis agité de craintes, et à votre place, dans la situation où j'aperçois les esprits en Europe, je ne voudrais pas assumer sur ma tête une responsabilité qui peut conduire Joseph Mazzini au Capitole. Mazzini au Capitole! Nubius à la Roche Tarpéienne ou dans l'oubli! Voilà le rêve qui me poursuit, si le hasard remplissait vos vœux. Ce rêve vous sourit-il, ô Nubius? »

Telle était cette lettre à laquelle les Révolutions allaient si vite donner gain de cause. Il se passe quelquefois, au fond des Sociétés secrètes, certains événements dont l'œil le plus exercé ne peut saisir la trame. La haute Vente s'était isolée dans ses abstractions d'impiété. De peur de se compromettre vis-à-vis du pouvoir civil, ou par un sentiment de dignité personnelle assez déplacé, il lui avait toujours répugné de frayer avec le Carbonarisme et les sectes ou loges qui en naissaient ou qui en dépendaient. Ne faisant pas de l'assassinat un moyen et de la conspiration permanente un but, cette haute Vente, retranchée dans son idée première, s'était affaiblie par degrés. Aux beaux jours de sa jeunesse et de ses corruptions, elle avait dédaigné les clients et les néophytes. Le mal était resté stationnaire, mais l'influence passa à d'autres.

Le mystère de l'association antipapale s'était peu à peu découvert. La haute Vente avait résisté aux obsessions et aux ordres. Elle persévérait à agir seule et à s'éloigner de toute immixtion dans la politique. C'était déranger les calculs de ceux qui rêvaient un nouveau monde sorti de l'embrasement universel. Sur ces entrefaites, Nubius se trouve atteint d'une de ces fièvres lentes qui consument par une prostration graduée. Ordinairement l'art ne peut ni les guérir ni les expliquer.

Cette maladie, venue si à propos, avait sa raison d'être.

Les complices de Nubius n'en recherchèrent point la cause. Ils savaient depuis longtemps que, dans les Sociétés secrètes, la surdité commande au mutisme, et qu'il vient encore des lettres de Caprée, comme au temps de Tibère et de Séjan. Nubius frappé d'impuissance et ses amis de terreur, les Sociétés secrètes n'avaient plus à redouter une action indépendante. La fraternité s'était dévoilée par une dose mitigée de poison; le poison, vrai ou supposé, fit redouter le stylet aux autres affiliés, déjà pâles de leur mort future. La haute Vente se vit démembrée à l'heure même où elle espérait un triomphe certain. Ce démembrement produisit des résultats incalculables.

Le pouvoir tomba en des mains plus imprévoyantes. Les agences occultes se trouvèrent à la merci d'exaltations à froid, qui dirigèrent le crime comme au hasard. Les projets de Nubius n'étaient connus que d'un très-petit nombre d'initiés, n'ayant plus d'intérêt à le défendre, puisque, par la force des choses, il était écarté. Nubius fut un visionnaire, une espèce de fou à idée fixe, qui avait enrayé la cause humanitaire, pour élever un piédestal à son orgueil. On l'effaça du livre de vie des Sociétés secrètes, on voua sa mémoire à l'oubli; et l'œuvre à laquelle il avait consacré son existence fut répudiée par ses successeurs, qui n'en connurent jamais les principales ramifications.

Les Sociétés secrètes s'affranchissaient d'un joug d'autant plus pesant que Nubius ne cessa jamais de les humilier par sa supériorité. Les nouveaux chefs qu'elles se donnèrent en Suisse, en Italie, en France et en Allemagne, eurent la destruction universelle pour plan. Cette destruction, ils prétendirent l'opérer à l'aide de tout levier immoral. Ne regardant plus le Siége romain que

comme un de ces gouvernements qu'une émeute heureuse renverse, ils ne s'occupèrent de lui qu'à leur temps perdu. Dispersés sur tous les points de l'Europe, ils épousèrent dans chaque pays les querelles locales, les divisions de parti, souvent même les passions individuelles.

Ils n'avaient plus de centre commun; ils tendirent, ils travaillèrent au même but, sous des drapeaux différents. La haute Vente, agissant dans l'ombre et conspirant dans le mystère, s'était mise à la torture pour rallier tous ces éléments de perdition. Elle aspirait à en faire une force contre l'Église. Les héritiers de cette Vente, encore plus infatués qu'elle de leur omnipotence, ne généralisèrent plus l'attaque. Ils avaient des adversaires politiques ou des ennemis privés; ils voulurent arriver à tout prix à l'assouvissement d'une jalousie ou d'une haine.

La confusion s'introduisit avec la discorde; le chaos régna au sein des agrégations occultes. Il n'y eut plus de chef, plus de mot d'ordre, plus même de connexion entre tous ces prédicants d'anarchie. L'orgueil individuel les aveugla; ils se laissèrent égarer par d'implacables vanités, dont la vie de Mazzini est la plus saisissante image. Ce que l'un décrétait à Londres ou à Vienne était, par le fait même, repoussé par les autres à Berlin ou à Paris. Il n'y avait plus d'ensemble dans les mesures; chacun, avec sa petite brigade de reîtres du Communisme, s'avançait, à grand renfort de trompettes, contre l'ordre social, qui ne prenait même pas la peine de songer à se défendre.

Les pieds de l'homme descendaient à la mort; ses pas aboutissaient au sépulcre; et, dans une de ces vaines

confiances qui ne se renouvelleront plus sans doute, on essayait aussi timidement que possible d'éloigner le remède du mal, sans éloigner le mal lui-même. On vivait pêle-mêle avec tous les artisans d'anarchie. On les connaissait, on leur tendait même la main. Par là, à ces Solons inédits, à ces Lycurgues de café, à ces Dracons sans énergie, on prêtait une audace qu'ils n'auraient jamais su puiser dans leur timidité. L'Europe devenait tout d'un coup le pays des lois insultées, des devoirs méconnus, de l'histoire vouée aux furies et de l'autorité traînée à l'abîme. On ambitionnait d'être populaire en s'entourant de tous les hommes qui à perpétuité font partie des bagages de l'anarchie; puis on rêvait de verser de l'huile sur les plaies de l'Europe; mais par malheur c'était de l'huile bouillante. Dieu semblait leur avoir préparé de sa main un breuvage assoupissant; leurs yeux se fermaient et leur âme était vide.

Dans ce désarroi de tout principe gouvernemental, désarroi que les Sociétés secrètes ont perpétré, et qu'elles finissent par subir elles-mêmes comme une vengeance providentiellement anticipée, l'aveuglement leur arrivait avec le succès. Le succès les effraya presque autant que l'inertie. Elles s'étaient donné des maîtres impossibles et des complices que personne n'osait avouer. Le délire néanmoins n'allait pas encore jusqu'à l'extravagance. La haute Vente, reléguée dans l'ombre, ramassait ses blessés et tremblait devant ses nouveaux maîtres. Les Sociétés secrètes, qui avaient besoin d'argent, en demandèrent aux rages antichrétiennes dont quelques Juifs, usuriers spéculant sur les crimes sociaux, paraissaient tourmentés.

Il ne sera pas très-difficile à l'histoire de surprendre la

main et l'or de certains Juifs, Allemands ou Italiens, excitant les révoltes et facilitant toute carrière aux passions anarchiques. C'est une revanche de dix-neuf siècles que les déicides complotent contre le Calvaire. Ces éternels proscrits ont pénétré au sein des Sociétés secrètes. Ils les ont ravitaillées dans les moments de pénurie et encouragées dans les jours de prospérité; ils ont incessamment fourni à leurs chefs des subsides pour assouvir leur soif de jouissances matérielles. Le nombre de Juifs qui entreprirent ce commerce de haine et de vengeance est très-restreint; mais à force de patience et de prodigalité, ils enfermèrent les Sociétés secrètes dans le cercle de Popilius.

Une fois arrivés là, ils leur appliquent la vieille politique suivie au Japon contre les Chrétiens et ne leur permettent de sortir de ce cercle qu'après avoir vu leurs apprentis de ténèbres fouler aux pieds la croix qui racheta le monde. Les Juifs ont contracté un marché; ils se sont fait livrer des arrhes; il faut que ce marché s'exécute. Ce marché doit retomber sur l'ordre social de tout le poids de la malédiction à laquelle ils se sentent condamnés. Ils ont sous la main un peuple d'insensés volant à la conquête de tous les crimes qu'on peut commettre sans courage, et, le 5 janvier 1846, le Petit-Tigre écrit de Livourne à Nubius, dont il ignore encore la retraite forcée :

« Ce voyage que je viens d'accomplir en Europe a été aussi heureux et aussi productif que nous l'avions espéré. Dorénavant il ne nous reste plus qu'à mettre la main à l'œuvre pour arriver au dénoûment de la comédie. J'ai trouvé partout les esprits très-enclins à l'exaltation; tous sentent que le vieux monde craque et que les rois ont

fait leur temps. La moisson que j'ai recueillie a été abondante; sous ce pli vous en trouverez les prémices, dont je n'ai pas besoin que vous m'adressiez un reçu, car j'aime peu à compter avec mes amis, je pourrais dire avec mes frères. La moisson faite doit fructifier, et si j'en crois les nouvelles qui me sont communiquées ici, nous touchons à l'époque tant désirée. La chute des trônes ne fait plus doute pour moi qui viens d'étudier en France, en Suisse, en Allemagne et jusqu'en Russie le travail de nos Sociétés. L'assaut qui, d'ici à quelques années et peut-être même à quelques mois, sera livré aux princes de la terre les ensevelira sous les débris de leurs armées impuissantes et de leurs monarchies caduques. Partout il y a enthousiasme chez les nôtres et apathie ou indifférence chez les ennemis. C'est un signe certain et infaillible de succès; mais cette victoire, qui sera si facile, n'est pas celle qui a provoqué tous les sacrifices que nous avons faits. Il en est une plus précieuse, plus durable et que nous envions depuis longtemps. Vos lettres et celles de nos amis des États romains nous permettent de l'espérer; c'est le but auquel nous tendions, c'est le terme où nous voulons arriver. En effet, qu'avons-nous demandé en reconnaissance de nos peines et de nos sacrifices ?

» Ce n'est pas une révolution dans une contrée ou dans une autre. Cela s'obtient toujours quand on le veut bien. Pour tuer sûrement le vieux monde, nous avons cru qu'il fallait étouffer le germe catholique et chrétien, et vous, avec l'audace du génie, vous vous êtes offert pour frapper à la tête, avec la fronde d'un nouveau David, le Goliath pontifical. C'est très-bien, mais quand frappez-vous ? J'ai hâte de voir les Sociétés secrètes aux prises avec ces car-

dinaux de l'Esprit-Saint, pauvres natures étiolées, qu'il ne faut jamais sortir du cercle dans lequel l'impuissance ou l'hypocrisie les renferme.

» Dans le cours de mes voyages, j'ai vu beaucoup de choses et très-peu d'hommes. Nous aurons une multitude de dévouements subalternes, et pas une tête, pas une épée pour commander : le talent est plus rare que le zèle. Ce brave Mazzini, que j'ai rencontré à diverses reprises, a toujours dans la cervelle et à la bouche son rêve d'humanité unitaire. Mais à part ses petits défauts et sa manie de faire assassiner, il y a du bon chez lui. Il frappe par son mysticisme l'attention des masses, qui ne comprennent rien à ses grands airs de prophète et à ses discours d'illuminé cosmopolite. Nos imprimeries de Suisse sont en bon chemin, elles produisent des livres tels que nous les désirons; mais c'est un peu cher. J'ai consacré à cette propagande nécessaire une assez forte partie des subsides recueillis. Je vais utiliser le reste dans les Légations. Je serai à Bologne vers le 20 de ce mois. Vous pouvez m'y faire tenir vos instructions à l'adresse ordinaire. De là, je me transporterai sur les points où vous jugerez que ma présence dorée sera plus nécessaire. Parlez, je suis prêt à exécuter. »

L'exécution n'était pas aussi facile que la conception. Dans les affolements d'une idée corruptrice, rien n'avait été plus aisé que de faire germer la gangrène au fond de certaines âmes; mais l'édifice que l'on croyait miné, ou tout au moins lézardé, ne pouvait pas s'écrouler. Il était formé d'un ciment romain qui résiste. On arrivait, il est vrai, à l'un de ces instants dans les annales des empires où la Société chrétienne ne vit plus que nominalement, et où il semble n'y avoir de fort et de durable

que les sectes cachées dans son sein. Les historiens, observateurs superficiels, ne s'arrêtant qu'à la surface des choses, se donnent des tourments infinis pour parer des cadavres. Au lieu de chercher à pénétrer le mystère qui galvanise ces cadavres, ils acceptent le fait, tel qu'on le présente; et ils ne s'aperçoivent pas que c'est souvent en dehors même des pouvoirs établis que se jouent et se perdent les destinées des nations.

Quand les patriciens de Rome immolèrent Tibérius Gracchus, le tribun prit une poignée de poussière et la jeta vers le ciel. Cette poussière enfanta peut-être la première Société secrète, car elles naissent toujours d'une idée de vengeance ou d'affranchissement. Quelques-unes n'ont qu'une durée éphémère et s'anéantissent presque aussitôt qu'elles sont formées. D'autres se perpétuent à travers les âges, poursuivant le but que leurs adeptes se proposent et n'acceptant pas de modification, même de la main du temps. On en trouve qui, au contraire, prennent à tâche d'altérer la vérité de leur principe, afin de tromper plus facilement les gouvernements dont elles se constituent les adversaires. Mais partout et toujours la Révolution a le même point de départ et le même terme en vue : elle prétend assurer le bonheur universel. A tout ce qui existait avant elle, on la voit donc invariablement substituer le régime de la guerre civile et l'arbitrage des coups de fusil.

La haute Vente, que Nubius passionna de son souffle, ne fut point aussi heureuse. A ne considérer que les événements humains, elle avait de grandes chances de succès. Ne s'attaquait-elle pas à l'immutabilité de l'Église ? N'osait-elle pas, au sein même de l'Italie, poursuivre la guerre sans cesse alimentée contre Rome ?

Fille du Carbonarisne, et s'en détachant ou y revenant à volonté, la haute Vente s'accordait toutes les coudées franches. Par le petit nombre, comme par les diverses fortunes de ses membres, elle semblait appelée à une domination perpétuelle. Tout à coup, lorsque ses projets les plus témérairement conçus sont en voie d'exécution; lorsque les sectaires croient respirer à pleine poitrine la corruption qu'ils ont semée, cette haute Vente recule, s'amoindrit et disparaît. Des froissements d'amour-propre et une rivalité de basse-fosse suffisent pour expliquer ce changement, inaperçu aux yeux du monde. Nubius est en proie à une de ces maladies de langueur dont le germe sans doute réside dans la pharmacopée des Sociétés secrètes qu'il fut le premier à invoquer. Nubius, dès ce moment, peut vivre ou mourir; elles ne s'en préoccupent plus que pour acclamer son insuffisance.

Débarrassés d'un de ces maîtres incommodes qui, par le despotisme de leur volonté et l'ironie de leur langage, savent rendre l'obéissance plus douloureuse, les Ventes centrales n'eurent point à demander compte de cette disparition subite. On ne raisonne là ni avec la preuve ni avec le soupçon. Il faut se contenter d'obéir, se taire surtout. La haute Vente, dispersée par cette tempête sans nuage, laissa le champ libre à des ambitions aussi ardentes, mais plus terre à terre. La pensée de décomposition, qu'elle avait nourrie, se transforma en une arme vulgaire que put manier le dernier des Carbonari. Cette pensée, aiguisée en stylet empoisonné, devait frapper au cœur le Pontificat et le Siége apostolique. Elle s'émoussa, elle se brisa sans qu'il fût besoin d'une intervention divine, pas même d'un bras séculier. Comme témoignage d'un complot si audacieusement tramé et si

sournoisement anéanti, il ne resta qu'un vieillard, décrépitude prématurée, et quelques immoralités de plus, commençant par des conspirations et finissant par des aventures. Les Sociétés allaient faire de ce vieillard un souvenir d'épouvante et de ces immoralités des idoles d'un jour.

Au milieu des efforts de la haute Vente, il ne lui avait jamais été possible de remonter, par la plus profonde des hypocrisies, jusqu'à un prince de l'Église. Dans cette période de trente années, où cette haute Vente agita tant de noms propres et fit le siége de tant de vertus, il ne lui fut jamais donné, même quand elle régle ses comptes en secret, de pouvoir placer une espérance quelconque sur un membre du Sacré Collége. Le mirage le plus flatteur ne l'égare jamais dans ces sphères; c'est tout au plus si elle peut mettre en ligne quelques apostasies prévues, des caducités brouillonnes ou des ambitions ridicules. La Révolution a posé le pied partout, excepté dans un Conclave; elle désespère enfin de la réussite de ses tentatives.

L'Église, comme l'univers entier, touche à une catastrophe. On la pressent, on la redoute; mais personne ne se juge de trempe à courir au monstre. Les gouvernements et les peuples éprouvent un affaissement indéfinissable, une de ces langueurs énervantes qui iraient jusqu'à la consomption, si la main de la Providence ne suppléait pas à l'impuissance des remèdes. Les Sociétés secrètes, qui agitent des idées communistes sous le couvert de la nationalité et de l'indépendance italiennes, ont fini par détrôner la haute Vente; Mazzini la remplace par des pirates. A l'instar des Républiques modernes, l'Italie veut être une et indivisible, et, comme au seizième siècle, on peut toujours dire d'elle ce qu'en disait Guicciardini,

son historien[1] : « Ses habitants, aveuglés par leurs passions particulières, en préparant leur perte et leur propre honte, corrompirent encore le bien général. » L'heure est venue de mettre à profit toutes les dépravations. Mazzini, qui a tant trahi, est trahi à son tour. Un de ses complices adresse de Londres, le 27 juin 1845, à la secrétairerie d'État une lettre dans laquelle on lit :

« Mazzini a trouvé en Angleterre des personnes qui ne seraient pas éloignées d'avancer de l'argent pour une expédition en Italie, si on pouvait leur donner des preuves certaines que, pour cette expédition, l'on a des hommes résolus et en nombre, et si on leur présentait un plan qui eût des chances plausibles de succès. En conséquence de cela, on a écrit à Ardoino, en Espagne, et à Morandi de Modène, actuellement en Grèce, tous les deux hommes entreprenants et hardis, le dernier surtout, qui est lié avec tous les révolutionnaires grecs, et a fait pendant longtemps le métier de pirate. Ardoino, Piémontais, très-bon officier, jouit d'une grande autorité sur tous les Italiens réfugiés en Espagne, et a des relations très-étendues avec le parti ultra-révolutionnaire espagnol. »

Quand Mazzini ne se laisse pas livrer par les siens, il se découvre lui-même. Il écrit à tous et à chacun ; mais souvent ses lettres font fausse route. Il ne conspire pas seulement ; il tend la main à tous les coins du globe. Il mendie pour l'idée, c'est-à-dire pour lui ; et, le 13 décembre 1845, il écrit à un de ses disciples : « Je n'ai pas encore pu terminer la création du fonds national. Il s'y mêle une certaine affaire qui demande un prospectus et une écriture en chiffres pour les Italiens, que je n'ai pas

[1] *Guicciardini*, *Storia*, III, 1.

encore pu mener à bonne fin; mais ce retard ne se prolongera pas beaucoup, et je vous enverrai bientôt une circulaire manuscrite. De cela dépend toute la question. Si je réussis à réunir des fonds, comme j'en ai toutes les probabilités, nous serons suivis par d'autres, et nous agirons. Si non, qui peut espérer de lutter aidé seulement de son influence morale, et de dominer l'anarchie du parti? Cette anarchie, déjà grande avant les derniers événements, est maintenant générale, ainsi qu'on me l'écrit; le parti devient toujours plus nombreux; il n'y a point de proportion entre 1841 et 1845. — J'enverrai bientôt une proclamation aux Suisses, sur le trafic qu'ils font de leurs hommes. J'ai publié, dans la *Revue de Westminster*, un long article sur les États du Pape. Ici et en Amérique, la propagande en faveur de notre cause continue très-activement et avec grand succès. J'ai des promesses formelles de coopération. Bioncoli et Andreoni exploreront, mieux que ne l'ont fait jusqu'ici les autres, ce qui pourra se faire à Alger et sur le littoral qui regarde l'Italie. »

Agiter éternellement l'Italie et les États pontificaux surtout, afin d'inquiéter les cabinets étrangers et de porter le trouble dans les relations internationales comme au milieu des peuples, tel était, à cette époque comme dans tous les temps, le plan des ennemis de l'Église. L'Église n'en avait jamais douté; elle en était encore plus convaincue, car un agent des Sociétés occultes écrivait alors secrètement :

« Différents partis existent maintenant en Italie. Le premier se contente de tout. Après lui vient celui qui veut aller plus loin; il veut des réformes progressives, mais continues, non-seulement dans l'administration,

mais aussi dans la politique. Derrière eux est le parti appelé *italien*, qui pousse le premier et le second, qui accepte tout pour aller en avant; il masque, travestit et cache son dernier but, qui est l'*unité italienne*. Au milieu de tous ces partis, il y a une autre division ou sous-division, je veux parler du Clergé, pour lequel *Gioberti* est ce qu'est *Mazzini* pour le parti italien. Gioberti prêtre parle aux prêtres leur langage, et je vous dirai que nous apprenons de tous côtés que, dans les rangs du clergé séculier et régulier, les doctrines de liberté, et le Pape à la tête de cette liberté et de l'indépendance italienne, sont une pensée qui en séduit plusieurs, à tel point qu'ils se persuadent que le Catholicisme est une doctrine essentiellement démocratique. Ce parti grandit chaque jour davantage parmi le Clergé; on attend avec impatience le nouvel ouvrage de Gioberti; cet ouvrage est pour les prêtres. Le livre, ou plutôt les cinq volumes de Gioberti ne sont pas encore publiés; Mazzini les attend impatiemment pour en parler dans le dernier chapitre de l'ouvrage qui va paraître, et qui aura pour titre : *des Partis en Italie*, ou *l'Italie avec ses Princes*, ou l'*Italie avec le Pape*. »

La mine était chargée de tant de poudre démagogique que la moindre étincelle devait la faire éclater. Le 6 mai 1846, un premier éclair, parti de Turin, annonce l'orage. Ce jour-là Charles-Albert, qui s'est proclamé *in petto* roi d'Italie, s'éloigne de ses conseillers pour courir les aventures révolutionnaires. Il va, dans une revue ornée de sonnets patriotiques et chaude d'enthousiasme italien, montrer à son armée la future *spada vittoriosa*. Les Sociétés secrètes ont contracté alliance offensive et défensive avec toutes les ambitions libérales du Piémont. Ces ambi-

tions sont surmenées; elles veulent condamner le roi à des démarches compromettantes, afin de l'engager dans une guerre plus compromettante encore avec l'Autriche. Un complot a été formé pour le faire saluer par les soldats et par le peuple comme le libérateur et le prince de la nationalité italienne. Les prières du maréchal de la Tour et les larmes de la reine arrêtent Charles-Albert toujours indécis; mais cette échauffourée en projet a été connue au Vatican. Grégoire XVI en saisit toute la portée. Depuis longtemps il contenait cette ambition aussi mystique qu'aveugle. Charles-Albert se dérobe enfin à l'influence du Pontife; le Varus sarde se lance à fond de train sur la voie de la Démagogie. Le vieux Pape comprend que tout lui échappe à la fois, et, frappé des plus sinistres pressentiments, il expire le 1er juin 1846.

Il avait vécu en souverain : il désira mourir en simple moine, ne laissant pour tout héritage que la fortune de ses vertus. Ainsi que le dit Bossuet : « Il croyait à la loi de Dieu, et la loi de Dieu lui était fidèle. La prudence fut sa compagne et la sagesse était sa sœur. La joie du Saint-Esprit ne le quittait point. Sa balance était toujours juste et ses jugements toujours droits. On ne s'égarait point en suivant ses conseils; ils étaient précédés par ses exemples. »

FIN DU LIVRE QUATRIÈME.

LIVRE CINQUIÈME.

PIE IX ET LA RÉVOLUTION EUROPÉENNE.

Le cardinal Mastaï est nommé Pape et prend le nom de Pie IX. — Son portrait. — Ses plans de gouvernement. — L'amnistie et ses résultats. — Premiers enthousiasmes des Romains. — Les Sociétés secrètes accaparent cette ivresse et la font tourner contre l'Église. — La conspiration de l'amour. — L'agitation en permanence. — Les étrangers à Rome. — Leur alliance avec les Sociétés secrètes. — La liberté de la presse accordée par le Pape. — Ses premiers effets. — Institution de la garde nationale. — Craintes et pressentiments de Pie IX. — Lord Minto à Rome. — La Consulte d'État est organisée. — Ciceruacchio et M. Thiers. — Mirabeau et Pie IX. — Révolution de 1848. — Fuite de Louis-Philippe. — La révolution européenne. — Les Sociétés secrètes avaient voulu la faire antipapale ; par le fait des événements, elle reste catholique. — Désir d'unité de toutes les nationalités, leur fractionnement inévitable. — Les vieilles lyres et les jeunes républiques. — Le sabre et la liberté. — La République française donne le signal de la réaction contre les idées révolutionnaires. — Le Pape aux prises avec la Révolution. — Les Sociétés secrètes et ses divers ministères. — Pie IX commence seul sa lutte contre l'idée révolutionnaire. — Le statut fondamental et l'unité italienne. — La guerre de l'indépendance et l'allocution du 29 avril 1848. — Effets prévus de cet acte. — Pie IX privé de sa liberté morale, et l'abbé Gioberti triomphant. — Mazzini donnant ses instructions secrètes. — Charles-Albert et ses projets ambitieux. — Rossi ministre du Pape. — Assassinat de Rossi, siége du Quirinal. — Le Pape à Gaëte. — Le général Cavaignac et Louis-Napoléon Bonaparte. — L'Europe monarchique et l'empereur Nicolas. — Conférences de Gaëte. — L'intervention de l'Europe catholique demandée par le Pape. — Mémorandum de 1831 retourné en 1849. — Allocution de Gaëte. — La Révolution à Rome. — Excommunication des révolutionnaires. — Mazzini, dictateur au nom de Dieu et du peuple. — Le siége de Rome. — La chasse aux prêtres. — Les étrangers et les mercenaires des Sociétés secrètes représentant le peuple romain. — Attitude des puissances. — Mazzini au Capitole. — Colère déclamatoire de la Révolution sur les conséquences du siége de Rome. — Le père Ventura et le citoyen Proudhon. — Démagogues et apostats. — Le triumvirat et l'armée française. — Entrée des Français à Rome. — Retour du Pape. — Trois Papes du nom de Pie vainqueurs de la Révolution. — Les bonheurs de Pie IX. — Triomphe de l'Église romaine par la Révolution. — Hiérarchie ecclésiastique établie en Angleterre et en Hollande. — Concordats avec l'Espagne et les princes protestants. — L'empereur François-Joseph. — Concordat d'Autriche. — Fin du Joséphisme et liberté



Typ Henri Plon.

SA SAINTETÉ LE PAPE PIE IX.

rendue à l'Église dans les États impériaux. — La France proclame la liberté d'enseignement. — Les conciles provinciaux et l'adoption de la liturgie romaine. — L'Église en Crimée. — Les Jésuites et les Sœurs de saint Vincent de Paul. — Piémont constitutionnel et Belgique libérale faisant seuls la petite guerre contre Rome. — Le Statuto et le Saint-Siége. — La charité chrétienne et l'émeute philanthropique. — Les testaments et les belles morts. — Définition du dogme de l'Immaculée Conception. — Les dieux inconnus. — Les ordres religieux et leurs œuvres en face de l'impuissance des ennemis du Catholicisme. — Conclusion de l'ouvrage.

Le danger et le mal étaient partout, le remède nulle part, ni sur les trônes minés, ni au fond des Sociétés secrètes en ébullition. L'armée du désordre se recrutait de tous les volontaires de l'anarchie; les Rois et les Princes, plongés dans une léthargie incurable, assistaient, muets d'épouvante ou de complicité, au spectacle de la décomposition sociale. Nous n'étions plus au temps où Élisabeth d'Angleterre disait [1] : « Les princes ont des oreilles grandes qui oyent de loin et de près. » La confusion des espérances et des pensées apparaissait telle que les régulateurs de la conscience publique ne savaient plus eux-mêmes de quel esprit ils étaient. Chacun montait sa faction d'immoralité à la porte d'une erreur; l'effroi semblait avoir saisi le ciel avant de se répandre sur la terre.

Afin de réveiller l'Europe de la torpeur dans laquelle on la faisait croupir, il fallait donner aux éléments de discorde mal combinés, encore plus mal dirigés, une impulsion aussi nouvelle qu'inattendue. Le mouvement, c'est-à-dire le salut, vint du point même où l'immobilité a force de loi traditionnelle.

Le Conclave s'est réuni le 13 juin 1846, et, le 16 du même mois, les Cardinaux ont élu Pape Jean-Marie

[1] *Dépêche de la Mothe-Fénelon, ambassadeur de France à Londres, du* 1er *septembre* 1569.

Mastaï Ferretti. En face des symptômes qu'accusait la situation de l'Europe, le Conclave n'avait pas cru devoir prolonger le veuvage de l'Église. Mastaï fut choisi encore plus inopinément pour lui que pour les autres. Chargé du Pontificat suprême dans de pareilles circonstances, et déjouant, sans les connaître, tous les calculs révolutionnaires, le nouveau Pape ceignait la tiare en sachant combien il y a de gloire à être bon. Grégoire XVI avait réservé pour son successeur l'amnistie comme don de joyeux avénement. Les cardinaux Bernetti et Lambruschini, représentants et solidaires de la politique du règne passé, croyaient et disaient que l'indulgence devait succéder à la justice. Pie IX comme César, au témoignage de Pline [1], « fut clément jusqu'à être obligé de s'en repentir. »

Dégagée en effet de toutes ses considérations religieuses et morales, et envisagée au seul point pratique, l'amnistie, toujours couverte d'un spécieux prétexte d'humanité, n'a jamais été qu'une question de parti pour ceux qui la réclament avec des prières souvent sœurs de la menace. Ce sont les hommes d'action, les enfants perdus d'une cause, qui expient en exil le crime de leurs chefs secrets, restés sur le sol natal pour organiser de nouveaux complots.

Il vient un jour où ces chefs sentent le besoin de soldats. L'amnistie alors se demande à deux genoux comme une faveur : bientôt après elle s'impose comme un droit ou une condition de sécurité.

Les pardonnés rentrent au foyer domestique, le cœur ulcéré, l'âme pleine de vœux impies. Le premier témoi-

[1] *Plin.*, l. IX, ch. 28.

gnage sincère de reconnaissance qu'ils offrent au pouvoir libérateur, c'est une conspiration pour le renverser.

Charles X accorda des amnisties aussi spontanées que généreuses; Louis-Philippe d'Orléans s'en laissa arracher. L'histoire retrouve leurs graciés à la tête des héros de juillet 1830, ou derrière les barricades de février 1848. Le même fait d'ingratitude à plein soleil se présente aussi bien en Autriche qu'en Espagne. Pie IX ne devait pas en être excepté; il en fut la plus touchante victime, il en restera le plus éclatant martyr.

Né à Sinigaglia, le 13 mai 1792, il avait, à travers les labeurs de sa carrière de prêtre, d'évêque et de cardinal, conservé cette candeur du jeune âge et cette virginité de l'âme, heureux privilége de quelques prédestinés. En le voyant, on pouvait toujours dire de lui ce que, dans sa charmante naïveté, le Père la Rivière, de l'Ordre des Minimes, a écrit de saint François de Sales [1] : « Ce béni enfant portait dans toute sa personne le caractère de la bonté; son visage était gracieux, ses yeux doux, son regard aimant et son petit maintien si modeste que rien plus. Il semblait un petit ange. »

Comme saint François de Sales, Pie IX s'attacha à développer ce bonheur d'organisation. Il eut sur les lèvres ces réponses pleines d'aménité qui apaisent les colères, et ces paroles qu'on préfère aux dons. Il était beau comme le désir d'une mère; il lavait ses mains dans l'innocence; et sans songer que l'âme de la colombe pouvait être livrée à un peuple de vautours, il se montrait éloquent, parce qu'il avait la sagesse du cœur et que la mansuétude de sa bouche prêtait du charme à la science. Sa vie

[1] *Vie de saint François de Sales*, par le P. la Rivière, p. 16. (Lyon, 1624.)

s'était écoulée dans l'Ombrie ou dans les Légations; il en avait étudié les besoins, connu les tendances et apprécié les vœux. Confident de la douleur des mères de proscrits, il avait pleuré avec elles. Imprégné presque à son insu de cette atmosphère de réformes politiques et civiles qu'on respirait dans les provinces, surtout depuis que le Mémorandum de 1831 était devenu une machine de guerre, il croyait que l'immobilité n'est pas la seule condition d'un sage gouvernement. Sa première gloire avait été le témoignage que lui rendait sa conscience; il aimait donc à ne pousser ni les hommes ni les choses à bout.

Arrivé à l'improviste au gouvernail de l'Église, et n'ayant jamais été en position de découvrir, de signaler par conséquent les écueils qui menaçaient la barque de Pierre, il cherchait instinctivement le moyen de les éviter. La justice et la sévérité avaient fait leur temps, sans produire d'heureux résultats. Il s'imagina que le pardon désarmerait les colères qui fermentaient dans l'ombre. Comprenant avec une générosité pleine de désintéressement que Dieu donne au berger un troupeau pour l'avantage du troupeau et non pour celui du berger, il se fit de ses principes un devoir, et du rêve des autres un essai de système. Il avait longtemps goûté le bonheur d'habiter avec soi, *illud felix contubernium* de Tacite [1]. Dans la crise sociale qui se préparait, oubliant qu'il ne faut toucher à la Révolution que pour lui abattre la tête, il crut que rien n'était plus facile que de pactiser avec elle par la clémence et par des améliorations sagement progressives. Il ne songea donc qu'à être aux yeux de ses peuples un abri pour se mettre à couvert du vent et de la tempête. Sa clémence fut comme la pluie du soir ou

[1] Tacite, *De Orator.*, p. 461.

de l'arrière-saison. Il ne désira jamais cette popularité des calculs égoïstes, vain bruit qui s'élève au souffle du premier caprice venu, et qui tombe toujours avec le bruit qu'apporte un autre caprice. Pie IX avait rêvé la popularité d'un patriotisme sincère; il la basa sur la vertu. Dieu, par la bouche du grand prophète [1], avait semblé lui dire : « Je vous ai réservé pour le temps propice, pour le jour du salut, afin de relever la terre et de recueillir mon héritage dispersé; pour dire à ceux qui sont dans les chaînes : Sortez! et à ceux qui sont dans les ténèbres : Voyez la lumière! »

Pie IX obéissait à la voix de Dieu : il pardonnait et voulait éclairer.

Le mot d'ordre des Sociétés secrètes, répété contre le Saint-Siége pendant trente ans, de journal en journal, de tribune en tribune, de pamphlets en pamphlets, à toutes les oreilles de la Chrétienté, avait été une accusation formelle d'intolérance, d'insoucieuse routine, ou d'aveuglement volontaire en face des éblouissantes lumières du siècle. Ces accusations, ressassées sous mille formes, obtinrent bien vite droit de bourgeoisie à l'étranger; elles trouvèrent à l'intérieur de sourds mécontentements qui les accueillirent, des hostilités ambitieuses qui les propagèrent. La paix de ces hommes n'était qu'avec la guerre, leur foi n'était que mensonge. Mais le mensonge avait si bien eu le temps de prendre les allures de la vérité, que tout ce que la Révolution désirait ou faisait, il semblait qu'elle le commandât.

A force d'opposer digues sur digues au torrent, les prédécesseurs de Pie IX étaient parvenus à le comprimer plus ou moins directement; cependant il débordait tan-

[1] *Proph. Isai.*, XLIX, 8 et 9.

tôt sur un point, tantôt sur un autre. Grossi par les orages, il portait partout le deuil et l'effroi. Pie IX n'avait pas, il ne pouvait pas avoir la prescience des complots. Il crut que les hommes ne se plaisaient point à faire toujours tomber le juste dans leurs piéges, parce qu'il leur était incommode. Son ambition fut de régner « comme un pasteur paît ses brebis, comme il ramasse avec son bras pastoral ses tendres agneaux, et qu'il porte lui-même les petits qui ne peuvent pas encore se soutenir [1]. »

Au milieu de cette course souterraine et continue de l'empire que les Sociétés secrètes ont organisée et à laquelle les princes s'abandonnèrent eux-mêmes en désespoir de cause, les meilleures, les plus pures intentions devaient être trahies, quelquefois par les événements, toujours par les hommes. La Révolution se proclamait le dernier mot et le triomphe définitif de l'histoire, et chaque nouveau symptôme de mort était pour les peuples un nouveau sujet d'étonnement. La foi s'éteignait; les intelligences, dispersées aux quatre vents du ciel, n'avaient plus de patrie.

Tout à coup une grande joïe est annoncée au monde chrétien. Un nouveau Pontife lui est donné, et la terre, remuée dans ses profondeurs, s'incline devant ce victorieux qui se révèle par le pardon.

Il est venu, il a vu et il a vaincu; car de son rapide passage dans sa cellule du Conclave à l'exaltation, il y a tout au plus l'intervalle d'une heure. Rome s'est subitement parée de ses habits de fête. Elle donne subitement le signal de la joie la plus expansive; elle va recevoir en échange la conspiration de l'amour et apprendre pour-

[1] *Proph. Isai.*, XL, 16.

quoi le volcan des Sociétés secrètes, qui éclate pour la couvrir de honte et de ruines, a dormi si longtemps sans jeter ni feu ni fumée.

Un grand poëte, qui, sans s'en douter peut-être, fut un grand politique, donne un salutaire conseil de clémence[1] :

Tuque prior, tu, parce, genus qui ducis Olympo,
Projice tela manu.

« Et toi, le premier, pardonne, toi qui tires des dieux ton origine, et rejette loin de ta main ces armes parricides. » Virgile formait ce vœu, Pie IX l'accomplit. Il ouvre à tous les exilés la route de la patrie. Son œuvre tenait plus de la bonté que de la puissance; et persuadé que l'ingratitude est toujours une faiblesse, il voulut que son peuple fût fort. Le peuple se réjouissait de l'amnistie par la seule raison qu'elle était une nouveauté; la Révolution s'empara de ces candides manifestations pour en faire un plan d'attaque contre l'Église. Le 16 juillet 1846, un mois après son avénement au trône, le Pontife avait, selon la parole même du décret, « jeté un regard de compassion sur cette jeunesse nombreuse et inexpérimentée qui, bien qu'entraînée par de trompeuses flatteries au milieu des tumultes politiques, lui semblait coupable plutôt de s'être laissé séduire que d'avoir séduit. »

Le Pontife s'était souvenu de ceux qui se lamentaient dans l'exil ou dans les fers, sans pouvoir s'imaginer qu'après les avoir délivrés, ils l'enchaîneraient lui-même. Ne pensant pas que les Révolutionnaires joignent la dissimulation du silence à l'hypocrisie de la parole et que de l'excès de l'incrédulité, ils peuvent sans transition tou-

[1] *Énéide*, l. VI, v. 834.

cher à l'excès de l'idolâtrie, il se crut appelé à réaliser ces temps d'une rare félicité où l'on pense comme l'on veut, où l'on parle comme on pense [1]. Il savait qu'à Rome la Providence a toujours été plus grande qu'ailleurs; il se contenta d'en être le bienfaisant interprète et d'aimer avec le cœur de son cœur.

Les exilés étaient pardonnés; ils ne voulurent pardonner à personne. Le souvenir, les actes, le nom même du pape Grégoire XVI étaient livrés aux insultes, car la mort ne ressemble pas à la fortune, elle ne trouve jamais de courtisans. Les premières joies de Pie IX furent donc des otages donnés au malheur. Les Révolutionnaires restaient cachés sous leur langue; seulement ils se montraient d'une telle intolérance, qu'ils affirmaient être victimes d'une injustice, dès qu'on n'en commettait pas plusieurs à leur profit. Le sacrilége même ne les effrayait pas, et on les vit aller en grande pompe à l'église San-Pietro-in-Vincoli, s'asseoir à « cette table sublime où, selon la parole de saint Pierre Damien [2], Dieu est tout à la fois le distributeur des aliments et l'aliment, le donateur et le don, celui qui offre et l'offrande, le convive et le festin. »

La bonne fortune devait être pour Pie IX une épreuve beaucoup plus rigoureuse que la mauvaise. Il la soutint en se défiant de ses forces, et en cherchant, tantôt par le conseil, tantôt par une intelligente bonne volonté, à enrayer le mouvement qui s'imprimait en son nom. Cette perpétuité de fêtes, dont il fut le héros et la victime, fatiguait son esprit, inquiétait sa conscience et troublait sa raison. Il sent déjà qu'un intérêt, autre que celui de

[1] Tacite, *Hist.*, l. Ier, 1.
[2] *Serm. LIX*, t. II, p. 315.

l'Église et même de l'État, l'emporte dans des sphères inconnues.

Pie IX témoignait à son peuple de Rome, à son peuple des provinces, le désir de voir cesser les manifestations de joie célébrant à perpétuité sa prise de possession du trône; mais le peuple, innocemment attelé par les Sociétés secrètes au char de la Révolution, trouve dans les plus sages comme dans les moins significatives réformes du Pape un nouvel aliment d'expansion. Les Sociétés secrètes, alors en permanence à Rome, étaient comme les eaux de la mer Rouge. A peine la verge de Moïse les avait-elle séparées, qu'un instant après elles se réunissaient de nouveau. On sentait instinctivement que tous les privilégiés du désordre formaient une ligue étroite, qu'ils se serraient les uns contre les autres comme sur le corps du dragon l'écaille est jointe à l'écaille. Selon Bossuet [1], « c'est un droit royal de pourvoir aux besoins du peuple. Qui l'entreprend au préjudice du peuple entreprend au préjudice du prince. » Les Sociétés secrètes le comprenaient bien ainsi.

Aspirant à prêter de la lumière au soleil, et semblables à ces hommes qui lèvent le fer dans une forêt, elles voulaient briser les ornements du temple avec la hache et le marteau, porter la flamme dans le sanctuaire et renverser à leurs pieds le tabernacle du nom de Dieu; mais leur pensée ne se dévoilait ni au Pontife ni au peuple. Elles avaient inauguré sur les places publiques l'insurrection des arcs de triomphe; elles espérèrent la faire peu à peu pénétrer dans les esprits. Elles suivirent cette ligne avec la ténacité d'un insecte qui veut arriver à son

[1] *Politique tirée de l'Écriture sainte*, t. Ier, p. 136.

gîte. Elles se turent devant les obstacles; et lassèrent toutes les patiences par leur imperturbable patience.

On comblait Pie IX de marques de respect et d'amour. L'amour néanmoins l'emportait, car le respect tient à distance et l'amour rapproche. Dans les hyperboles enfiévrées d'un lyrisme reconnaissant, leurs cœurs éprouvaient à chaque heure le besoin de remercier d'un bienfait. Mais, sous une savante phraséologie, chaque remercîment cache une nouvelle demande. Chaque jour apporte sa pierre au Golgotha que la Révolution élève sur le Capitole; et, les larmes aux yeux, Pie IX disait : « C'est le dimanche des Rameaux qui précède la Passion. » Il n'avait pas tardé à s'apercevoir en effet que la popularité, comme certaines fleurs éclatantes, a toujours quelque chose de vénéneux, car, dans l'histoire, il serait impossible de trouver une idole du peuple qui ait été véritablement un grand homme.

Pour l'enthousiasme des Romains, le Liban n'aurait pas eu assez de forêts ni la terre assez d'animaux pour leurs holocaustes; mais les exigences savaient vinaigrer la louange. Pie IX, comme l'Apôtre [1], pouvait se rendre le témoignage qu'il avait été charitable selon son pouvoir, et au delà même de son pouvoir. De temps à autre, il essayait de se lever afin de combattre le sanglier ravageant la vigne du Seigneur. Alors on se précipitait à ses genoux; puis, avec des paroles de vénération filiale, on le contraignait à se rasseoir sous des couronnes de roses et de laurier tressées en son honneur. Au milieu de ces enivrements de fête et de ces ovations sans but, il n'y avait déjà plus pour lui de réel que la douleur. La douleur envahissait son âme au moment même où il s'effor-

[1] *Epist. ad Corinth. secund.*, VIII, 3.

çait de sourire pour calmer ces effervescences de gratitude et cette fièvre de piété trop démonstrative.

Il avait pensé que des réformes, que des institutions nouvelles étaient opportunes. Il les accordait après étude préalable. Il simplifiait les rouages de l'administration; il créait des salles d'asile, fondait des écoles, ouvrait des dépôts de mendicité, réclamait l'ordre et l'économie dans le budget de l'État, régularisait la fortune publique et la justice criminelle ou civile. Ainsi il espérait graduellement arriver à délivrer les sujets pontificaux de la lèpre de doléances exagérées que le Mémorandum de 1831 et l'action des Sociétés secrètes leur communiquèrent.

Cette pensée était juste, ce sentiment était louable; mais il déplaçait la question que les Ventes et les Loges s'attribuaient le droit de poser à leur guise. Le bien-être matériel ou moral des populations vivant sur le Patrimoine de Saint-Pierre importait fort peu aux directeurs encore anonymes de ces mouvements. Ils avaient depuis longtemps rêvé et décrété l'agitation par un Pape. Pie IX, s'avançant lentement, mais résolûment vers le progrès, fut pour eux un drapeau. Ils déployèrent ce drapeau; ils le firent rayonner d'un bout du monde à l'autre, et ils exaltent révolutionnairement tout ce que le nouveau Pontife se contente de sanctifier. Une tempête d'hosannah surgit au même instant à tous les points du globe; Pie IX se vit, malgré lui, absorbé dans un immense tourbillon.

A côté des Sociétés bibliques, faisant cortége aux Sociétés secrètes et marchant derrière lord Minto, leur précurseur à la conquête de l'Italie, Rome voyait dans ses murs frappés de stupéfaction tous ces esprits déclassés qui n'ont plus de foi, mais qui, chaque matin, se con-

fectionnent un dieu de plâtre ou de carton, sauf à s'en faire, dans la soirée, un veau d'or.

Il y avait là, venus de l'Orient et de l'Occident, de fausses reines de Saba, des penseurs sans avenir, des idéologues sans raison, des Chrétiens de l'ère nouvelle, des Juifs passés à Luther, et des matérialistes enfouissant dans leurs sacs de nuit un culte moderne ou une religion de fabrique anglaise. Les Saint-Simoniens, les apôtres du libre échange, les Fouriéristes, les mauvais prêtres surtout affluaient dans cette Babel.

Ces réformateurs, qui étalaient d'hyperboliques enthousiasmes pour Pie IX, n'accouraient pas vers lui attirés par l'encens de ses prières. Plus il leur disait d'élever leurs cœurs vers le ciel, plus ils baissaient leurs yeux vers la terre. Nourrissant au fond de leurs pensées de sourdes inimitiés contre l'Église, ils essayaient, cymbales retentissantes, d'attacher leurs noms infimes à tout ce qui fait bruit. Ils offraient au peuple romain l'or, la myrrhe et l'encens de leur apostasie. Sans s'inquiéter de la misère des âmes et de l'aveuglement des esprits, ils annonçaient l'ère de la régénération universelle. Ils tendaient à des félicités indéfinies, quand l'espèce humaine était en voie de progrès vers la mort. En se préoccupant trop de la vie, ils perdaient ce qui seul lui donne sa vraie valeur.

Tous ces systèmes disparates, toutes ces éloquences enrouées d'incrédulité ou de sophisme, se concertaient, se réunissaient, s'aggloméraient, afin de donner au monde le diapason de l'amour pour Pie IX. On le savait Pape, c'est-à-dire représentant sous la triple tiare l'Église et l'assemblée universelle des Chrétiens. Par un inconcevable mépris des traditions sacrées et de l'histoire, on prétendit en faire une espèce de Pontife isolé.

Cette séparation du ministre de Jésus-Christ, n'ayant plus de prédécesseurs et virtuellement condamné à renoncer à ses successeurs, s'opérait au cri de : *Viva Pio nono solo!* retentissant autour des sept monts de la cité pontificale. Les Romains n'avaient voulu qu'honorer leur nouveau Pape. Surpris comme lui par ces avalanches d'enthousiasme, « ils voyaient, ainsi qu'au temps prédit par Ézéchiel, venir épouvante sur épouvante, calamité sur calamité. Ils recherchaient la vision du prophète; la loi périssait dans les prêtres et dans le Conseil des Anciens. Le roi pleurait et les mains du peuple tremblaient. Tous les genoux se dérobaient comme l'eau. »

Les Romains qui, avec le reste des hommes, ne savent pas pardonner de petites faiblesses à ceux qui déploient de grands talents ou de grandes vertus, subirent le contre-coup de l'émotion qu'ils avaient inspirée. Ils s'étaient levés pour saluer une clémence qui, ainsi que la force, a toujours une certaine majesté; ils se trouvaient encore debout, mais pour s'étonner de ne pas voir se réaliser leurs vœux à peine formés. L'œuvre de Pie IX était pleine de la gloire du Seigneur; et parce que l'espérance est le rêve de ceux qui veillent, on voulait faire de cette œuvre quelque chose d'humain. On la rabaissait en cherchant à l'élever au niveau des proportions terrestres; on la niait après en avoir eu l'intelligence. Jusqu'à ce jour, les Romains avaient cru qu'il valait mieux obéir tranquillement que de prendre le fardeau des affaires. A l'instigation du Radicalisme européen, une effrayante démangeaison de droits caducs et de pouvoirs impossibles s'empare subitement de leurs volontés; elle trouble leur repos par les plus étranges visions de l'orgueil national et individuel.

Le Pape comprit alors que ses intentions étaient méconnues et que son peuple entrait dans une fausse voie; mais alors il devenait impossible de reculer. Il n'était plus permis que de jeter à la dérobée quelques gouttes d'eau sur l'incendie, car « ceux qui gouvernent, dit Bossuet, font plus ou moins qu'ils ne pensent; et leurs conseils n'ont jamais manqué d'avoir des effets imprévus. »

Ces effets imprévus, signalés par le grand politique sacré, ne détournèrent pas néanmoins Pie IX du chemin qu'il s'était ouvert. Pour l'honneur des Pontifes passés, pour l'enseignement des Pontifes futurs, il importait de désintéresser le Saint-Siége de la banale accusation d'obscurantisme, d'ignorance préméditée ou d'opiniâtreté à s'opposer au progrès. L'expérience n'était pas entière; Pie IX résolut de laisser aux événements le soin de la compléter. Les événements donnèrent raison au Pontificat.

Les Sociétés secrètes n'ont encore obtenu que des bienfaits pour ainsi dire paternels; elles veulent arracher des droits politiques. Le Mémorandum, cet évangile inédit de l'insurrection, en a spécifié ou plutôt réservé trois, par l'organe de l'Angleterre : la liberté de la presse, une représentation nationale et la garde civique. Cette triple condition du bonheur des Romains, selon le Cabinet britannique, doit être remplie. Sur l'avis d'une congrégation de cardinaux, le Pape condescend à la première; la liberté de la presse inaugure son règne, le 15 mars 1847.

A l'instant même, *il Contemporaneo* devient le journal des avocats et médecins démagogues, du progrès anticatholique et des prêtres apostats. Il s'annonce comme ne voulant qu'éclairer, il va brûler. Il s'assigne la mission de prêcher l'ordre et le respect aux lois; on le verra, ne développant que la puissance de haïr, s'enivrer de la naïveté

de son orgueil et mesurer le génie de ses écrivains à la longueur de leurs phrases. Le journalisme est né, l'imposture acquiert donc droit de cité à Rome. La crainte y engendre la terreur; sous ces *Pères Duchesne* en sevrage, la terreur amende et mitige le principe de la discussion libre par l'assassinat. En 1792, la Révolution française égorgeait Suleau, un écrivain royaliste qui ne se croyait pas dans le meilleur des mondes possible; en 1848, l'abbé Ximenez, un journaliste d'avant-garde catholique, périt, à Rome, sous le poignard des Sociétés secrètes. Comme les égorgeurs français, le stylet romain répond à tout; il ferme la bouche à ceux qui n'admirent pas [1].

La liberté de la presse a pour corollaire, pour satellite indispensable, la garde nationale. Quand la Révolution française sentit la nécessité de faire entrer cet élément de désordre dans son programme de décomposition, elle inventa « un stratagème plus ingénieux que coupable », au dire de M. Thiers. Elle improvisa des hordes de malfaiteurs imaginaires qui se mettaient en marche pour assiéger les villes et rançonner les campagnes. Ces malfaiteurs, signalés partout au même moment, ne furent aperçus nulle part; on ne les trouva que sous le drapeau de l'anarchie citoyenne.

Dans les premiers jours de juillet 1847, dans ce temps où les Sociétés secrètes se jouaient de l'argent, comme si

[1] Sous le coup de cet assassinat, les rédacteurs du *Labaro*, intimidés, signèrent la déclaration suivante :

« Un de nos confrères est tombé hier frappé d'un coup de stylet porté par un bras inconnu. La liberté d'opinion et la liberté personnelle, garanties par les lois, ne pouvant nous être assurées par un pouvoir en dissolution, la rédaction du journal est d'avis d'en suspendre la publication jusqu'à ce que les lois aient recouvré leur pleine et entière vigueur. »

la prodigalité eût été un calcul et une chance de gain contre l'Église, on sent que tout n'est pas dit, que tout n'est pas consommé à Rome. Le Sacré Collége et les Ordres religieux y conservent leur prestige. La fidélité de l'armée n'est pas encore ébranlée; elle voit à sa tête des officiers qui mettent leur intelligente et courageuse activité au service du Souverain Pontife. Cédant à des prières qui furent les menaces de la peur, Pie IX a, le 5 juillet, jeté les bases d'une organisation future de garde civique. Cette institution n'est encore qu'en projet sur le papier; mais, dans les clubs, elle s'est légalisé à elle-même un brevet d'existence. Il faut qu'elle s'arme en tumulte et en révolte pour ne pas mentir à son origine d'armée démagogique de l'ordre public.

On a appelé Rome à secouer une poussière honteuse:

Scuoti, o Roma, la polvere indegna.

On a enveloppé le peuple dans un réseau d'admirations historiques pour ses grandeurs passées et de poétiques espérances pour ses destinées futures. On l'a enivré du vin de la liberté et de l'alcool du progrès. Dans chaque cité, dans chaque village du Patrimoine de Saint-Pierre, le même travail de subornation s'est opéré; partout il a produit les mêmes résultats. Partout on a placé le labyrinthe de Crète sur le cratère de l'Etna, car c'est la confusion dans l'incendie que les Sociétés occultes ont ménagée contre le Saint-Siége. La garde nationale doit accélérer cette confusion; la garde nationale sort tout armée d'une de ces paniques qu'on réserve aux peuples révolutionnés pour les honorer dans les théâtrales magnificences de leur courage. La garde nationale se compose de quelques meneurs audacieux et d'une tourbe de créatures trop timides

pour oser le crime, trop lâches pour risquer la vertu. On a voulu l'erreur, on a voulu le mal; l'erreur et le mal agissent selon leur nature.

Afin de tuer tous les cultes et de ne laisser debout sur leurs ruines que le fanatisme de l'anarchie, la Révolution aspire à faire table rase du prêtre et de l'autel; mais elle garde religieusement dans son cœur la superstition des anniversaires. La prise de la Bastille est pour elle une date fatidique. Le 14 juillet donc, un bruit sinistre s'échappe des Sociétés secrètes; une clameur insensée y répond. Le Pape, Rome et le peuple sont menacés de périls immenses. Un complot est formé par une fraction du Sacré Collége et par les chefs de l'armée. C'est la Saint-Barthélemy doublée des Vêpres siciliennes qui se trame dans l'ombre. La cloche du Capitole va donner le signal. On persuade au peuple que les premiers glas funèbres se font entendre. Saisi de l'épouvante si habilement semée, le peuple court aux armes. Les Sociétés secrètes en ont mis à sa disposition. Le peuple attend ses bourreaux, qui ne viennent pas; mais, dans cette nouvelle journée des Dupes, la Révolution s'est débarrassée des rares dévouements qui gênaient son action. Maîtresse de toutes les issues du Pouvoir et distribuant ses mots d'ordre à la garde citoyenne, elle va dominer par la terreur et embastiller la conscience publique.

L'expérience des grands principes de 1789 se fait dans la capitale même du monde chrétien, où, comme le prophète Jonas, le Pontife consent à être jeté au milieu des flots afin d'apaiser la tempête. Et la liberté, la raison et la philosophie y deviennent des filles perdues; elles ne peuvent plus être corrigées que par la force. L'épreuve des rapides et funestes tendresses du peuple romain a été

tentée. Le résultat est le même que dans l'histoire, il n'y a de changé que le nom.

Pie IX n'aurait pas eu de plus grande joie que d'apprendre que ses enfants marchaient dans la vérité. Il les voyait venir à lui, muets et masqués comme Chéréas. On émancipait le blasphème et le désespoir. Quand ils se proclamaient les sages, ils devenaient insensés [1].

L'insurrection était plutôt en permanence dans la rue que dans les esprits; mais les écrivains, mercenaires attachés à la glèbe périodique, mais les publicistes ambulants dont la mémoire nomade allait recueillant un principe à Berlin, un sentiment à Vienne, un axiome philosophique à Paris, une pensée à Francfort et une bannière partout, ne voulaient pas laisser à ce peuple une heure de silence ou de réflexion. C'était le Juif errant de l'enthousiasme; il fut condamné par ses dominateurs à toujours marcher dans la voie des innovations. Ses dominateurs, forçats d'hier, grands citoyens d'aujourd'hui, firent à son aveugle et incommensurable orgueil un piédestal de toutes les souillures et de tous les attentats.

N'ayant jamais oublié qu'il est écrit [2] : « La langue menteuse sied mal à un prince », Pie IX ne songeait ni à trahir ses devoirs ni à renoncer aux espérances de son cœur. Comme au *Deutéronome* [3], il disait souvent à son peuple : « Tu seras frappé dans ton corps de pauvreté, de peste, de froid et de chaud; dans ton esprit, de folie, de sécheresse et de fureur. Le ciel sera de fer sur ta tête et d'airain sous tes pieds. Ta rosée sera la poussière. » Mais quand ces pressentiments prophétiques s'étaient

[1] *Epist. B. Pauli ad Romanos*, I, 22.
[2] *Proverb.*, XVII, 7.
[3] *Deuteron.*, XXVIII, 22.

échappés de son âme de Souverain, la compassion du Père se substituait à la justice.

Il ne voulait pas qu'il fût fait à sa ville pontificale comme à Silo, ancienne demeure de l'Arche, que Dieu a détruite et rejetée. Pour conjurer de plus grands désastres, qu'il entrevoyait dans un prochain avenir, Pie IX s'efforçait de lutter contre le torrent et de lui chercher une issue. Il n'avait pas réussi à faire tout le bien que rêvait son cœur; on faisait en son nom tout le mal qu'il ne voulait pas. Il ne s'agissait plus de parler, mais de gouverner. Les gouvernants, semblables à des fruits précoces qui tombent aussitôt qu'on les agite, ne se présentaient que pour donner des conseils d'une fausse sagesse.

Dans les luttes civiles, l'autorité publique assure toujours l'avantage à qui sait s'en servir avec à-propos et vigueur; mais, par malheur, ce n'est qu'après une première expérience des révolutions que l'on commence à s'apercevoir de leur faiblesse réelle. Pie IX ne voulait pas, il ne pouvait pas sévir; il ne lui restait donc qu'à accorder. De l'avis des Cardinaux, le 2 octobre, il municipalise la ville de Rome; le 22, il donne à ses sujets la Consulte d'État. C'est la législation et l'administration du pays confiées au pays lui-même par le Souverain.

Les trois vœux anglais, que le Mémorandum de 1831 regarda comme une utopie britannique, sont réalisés. Pie IX a fait marcher son peuple à pas de géant, et ce peuple, qui est toujours ainsi qu'au temps de Tacite, *novarum rerum cupiens pavidusque*, s'étonne de son immobilité. Elle lui pèse comme un vêtement importun; il lui faut une agitation sans but et des fêtes sans joie. Lord Minto arrive à Rome pour développer jusqu'au paroxysme ce besoin de mouvement. Le *God save the Queen* remplace

les hymnes à Pie IX. Les Sociétés secrètes reconnaissantes décernent, au pied du Vatican, une perpétuelle ovation à l'Anglais qui secoue sur l'Italie les torches de la guerre aux croyances.

Quand la poussière des tombeaux aura étouffé toutes ces ingratitudes des hommes, quand l'histoire, qui doit être sans pitié pour les dupes, les aura placées au même rang que les coupables, la postérité ne pourra ni comprendre ni expliquer de quelle manière un peuple entier se laisse tomber comme une pierre au fond des eaux. Ce peuple a reçu, en moins de dix-huit mois, tous les bienfaits qu'il aurait été heureux d'attendre pendant un siècle entier; et la fièvre des innovations subites lui a été si tristement communiquée par les Sociétés secrètes, que les membres mêmes de la Consulte d'État se montrent aussi ardents que la rue à poursuivre une chimère. Ils ont besoin, toujours besoin d'épancher la reconnaissance dont leur âme déborde en l'honneur du Pontife. Mais cette spontanéité de gratitude a été délibérée, rédigée et mise au net par les avocats de Bologne, quinze jours au moins avant la réunion de la Consulte, de sorte qu'ils ne sont que les porte-voix d'une reconnaissance fabriquée à Bologne pour exciter les passions à Rome. Les conspirateurs échelonnent ainsi l'enthousiasme et règlent à distance les coups qu'il faut frapper. Dans leurs sillons, ils avaient semé l'impiété tempérée par l'ingratitude; ils recueillaient l'injustice. Aspirant la louange comme une chatte boit le lait, ils se laissaient proclamer, ils daignaient eux-mêmes se croire magnanimes; et ils poussaient cette sublimité jusqu'à l'insolence d'une audace exempte de péril.

Le Pape en était arrivé aux sacrifices sans compensation et à la lutte morale sans espérance. Trahi par les uns,

abandonné par les autres et encore ironiquement adoré par tous, il se voyait, comme dans la passion de Jésus-Christ, appelé roi par ceux qui conjuraient sa ruine. Le salut ne pouvait plus venir de la terre, Pie IX le chercha plus haut. Il remit sa cause entre les mains de Dieu : Dieu prononça selon la justice et la vérité.

Mais les événements, qui s'accumulaient comme une tempête, ne permettaient pas plus la réflexion que la prudence. L'Église et les monarchies allaient faire l'expérience des profits que les gens qui parlent en conspirant peuvent réaliser dans le bouleversement des empires, car la Révolution avait si bien dressé ses batteries, qu'elle se proposait de jouer tout simplement le coup comme sur un échiquier. Les rois de l'Europe étaient ses complices, et, ainsi que dans les prophéties d'Isaie[1], « les princes de Tanis perdaient le sens; ces sages conseillers de Pharaon donnaient un conseil plein de folie. »

Quand Ciceruacchio, escaladant la voiture du Pontife et agitant aux yeux de la foule le drapeau aux trois couleurs italiennes, criait : Coraggio, Santo-Padre! M. Thiers, au nom de la France libérale, répondait du haut de la tribune à cet appel du grotesque Masaniello des Sociétés secrètes. « Courage, Saint-Père! » répétait l'orateur constitutionnel; de sorte que le cabaretier de Rome et l'historien de la Révolution se confondaient dans le même vœu superflu.

En effet, le courage personnel ne faisait pas plus défaut à Pie IX que la résolution catholique. Mais il était arrivé à ce point de la difficulté que Mirabeau, dans ses combinaisons tout à la fois révolutionnaires et conservatrices, résume en ces mots d'une merveilleuse sagacité : « Il ne

[1] *Isaïe*, XIX, 11.

faut pas, écrit-il [1], s'imaginer pouvoir sortir d'un grand péril sans un péril, et toutes les forces des hommes d'État doivent être employées à préparer, tempérer, diriger et limiter la crise et non à empêcher qu'il y en ait une, ce qui est entièrement impossible, ni même à la reculer, ce qui ne servirait qu'à la rendre plus violente. »

Par un étrange concours de circonstances, le plus audacieux des tribuns et le plus doux des pontifes se trouvent dans la même situation. Elle leur inspire le même plan. Le tribun qui l'a conçu y échouera; le Pape, qui l'a involontairement exécuté, réussira par lui, car sa victoire est le triomphe de l'Église sur les idées révolutionnaires, comme ses premiers actes politiques furent la manifestation humaine de cette même Église.

La Démagogie n'a pas encore eu l'occasion de demander la liberté aux rois de Prusse, de Sardaigne et de Naples; ils se jettent à ses pieds pour la supplier d'accepter la licence. Avec de fausses démonstrations de joie, ils osent se mettre la camisole de force des princes constitutionnels. La crise sociale avance, et comme on ne monte jamais si haut que lorsqu'on ne sait où l'on va, elle s'étend, elle se propage. Mais, à l'étonnement même de ceux qui la dirigent, au lieu de se présenter antichrétienne, elle se pare d'une couleur catholique.

A Paris et à Vienne, à Berlin et à Milan, les rêveurs littéraires, les esthéticiens spiritualistes, les logiciens effrénés, les dramaturges déclamateurs, s'arrêtent dans leur effervescente crudité d'irréligion. Tous, au souvenir de Pie IX, sentent leurs âmes se retremper comme dans un nouveau baptême.

L'idée antichrétienne et antiromaine, poursuivie dans

[1] *Correspondance de Mirabeau avec le comte de la Marck.*

l'arcane de la haute Vente, est miraculeusement abandonnée; on lui substitue une idée antisociale. A ceux qui s'enorgueillissent de ne rien respecter, Pie IX inspire involontairement le respect des choses saintes. On prête à ce Pape un rôle si neuf, on l'a peint si beau, si bon, si admirablement disposé, que chez les Démocrates étrangers l'imagination devient la complice du cœur. Pie IX a été accepté comme un apôtre des réformes; cet horoscope rejaillit sur l'Église tout entière. Dans le cataclysme prévu, il va la préserver d'un désastre imminent. Les Sociétés secrètes ne peuvent s'opposer à ce mouvement providentiel, elles s'y associent; puis, le 24 février 1848, Paris donne le signal de la révolution européenne.

Cette insurrection mère était du genre de celles que décrit Tacite : [1] « Peu la conçurent; la plupart la voulaient, tous la souffrirent. » Elle prend Louis-Philippe d'Orléans pour point de mire; et alors elle était une justice du ciel, car la puissance sans droit est la plus détestable chose qu'on puisse imaginer. L'insurrection éclatait par des moqueries; elle débordait par des jeux de mots; elle sonnait ses fanfares à coups de sifflet. Sans frein, mais sans passion, elle assistait à la chute du trône qu'elle avait élevé dans un jour de colère. Le roi de Juillet fuyait sans être suivi, sans être poursuivi; et ses hommes perdaient leurs emplois, mais leurs emplois n'y perdirent rien. Dans les rues, sur les places publiques, au foyer même de la famille, il n'y eut qu'un cri. Tout le monde vit la main de Dieu dans une punition aussi éclatante. Chacun disait : Leurs pères ont péché; ne faut-il pas qu'ils en expient les iniquités?

Lorsque, le 21 janvier 1793, Louis XVI parut sur la

[1] Tacite, *Hist.*, l. Ier, XXVIII.

place où la Révolution avait dressé son échafaud, il se trouva près du royal martyr un prêtre qui, avec la France entière, lui dit : « Fils de saint Louis, montez au ciel ! » Lorsque, au 24 février 1848, Louis-Philippe d'Orléans, qui se proscrivait lui-même, arriva sur cette même place sans nom, il ne vit auprès de lui qu'un avocat juif escortant quelques insurgés. Et ce Juif lui disait : « Fils du citoyen Égalité, montez en fiacre. »

La France, qui aime à se jeter régulièrement à l'eau une fois au moins tous les quinze ans pour savoir si elle pourra s'en tirer, n'avait plus de maître, plus d'autorité : c'est à peine s'il lui restait des lois. Un gouvernement, n'ayant de rassurant que son titre de provisoire, suppléait à tout. Composé d'avocats, de poëtes, d'astronomes, d'écrivains, de juifs et d'ouvriers, il allait décrétant jusqu'à extinction. Contrairement à tout ce qui s'est vu, à tout ce qui s'est fait au bon temps où la liberté, l'égalité et la fraternité étaient expliquées par la mort, l'Église, enveloppée dans l'auréole de Pie IX, n'a pas plus d'épreuves à souffrir que de martyre à redouter. Elle ne subira d'autre violence que celle de bénir des arbres de la liberté, et de rappeler au peuple souverain qu'il y a un Dieu dans le ciel et un Pape sur la terre.

La Révolution de février 1848 s'est inaugurée sous ces auspices ; disons à sa décharge qu'elle s'achèvera dans la même pensée. C'est peut-être pour cela que Proudhon, l'auteur de la maxime : Dieu est le mal, a écrit [1] : « On n'aurait jamais cru, sans la Révolution de février, qu'il y eût autant de bêtise au fond d'un public français. »

Éveillée comme en sursaut par ce coup de tonnerre, la Démagogie s'empresse de faire collection de cadavres

[1] *Confessions d'un révolutionnaire*, par Proudhon, p. 93.

pour les promener sur les boulevards à l'éclat sinistre des torches. Elle n'avait eu le temps ni de se compter ni de s'organiser. Elle trônait au palais des Tuileries et à l'hôtel de ville. Elle gouvernait dans la rue, mais par un incompréhensible renversement de toutes les traditions révolutionnaires, elle venait prier à l'église de sa paroisse. L'élan imprimé par la France ne fut pas suivi partout; mais du moins il atténua, il conjura les expansions d'impiété et les haines antisacerdotales que les Sociétés secrètes avaient mises à l'ordre du jour.

La Révolution fait son tour d'Europe. Elle heurte à la porte des royaumes, et elle ne trouve pas un prince pour l'arrêter dans sa course vagabonde. Elle est à Vienne; elle s'abat sur Milan, Florence et Parme; elle trône à Berlin, à Dresde et à Francfort. Les uns, comme Louis-Philippe d'Orléans, s'étaient dérobés par la fuite aux conséquences de l'usurpation; les autres, comme Frédéric-Guillaume IV de Prusse, vinrent humblement saluer le cercueil triomphal des quelques misérables qui avaient renversé leur trône à coups de pierres. A l'exception de l'empereur Nicolas, qui osa regarder la Révolution en face et qui, par conséquent, la fit reculer, comme il avait fait reculer les assassins (car c'est une chose remarquable que, dans un siècle de régicide, l'empereur Nicolas n'ait jamais été menacé dans sa vie), tous les Rois inclinèrent leur couronne sous la main de l'insurrection. Ainsi que les bergers des Alpes dormant au bord des précipices, les princes avaient sommeillé. Pour se faire pardonner leur sommeil, ils traitaient l'ordre social comme ces malades désespérés, que les médecins n'astreignent plus à aucun remède et avec lesquels ils ne disputent plus sur aucune prescription.

L'idée révolutionnaire n'est vigoureuse que dans les ténèbres d'un complot ou au milieu des débordements de la force brutale. Le succès ou la résistance la divise ou l'abat. Les Sociétés secrètes s'éparpillèrent et firent dégénérer le mouvement en émeute. Mais dans ces jours où le sol tremble et où les ténèbres s'épaississent, on vit les princes faire silence et l'homme se rapprocher et se resserrer sous l'aile de Dieu, comme dans les cataclymes de la nature les lions et les tigres ne rugissent plus et laissent passer l'ouragan.

L'ouragan se déchaînait au nord et au midi : cependant la Révolution était une cloche qui a une fente. Elle faisait du bruit; mais elle ne sonnait pas. Les Démagogues par métier ne comprenaient rien à cette situation; ils ignoraient que le temps avait changé la couleur de leurs rêves avec celle de leurs cheveux. Ils prétendaient unifier l'Allemagne et l'Italie. Chaque fraction de pays s'attribuait un drapeau différent; chaque citoyen arborait sa cocarde particulière. On proclamait la République universelle; on fraternisait dans des étreintes déclamatoires; et au fond de cette Révolution imprévue et anticipée, personne n'eut le droit de dire comme le vieil empereur Galba : « Si la République pouvait être rétablie, nous étions dignes qu'elle commençât par nous. »

C'est ici en effet le malheur de la Révolution, et par contre-coup le bonheur de l'Europe. Les embûches des Sociétés secrètes avaient été admirablement dressées. Elles avaient enrégimenté des multitudes de mercenaires; mais, dans leurs rivalités souterraines, elles s'étaient efforcées d'affaiblir la puissance individuelle au profit de l'impuissance collective. Elles étouffaient le génie du mal pour développer le mal lui-même jusqu'à l'abrutissement.

Le cardinal de Retz, qui professa la science de la Fronde, a dit[1] : « Je suis persuadé qu'il faut de plus grandes qualités pour former un bon chef de parti que pour faire un bon empereur de l'univers. »

Les Sociétés secrètes ne suivirent pas ce conseil. Elles se sont créé un peuple de tous ces fils adoptifs de l'échafaud, qui ont le vice pour aïeul et la prostitution pour mère. Ce peuple était choisi entre mille, elles devaient en extraire une foule de célébrités méconnues. De Paris à Venise, de Presbourg à Berlin, de Florence à Francfort, la Révolution ne produisit que des avocats plaidants ou non plaidants et une collection de poëtes sur le retour, ne demandant pas mieux que d'échanger leur vieille lyre contre les faisceaux consulaires. Dans un passage que lui emprunte saint Augustin, Cicéron s'écriait : « Méfiez-vous des poëtes, surtout quand ils ambitionnent la faveur populaire et les applaudissements de la foule. Que de passions ils enflamment! quelles terreurs ils soulèvent dans les âmes! quelles ténèbres ils répandent dans les cœurs! » Cicéron avait dit cela, la Révolution de 1848 fit précisément le contraire. C'est l'année du bombardement de toutes les capitales de l'Europe, mais c'est aussi le règne des poëtes et des philosophes humanitaires. Lamartine à Paris, Montanelli et Giusti à Florence, Hartmann à Prague, Raveaux à Cologne, Massimo d'Azeglio et Brofferio à Turin, Arnold Ruge à Francfort, Ludwig Uhland et Anastasius Grün à Dresde et à Leipzig, Tommaseo à Venise, Mamiani et Sterbini à Rome, Mazzini partout, vont défricher ce qu'ils appellent le terrain du droit. Le sentimentalisme omnicolore qu'affecte leur parole fait déborder l'orgueil individuel dont toutes ces muses surannées se

[1] *Mémoires du cardinal de Retz*, t. Ier, p. 36.

sont nourries pendant si longtemps. De cette mixture de poëtes, il sortira peut-être, comme de la foule des avocats, un tribun qui ne s'occupera que de sa personne, tout en travaillant au nom du peuple à rendre la patrie universelle grande et heureuse ; ce tribun ne sera pas plus guerrier qu'homme d'État. Les Sociétés secrètes ont nivelé; la Révolution n'a donc pas de chef.

C'était un corps qui avait mille bras et pas une seule tête. Des crimes pouvaient bien être commis ; de sinistres attentats allaient effrayer l'humanité en Hongrie, en Autriche et en Toscane, car les partis extrêmes ont, dans leurs agitations, quelque chose de la nature du tigre. Après avoir flairé le sang, ils veulent s'en rassasier. Mais le sang répandu, les victimes dévorées ne constituaient pas une force morale. Les Sociétés secrètes s'étaient préparé une armée de rebelles à Dieu, aux princes et aux lois. Il en sortait des hordes de Communistes invoquant le droit au travail et le résumant dans le droit au bonheur de ne rien faire, en attendant l'heure du partage sériaire.

Quand ces troupeaux altérés de jouissances physiques s'échappèrent des ateliers nationaux, où la peur républicaine les avait momentanément parqués, il n'y eut qu'un cri. La propriété était aussi bien menacée que la justice ; le commerce se voyait aussi radicalement atteint que le droit. Alors, comme dans les saintes Écritures, les marchands du monde entier se mirent à déplorer la chute de toutes les Babylones. Ils se disaient les uns aux autres [1] : Personne n'achètera plus ni les beaux ouvrages d'or et d'argent, ni les pierreries, ni les parfums, ni les chevaux, ni les carrosses, ni les esclaves, ni l'âme des hommes.

[1] *Apocalyps.*, XVII, 8.

La passion du bon, du vrai et du beau s'était éteinte au cœur des peuples. Flattant sans pudeur le roi qui les gouvernait et baisant la main qu'ils ne pouvaient couper, les peuples étaient devenus comme ce pauvre qui cherche des raisins après la vendange. Ils se lamentaient des maux présents, ils se désolaient des calamités futures.

Dans cette explosion unanime de douleurs, la même pensée vint en même temps à tous les esprits. Pour échapper au sac des Communistes, l'Europe entière se jeta dans les bras du despotisme militaire. Les Libéraux canonisèrent le sabre comme la dernière raison constitutionnelle. Le sabre fut tiré, et, au milieu de ces longues batailles des rues, les armées eurent bien vite le secret de ces multitudes d'insensés qui, enivrés de liqueurs fortes encore plus que de poudre, maudissaient les riches et demandaient un morceau de pain à la pointe des baïonnettes. Les armées apprirent que la Démagogie est un cheval fougueux dont il est impossible de faire quelque chose avant de l'avoir dompté. L'Europe laissa à un général républicain l'initiative de cette expérience; Cavaignac le premier eut la gloire de faire reculer le monstre.

Le sang coula à grands flots dans les rues de Paris, car les Français, qui, comme lord Chesterfield l'écrivait à Montesquieu, savent élever des barricades, ne sauront jamais élever de barrières. Ce sang féconda les courages. A la vue d'un péril commun, il reconstitua dans les âmes le principe de fraternité nationale que les divisions et les haines de parti avaient si cruellement affaibli. L'armée et le peuple combattaient pour préserver la famille. L'archevêque de Paris s'élance à son tour sur les barricades, et le bon pasteur donne sa vie pour ses brebis.

A la France, prenant quelquefois les dangers pour des

spectacles et les malheurs publics pour des curiosités, on peut toujours répéter ce que le poëte florentin disait à sa patrie[1] : « Que de fois je t'ai vue changer tes lois, tes monnaies, ton gouvernement! Si tu as bon souvenir et que ton œil s'ouvre à la lumière, tu verras que tu ressembles au pauvre malade qui change de place dans son lit de plume afin de tromper sa douleur. »

En 1848, la France entrevit l'abîme. Après s'être arrêtée sur ses bords, elle voulut aussi y arrêter l'Europe. La Révolution, promptement épuisée, ressemblait à une baleine échouée sur le rivage; elle avait des soubresauts d'agonisante, mais la vie s'éteignait peu à peu. L'on comprenait qu'il était impossible de rallumer un éclair.

La lutte devait partout être sanglante : elle ne laissait cependant aucune incertitude aux esprits. On sentait qu'elle finirait par le triomphe de l'ordre social, car les armées, un instant démoralisées, se réorganisaient à la voix des peuples. Elles se retrempaient dans l'obéissance et le dévouement. Les vieux chefs reparaissaient à leur tête. En Autriche Windischgrætz et Jellachich, le prince de Prusse et Wrangel à Berlin, Filangieri à Naples, Radetzki dans le royaume Lombardo-Vénitien allaient, à l'exemple des généraux français, jeter leurs épées dans la balance.

A ce moment où un péril universel inspire, comme le mal de mer, toutes les transes du plus profond égoïsme, un attendrissement involontaire et une respectueuse pitié fixent les regards de l'univers chrétien sur le centre de la Catholicité. La cause de Pie IX est la cause de tous et de chacun; pour la première et pour la dernière fois sans doute une révolution fut maudite par les révolutionnaires.

[1] Dante, *Div. comm. Inf.*, ch. VII, v. 145 à 151.

Les secousses dont l'Europe est agitée, les tremblements de terre qui éclatent à heure fixe dans ses diverses capitales, portent au plus haut degré la perturbation en Italie. Cette perturbation s'agglomère sur la Ville sainte; elle s'y discipline pour le désordre. Le jour des satisfactions de la Vente suprême a lui; les Sociétés secrètes, maîtresses de la personne de Pie IX, vont enfin couronner leur œuvre par le déshonneur et l'abolition du Pontificat. Elles conspirent pour faire tomber le Juste en faute, car un des plus intrépides défenseurs de Rome, Salvien, évêque de Marseille, a écrit[1] : « L'Église de Dieu est comme l'œil. En effet, si une petite impureté se glisse dans l'œil, elle obscurcit toute la clarté; de même, dans le corps ecclésiastique, si un petit nombre est taché, presque tout l'éclat de la splendeur sacerdotale s'en ressent. »

Les Rois ont marché dans les ténèbres, et ils ont chancelé. Il faut tellement épaissir ces ténèbres autour de Pie IX qu'il ne lui restera plus même le choix des malheurs. Et, avec un art infernal, on tend des piéges à sa bonne foi. On lui crée difficultés sur difficultés; on entasse obstacles sur obstacles. On l'a privé de ses conseillers et de ses défenseurs naturels : on ne lui donne pour soutiens que des roseaux ou des hommes à qui tout peut être refusé, excepté l'art de tourner à tout vent. Lorsque, assailli de menaces et en butte aux colères de la rue, le Pape s'interroge pour pénétrer les motifs apparents d'un semblable changement, il ne s'échappe jamais de sa bouche ou de son cœur un reproche d'ingratitude. Il se demande seulement : *Popule meus, quid feci tibi?* et ne trouvant dans sa mémoire que des bienfaits, il re-

[1] *De gub. Dei*, lib. VII.

met sa cause entre la main des justices divines, puisque celles d'ici-bas sont aussi aveugles qu'inintelligentes.

« Très-peu d'hommes doivent devenir ministres, disait Robert Walpole, car il ne convient pas qu'un trop grand nombre sachent combien l'espèce humaine est méchante. » Cet axiome d'un politique consommé est retourné contre le Pape. On le fait passer trois fois par semaine d'un ministère libéral à un ministère révolutionnaire. Il y en eut peu de bons, quelques-uns d'insignifiants, plusieurs de mauvais. Le souffle populaire qui les apporta les enleva bientôt après, sans leur permettre de laisser au Quirinal d'autres traces que la conviction d'une impuissance absolue. La Révolution avait établi son quartier général à Rome; sous la lettre de marque du Pontife, elle prétend s'armer en corsaire pour revenir plus tard détruire le Pontificat. Ces ministres de passage n'ont pas même la permission d'ouvrir les dépêches à eux adressées. Le Club s'est réservé ce droit. Il intercepte les courriers, communique ce qui lui convient, tait ou dénature les nouvelles, puis forme un esprit public à la hauteur de ses espérances ou à la bassesse de ses projets.

Par une suite de fortunés désastres, la sagesse, qui a autant d'avantages sur l'imprudence que la lumière en a sur les ténèbres, déjoua toutes les astuces; elle confondit toutes les ruses. On faisait parler, on faisait agir le Souverain. On l'entourait de respects imposteurs; on l'accablait de caresses trompeuses, mais pendant ce temps on se croisait en son nom et au nom du Christ. Dieu et l'Italie se coalisaient pour délivrer *nos frères Lombards*. La civilisation marchait contre la barbarie; l'armée pontificale, c'est-à-dire le Pape, devait accourir comme l'auxiliaire du roi Charles-Albert.

Les hésitations du caractère de ce prince l'avaient, depuis 1821, condamné à des remords sans repentir. Ne sachant ni pleurer ni sourire, éternellement ballotté entre son devoir monarchique et d'ambitieuses convoitises, Charles-Albert jeûnait pour se dispenser de bien faire. Il macérait son corps, afin de mettre les turbulences de son esprit en paix avec sa conscience. Ce Judas Machabée présomptif de l'Italie régénérée s'était enfin décidé à dégager son épée du mont-de-piété des révolutions. Il allait tenter le sort des armes pour essayer de cacher sous un lambeau de gloire les avortements de sa pensée italienne. Se croyant poursuivi par la fatalité, il avait plutôt négocié avec les clubs de Rome qu'avec Pie IX, afin d'associer la Papauté à ses aventures d'unité péninsulaire.

L'Autriche avait alors la Révolution dans son sein et à ses frontières. Tout lui était trahison, abaissement ou hostilité. La prise d'armes de Charles-Albert participait de ces trois éléments; mais l'empire d'Autriche qui, dans les péripéties de son histoire, a toujours puisé une vitalité nouvelle aux sources mêmes de ses désastres, ne s'étonna point des ingratitudes de ce royal client des jours prospères.

Tous les masques se déchiraient. Dans ce moment solennel, l'Autriche eut foi dans la Papauté. Retranchée derrière les limites qu'elle ne peut franchir et malgré les missions à double entente [1], malgré même les promesses

[1] La Révolution italienne ou étrangère avait un immense intérêt à faire croire que le chef de la Chrétienté prenait parti, même par les armes, dans la cause des Sociétés secrètes allant en guerre. Le Piémont envahit la Lombardie : on choisit ce moment pour persuader à quelques ministres de Pie IX que les finances de l'État sont obérées, et qu'un emprunt de cinq cent mille piastres est nécessaire pour parer aux événe-

cauteleusement faites en son nom, la Papauté ne sortit jamais de ces limites du devoir pastoral. Pierre resta toujours Pierre pour s'opposer d'abord, pour vaincre ensuite, sans avoir besoin d'entendre le chant du coq dans la maison du grand prêtre.

Les Sociétés secrètes arboraient le drapeau de l'indépendance italienne. Cette question, toujours agitée et toujours insoluble, n'était là que comme un leurre patriotique ou un mirage de nationalité. Démanteler l'Église par de perfides étais populaires et arriver à son anéantissement par la terreur, tel était le plan conçu. On avait fait aux Jésuites l'honneur de la haine; les Sociétés secrètes les proclamaient ennemis du Pape, et opposés dans l'ombre à toute idée de progrès.

Pie IX apprécie froidement et sainement les périls qui l'environnent. Il voit venir la tourmente; il s'y est préparé par la prière; il va y résister en développant un courage tout sacerdotal.

ments. Un prélat romain, Jean Corboli Bussi, se trouve tout naturellement indiqué par la Révolution comme l'envoyé le plus agréable au roi Charles-Albert. Corboli, esprit ambitieux et pénétrant, mais trop flexible, avait le malheur d'être cher aux Sociétés secrètes par quelques membres de sa famille qui en faisaient partie. Comme les erreurs d'un père sont de la nature des maladies organiques, et qu'elles se transmettent avec le sang, Corboli se chargea de la mission financière du Pape; mais peu à peu, volontairement ou tacitement, il accorda aux Sociétés secrètes le droit de la changer en mission guerroyante. Ses instructions portaient de se rendre à la cour de Turin; par de savantes lenteurs, il laissa si bien organiser son voyage, qu'au lieu d'aller à la cour de Turin, il arriva au camp piémontais, où sa présence fut acclamée comme une adhésion et une bénédiction du Pape. Corboli s'était aveuglé ou avait voulu tromper, en engageant l'Église dans un conflit tout humain. Lorsque, peu de jours après, parut l'Allocution du 29 avril, Corboli, désavoué et puni par le fait même, tomba victime ou d'un zèle *italien* trop irréfléchi, ou d'une imprudence calculée qui tendait à compromettre le Saint-Siége.

Dans cette crise, où un homme seul lutte contre l'effervescence des uns, le désespoir des autres et les sombres pronostics de tous, Pie IX a recouvré la placidité de son caractère et l'énergie du Pontificat. Déjà, le 11 février 1848, au moment où, acclamé par une foule immense, il a paru au balcon du Quirinal, d'où sa main a tant de fois béni, une consigne, un mot d'ordre évident s'est fait entendre. Ce mot d'ordre c'est : Plus de prêtres au gouvernement! Pie IX a recueilli ce cri; il y répond avec des paroles d'autorité souveraine : *Non posso, non debbo, non voglio*. Ces trois mots, éloquent résumé du pouvoir, du devoir et de la volonté, retentissent comme une protestation et un serment.

Plus particulièrement que les autres Ordres religieux, les Jésuites sont donc menacés dans leur liberté et dans leur vie. Le Pontife, qui, aux premiers jours de son exaltation, eut peut-être des sourires pour la popularité, ose intrépidement, par un *motu proprio* du 29 février 1848, prendre les persécutés sous l'égide de sa justice. Il les honore aux yeux même de leurs ennemis. La garde civique refuse son concours à cette protection; un mois après, le 28 mars, Pie IX, qui ne peut plus défendre la Compagnie de Jésus, la sauve encore en l'arrachant de Rome.

Quelques jours auparavant, on jetait à cet insatiable peuple des révolutions un statut fondamental à dévorer. Il a enfin une Constitution civile; il s'en fabrique un jouet [1].

[1] Il a été souvent dit que le Pape le premier avait donné la Constitution à ses États. Le plus simple rapprochement de dates répond à cette assertion.

Le 29 janvier 1848, le roi des Deux-Siciles promulgue la Constitution.

Les choses étaient dans cet état lorsque la question fut encore plus clairement posée et plus énergiquement résolue. Les portes de la Ville éternelle, qui se ferment devant la vertu, s'ouvrent à deux battants pour accueillir tous les vices. Les Sociétés secrètes agitent le drapeau de l'indépendance au-dessus de la tête de Pie IX; elles rêvent de déposer elles-mêmes ce drapeau entre ses mains, comme pour en faire le Labarum de la Révolution, et peut-être amener l'Autriche à se séparer par un schisme de l'Église romaine, qui lui déclare traîtreusement la guerre, lorsque l'Empire est en proie à tous les déchirements intérieurs. Le Piémontais Durando a été imposé par les Clubs comme général de l'armée pontificale.

Dans le pêle-mêle d'ordres et de contre-ordres que chacun s'attribuait l'autorité de donner, le général n'en reçut qu'un du Pontife. Gardez mes frontières, lui dit Pie IX. Un second ordre, sollicité par Durando, dut être basé sur quelques lignes écrites par le cardinal Antonelli et reflétant toute la pensée du Saint-Père. Le Cardinal indiquait dans ces lignes le sens et la portée des intentions de Pie IX, que l'Allocution du 29 avril 1848 va bientôt développer. Cette note est à peu près conçue en ces termes : « Dans la gravité des circonstances, on doit se régler de manière à sauvegarder la sûreté et l'indépendance des États romains. »

Plus obéissant aux intérêts de la Révolution qu'aux ordres du Pape, Durando veut, au nom de Pie IX, engager

Le 4 février 1848, Charles-Albert donne son Statuto.

Le 17 du même mois et de la même année, le Grand-Duc de Toscane imite Charles-Albert et Ferdinand de Naples.

Le 14 mars 1848 seulement, le Pape suit cette impulsion et signe le statut fondamental.



Typ. Henri Plon

LE CARDINAL ANTONELLI.

l'armée dans la campagne déjà ouverte. Il franchit le Pô. Le cardinal Antonelli a sa journée de ministère; il en profite pour seconder le vœu de son maître. Au milieu de ces félonies et de ces abaissements, un acte de fidélité, un trait d'audace réfléchie, ce sont des roses de l'arrière-saison qui doivent à leur parfum même un charme tout particulier.

Le 29 avril, les Cardinaux se réunissent en Consistoire secret. L'Italie est en feu; le Sacré Collége est calme et résigné. Pie IX lui adresse l'Allocution suivante :

« Plus d'une fois, vénérables frères, nous nous sommes élevé parmi vous contre l'audace de quelques hommes qui n'ont pas eu honte de faire à nous et au Saint-Siége apostolique l'injure de dire que nous nous sommes écarté non-seulement des très-saintes institutions de nos prédécesseurs, mais encore (blasphème horrible !) de plus d'un point capital de l'Église. Aujourd'hui encore, il se trouve des gens qui parlent de nous comme si nous étions le principal auteur des commotions publiques qui, dans ces derniers temps, ont troublé plusieurs pays de l'Europe, et particulièrement l'Italie. Nous apprenons en particulier des contrées allemandes de l'Europe, que l'on y répand le bruit, parmi le peuple, que le Pontife romain, soit par des émissaires, soit par d'autres machinations, a excité les nations italiennes à provoquer de nouvelles révolutions politiques. Nous avons appris aussi que quelques ennemis de la Religion catholique en ont pris occasion de soulever des sentiments de vengeance dans les populations allemandes pour les détacher de l'unité de ce Siége apostolique.

» Certes, nous n'avons aucun doute que les peuples de l'Allemagne catholique et les vénérables pasteurs qui

les conduisent repousseront bien loin avec horreur ces cruelles excitations. Toutefois, nous croyons qu'il est de notre devoir de prévenir le scandale que des hommes inconsidérés et trop simples pourraient en recevoir, et de repousser la calomnie qui n'atteint pas seulement notre humble personne, mais dont l'outrage remonte jusqu'au suprême apostolat dont nous sommes investi, et retombe sur ce siége apostolique. Nos détracteurs, ne pouvant produire aucune preuve des machinations qu'il nous imputent, s'efforcent de répandre des soupçons sur les actes de l'administration temporelle de nos États. C'est pour leur enlever jusqu'à ce prétexte de calomnie contre nous que nous voulons aujourd'hui exposer clairement et hautement devant vous l'origine et l'ensemble de tous ces faits.

» Vous n'ignorez pas, vénérables frères, que déjà, vers la fin du règne de Pie VII, notre prédécesseur, les principaux souverains de l'Europe insinuèrent au Siége apostolique le conseil d'adopter, pour le gouvernement des affaires civiles, un mode d'administration plus facile et conforme aux désirs des laïques. Plus tard, en 1831, les conseils et les vœux de ces souverains furent plus solennellement exprimés dans le célèbre *Memorandum* que les empereurs d'Autriche et de Russie, le roi des Français, la reine de la Grande-Bretagne et le roi de Prusse crurent devoir envoyer à Rome par leurs ambassadeurs. Dans cet écrit il fut question, entre autres choses, de la convocation, à Rome, d'une consulte d'État formée par le concours de l'État pontifical tout entier, d'une nouvelle et large organisation des municipalités, de l'établissement des conseils provinciaux, d'autres institutions également favorables à la prospérité commune, de l'admission des

laïques à toutes les fonctions de l'administration publique et de l'ordre judiciaire. Ces deux derniers points étaient présentés comme des principes *vitaux* de gouvernement. D'autres notes des mêmes ambassadeurs faisaient mention d'un plus ample pardon à accorder à tous ou à presque tous les sujets pontificaux qui avaient trahi la foi due à leur Souverain.

» Personne n'ignore que quelques-unes de ces réformes furent accomplies par le Pape Grégoire XIV, notre prédécesseur, et que quelques autres furent promises dans des édits rendus cette même année 1831, par son ordre. Cependant ces bienfaits de notre prédécesseur ne semblèrent pas pleinement satisfaisants aux yeux des souverains, ni suffire à l'affermissement du bien-être et de la tranquillité dans toute l'étendue des États temporels du Saint-Siége.

» C'est pourquoi dès le premier jour où, par un jugement impénétrable de Dieu, nous fûmes élevé à sa place, sans y être excité ni par les exhortations ni par les conseils de personne, mais pressé par notre ardent amour du peuple soumis à la domination temporelle de l'Église, nous accordâmes un plus large pardon à ceux qui s'étaient écartés de la fidélité due au souverain, au gouvernement pontifical, et nous nous hâtâmes de donner quelques institutions qui nous avaient paru devoir être favorables à la prospérité de ce même peuple. Tous ces actes, qui ont marqué les premiers jours de notre Pontificat, sont pleinement conformes à ceux que les souverains de l'Europe avaient surtout désirés.

» Lorsque, avec l'aide de Dieu, nos pensées eurent reçu leur exécution, nos sujets et les peuples voisins ont paru si remplis de joie et nous ont entouré de tant de

témoignages de reconnaissance et de respect, que nous avons dû nous efforcer de contenir dans de justes bornes les acclamations populaires dans cette ville sainte, ainsi que les applaudissements et les réunions trop enthousiastes de la population.

» Elles sont encore connues de tous, vénérables frères, les paroles de notre Allocution dans le Consistoire du 4 octobre de l'année dernière, par lesquelles nous avons recommandé aux Souverains une paternelle bienveillance et des sentiments plus affectueux envers leurs sujets, en même temps que nous exhortions de nouveau les peuples à la fidélité et à l'obéissance envers les princes. Nous avons fait tout ce qui dépendait de nous, par nos avertissements et nos exhortations, pour que tous, fermement attachés à la doctrine catholique, fidèles observateurs des lois de Dieu et de l'Église, ils s'appliquassent au maintien de la concorde mutuelle, de la tranquillité et de la charité pour tous.

» Plût à Dieu que ce résultat désiré eût répondu à nos paternelles paroles et à nos exhortations! Mais on connaît les commotions politiques des peuples italiens dont nous venons de parler; on sait les autres événements qui s'étaient déjà accomplis ou qui ont eu lieu depuis, soit en Italie, soit hors de ses limites. Si quelqu'un veut prétendre que ces événements sont en quelque sorte nés des mesures que notre bienveillance et notre affection nous ont suggérées au commencement de notre Pontificat, celui-là, certes, ne pourra en aucune façon nous les imputer à crime, attendu que nous n'avons fait que ce qui avait été jugé, par nous comme par les princes susnommés, utile à la prospérité de nos sujets temporels. Quant à ceux qui, dans nos propres États, ont abusé de

nos bienfaits, nous leur pardonnons, à l'exemple du divin Prince des pasteurs, de toute notre âme, et nous les rappelons avec amour à de plus saines pensées, et nous supplions ardemment Dieu, père des miséricordes, de détourner avec clémence de leurs têtes les châtiments qui sont réservés aux ingrats.

» Les peuples d'Allemagne que nous avons désignés ne sauraient nous accuser, si réellement il ne nous a pas été possible de retenir l'ardeur de ceux de nos sujets qui ont applaudi aux événements accomplis contre eux dans la haute Italie, et qui, enflammés d'un égal amour pour leur nationalité, sont allés défendre une cause commune à tous les peuples italiens. En effet, plusieurs autres princes de l'Europe, soutenus par des forces militaires bien plus considérables que les nôtres, n'ont pas pu eux-mêmes résister aux révolutions qui, dans le même temps, ont soulevé les peuples. Et, néanmoins, dans cet état de choses, nous n'avons pas donné d'autres ordres aux soldats envoyés aux frontières que de défendre l'intégrité et l'inviolabilité du territoire pontifical.

» Aujourd'hui, toutefois, comme plusieurs demandent que, réunis au peuples et aux autres princes de l'Italie, nous déclarions la guerre à l'Autriche, nous avons cru qu'il était de notre devoir de protester formellement et hautement dans cette solennelle assemblée contre une telle résolution contraire à nos pensées, attendu que, malgré notre indignité, nous tenons sur la terre la place de celui qui est l'auteur de la paix, l'ami de la charité, et que, fidèle aux divines obligations de notre suprême apostolat, nous embrassons tous les pays, tous les peuples, toutes les nations dans un égal sentiment de paternel amour. Que si parmi nos sujets il en est que l'exemple

des autres Italiens entraîne, par quel moyen veut-on que nous puissions enchaîner leur ardeur ?

» Mais ici, nous ne pouvons nous empêcher de repousser à la face de toutes les nations les perfides assertions publiées dans les journaux et dans divers écrits, par ceux qui voudraient que le Pontife romain présidât à la constitution d'une nouvelle république formée de tous les peuples de l'Italie. Bien plus, à cette occasion, nous avertissons et nous exhortons vivement ces mêmes peuples italiens, par l'amour que nous avons pour eux, à se tenir soigneusement en garde contre ces conseils perfides et si funestes à l'Italie. Nous les supplions de s'attacher fortement à leurs princes, dont ils ont éprouvé l'affection, et à ne jamais se laisser détourner de l'obéissance qu'ils leur doivent. Agir autrement, ce serait non-seulement manquer au devoir, mais exposer l'Italie au danger d'être déchirée par des discordes chaque jour plus vives et par des factions intestines. »

Acte spontané mais nécessaire du Pontife souverain, cette Allocution déchire tous les voiles. C'est une page d'histoire écrite au pied du crucifix, quelque chose comme le testament anticipé d'un prince qui va passer martyr. Le prince, en effet, se dépouille de ses propres mains de la couronne de popularité qui ceignit son front. La Révolution lui fit si cruellement sentir les épines attachées à un pareil diadème, que, retranché dans son droit, Pie IX, en face de tous les périls, obéit saintement à l'impulsion du devoir. Il le remplit avec une consolante fermeté; puis, sans bravade et sans crainte, il attend les résultats de cette manifestation véritablement pontificale.

Les Clubs sont réunis. Des paroles de colère, des clameurs insensées se confondent dans un seul et même

anathème. Elles portent l'effroi dans le peuple, car un âne qui brait donne la chasse à un lion. Pie IX a, d'un mot, déjoué les projets des ennemis de l'Église. Son ministre ainsi que les cardinaux Bernetti, Lambruschini et Della Genga sont désignés aux vengeances italiennes. Des idées de meurtre circulent dans ces Cercles populaires, où la garde civique fraternise avec les délibérants d'assassinat. Un moine devenu communiste, le Père Gavazzi, et Ciceruacchio, le tribun démuselé, rugissent de féroces appels aux armes et aux massacres. Mamiani, Fiorentino [1], Galetti et Sterbini, foudres de guerre, qui essayent de forcer le Pape à des combats auxquels ils se garderont bien de prendre part, le somment impérieusement d'avoir à rétracter son Allocution. Ils mettent le feu à toutes les mines, en ayant bien soin de tenir leurs personnes à l'écart. Avec une longanimité que tout semble pouvoir dominer, mais que rien n'altère, Pie IX

[1] On lit dans le *Constitutionnel* du 13 mai 1848 une correspondance datée de Rome, 3 mai. Cette correspondance, due à la plume de M. Fiorentino et recueillie par le docteur Véron, alors directeur de ce journal, s'exprime ainsi sur ces événements. Toute réflexion serait inutile.

« Mais ce qui a profondément ému, indigné tout le monde, c'est cette profession de foi illibérale, et je dirai presque antichrétienne, qui admet en principe l'impunité des gouvernements absolus, et fait tomber un blâme indirect sur le sentiment le plus pur, le plus noble, le plus saint qui puisse animer un peuple, celui de sa nationalité, de son affranchissement, de son indépendance. Pie IX, à qui l'on a fait peur d'un schisme imaginaire en Autriche, pourrait bien, par cet imprudent défi jeté à la cause libérale, provoquer un schisme réel en Italie. Vous dire l'indignation, la fureur soulevée par cette allocution fanatique, dont Grégoire XVI lui-même aurait hésité peut-être à prendre la responsabilité en un pareil moment, serait chose impossible. Il n'y a eu qu'une voix, qu'un cri : Le Pape a été trompé, sa bonne foi a été surprise! On aurait pu craindre, dans la première émotion, que le bas peuple eût pris parti pour le Pape contre les Libéraux. Il n'en a été rien. Le sentiment national l'a emporté

répond comme Jésus-Christ au valet de Caïphe [1] : « Si j'ai mal parlé, faites-le voir; mais si j'ai bien parlé, pourquoi me frappez-vous ainsi ? »

L'anarchie marche à grands pas vers son but. Le Louis XVI de la Papauté n'aura plus de cardinaux pour ministres; l'émeute, la menace ou le sang décideront chaque matin le gouvernement que l'ivresse de la nuit aura fabriqué. Au milieu de ces scélérats vulgaires, ne semblant avoir accepté la vie que comme une chose que Dieu leur aurait donnée à tuer ou à déshonorer, les Sociétés occultes se sont formé une élite de corruptions moins brutales sans doute, mais beaucoup plus habiles. Ces corruptions, savantes dans l'art de dissimuler, ont pour mission de se porter comme médiatrices entre les cruautés qu'elles excitent sous main et le Pape ou le Sacré Collége qu'elles affectent tout haut de couvrir de respects dérisoires. Un malentendu existe : ces corruptions affirment avoir trouvé la recette de le faire à tout jamais cesser. Elles ont calculé, dans l'ombre des Ventes, que l'hypocrisie était le moyen le plus efficace pour tromper l'Église. Sous prétexte que le lézard arrive aussi bien

sur le respect qu'on avait montré jusqu'ici pour les moindres paroles du Saint-Père. Le Clergé, la garde nationale, les moines, tous les Romains en un mot ont donné au monde le magnifique spectacle de l'accord le plus parfait, de la résistance la plus compacte et la plus unanime. Cet homme, qui naguère était l'idole de son peuple, pour lequel tous les Italiens auraient bravé le martyre, a perdu en quelques secondes toute sa popularité. Il y avait dans le Corso et dans les rues principales de Rome quarante à cinquante mille hommes, et pas un cri de *Vive Pie IX!* n'est sorti de cette immense multitude.

« Il nous a trompés ! » s'écriaient avec indignation les prêtres qui venaient de prêcher la croisade. « Il nous a trahis ! » répétait Ciceruacchio les larmes aux yeux. »

[1] *Evang. sec. Joan*, XXIII, 23.

que le vautour au sommet des rochers les plus escarpés, elles s'ingénient à parvenir en rampant.

Le partage de la double puissance est projeté et mis aux voix. Le *petit* Mamiani, ainsi que le surnomment les Sociétés secrètes, a formé un ministère laïque responsable devant le peuple et devant une assemblée élective, car la tribune aux harangues est relevée, il n'y manque plus qu'un Cicéron. Rome entre à pleines voiles dans le système constitutionnel sous le patronage des Gracchus cosmopolites; l'abaissement du pouvoir suprême s'y vote par assis et levé. Un compromis a tranché l'insoluble difficulté. Désormais le Pape priera, bénira et pardonnera. En tant que de besoin même, on permettra à ses mains de lier et de délier à l'occasion; mais il abandonne implicitement à la sagesse de son peuple souverain, représenté par une assemblée élective, le soin des choses temporelles et l'administration du pays.

Cette séparation est le rêve des Sociétés secrètes. Il ne leur a pas été possible de tuer ou d'avilir le Siége romain; elles tendent à l'amoindrir pour le livrer sans défense aux risées de l'incrédulité. Les événements se précipitaient les uns sur les autres; les défaites réelles succédaient sur les champs de bataille aux victoires hypothétiques. La Démagogie dévorait les ministres, elle absorbait les réputations. Au milieu de ce chaos d'hypocrisies politiques et de vœux sacriléges, il ne surnage toujours et partout que la grande image de la Papauté. Et, en voyant à l'œuvre ces aristocrates de Révolution, qui essayent par des impostures patriotiques d'ennoblir l'infamie, chacun est tenté de s'écrier avec Shakespeare : « Quels Jupiters que ces petits tyrans avec leurs petites foudres! »

Le calice des amertumes n'était pas épuisé pour Pie IX;

l'abbé Gioberti vint à Rome pour lui délivrer un certificat de civisme italien et de vertu nationale que contre-signait la princesse de Belgiojoso, cette pâle Vénus hermaphrodite de l'indépendance italienne. Par la même occasion elle conférait en appoint des centaines de brevets d'officiers aux Calabrais qu'elle enrégimentait. Ces brevets étaient ainsi libellés[1] :

« Première expédition napolitaine. — Division Belgiojoso.

» Nous, Christine Trivulce, princesse de Belgiojoso, ouï le vœu général de nos bien-aimés jeunes gens qui courent avec nous à la défense de la patrie, nous confirmons dans le grade d'adjudant-major don Joseph del Balzo, et nous le reconnaissons comme tel. »

Sur cette vieille terre, si souvent labourée par les orages, les Princes laissaient la parole et l'épée à des parodistes de Machiavel; l'abbé Gioberti est à leur tête. Il promène de Turin à Rome ses sophismes de régénération pacifique et ses emphases de primauté italienne. Les ovations le précèdent et le suivent. A l'aspect de cet écrivain, les glorifiant encore plus par sa vie que par ses œuvres, les mauvais prêtres génois détèlent les chevaux de son fiacre pour le porter eux-mêmes en triomphe. Les avocats conspirateurs, les négociants tarés, les Carbonari de toutes les latitudes, les forçats émancipés de Livourne, les lansquenets du Communisme embrigadés pour l'heure des insurrections, grossissent son cortége; il chemine au milieu des acclamations. On agitait sur sa tête les bandières de la fraternité; on se suspendait à ses lèvres distillant le miel d'une admiration reconnaissante; on le couvrait de fleurs; on le saturait d'hommages. Et

[1] *Gazette de Milan* du 9 mai 1848.

lui, grave comme un comparse de tragédie subitement promu à la dignité de père noble, daignait remercier du geste, des yeux, quelquefois même de la voix.

Cet Icare de l'autonomie italienne chante à plein gosier l'hymne de la réconciliation universelle. Il embrasse le monde entier dans ses farandoles sociales, puis, au même moment, on chasse devant lui comme un vil bétail les évêques ou les prêtres coupables d'un acte de vertu ou de résistance aux ordres de l'impiété enrubanée [1]. A travers ce cortége bariolé de profanations, de patriotisme, de ridicules et de crimes, il avance toujours. A son approche, les portes des églises se fermaient d'elles-mêmes : on lui ouvre celles des théâtres. A ce burlesque Savonarole, n'ayant pour tout bagage de réformateur qu'une intarissable faconde, on dresse sur le premier

[1] On lisait dans l'*Unione nationale di Parma* l'article suivant, que le *Risorgimento* de Turin reproduisit :

« Les déterminations du peuple souverain sont toujours plus décisives, plus promptes et plus impérieuses que celles du pouvoir sous toute autre forme de gouvernement. L'acte suit la pensée, et nulle voie n'est ouverte à la temporisation. Monseigneur Jean Neuschel ne pouvait plus rester à Parme depuis que la journée du 20 mars avait donné le signal de la chasse aux barbares : ce *pasteur-loup* devait donc abandonner sa loge. Le Gouvernement provisoire avait cependant toléré sa présence, et s'était contenté de sa déclaration qu'il partirait aussitôt qu'il aurait obtenu de Rome l'autorisation demandée de quitter son troupeau. On voyait bien d'ailleurs qu'il ne pouvait plus tondre avec les ciseaux autrichiens, mais le peuple se lassa et ne voulut plus de retard. Hier soir, en effet, vers l'heure de l'*Ave Maria*, une quantité de gens se portèrent sous les fenêtres du palais épiscopal, et intimèrent formellement au Monseigneur intrus l'ordre du départ. Des sifflets, des hurlements et toute espèce de cris retentirent en son honneur; ce que voyant, et sentant qu'il n'avait plus là une cour pour l'appuyer, il promit de partir aussitôt. Enchantée de cette marque de très-humble obéissance, la foule voulut soudain lui improviser une splendide illumination; elle fut prête en un clin d'œil, car les armes épiscopales, arrachées des portes du Dôme et du Palais, furent

plan des salles de spectacle les rostres de la fraternité. On l'y installe, sous le feu des girandoles et des lorgnettes, entre Canino, son vice-président, et Fiorentino, son secrétaire. Pour la satisfaction de ses vanités enfantines, on fait la presse des hommes de bonne volonté et des femmes de mauvaise vie. Là, rapsode échevelé, à ce parterre qui s'est juré de frémir d'enthousiasme et de palpiter d'indépendance, Gioberti jette des paroles entrecoupées et de filandreuses promesses, dernière édition des victoires et conquêtes. Guerra! guerra! s'écrie-t-il. C'est dans le sang versé à Custoza et à Novare, c'est dans les ruines et les assassinats de la Ville éternelle que ce cri doit expirer.

Mamiani est vaincu à Rome dans ses assauts contre le

à l'instant mises en pièces et brûlées sur la place. La garde nationale était accourue pour empêcher que le tumulte allât plus loin; mais le peuple ne cessa que lorsque l'évêque, mis en voiture, eût été escorté jusqu'au delà des portes de la ville. Bon voyage, Monseigneur..... Laïques et prêtres (sauf deux ou trois auxquels nous conseillons d'aller prendre, pendant quelques mois, l'air de la campagne) se réjouissent maintenant de votre départ. Si vous passez jamais par Vérone, saluez Radetzki, et tenez-lui compagnie dans son voyage à Vienne, afin qu'il puisse mettre ses papiers en règle.

» Tout bon citoyen désirait assurément que ce Monseigneur s'éloignât de nous, mais on eût désiré que cela se fît avec la plus parfaite tranquillité. Tout le monde est affligé aujourd'hui que le peuple ait commis des actes indignes : ils laisseront un triste souvenir de ce jour, qui devait être consacré tout entier à l'allégresse et à fêter la présence du grand Gioberti. Si Gioberti nous a quittés satisfait de notre accueil et de nos sentiments pour la cause de l'*unité italienne*, il n'a pu s'empêcher cependant de ressentir quelque amertume dans son cœur, en voyant la manière dont on avait accompli cette proscription, et cela le jour même de son séjour parmi nous. Les jésuitants tressailleront de joie et diront : Voilà le fruit de la mission de Gioberti!

» Bas peuple! ouvre les yeux : tu n'es pas capable de commettre de tels actes! un génie infernal te trompe et t'égare! »

trône de saint Pierre, comme Charles-Albert sur les champs de bataille de Lombardie. La guerre politique va finir; les divisions intestines éclatent entre tous ces alliés de la fraternité. Ils se déchirent à coups de plume; ils se menacent à coups de poignard; ils s'outragent dans les plus inénarrables récriminations. Mais, par un aveuglement inexpliqué, tous poursuivent leurs illusions perdues, comme si Dieu ne leur avait pas assez clairement montré l'inanité de leurs rêves. Ils avaient fait une fatale expérience. En voyant les fous de leur parti l'emporter sur les sages et arriver à diriger les affaires, ils ne voulurent pas s'avouer que le règne de ce parti touchait à sa fin. Ils s'obstinèrent donc à se croire libéraux quand le Libéralisme ne servait de marchepied qu'à la Démagogie.

Une lettre de Mazzini à l'un de ses confidents, lettre traduite sur l'original et aussi curieuse qu'instructive, dévoilera mieux que tous les récits les complications, les embûches, les trahisons et les ressources auxquelles les Sociétés secrètes faisaient alors un appel désespéré. Mazzini n'a pas toujours le mérite de la concision; mais quand il espère que ses missives ne tomberont pas entre de trop mauvaises mains, il a celui de la clarté. Laissons-le peindre tout à son aise la Babel dont il est le principal architecte :

« Cher Paul, écrit-il le 15 novembre 1848, j'ai reçu ta lettre en son temps; je te répondrai laconiquement, parce que j'ai beaucoup à faire. Je te suis reconnaissant de ta lettre; j'étais presque peiné que tu eusses écrit à d'autres qu'à moi. Je t'aime et je t'embrasse beaucoup, et je t'estimerai encore plus, si, loin de moi, tu sais te maintenir dans la voie qui est l'union véritable, sans te

laisser entraîner dans l'atmosphère anarchique et vers cette tendance aux intrigues et aux voies obliques qui dominent encore aujourd'hui en Italie. Ici je mène la vie que tu sais. Je suis content que Montanelli t'ait fait connaître comment je m'étais exprimé, et qu'il t'ait accueilli fraternellement. Je voudrais pour ma tranquillité que tu t'informasses s'il a reçu une lettre assez longue que je lui ai adressée il y a une quinzaine de jours. Montanelli peut faire un bien immense à l'Italie, pourvu qu'il comprenne qu'il est ministre italien plutôt que ministre toscan, et pourvu que la Constituante ne soit pas convoquée par le consentement des princes. La Constituante serait alors la sanction du fédéralisme.

» Il est très-important que les princes apprennent à avoir peur. Il surviendra une crise suprême, et il faudra choisir ce moment. Montanelli devrait donc chercher à s'entendre de toutes les manières possibles avec Venise, avec la Sicile, détacher, en leur laissant entrevoir la possibilité d'être secourus, les Lombards du Piémont, de la Consulte et de Charles-Albert. Avec les princes, garder la paix, mais non une paix silencieuse; qu'il n'insiste pas trop auprès d'eux, qu'il ne prenne pas sur lui la tâche de les persuader. Au nom de Dieu, ne souffrons pas que d'une Constituante italienne sorte le fédéralisme. Une Constituante italienne doit être le fait d'une initiative européenne. S'il persiste, comme je le pense, dans ces idées, qui pour lui et pour moi sont une *croyance religieuse*, qu'il songe au péril et qu'il se ménage. Il faut choisir un moment où un noyau d'hommes chargés de préparer la Constituante jette aux États italiens une invitation et une loi électorale, et que les gouvernements empêchent les élections. Je te fais sourire. Mais que

Montanelli m'avertisse lorsqu'on craindra l'adhésion des princes; j'irai en Toscane, et le seul fait de mon arrivée leur inspirera de la défiance sur les résultats de la Constituante. Je n'irai pas auparavant, quelque vif désir que j'en aie, pour ne pas lui susciter des embarras.

» Maintenant j'arrive à toi et aux Lombards. Ici, depuis ton départ, une opposition très-forte et injuste s'est élevée de la part de nos amis, au sujet des derniers événements. Chaque jour j'acquiers des preuves que, grâce aux menées de Turin, je suis trahi par ceux qui avaient promis d'exciter des soulèvements. Alborghetti, à son arrivée ici, déclare que, si la promesse n'a pas été tenue dans le Bergamasque, Camozzi en est la cause principale; or, Camozzi a fait deux voyages à Turin, et il fait aujourd'hui partie du comité régulier du ministère, et cependant il avait été appelé pour donner le signal du mouvement dans la ville. Avant-hier, Badoni et les autres ex-membres du comité de Lucques, avant même l'avis que j'en eus, craignant que je m'opposasse à leur dessein, en les menaçant de la publicité, traitaient entre eux de vendre pour leur propre compte le dépôt d'armes que tu connais. C'est ce qui explique leur opposition au mouvement. Et qu'il en soit ainsi! Cependant Fortis, le plus forcené de tous, et Griffini, qui approuvait la mesure! et Spini! n'accusaient que mon impéritie. Quoi qu'il en soit, on a commencé à discuter pour enlever à notre noyau le nom de *Junte,* puis pour m'en éloigner, puis pour en fonder une[1] de neuf membres, puis pour supprimer le titre de centrale, puis pour je ne sais quoi; c'était à en devenir fou. J'ai cédé

[1] L'autographe de cette lettre contient quelques mots ou noms propres cachés sous des chiffres inconnus. Nous laissons en blanc ces réserves qui n'ôtent rien à l'exactitude du sens.

sur tous les points, contrairement à l'avis de mes amis, pour voir quelle chose diable ils voulaient. Enfin on a décidé que moi, Stoppani, Pezotti, Mora, Cantoni et Clerici nous formions l'émigration *italienne,* florentine, suisse; que Rastelli, Fortis, Spini, et je ne me rappelle plus qui encore, iraient en Toscane pour y établir le comité Lombard; qu'ils porteraient 14,000 livres du fonds commun et qu'ils en laisseraient ici un peu plus de 16 ou 17 mille, que nous correspondrons entre nous et serons amis. Cependant, voilà que paraît . . . . . une correspondance dans laquelle le Comité . . . . . et Piozza à Turin se déclarent *junte centrale.* X.... . entretient avec le ministère des rapports continuels. Toutes ces manœuvres ont du ridicule et du pygmée. Je n'en suis indigné ni peu ni beaucoup; rien de tout cela n'altère la bonne opinion que j'ai de Fortis, Besana et des autres. Mais j'ai cru bien faire de t'en parler, afin que tu connaisses leurs tendances, puisque tu dois faire naturellement partie de leur comité. Pour nous, continuons à agir en suivant la ligne droite; nous ne ferons rien qui vaille si nous ne réédifions pas la moralité publique, crois-en ma parole. Dans deux ou trois jours, tu recevras une brochure que j'ai composée sur nos affaires politiques; j'y ai mis tout ce dont je suis radicalement convaincu.

» Je t'envoie une circulaire antérieure à toutes ces décisions; tu en feras ce que tu pourras. Voici ce qui est certain : nous avons besoin, d'unité, d'organisation, — d'argent, — d'apprendre ce qui opère des prodiges en Angleterre, la force et la marche régulière des associations. Non, non, nous ne devons pas, par Dieu! abandonner l'œuvre lombarde, et nous devons nous tenir prêts afin de prévenir l'initiative que Charles-Albert ne man-

quera pas de prendre, lorsqu'il se verra menacé chez lui ou de la Constituante ou des Républicains. Nous pouvons d'ici réorganiser l'œuvre. Nous avons un matériel de guerre que nous avons en partie recouvré, et que nous augmenterons successivement; mais il faudrait alimenter le travail avec les offrandes mensuelles, si toutefois elles sont possibles, de manière à ne pas consumer ce misérable fonds que nous avons. Tu as à Florence un F. de Boni, Gustavi, Aroni, que je te certifie être très-bons et la fleur de la probité. De Boni te parlera peut-être de mon projet d'une *Revue* qu'il me semble que nous pouvons improviser, et qui pourra faire un bien incalculable; mais si nous la faisons, elle doit être entièrement entre nos mains.

» Salue affectueusement de ma part Maestri. Je le croyais à Venise, et je lui ai écrit récemment. Lui aussi, si je ne me trompe, devient de jour en jour plus froid à mon égard.

» Adieu; croyez à l'unité, mais travaillez-y. Quant à la République, les princes y pensent pour nous. Ne soyez pas trop Lombards. La Lombardie ne peut vivre qu'avec l'unité italienne. Et vous tous, vous l'oubliâtes; et ce fut là, que vous vouliez ou non le reconnaître, le péché originel de votre révolution. Aime ton

» JOSEPH. »

La Révolution est jugée à huis clos, en famille pour ainsi dire par ses Hiérophantes; et elle se condamne elle-même. Ils ont appelé la guerre; ils firent pour la guerre des quêtes à domicile où l'enthousiasme de la cupidité transformait en offrandes volontaires les sommes imposées par l'intimidation; et la guerre les condamne. Les infidélités de la victoire justifient les pressentiments du

Prince de la paix; elles donnent raison à sa prudence royale et à sa paternité spirituelle.

L'*Italia fara da se*, avaient-ils dit d'un bout de la Péninsule à l'autre. Puis, dans cette confusion providentielle, se trompant aussi niaisement sur les hommes que sur les époques, ils ont recours à l'intervention étrangère. Le *Contemporaneo*, leur organe, achève son hymne italien par cette invocation : « Ce serait le plus grand de tous les malheurs de voir arriver parmi nous l'aide de l'étranger, et néanmoins nous touchons à l'heure où nos regards se portent avec une fiévreuse anxiété du côté des Alpes. Nous demandons si les phalanges françaises en descendent, et notre oreille est tendue, en écoutant si les premières notes de la Marseillaise retentissent. Oh! ces phalanges seront terribles! Oh! cette Marseillaise sera semblable à l'incendie! Ceux qui l'ont voulu expieront cher leur trahison. »

Dans quelques mois la France, même républicaine, viendra en effet camper au pied du Vatican; alors la Révolution apprendra si c'est pour répondre à son appel.

Sans se laisser intimider par les menaces ou affaiblir par de fallacieuses caresses, Pie IX a persévéré dans la route que lui ouvrit son Allocution du 29 avril. Il sait, il voit où les Sociétés secrètes ont dessein d'entraîner le Pontificat; il dévoue sa vie au renversement de ce plan anticatholique. Lorsqu'on l'interroge sur ses projets futurs, sur ses craintes présentes et sur les calamités qui l'assiégent, « le temps va venir, répond-il aux Cardinaux et aux Prélats avec les paroles mêmes de son divin Maître, et il est déjà venu, que vous serez dispersés, chacun de son côté, que vous me laisserez seul; mais je ne suis pas seul, car mon Père est avec moi. »

Ce calme imperturbable, qui étonne ses ennemis les plus personnels, ne l'abandonnera dans aucune des péripéties qui vont hâter le dénoûment. La Révolution a fait de Rome une terre de ténèbres et de misère, où siége l'ombre de la mort et d'où tout ordre est banni, mais qu'habite une éternelle horreur. Le Souverain a néanmoins encore un semblant d'autorité; il en profite pour contre-balancer l'action patente des Sociétés secrètes par l'homme même dont elles se firent un auxiliaire et un drapeau.

Le comte Rossi était à Rome une épave de la Révolution du 24 février 1848. Accrédité près le Saint-Siége avec une mission du Libéralisme français, Rossi s'était servi de toutes les formes de gouvernement comme d'un marchepied à ses implacables ambitions. Néanmoins, dans les hauteurs de son caractère et dans la dignité de son esprit, il y avait assez d'énergie pour le tenter par l'accomplissement d'un grand devoir. Tout lui échappait; et il pouvait tout ressaisir, en servant le Pontificat dont jusqu'à ce jour il fut l'adversaire. Lorsqu'il accepta d'être le ministre de Pie IX, dans de cruelles circonstances, Rossi était mu sans doute par un noble sentiment. Mais, comme Mamiani, il avait des idées préconçues, un plan plus habile que tous les songes du Carbonarisme et du Mazzinisme; de sorte que le peu de bien qu'il pouvait faire, il devait nécessairement avoir l'art de le mal faire. Mamiani cherchait à séculariser l'Église, en l'asphyxiant dans un nuage d'abstractions constitutionnelles; Rossi, plus pratique, se berçait de tendre au même but sous le couvert du Pontificat isolé ou abusé. En décrétant des emprunts toujours hypothéqués sur les biens ecclésiastiques, Rossi arrivait à la ruine

du Clergé dans le présent et dans l'avenir. Cette manière de battre monnaie, en imposant des dons volontaires, offrait d'immenses périls pour le Saint-Siége. Dans le paroxysme de leur exaltation, les ennemis de l'Église ne s'en aperçurent pas.

Ils ne virent que Rossi les trahissant, Rossi offrant au Pape l'appui de son audace à froid et de son mépris pour les hommes. Le 15 novembre 1848, ils le jugèrent, ils le condamnèrent, ils le frappèrent, encore tout resplendissant de sa dernière parole : « La cause du Pape est la cause de Dieu! » Sublime testament qui, en face de ses assassins et au tribunal du Juge suprême, a peut-être fait de ce vieux Carbonaro nomade un martyr chrétien!

La Révolution a flairé le sang; elle marche à l'assaut du Quirinal. Il n'y a plus de courage dans Rome que pour la suivre stupidement et pour braquer des canons contre un prêtre. L'assassinat de Rossi fait éclater en sombres transports de joie l'Italie démagogique. Des villes entières, folles de révolution, bénissent avec des chants atroces le poignard du troisième Brutus. L'Europe catholique et monarchique s'ébranle enfin. Les ambassadeurs font un rempart de leurs corps au Souverain Pontife; et, au milieu du désarroi universel, les gardes suisses, seuls à leur poste, se transmettent, en vétérans de l'honneur, le dernier mot d'ordre de la fidélité.

Le Souverain Pontife est assiégé dans son palais par ses amnistiés; les pardonnés de 1846 demandent sa tête en 1848, après lui avoir arraché le diadème. Il faut, à tout prix, préserver Rome d'un régicide enté sur un sacrilége. Pour réduire à néant les projets de la Révolution, le Pape doit recouvrer la liberté de son esprit et celle de ses actes. Une conspiration cardinalice et diplo-

matique se forme sous les yeux mêmes de la Révolution triomphante; et le 24 novembre Pie IX se dérobe, par une heureuse fuite, à la destinée de Louis XVI.

On dit que ce prince, salué par la Révolution naissante du titre de Restaurateur des Libertés françaises, passait les longues journées que sa captivité lui faisait dans la prison du Temple à commenter les derniers actes du règne de Charles Ier d'Angleterre. Par une douloureuse similitude de position, Pie IX, otage et victime, relit, lui aussi, dans ses heures d'isolement, la relation du *Voyage de Varennes*. Pourtant mieux inspiré et mieux secondé, il put enfin se retrouver Pontife et Roi sur le rocher de Gaëte.

Le Pasteur était frappé et les brebis dispersées, mais là est le salut. Le Roi des Deux-Siciles en éprouve le premier les consolants effets. L'hospitalité, si magnifiquement accordée par le Monarque au Souverain Pontife, devient un signal d'apaisement pour le peuple napolitain. Ce peuple, assez bon juge dans l'affaire et partie très-intéressée au débat, n'a pu, malgré les provocations extérieures, se résoudre à voir un affreux tyran dans un prince si chrétien et si dévoué à l'Église. Par toutes sortes de respects, Ferdinand II a honoré les malheurs immérités de Pie IX; Dieu récompense le royaume de Naples, en lui rendant le repos sous la bénédiction du Père commun. Le bienfait papal suit donc de près les services monarchiques[1], et la présence de l'exilé de Gaëte pro-

[1] Le roi Ferdinand de Naples a été si diversement jugé que nous croyons son portrait encore à faire. Le peintre seul a manqué. Mais ce qu'il importe de dire ici, c'est que, très-courtois en paroles et même en services personnels, ce prince semble n'avoir tenu aucun compte des représentations que le Pape, dans un séjour de plus d'une année, soit à

tége mieux le trône que le canon si retentissant du 15 mai 1848. La haute aristocratie romaine, qui a le Saint-Siége pour principal aïeul, n'a pas su se lever et s'entourer de ses nombreux clients afin de défendre le Pape. Elle abandonne ses palais, ses villas et ses musées à la merci des Révolutions, et elle accourt faire cortége au proscrit.

A cette époque de perturbation dans les âmes, d'endurcissement ou d'inertie dans les cœurs, il se rencontrait à chaque carrefour des chemins un monarque expulsé, des grandeurs déchues et de jeunes princesses errantes avec leurs enfants dans les bras. Des familles entières de souverains étaient livrées à la merci des flots; ce tableau de royales douleurs n'attendrissait personne. Les catastrophes étaient si subites, elles se multipliaient avec tant d'uniformité qu'en prévision de ses infortunes particulières, chacun réservait pour soi-même l'égoïsme de sa pitié. Il n'y avait ni souvenirs, ni compatissance, ni regrets pour les désolations du sceptre brisé. A l'aspect de tant de calamités inouïes, Châteaubriand, mieux que jamais, aurait pu dire, en modifiant une de ses phrases : Des Reines ont été vues pleurant comme de simples femmes, et l'on ne s'est plus étonné de la quantité de larmes que contenaient les yeux des Rois.

Gaëte, soit à Portici, lui aura fait entendre sur les droits et les besoins de l'Église dans le royaume des Deux-Siciles. Ferdinand II n'a jamais voulu suivre le noble exemple qu'allait lui offrir son parent et son allié, l'empereur François-Joseph d'Autriche. Pie IX a dû plus d'une fois prier son hôte royal d'accorder un peu de liberté à l'Église, de renoncer volontairement aux traditions de Tanucci et aux maximes de Gianonne. Jusqu'à ce jour, Ferdinand de Naples a persisté dans ces traditions et dans ces maximes, qui préparèrent la Révolution et qui en seront le couronnement éventuel.

Tout à coup le monde entier s'émeut. Au récit des scènes du Quirinal et de la fuite de Pie IX, le monde entier a des pleurs dans les yeux, des anathèmes sur Rome révolutionnée et des bénédictions pour le pasteur échappé à la dent des loups. Le monde était resté insensible ou indifférent à la chute des trônes; il sort de sa stupeur quand retentit à ses oreilles la passion du Pontife découronné. La terre s'incline, les peuples fléchissent le genou devant cette Majesté toujours sereine. Et, seul sur les bords de la Méditerranée, Pie IX est plus grand qu'au milieu des acclamations qui l'y conduisirent.

C'était le Pape, c'est-à-dire l'Église personnifiée dans un homme, et résumant par l'amour, en deux ans de règne, la nouvelle et dernière phase de la lutte avec la Révolution, lutte que ses prédécesseurs sur la Chaire de Pierre soutinrent par la justice. A ce nom de Pape, un cri de vengeance universelle, un vœu de croisade européenne s'échappe de toutes les poitrines; tant chacun se sent humilié dans sa dignité d'homme par l'inconcevable ingratitude des Romains ! Puis, dans la ruine générale, le denier de saint Pierre, tribut volontaire de toutes les familles, hommage de tous les pays, va composer la liste civile de l'exilé. Du fond de l'Asie, on vit des Musulmans envoyer leurs offrandes avec des prières. Le Schismatique grec, le Protestant germanique ou anglais s'y associèrent, de sorte qu'à Gaëte Pie IX put croire que, s'il n'y avait pas encore un seul troupeau, le règne d'un seul berger n'était pas loin sous la houlette du proscrit, devenu le Père commun.

Ainsi que le Dieu, le Pontife avait sa Bethléhem; et en immortalisant par ses pèlerinages cette obscure cité de Gaëte, la Chrétienté lui donne une consécration mysté-

rieuse[1] : « Et toi, Bethléhem appelée Ephrata, tu es petite entre les villes de Juda ; mais cependant c'est de toi que sortira celui qui doit régner dans Israël et dont la génération est dès le commencement et dès l'éternité.... Et alors ceux de ses frères qui seront restés se convertiront et se joindront aux vrais enfants d'Israël, car il demeurera ferme, malgré tous leurs efforts, et il paîtra son troupeau dans la force du Seigneur, dans la sublimité de la Majesté du Seigneur son Dieu, et les peuples les plus éloignés seront convertis, parce que sa grandeur éclatera jusqu'aux extrémités de la terre. »

C'est de la France que sont venues au Pontificat romain les plus rudes épreuves. C'est la France, révolutionnaire ou libérale, mais toujours ennemie de l'Église, qui suscita contre le Siége apostolique tant de tribulations ; c'est aujourd'hui la France républicaine qui spontanément intervertit tous les rôles. Jadis elle traînait Pie VI en captivité ; elle le faisait expirer dans les fers. Maintenant la voilà qui, par l'organe du général Cavaignac, le chef de son pouvoir exécutif, est la première à s'émouvoir de l'odyssée des misères papales. Au nom de la France et interprétant les sentiments du pays et les siens propres, le général écrit à M. de Corcelles :

« Vous connaissez les déplorables événements qui se sont passés dans la ville de Rome et qui ont réduit le Saint-Père à une espèce de captivité.

» En présence de ces événements, le gouvernement de la République vient de décider que quatre frégates à vapeur, portant à leur bord une brigade de 3,500 hommes, seraient dirigées sur Civita-Vecchia.

» Il a décidé également que vous vous rendriez à

[1] *Proph. Michææ*, v. 2, 3 et 4.

Rome, en qualité d'envoyé extraordinaire. Votre mission a pour but d'intervenir, au nom de la République française, pour faire rendre à Sa Sainteté sa liberté personnelle si elle en était privée....

» Si même il entrait dans son intention, vu les circonstances actuelles, de se retirer momentanément sur le territoire de la République, vous assurerez, autant qu'il sera en vous, la réalisation de ce vœu, et vous assurerez le Pape qu'il trouvera au sein de la Nation française un accueil digne de lui, et digne aussi des vertus dont il a donné tant de preuves. »

Le pouvoir qui expire a parlé : celui que le suffrage universel va lui désigner pour successeur et pour président de la République met sa future autorité sous l'invocation de cette auguste infortune. Dans les premiers jours de décembre 1848, le prince Louis-Napoléon Bonaparte adresse au Nonce apostolique à Paris cette lettre qui est tout à la fois une protestation et une proclamation :

« Monseigneur, je ne veux pas laisser accréditer auprès de vous les bruits qui tendent à me rendre complice de la conduite que tient à Rome le prince de Canino.

» Depuis longtemps je n'ai aucune espèce de relation avec le fils aîné de Lucien Bonaparte, et je déplore de toute mon âme qu'il n'ait point senti que le maintien de la Souveraineté temporelle du Chef vénérable de l'Église était intimement lié à l'éclat du Catholicisme comme à la liberté et à l'indépendance de l'Italie. Recevez, Monseigneur, l'assurance de mes sentiments de haute estime.

» LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE. »

Les hommes sont ainsi faits qu'il n'est rien de si grand,

rien de si admirable que peu à peu l'on ne regarde avec moins d'admiration. Ce sentiment, qui a peut-être pour seule excuse son universalité, se trouve ici encore en défaut comme les prévisions révolutionnaires. Le Pape a subi l'épreuve des ovations; il entre dans celle des douleurs. Par ses affectueux respects, le monde entier la change en voie véritablement triomphale. Les dissidences de peuple à peuple, les préoccupations de parti, les ambitions personnelles, les intérêts nationaux, tout s'efface, tout se tait devant ce Pasteur-Roi qui, escorté de quelques vieux cardinaux, ne règne plus que sur les âmes. L'Europe, agitée et bouleversée, ignore si dans quelques heures elle sera encore debout. Toutes les passions sont déchaînées et, à l'exemple des Furies, elles se tendent la main pour introniser le désordre comme seul principe de gouvernement.

Au milieu de cette promiscuité de pouvoirs et de cette consommation d'hommes d'État, l'Europe, qui cherche à se réédifier sur ses bases, croit qu'avant tout, que par-dessus tout, il faut songer à rétablir la colonne de vérité ainsi que le phare destiné à guider les matelots durant la tempête. Le Pape est éloigné de Rome; les princes qui n'ont plus même de lendemain, les Républiques qui chancèlent, tous se réunissent à Gaëte pour aviser aux moyens les plus efficaces de rendre la paix à l'Église et la sécurité au Pontife. Dans la pensée universelle, c'est par là seulement que doit commencer et réussir le travail de recomposition sociale.

Ce but est bien arrêté, encore mieux défini. Les conférences diplomatiques vont commencer entre les plénipotentiaires de France, d'Autriche, d'Espagne et des Deux-Siciles, seules puissances véritablement et unique-

ment catholiques. Dès le 21 décembre, l'Espagne avait pris l'initiative de ce Congrès. Par l'organe de l'abbé Gioberti, alors président libéral de son conseil des ministres, le Piémont refusa d'y accéder, en alléguant quelques mauvais motifs aussi *italiennement* indépendants que peu chrétiens. Le Piémont s'en trouve donc tout naturellement exclus. Mais en revanche, l'Empereur Nicolas de Russie, qui, par le fait de sa religion, ne prend aucune part ostensible à ces négociations, ne veut pas y rester étranger.

Le comte de Bouteneff, son ambassadeur à Rome, avait, par sa présence au Quirinal, protesté contre les violences dont le Pape se vit l'objet. Nicolas ne se contente point de cette démonstration. A l'apogée de sa puissance, cet Agamemnon des têtes couronnées, qui rendit tant de services à l'ordre social, semblait dire du fond de ses steppes : « Moi debout, tout repose. » Son inébranlable fermeté inspirait le courage; elle préparait donc le repos. Dans une époque aussi tourmentée que la nôtre, il n'a changé ni d'attitude, ni de langage, ni de caractère. Avec ce que les Latins admiraient, ce *vis superba formæ* resplendissant en sa personne, il prouve que les beautés nobles et mâles datent de loin. Il fut secourable à toutes les infortunes, et, en 1834, la reine Hortense écrivait[1] : « De tous les souverains de l'Europe, l'Empereur de Russie seul s'est senti assez fort pour n'avoir pas besoin de nous manquer d'égards. Il nous a toujours obligés quand il l'a pu. »

Ce que Nicolas de Russie avait fait en faveur des Bonaparte proscrits, il est encore plus heureux de le renou-

[1] *Récit de mon passage en France en* 1831, par la reine Hortense, *Mémoires de tous*, t. Ier, p. 110.

veler pour le Souverain Pontife exilé. Il honora la Papauté dans la personne de Grégoire XVI; il aime, il estime Pie IX. Dans sa politique à grandes vues, il ne se résigne donc pas à permettre, selon une de ses paroles, « que la clef de voûte de l'édifice chrétien soit soustraite à la dérobée par quelques fripons de bas étage. » C'était un allié des jours mauvais dont la voix prépondérante est aussi généreusement que loyalement offerte au vicaire de Jésus-Christ.

Le Piémont rejeté comme mouche du coche révolutionnaire, la Russie acceptée comme appui moral, l'année 1849 s'ouvrait sous d'heureux auspices pour l'ordre européen. Le danger universel avait dessillé les yeux, même de la France, et soit avec le général Cavaignac, soit avec Louis-Napoléon, la France répugnait à la pensée de courir les aventures à la suite de la Démagogie. En mémoire des maux passés et en prévision des malheurs à venir, elle refusait nettement et résolûment au Piémont de s'associer à sa propagande intéressée.

Afin d'agiter les esprits et de se donner un drapeau et un signe de reconnaissance, la Révolution a toujours besoin d'un peuple quelconque à protéger. En 1825, c'est la Grèce; en 1831, la Pologne; en 1848, la Hongrie de Kossuth. Un an après, l'Italie, qui veut toujours faire par elle-même, mendiait à la porte de tous les gouvernements par la sébile des nationalités qui se prétendent opprimées. Le sauvetage de ces nationalités, professé par des ambitieux et accepté par des niais de Libéralisme, est une idée fixe de la Révolution. Il lui faut éternellement un vieux peuple, dont elle essaye de réchauffer les cendres, un peuple à grands effets historiques, afin de frapper avec des mots sonores l'attention du vulgaire, un peuple dont

plus tard on s'étonne ou l'on se repent d'avoir pris au sérieux les infortunes surfaites par la poésie. La Péninsule était un beau sujet accordé à ses douleurs de rhétorique et à ses calculs d'insurrection ; mais l'imminence du péril social rendit la France et son gouvernement les heureux complices d'une sage politique. On laissa le Piémont et l'Italie révolutionnaire arranger à leur guise leur *primato* sur l'Europe.

Charles-Albert, l'épée victorieuse, se méfiait de ses capacités militaires. La France — et avec juste raison — lui déniait même un général. Le roi place son armée italique sous le commandement d'un polonais. Le 23 mars 1849, Chzarnowski la laisse battre à Novare par les Autrichiens. Cette victoire du maréchal Radetzki était la paix pour le nord de l'Italie, la paix bientôt pour le reste de l'Europe. Il ne s'agissait plus que de régler d'un commun accord les moyens de délivrer Rome de l'obsession des Sociétés secrètes agglomérées en Cercles populaires.

Le duc d'Harcourt, remplacé plus tard par M. de Corcelles, le comte de Rayneval, le comte Maurice Esterhazy, Martinez de la Rosa et le comte de Ludolf ouvrent, le 30 mars, les conférences de Gaëte. Ces conférences, qui dureront jusqu'au 22 septembre, sont au nombre de quatorze. Nous en avons les procès-verbaux sous les yeux ainsi que la plupart des notes diplomatiques servant d'annexes à ces procès-verbaux. Les délégués de l'Europe catholique avaient un but commun; mais il était bien difficile à six ministres, représentant presque six formes ou nuances de gouvernement, et sauf l'Espagne alors, ayant tous à leurs frontières ou dans leur sein la Révolution agissant ou parlant, de ne pas se heurter à quelque obstacle. Ce fut dans l'aplanissement de ces em-

barras, pour ainsi dire intérieurs, que s'écoulèrent les premiers jours.

Afin de conserver une liberté d'action plus entière, il avait été décidé tout d'abord qu'aucun mandataire du chef de l'Église ne serait appelé ou admis à ces conférences. On jugea bientôt qu'un pareil affront ne pouvait pas être fait au Sacré Collége et au Pape sous leurs yeux mêmes. Pour racheter cette mauvaise pensée, on pria le Pontife de choisir son représentant. Pie IX désigne le cardinal Antonelli, et la Conférence le nomme son président.

Nous parlons des vivants « dont les vertus non plus que les louanges, comme dit Bossuet [1], ne sont jamais sûres dans le misérable état de cette vie. » Ne nous occupons donc que des événements, en disant néanmoins, que ces ministres avaient autant de bon vouloir que de justice. Mais gênés par l'esprit du temps et paralysés par l'image de la Révolution, ils n'osèrent coopérer au bien qu'en cachette. Leur foi ne périclitait point, leur courage ne chancelait pas davantage; seulement ils redoutèrent de rompre en visière à l'opinion publique égarée ou à leurs gouvernements indécis ou mal renseignés.

Le principe d'intervention n'était pas plus mis en doute que le droit. Rome, à qui la Révolution avait communiqué le vertige de la liberté, se voyait sous le joug d'une minorité factieuse et d'une espèce d'Assemblée constituante obéissant législativement à une poignée de misérables. Mais, le principe acclamé, il restait à en faire l'application, en ménageant toutes les susceptibilités nationales.

Ces négociations étaient épineuses par elles-mêmes et surtout par les passions qu'elles réveillaient. Il fallait d'abord régulariser l'action des quatre cours et tâcher

[1] *Oraison funèbre du chancelier le Tellier.*

ensuite, par une résistance aussi discrète que modérée, d'atténuer les vœux libéraux que la République française ne tarderait pas à présenter dans l'intérêt assez mal compris des populations vivant sur le Patrimoine de Saint-Pierre. Le succès des grands événements ne sort point toujours des grandes causes, et ce n'est pas toujours le mouvement des passions qui conduit les esprits d'élite à un résultat attribué à une profonde maturité de jugement.

Quand il s'agit, dans la première conférence, de définir et de limiter le mode d'intervention, sur lequel personne ne s'entendait, le Saint-Siége propose tout simplement un plan qui doit, selon lui, trancher toutes les difficultés. La France occupera Civita-Vecchia, la province de Spolète et Perugia; l'Autriche, les Légations jusqu'à Ancône; l'armée Napolitaine, la province de Velletri, Frosinone et Ascoli, comme voisines des frontières du royaume des Deux-Siciles; puis l'Espagne, Rome et ses environs.

A peine jeté sur le papier, ce plan fait plus vite marcher les affaires que toutes les déductions diplomatiques. L'aviso à vapeur l'*Ariel* chauffe immédiatement. Il va porter en France la nouvelle du rôle secondaire qui lui est éventuellement assigné dans cette croisade. La République de 1848 n'aurait pas l'honneur de s'emparer de la Ville sainte et d'en déposer les clefs aux pieds du successeur des Apôtres. Ordre est transmis d'embarquer les troupes et de s'avancer sur Rome, afin de précipiter les événements, *gesta Dei per Francos*. Les projets du Saint-Siége étaient renversés; c'est peut-être ce qu'il avait espéré.

M. de Rayneval, ignorant encore à quel parti s'arrêtera le gouvernement, déclare dans son procès-verbal « que la division proposée est bonne, naturelle, géographique,

qu'elle respecte les circonscriptions en vigueur et facilite l'administration. »

Le président de la République était Louis-Napoléon Bonaparte. Habile et retenu, entouré d'innombrables difficultés, mais se rendant parfaitement compte de la situation, il se trouvait seul en face d'une Assemblée désunie et tapageuse. Il devait donc en triompher par le silence. La reine Hortense, sa mère, disait de lui enfant : « Louis est un doux entêté. » Président ou Empereur, il a plus d'une fois donné un heureux démenti à la seconde partie de l'horoscope maternel. La réflexion et le malheur avaient développé son expérience des hommes et des affaires. Pour se préparer à l'Empire qu'il rétablira plus tard, ce prince cédait à un désir tout naturel de gloire, à une pensée religieuse et au vœu manifeste de la France et de l'Europe. Il lui importe donc de tirer de l'obstacle même une solution inattendue. Le 25 avril, une première division de l'armée est dans les eaux de Civita-Vecchia.

Elle commence ses opérations d'une manière assez décousue, car, dans cette fluctuation de plans et dans cette incertitude de pouvoirs, il n'y avait ni homogénéité entre le Ministère et l'Assemblée, ni même obéissance dévouée parmi quelques officiers ou généraux, toujours prêts à s'écrier, avec le Prusias du vieux Corneille [1] :

> Ah! ne me brouillez point avec la République.

Les conférences se poursuivaient à l'aide de soubresauts que tout l'art de la diplomatie ne parvenait pas à adoucir. Le Mémorandum de 1831 était remis en question, et après l'épreuve qui en avait été faite, on demandait au Pape, à Gaëte, de reprendre encore une fois le

[1] *Nicomède*, acte II, scène III.

chemin qui conduit à l'exil. Tantôt l'Espagne discutait sur la possibilité d'un régime constitutionnel pour les États romains, en le modifiant de telle sorte que les garanties nécessaires à l'administration spirituelle du Pontificat fussent très-bien définies et réservées. Tantôt la France proclamait son triple but : indépendance du chef de l'Église, liberté au peuple, paix à l'Italie et à l'Europe.

Au milieu de ces thèses diplomatiques ou gouvernementales, Pie IX, chargé de la paternité universelle, essayait de faire comprendre que la souveraineté de l'homme est l'erreur capitale dans le monde et que le seul crime, d'où découlent tous les autres, c'est la révolte contre Dieu. Il voyait plus que jamais le ciel en feu sur le soir, et aux esprits sans prévoyance il annonçait que la journée du lendemain serait brûlante. En effet, une Constitution trop libérale, c'est toujours le Protestantisme transporté dans la politique. On va tout naturellement de là au mépris de l'autorité, mépris bien plus dangereux que la haine.

Ces conseils, que personne mieux que lui n'était en droit d'exposer, évoquaient une histoire encore vivante. Ils frappaient les cœurs; mais ils ne faisaient pas taire les préjugés de parti pris. En ce temps-là, les choses elles-mêmes rêvaient; puis, en s'isolant de l'avenir et en répudiant le passé, les hommes n'avaient d'autre patrie que les ruines. C'était plus que jamais ce feu du Temple, qu'au retour de la captivité les prêtres d'Israël trouvèrent enseveli dans une eau bourbeuse [1].

Pie IX ne pouvait pas empêcher quelques gouvernements de lui offrir de fausses idées pour des principes et certaines préventions pour des avis. Il tenait compte des difficultés de la situation, des périls de la Société et des

[1] II *Machab.*, I, 19.

témoignages d'affectueuse vénération que tous lui prodiguaient; mais, au gré de ces gouvernements d'un jour ou d'une heure, il ne devait pas amoindrir son indéfectibilité ou renoncer à des prérogatives qui sont l'essence et la sauvegarde de l'Église. Quand on lui parlait d'accorder aux Romains des droits civils et des libertés politiques, le Pape se surprenait à lever involontairement vers le Ciel des yeux pleins de larmes. Sa bouche n'adressait aucun reproche; mais, en présence de ce martyr d'une confiance si cruellement trompée, les diplomates eux-mêmes s'attendrissaient, et ils accusaient. Entrés plus avant et de bonne foi dans le mécanisme du gouvernement romain avec M. de Corcelles, ils comprenaient mieux sa force et ses ressources. Leurs exigences passées se réduisaient petit à petit à d'insignifiantes concessions dont le Saint-Siége restait à peu près le seul arbitre.

Afin de faire pénétrer sa pensée au cœur de la Catholicité tout entière, le Pape jugea qu'un acte souverain était nécessaire. Il réunit le Sacré Collége en consistoire, et, le 20 avril, il prononça une Allocution. Cette Allocution, œuvre personnelle du Pontife, est le récit de la Passion de Pie IX, écrite par Pie IX lui-même. Le Pape y disait dans une paix qui surpasse tout sentiment.... : « Les chefs de la faction, poussant leur entreprise avec une audace plus persistante, ne cessèrent de déchirer Notre Personne et les personnages qui nous entouraient par d'odieuses calomnies et des injures de toute nature. Et, par un coupable abus des paroles et des pensées du très-saint Évangile, ils n'ont pas craint, loups ravisseurs déguisés en agneaux, d'entraîner la multitnde inexpérimentée dans leurs desseins et leurs entreprises et de verser dans les esprits imprévoyants le poison de leurs

fausses doctrines. Les sujets fidèles de notre Domaine temporel pontifical Nous ont à juste titre demandé de les délivrer des angoisses, des périls, des calamités et des dommages auxquels ils étaient exposés. Et, puisqu'il s'en trouve parmi eux qui Nous regardent comme la cause (innocente, il est vrai) de tant d'agitations, Nous les prions de considérer qu'à peine élevé sur le Siége Apostolique, Notre paternelle sollicitude et toutes Nos entreprises n'ont eu d'autre objet, comme Nous l'avons déclaré plus haut, que d'améliorer par tous les moyens la condition des peuples soumis à Notre autorité pontificale; mais que les menées d'hommes ennemis et séditieux ont rendu inutiles tous nos efforts; et qu'au contraire, par la permission du Ciel, ces factieux sont parvenus à mener à leur fin les desseins que dès longtemps ils ne cessaient de méditer et d'essayer avec toutes les ressources de leur malice. C'est pourquoi Nous répétons ici ce que Nous avons dit ailleurs, à savoir, que, dans cette violente et funeste tempête qui ébranle l'univers presque entier, il faut reconnaître la main de Dieu, et entendre la voix de Celui qui a coutume de punir par de tels châtiments les iniquités et les crimes des hommes, afin de hâter leur retour dans les sentiers de la justice. Qu'ils écoutent donc cette parole, ceux qui se sont écartés de la vérité, et qu'abandonnant leurs voies impies, ils reviennent au Seigneur. Qu'ils l'écoutent aussi ceux qui, au milieu de ces néfastes événements, sont plus inquiets de leurs propres intérêts que du bien de l'Église et du bonheur de la Chrétienté, et qu'ils se souviennent « qu'il ne sert de rien à » l'homme de gagner tout l'univers, s'il vient à perdre » son âme. » Qu'ils l'écoutent encore, ces pieux enfants de l'Église; qu'attendant avec patience le salut de Dieu,

et purifiant chaque jour avec plus de soin leur conscience de toute souillure du péché, ils s'efforcent d'implorer les miséricordes du Seigneur, de lui plaire de plus en plus et de le servir avec persévérance.

» Cependant, malgré l'ardeur de Nos désirs, Nous ne pouvons Nous dispenser d'adresser, en particulier, Nos plaintes et Nos reproches à ceux qui applaudissent à ce décret par lequel le Pontife de Rome est dépouillé de toute dignité et de toute puissance temporelle, et qui affirment que ce même décret est le moyen le plus efficace de procurer le bonheur et la liberté de l'Église. Mais Nous déclarons ici hautement que, ni le désir du commandement, ni le regret de la perte de Notre pouvoir temporel ne Nous dictent ces paroles, puisque Notre nature et Notre inclination sont entièrement éloignées de tout esprit de domination. Néanmoins, les devoirs de Notre charge réclament que, pour protéger l'autorité temporelle du Siége Apostolique, Nous défendions de tous Nos efforts les droits et les possessions de la sainte Église romaine, et la liberté de ce Siége qui est inséparable de la liberté et des intérêts de toute l'Église. Et les hommes qui, applaudissant à ce décret, affirment tant d'erreurs et d'absurdités, ignorent ou feignent d'ignorer que ce fut par un dessein singulier de la Providence divine que, dans le partage de l'Empire romain en plusieurs royaumes et en diverses puissances, le Pontife de Rome, auquel Notre Seigneur Jésus-Christ a confié le gouvernement et la conduite de toute l'Église, eut un pouvoir civil, afin sans doute que, pour gouverner l'Église et protéger son unité, il pût jouir de cette plénitude nécessaire à l'accomplissement de son ministère apostolique. Tous savent, en effet, que les peuples fidèles,

les nations, les royaumes n'auraient jamais une pleine confiance, une entière obéissance envers le Pontife romain, s'ils le voyaient soumis à la domination d'un Prince ou d'un Gouvernement étranger et privé de sa liberté. En effet, les peuples fidèles et les royaumes ne cesseraient de craindre que le Pontife ne conformât ses actes à la volonté du Prince ou de l'État sous la dépendance duquel il se trouverait, et ils ne manqueraient pas de s'opposer souvent à ces actes sous ce prétexte. Que les ennemis mêmes du pouvoir temporel du Siége apostolique, qui règnent en maîtres à Rome, disent avec quelle confiance et quel respect ils recevraient les exhortations, les avis, les ordres et les décrets du Souverain Pontife, s'ils le voyaient soumis aux volontés d'un Roi ou d'un Gouvernement, surtout s'il était sous la domination d'une Puissance qui fût depuis longtemps en guerre avec l'autorité pontificale. »

Ce langage du Prince exilé ouvrait au monde entier le plus intime de la conscience de Pie IX. C'était l'aveu des bienfaits et la preuve du crime populaire. Le monde entier s'émut à cette histoire si paternellement racontée; Rome n'eut le droit que de s'attendrir à la dérobée. Les Romains avaient oublié un jour la recommandation du sage. « Ne va point en Afrique pour chercher des monstres, disent les Vers dorés de Pythagore, contente-toi de voyager chez un peuple en révolution. » Les Romains firent mieux ; ils appelèrent la Révolution à leurs foyers. Après avoir épuisé envers Pie IX toutes les cruautés de l'ingratitude, ils s'imaginent de provoquer la foudre et de jouer avec le blasphème.

Ils ont sacrifié aux idoles; la Révolution les flagelle par de sanglantes ironies. Conduits à l'infatuation pa-

triotique par l'ivresse du progrès, ils se sont laissé dire qu'ils pouvaient tout à leur guise régenter le Souverain et admonester le Pontife; la Révolution leur délègue des maîtres qu'elle a tirés de tous ses entrepôts d'infamie. Les uns sont depuis longtemps les hommes-liges des Sociétés occultes; les autres, perdus de dettes et de crimes, n'attendent qu'un cataclysme général pour reconstituer leur fortune aux dépens de celle de l'État. Afin de tenir éternellement sous sa main le paisible citoyen, l'inoffensif bourgeois, il faut l'isoler de sa famille et le soumettre à des agitations continues. La Garde nationale et les Clubs ou Cercles populaires furent inventés à cette intention. Rome est donc livrée aux empiriques; les jours de ses prospérités républicaines brillent au sommet du Capitole.

Une assemblée constituante est décrétée. Choisis par la terreur, élus par l'intimidation ou par des électeurs absents, ses membres devront légaliser à plein soleil tous les rêves d'impiété qu'ils formèrent dans l'ombre des Ventes ou des Loges. Le peuple est libre; le peuple est souverain; il ne lui reste qu'à obéir en esclave à tous les caprices de l'insurrection organisée. La patrie se proclame elle-même en danger. La loi suprême de la nécessité et du salut public justifie d'avance tous les excès.

Rome se trouve au pouvoir des Sociétés secrètes. Elles vont accomplir en partie, dans ces fatales années de 1848 et 1849, le songe impossible des Carbonari de 1819. De la capitale du monde chrétien elles font la métropole de toutes les misères sociales. Rome devient le champ d'asile du crime; il n'y a plus de repos pour elle que dans la honte. On la sature d'hommages imposteurs, on la crible de vertus civiques, on la décore de droits et

de grandeurs; mais c'est à condition qu'elle oubliera l'un après l'autre tous ses devoirs, que Pie IX lui rappelle, tantôt avec des paroles de père, tantôt avec les saintes menaces du Pontife[1]. Rome et les provinces de l'État ecclésiastique ne s'appartiennent plus. En face des maux qui fondent sur le Patrimoine de Saint-Pierre, le silence est leur seul remords, l'abstention leur seul courage.

Il était plus aisé d'échapper aux tentations du péché qu'aux embûches des Sociétés secrètes. Les Romains y succombèrent; le deuil et l'effroi sont à leurs portes. Le tonneau s'approche de la lie, et Mazzini, qui a flétri la ville pontificale comme le rendez-vous de tous ses sicaires cosmopolites, y arrive enfin pour proclamer l'avénement de l'Humanité-Dieu.

Le 6 mars 1849, cet homme fait son entrée au tripot constituant; et l'iniquité ne se ment plus à elle-même. L'hypocrisie jette son dernier masque; puis, dans l'ivresse de l'orgueil, il retrace en quelques mots la douloureuse histoire des ovations décrétées par les Sociétés secrètes. « Nous avons jusqu'à présent, s'écrie-t-il, traversé une époque de mensonges durant laquelle les uns acclamaient *viva* à celui qui ne leur inspirait aucune

[1] Le 1er janvier 1849, le Pape a renouvelé et fulminé l'excommunication majeure, portée par le concile de Trente contre les fauteurs ou adhérents de tout attentat sur la souveraineté temporelle des Pontifes romains. Ce crime, compliqué des circonstances les plus aggravantes, est flagrant. La suprématie spirituelle est aussi bien mise en péril que la souveraineté temporelle. Pie IX se voit forcé de lancer la *scommunica*. Imprimé à Naples, cet acte solennel doit être connu et affiché à Rome. Il y a plus d'un péril à braver pour l'apporter dans une ville où la Révolution fait sentinelle, depuis la frontière jusqu'au foyer de la plus humble famille. Un grand nombre de prélats entourent le Pape. Pie IX jette les yeux sur un Français, et monseigneur Ruinart de Brimont eut le bonheur de se dévouer pour obéir aux ordres du Saint-Père.

sympathie et dont ils espéraient pouvoir se servir, une époque de dissimulation durant laquelle les autres cachaient leurs desseins, parce qu'ils pensaient que l'heure de les révéler n'était point encore venue. »

La Révolution s'était trompée. Elle se trompera encore dans plus d'une de ses prévisions; mais elle s'applaudissait toujours. Elle s'applaudit plus que jamais, quand Mazzini ose publiquement féliciter les Carbonari de leurs mensonges et de leur dissimulation. C'est cette première scène de l'*Othello* de Shakespeare, dans laquelle on entend le singulier dialogue de Brabantio disant à Iago : « Tu es un misérable! » et d'Iago répondant : « Vous êtes un sénateur! »

Mazzini le continuait avec ses traîtres. L'âme de ce péripatéticien du poignard avait dû être ramassée dans un tas d'ordures humanitaires. Pour ouvrir une immense orgie où le sang tiendra lieu de vin, Mazzini s'empare de la dictature sous le nom de triumvirat. Rome alors entre dans les péripéties de sa ruine réelle et de ses sublimités hypothétiques, et la Papauté apprend qu'il n'est si mince ennemi qui ne puisse à la longue faire beaucoup de mal.

Au nom de Dieu et du peuple, Mazzini et ses prêtres apostats, l'Assemblée nationale et ses orateurs, Ciceruacchio et ses clubs, se mettent à l'œuvre pour régénérer. Tout aussitôt les proscriptions inaugurent la liberté; le vol et le pillage citoyens centralisent les fortunes privées. Les biens de l'Église sont au moins offrant; l'Église n'existe plus, même de nom, dans cette République d'apprentis communistes. Le Clergé s'y trouve remplacé de fait et de droit par les agents des Sociétés bibliques, qui essayent de faire pénétrer le Protestantisme avec l'or

anglais. L'idée révolutionnaire a pris à forfait la destruction du Catholicisme. Elle l'opère en légiférant; elle le sanctionne à coups de vote. Mais tandis qu'elle passe son niveau sur tout ce qui s'élève, et qu'elle frappe sans pitié sacerdoce, ordres religieux et monastères; tandis qu'elle décrète la fausse monnaie, l'emprunt forcé, la spoliation des églises, des hôpitaux et des palais, la voilà qui, toujours au nom de Dieu et du Peuple, après avoir autorisé la chasse aux prêtres, prohibe la chasse aux cailles [1].

A quelques jours de ce décret, le seul qui, dans les fastes de l'humanité républicaine, ne respire pas le sang, les impatients de Mazzini lui proposent d'organiser la terreur. Mazzini croit que son nom suffit pour atteindre ce but; il ajourne à une heure plus décisive. Il écrit donc le 28 avril : « Cher Daverio, je vous verrai très-volontiers. Les conseils que vous donnez, surtout relativement à l'*organisation de la terreur*, ne prennent pas encore. Du reste, nous nous en occuperons; mais pour le moment

[1] Le 26 mars, la République romaine ordonnait au nom de Dieu et du Peuple :

« En attendant qu'une loi générale ait déterminé d'une façon stable la manière qui, selon les raisons et les lieux, doit être observée dans l'exercice de la chasse, il est juste et nécessaire de pourvoir aux différents cas qui surviennent de temps à autre, en conciliant autant qu'il est possible la conservation des espèces, et le plaisir et l'utilité dérivant de cet industrieux exercice. Afin que, dans la chasse aux cailles qui s'ouvrira prochainement, on évite toute cause de dispute entre les chasseurs, et que tous jouissent de ce droit commun, le ministre de l'intérieur entendu et avec son autorisation provisoire,

» Ordonne :

» Durant tout le temps de la chasse aux cailles, c'est-à-dire du 15 avril à la fin de mai de cette année, il est défendu à qui que ce soit de tendre des rets pour cette chasse sur le littoral de la Méditerranée, de Civita-Vecchia à Piastra, afin que cette plage reste libre pour les chasseurs à fusil, » etc.

nous sommes sur la brèche. Demain nous serons probablement attaqués. Embrassez Garibaldi. »

Mazzini est un grand maître dans l'art du sacrilége. Sous les yeux de quelques consuls des États luthériens ou calvinistes, représentant l'Europe catholique, la profanation de la basilique de Saint-Pierre donne le signal de toutes les profanations. Mazzini a voulu célébrer sa Pâques, à lui, dans la cathédrale du monde chrétien. Les chanoines refusent noblement leur concours; ils en seront punis; mais l'anarchie a un clergé sous la main, un clergé qui, dans ses mysticités démagogiques ou communistes, ne s'effraye ni d'un crime ni d'une abomination. Par ordre des triumvirs, un abbé Spola, escorté des pères Ventura et Gavazzi, monte à l'autel pontifical, et la Révolution chante l'alleluia des Sociétés secrètes sur le tombeau même des apôtres[1].

[1] Dans son numéro du 24 avril 1849, l'*Univers* rend ainsi compte de cette déplorable cérémonie :

« Ce n'était pas assez pour un gouvernement dont les membres sont excommuniés d'*ordonner* la célébration de la plus auguste des solennités religieuses, il fallait encore qu'il mît le comble à ses usurpations sacriléges en faisant souiller l'autel réservé au Souverain Pontife par un des rares ecclésiastiques qui ont poussé l'oubli de leurs devoirs jusqu'à se faire les complices de la faction qui opprime la ville sainte. On sait qu'il existe à Rome quatre autels réservés au Pape seul. Le doyen du Sacré Collége jouit quelquefois, en cas d'empêchement, du privilége d'y monter à la place du Vicaire de Jésus-Christ; mais ce ne peut être qu'en vertu d'une bulle *ad hoc*, qui reste affichée à la porte et dans l'intérieur de l'église durant la célébration des saints mystères. Or, le jour de Pâques, l'autel réservé au Pape dans la basilique de Saint-Pierre a été, au mépris des traditions et des règles les plus formelles, choisi pour la célébration de l'office divin! Quel est l'intrus qui a osé se substituer au Saint-Père dans cette circonstance solennelle? Un prêtre inconnu, qui, espérons-le, n'appartient pas au clergé des États Romains, un abbé Spola, qui s'est fait assister par le Révérend Père Ventura et le célèbre Gavazzi. Il est consolant, au milieu de tant de scandales, de voir l'Épiscopat

A l'un des angles de l'obélisque de la place de Saint-Pierre, sur lequel Sixte-Quint burina l'éternelle victoire du Christ, on lisait, appendue comme une vulgaire affiche de spectacle, la nouvelle profession de foi dont les assassins patentés de Livourne firent hommage à leur maître. Cette profession est ainsi conçue :

« Nous, peuple et roi, par la grâce de Dieu, etc., avons décrété et décrétons :

» Tous les papes, à commencer par Pie IX, sont déchus du pouvoir temporel, et surtout ceux qui se montreront ennemis de l'union italienne. Nous, peuple, avec le pouvoir qui fut et sera toujours celui de Dieu et du peuple, envoyons à Pie IX notre malédiction, et, avec le plus solennel anathème, nous le proclamons déchu. Au nom de Dieu et du peuple, la puissance de l'excommunication

et le Clergé des États de l'Église rester inébranlablement attachés à leurs devoirs. Le Père Gavazzi est la seule exception qui ait été signalée jusqu'ici. Quant à l'abbé Spola, il est certainement étranger à Rome, et chacun sait que le père Ventura est originaire de Sicile.

» Après la célébration de la messe, où les généraux, colonels et officiers ont prêté serment de fidélité à la République, l'abbé Spola, accompagné du père Ventura et du père Gavazzi, s'est rendu processionnellement à la grande loge de la façade de Saint-Pierre, d'où le Saint-Père bénit en ce jour solennel son peuple et l'univers catholique, et cette révoltante parodie s'est terminée par la bénédiction du Très-Saint-Sacrement, donnée à la foule et aux troupes réunies sur la place. Le *Contemporaneo* exprime le regret que l'*Évêque de Rome* ne fût pas là pour bénir lui-même la population. Est-ce que le triumvirat pontifical de Spola, Gavazzi et Ventura n'est pas de nature à satisfaire la piété ou la superstition romaine !

» Ces détails dispensent de tout commentaire. Nous ne saurions exprimer avec assez de douleur les sentiments qui oppresseront tous les Catholiques en voyant, un jour de Pâques, la capitale du monde catholique, la ville où reposent les cendres des apôtres, des saints et des martyrs, affligée par de telles profanations ! »

est désormais perdue, et désormais aussi le Collége des Cardinaux peut être appelé le Collége de l'Enfer. » .

Mazzini sent qu'il importe à la Révolution de ne jamais laisser les peuples maîtres de leurs pensées ou de leurs actes. Il faut les étourdir par d'incessants spectacles ou les plonger dans une ivresse perpétuelle, aujourd'hui par un grand cri d'alarme, demain par de fantastiques prosopopées. Il ouvre donc à tout venant les cachots de l'Inquisition. Depuis longtemps, le Saint-Office, à Rome, c'est une vieille armure rongée par la rouille et suspendue à la muraille. Le triumvirat évoque des spectres factices; il a soin de créer et de multiplier les victimes imaginaires de ces fabuleuses tortures. Aux massacres de l'église de Sainte-Calixte, Zambianchi, le chef des travailleurs dans l'assassinat, lui en immolera de plus réelles et de plus innocentes. Les égorgements se préparent dans les orgies.

Les armées de l'Europe catholique marchent à la délivrance de la capitale du monde chrétien envahie par tous les tranche-montagnes des Sociétés secrètes. Les Romains s'épouvantent des calamités qu'ils appelèrent; on les condamne, malgré eux, au rôle de héros. Le triumvirat et l'assemblée ont voté d'acclamation que Rome serait sauvée de la même manière que le Pô est déclaré fleuve national; Rome doit répondre à cette consigne d'invincible. Elle y paraît assez peu disposée; les Sociétés secrètes lui fournissent un contingent de patriotes par substitution.

De tous les coins du monde, il arrive là des Condottieri qui trouvent leur patrie partout où ils peuvent élever une barricade. Maslowicki, Haug, Stewart, Laviron, Podulak, Fopfer, Gabet, Lopez, Isensmid, Dobrowoleski, Besson, et une multitude d'aventuriers siciliens, milanais, génois, napolitains et piémontais, forment l'état-major de cette

armée *indigène*. Garibaldi, le spadassin de Montevideo, et Avezzana, le marchand de cigares de New-York, par métier, se proposent de devenir par occasion les libérateurs des Romains. Et dans une des cent mille proclamations jetées à leur tête, le gouvernement révolutionnaire leur dit en mots de six pieds : « Vous redeviendrez des Romains de l'antiquité. Là où flottera votre drapeau, l'ombre de Brutus frémira de joie, et la prunelle de Marius lancera des éclairs. »

A ces légions d'étrangers qui vont jouer au Cincinnatus en retraite et au Scipion de contrebande [1], il faut accorder

[1] Rome sait ce que lui coûta le *désintéressement* de tous ses sauveurs embrigadés par la Révolution, il est bon de constater à quel taux les aventuriers de la Démagogie cotent leurs services. L'un des dictateurs de l'insurrection badoise, Brentano, prenant la route de l'exil, adresse à son collègue Raveaux le menu des frais ouvert par un certain Polonais, nommé le général Mieroslawski, qui s'était offert à prix débattu pour sauver l'État de Bade. Ce compte d'apothicaire libéral est ainsi formulé :

« Il a été envoyé 6,000 francs à Mieroslawski à Paris pour frais de voyage. Après qu'il fut arrivé, qu'il eut tout inspecté, et déclaré qu'il était prêt à se charger du commandement en chef, il assista à une séance du gouvernement provisoire, où moi, Peter et Gogg, ainsi que Meyerhoffer et peut-être vous-même, étions présents. Il exigea les pouvoirs les plus étendus pour lui comme pour son frère, constructeur de navires, et pour solde, la même somme que lui avait payée le gouvernement sicilien, à savoir, 160,000 francs. Je lui déclarai que nous n'étions pas en état de payer cette somme, et nous commençâmes à marchander. Sur notre offre de 20,000 florins pour lui et son état-major, il réduisit sa demande à 60,000, puis à 50,000 francs, et finit par accepter nos conditions. Les pouvoirs dont il devait être muni furent soumis à l'approbation de la Constituante, qui y fit quelques changements que Mieroslawski accepta. Le 17 juin, j'envoyai Frédéric Frech à Heidelberg avec 10,000 florins comme un à-compte, et dont on exige maintenant que je fasse le remboursement. Mais le jour précédent Gogg avait payé à Mieroslawski 5,000 florins, qui furent retenus malgré lui sur les 10,000 florins en question, qu'il toucha alors en total. Mieroslawski avait reçu de la sorte 6,000 francs pour frais de voyage et 10,000 florins pour les services ren-

des sœurs hospitalières à la taille de leur vertu. La princesse Belgiojoso se charge de leur éducation ; ce sont des prostituées qu'elle recrute[1].

Avec ce ramas de souillures, Rome marche à la conquête des gloires que la liberté lui promet. Mais à Rome

dus par lui. Au quartier général, ces messieurs n'ont pas payé un sou, et tous les dîners dont Mieroslawski parle dans sa perfide déclaration ont été payés par la caisse militaire : c'est dans cette caisse qu'ont été versées les sommes allouées pour la garde nationale, et si celle-ci n'a pas reçu de paye, la faute en retombe uniquement sur le commandant.

» Signé : Brentano.

» Havre, 28 octobre 1849. »

[1] Dans une Lettre-Encyclique du 8 décembre 1849, le Pape s'était plaint, et non sans de cruels motifs, que la Révolution ne donnait aux soldats blessés que des prostituées pour sœurs de charité. Il avait dit : « *Ipsi interdum miseri œgroti cum morte colluctantes*, *cunctis destituti religionis subsidiis*, *animam inter procacis alicujus meretricis illecebras cogebantur.* » A cette accusation descendue de si haut, la Révolution répondit par des démentis humanitaires. La princesse de Belgiojoso, en éditant ses *Souvenirs*, confirma sans le vouloir les sévères jugements du Pontife. On lit en effet dans les *Souvenirs* de cette femme, publiés en 1850 :

« Chacune de mes journées aurait suffi à défrayer un feuilleton de M. Eugène Süe. J'étais installée à l'hôpital militaire, et ce principal hôpital fut établi au Quirinal. J'étais donc logée dans le palais du Pape, et j'habitais une de ces petites cellules où les cardinaux s'enferment pendant les conclaves. J'établis un service de femmes à l'instar de celui que font à l'Hôtel-Dieu de Paris les sœurs de charité. Mais à Rome, le peuple n'a pas le moindre vernis de civilisation ; on le croirait sorti d'hier des forêts de l'Amérique ; il n'obéit qu'aux instincts : de là, vous pouvez deviner quelles sont les mœurs des femmes. Obligée d'enrôler à la hâte celles qui, de bonne volonté, venaient offrir leurs services, je m'aperçus bientôt que j'avais formé un sérail sans m'en douter. Alors je congédiai les jeunes et jolies garde-malades, n'inscrivant plus sur mes cadres que des vieilles édentées et contrefaites. A quoi bon? cela ne remédiait à rien ; ces vieilles avaient des filles, et si elles n'en avaient pas, elles en empruntaient. Bref, la morale et les bonnes mœurs n'étaient pas plus respectées par les sexagénaires que par les poulettes. Enfin, nous recon-

même où depuis Néron l'on apprit, au dire de Tacite[1], « à vivre dans l'inaction, connaissant trop bien l'esprit de ce règne, sous qui l'inertie fut réputée sagesse »; à Rome, il se manifestait des révoltes intérieures et de patriotiques désespoirs. L'oppression les étouffait sous des chants de victoire ou dans des farandoles citoyennes. L'oppression, qui a ses heures de prudence, accapare ou confisque les vases sacrés, l'or et l'argent du pays. Elle cache dans des banques étrangères ces dépouilles opimes; puis, afin d'appauvrir l'État et de ruiner les particuliers, elle crée du papier-monnaie avec une inquiétante prodigalité. Son papier-monnaie, c'est l'assignat de la Révolution française; avec cette seule différence que le Pape aura la bonté de prendre à sa charge les dépenses faites contre lui.

Au milieu des tiraillements de parti et des combats de tribune, qui doivent nécessairement affaiblir l'action militaire, le général Oudinot, duc de Reggio, a conduit ses troupes sous les murs de la Ville éternelle. Les ordres qu'il a reçus, les vœux qu'il forme, tendent tous à ménager cette grande cité dont les monuments sont l'apanage de l'histoire et du nom chrétien. C'est une mère que les armées de l'Europe viennent délivrer. Le sein de cette mère, qui les engendra à la gloire catholique, sera donc

nûmes, moi et les dames qui m'aidaient dans les soins rendus aux blessés, que la surveillance la plus active était le seul obstacle qui pût atténuer le danger. Après avoir bien épluché mon personnel, je jouai le rôle d'une duègne sévère armée de lunettes, me promenant un jonc à la main, pour mettre subitement fin aux conversations qui pouvaient devenir trop intimes. A travers ce désordre et cet égoïsme, que de dévouement pourtant et que de candeur, chez ces créatures, se trouvaient mêlés à la bassesse! »

[1] Tacite, *Agricolæ vita*, VII.

respecté; mais ces respects, dont le génie et l'artillerie se préoccupent assez peu d'ordinaire, offrent aux Condottieri assiégés une double chance de clameurs et de bravades.

Autant qu'il fut en eux, les volontaires des Sociétés secrètes, de la tribune révolutionnaire et de la presse irréligieuse ont, d'accord avec les mauvais prêtres de tous les pays, essayé de détruire l'Église et le Pontificat, le plus splendide, le plus durable des monuments de Rome. Et, eux qui n'ont ni souvenirs ni regrets pour toutes les vieilles cathédrales mises à sac en 1793, ils s'étonnent, avec des désespoirs menteurs, que, dans leurs paraboles étudiées, les bombes et les boulets de la France chrétienne osent ébrécher quelques moulures de marbre ou menacer en passant une corniche de la basilique.

Les ménagements recommandés et compris avec une si admirable intelligence amènent de savantes lenteurs que toute espèce de négociations prolongent au seul avantage des Sociétés secrètes. Ces lenteurs offrent à la Révolution la possibilité de semer la discorde dans les armées de France, d'Autriche, d'Espagne et de Naples, sans autre connexion qu'un principe religieux. Les Romains commençaient à se lasser d'être toujours vainqueurs et toujours magnanimes. La Révolution les décrète invincibles.

Elle ne peut, elle ne doit accuser qu'elle des malheurs que le génie militaire s'efforce d'épargner. La Révolution exagère ces malheurs comme elle sait tout exagérer; puis elle s'acharne à en rendre l'Église et le Pape responsables et solidaires.

Le Pape aura fait bombarder sa ville. Le Père aura mitraillé ses enfants; et, dans une lettre fameuse par les outrages, le théatin Ventura se portant l'interprète de ces

doléances de commande et de ces sanglots d'emprunt, eut l'inqualifiable courage d'écrire :

« Civita-Vecchia, 12 juin 1849.

« Mon très-cher ami et frère,

» C'est les larmes aux yeux, c'est le cœur brisé par la douleur, que je vous écris cette fois. Pendant que je vous trace ces lignes, les soldats français bombardent Rome, détruisent ses monuments, mitraillent ses citoyens, et le sang de part et d'autre coule par torrents. Les ruines s'accumulent sur les ruines, et Dieu sait quelle sera l'issue de cette lamentable lutte! On craint que si les Français entrent à Rome par assaut, le peuple dans sa rage ne se laisse entraîner à massacrer tous les prêtres et toutes les religieuses! Et, dans ce cas, la belle victoire qu'aurait obtenue la France! La belle restauration de la souveraineté papale que l'on aurait opérée! L'histoire nous apprend qu'en général les restaurations opérées par la force ne sont pas durables et que les trônes relevés sur les cadavres et dans le sang ont pour sort d'être bientôt renversés par de plus violentes secousses. Ainsi, de toutes les combinaisons qui ont été discutées à Gaëte pour remettre le Pape sur son trône, on s'est arrêté à la plus déplorable, à la plus funeste.

» Mais ce qui désole bien davantage toute âme catholique, c'est que cette restauration, si elle a lieu, sans arriver à rétablir solidement le pouvoir du prince, frappera et détruira peut-être l'autorité du Pontife; c'est que chaque coup de canon, en endommageant les murs de Rome, détruira peu à peu la foi catholique dans le cœur des Romains. Je vous ai dit l'horrible impression que *i confetti di Pio nono mandati a suoi figli* avaient produite sur le

peuple de Rome, la haine qu'ils y avaient excitée contre les prêtres. Mais tout cela n'était rien en comparaison de la rage contre l'Église, contre la religion catholique même, qu'y ont éveillée la vue des bombes françaises. Comme la plupart de ces bombes sont tombées dans le Transtevère, ont ruiné les maisons des pauvres gens qui l'habitent et frappé leurs familles, ce sont les Transtévérins particulièrement, cette portion du peuple romain jadis si catholique, qui maintenant maudissent, blasphèment le Pape et le clergé, au nom desquels ils voient commettre ce carnage et ces horreurs! . . . .

» Mes amis ici me cachent tout ce qui se fait et se dit à Rome dans ce déplorable sens. Ils veulent m'épargner l'immense douleur que cela me causerait. Malgré ces soins délicats, je viens d'apprendre qu'à Rome toute la jeunesse, tous les hommes de quelque instruction, en sont à ce raisonnement : « Le Pape veut régner par la force sur nous. Il veut pour l'Église ou pour les prêtres la souveraineté qui n'appartient qu'au peuple, et il croit, il dit qu'il est de son devoir d'agir ainsi, parce que nous sommes catholiques, parce que Rome est le centre du Catholicisme. Eh bien, qui nous empêche d'en finir avec le Catholicisme, de nous faire protestants s'il le faut, et alors quel droit politique pourra-t-il réclamer sur nous? Car n'est-ce pas horrible à penser, que, parce que nous sommes catholiques et fils de l'Église, il faille être maîtrisés par l'Église, abjurer tous nos droits, attendre de la libéralité des prêtres, comme une concession, ce qui nous est dû par justice, et être condamnés au sort du plus misérable des peuples?

» J'apprends aussi que ces sentiments sont devenus plus communs qu'on ne pense, qu'ils ont pénétré même jusque

dans le cœur des femmes. Ainsi, vingt ans de travaux apostoliques que j'ai supportés pour unir de plus en plus le peuple romain à l'Église, les voilà perdus en quelques jours! Ainsi ce que j'avais prévu, ce que j'avais prédit dans toutes mes lettres, le voilà malheureusement accompli, et au delà même de mes prévisions! Le Protestantisme se trouve implanté de fait dans une partie de ce bon et religieux peuple romain, et, chose horrible à dire, cela est arrivé par des prêtres, par la mauvaise politique dans laquelle on a entraîné le Pape!

» Ah! mon cher ami, l'idée d'un évêque qui fait mitrailler ses diocésains, d'un pasteur qui fait égorger ses brebis, d'un père qui envoie la mort à ses enfants, d'un Pape qui veut régner, s'imposer à trois millions de chrétiens par la force, qui veut rétablir son trône sur des ruines, des cadavres et le sang, cette idée, dis-je, est si étrange, si absurde, si scandaleuse, si horrible, si contraire à l'esprit et à la lettre de l'Évangile, qu'il n'y a pas de conscience qui n'en soit révoltée, qu'il n'y a pas de foi qui puisse y tenir, pas de cœur qui n'en frémisse, pas de langue qui ne se sente poussée à la malédiction, au blasphème! Ah! mieux valait mille fois perdre tout le temporel, le monde entier s'il le fallait, que donner un pareil scandale à son peuple! »

Par l'organe de son théatin, la Révolution a déclamé; raisonnons maintenant.

Henri IV, lui aussi, fut forcé d'assiéger sa bonne ville de Paris. En est-il resté moins populaire pour cela? N'est-ce pas de ce seul roi, dont le peuple garde éternellement la mémoire, que Voltaire a écrit[1] :

Il fut de ses sujets le vainqueur et le père.

[1] *Henriade*, chant Ier.

Pie IX a suivi l'exemple du Béarnais; Pie IX, frappé au cœur de toutes les trahisons qui récompensèrent ses vertus, voulut délivrer Rome des loups cruels se jetant sur elle comme sur une proie. Après l'avoir tyranniquement obsédé d'hommages, ce peuple, bon gré, mal gré, en venait à le laisser obséder de menaces. Le Prince s'est retrouvé sous le Père. Afin de protéger ses sujets contre des hordes de malfaiteurs, il a remis entre les mains de l'Europe le glaive de la justice plutôt que celui de la vengeance.

Pour un motif bien plus urgent que tous les intérêts d'ici-bas, Pie IX a suivi l'exemple qu'en juin 1848 la France lui donna contre le Paris révolutionnaire, exemple que, dans les premiers jours d'avril 1849, le Piémont constitutionnel lui renouvelait, en bombardant Gênes la superbe.

Cavaignac, mandataire du parti républicain, Victor-Emmanuel, le roi libéral, sont amnistiés par la Révolution. Pourquoi ne se montre-t-elle pas aussi prodigue d'oubli envers le Souverain des États ecclésiastiques? N'avait-il pas le même droit? En a-t-il usé avec plus de rigueur?

Les mercenaires des Sociétés secrètes, dont l'armée française débarrassa Rome, n'étaient-ils pas les mêmes que ceux dont l'armée sarde précipita la fuite à coups de canon? Entre les deux princes et les deux armées, le cas est absolument le même. Un peu plus ou un peu moins de libéralisme prolongé et de guerre sournoise à l'Église excuserait-il dans Victor-Emmanuel le prétendu crime dont Pie IX s'honore d'être chargé aux yeux de la Révolution? Car c'est la justice exercée envers tous qui établit la paix.

Le siége marche d'une manière pour ainsi dire scientifique; mais le règne du mal ne finira pas dans le sang comme il a commencé dans l'hypocrisie. La Révolution est en face des fils aînés de l'Église, et la Révolution a des larmes au bout de sa plume pour s'attendrir sur les débris que la France ne fait pas. La Révolution appelle les Transtévérins à son secours. Elle les provoque à l'apostasie; elle les voit, dans ses rêves de malade, renonçant à la vieille foi de leurs pères, ainsi qu'un mois auparavant, le *Censore* de Gênes, reproduit par le *Peuple* du 11 mai 1849, admira les Transtévérines se drapant en Brutus de la maternité patriotique.

Quand on a subi la torture d'une lettre du père Ventura, quelques lignes du citoyen Proudhon ne peuvent que rafraîchir l'âme. Écoutons donc le citoyen.

« Le peuple, écrit-il, demande unanimement des armes. Le quartier du Transtevère entier, enfants, hommes et femmes, est en armes aux barricades. Les femmes menacent, après avoir épuisé tout moyen de défense, de jeter des croisées leurs petits enfants sur les assaillants. »

Comme les démagogues, bénis par les apostats, n'en finissent pas si vite avec l'absurde, une lettre datée de Rome, le 26 juin[1], change les entrailles sans pitié des mères transtévérines en gouffres béants de Curtius. Les frères et amis de la liberté, de l'héroïsme et de la régénération écrivent :

« Le triumvirat a fait construire une terrasse ou un belvédère sur le palais Quirinal. C'est de là que Bonaparte (Canino), Armellini, Mazzini, Saffi et autres, observent avec des lunettes d'approche les mouvements de l'armée française. Le Quirinal est miné et chargé de barils de

[1] *Concordia* de Turin, n° du 1er juillet 1849.

poudre. Les triumvirs y attendent les Gaulois, prêts à mourir sur leurs chaises curules, mais en se faisant sauter en l'air, eux et leurs ennemis. Ce que je vous dis du Quirinal, je pourrais vous le dire d'autres lieux de Rome. »

S'il n'est pas encore bien prouvé que ces grands citoyens inventèrent la poudre, il est toujours parfaitement démontré qu'ils surent éventer la mèche.

La victoire n'avait été retardée que par les obstacles volontaires que l'armée assiégeante s'était résignée à surmonter pour remplir le vœu de Pie IX et celui de la France. La victoire arriva au jour et à l'heure annoncés. Elle arriva, malgré les hâbleries d'héroïsme popularisées par la Révolution et par la presse. On lisait alors dans les journaux des faits, tels que celui-ci, assurés et garantis par la Révolution elle-même. Dans une correspondance datée de Rome et adressée au *Censore* de Gênes, on s'extasie au fabuleux récit d'une bataille sous les murs de la ville assiégée; puis les écrivains, Ariostes démocrates d'un *Orlando furioso,* ajoutent : « Garibaldi, Avezzana, Arcioni, tous enfin ont été dignes du nom italien; mais le premier est le héros du jour. Son nom est dans toutes les bouches. Il a reçu une balle dans le flanc; il l'a retirée lui-même, et est remonté à cheval pour charger l'ennemi. Il va bien. » Philopœmen est immortel pour n'avoir opéré que la moitié du prodige; mais Philopœmen n'était pas un révolutionnaire italien.

Tandis que la Démagogie internationale, se votant des ridicules, se livre aux hommages des crédulités moutonnières, d'incessants, de frénétiques appels sont adressés au peuple pour l'entraîner aux barricades. Le peuple en comprend l'inutilité; il se renferme dans ses demeures, sans daigner répondre à de folles provocations. L'An-

gleterre a vu tour à tour dans sa capitale des envoyés de cette république romaine mendiant l'appui du cabinet de Saint-James. Canuti, Manzoni, Carpi et Marioni échouèrent dans leur mission. L'Angleterre n'ose promettre qu'un concours moral; et froide, impassible comme un de ces juifs du Moyen Age qui, après avoir reçu valable caution, prêtaient des armes aux deux tenants pour lesquels s'ouvrait la lice du tournoi, elle se contente de vœux stériles et de faux-fuyants embarrassés. Sous prétexte d'étudier les vestiges de l'antiquité, lord Napier vint à Rome pour donner à la Révolution, de la part de lord Palmerston, des conseils de prudence. L'Angleterre elle-même reculait devant ces crimes ou devant l'indignation de l'Europe.

L'armée pacificatrice et victorieuse entra, le 3 juillet, dans la cité qui capitulait par son *Municipio;* puis la Révolution, peu jalouse de mourir dans ces Thermopyles triumvirales, se retira honteusement encore une fois, sous passe-port britannique, en ne laissant que des douleurs à consoler et des ruines de toute sorte à réparer. Elle n'avait pas été heureuse par les armes; avant de fuir, elle érigea le stylet en sentinelle perdue. Le stylet, toujours anonyme, comme la bombe incendiaire, ne reçut et n'exécuta que l'ordre de vulgariser la terreur.

L'œuvre de la Démagogie était consommée; l'Église se charge d'y porter remède. La Démagogie a passé sur le champ du père de famille, elle l'a couvert de ronces et de cendres; c'est au père de famille qu'il appartient de le déblayer en le fécondant de nouveau. Le père de famille disait déjà à son peuple, ainsi que dans Isaïe[1] : « J'ai effacé vos iniquités comme une nuée qui passe et vos péchés

[1] *Isaie*, XLIV, 22.

comme un nuage. Revenez à moi, parce que je vous ai rachetés. » Le peuple ne demandait pas mieux que de revenir à son prince. L'enfant prodigue sentait le besoin d'une bénédiction du Pontife et d'un pardon du Père; mais des considérations de plus d'une sorte retardaient ce rapprochement si désiré. Le Pape, retournant à Rome sous la protection des baïonnettes catholiques, voulait y rentrer souverain indépendant; roi libre de tout engagement. La dignité du trône et du pontificat lui semblait attachée à cette condition.

Quand sa persévérance, aussi pleine de prévision que de délicatesse, eut triomphé dans les conseils de la République française comme dans ceux des monarques de l'Europe, Pie IX résolut de condescendre au vœu du peuple romain, et de confier sa personne à la garde des armées françaises.

Le nom de soldats de la France républicaine retentissait assez mal aux oreilles de quelques Cardinaux et Prélats. Le drapeau tricolore, c'était toujours, comme dans les temps écoulés, l'invasion du Patrimoine de Saint-Pierre, la captivité du Pape et une ruine trop réelle, accompagnant une fiction de liberté. Pie IX ne partageait aucun de ces pressentiments. La justice lui servait de cuirasse; la vérité était la ceinture de ses reins. Il savait que les lèvres trompeuses des vieux courtisans de la Révolution étaient contraintes à devenir muettes; il ne consentit point à mettre une haie d'épines autour de ses oreilles. Pour honorer la France et ses gouvernants, il voulut leur donner à tous un témoignage de confiance. Le 12 avril 1850, le Pape, porté presque en triomphe de Naples à Terracine et de Terracine à Rome, arrive dans sa capitale au milieu des acclamations populaires,

se confondant avec les hommages d'affectueuse piété que les chefs et les soldats de l'armée française ne cessent de prodiguer au chef de l'Église.

En moins de soixante ans, trois Papes du nom de Pie furent appelés, dans les décrets de la Providence, à lutter contre l'idée révolutionnaire. Tous trois y perdirent la couronne; tous trois subirent l'exil ou endurèrent les souffrances de la captivité. Ce fut le fait de la Révolution; mais la Révolution elle-même n'osa jamais aller plus loin. Elle s'arrêta là; et dans un siècle où les grandeurs tombées et les princes déchus ne sont comptés pour rien, ces trois Papes virent leur puissance spirituelle s'accroître à mesure que s'augmentaient leurs calamités temporelles. Leur voix prisonnière a été, d'un bout du monde à l'autre, plus respectée que du haut même de la Chaire apostolique. Privés du trône, ils conquirent un prestige plus auguste, et le pouvoir des Clefs n'en fut que plus vénéré. Il a grandi sous la persécution. Toute rassasiée d'opprobres, la Chaire de Pierre semble suspendue sur les abîmes, mais elle se raffermit au sein des orages. Les jeux de la fortune, l'élévation et la ruine des hommes, les combinaisons de la politique, les fureurs de l'impiété, viennent en confirmation des célestes décrets. Une main protectrice s'étend sur le Pontificat; Dieu lui fait comme un rempart de sa bénédiction. Contestez, niez, menacez, dépouillez. Qu'il ait la tiare d'or et de diamants ou la couronne d'épines, le sceptre ou le roseau, il est toujours le Pape!

Cela est si vrai, si bien démontré même par les événements, que l'histoire seule de ces trois pontifes rayonne de cette évidence. Pie VI meurt sur un territoire étranger et dans une citadelle, où la Révolution dispose de sa liberté.

A peu de mois d'intervalle, le cercueil de la victime est rendu à la basilique de Saint-Pierre. Afin d'immortaliser le martyr et le confesseur, Rome, par la main de Canova, place la statue de Pie VI sur le tombeau même des saints Apôtres, comme pour glorifier Pierre et Paul dans l'inaltérable courage de leur successeur. Pie VII à son tour retrouve sa Rome à la chute de Napoléon; mais plus heureux encore que ses devanciers, Pie IX y rentre au moment où Louis-Napoléon Bonaparte fait de son futur avénement à l'empire une condition de liberté pour l'Église et de sécurité pour le Pontife suprême.

La Révolution s'est donné pour mot d'ordre d'étouffer le Christianisme dans la boue; et malgré elle, par la force seule des choses, c'est à la victoire du Siége romain qu'elle arrive. Plus que jamais le Prêtre peut dire avec le Dieu : « *Ego et Pater unum sumus.* » Et si cette sublime révélation ne produit pas son effet sur la Révolution, plus que jamais encore le Pape doit ajouter[1] : « J'ai fait au nom de mon Père des œuvres merveilleuses parmi vous; quelle est celle dont vous voulez me faire un titre de mort? »

La Révolution peut tuer; il ne lui sera jamais possible de répondre à un semblable interrogatoire.

Pie IX a donc revu son peuple. Les indignités ont été si chèrement rachetées, que le Père n'a de force au cœur que pour pardonner. L'amour de la paix l'emporte dans son âme; et au milieu de cette Rome où la Révolution accumula tous les maux, il apparaît comme le ministre de Dieu pour le bien universel. A dater de ce jour de réconciliation entre un père trahi et des fils repentants, l'Église, qui a combattu la Révolution et souffert par la

[1] *Evang. secund. Joan.*, ch. x, v. 32.

Révolution, voit se succéder comme par enchantement toutes sortes de bonheurs selon la foi.

Les tempêtes les plus violentes contre le Siége romain furent toujours, même historiquement parlant, les avant-coureurs des plus éclatantes prospérités. Les premières années du règne de Pie IX avaient été signalées par des désastres que sa clémence ne put conjurer. Ces désastres, nés au contact des Sociétés secrètes, sont une source de merveilleuses fortunes pour la Chaire de Pierre. Les Sociétés secrètes, filles de la Révolution, avaient créé une race de sauvages, uniquement occupés de choses matérielles. Au milieu des prodiges de la civilisation, ces sauvages niaient la loi de vérité, qui est la règle de l'intelligence, et la loi d'ordre, qui est la règle du cœur. Ils n'avaient rien à eux, pas même leur conscience; et c'est à peine si dans un tel amas de paille on apercevait quelques grains de froment.

Révolution et Sociétés secrètes se liguèrent avec la faiblesse des rois et la complicité des peuples pour ébranler la Chaire de Pierre. Ne pouvant rien contre Dieu, ils ont tout essayé contre son Église. Lorsque, comme à la mort du grand Athanase, la Chrétienté, enveloppant l'Église dans son linceul, allait s'écrier en forme d'oraison funèbre : « L'œil du monde s'est fermé! » Dieu permit que cette admirable métaphore orientale devînt une antiphrase usuelle. L'œil du monde se rouvrit; il jeta une si vive lumière, que les aveugles eux-mêmes lui rendirent hommage. La Révolution était vaincue dans les faits : elle le sera bientôt dans les actes. Elle s'était complu à présenter la Papauté sous l'image d'un vieillard débile, d'un vieillard que le poids de sa triple couronne faisait chanceler. C'était un souffle terrestre qui s'éteignait

sous l'éclair de la raison souveraine. Il y a peu, très-peu d'années encore, cela se disait, cela s'enseignait, cela s'écrivait; et, sur les ruines amoncelées, la Papauté se relève plus jeune et plus puissante. Jamais Dieu ne parut plus visible derrière le voile humain de son représentant.

L'Église a eu ses combats et ses deuils; elle entre avec son Pontife dans une ère de rafraîchissement, de repos et de grandeur. Nous avons énuméré ses plaies : assistons à ses triomphes.

Depuis un demi-siècle, l'Angleterre sentait qu'il lui serait impossible désormais de maintenir dans leur tyrannique intégralité les lois que l'arbitraire de Henri VIII, d'Élisabeth, de Jacques Ier et de Cromwell fit décréter contre les catholiques du Royaume-Uni. De concert avec le cardinal Consalvi et le pape Léon XII, l'Angleterre s'occupa très-activement à chercher les moyens parlementaires qui doivent élargir aux persécutés les voies de la liberté de conscience. Pour gouverner les fidèles de la Communion romaine, on ne tolérait en Angleterre que des délégués du Saint-Siége, vicaires apostoliques, au nombre de huit, n'ayant pas de titre diocésain et ne pouvant point constituer un corps épiscopal organisé. Cette situation avait toujours ses incertitudes et souvent ses périls.

Par Lettres pontificales du 24 septembre 1850, Pie IX rétablit la hiérarchie épiscopale sur cette vieille terre de l'Anglicanisme, appelée autrefois l'Ile des Saints par l'Église romaine. Une province ecclésiastique est formée; elle se compose d'un archevêque métropolitain et de douze évêques suffragants. Le cardinal Wisemann, qui a eu sa large part dans les combats de la pensée et de la parole, se trouve tout naturellement désigné aux hon-

neurs. Il fut à la peine, il est à la gloire; mais, à Londres, ainsi que dans les comtés protestants, la gloire catholique n'est pas toujours exempte de retours et d'insultes.

Cet acte de la toute-puissance pontificale est une restauration plutôt qu'une usurpation. Il était si carrément posé, si franchement soutenu, que, par son audace même, il stupéfiait certains catholiques timides ou trembleurs, qui, placés en dehors du mouvement des esprits, ne voyaient ni de haut ni de loin. Des inquiétudes de plus d'une sorte se manifestèrent. L'Anglicanisme s'émeut; le Parlement adopte des bills où un dernier sentiment de haine religieuse sert de passe-port à un dernier cri de colère protestante. Le peuple eut des huées, des grognements et des sifflets, comme il en a de temps à autre pour ses rois et pour ses grands hommes. On lui permit de s'emporter en manifestations ridicules, en menaces insensées. Rome connaissait ces vains et suprêmes efforts de la tourmente hérétique. Elle laissa passer les flots courroucés; ils vinrent se briser contre la Pierre inébranlable de l'Église.

Le coup d'État pontifical, frappé avec tant d'autorité au cœur même du schisme, n'était ni une revanche du Mémorandum de 1831 ni une provocation, encore moins un défi. Rome ne cherche pas le bruit, mais ayant enfin l'expérience des révolutions, elle ne l'évitait plus. Cet exemple doit servir d'encouragement aux autres tribus catholiques persécutées par la liberté d'examen. Cette liberté les avait réduites à la servitude : Pie IX s'avance pour les affranchir. Dans un jour d'égarement, les Romains répudièrent les bienfaits politiques dont le Pape prenait plaisir à les combler. Le Pape tourne les yeux

vers des contrées plus véritablement dignes de pitié; il les émancipe en Jésus-Christ, au nom de ce Siége romain à peine relevé.

La foi des Catholiques anglais et irlandais a des guides et des protecteurs désignés par le Pontife. Les Catholiques de Hollande sollicitent la même faveur : Rome la leur accorde avec le même empressement. Mais, dans les Pays-Bas, l'héritier de la maison de Nassau ne consent point à laisser établir sans sa participation la hiérarchie épiscopale. Il désire s'associer au vœu de Pie IX, et donner spontanément à ses fidèles sujets de la Communion romaine un témoignage de royale gratitude. Le 4 mars 1853, des Lettres pontificales établissent pour la Hollande une province ecclésiastique. C'était la fin du Jansénisme. Il n'avait plus de raison d'être, plus de prétexte pour se dire séparé du centre de l'Unité. Il n'en continua pas moins à végéter dans les abstractions d'une révolte sans révoltés; triste phénix qui renaît de ses cendres et ne fait pas même entendre au monde son dernier cri de détresse.

Deux années auparavant, en avril 1851, Rome avait conçu la pensée de renouer la chaîne des temps avec l'Espagne. Malgré les guerres civiles, les émeutes périodiques, les complots du sabre et les lois votées par l'incrédulité libérale, le royaume d'Isabelle et de Charles-Quint n'en restait pas moins attaché par les entrailles à la Chaire de Pierre. La Révolution le dépouillait bien peu à peu de ses vieilles croyances monarchiques; il ne lui était pas possible d'arracher des cœurs espagnols le sentiment catholique. Au milieu d'innombrables Pronunciamentos, le peuple restait ferme dans sa foi. On lui enlevait ses évêques, on dispersait son clergé. L'exil et

les persécutions le rendaient plus fort dans cet abandon calculé. Le Catholicisme en Espagne avait de si profondes racines qu'il dominait tous les partis. Ruiné par la spoliation, il prouvait, par son attitude, que les coups d'État ne sont jamais un remède.

Le pouvoir d'Isabelle II était précaire. Il se voyait exposé au vent des insurrections et au caprice des conspirations militaires. Isabelle comprend qu'il lui importe de l'appuyer sur le principe religieux. Au nom du Pape, le cardinal Brunelli va négocier à Madrid un Concordat, dont le dépérissement du Sacerdoce fait une nécessité pour le trône et pour le Saint-Siége. En Espagne, on pactise peu avec les nouveautés; on ne cherche pas à envelopper sa religion sous des réticences timides ou sous une phraséologie à double entente. Les vieux chrétiens s'y révèlent dès le premier article. Le Concordat s'ouvre donc par cette déclaration pleine d'une solennelle franchise : « La Religion catholique, apostolique romaine, qui continue à être l'unique religion de la nation espagnole, à l'exclusion de toute autre, se conservera toujours dans les domaines de Sa Majesté Catholique avec tous les droits et prérogatives dont elle doit jouir, selon la loi de Dieu et les dispositions des saints Canons. » L'éducation publique est mise sous la surveillance des Évêques, et l'Église, réintégrée dans ses droits, peut en toute sécurité réparer les brèches que la Révolution fit au sanctuaire.

Témoins de ce retour vers les idées religieuses, et s'avouant enfin qu'il ne faut pas, même dans leur intérêt personnel, laisser les peuples à la merci de la Démagogie, les Princes protestants d'Allemagne se décident à mettre un frein aux excès des libres-penseurs, qui finis-

sent toujours par introniser la licence. Jusqu'à Pie IX, ces Princes se sont tenus à l'écart de Rome. Un sentiment de justice envers leurs sujets catholiques et une pensée conservatrice les rapproche du Siége romain, dont ils se séparèrent jadis et dont maintenant ils veulent être les alliés. Les guerres de religion firent leur temps; c'est la guerre sociale que la Révolution préconise. Les Rois, même protestants, ont un intérêt éternel à être justes, car ils ne peuvent pas toujours espérer d'être forts. La justice les amène à des Concordats que Rome discute et règle avec eux, en stipulant des droits aussi bien pour la liberté du culte que pour les libertés religieuses des provinces ou fractions de provinces attachées à l'Unité.

Ces œuvres, qui s'achevèrent sous nos yeux, portent toutes avec elles de graves enseignements. La vitalité de l'Église avait été mise en doute par les sophistes, elle sort de l'épreuve plus brillante et plus jeune. Un triomphe encore plus décisif lui est réservé.

La Révolution avait nourri dans son berceau le Joséphisme naissant. C'est elle qui l'étouffera au milieu de sa carrière; car il ne fallait rien moins que la crise sociale de 1848 pour balayer cet amas de lois restrictives. Insatiable comme la mort, la Révolution ne se contentait pas, en Autriche, de tuer à petit feu le Catholicisme et la Monarchie; il lui plut un jour d'avoir raison d'un seul coup du Sacerdoce et de l'Empire. Ce jour-là, ses étudiants, ses illuminés et ses sicaires de tous les rites se conjurèrent, afin de donner, par l'insurrection et par l'assassinat, droit de cité à tous les rêves des Sociétés secrètes. Mais ce jour-là aussi un grand événement s'accomplissait dans la maison de Habsbourg.

Il y avait, comme héritier futur de la couronne impé-

riale, un jeune archiduc presque encore enfant. Ainsi qu'au premier livre des Rois [1] : « Le Seigneur s'était cherché un homme selon son cœur, » et il l'avait trouvé dans ce prince. François-Joseph ne peut régner qu'après l'empereur son oncle et l'archiduc son père. Mais ce jeune homme porte à son front un si radieux diadème d'espérance et de prospérité, qu'au milieu des ruines de l'Empire, l'armée et le peuple le désignent comme un sauveur prédestiné. Une double abdication s'opère dans un admirable accord de famille, et l'empereur François-Joseph monte sur un trône ébranlé par tous les ennemis du dedans et du dehors. Cet Empereur, qui, comme Charles-Quint arrivant au pouvoir, ne compte pas encore dix-huit ans, a déjà eu en partage trois bonheurs, dont un seul serait une consécration. Il fut élevé par l'archiduchesse Sophie, sa mère, une de ces femmes revêtues d'énergie et de beauté, et dont, au livre des Proverbes [2], Dieu dit que : *manum suam misit ad fortia.* Il eut pour gouverneur le comte Henri de Bombelles ; il fit ses premières armes sous le maréchal Radetzki, un Agricola germanique, qui, comme l'Agricola de Tacite, dans tous ses commandements, se conduisit de façon à paraître digne d'un grade supérieur.

Cette éducation de la famille, de l'empire et de la guerre, développa chez le jeune archiduc des qualités du cœur et de l'esprit que les désastres de l'Autriche allaient élever à l'héroïsme. A peine vainqueur de toutes les insurrections qui ont déchiré ses États héréditaires, et qui, du Lombardo-Vénitien à la Hongrie, en passant même par Vienne en proie aux insurgés, firent

[1] *Reg.*, l. Ier, XIII, 15.
[2] *Proverbes*, XXXI, 19.

de ces possessions un vaste champ de bataille, François-Joseph comprend d'où le mal est venu. Sa tête, qui ceignait la couronne de saint Étienne, ne fléchit pas sous la couronne de fer, c'est-à-dire de justice. Par la pensée, il est remonté à la source des désordres que la maison de Habsbourg expie dans une catastrophe momentanée. Sans tergiversation comme sans méticuleuse prudence, le nouvel Empereur se propose d'y porter remède. De sa pleine et puissante autorité, il rompt d'un seul coup toutes les mailles du réseau dans lequel le Joséphisme avait paralysé l'activité, la force et l'indépendance de l'Église.

Il a pour Nonce apostolique auprès de sa personne le cardinal Viale-Préla, et pour archevêque de Vienne le cardinal Othmar de Rauscher, deux prêtres dont le dévouement au Siége romain est encore plus grand que la science théologique et la perspicacité politique. L'Empereur a fait connaître sa volonté; le Pape le seconde dans l'effusion d'une reconnaissance véritablement paternelle, et, le 18 août 1855, le Joséphisme expire sous le Concordat qui rend à l'Église sa liberté d'expansion.

Cet acte, dans lequel l'empereur d'Autriche n'a pas plus marchandé les satisfactions que l'obéissance, et où les droits sont aussi bien consacrés que les devoirs [1], pro-

[1] Le Concordat d'Autriche se compose de trente-cinq articles. Le premier et le dernier sont ainsi conçus :

« Art. Ier. — La Religion catholique, apostolique romaine, sera toujours conservée en parfait état dans toute l'étendue de l'empire d'Autriche et dans tous les États qui le composent, avec tous les droits et toutes les prérogatives dont elle doit jouir en vertu de l'ordre établi par Dieu et les lois canoniques.

» Art. XXXV. — Par cette solennelle convention, les lois, dispositions et décrets portés jusqu'à ce jour, de quelque manière et sous quelque forme

duisit dans le monde chrétien un sentiment d'admiration et de gratitude. L'Allemagne catholique vit qu'un chef lui était né : dans ses manifestations de joie, elle entoure le trône impérial d'une nouvelle auréole. Depuis Joseph II, les Ordres religieux n'existaient qu'à l'état d'individus, et par une tolérance tacite, soit de l'empereur François Ier, soit de Ferdinand son fils. Le prince de Metternich encourageait ce retour vers le Siége romain et les idées conservatrices; mais il ne se croyait pas la puissance de l'effectuer. François-Joseph a levé tous les obstacles. A sa voix, ou plutôt sous son inspiration, les Jésuites et les Rédemptoristes annoncent à l'Allemagne la bonne nouvelle du salut; des missions sont prêchées par eux dans les villes et dans les campagnes. Partout elles produisent un bien immense. La Révolution était vaincue; elle se vengea de sa défaite avec des épigrammes émoussées ou de folles clameurs. L'Autriche, c'était l'ordre, ramenant une sage liberté, la Révolution, en Piémont ainsi qu'en France, se mit à la peine pour calomnier et dénaturer une négociation, commençant par un acte de foi catholique et finissant par l'abolition pure et simple de toutes les lois joséphistes.

Le mouvement religieux, dont Pie IX se fait l'inspirateur et le guide, est une extension du *Credo* et une réaction contre les idées démagogiques. La Révolution avait

que ce soit, dans l'empire d'Autriche et dans chacune de ses parties, en tant qu'ils lui sont contraires, doivent être considérés comme abrogés, et la convention elle-même sera désormais perpétuellement en vigueur, dans ces mêmes contrées, comme loi de l'État. Et c'est pourquoi l'une et l'autre parties contractantes s'engagent à observer saintement, eux et leurs successeurs, chacun des points dont ils sont convenus. Que si, dans l'avenir, une difficulté devait survenir, Sa Sainteté et Sa Majesté Impériale en conféreront pour lui donner une solution amicale. »

voulu l'Église esclave et avilie: l'Église lui apparaît dans tous les Royaumes libre et honorée. De l'état de servitude dans lequel le Jansénisme, le Philosophisme, le Gallicanisme laïque et le Joséphisme l'ont réduite, elle passe à l'affranchissement le plus complet. Les Conciles n'existaient plus que de nom; les assemblées du Clergé étaient regardées et punies par le Libéralisme comme des réunions illégales. Il vint même un temps où un évêque, prisonnier de la Charte dans son diocèse, n'en put sortir qu'avec la permission et le contre-seing d'un avocat quelconque, ministre des cultes. La République de 1848, qui n'avait sans doute pas reçu pareille mission, délivra l'Église de toutes ces sujétions encore plus puériles que honteuses. Le terrain était déblayé. Les Évêques voulurent jouir de leurs droits de citoyen; ils se réunirent pour traiter des affaires et des besoins de leurs diocèses respectifs. Les Conciles provinciaux s'organisèrent, et, le principe une fois admis, ils s'introduisirent dans l'usage.

Depuis que la Révolution française avait inauguré la servitude par l'échafaud, avant de la réglementer par l'administration, la liberté de l'enseignement était une impossibilité légale. Les préjugés voltairiens s'y opposaient au moins autant que la loi. Le père de famille ne pouvait pas, il ne devait pas surtout confier l'éducation de ses enfants à d'autres maîtres qu'à ceux dont la Révolution lui garantissait par son paraphe la moralité, la religion et la science.

La Révolution, qui fit de l'État une espèce de Dieu Terme aussi sourd qu'aveugle, s'était embusquée dans ce camp retranché, et elle n'en sortait plus. De grandes luttes de tribune, d'éloquentes polémiques ont retenti dans le

monde pour conquérir ce droit imprescriptible. La Révolution l'a toujours nié, toujours refusé. Une République, qui n'a pas même pu trouver un républicain pour président, l'accorde et le sanctionne. Les grands principes de 1789 avaient créé le monopole de l'éducation par l'État. Quand ces grands principes vont amener leurs conséquences, le monopole universitaire tombe comme un fruit corrompu. Aussitôt, par la volonté nationale, l'Église rentre dans un droit dont la Révolution s'était réservé l'apanage exclusif.

C'était le temps des miracles; Pie IX en opère un sur l'Église gallicane; et dans les deux derniers siècles de la monarchie française, ce miracle aurait fait bondir cette Église d'une colère saintement nationale.

Par un esprit de secte en opposition à Rome, les Jansénistes primitifs ou leurs successeurs ont renoncé dans un grand nombre de diocèses à l'ancienne liturgie. Ils en inventèrent même une nouvelle où s'infiltra le venin de leurs doctrines. A l'aide de cette Révolution de 1848, qui semblait prendre à tâche de renverser toutes les vieilles idoles, dom Guéranger, abbé de Solesmes, entreprend une croisade contre les novateurs qui procédaient du schisme au moins par une source indirecte. Rome assiste à cette lutte, dont le résultat doit être pour Pie IX une victoire morale, et Rome triomphe par des plumes françaises de quelques évêques gallicans, attardés sur la voie des réparations. Le mouvement était imprimé; l'Église gallicane, conduite par la main de la Révolution, fait volontairement son dernier sacrifice.

D'autres spectacles encore plus étranges attirent les regards. A cette même époque où la France se rajeunit par la foi, la guerre éclate sur la mer Noire et aux confins de

l'Orient. Pour cette guerre exceptionnelle, où tout sera héroïque, l'attaque comme la défense, il faut avoir des courages rompus à toutes les fatigues, des caractères d'une trempe à ne s'effrayer d'aucun péril, des dévouements à ne reculer devant aucune souffrance.

Les enfants de la vieille Gaule sont encore de ceux dont Caton l'Ancien disait avec son laconisme admirable : *Gallia duas res industriosissime prosequitur, rem militarem et argute loqui.* Les excès de la tribune ont condamné momentanément la parole. Il ne reste plus aux Français que la gloire militaire : ils l'acceptent pour une double fin; puis ils combattent à tort et à travers, comme ils parlaient. Mais il y a des victoires encore plus difficiles à remporter que celles des champs de bataille. La double agonie du corps et de l'âme se présentera sous chaque tente ; la mort s'y assoira avec son cortége de douleurs sans compensation.

En prévision des maux qui, sur ces terres inconnues, doivent décimer une armée si radieuse de vie et de courage, il est décidé que des Sœurs de saint Vincent de Paul et des prêtres de bonne volonté seront attachés à chaque division. Sous le roi Charles X, donner un aumônier à un régiment ou à un vaisseau, c'était violer au moins un article de la Charte et porter une grave atteinte aux élastiques principes de 1789. Ce crime, si palpable alors, se complique et s'aggrave, en 1854 et 1855, de circonstances véritablement illibérales.

Sous Charles X, on répudiait toute espèce de prêtres comme aumôniers de l'armée; sous Napoléon III, la Révolution pousse la condescendance jusqu'à ne pas trop frémir devant la robe noire d'un Jésuite ou d'une Sœur de Charité. Il y a des jésuites au camp ; on en trouve aux

ambulances et aux avant-postes; on en rencontre surtout dans la mêlée. Comme les bonnes Sœurs, ils ne seront ni les moins intrépides ni les moins exposés au péril. Ils sont là seulement pour encourager, pour consoler et pour recevoir la mort. Il leur est interdit de la donner. Ils la reçoivent en bénissant Dieu et en priant pour la France.

Témoins de ces dévouements du jour et de la nuit, dont le plus humble des soldats dispose avec autant de facilité que le plus brillant des généraux, l'armée a besoin, elle aussi, de se sentir chrétienne. Elle a contribué à délivrer Rome et à rétablir le Saint-Père; elle veut que cette campagne ne soit pas perdue pour la gloire de sa foi. Afin d'être heureuse en Crimée, elle ne rougit plus d'être catholique. La Révolution a voulu la licencier et briser son drapeau; c'est encore le rêve le plus doux des manipulateurs et des praticiens de l'idée antisociale. L'armée se relève dans l'audace et dans la prière.

Au contact de ces soldats si vaillants et si gais en face de l'ennemi, si humains après le coup de feu, l'Angleterre s'avoue tout bas qu'elle a trouvé ses maîtres, et qu'il lui manque quelque chose. Elle se laisse aller au désespoir de l'inertie et à la prostration du regret. Au spectacle de ces soins de mère qui entourent les malades ou les blessés, et de ces respects reconnaissants qui accueillent les religieuses, l'Anglais s'imagine que tout culte doit porter toute espèce de vertus. Il essaye donc de s'improviser des Sœurs de Charité, en attendant les Jésuites.

La France alors, encore plus fatiguée de la Révolution que des secousses imprimées au pays par l'exagération du système représentatif, se reposait à l'ombre des guidons militaires. Elle avait assez de ces inévitables avocats, de ces philosophes obscurs, de ces filandreux professeurs,

qui savent bien mieux faire réussir dans leurs mains les intrigues que les affaires. Elle finissait par prendre en pitié ces sublimes tâtillons, harcelant le pouvoir jusqu'au jour où ils l'exercent. Politiques étranges qui veulent une religion, mais point de prêtres; une monarchie, mais pas de roi; une hérédité, mais pas de légitimité; une morale, mais pas de dogme; un gouvernement, mais point de principes. Leur unique talent avait été de servir ce qu'ils combattaient et de perdre ce qu'ils aspiraient à sauver. La France invoquait d'autres dieux; ce fut ce moment que le Piémont choisit pour s'improviser libéral et se livrer avec frénésie à la culture d'un statuto constitutionnel.

Au livre de l'*Ecclésiaste*, à ce premier chapitre, où tout est vanité et rien que vanité, on lit, en prévision sans doute des misères libérales[1] : « Dieu a donné aux enfants des hommes cette déplorable occupation qui les occupe durant leur vie : *Pessimam hanc occupationem dedit Deus filiis hominum ut occuparentur in eâ.* » Et les Piémontais, lassés d'être heureux, acceptèrent avec des transports de reconnaissance le fardeau dont un roi chargeait leurs épaules. Il y avait au sein de ce pays jusqu'alors si florissant des nobles, des avocats, des poëtes, des écrivains et des prêtres, carbonari émérites, dont le seul état était d'être hommes d'État. Ils avaient longtemps pleuré sur les malheurs fictifs de l'Italie; le Piémont allait leur en devoir de très-réels. Tourmentés plutôt de l'ambition du bruit que de l'amour de la liberté, ces nouveau-nés de la tribune se prirent au sérieux quand la tribune croulait sous les moqueries de la foule. En se formant une pacotille de quelques vieilles idées françaises, allemandes ou bri-

[1] *Eccles.*, c. I, v. 13.

tanniques, ils se persuadèrent que l'Italie les accepterait comme ses bienfaiteurs d'aujourd'hui, à condition de leur obéir comme à ses maîtres de demain.

Le passé de 1848, à Milan, où Charles-Albert faillit périr victime des Lombards, auxquels son épée, très-peu victorieuse, n'apportait qu'une défaite, ce passé d'hier ne permettait pas aux libéraux piémontais de conjecturer l'avenir. Dans leur rêve d'unité italienne, unité dont la famille de Carignan serait l'indispensable clef de voûte, ils n'oubliaient qu'une chose, l'antagonisme de ville à ville, la haine de peuple à peuple, et le besoin de municipalisme, qui constitue véritablement la gloire et la plaie de l'Italie. Livrée aux ambitions sardes, l'Italie redeviendrait bientôt, comme au temps de Machiavel, cette terre où la vie était une lutte, la maison une forteresse, le vêtement une cuirasse, l'hospitalité un guet-apens, la coupe offerte un poison, la main tendue un coup de stylet.

Au moment où les idées de révolution et d'impiété s'effaçaient du cœur des peuples, elles prenaient racine, elles s'acclimataient dans la portion la moins nombreuse, mais la plus inquiète du royaume sarde. L'abbé Gioberti avait placé au faîte de son édifice libéral le pontificat civil, dont il fut l'inventeur. Massimo d'Azeglio, Siccardi, Ratazzi et Cavour répudièrent ce plan, afin de donner une satisfaction plus entière aux vœux formulés par les Sociétés secrètes. Ils exhumèrent la Constitution du Clergé français de 1790, puis, avec une diplomatie de vieux procureurs, ils se mirent à argutier contre Rome sur les plus petites formalités. Ils se créèrent un double langage, et justifièrent les iniquités par de subtils malentendus, les spoliations par des mesures d'équité. Là, comme partout,

la liberté commença par ruiner légalement et par proscrire en espérant le reste. Tout se faisait au profit de la Révolution, mais tout s'imposa au nom traditionnel d'un Dieu de paix. Cette locution avait vieilli dans les magasins d'accessoires du Libéralisme français; le Libéralisme sarde la prit à son service. C'est au nom d'un Dieu de paix qu'il déclara la guerre à l'Église. Faux comme l'eau, et, pour se rapprocher de l'arrogance de leurs maîtres britanniques, essayant contre le Siége romain un système d'attaque sournoise et de duplicité parlementaire, ces hommes d'État ont cherché à diverses reprises à secouer sur le monde les torches de la guerre. Par bonheur, ces torches, dans leurs mains, se sont toujours changées en allumettes inoffensives.

Au milieu de ses préoccupations, l'Europe a même trouvé le temps de sourire à des exubérances de vanité locale qui se pâment d'admiration collective, tout en proclamant, avec une charmante modestie, que la terre entière les contemple. Plus propres à flatter les passions qu'à les calmer, quand ils parlent par la fenêtre, — ce qui arrive assez fréquemment, — ils s'imaginent, comme la jeune fille du conte des fées, ne voir sortir de leurs bouches que des perles. Ils jouent la comédie du représentatif avec tant d'aplomb; du haut de leur tribune ou de leurs journaux, ils font contre Rome une campagne si féconde en intolérance constitutionnelle et en décomposition sociale; ils se posent si fièrement et sans arrière-pensée en redresseurs des torts italiens; dans leur souquenille de garde national, ou sous la prétexte parlementaire, ils éprouvent sérieusement des accès de vanité si bouffonne, que l'on est toujours tenté de croire qu'à leur réveil ils se regardent dans une glace

pour voir si durant la nuit les lauriers n'ont pas poussé d'eux-mêmes autour de leurs têtes.

Les hommes d'État du Piémont, qui, avant tout, aiment à se rendre hommage, se firent de leur hostilité contre le Saint-Siége et de leur persécution contre le Clergé un produit, une gloire et un drapeau. Mensonges vivants, ils s'attribuèrent la mission de corrompre le peuple, afin de se le donner pour complice aux jours du triomphe de l'idée révolutionnaire. Mais ce peuple, pénétrant et sagace, dispute pied à pied ses vieilles croyances, qu'il ne veut pas sacrifier sur l'autel d'un progrès chimérique. Le peuple résiste aux efforts combinés du Gouvernement, des Sociétés bibliques et des Sociétés secrètes; car s'il n'y a pas encore alliance publique entre ces trois éléments inconciliables à la surface, il existe déjà un accord latent. Et comme l'Italie échappera toujours aux tendresses intéressées du Piémont, c'est sur l'Église que se dirigent toutes les foudres d'une éloquence plus amère que les herbes de Sardaigne dont se plaint le poëte :

..... *Sardis amarior herbis.*

Cette éloquence ne rend la liberté qu'à la révolte, au blasphème et au désespoir. Ces illustres orateurs ministres se considèrent comme les plus clairvoyants du monde, et la faiblesse de leurs yeux est telle, qu'un flambeau les accommoderait mieux que le soleil. Ils ont sans cesse la prétention d'élever des phares, et c'est à ces phares mêmes que la Révolution saura plus tard allumer ses torches.

A l'image de la France, le Piémont et la Belgique sentirent un jour le besoin de se faire révolutionnaires. Par un incompréhensible accès de libéralisme et en de-

hors de l'idée chrétienne, si tristement altérée par les empiètements du pouvoir laïque, la France, le Piémont et la Belgique portent au cœur une blessure incurable. La monomanie des fonctions publiques, mais salariées, a envahi toutes les cervelles électorales. L'amour-propre s'est tendu; les espérances se sont enflammées; la soif du commandement s'irrite, et chacun admire le sot et l'ignorant qui se délivrent du sentiment de leur nullité.

Le tableau des misères constitutionnelles aurait dû faire reculer d'effroi les hommes d'État du Piémont. L'expérience chez eux développa la présomption. La guerre au sacré enivra ces ambitions parasites, et on se crut grand citoyen parce qu'on défiait tête haute les foudres du Vatican.

La Révolution était terrassée à Vienne; elle sommeillait à Paris. L'Église romaine la voit tout d'un coup sortir de deux petites taupinières législatives où quelques intelligences, sincèrement patriotes, se débattent entre des idéologues brouillons, des avocats à tout faire et des libres-penseurs d'université et d'estaminet. Les grands corps d'armée sont dispersés ou anéantis; il reste encore sur le champ de bataille quelques tirailleurs égarés. Ils brûlent une dernière cartouche comme pour saluer le victorieux, qui ne les aperçoit pas sur son char de triomphe. Les Piémontais avaient donné le signal de cette impuissante levée de boucliers; la Belgique eut le malheur de vouloir les imiter. Leurs motifs étaient différents, la conséquence sera la même.

Le Piémont se fait belliqueux pour payer ses dettes. Il s'attendrit officiellement sur les douleurs peu sincères de la péninsule italienne, afin de s'approprier la Lombardie, comme si la France, qui, sous ses diverses formes

de gouvernement, Monarchie, République ou Empire, ne chercha qu'à créer sur ses frontières des États neutres ou sans importance, tels que la Suisse, la Belgique, Bade, la Savoie et le comté de Nice, allait de gaieté de cœur renoncer à sa politique séculaire pour se prêter à l'agrandissement du Piémont, le plus incommode des voisins, au dire de l'Autriche, le plus traître des alliés, au dire de l'histoire.

Le Piémont, à peine constitutionnel, éprouve le besoin de se séparer de Rome. Il faut qu'il offre une revanche aux Sociétés secrètes et à ce vieux Carbonarisme si longtemps comprimé par la maison de Savoie et par la foi religieuse et monarchique du peuple. Ses hommes d'État donnent satisfaction à toutes les haines sourdes, à toutes les ambitieuses cupidités. On émancipe la nation; puis, en corollaire de ces principes nouveaux, on dépouille le Clergé de ses biens, de ses prérogatives et de son indépendance.

M. de Cavour est le Pierre l'Ermite de cette croisade de nouvelle espèce. Toujours si plein de rien, c'est-à-dire de lui-même, ce ministre, moulin à paroles mu par la vanité, se place en embuscade derrière les prétextes les plus frivoles. Pour faire la petite guerre au Siége romain, il puise dans l'arsenal de toutes les chicanes jansénistes et civiles des tempêtes de phrases et des avalanches de syllogismes boiteux. Sa période est longue et malsaine aux poumons, *periodi nemici del polmone*, ainsi que disait Algarotti; mais la raison n'y domine pas davantage que la concision.

Avec un prince qui n'a rien de grand que les moustaches, et qu'on offre à tout venant comme le modèle des souverains constitutionnels, ou plutôt des rois fainéants

ou voluptueux, le Piémont accorde à la licence impie et parlementaire le droit de séquestre sur les libertés de l'Église.

Turin est devenu le champ d'asile des réfugiés italiens qui s'adulent jusqu'au délire. Ils y sont sénateurs, députés ou universitaires; mais on exile l'Archevêque, et cette compensation démagogique ne suffit pas. On élève des statues aux iniquités procédurières de Siccardi : la gloire paperassière de l'abbé Gioberti a son petit marbre, tout comme une autre. On frappe des médailles en l'honneur d'Orsini, l'assassin bombardeur, et dans un sentiment de haine ridicule envers l'Autriche, on a sans cesse un drapeau en forme de mouchoir pour essuyer les larmes de l'Italie. Mais ces larmes, que le Libéralisme piémontais entend couler au delà du Tessin, sur l'Adige, sur le Pô et dans les lagunes de Venise, est-ce qu'il ne pourrait pas les recueillir sur son propre territoire ?

Cette loyale et catholique Savoie se trouve-t-elle donc heureuse d'être corrompue administrativement et législativement? Ne frémit-elle jamais à la pensée que son dernier écu et son dernier enfant sont destinés à payer des orgies libérales, ou à soutenir des guerres d'ambition? Le Piémont se pose en vengeur de la nationalité italienne; il veut déchirer les traités qui font la carte et le droit de l'Europe. Mais puisque sa bonne volonté est italiennement dégagée du plus petit calcul égoïste, que n'exauce-t-il donc tout d'abord le vœu si souvent manifesté par la vieille République de Gênes? Un siècle et plus s'est écoulé depuis que la Lombardie accepta le sceptre de la maison d'Autriche. Le Piémont excite ses *frères Lombards* à la conquête de leur indépendance, soit; mais a-t-il interrogé la République de Gênes? Lui a-t-il demandé si elle

n'aimerait pas mieux voir ses anciens doges restaurés, que de se trouver sous la tutelle d'un intendant piémontais ? Cette majestueuse cité des Adorni et des Frégosi, des Doria et des Fieschi n'a-t-elle jamais eu de murmures à faire entendre? Le Piémont n'a-t-il jamais étouffé ces murmures sous le canon de son droit, qui ne remonte qu'aux traités de 1815?

La Révolution ne peut plus agiter la France; les Sociétés secrètes se posent en sentinelles à sa double frontière du midi et du nord. Quand l'Église panse ses blessures à Paris, la Révolution ouvre le feu contre le Siége apostolique, tantôt à Turin, tantôt à Bruxelles.

A Bruxelles, au milieu de cette Belgique si éminemment catholique, et où la liberté de la foi crut un jour fonder la liberté de l'esprit humain, il s'est élevé une génération d'avocats et d'aspirants écrivains qui se font de la Franc-Maçonnerie un levier d'asservissement électoral, et de la guerre à Dieu une espèce de culte. L'alliance de 1830 n'a pas été plus heureuse que celle de 1790. Le Libéralisme est devenu tortionnaire, la loi à la main; car c'est lui qui vote la loi. Lorsqu'il ne lui est pas permis de la dicter, il organise l'insurrection de la rue pour servir de contre-poids à une majorité catholique. Avec lui, et par lui, l'émeute commente et assure la pondération des pouvoirs, selon le rite de la fraternité solsticiale.

Une loi sur la charité et sur l'assistance publique est depuis longtemps en projet. Cette question, tranchée d'avance par tous les esprits sages, et acceptée même par des libéraux conséquents avec leurs principes, n'offre aucun aliment aux passions mauvaises. Son but manifeste est de garantir le bien-être du pauvre et de développer,

ainsi que le dit M. Ducpetiaux [1], « toutes les œuvres libres protestantes, israélites, philanthropiques, philosophiques. »

La Révolution, qui tient à Bruxelles un bureau d'esprit antichrétien, s'y est encore bâti un entrepôt de doctrines antisociales. Sur tous les points du monde, il y a des Confréries de la bonne mort; dans la ville de Bruxelles seulement, à côté de ses universités libres et de ses loges démagogiques, les Sociétés secrètes et le Phalanstère ont formé une association pour la mauvaise mort. Cette association, créée en vue de la perversion spéciale de l'artisan, n'a pour tout statut que d'écarter éternellement l'ouvrier de l'église de sa paroisse. On lui accorde, à lui et à sa famille, une prime annuelle de corruption; mais, pour la toucher, il faut qu'il prouve que sa femelle et ses petits naissent, vivent et meurent sans sacrements. Depuis le baptême jusqu'à l'extrême-onction, tout leur est interdit. Ils doivent endurer cette persécution d'apostats, sous peine de se voir privés de l'odieux subside que les Loges recueillent à leurs banquets, ou que la Révolution prélève dans les Sociétés secrètes.

La question de la charité se présentait donc à un moment opportun. Le bon sens public et la raison d'État l'approuvaient. Elle réunissait dans le pays ainsi que dans les corps législatifs une majorité évidente. Le Libéralisme en fit une loi des couvents. Il ressuscita la mainmorte pour s'en fabriquer un épouvantail; puis, à l'aide de ce stratagème parlementaire et périodique, il attroupa ses affranchis de la mauvaise vie et ses serfs de la mauvaise mort. En désespoir de cause, il les jette un jour sur la

[1] La *Question de la Charité*, par Ed. Ducpetiaux, inspecteur général des prisons et des établissements de bienfaisance, p. 19. (Bruxelles, 1859.)

rue. Des flancs de cette émeute, organisée de main de libéral, surgit un nouveau ministère. L'émeute avait trouvé des autorités complaisantes et des bourgmestres dociles. Les généraux, qui voulurent la réprimer, se virent admonestés ou disgraciés; et le Siége romain, insulté dans la personne de son nonce comme l'armée belge dans l'honneur de ses chefs, fut contraint de s'humilier sous l'affront prémédité de quelques prédicants d'anarchie.

Cette insurrection de casseurs de vitres, d'assassins encore honteux et de commissaires de police, tous appointés par le Libéralisme, n'était qu'un premier essai, une mise en demeure de la fédération révolutionnaire. Rome et l'Europe le comprirent ainsi. La vraie Belgique s'en effraya; cet effroi salutaire lui inspirera-t-il une bonne pensée de salut public?

De cette question, de ces émeutes et de ces complicités d'une certaine partie de fonctionnaires et de représentants, il est sorti un enseignement qui n'a pas été plus perdu pour la Révolution que pour l'Église. Le projet de loi accordait à chaque citoyen la faculté de tester selon sa conscience et ses affections. Il laissait à la charité individuelle, au repentir ou à la piété, le pouvoir de disposer de sa fortune, sous la réserve, bien entendu, des droits de la famille et sous la surveillance de l'État. Ce pouvoir a été dénié par le Libéralisme belge, de façon que maintenant la liberté de donner, qui est un devoir pour le riche, et la liberté d'accepter, qui est un droit pour le pauvre, se trouvent virtuellement abolies.

En France, en Piémont, en Belgique, partout enfin où la Révolution s'est incarnée, vous ne pouvez ni suivre les inspirations de votre cœur ni les élans de votre charité. Le Libéralisme veille au chevet des mourants; il leur

interdit de racheter par des prières ou par des aumônes les erreurs d'une vie dont ce mourant va rendre compte. L'Église et les pauvres sont exclus du partage d'un bien souvent acquis, Dieu sait dans quelles conditions; mais la loi, si rigoureuse sur ce point, se prête à des accommodements aussitôt que vous franchissez la limite du respect de vous-même et de la famille.

L'Église et le pauvre ne doivent pas, ne peuvent pas profiter d'une largesse qui serait un bienfait, une expiation ou une restitution. Qu'un testament soit libellé au bénéfice de quelque association coupable ou d'un scandale social; qu'une femme dont le plaisir aura été le plus avouable des mobiles tienne jusqu'à son dernier jour un homme riche, un vieillard principalement, sous le charme de séductions toujours faciles; qu'elle écarte de lui ses parents, ses amis et le prêtre des moments suprêmes; qu'elle lui prépare une mort semblable à sa vie, une mort que le mensonge éloigne et que la cupidité appelle; et cette femme ne sera accusée ni de captation, ni de dol, ni de fraude, ni de mainmorte. La loi n'aura rien à voir, rien à rechercher, pas plus dans ce cercueil que dans ce testament. La loi dira aux héritiers du sang que la vie privée doit être murée. Les codes n'y pénètrent que contre l'Église, le remords ou la charité.

Sous Louis XIV, le siècle des longues pénitences et des belles morts, le cardinal de Retz, mademoiselle de la Vallière, la duchesse de Longueville, la marquise de Montespan, l'abbé de Rancé, donnaient de sublimes exemples d'abnégation et de douleur. Ce siècle se repentait publiquement dans ses personnages célèbres; maintenant il n'en est plus ainsi. On voit les héritiers de quelques grands noms se laisser bercer jusqu'au tombeau par des

naufragées de la pudeur et s'éteindre dans les bras du plaisir, en laissant au monde un dernier témoignage d'immoralité. Il y a des testaments qui légitiment l'adultère, d'autres qui enrichissent la débauche. Serait-il donc impossible d'en évoquer quelques-uns rédigés par des femmes d'un monde officiel naguère, et qui déshéritent frères et maris pour enrichir un vieux sigisbée? Au point de vue légal, ces testaments sont inattaquables. L'honneur a seul le droit d'en rougir; il n'est pas encore défendu aux familles de les maudire. Au milieu de ces rapides fortunes qui deviennent un scandale public et la tentation secrète de tout le monde, cela se nomme du bonheur, mais du bonheur ramassé sur le chemin de la police correctionnelle.

Ces anomalies que la Révolution s'ingénie à populariser, parce que c'est un encouragement aux insolences du vice, s'élevant jusqu'au luxe après décès, ces anomalies sont beaucoup moins rares qu'on ne pense. Elles préparent à la Société chrétienne des périls et des hontes de toute sorte, car c'est à la dissolution de la famille qu'elles tendent par la consécration même du vice.

Le vice a trouvé, en dehors même du législateur, l'hospitalité et l'aumône du silence dans certaines combinaisons de code; la plus pure de toutes les vierges va recevoir à Rome le plus éclatant hommage dû à la Mère d'un Dieu.

Il y a longtemps que s'agite dans l'Église la définition dogmatique de l'Immaculée Conception. Des Pontifes, illustres ou saints, tentèrent à diverses reprises de résoudre cette question qui partagea le monde chrétien, et qui servit souvent de point de mire théologique à l'école. Benoît XIV lui consacra quelques belles années de son

glorieux Pontificat, et l'un de ses plus chers amis, le Père Budrioli, de la Compagnie de Jésus, fut chargé par lui de rédiger la minute d'une bulle proclamant ce dogme de la pureté et de la reconnaissance[1]. Les événements furent plus forts même que la foi et la volonté des Souverains Pontifes. L'Église laissait instruire la cause; elle assistait au débat, elle le dirigeait même, épiant, avec son esprit de suite, les circonstances favorables, et se tenant prête à décider ce qu'on devait accepter et croire.

L'Immaculée Conception fait certainement partie du dépôt des révélations divines; mais elle y est contenue d'une manière pour ainsi dire obscure. Jusqu'à l'hérésie de Pélage, cette question ne fut soulevée ni par les Saints Pères ni par les Docteurs. De temps à autre, néanmoins, ils laissent échapper des traits lumineux, indiquant leur opinion et celle de l'Église. Pélage niait la propagation du péché originel dans les fils d'Adam. Cette erreur amena les Pères à soutenir que toutes les créatures nées de la femme subissaient ce fatal niveau; mais, dans la pensée des Docteurs de cette époque comme dans celle de saint Augustin, la Vierge Mère ne fut jamais soumise à cette loi commune.

L'Église avait laissé la liberté de discussion. La discussion, c'était « cette petite fontaine du Livre d'Esther[2], petite fontaine qui est devenue un fleuve, et qui s'est changée en lumière et en soleil, puis qui s'est répandue en une multitude de ruisseaux. » Mais le Siége romain ne balançait plus à croire. Sixte IV ne doutait point, et Rome consacrait dans sa liturgie le mot d'Immaculée;

[1] Le manuscrit de cet acte, qui fut remis au pape Benoît XIV à Castel-Gandolfo, existe encore aux archives du Gesu.

[2] *Esther*, x, 6.

Rome saluait déjà Marie conçue sans péché. Les Papes les plus omnipotents avaient échoué dans ce saint désir. A peine monté sur le trône, Pie IX pressent que cette gloire sera réservée à son Pontificat. Les jours étaient mauvais et les temps difficiles. Le Pape croit qu'un grand bonheur religieux lui est dû en compensation des tribulations que sa bonté lui inflige. Fortifié par cette pensée, il fait, dès le 2 février 1847, un appel à tous les évêques de la Chrétienté. Il sollicite leur concours; il invoque celui des pasteurs et des troupeaux. La voix du monde catholique répond pour acclamer Marie; il ne restait qu'à saisir le moment opportun. Des commissions formées à Rome, et dans lesquelles entrèrent les plus pieux et les plus doctes théologiens[1], avaient tout préparé pour ce triomphe de la Vierge.

La guerre éclate en Crimée; c'est un dérivatif à la Révolution, qui a toujours peur des armées en mouvement. C'est pour les peuples comme pour les princes une de ces heures où l'on se recueille dans la crainte et dans l'espérance. Le Pontife a partagé ce double sentiment; il veut le récompenser.

A sa voix, plus de deux cents Évêques de la Chrétienté se joignent au Sacré Collége; et, le 8 décembre 1854, Pie IX proclame solennellement dans la Basilique de Saint-Pierre le dogme de l'Immaculée Conception. Ce jour-là, Rome, que, dans ses songes ou plutôt dans ses vœux, la Révolution vit passer au Protestantisme, Rome éclate en transports d'allégresse. La reconnaissance et l'amour par-

[1] Plusieurs commissions délibérèrent sur ce grand acte. La dernière, la *specialissima*, qui fut chargée de rédiger la bulle, se composait des prélats Pacifici, Cannella et Barnabo, aujourd'hui cardinal, et des Pères Perrone et Passaglia, jésuites.

lent par toutes les voix de ce peuple. Aux bornes de l'Orient et de l'Occident, et jusque sous les deux pôles, partout où l'Évangile a répandu la civilisation, dans les villes comme dans les campagnes de la vieille Europe, se raconte et se célèbre à la même heure cette œuvre du Seigneur. Une fête filiale et une illumination spontanée, gigantesque et véritablement fraternelle s'unissent aux réjouissances de Rome. L'Église entière applaudit, elle aussi. Elle aussi glorifie et la Vierge et le Pontificat; et Pie IX, entouré de ce majestueux cortége d'Évêques représentant le monde catholique, peut dire avec un saint orgueil ce que tant de ses prédécesseurs auraient été si fiers de proclamer[1] : « Heureux les yeux qui voient ce que vous voyez, car je vous déclare que beaucoup de prophètes et de rois ont souhaité de voir ce que vous voyez et ne l'ont point vu, et d'entendre ce que vous entendez et ne l'ont point entendu! »

L'Église universelle s'est assemblée pour définir un dogme espéré depuis de longs siècles comme une glorification de la Mère. L'Église a étudié, approfondi et résolu la question avec toute la maturité d'un jugement sans appel, d'un jugement qui engage la foi; il nous reste à voir comment la Révolution, de son côté, se fabrique des Dieux.

Pour confectionner aux peuples des religions nouvelles, en attendant qu'elle les supprime toutes, la Révolution s'efforce de faire abandonner aux hommes les sentiers frayés par leurs ancêtres. Il lui répugne de soumettre la raison individuelle aux mystères devant lesquels se sont inclinés les plus beaux génies. Afin de rénover le monde, elle charge tous les fous de Charlatanisme de

[1] *Evang. secund. Luc.*, x, 23 et 24.

répandre sur la terre la rosée de leur intolérable orgueil. La Démagogie ne veut plus de mystères, plus de Dieu, plus de Pape; elle n'a foi que dans l'inconnu. Elle le sacre du haut d'une barricade ou du fond d'une tribune universitaire. Quand ces ouvriers de ténèbres se sont proposés aux adorations de la foule, la Révolution les acclame comme la vérité des temps modernes. Elle a des cultes pour tous les vices; elle en inventera pour toutes les absurdités.

Catherine Théos lui arrange une religion imaginaire; Saint-Martin le théosophe en rêve une autre toute mystique, où l'Homme-Esprit se manifestera. La Convention se fait athée avant la loi; Robespierre se crée un Être suprême en concurrence avec la déesse de la Raison. la Revellière-Lepaux se constitue le missionnaire dictatorial de la Théophilanthropie; Cabanis prêche le *caput mortuum*. Il cherche, sans la trouver, une trace de Dieu sous le scalpel et dans l'alambic des savants de l'Institut. Dupuis professe une religion astronomique; Volney adopte celle des ruines; Camus, Benjamin Constant et Thiers manipulent un culte d'État. Vintras et Digonnet saluent l'ère des Miséricordes; Lamartine, celle d'un néo-Christianisme, dont il est le seul sectateur et le plus incompréhensible mystère. Châtel a sa religion française; Ganneau son culte du Positivisme, et Auguste Comte celui de l'Humanité. Jean Reynaud réhabilite la chair; Ernest Renan proclame le Panthéisme humanitaire; et de tous ces Dieux inventés en France sur un Sinaï d'emprunt, qu'est-il resté? que reste-t-il?

En Allemagne, aux États-Unis et partout, que deviennent Ronge et son schisme, Strauss et sa religion syncrétiste, Tomski et Drunski, Mickiewicz et Wolf, les Uni-

versalites et les Mormons, Léopardi et Quinet, les Chercheurs et tous ceux qui, affolés de leur personnalité, font de Dieu une simple formule algébrique ou imaginative?

Ce n'est pas la première fois que la Révolution, faisant office de Saturne, aura dévoré ses enfants; mais la voilà qui dévore aussi ses Dieux et qui ne croit plus même à leurs prophètes. Les prophètes de la régénération sociale avaient annoncé que, par la seule force d'une conviction sincère, ils transporteraient les montagnes, combleraient les vallées et feraient de la terre entière un Éden de félicités immorales et de richesses sans travail. Les Saint-Simoniens, les Icariens, les Communistes, les Phalanstériens surtout, avaient, dans la tête et dans le cœur, des projets à faire pâlir de jalousie les législateurs, les conquérants et les moralistes de tous les âges.

La Révolution avait enfin trouvé son véritable champ de bataille contre l'Église. Entre elles deux, il ne s'agissait plus de dogme ou de complots, de principes ou d'attentats, de mystères ou de liberté. La Révolution place son dernier enjeu sur des victoires utilitaires. De là, elle lance à l'Église un défi menaçant. Le défi ne fut point accepté. L'Église poursuivit son chemin; et sur la route elle ne trouve que des ennemis intimes qui s'entre-tuent; et, comme au Deutéronome, elle se demande[1] « où sont leurs dieux en qui ils avaient confiance? »

Ces ennemis de tous les camps et de toutes les sectes s'étaient imposés au monde comme d'infaillibles rénovateurs. Ils embellissaient la terre; ils rajeunissaient l'humanité; ils prêtaient de la lumière au soleil et ils allaient, ansi que parle Cicéron[2], « établir la distinction du juste

[1] *Deut.*, XXXII, 37.

[2] Cicer., *De legibus*, l. II.

et de l'injuste, loi véritable et souveraine à laquelle il appartient d'ordonner et de défendre, et qui est la droite raison de Dieu. » Sortis enfin de la pénombre des promesses et des songes dorés, les fabricants de cultes matérialistes et de divinités bourgeoises se tracent le sillon des améliorations pratiques et des changements radicaux. Ils bouleversèrent le vieux monde par la Révolution; les voilà tous à l'œuvre pour en reconstituer un nouveau par l'association et la fraternité.

Tout leur arrive d'abord à souhait; tout leur est accordé et prodigué, comme si le miracle de la rénovation était déjà accompli. Ils ont de l'or, du courage, de l'intelligence et des bras. Ils marchent à des conquêtes certaines, et, dans leurs journaux, ils portent armes devant leurs succès. *La maudite engeance des civilisés* a dédaigné les merveilles du Phalanstère et de l'Icarie; Victor Considérant et Cabet s'élancent vers les terres vierges des États-Unis, où ils feront fleurir le Communisme et l'idée humanitaire.

Quelques mois s'écoulent dans les déceptions de la haine fraternelle et dans les désespoirs de la misère. Cabet, renié et maudit par les siens, meurt de honte dans un coin de l'Amérique; et, en 1858, Victor Considérant publie une brochure intitulée *Du Texas.* On y lit : « Je reprends la parole, après bientôt trois années de silence — d'un silence auprès duquel celui de la mort eût été doux! Je reprends la parole après trois années, pendant deux desquelles la plus grande partie des fonds disponibles de la Société de colonisation, dont j'étais le fondateur et le chef, ont été engloutis sous mes yeux, dans des opérations non pas peu conformes, mais formellement contradictoires au plan proposé par moi, adopté par

tous, et à l'esprit des statuts qui avaient codifié les idées de ce plan. » Le chef du phalanstère ajoute « qu'il ne peut que râler, foudroyé, broyé, écrasé, comme un cadavre respirant, état bien pire que celui du cadavre mort; état si épouvantable, que, pût-il, en y rentrant, sauver la vie à tous ses amis, sauver l'humanité, sauver le monde entier, et Dieu lui-même, il refuserait net d'y rentrer. »

Le créateur des mondes harmoniens, le philosophe tranchant qui s'est, durant plus de vingt années, substitué à la Providence et à l'Église, a fait l'expérience de son empire sur les hommes. Voilà le terme auquel il aboutit. Tous ces novateurs ont jeté le gant du défi à la Religion et à la Papauté; tous ces révolutionnaires essayèrent de les étouffer, l'une après l'autre, comme ne pouvant plus répondre à la fin providentielle du travail des siècles. Jouets de leurs propres dupes, confondus dans l'abîme de leurs désespoirs, n'ayant rien établi, rien su faire, pas même un campement, ils peuvent, avec nous, assister au spectacle religieux qui frappe les regards.

La Révolution les a créés ouvriers de ruines. Ils sont élevés pour détruire; ils accomplissent admirablement cette tâche. Mais c'est la foi seule qui édifie et qui féconde. La Révolution est à bout de voies et de moyens; son impuissance à fonder autre chose que l'anarchie se constate par ses maîtres et par ses disciples : voyons ce qu'à côté d'eux produit l'Église. Le parallèle sera la plus éloquente des démonstrations.

L'Église n'a jamais oublié que Dieu, selon la parole de saint Jacques[1], a choisi les pauvres en ce monde pour les

[1] *Jacobi epist.*, II, 5.

rendre riches dans la foi et héritiers du royaume qu'il a promis à ceux qui l'aiment. Les superbes mépris des professeurs de philanthropie et d'humanitarisme ne se sont jamais arrêtés à ces préceptes d'une simplicité apostolique. Comme ces fleurs brillantes qui flottent à la surface des eaux noires ou bourbeuses, ils dédaignèrent tout ce qui leur semblait au-dessous d'eux.

L'Église se garde bien de ces intraitables orgueils. Quand elle sourit aux fantasques désespoirs d'un sophiste, elle couronne de succès le dévouement tout chrétien d'une humble ouvrière bretonne, qui ne sait qu'aimer le bon Dieu et servir son prochain. Les philosophes fameux sont dispersés et bafoués; Jeanne Jugan, la mère des Petites-Sœurs des Pauvres, entend bénir son nom de Rome à Moscou. Cette merveilleuse apothéose de la charité par l'indigence est glorifiée aux yeux des rois et des peuples. La multiplication de ce grain de Sénevé devient un spectacle digne du ciel et de la terre, des anges et des hommes.

La Révolution a tué les Ordres religieux, et dans cette destruction elle était conséquente avec son principe. A la voix du Pontife suprême, les Ordres religieux se préparent à une nouvelle existence. Les uns cultivent les sciences ou la terre; les autres créent des écoles, des hôpitaux, des maisons de retraite et des fermes modèles; tous rivalisent d'ardeur pour seconder l'impulsion communiquée par Pie IX. Sous le règne de Louis XVIII et de Charles X, il n'y avait pas une voix enrouée de libéralisme qui ne chantât avec de sarcastiques provocations :

Bénis soient la Vierge et les Saints!
On rétablit les Capucins.

Le Libéralisme mettait à l'ordre du jour ces flonflons

qu'il faisait aligner aux haines politiques de Béranger. En ce temps-là, personne n'aurait osé songer à ressusciter un capucin avec son froc de bure, un capucin à tête rasée et aux pieds nus. Aujourd'hui ils se rétablissent d'eux-mêmes; et la France ne s'étonne pas plus de cette témérité réfléchie que des respects dont ils sont l'objet. Le capucin, n'est-ce pas en effet l'indigent volontaire, soutenant le pauvre au milieu des épreuves de la vie?

La Révolution a nié au Catholicisme ses moyens d'action et son droit de propagation. Le Catholicisme lui répond par le plus immense développement d'œuvres morales qui se soit vu depuis le dix-septième siècle. Une multitude d'associations de prières, de zèle, de charité, d'instruction pour tous les âges, pour tous les lieux, pour tous les besoins, pour tous les idiomes, embrasse le monde entier. L'œuvre de Pie IX en Allemagne, l'œuvre des Écoles d'Orient, l'œuvre de la Sainte-Enfance, tout cela naît, grandit et se multiplie sous une main réparatrice. Du sommet des Montagnes-Rocheuses aux rives du Gange, de la Chine aux confins les plus barbares de l'Afrique, les missions croissent et prospèrent, et les églises s'édifient en même temps que se décrètent de nouveaux évêchés. Le mot d'ordre de l'apostolat : Allons et mourons! se transmet avec le même enthousiasme que jadis. Les missionnaires partent et meurent, mais leur sang féconde des chrétientés nouvelles.

La Révolution avait à tout jamais proscrit et anéanti les Ordres religieux; ils renaissent de leurs cendres législatives. Il y a des Dominicains, revêtus du costume de leur immortel fondateur, des Dominicains qui prêchent et enseignent; il y a des Rédemptoristes, belges ou français, qui écrivent et évangélisent; des Bénédictins, qui

s'ouvrent le sillon de la doctrine ecclésiastique; des religieuses de toutes les charités, qui élèvent la jeunesse et font de leur dévouement pour les classes pauvres la plus utile et la plus belle de toutes les éducations.

Les Trappistes professent, par l'exemple, l'agriculture aux Arabes; les Pères Brumauld et Abraham, de la Compagnie de Jésus, instituent à Ben-Aknoun et à Bouffarick des colonies agricoles, où les orphelins, habitués dès l'enfance au travail, à l'ordre et à l'économie, formeront bientôt la véritable Algérie française. D'autres Jésuites sont à Cayenne. Le Gouvernement leur a dit que, sous ce climat meurtrier, il y avait des déportés politiques et des condamnés pour crimes communs. Ils souffraient, ils mouraient sans espérance d'aucune sorte, sans consolation d'aucun genre. Les Jésuites [1] sont partis incontinent. La miséricorde est donc descendue sur tous ces malheureux en même temps que la justice des hommes.

Ainsi commença, ainsi s'achève cette grande lutte, dans laquelle des génies téméraires, des imaginations exaltées, des savants de tous les athénées et de toutes les écoles mirent en jeu l'esprit, la science, la faiblesse des princes, l'ambition des rois, la crédulité des peuples, le fanatisme des masses, les préjugés de l'ignorance et l'apostasie de quelques prêtres. Contre cette Sion bénie du Ciel, à qui Dieu promit une vieillesse sans déclin et un empire sans limites, les blasphémateurs de toute majesté divine et humaine se réunirent dans l'unanimité d'un

[1] Depuis le jour de leur suppression en France, par arrêt du Parlement en date de 1762, le nom de Jésuite ou de Père de la Compagnie de Jésus n'avait jamais été employé dans aucun acte gouvernemental. C'eût été un crime de lèse-révolution. Ce nom si formidable se trouve officiellement rétabli dans les documents qui servent de titres à leur mission à Cayenne.

vœu sacrilége. La puissance de nuire leur a été laissée pour un espace de quelques années. Afin de renverser l'édifice, dont le Psalmiste voit les fondements s'élever sur les collines éternelles, le Jansénisme, le Philosophisme et toutes les erreurs ensemble se sont conjurés. On dresse autel contre autel, chaire contre chaire, pasteur contre pasteur. On bouleverse toutes les doctrines; la lumière se mêle aux ténèbres et l'éclat du soleil de vérité s'obscurcit. Des respects hypocrites et des mépris insultants, des maximes de tolérance et des rages de persécution, la calomnie et le glaive, les trames les plus profondes et les ligues les plus monstrueuses, la chanson et la guillotine, le scepticisme et la terreur, tout est déployé dans de gigantesques proportions. Que reste-t-il de tant de desseins si habilement concertés, de tant de mesures si infaillibles, de tant de complots si perfidement ourdis? Les ressources de la sagesse humaine sont épuisées : cette sagesse est convaincue de folie, car le faux doit toujours être faible.

La philosophie, la science, les abstractions spéculatives, les découvertes, les cosmogonies, les divers systèmes ont fait leur temps. Que deviennent ces théories plus ou moins insensées? Et, comme le demandait le grand Apôtre[1] : Où est le sage? où est le docteur? où sont les esprits curieux de ce siècle? Ils avaient semé dans la corruption de la chair; ils recueillent la corruption et la mort. Ils entendent ces sifflements dont il est question aux prophéties d'Ézéchiel, amère et sanglante ironie, qui sera la vengeance de Dieu et la consolation du juste.

La Révolution a surpris l'Église romaine dans un moment de prostration ou de sommeil. La Révolution s'est imaginé qu'après dix-huit siècles de gloire apostolique,

[1] I. *Corinth.*, I, 20.

littéraire et politique, elle aurait facilement raison de la vieillesse du Pontificat. Elle lui a donc livré le plus formidable des assauts. Le Siége romain s'est vu attaqué en même temps dans tous les royaumes catholiques. On a dispersé les Ordres religieux, ruiné l'Église, cette mère toujours chaste et toujours féconde, appauvri son clergé, englouti toutes ses ressources. Puis, sous peine d'exil, de prison ou de mort, on est venu, au nom d'un Dieu de paix, lui demander le sacrifice de son honneur et de sa foi. Sans laisser échapper un murmure ou une plainte, le Sacerdoce est mort dans les fleuves ou sur les échafauds, et la puissance de l'Église éclate même dans son infirmité. C'est toujours ce que disait Tertullien[1] : « Ses blessures sont ses conquêtes; elle ne reçoit pas plutôt une plaie qu'elle la couvre par une couronne. Aussitôt qu'elle verse son sang, elle acquiert de nouveaux lauriers; elle remporte plus de victoires qu'elle ne souffre de violences. »

La Révolution a mené contre Rome toutes les sectes liguées au combat. L'Académie et le Portique, les Sociétés secrètes et les princes, les nations et les armées, le juif et le chrétien évangélique, elle a tout convoqué sous son drapeau. A trois reprises différentes, Rome et la Papauté se trouvèrent livrées à des envahisseurs qui, la baïonnette à la main, prophétisaient la chute du Pontificat. La philosophie chantait sa victoire contre le Christ; mais cette philosophie, qui aspirait à précipiter le monde du faîte de la civilisation dans le gouffre de la barbarie, n'avait pour satellites que de honteux appuis, fleurs démagogiques écloses sur le fumier des révolutions. Cette philosophie ne devait pas, ne pouvait pas prononcer le divorce entre le ciel et la terre. L'abîme creusé par tant

[1] Tertull., *Scorp.*, n° 6, p. 622.

de mains s'est fermé; et la passion du mal, le goût et l'estime de toute iniquité ont fini par se démentir eux-mêmes.

Dans ce prodigieux aveuglement de quelques générations, où la Papauté eut quelquefois besoin de réveiller les timides qui, cachés au fond de leurs demeures, s'environnaient d'oubli comme d'un rempart contre l'avenir, la force et le succès furent incontestablement pour l'idée révolutionnaire. La Bête de l'Apocalypse était admirée; on l'adorait sur la terre, et, frappéde consternation, le Christianisme balbutiait : Qui est semblable à la Bête, et qui peut lui résister?

Rome n'eut point de pareils effrois; elle n'a pas subi de semblables découragements. Rome a bravé les vaines espérances de l'ennemi et ses triomphes éphémères. Le Pape se sentait le prêtre éternel; il jugeait encore les Nations, quand les Nations marchaient contre le Siége apostolique. Il savait que le désir des pécheurs périra; il laisse donc les architectes de révolution préparer eux-mêmes leur chute. Dieu ne leur avait accordé que le tour de cadran du roi Ézéchias; ils n'en profitèrent que pour la ruine de plusieurs.

Cette victoire de l'Église romaine, à laquelle nous assistons, n'est pas sans doute plus définitive qu'aucune de celles qui la précédèrent. Après l'empereur Constantin vint Arius; après le Concile de Trente et la victoire de la vraie réforme sur le libre examen et sur Luther, le Jansénisme et les sophistes du dix-huitième siècle, nourrissant la Révolution au biberon d'une sauvage incrédulité.

Le germe d'une nouvelle guerre existe peut-être déjà; mais ce germe encore inconnu ne sert qu'à confirmer l'éclatant succès dont nous sommes les témoins. Quand

le flambeau de l'histoire aura dissipé cet épais brouillard de l'actualité, qui nous empêche de bien saisir l'ensemble des événements, il nous sera donné de mieux comprendre les dangers courus et les magnificences du triomphe. Alors, comme Horace saluant l'immortalité de Rome par la bouche frémissante d'Annibal, la Chrétienté s'écriera[1] : « C'est le vieux chêne des fécondes forêts de l'Algide : en vain son noir feuillage tombe sous le tranchant des haches pesantes; elle s'accroît de ses pertes, elle renaît de ses cendres; le fer qui la frappe ajoute à sa gloire. »

Cette perpétuité de Rome, la seule, la véritable foi de l'antiquité païenne, a quelque chose de si merveilleux que le Concile de Nicée se fit traduire en grec la quatrième Églogue, où Virgile résume toutes les prophéties sur le Désiré des nations. Rome sait, avec le chantre de l'*Énéide*[2], que Dieu n'a posé ni terme ni temps à sa puissance, et qu'il lui a donné un empire sans fin. Rome agit en conséquence. L'*imperium sine fine dedi* passe de la poésie aux prophètes, et des prophètes à la plus absolue des réalités. Cette Rome,

Veuve d'un peuple-roi, mais reine encor du monde,

appartient à tous. Elle a été pour chacun, elle sera pour tous. C'est l'héritage et la splendeur de l'humanité. Elle a défié les catastrophes et survécu aux déchirements de tous les royaumes. Comme dans l'hymne de saint Prosper, elle peut sans cesse dire avec les deux hémisphères reconnaissants : « Rome, le siége de Pierre, devenue sous ce titre le chef de l'ordre pastoral dans l'univers entier,

[1] *Carminum* lib. IV, od. IV.
[2] *Énéide*, l. Ier, v. 282.

s'assujettit par la Religion ce qu'elle n'a pu subjuguer par les armes. »

Tout pouvoir lui fut accordé dans le ciel et sur la terre. Elle a souffert, maintenant elle règne. La charité se refroidissait, la foi semblait presque éteinte. Le dragon déchaîné parcourait les provinces, il séduisait les nations. Ce n'était plus, ainsi que jadis, une erreur qui se présentait; c'était l'amas de toutes les erreurs et la coalition de toutes les débauches de l'intelligence, menant en laisse l'abrutissement moral.

La Révolution avait pris le nom de Mystère; elle l'avait inscrit à son front; elle voulait le graver sur les ruines du Pontificat.

Tout à coup, pour le consoler des ingratitudes, des persécutions et des ignominies, pour apprendre aux hommes ce que l'Église, associée au gouvernement des choses humaines, peut en faveur de la prospérité des États, Dieu réduit à néant les prestiges de l'incrédulité, l'art des écrivains, la nouveauté des systèmes, la force des armées, les colosses de puissance, les embûches des Sociétés secrètes, la malice des schismes et la folie des complots.

A ce spectacle que nous avons sous les yeux, et que les titres seuls des cinq livres composant cet ouvrage réfléchissent comme dans un miroir, les peuples s'inclinent. Ils ont enfin l'intuition des douleurs et des joies de la Papauté; puis, les yeux tournés vers Rome, ils disent avec les prophètes : « Lève-toi, ô Jérusalem nouvelle, quitte tes habits de deuil. Voici les jours d'abondance et d'allégresse. Tes ennemis se prosternent devant toi; et ceux qui t'avaient humiliée dans la poussière baisent la trace de tes pas. »

C'est ainsi qu'en révélant cette omnipotente énergie, cachée sous une apparente faiblesse, Dieu explique, par un seul triomphe, les déroutes de la Révolution et la victoire de l'Église.

FIN DU DEUXIÈME ET DERNIER VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE TOME SECOND.



LIVRE III.

LÉON XII ET CHARLES X.

La Révolution reprend son œuvre contre l'Église. — La liberté de la presse et la propagation des doctrines subversives. — Plan du Libéralisme pour continuer l'œuvre des Jansénistes, des Gallicans et des Philosophes. — La Révolution en Europe. — L'Espagne libérale et le Piémont constitutionnel. — Les Sociétés secrètes à Naples et en France. — Situation que la Charte de Louis XVIII fait à ce pays. — Les Missionnaires et les Francs-Maçons. — Les Jésuites et les Libéraux. — Châteaubriand et la liberté de la presse. — Bonald et Joseph de Maistre. — Charles X et la Révolution. — Conclave de 1823. — Le droit d'exclusive. — Léon XII, pape. — Son portrait. — Le cardinal Consalvi réconcilié avec le Pape. — Leurs entretiens. — Le Jubilé de 1825. — Conspiration de la Vente suprême contre le Siége romain. — Le Carbonarisme et les Sociétés secrètes. — Instruction permanente de la Vente suprême. — Les agents provocateurs et les assassins. — Filiation des uns et des autres. — Différence de but que se proposent la haute Vente et les Sociétés secrètes vulgaires. — Les Francs-Maçons relégués au second plan. — Le cardinal Bernetti, secrétaire d'État. — Ses luttes contre le Carbonarisme. — Les Sociétés secrètes conspirant contre elles-mêmes. — Leur antagonisme intérieur les distrait quelquefois de leurs attaques contre le Saint-Siége. — Pressentiments de Léon XII. — Émancipation des Catholiques irlandais. — Mort de Léon XII. — Pie VIII et l'insurrection de 1830. — Louis-Philippe d'Orléans, roi des Français. — Ses moyens de gouvernement. — Il fomente la Révolution contre les trônes et contre l'Église. — Insurrection de Belgique. — Le cardinal Albani, secrétaire d'État. — La Belgique constitutionnelle. — Mort de Pie VIII. 1 à 182

LIVRE IV.

GRÉGOIRE XVI ET L'INSURRECTION DE JUILLET.

La Révolution dans les États pontificaux. — Conclave de 1831. — Élection de Grégoire XVI. — Le cardinal Bernetti, secrétaire d'État, en face de l'insurrection. — Le peuple de Rome s'arme contre la Révolution. — Portrait de Grégoire XVI. — Son attitude en présence du danger. — L'Angleterre dominant Louis-Philippe. — Plan du cabinet de Saint-James contre l'Église. — Protection accordée par l'Angleterre à toute idée de désordre. — De quelle manière procède cette puissance. — Ses moyens pour développer la Révolution en Europe. — Entente cordiale. — L'Angleterre pousse sous main Louis-Philippe à exiger des garanties en faveur des Romagnols. — Réalisation du projet anticatholique des Sociétés secrètes. — Conférences diplomatiques à Rome pour élaborer un mémorandum. — Intervention subreptice de l'Angleterre. — L'amnistie et le progrès. — Politique de Grégoire XVI. — M. de Bunsen, rédacteur du mémorandum. — Le mémorandum. — Position du Saint-Siége devant cette singulière intervention. — Le prince de Metternich la complique par sa politique. — Son portrait. — Dépêche du comte de Saint-Aulaire. — Bernetti conjure l'orage en semblant le favoriser. — Les garanties de Louis-Philippe et la réponse de Grégoire XVI. — Nouvelle insurrection du Libéralisme italièn. — Les Sociétés secrètes proclament la déchéance du Pape. — Invasion d'Ancône par les Français. — Le dernier mot de lord Palmerston en faveur des insurgés. — L'Angleterre prend ses précautions pour les tenir toujours en haleine. — Examen du mémorandum. — Causes de la misère apparente dont souffrent les États romains. — Bilan officiel de ce qu'a coûté au Saint-Siége la Révolution depuis 1796. — Les Romains sont-ils plus à plaindre que les autres peuples? — Pourquoi les Sociétés secrètes et l'Angleterre cherchent-elles toujours à fomenter des troubles dans l'État pontifical? — Louis-Philippe fait demander à Grégoire XVI de consacrer par un bref le pouvoir de fait. — Différence qui existe entre l'autorité et le pouvoir. — Les faits accomplis et les principes. — Situation de l'Église en présence de tous les changements dynastiques opérés par la Révolution. — Rome et la fin providentielle du travail des siècles. — Gouvernement temporel de l'Église. — Prêtres et laïques. — Pourquoi les prêtres ne seraient-ils pas d'aussi bons administrateurs que d'autres classes de citoyens? — Saint-Simon et le Saint-Simonisme. — D'où vient cette prétendue doctrine? — Son origine et son développement. — Saint-Simon réformateur. — Ses disciples et le Père suprême. — Ils attaquent l'Église et tous les cultes. — La femme libre et l'épidémie de l'Industrialisme. — Le Saint-Simonisme et la loi agraire. — Les Millénaires et le Messie saint-simonien. — L'Humanité-Dieu et la soif de l'or. — Chute et dispersion du Saint-Simonisme. — Charles Fourier et son système. — La théorie des quatre mouvements et le Phalanstère. — Comme Saint-Simon, Fourier se sert de la Révolution pour battre en brèche le Catholicisme. — Ses plans de

rénovation universelle. — Ses utopies ridicules et ses idées atroces. — Les Harmoniens et les Humanitaires. — Les planètes et l'âme humaine. — Phalanstère idéal sur les ruines de l'Église. — Les disciples de Fourier et leurs doctrines. — Le Saint-Simonisme et le Fouriérisme engendrent le Communisme. — École de matérialistes née au souffle des révolutions. — Le Socialisme et la Religion chrétienne. — Les Sociétés secrètes s'emparent du levier communiste pour se composer une armée. — Babeuf et Mazzini. — L'abbé de la Mennais contre la Révolution. — Ses principes et ses projets, son caractère et ses tendances. — La raison générale et l'Église. — Léon XII et le cardinal Bernetti. — Leurs pressentiments sur l'abbé de la Mennais. — Chute de l'abbé de la Mennais. — Ses disciples et l'art chrétien. — Révolution dynastique en Portugal et en Espagne. — Le progrès constitutionnel s'inaugure dans le massacre et la proscription des prêtres. — Le cardinal Lambruschini, secrétaire d'État. — Grégoire XVI à Rome. — Le Pape et les Missions. — L'Église attaquée par les Sociétés secrètes. — Le Protestantisme introduit en Italie par les Sociétés bibliques. — La haute Vente s'effraye de ses corruptions. — La noblesse romaine et la bourgeoisie. — Grégoire XVI et les Congrès scientifiques. — Action de ces Congrès patronés par les Sociétés secrètes. — La Vente suprême désorganisée. — Progrès de la Révolution contre l'Église et contre les trônes. — Mazzini et sa correspondance secrète. — Indices accusateurs du mouvement préparé depuis si longtemps. — Mort de Grégoire XVI. 183 à 395

LIVRE V.

PIE IX ET LA RÉVOLUTION EUROPÉENNE.

Le cardinal Mastaï est nommé Pape et prend le nom de Pie IX. — Son portrait. — Ses plans de gouvernement. — L'amnistie et ses résultats. — Premiers enthousiasmes des Romains. — Les Sociétés secrètes accaparent cette ivresse et la font tourner contre l'Église. — La conspiration de l'amour. — L'agitation en permanence. — Les étrangers à Rome. — Leur alliance avec les Sociétés secrètes. — La liberté de la presse accordée par le Pape. — Ses premiers effets. — Institution de la garde nationale. — Craintes et pressentiments de Pie IX. — Lord Minto à Rome. — La Consulte d'État est organisée. — Ciceruacchio et M. Thiers. — Mirabeau et Pie IX. — Révolution de 1848. — Fuite de Louis-Philippe. — La révolution européenne. — Les Sociétés secrètes avaient voulu la faire antipapale; par le fait des événements, elle reste catholique. — Désir d'unité de toutes les nationalités, leur fractionnement inévitable. — Les vieilles lyres et les jeunes républiques. — Le sabre et la liberté. — La République française donne le signal de la réaction contre les idées révolutionnaires. — Le Pape aux prises avec la Révolution. — Les Sociétés secrètes et ses divers ministères. — Pie IX commence seul sa lutte contre l'idée révolutionnaire. — Le statut fondamental et l'unité italienne. — La guerre de l'indépendance et l'allocution du 29 avril 1848. — Effets prévus de cet acte. — Pie IX privé de sa liberté morale, et

Gioberti triomphant. — Mazzini donnant ses instructions secrètes. — Charles-Albert et ses projets ambitieux. — Rossi ministre du Pape. — Assassinat de Rossi, siége du Quirinal. — Le Pape à Gaëte. — Le général Cavaignac et Louis-Napoléon Bonaparte. — L'Europe monarchique et l'empereur Nicolas. — Conférences de Gaëte. — L'intervention de l'Europe catholique demandée par le Pape. — Mémorandum de 1831 retourné en 1849. — Allocution de Gaete. — La Révolution à Rome. — Excommunication des révolutionnaires. — Mazzini, dictateur au nom de Dieu et du peuple. — Le siége de Rome. — La chasse aux prêtres. — Les étrangers et les mercenaires des Sociétés secrètes représentant le peuple romain. — Attitude des puissances. — Mazzini au Capitole. — Colère déclamatoire de la Révolution sur les conséquences du siége de Rome. — Le père Ventura et le citoyen Proudhon. — Démagogues et apostats. — Le triumvirat et l'armée française. — Entrée des Français à Rome. — Retour du Pape. — Trois Papes du nom de Pie vainqueurs de la Révolution. — Les bonheurs de Pie IX. — Triomphe de l'Église romaine par la Révolution. — Hiérarchie ecclésiastique établie en Angleterre et en Hollande. — Concordats avec l'Espagne et les princes protestants. — L'empereur François-Joseph. — Concordat d'Autriche. — Fin du Joséphisme et liberté rendue à l'Église dans les États impériaux. — La France proclame la liberté d'enseignement. — Les conciles provinciaux et l'adoption de la liturgie romaine. — L'Église en Crimée. — Les Jésuites et les Sœurs de saint Vincent de Paul. — Piémont constitutionnel et Belgique libérale faisant seuls la petite guerre contre Rome. — Le Statuto et le Saint-Siége. — La charité chrétienne et l'émeute philanthropique. — Les testaments et les belles morts. — Définition du dogme de l'Immaculée Conception. — Les dieux inconnus. — Les ordres religieux et leurs œuvres en face de l'impuissance des ennemis du Catholicisme. — Conclusion de l'ouvrage. 396 à 531

FIN DE LA TABLE DU TOME SECOND ET DERNIER.